

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

**INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS**

ANNUAIRE STATISTIQUE DU CAMEROUN

Recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays jusqu'en 2013

Edition 2013

AVANT PROPOS

L'Institut National de la Statistique du Cameroun a le plaisir de présenter l'édition 2013 de l'Annuaire Statistique du Cameroun.

L'Annuaire Statistique du Cameroun est une publication de référence en matière d'information statistique générale dans les domaines économique et social. Cet ouvrage, qui est conçu comme un outil de travail, permet aux lecteurs d'accéder, sans difficultés, aux données statistiques disponibles.

Comme les précédentes, cette édition comprend quatre parties :

La première situe le Cameroun dans son cadre physique et son organisation institutionnelle, administrative et judiciaire, et intègre quelques repères historiques pour mieux comprendre l'évolution du Cameroun.

La deuxième partie, outre les données socio-démographiques, l'habitat, l'enseignement et la santé, met l'accent sur les conditions de vie des populations, le phénomène de pauvreté et l'emploi au Cameroun.

La troisième partie retrace la situation de l'économie du pays, à travers les indicateurs et les informations produits par les administrations et organismes compétents dans les domaines agricole, sylvicole, commercial et industriel. La gestion de l'économie est retracée à travers les comptes nationaux et les finances publiques.

La quatrième partie, en présentant les caractéristiques de quelques pays africains et du Reste du Monde, permet de comparer le Cameroun à ces pays pour une meilleure appréciation de son niveau de développement.

Nous portons à votre connaissance que l'Institut dispose des bases de données plus complètes et sur de longues périodes. Nous pouvons ainsi répondre à des demandes plus ciblées.

L'équipe de l'Institut remercie toutes les administrations publiques et privées qui ont participé, à travers la fourniture des informations, à la confection et à la publication de cette édition de l'Annuaire Statistique du Cameroun.

Nous restons à l'écoute de toutes les suggestions de nos lecteurs pour l'amélioration des prochaines éditions.

La Direction Générale

SOMMAIRE

PRELIMINAIRE

Administration et contacts	i
Avant-propos	ii
Signes conventionnels	iii
Textes et lois gouvernementaux	1

PREMIERE PARTIE : TERRITOIRE ET CLIMATOLOGIE

Chapitre 1 : Cadre physique	29
Chapitre 2 : Organisation institutionnelle, administrative et judiciaire	23
Chapitre 3 : Climatologie	69

DEUXIEME PARTIE : POPULATION ET AFFAIRES SOCIALES

Chapitre 4 : Caractéristiques de la population	79
Chapitre 5 : Habitat et conditions de vie	89
Chapitre 6 : Education	100
Chapitre 7 : Santé	140
Chapitre 8 : Emplois et revenus	160
Chapitre 9 : Travail, protection sociale et assurance	182
Chapitre 10 : Justice	200
Chapitre 11 : Culture	208
Chapitre 12 : Jeunesse, sport et loisirs	220
Chapitre 13 : Sécurité	231

TROISIEME PARTIE : ACTIVITES ECONOMIQUES

Chapitre 14 : Agriculture	245
Chapitre 15 : Elevage et pêche	265
Chapitre 16 : Environnement, faune et forêt	282
Chapitre 17 : Eau et énergie	296
Chapitre 18 : Industries	310
Chapitre 19 : Prix à la consommation finale des ménages	336
Chapitre 20 : Transports	354

Chapitre 21 : Postes et télécommunications	369
Chapitre 22 : Tourisme	381
Chapitre 23 : Finances publiques	391
Chapitre 24 : Monnaie et crédit	414
Chapitre 25 : Comptabilité Nationale	428
QUATRIEME PARTIE : LE CAMEROUN DANS LE MONDE	
Chapitre 26 : Balance de paiements et commerce extérieur	444
Chapitre 27 : Le Cameroun dans la zone CEMAC	463
Chapitre 28 : Le Cameroun dans la zone FRANC	471
Chapitre 29 : Le Cameroun en AFRIQUE	482
Chapitre 30 : Le Cameroun dans le MONDE	499
Chapitre 31 : Coopération internationale	507
Chapitre 32 : Carte diplomatique du Cameroun	524

SIGNES CONVENTIONNELS ET ABREVIATIONS UTILISES

Signes	Signification adoptée
-	Résultat rigoureusement nul
...	Résultat non disponible
///	Case vide en raison de la nature des choses
μ	Résultat inférieur à la moitié de l'unité choisie
1 ^e	Première année de l'enseignement secondaire technique
2 ^e	Deuxième année de l'enseignement secondaire technique
3 ^e	Troisième année de l'enseignement secondaire technique
4 ^e	Quatrième année de l'enseignement secondaire technique
I	Première
II	Seconde
A.S.T.I.	Ecole Supérieure d'Interprétariat et de Traduction
AD	Adamaoua
ADC	Aéroports du Cameroun
AER	Agence de l'Électrification Rurale
AES-SONEL	Apply Energy Services-National Electricity Corporation
AFD	Agence Française de Développement
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AGR	Agriculture
AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
ALUCAM	usine d'électrolyse d'aluminium primaire de la société
ANTIC	Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication
APN	Autorité Portuaire National
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
ART	Agence de Régulation des Télécommunications
BAD	Banque Africaine de Développement
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIP	Budget d'Investissement Public
BM	Banque Mondiale
BUCREP	Bureau Central des Recensements et des Études de Population
C2D	Contrat de Désendettement et Développement
CAA	Caisse Autonome d'amortissement
CAMAIR-CO	Cameroon Airlines Corporation
CAMWATER	Cameroun Water Utilities Corporation
CAPP	Centre d'Approvisionnement Pharmaceutique Provincial
CCAA	Cameroon Civil Aviation Authority
CCIMA	Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun
CDE	Camerounaise des Eaux
CE	Centre
CEA	Commission Economique pour l'Afrique

Signes	Signification adoptée
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CHU	Centre hospitalier et universitaire
CL1	Class1
CL2	Class2
CL3	Class3
CL4	Class4
CL5	Class5
CL6	Class6
CL7	Class7
CMA	Centre Médical d'Arrondissement
CNDHL	Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés
CNLS	Comité National de Lutte Contre le Sida
CONAC	Commission Nationale Anti-corruption
CONSUPE	Contrôle Supérieur de l'Etat
CSI	Centre de Santé Intégré
CSSD	Chef de Service de Santé de District
CTS	Comité Technique de Suivi des programmes économiques
CUSS	Centre Universitaire des Sciences de la Santé
DCEFE	Direction des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures
DCGR	Direction de la Conservation et de la Gestion des Ressources Naturelles
DDC	Département de Droit Canon
DEPI	Direction des Etudes, de la Prévision et de l'Informatique
DESA	Direction des Enquêtes et Statistique Agricole
DFAP	Direction de la Faune et des Aires Protégées
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale de la Douane
DGSN	Délégation Générale à la Sûreté Nationale
DIRPEC	Direction de la Pêche
DLA	Douala
DPA	Direction de la Production Animale
DPSP	Délégué (Délégation) Provincial (e) de la Santé Publique
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSC	Direction de la Santé Communautaire
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSCN	Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
e	Estimation et évaluation
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EN	Extrême-Nord
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENSAI	Ecole Nationale des Sciences Agro Industrielles
ENSET	Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique

Signes	Signification adoptée
ENSP	Ecole Nationale Supérieure Polytechnique
ENY	Energie
ES	Est
ESI	Ecole des Sciences Infirmières
ESSEC	Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales
ESSTIC	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'information et de la Communication
F Philo	Faculté de Philosophie
F.A.	Faculté des Arts
F.S.M.S.	Faculty of Social and Management Science
F1	Form1
F2	Form2
F3	Form3
F4	Form4
F5	Form5
FAD	Fonds Africain de Développement
FALSH	Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FASA	Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles
FBCF	Formation Brute du Capital Fixe
FCFA	Franc de la Coopération Financière d'Afrique
FE	Faculty of Education
FHS	Faculty of Health Science
FIDA	Fond International pour le Développement Agricole
FLSH	Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FMI	Fonds Monétaire International
FMSB	Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales
FNE	Fonds National de l'Emploi
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les Activités en Matière de Population
FRA	France
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
FS	Faculté des Sciences
FSEG	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
FSEGA	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Appliquée
FSJP	Faculté des Sciences Juridiques et Politiques
FSSG	Faculté des Sciences Sociales et de Gestion
FT	Faculté de Théologie
GFR	German Federal Republic
GS-N2	Grande Section – Nursery 2
GTC	Groupe Technique Central
HD	Hôpital de District
HLT	Health (Santé)
HUM	Education -Ressources Humaines

Signes	Signification adoptée
IDA	Association Internationale de Développement
IDH	Indicateur de Développement Humain
IFORD	Institut de Formation et de Recherche Démographique
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INP	Indice National des Prix
INS	Institut National de la Statistique
IPI	Indice de la Production Industrielle
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
IRIC	Institut des Relations Internationales du Cameroun
ISO	International Standard Organisation
IUT	Institut Universitaire de Technologie
JICA	Japan International Cooperation Agency
JPN	Japan
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
Kwh	Kilowattheure
LF	Loi de Finance
Lower	Lower sixth form
LT	Littoral
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINCONSUPE	Ministère Contrôle Supérieur de l'Etat
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINIMIDT	Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINMAP	Ministère des Marchés Publics

Signes	Signification adoptée
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunication
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et Technique
MINREXT	Ministère des Relations Extérieures
MINSANTE	Ministère de la Santé
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MIRAP	Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation
MS	Moyenne Section
MSP	Ministère de la Santé Publique
MW	Méga Watt
ND	non disponible
NC	Non Classés
NHMIS	National Health Management Information System
NO	Nord
NW	Nord-West
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OMT	Organisation Mondiale du Travail
ONECCA	Ordre National des Experts-Comptables du Cameroun
ONEL	Observatoire National des Élections
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	Obligations du Trésor
OU	Ouest
p	Projection
PACA	Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole au Cameroun
PAD	Port Autonome de Douala
PADFA	Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PADMIR	Projet D'appui au Développement de la Micro finance Rurale
PAEPA-MRU	Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCFC	Projet de Compétitivité des Filières de Croissance
PEV	Programme Elargi de Vaccination

Signes	Signification adoptée
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
PNLT	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
PRECASEM	Projet de renforcement des capacités dans le secteur minier
PS-N1	Petite Section – Nursery 1
r	Donnée rectifiée
RGE	Recensement Général des Entreprises
RGPH	Recensement Général de la Population et de l’Habitat
RI	Recensement Industriel
SCN	Système de comptabilité nationale
SIDA	Syndrome de l’Immuno Déficience Acquisse
SNEC	Société Nationale des Eaux du Cameroun
SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
SONARA	Société Nationale de Raffinage
SRC	Société de Recouvrement des Créances du Cameroun
SU	Sud
SW	South-West
SYNAME	Système National d’Approvisionnement en Médicaments et consommables Médicaux Essentiels
TIC	Technologies de l’Information et de la Communication
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l’Etat
TTC	Toute Taxe Comprise
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
U.A	Union Africaine
U.E.	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africain
UMA	Union du Maghreb Arabe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’Enfance
UNIFEM	Fonds des Nations Unies pour le Développement des Femmes
Upper	Upper sixth form
VIH	Virus d’Immuno-déficience Humaine
Ydé	Yaoundé

TEXTES ET LOIS GOUVERNEMENTAUX

SOMMAIRE

I.	ACCORTS ET CONVENTIONS.....	2
1.	ACCORDS.....	2
2.	CONVENTIONS.....	9
II.	LOIS ET ORDONNANCES.....	11
1.	LOIS.....	11
2.	ORDONNANCES.....	13
III.	TEXTES ORGANIQUES	13
A.	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.....	13
B.	PARLEMENT	15
C.	PREMIER MINISTERE.....	15
D.	MINISTERES	16
E-	ENTREPRISES	25
F-	PROFESSIONS LIBERALES	28

I. ACCORDS ET CONVENTIONS

1. ACCORDS

- Décret N°2013/459 du 19 décembre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, à signer avec le Fonds africain de développement (FAD), un accord de prêt d'un montant de 1,25 million d'unités de compte, soit 934,6 millions de FCFA environ, pour le financement partiel de l'étude du projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad.
- Décret N°2013/434 du 02 décembre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec le fonds africain de développement (FAD), un accord de prêt d'un montant de 13,61 millions d'unités de compte, soit 10,17 milliards de FCFA environ pour le financement du projet d'appui aux infrastructures rurales et au développement participatif de Grassfield, phase II (Grassfield II).
- Décret N°2013/419 du 27 novembre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA), un accord de prêt d'un montant de 3 millions de dinars koweïtiens, correspondant à 10,5 millions de dollars US, soit environ 5,25 milliards de FCFA, pour le financement du projet de construction et d'équipement du lycée secondaire professionnel d'Ekounou.
- Décret N°2013/404 du 08 novembre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC), filiale du groupe de la Banque islamique de développement (BID), un accord de prêt d'un montant de 13 millions d'euros, soit environ 8,527 milliards de FCFA, pour le financement de la campagne cotonnière 2013-2014 au Cameroun.
- Décret N°2013/405 du 08 novembre 2013 portant ratification de l'accord de prêt d'un montant maximum équivalent à 29,990 millions d'unités de compte, soit environ 15,811 milliards de FCFA, conclu le 11 septembre 2013 entre la République du Cameroun et le Fonds africain de développement (FAD), pour le financement partiel de la deuxième phase du projet d'assainissement de Yaoundé.
- Décret N°2013/381 du 17 octobre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque d'export-import de Chine (EXIMBANK – Chine), un accord de prêt d'un montant de 155 550 000 dollars Us, soit environ 77,775 milliards de FCFA, pour le financement partiel du projet de Réseau national de Télécommunications d'urgence.
- Décret N°2013/382 du 17 octobre 2013 portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 6,6 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 10 millions de dollars US, soit environ 5 milliards de FCFA, conclu le 07 avril 2013 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du projet de développement de l'élevage et de la pêche dans la région du Nord-Ouest.
- Décret N°2013/383 du 17 octobre 2013 portant ratification de l'accord de vente à tempérament d'un montant de 6,92 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 10,38 millions de dollars US, soit environ 5,19 milliards de FCFA, conclu le 07 avril 2013 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du projet de développement de l'élevage et de la pêche dans la région du Nord-Ouest.
- Décret N°2013/384 du 17 octobre 2013 portant ratification de l'accord de financement, dit « Istisna'a », d'un montant de 21,373 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 32,060 millions de dollars US, soit environ 16,030 milliards de FCFA, conclu le 07 avril 2013 entre la

République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du projet de développement de l'élevage et de la pêche dans la région du Nord-Ouest.

- Décret N°2013/376 du 11 octobre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque d'export–Import de Chine (EXIMBANK-Chine), un accord de prêt d'un montant de 1 059 000 000 de yuans RMS, soit environ 84,720 milliards de francs CFA, pour le financement du Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (phase 1 : Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélima).
- Décret N°2013/377 du 11 octobre 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le Fonds Africain de Développement (FAD), un accord de prêt d'un montant de 0,25 millions d'unités de compte, soit environ 191 millions de francs CFA, pour le financement partiel du programme de conservation de la biodiversité en Afrique centrale – sauvegarde des éléphants d'Afrique centrale.
- Décret N°2013/291 du 04 septembre 2013 portant ratification de l'accord bilatéral relatif au transport aérien entre le gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 19 octobre 2012
- Décret n°2013/278 du 29 août 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le gouvernement de la République populaire de Chine, un accord-cadre de prêt d'un montant de 1059000000 yuans RMS, soit environ 84,720 milliards de francs CFA, pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (phase 1 : Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélima).
- Décret N°2013/227 du 8 juillet 2013 portant ratification de l'accord de prêt combiné des ressources de la Banque islamique de développement (BID) d'un montant de 1,74 million de dollars US, équivalent approximativement à 1,16 million de dinars islamiques, soit environ 922 millions de FCFA, et des ressources du fonds de solidarité pour le développement (FSID) d'un montant de 2,54 millions de dollars US, équivalent approximativement à 1,69 million de dinars islamiques, soit environ 1,34 milliard de FCFA, conclu le 8 mai 2013 entre la Banque islamique de développement (BID) et la République du Cameroun, pour le financement du Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants (APAPE).
- Décret N°2013/226 du 8 juillet 2013 portant ratification de l'accord de financement dit « ISTISNA'A » d'un montant de 7 790 000 dollars US, équivalent approximativement à 5 190 000 dinars islamiques, soit environ 4,12 milliards de FCFA, conclu le 8 mai 2013 entre la Banque islamique de développement (BID) et la République du Cameroun, pour le financement du Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants (APAPE).
- Décret N°2013/225 du 8 juillet 2013 portant ratification de l'accord de vente à tempérament d'un montant de 960 000 dollars US, équivalent à 640 000 dinars islamiques, soit environ 508 millions de FCFA, conclu le 8 mai 2013 entre la Banque Islamique de développement (BID) et la République du Cameroun, pour le financement du Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants (APAPE).
- Décret N°2013/189 du 18 juin 2013 portant ratification de l'accord de prêt n°2100150028147 d'un montant maximum équivalent à 47 260 000 unités de compte, soit environ 37,37 milliards de FCFA, conclu le 09 février 2013 entre la République du Cameroun et le fonds africain de développement

(FAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement de la route de la route Kumba-Manfé, dans la région du sud-ouest.

- Décret N°2013/163 du 16 mai 2013 rapportant les dispositions du décret n°2013/065 du 28 février 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec Strelitziaholding limited du Royaume Uni, un accord de prêt d'un montant de 320 millions d'euros, soit environ 210 milliards de francs CFA, pour le financement de la route Loum-kumba – EkondoTiti – Mudemba – Isangele – Akpa.
- Décret N°2013/094 du 03 avril 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la République populaire de Chine, un accord de prêt sans intérêt d'un montant de 70 millions de yuans renminbi, soit environ 5,7 milliards de francs CFA, pour le financement des projets de coopération économique et technique à convenir d'accord parties.
- Décret N°2013/095 du 03 avril 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la République populaire de Chine, un accord de prêt sans intérêt d'un montant de 100 millions de yuans renminbi, soit environ 8 milliards de francs CFA, pour le financement des projets de coopération économique et technique à convenir d'accord parties.
- Décret N°2013/115 du 26 avril 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), un accord de prêt d'un montant de 7,5 millions de dollars US, soit environ 3,750 milliards de FCFA, pour le financement du projet de construction et d'équipement du lycée technique de ombé.
- Décret N°2013/116 du 26 avril 2013 portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 25 milliards de FCFA, conclu le 9 février 2013 entre la République du Cameroun et la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) pour le financement partiel du projet d'aménagement de la route Kumba-Mamfé.
- Décret N°2013/084 du 15 mars 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de prêt combiné des ressources de la BID d'un montant de 1,74 million de dollars US, équivalent environ à 1,16 million de dinars islamiques, soit environ 922 millions de FCFA et des ressources du Fonds de solidarité pour le développement (FSID d'un montant de 2,54 millions de dollars US, équivalent à 1,69 million de dinas islamiques, soit environ 1,34 milliard de FCFA, pour le financement du Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants (APAPE).
- Décret N°2013/085 du 15 mars 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de financement, dit « Istisna'a », d'un montant de 7,79 millions de dollars US, équivalent à 5 190 000 dinars islamiques, soit environ 4,12 milliards de francs CFA, pour le financement du programme d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits exploitants (APAPE).
- Décret N°2013/085 du 15 mars 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de vente à tempérament d'un montant de 960 000 de dollars US, équivalent à 640 000 dinars islamiques, soit environ 508 millions de FCFA, pour le financement du Programme d'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants.

- Décret N°2013/080 du 11 mars 2013 portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant de 37 500 000 riyals saoudiens, soit 10 millions de dollars US, soit environ 5 milliards de francs CFA, conclu le 23 janvier 2013 entre la République du Cameroun et le Fonds Saoudien de Développement (FSD), pour le financement partiel du projet de construction de la route Sangmélima-Djoum (Tronçon Bikoula-Djoum).
- Décret N°2013/075 du 04 mars 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de prêt d'un montant de 6,6 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 10 millions de dollars US, soit environ 5 milliards de FCFA, pour le financement du Projet de Développement de l'Elevage et de la Pêche dans la Région du Nord-Ouest.
- Décret N°2013/076 du 04 mars 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de vente à tempérament d'un montant 6,92 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 10,38 millions de dollars US, soit environ 5,19 milliards de FCFA, pour le financement du Projet de Développement de l'Elevage et de la Pêche dans la Région du Nord-Ouest.
- Décret N°2013/077 du 04 mars 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de financement, dit « Istisna'a », d'un montant de 21,373 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 32,060 millions de dollars US, soit environ 16,030 milliards de FCFA, pour le financement du Projet de Développement de l'Elevage et de la Pêche dans la Région du Nord-Ouest.
- Décret N°2013/007 du 08 janvier 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec le Fonds Africain de Développement (FAD), un accord de prêt d'un montant de 47,26 millions d'Unités de compte, soit 37,37 milliards de FCFA environ, pour le financement partiel du projet d'aménagement de la route Kumba-Mamfe dans la région du Sud-Ouest.
- Décret N°2012/566 du 29 novembre 2012 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque de Développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), un accord de prêt d'un montant de 25 milliards de francs CFA, pour le financement partiel du projet d'aménagement de la route Kumba-Mamfé.
- Décret N°2012/413 du 26/09/2012 ordonnant la publication au Journal Officiel du texte de l'Accord de crédit n°5024-CM, d'un montant de 19,3 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), correspondant à 30 millions de dollars US, soit environ 15 milliards de francs CFA, conclu le 28 juin 2012 entre la République du Cameroun et l'Association Internationale de Développement (IDA), pour le financement du Projet de renforcement des capacités dans le secteur minier (PRECASEM).
- Décret N°2012/371 du 13 septembre 2012 portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant de 11.390.000 euros soit environ 7 411 414 550 de francs CFA, conclue le 04 avril 2012 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement du Projet de développement intégré du coton et des cultures vivrières au Cameroun.
- Décret N°2012/372 du 13 septembre 2012 portant ratification de l'Accord Aérien entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement de la République populaire de Chine, relatif à l'établissement de services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs, signé à Pékin le 21 avril 2011.

- Décret N°2012/373 du 13 septembre 2012 portant ratification de l'Accord Commercial entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement de la République Tunisienne ; signé à Tunis le 05 août 1999.
- Décret N°2012/374 du 13 septembre 2012 portant ratification de l'Accord Commercial entre le Gouvernement de la République du Cameroun et le Gouvernement de la République Arabe d'Egypte, signé au Caire le 24 octobre 2000.
- Décret N°2012/341 du 05 juillet 2012 ordonnant la publication du journal officiel du texte de l'accord d'indemnité d'un montant de 82 milliards de FCFA conclu le 31 mai 2012 entre la République de Cameroun et l'Association Internationale du Développement (IDA) et relatif à la garantie de 2090 de remboursement de crédit contractant auprès des banques locales dans le cadre du financement du projet de construction de la centrale de gaz de Kribi.
- Décret N°2012/328 du 28 Juin 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec EXIMBANK-CHINE, un accord de prêt d'un montant de 482 800 000 de dollars us et environ 241, 4 milliards de francs CFA pour le financement de la construction de l'autoroute Yaoundé-Douala (phase N).
- Décret N°2012/221 du 14 mai 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Association Internationale de Développement (IDA), un accord de prêt d'un montant de 85, 2 millions de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) correspondant à 132 millions de dollars us, soit environ 66 milliards de francs CFA, pour le financement partiel du projet hydroélectrique de Lom Pangar
- Décret N°2012/234 du 15 mai 2012 portant ratification de l'accord entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République Française instituant un partenariat de défense, signé à Yaoundé le 21 mai.
- Décret N°2012/230 du 20 mai 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Association Internationale de Développement (IDA) un accord d'indemnité d'un montant de 82 millions de dollars us, soit environ 41 milliards de FCFA pour le financement du projet de construction de la centrale de gaz de Kribi.
- Décret 2012/223 du 25 mai 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le Fonds Saoudien de Développement (FSD), un accord de prêt d'un montant de 37 500 000 riyals saoudien, correspondant à 10 millions de dollars us, soit environ 5 milliards de FCFA, pour le financement partiel du projet de construction de la route Sangmélima-Djoum (tronçon Bikoula-Djoum).
- Décret N°2012/242 du 30 mai 2012 portant ratification de la deuxième révision de l'accord de partenariat ACP-Union Européenne (accord de cotonoun), signé le 23 juin 2010 à Ouagadougou, au Burkina Faso.
- Décret N°2012/213 du 27 avril 2012 ratifiant l'accord de prêt d'un montant de 99 354 867 euros, soit environ 65,177 milliards de FCFA, conclu le 15 décembre 2011 entre la République du Cameroun et la DEUTSCHE-BANK S.A .E. de Madrid pour le financement du projet de renforcement de la sécurité portuaire et maritime du Cameroun.
- Décret N°2012/214 du 27 avril 2012 ratifiant l'accord de prêt d'un montant de 1 3057 100 euros, soit environ 8,57 milliards de FCFA, conclu le 15 décembre 2011 entre la République du Cameroun et la

Deutsche Bank S.A.E. de Madrid, pour financer la police d'assurance adossée sur le crédit acheteur du projet de renforcement de la sécurité côtière, portuaire et maritime du Cameroun.

- Décret N°2012/175 du 03 avril 2012 portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 6 millions de dollars us, soit environ 3 milliards de francs CFA, conclu le 22 décembre 2011 entre la République du Cameroun et le Fonds de l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole pour le Développement International (OFID), pour le financement partiel du projet d'alimentation en eau potable de certains centres.
- Décret N°2012/152 du 22 mars 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de prêt d'un montant de 11.390.000 euros, soit environ 7.411.414.550 FCFA, pour le financement du projet de développement intégré du coton et des cultures vivrières au Cameroun.
- Décret N°2012/153 du 23 mars 2012 portant ratification de l'accord de prêt n°2100150025494 d'un montant de 44,93 millions d'unités de compte (UC), soit environ 32,89 milliards de FCFA, conclu le 18 janvier 2012 entre la République du Cameroun et le fonds Africain de Développement (FAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement hydroélectrique de Lom Pangar.
- Décret N°2012/154 du 23 mars 2012 portant ratification de l'accord de prêt n°134/CAM-12/1-INFRA, d'un montant de 20 milliards de FCFA, conclu le 18 janvier 2012 entre la République du Cameroun et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, pour le financement partiel du projet d'aménagement hydro-électrique de Lom Pangar.
- Décret N°2012/155 du 22 mars 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID), un accord de prêt d'un montant de 11 390 000 euros, soit environ 7 411 414 550 FCFA, pour le financement du projet de développement intégré du coton et des cultures vivrières au Cameroun.
- Décret N°2012/070 du 08 mars 2012 portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 4, 490 millions de dinars islamiques, équivalent approximativement à 7 millions de dollars US, soit environ 3,5 milliards de FCFA, conclu le 08 décembre 2011 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement partiel du projet d'appui à la prévention et au contrôle du paludisme au Cameroun.
- Décret N°2011/374 du 23 novembre 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Islamique de Développement (BID) un accord de prêt d'un montant de 4,490 000 dinars islamiques approximativement à 7 millions de dollars us, soit environ 3,5 milliards de FCFA pour le financement partiel du projet d'appui à la prévention et au contrôle du paludisme au Cameroun.
- Décret N°2011/391 du 28 novembre 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la DEUTSCHE BANK S A E de Madrid, un accord de prêt d'un montant de 99,354 867 euros, soit environ 65,177 milliards de FCFA, pour le financement du projet de renforcement de la sécurité côtière, portuaire et maritime du Cameroun.
- Décret N°2011/392 du 28 novembre 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Deutsche Bank S.A.E. DE Madrid, un accord de prêt d'un montant de 13 057,100 euros, soit environ 8,57 milliards de FCFA, pour financer la police d'assurance adossée sur le crédit acheteur du projet de renforcement de la sécurité côtière, portuaire du Cameroun.

- Décret N°2011/334 du 07 octobre 2011 ratifiant l'accord entre le gouvernement de la république du Cameroun et le Gouvernement de la république du Mali.
- Décret N°2011/238 du 09 août 2011 portant ratification de l'accord de partenariat volontaire entre la République du Cameroun et l'Union Européenne sur l'application des réglementations frontières, la gouvernance et les échanges commerciaux des bois et des produits **dérivés** vers l'union européenne (APV/FIEGT) signé à Bruxelles le 06 octobre 2010.
- Décret N°2011/245 du 18 août 2011, ratifiant l'accord de prêt d'un montant de 10 millions de dollars US, soit environ 5 milliards de FCFA, conclu le 30 juin 2011 entre la république du Cameroun et la Banque Arabe pour le développement économique (BADEA), pour le financement partiel du projet de construction de la route Sangmélima-Djoum (tronçon Bikoula-Djoum).
- Décret N°2011/246 du 18 août 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), un accord de prêt d'un montant de 10 millions de dollars US, soit environ 5 milliards de francs CFA, pour le financement partiel du projet de construction de la route Sangmélima-Djoum (tronçon Bikoula-Djoum).
- Décret N°2011/247 du 18 août 2011 ratifiant l'accord de prêt n°CM 59 d'un montant de 11,8 millions de dinars Islamiques, soit environ 8,03 milliards de francs CFA, conclu le 07 mars 2011 entre la République du Cameroun et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement partiel du projet de développement de l'enseignement technique au Cameroun.
- Décret N°2011/285 du 31 août 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Association International de Développement (IDA), un accord de prêt d'un montant de 18,6 millions de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) correspond a 30 millions de dollars us, soit environ 15 milliards de FCFA pour le financement du projet d'assainissement des eaux usées au Cameroun.
- Décret N°2011/221 du 13 juillet 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec EXIMBANK de la république populaire de Chine un accord de prêt d'un montant de 168,300 000 de dollars us, soit environ 84,15 milliards de FCFA pour le financement du projet de construction d'un réseau national BROADABND de télécommunication au Cameroun.
- Décret N°2011/222 du 13 juillet 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec EXIMBANK de la république populaire de Chine, un accord de prêt d'un montant de 6 556 000 de dollars us, soit environ 32,78 milliards de FCFA pour le financement de la construction du projet E-POST de la CAMEROON POSTAL SERVICE (CAMPOST).
- Décret N°2011/025 du 14 Février 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD), un accord de prêt d'un montant de 60 millions d'euros, soit environ 39 357 420 000 FCFA pour le financement du projet d'aménagement de l'accès Est de la ville de Douala.
- Décret N°2011/001 du 11 janvier 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec EXIMBANK de la République populaire de Chine, un accord de prêt d'un montant de 42 300 000 dollars us soit environ 207 270 milliards de FCFA pour le financement du projet de construction du port en eau profonde de Kribi.

- Décret N°2011/003 du 11 janvier 2011 portant ratification de la Charte Africaine de la jeunesse adoptée le 02 juillet 2005 à BANJUL (Gambie) par la septième session de la conférence des chefs d'Etats de gouvernement de l'Union Africaine.
- Décret N°2011/004 du 11 janvier 2011 portant ratification de l'accord international de 2007 sur le café adopté le 28 septembre 2007 à Londres.
- Décret N°2011/005 du 11 Janvier 2011 portant ratification des statuts de l'agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), signé à Bonn le 26 Juin 2009.
- Décret N°2011/006 du 12 Janvier 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec Eximbank-Chine, un accord de prêt d'un montant de 524 000 000 yuans Renminbi pour le financement du projet de construction de 1500 logements sociaux au Cameroun.
- Décret N°2011/007 du 12 Janvier 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), un accord de prêt d'un montant de 2939 millions de yens pour le financement du projet de renforcement des infrastructures électriques et d'électrification rurale.
- Décret N°2011/010 du 18 Janvier 2011 ordonnant la publication au journal officiel du texte de l'accord de crédit n°4820-CM d'un montant de 18,9 millions de Droit de Tirage spéciaux (DTS) correspondant à 28,7 millions de dollars des Etats-Unis, soit environ 14,35 milliards de FCFA, conclu le 29 décembre 2010 entre la République du Cameroun et l'Association Internationale de Développement (IDA) pour le financement additionnel du Projet d'Appui au Développement des secteurs Urbains et de l'approvisionnement en Eau (PDUE).

2. CONVENTIONS

- Décret N°2013/460 du 19 décembre 2013 portant ratification de la convention de ligne de crédit d'un montant de 30 millions d'euros, soit 19,7 milliards de FCFA environ, conclue le 24 mai 2013 entre la République du Cameroun et le groupe néo-zélandais Corporation Daniel Simon Private Equity Limited (CDS Private Equity Ltd), pour le financement du plan de relance des filières cacao et café.
- Décret N°2013/435 du 02 décembre 2013 portant ratification de la convention de prêt d'un montant de 80 millions d'euros, soit environ 52,47 milliards de FCFA, conclue le 24 mai 2013 entre la République du Cameroun et le groupe Néo-zélandais Corporation Daniel Simon Private Equity Limited (CDS Private Equity LTD), pour le financement du plan de relance des filières cacao et café.
- Décret N°2013/300 du 09 septembre 2013 portant ratification de la Convention de l'Afrique Centrale pour le contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, adoptée à Kinshasa le 30 avril 2010 et signée à Brazzaville le 19 novembre 2010.
- Décret N°2013/190 du 20 juin 2013 portant adhésion de la République du Cameroun à la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928, modifiée et complétée par les protocoles des 10 mai 1948, 16 novembre 1966 et 30 novembre 1972, ainsi que par l'Amendement du 24 juin 1982 et l'Amendement du 31 mai 1988.
- Décret N°2013/125 du 29 avril 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec le groupe Néo-Zélandais Corporation Daniel Simon Private

- Equity Limited (CDS Equity Limited), une convention de prêt d'un montant de 80 millions d'euros, soit 52,47 milliards de FCFA environ, pour le financement du plan de relance des filières cacao et café.
- Décret N°2013/125 du 29 avril 2013 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec le groupe Néo-Zélandais Corporation Daniel Simon Private Equity Limited (CDS Equity Limited), une convention de ligne de crédit d'un montant de 30 millions d'euros, soit 19,7 milliards de FCFA environ, pour le financement du plan de relance des filières cacao et café.
 - Décret N°2012/362 du 1^{er} août 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque Européenne d'investissement (BEI), une convention de prêt d'un montant de 30 millions d'euros, soit environ 19,68 milliards de FCFA, pour le financement partiel du projet hydroélectrique de Lom Pangar.
 - Décret N°2012/354 du 23 juillet 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD), une convention de prêt d'un montant de 112 millions d'euros, soit 73,472 milliards de FCFA et l'affectation d'une subvention du deuxième contrat de désendettement et développement (C2D) de 18 millions d'euros, soit 11,808 milliards de FCFA, pour le financement partiel du projet de drainage pluvial de la ville de Douala.
 - Décret N°2012/355 du 23 juillet 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD), une convention de prêt d'un montant de 75 millions d'euros, soit 49,2 milliards de FCFA pour le financement partiel de du projet d'aménagement de l'accès ouest de la ville de Douala.
 - Décret N°2012/356 du 23 juillet 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD) une convention de prêt d'un montant de 60 millions d'euros, soit 39,36 milliards de FCFA pour le financement partiel du budget hydroélectrique du Lom Pangar.
 - Décret N°2012/357 du 23 juillet 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD), une convention de prêt d'un montant de 27 millions d'euros, soit 17,712 milliards de FCFA, et d'affectation d'une subvention du deuxième contrat de désendettement et de développement (C2D) de 58 millions d'euros, soit 38,048 milliards de FCFA, pour le financement partiel du programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales.
 - Décret N°2012/358 du 23 juillet 2012 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec l'Agence Française de Développement (AFD), une convention de prêt d'un montant de 5 millions d'euros, soit 3,28 milliards de FCFA, et d'affectation d'une subvention du deuxième contrat de désendettement et de développement (C2D) de 30 millions d'euros, soit 19,68 milliards de FCFA, pour le financement partiel du programme de rénovation et de développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
 - Décret N°2012/304 du 22 juin 2012 habilitant le Ministre des Finances à signer une convention de cession de créances locales relative au financement de la centrale thermique à gaz de Kribi.
 - Décret N°2012/243 du 30 mai 2012 portant ratification du protocole facultatifs à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, adopté le 25 mai 2000 à New York.

- Décret N°2012/244 du 30 mai 2012 portant approbation de l'amendement à l'article XXI de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, adopté lors de la session extraordinaire de la conférence des parties à Gaborone, au Botswana, le 30 avril 1983.
- Décret N°2012/068 du 07 mars 2012 portant adhésion de la République du Cameroun à la deuxième convention du 10 avril 1972 sur l'interdiction de la mise au point de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.
- Décret N°2012/069 du 07 mars 2012 habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, à signer avec la DXIA Banque Belgique S.A. une convention de crédit d'un montant de 12 millions d'euros, soit environ 7,7 milliards de FCFA, pour le financement de la tranche IV du projet de réhabilitation, de renforcement et d'extension des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans huit (08) villes du Cameroun.
- Décret N°2011/239 du 09 août portant ratification du traité révisé de la CEMAC et les conventions s'y rapportant.
- Décret N°2011/240 du 09 août 2011 portant ratification de la charte de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adoptée par la huitième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'union africaine, tenue le 30 janvier 2007 à Addis – Abeba Ethiopie).
- Décret N°2011/241 du 09 août 2011 portant ratification des amendements aux statuts du fonds monétaire International relatifs à l'amélioration de la représentation et de la participation des Etats membres en son sein, à l'élargissement de son pouvoir en matière d'investissement et à la réforme de son conseil.
- Décret N°2011/216 du 11 juillet 2011 habilitant le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Agence Française de Développement une convention de prêt d'un montant de 100 millions d'euros, soit environ 65,6 milliards de FCFA pour le financement du projet de construction d'un second pont sur le Wouri à Douala.
- Décret N°2011/044 du 07 Mars 2011 habilitant le Ministre des Finances à signer une convention d'engagement avec AES DIBAMBA HOLDINGS BV et DIBAMBA POWER DEVELOPMENT COMPANY SA, et AES KRIBI HOLDINGS BV et KRIBI POWER DEVELOPMENT COMPANY SA.
- Décret N°2011/043 du 07 Mars 2011 habilitant le Ministre des Finances à signer toutes autres conventions et tous contrats liés au financement de la centrale de Kribi octroyant les garanties de l'Etat pour un montant de soixante milliards (60 000 000 000) de FCFA.

II. LOIS ET ORDONNANCES

1. LOIS

- Loi N°2012/008 du 16 juillet autorisant le Président de la République à ratifier l'accord aérien entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République populaire de la Chine, relatif à l'établissement de services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs, signé à Pékin le 21 avril 2011.
- Loi N°2012/009 du juillet 2012 autorisant le Président à ratifier l'accord commercial entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République Arabe d'Egypte, signé au Caire le 24 octobre 2000.

- Loi N°2012/010 du 16 juillet 2012 autorisant le président de la République à ratifier l'accord commercial entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République Tunisienne, signé à Tunis le 05 août 1999.
- Loi N°2012/003 du 19 avril 2012 autorisant le Président de la République à ratifier à ratifier la deuxième révision de l'accord de partenariat ACP-Union européenne (accord de Cotonou) signée le 23 juin 2010 à Ouagadougou au Burkina Faso.
- Loi N°2012/004 du 19 avril 2012 autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, adopté le 25 mai 2000 à New York.
- Loi N°2012/005 du 19 avril 2012 autorisant le Président de la République à approuver l'amendement à l'article XXI de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, adopté lors de la session extraordinaire de la Conférence des Parties, ouverte à Gaborone, au Botswana, le 30 avril 1983.
- Loi N°2011/016 du 15 Juillet 2011 autorisant le Président de la République à ratifier le traité révisé de la CEMAC et les conventions s'y rapportant
- Loi N°2011/017 du 15 juillet 2011 autorisant le Président de la République à ratifier la charte africaine de la démocratie, des élections et de la Gouvernance adoptée par la huitième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'union Africaine, tenue le 30 janvier 2007 à Addis-Abeba (Ethiopie)
- Loi N°2011/018 du 15 juillet 2011 autorisant le Président de la République à ratifier les amendements aux statuts du fonds Monétaire relatif
- Loi N°2011/003 du 06 mai 2011 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention sur les armes à sous munitions adoptée à Dublin le 30 mai 2005.
- Loi N°2011/004 du 06 mai 2011 autorisant le Président de la République à ratifier la Charte de l'Eau du Bassin du Niger adoptée à Niamey au Niger le 30 avril 2008.
- Loi N°2011/005 du 06 mai 2011 autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République de Turquie relatif à l'exemption réciproque des visas pour le les détenteurs de passeports diplomatiques de passeports de service et de passeports spéciaux signé à Yaoundé le 16 mars 2010.
- Loi N°2011/006 du 06 mai 2011 autorisant le Président de la République à prendre des ordonnances sur l'utilisation des technologies de renseignement au Cameroun.
- Loi N°2011/007 du 06 mai 2011 autorisant le Président de la République à prendre des ordonnances sur la sécurisation des activités de renseignement au Cameroun.
- Loi N°2010/16 du 21 Décembre 2010 autorisant le Président de la République à ratifier la Charte africaine de la jeunesse, adoptée le 02 Juillet 2006 à Banjul (Gambie) par la 7^e session de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine.
- Loi N°2010/017 du 21 Décembre 2010 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord International de 2007 sur le café, adopté le 28 Septembre 2007 à Londres.
- Loi N°2009/013 du 14 Décembre 2009 autorisant le Président de la République à ratifier la deuxième convention du 10 Avril 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

- Loi N°2009/012 du 15 Décembre 2009 autorisant le Président de la République à ratifier le deuxième protocole relatif à la convention de la Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflits armés.
- Loi N°2009/014 du 15 Décembre 2009 autorisant le Président de la République à ratifier la convention du 10 Décembre 1976 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins utilitaires ou à toutes les fins hostiles.
- Loi N°2009/015 du 15 Décembre 2009 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole additionnel du 08 Décembre 2009 aux conventions de Genève du 12 Août 1940, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (protocole 3).

2. ORDONNANCES

- Ordonnance N°2013/002 du 06 novembre 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2012/014 du 21 décembre 2012 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2013.
- Ordonnance N°2012/002 du 30 novembre 2012 portant prorogation des délais d'engagement et, d'ordonnancement des dépenses d'investissement public, ainsi que la période complémentaire au titre de l'exercice 2012.
- Ordonnance N°2012/001 du 28 juin 2012 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n°2012/020 du 14 décembre 2011 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2012.
- Ordonnance N°2011/001 du 07 Mars 2011 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2010/015 du 21 Décembre 2010 portant Loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2011.

III. TEXTES ORGANIQUES

A. PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement
- Décret N°2011/409 du 09 décembre 2011 portant nomination d'un premier Ministre chef du Gouvernement
- Décret N°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République
- Décret 2011/414 du 09 décembre 2011 portant nomination des Secrétaires Généraux adjoints de la Présidence de la République
- Décret N°2009/222 du 30 Juin 2009 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.
- Décret N°2009/223 du 30 Juin 2009 portant réaménagement du Gouvernement.
- Décret N°2009/224 du 30 Juin 2009 portant nomination des Secrétaires Généraux Adjoints de la Présidence de la République.

SECURITE

- Décret N°2013/171 du 29 mai 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2012/551 du 20 novembre 2012 portant création des unités de police au sein des délégations régionales de la Sûreté nationale.
- Décret N°213/131 du 03 mai 2013 portant organisation et fonctionnement du Corps spécialisé d'officiers de police judiciaire du tribunal criminel spécial.

- Décret N°2012/539 du 19 novembre 2012 portant Statut spécial du corps des fonctionnaires de la Sûreté nationale.
- Décret N°2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation générale à la Sûreté nationale.
- Décret N°2012/543 du 19 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'hôpital de la police de Yaoundé.
- Décret N°2012/545 du 19 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Ecole nationale supérieure de police et des centres d'instruction et d'application de la police.
- Décret N°2012/546 du 19 novembre 2012 portant code de déontologie des fonctionnaires de la Sûreté nationale.
- Décret N°2012/550 du 20 novembre 2012 portant création de commissariats centraux de sécurité publique et des renseignements généraux au sein de certaines délégations régionales de la Sûreté nationale.
- Décret N°2012/551 du 20 novembre 2012 portant création des unités de police au sein des délégations régionales de la Sûreté nationale.
- Décret N°2012/552 du 20 novembre 2012 portant délimitation territoriale de commissariats d'arrondissement dans certains commissariats centraux de sécurité publique.
- Décret N°2012/557 du 26 novembre 2012 portant création, organisation et fonctionnement de la commission de réforme et des pensions d'invalidité de la Sûreté nationale.
- Décret N°2012/386 du 14 septembre 2012 relative à la modification du décret n°2001/177 du 25 juillet 2001 portant organisation du Ministère de la défense
- Décret N°2012/387 du 14 septembre 2012 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat d'Etat à la Défense chargé des Anciens combattants et victimes de guerre.
- Décret N°2011/113 du 03 mai 2011 portant nomination des inspecteurs généraux à la délégation de la sûreté nationale

ORDRES NATIONAUX

- Décret N°2010/268 du 31 Août 2010 portant nomination d'un Secrétaire Général de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux.

DIPLOMATIE

- Décret N°2013/002 du 4 janvier 2013 fixant les conditions d'établissement des passeports.
- Décret N°2012/359 du 23 juillet 2012 portant prorogation de la validité du passeport ordinaire à titre transitoire en République du Cameroun.
- Décret N°2012/360 du 26 juillet 2012 fixant Institution d'un passeport de service à titre transitoire en République du Cameroun.
- Décret N°2011/009 du 18 janvier 2011 portant prorogation de la validité du passeport ordinaire à titre transitoire en République du Cameroun.

CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT (CONSUEP)

- Décret N°2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des services du Contrôle supérieur de l'Etat.

- Arrêté N°647 du 19 décembre 2012 portant nomination d'un responsable au Contrôle supérieur de l'Etat.

COMMISSION NATIONALE ANTI-CORRUPTION (CONAC)

- Décret N°2011/304 du 12 septembre 2011 portant nomination du vice-président de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC).
- Décret N°2011/223 du 14 juillet 2011 portant nomination du président de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC)

B. PARLEMENT

- Décret N°2013/222 du 3 juillet 2013 portant répartition des sièges par circonscription électorale à l'Assemblée nationale.
- Décret N°2013/223 du 03 juillet 2013 portant découpage spécial de certaines circonscriptions électorales et répartition des sièges au sein desdites circonscriptions.
- Loi N°2013/006 du 10 juin 2013 portant règlement intérieur du sénat.
- Loi N°2013/005 du 08 mai 2013 portant prorogation du mandat des députés à l'Assemblée nationale.
- Décret N°2013/149 du 08 mai 2013 portant nomination de sénateurs.
- Décret N°2013/056 du 27 février 2013 portant convocation du collège électoral en vue de l'élection des sénateurs.
- Décret N°2013/057 du 27 février 2013 fixant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais afférents à la participation des membres du collège électoral au scrutin sénatorial.
- Loi N°2012/018 du 21 décembre 2012 portant prorogation du mandat des députés à l'Assemblée nationale.

C. PREMIER MINISTERE

- Décret N°2010/267 du 31 Août 2010 portant nomination des Secrétaire Généraux de certains Départements Ministériels.
- Décret N°2008/365 du 08 Novembre 2008 portant organisation du Ministère des Finances.

GOUVERNANCE

- Décision N°2006/CAB/PM du 07 Septembre 2006 portant désignation d'un coordonnateur adjoint du Programme National de Gouvernance.
- Arrêté N°18/CAB/PM du 14 Mars 2006 modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté N°035/CAB/PM du 11 Mars 2003 portant création d'un comité de suivi de la mise en œuvre des mesures édictées par la circulaire N°006/CAB/PM du 23 Juillet 2001 relative à l'acquisition des véhicules dans les administrations de l'Etat, et le décret N°2001/927/PM du 18 Octobre 2001 fixant les modalités d'acquisition des véhicules administratifs et leur classification pour leur affectation.

DOMAINE FORESTIER

- Arrêté N°004/PM du 10 Janvier 2008, portant création d'un groupe de travail chargé de l'élaboration du cadre de l'indicatif d'utilisation des terres en zones forestières centrale en vue de la détermination du domaine forestier permanent.

DECENTRALISATION

- Décret N°2012/0002/PM du 20 janvier 2012 portant répartition de la dotation générale de décentralisation au titre de l'exercice budgétaire 2012.
- Décret N°2011/0976/PM du 13 avril 2011 portant répartition de la dotation générale de décentralisation au titre de l'exercice budgétaire 2011.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES)

- Décret N°2010/270 du 31 Août 2010 portant nomination du Secrétaire Général du Conseil Economique et Social.

MARCHES PUBLICS

- Décret N°2013/271 du 05 août 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés publics.
- Décret N°2011/1339 du 23 mai 2011 portant exonération des droits de régulation des marchés publics et accordant le bénéfice des frais d'acquisition des dossiers d'appels d'offres des marchés aux collectivités territoriales décentralisées.
- Arrêté N°023/CAB/PM du 02 Février 2011 fixant les modalités d'application de la demande de cotation.
- Arrêté N°022/CAB/PM du 22 février fixant les modalités de recrutement des consultants individuels.
- Circulaire N°002/CAB/PM du 31 Janvier 2011 définissant les modalités d'amélioration du système des marchés publics.
- Circulaire N°003/CAB/PM du 31 Janvier 2011 définissant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics.

D. MINISTERES

1) AFFAIRES SOCIALES

- Loi N°2011 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes.
- Décret N°2010/271 du 01 Septembre 2010 portant nomination du Président du Conseil d'Administration du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH).
- Décret N°2010/272 du 01 Septembre 2010 portant nomination des membres du Conseil d'Administration du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH).
- Décret N°2010/273 du 01 Septembre 2010 portant nomination du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint du centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées Cardinal Paul Emile LEGER (CNRPH).

- Arrêté N°2010/0011/A/Minas du 27 Août 2010 définissant le Cahier des charges précisant les conditions et les modalités techniques d'exercice des compétences transférés par l'Etat aux communes en matière d'attribution des aides et des secours aux indigents et aux nécessiteux

2) ADMINISTRATION TERRITORIALE

- Décret N°2013/332 du 13 septembre 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles
- Décret N°2013/292 du 06 septembre 2013 portant nomination de préfets.
- Décret N°2013/294 du 06 septembre 2013 portant nomination d'un sous-préfet
- Décret N°2013/156 du 14 mai 2013 portant nomination d'un sous-préfet.
- Décret N°2013/113 DU 22 avril 2013 portant nomination des sous-préfets
- Décret N°2012/480 du 22 octobre 2012 portant nomination de préfets.
- Décret N°2012/078 du 09 mars 2012 portant nomination des sous-préfets.
- Décret N°2012/109 du 14 mars 2012 portant nomination de Gouverneurs de Régions
- Décret N°2011/011 du 18 janvier 2011 portant nomination des sous-préfets.
- Loi N°2011/011 du 06 mai 2011 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance N°81-02 du 29 juin 1981 portant organisation de l'état civil et diverses dispositions relatives à l'état des personnes physiques

ASSOCIATION

- Décret N°2013/205 du 28 juin 2013 portant autorisation d'une congrégation religieuse.
- Décret N°2013/100 du 05 avril 2013 portant reconnaissance d'utilité publique d'une association.
- Décret N°2013/032 du 13 février 2013 portant autorisation d'une congrégation religieuse.

ELECTIONS

- Loi N°2012/017 du 21 décembre 2012 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral.
- Décret N°2012/032 du 13 janvier 2012 ordonnant la publication au journal officiel du procès verbal et proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 09 octobre 2011.
- Décret N°2011/335 du 07 octobre 2011 mettant fin au mandat d'un membre du Conseil Electoral d' « ELECTIONS CAMEROON » (ELECAM).
- Décret N°2011/237 du 08 août 2011 définissant les modalités d'application de la loi n°2011/013 du 13 juillet 2011 relative au vote des citoyens camerounais établis ou résident à l'étranger.
- Décret N°2011/204 du 07 juillet 2011 portant nomination des membres du Conseil Electoral d' « ELECTIONS CAMEROON ».
- Loi N°2011/001 du 06 mai 2011 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2006/011 du 29 décembre 2006 portant création, organisation et fonctionnement « Elections Cameroon » (ELECAM)
- Loi N°2011/002 du 06 mai 2011 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°92/010 du 17 septembre 1992 fixant les conditions d'élections et de suppléance à la Présidence de la République.

COMMUNE

- Décret N°2013/031 du 13 février 2013 portant organisation et fonctionnement du Bureau national de l'état civil.
- Décret N°2012/2324/PM du 13 août fixant les modalités d'exercice de la compétence transférée par l'Etat aux communes en matière de réalisation des travaux de cantonnage routier.
- Décret N°2012/0877/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'appui aux micro-projets générateurs de revenus et d'emplois.
- Décret N°2012/0878/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de promotion des activités de reboisement dans les périmètres urbains et les réserves forestières concédées.
- Décret N°2012/0879/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de création et d'aménagement d'espaces publics urbains.
- Décret N°2012/0880/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'organisation des œuvres de vacances.
- Décret N°2012/0881/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de sport et d'éducation physique.
- Décret N°2012/0882/PM du 27 mars 2012 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'environnement.
- Décret N°2011/1731/du 18 juillet 2011 fixant des modalités de centralisation de répartition et de reversement du produit des impôts communaux soumis à péréquation.
- Décret N°2011/0092/PM du 18 janvier 2011 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de construction d'équipement d'entretien et des gestions des marchés périodiques
- Décret N°2011/0005/PM du 13 janvier 2011 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de mise en valeur des sites touristiques communaux.
- Décret N°2011/0006/PM du 13 janvier 2011 fixant les modalités d'exercices de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de planification urbaine de création et d'entretien des voiries en terre.
- Décret N°2011/0003 du 13 janvier 2011 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière de promotion des activités de production artisanale d'intérêt communal.

SOCIETE DE GARDIENNAGE

- Décret N°2006/358 du 20 Octobre 2006 portant agrément de la société camerounaise de sécurité (scamsew sarl), comme société privée de gardiennage.
- Décret N°2006/164 du 15 Mai 2006 portant agrément de wackenut Cameroun S-A comme société privée de gardiennage.
- Décret N°2006/165 du 15 Mai 2006 portant agrément de Africa omnibusiness SARL comme société privée de gardiennage.

3) AGRICULTURE ET ELEVAGE

- Décret N°2012/382 du 14 septembre 2012 portant organisation du ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.
- Arrêté N°122/PM du 11 juillet 2012 portant création, organisation et fonctionnement du programme d'exécution de la convention « riz-maïs » et de la convention « manioc ».

4) ARTS ET CULTURE

- Loi N°2013/003 du 18 avril 2013 régissant le patrimoine culturel du Cameroun.
- Décret N°2012/3053/PM du 9 octobre 2012 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de la loi N°2004/001 du 21 avril 2004 portant régime des spectacles.
- Décret N°2012/381 du 14 septembre 2012 portant organisation du ministère des Arts et de la Culture

5) COMMUNICATION

- Décret N°2013/172 du 07 juin 2013 portant approbation de la convention de concession pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques mobiles au profit de la société VIETTEL CAMEROUN.
- Décret N°2013/0397/PM du 27 février 2013 portant organisation et fonctionnement du Comité interministériel d'attribution des bandes de fréquences radio électriques.
- Décret N°2013/.398/PM du 27 février 2013 fixant les modalités de mise en œuvre du service universel et du développement des communications électroniques.
- Décret N°2013/0396/PM du 27 février 2013 fixant les modalités d'exploitation et de contrôle de l'utilisation des fréquences radioélectriques.
- Décret N°2012/380 du 14 septembre 2012 portant organisation du ministère de la communication.
- Décret N°2012/038 du 23 janvier 2012 portant réorganisation du Conseil National de la Communication.

6) DEVELOPPEMENT URBAIN

- Décret N°2012/384 du 14 septembre 2012 portant organisation du ministère de le l'habitat et du Développement urbain.
- Décret N°2011/1131/PM du 11 mai 2011 fixant les modalités d'application de la loi n°2010/022 du 21 décembre 2010 relative à la copropriété immeuble.
- Loi N°2009/009 du 10 Juillet 2009 relative à la vente d'immeubles à construire.

7) EDUCATION

- Décret N°2012/268 du 11 juin 2012 portant organisation du Ministère de l'Éducation de Base.

8) EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

- Décret N°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle.
- Décret N°2011/126 du 23 mai 2011 portant organisation du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.

9) ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- Arrêté N°055/PM du 10 juin 2013 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale de la formation médicale, pharmaceutique et odontostomatologique du Cameroun.
- Décret N°2012/433 du 01 octobre 2012 portant organisation du ministère de l'Enseignement Supérieur.
- décret N°2012/267 du 11 juin 2012 portant organisation du Ministère des Enseignements Secondaires.

10) EAU, ENERGIE ET HYDROCARBURES

- Décret N°2012/501 du 07 novembre 2012 portant organisation du ministère de l'Eau et de l'Energie.
- Arrêté N°011/PM du 04 juillet 2012 portant création et organisation d'un comité chargé de la mise en place d'un fonds de soutien au secteur de l'énergie.
- Loi N°2012/006 du 19 avril 2012 portant code gazier au Cameroun.
- Loi N°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité au Cameroun.
- Arrêté N°/180/PM du 03 Décembre 2010 portant création d'un groupe de travail chargé d'examiner la faisabilité et le mode de partenariat public privé approprié du projet de construction d'une centrale thermique destinée à fournir d'énergie électrique aux installations de l'usine d'électrolyse d'aluminium primaire de la société ALUCAM à Edéa.

11) FORETS, ENVIRONNEMENT

- Loi N°2013/013 du 16 décembre 2013 autorisant le Président de la République à procéder à l'adhésion du Cameroun à la convention de Kyoto révisée signée le 26 juin 1999 et entrée en vigueur le 03 février 2006.
- Décret N°2013/0066/PM du 13 janvier 2013 fixant les modalités de réalisation de l'audit environnemental et social.
- Décret N°2012/2809/PM du 26 septembre 2012 fixant les conditions de tri, de collecte, de stockage, de transport, de récupération, de recyclage, de traitement et d'élimination finale des déchets.
- Décret N°2012/431 du 1^{er} octobre 2012 portant organisation du ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du Développement durable.
- Arrêté N°103/CAB/PM du 13 juin 2012 portant création, organisation et fonctionnement du comité de pilotage des activités de réduction des émissions issues de la déforestation, de la dégradation, de la gestion durable et de la conservation des forêts, (« REDD+).
- Loi N°2011/008 du 06 mai 2011 relative à l'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire au Cameroun.
- Décret N°2011/2585/PM du 23 août 2011 portant la liste des substances nocives ou dangereuses et le régime de leur rejet dans les eaux continentales

12) FINANCES

- Loi N°2013/012 du 16 décembre 2013 autorisant le président de la République à procéder à l'adhésion du Cameroun à l'accord relatif à la création du Forum sur l'administration fiscale africaine.
- Loi N°2013/014 du 16 décembre 2013 portant ratification de l'ordonnance n°2013/001 du 05 novembre 2013 portant prorogation des délais d'engagement et d'ordonnement des dépenses d'investissement public, ainsi que la période complémentaire au titre de l'exercice 2013.

- Loi N°2013/015 du 16 décembre 2013 portant ratification de l'ordonnance n°2013/002 du 06 novembre 2013 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2012/014 du 21 décembre 2012 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2013.
- Loi N°2013/017 du 16 décembre 2013 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2014.
- Décision N°038/CAB/PM du 31 octobre 2013 portant constatation du comité de contrôle de l'effectivité des investissements.
- Arrêté N°091/CAB/PM du 31 octobre 2013 portant constatation du comité paritaire de suivi de la stabilité des incitations à l'investissement privé au Cameroun.
- Décret N°2013/7987/PM du 13 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement des comités de suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public.
- Arrêté N°080/CAB/PM du 10 septembre 2013 fixant le montant et les modalités de recouvrement de la redevance annuelle instituée au profit des organes en charge de la gestion des incitations.
- Décret N°2013/298 du 09 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Contrôle de l'effectivité des investissements.
- Décret N°2013/299 du 09 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement du Comité paritaire de Suivi de la Stabilité des incitations à l'investissement privé au Cameroun.
- Arrêté N°933 du 04 septembre 2013 portant création des contrôles financiers.
- Décret N°2013/160 du 15 mai 2013 portant règlement général de la comptabilité publique.
- Loi N° 2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privée en République du Cameroun.
- Décret N°2013/0003 (bis)/CAB/PM du 03 janvier 2013 portant dissolution du comité consultatif et de suivi de la gestion des ressources PPTTE et de ses organes d'appui.
- Loi N°2012/012 du 21 décembre 2012 portant ratification de l'ordonnance n°2012/001 du 28 juin 2012 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2011/020 du 14 décembre 2011 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2012.
- Loi N°2012/014 du 21 décembre 2012 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2013.
- Décret N°2011/1732/PM du 18 juillet 2011 portant organisation et fonctionnement du comité national des finances locales.

13) FONCTION PUBLIQUE

- Décret N°2009/2178/PM du 23 Novembre 2009 portant organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Fonction Publique.
- Arrêté N°234/CAB/PM du 13 Octobre 2009 portant création du comité ad-hoc chargé de l'organisation du « 7th Commonwealth heads of african public services Forum, 2010 ».
- Arrêté N°214/CAB/PM du 1^{er} Septembre 2009 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage du Projet d'Instruction des normes de rendements dans l'Administration camerounaise.

- Arrêté N°189/CAB/PM du 30 Juillet 2009 complétant certaines dispositions de l'arrêté N°077/CAB/PM du 3 Septembre 2009 fixant la liste des Ecoles Etrangères ou Internationales formant les fonctionnaires de l'Information.
- Arrêté N°108/CAB/PM du 30 Juillet 2009 complétant certaines dispositions de l'arrêté N°081/CAB/PM du 03 Septembre 2003 fixant la liste des Ecoles Etrangères ou Internationales formant les fonctionnaires de l'Education Nationale.
- Arrêté N°136/CAB/PM du 12 Mai 2009 complétant certaines dispositions de l'arrêté N°0081/CAB/PM du 03 Septembre 2003 fixant la liste des Ecoles Etrangères ou Internationales formant des fonctionnaires de l'Education Nationale.

14) JEUNESSE, SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

- Décret N°2012/565 du 28 novembre 2012 portant organisation du ministère de la Jeunesse et de l'Education civique
- Décret N°2012/436 du 1^{er} octobre 2012 portant organisation du ministère des Sports et de l'Education physique.
- Décret N°2012/086 du 09 mars 2012 portant sur les modalités et les conditions de participation, d'encadrement et de coopération au titre du service civique national de participation au développement.

15) JUSTICE

- Décret N°2013/288 du 04 septembre 2013 fixant les modalités de restitution du corps du délit.
- Décret N°2013/202 du 28 juin 2013 modifiant et complétant le décret N°80/299 du 26 juillet 1980 portant organisation administrative des juridictions.
- Décret N°2013/234 du 18 juillet 2013 portant réglementation des annonces légales judiciaires.
- Loi N°2012/015 du 21 décembre 2012 modifiant la loi N°2004/004 du 21 avril 2004 portant organisation et fonctionnement du Conseil constitutionnel.
- Loi N°2012/016 du 21 décembre 2012 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2004/005 du 21 avril 2004 fixant le statut des membres du Conseil constitutionnel.
- Décret N°2012/389 du 18 septembre 2012 portant organisation du ministère de la justice.
- Loi N°2012/011 du 16 juillet 2012 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2011/028 du 14 décembre 2011 portant création d'un tribunal criminel spécial.
- Décret N°2012/188 du 18 avril 2012 modifiant et complétant l'article 11 nouveau du décret N°2004/080 du 13 avril 2004 modifiant certaines dispositions du décret N°95/048 du 08 mars 1995 portant statut de la magistrature.
- Décret N°2012/189 du 18 avril 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2000/310 du 03 novembre 2000 modifiant le tableau A au décret n°95/048 du 08 mars 1995 portant statut de la magistrature.
- Décret N°2011/020 du 04 février 2011 partant statut spécial des fonctionnaires des greffes
- Décret N°2010/365 du 29 Novembre 2010 portant Statut Spécial du corps des fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire.

16) MINES, INDUSTRIE ET COMMERCE

- Décret N°2013/7988/PM du 13 septembre 2013 fixant composition, organisation et modalités de fonctionnement de la Commission nationale de la concurrence.
- Décret N°2012/432 du 01 octobre 2012 portant Organisation du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologie.
- Arrêté N°094/CAB/PM du 23 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du comité de pilotage du projet de mise en œuvre de la dématérialisation des procédures du commerce extérieur.
- Décret N°2012/513 du 12 novembre 2012 portant organisation du ministère du commerce.
- Décret N°2012/0159/PM du 30 janvier 2012 portant création, organisation et fonctionnement du comité technique de coordination, de suivie et d'accompagnement des actions de mise en œuvre de la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA).
Loi-cadre N°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun.

17) MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Décret N°2012/291 du 21 juin 2012 fixant organisation du Ministère du Tourisme et des Loisirs.

18) PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

- Décret N°2013/295 du 06 septembre 2013 portant nomination d'un Inspecteur général au ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat
- Décret N°2013/169 du 27 mai 2013 portant organisation du ministère des petites et moyennes entreprises, de l'Economie sociale et de l'artisanat.

19) PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

- Décret N°2012/638 du 21 décembre 2012 portant organisation du ministère de la Promotion et de la Femme et de la Famille.

RELATIONS EXTERIEURES

Décret N°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du ministère des relations extérieures.

20) RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Décret N°2012/393 du 14 septembre 2012 portant organisation du ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation.
- Arrêté N°188 CAB/PM du 20 Décembre 2010 portant création du Comité National de Coordination des Indications Géographiques au Cameroun.

21) SANTE

- Décret N°2013/093 du 03 avril 2013 portant organisation du ministère de la santé publique.
- Décret N°2012/155 du 23 mars 2012 portant nomination des membres du comité de gestion du Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et Reproduction Humaine (CHRA CERH).
- Décret N°2011/336 du 13 octobre 2011 portant création et fonctionnement du Centre Hospitalier de Recherche et d'Application en Chirurgie Endoscopique et Reproduction Humaine (CHRA CERH).

22) TELECOMMUNICATION (PTT)

- Décret N°2013/172 du 07 juin 2013 portant approbation de la convention de concession pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques mobiles au profit de la société VIETTEL CAMEROUN.
- Décret N°2012/512 du 12 novembre 2012 portant organisation du ministère des Postes et Télécommunications.
- Décret N°2012/1637/PM du 14 juin 2012 fixant les modalités d'identification des abonnés et terminaux.
- Décret N°2012/1638/PM du 14 juin 2012 fixant les modalités d'établissement et/ou d'exploitation de réseaux et de fourniture des services de communications électroniques soumis au régime de l'autorisation.
- Décret N°2012/1639/PM du 14 juin 2012 fixant les modalités de déclaration, ainsi que les conditions d'exploitation des réseaux et installations soumis au régime de la déclaration.
- Décret N°2012/1640/PM du 14 juin 2012 fixant les conditions d'interconnexion, d'accès aux réseaux de communications électroniques ouverts au public et de partage des infrastructures.
- Décret N°2012/1642/PM du 14 juin 2012 fixant les conditions d'attributions et d'utilisation des ressources en numérotation.
- Décret N°2012/1643/PM du 14 juin 2012 fixant les conditions et les modalités d'audit de sécurité obligatoire des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information.
- Décret N°2012/203 du 20 avril 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Télécommunications.

23) TRANSPORT

- Décret N°2013/7015/PM du 30 juillet 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2008/3447/PM du 31 décembre 2008 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des motocyclistes à titre onéreux.
- Décret N°2012/250 du 1^{er} juin 2012 portant organisation du Ministère des transports.
- Décret N°2011/125 du 23 mai 2011 portant organisation du Ministère des transports.
- Décret N°2012/173 du 29 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2005/239 du 24 juin 2005 portant organisation et fixant les modalités de fonctionnement du Fonds routier.

24) TRAVAIL, ET SECURITE SOCIALE

- Décret N°2012/552 du 26 novembre 2012 portant organisation du ministère du travail et de la Sécurité sociale.
- Arrêté N°159/CAB/PM du 11 Octobre 2010 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire National du Travail.
- Arrêté N°159/PM du 04 Novembre 2008 portant création du comité de réflexion sur la modernisation de la sécurité sociale.

25) TRAVAUX PUBLICS

- Décret N°2011/110 du 29 avril 2011 portant organisation du Ministère des travaux publics.

E. ENTREPRISES

- Loi N°2013/011 du 16 décembre 2013 régissant les zones économiques au Cameroun.
- Décret N°2012/2274/PM du 06 août 2012 portant création du programme économique d'aménagement du territoire pour la promotion des entreprises de moyenne et de grande importance dans le secteur rural du Cameroun.
- Décret N°2011/0975/PM du 04 avril 2011 fixant les modalités de réévaluation des immobilisations amortissables et non amortissables des entreprises.
- Décret N°2012/148 du 21 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N°2008/035 du 23 janvier 2008 portant organisation et fonctionnement du conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat.

a) ETABLISSEMENTS PARAPUBLICS**AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

- Décret N°2012/496 du 31 octobre 2012 portant nomination du Directeur général de l'Agence de Régulation des Marchés publics (ARMP).
- Décret N°2006/040 du 24 Janvier 2006 portant nomination du Conseil d'Administration de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Décret N°2013/296 du 09 septembre 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2005/310 du 1^{er} septembre 2005 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Promotion des Investissements.
- Décret N°/2012/172 du 29 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2005/310 du 01 septembre 2005 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Promotion des Investissements.

AGENCE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

- Décret N°2013/297 du 09 septembre 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2013/092 du 03 avril 2013 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de promotion des Petites et Moyennes Entreprises.
- Décret N°2013/092 du 03 avril 2013 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de promotion des petites et moyennes entreprises.

AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC)

- Décret N°2012/180 du 10 avril 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC).

CAMEROON AIRLINES

- Décret N°2013/317 du 11 septembre 2013 portant nomination du président du conseil d'administration de la société Cameroon Airlines Corporation (CAMAIR-CO).
- Décret N°2013/318 du 11 septembre 2013 portant nomination du directeur général de la société Cameroon Airlines Corporation (CAMAIR-CO).
- Décret N°2013/177 du 14 juin 2013 portant nomination du directeur général adjoint
- Décret N°2013/041 du 22 février 2013 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la Société Cameroon Airlines Corporation (CAMAIR-Co).
- Décret N°2013/001 du 03 janvier 2013 portant nomination du directeur général de la Société Cameroon Airlines Corporation.
- Décret N°2012/656 du 28 décembre 2012 portant approbation de la modification de certaines dispositions des statuts de la société Cameroon Airlines Corporation.

CAMPOST

- Décret N°2006 /005 du 09 Janvier 2006 portant prorogation du mandat de l'administrateur provisoire de Cameroon Postal Services.

CAMEROON WATER UTILITIES COOPERATION

- Arrêté N°199/PM du 28 novembre 2011 portant création, organisation du comité de pilotage et suivi de la réalisation du complexe industrialo-portuaire de kribi.
- Décret N°2010/3720/PM du 27 décembre 2010 portant approbation d'un règlement du service affirmé de distribution de l'eau potable dans les centres urbains et périurbains du Cameroun.
- Arrêté N°168/CAB/PM du 02 Mars 2009 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission d'inventaire et de transfert des activités de la Société Nationale des Eaux du Cameroun à la Société Cameroon Water Utilities Corporation.

CHAMBRE D'AGRICULTURE, DES PECHEES, DE L'ELEVAGE ET DES FORETS DU CAMEROUN

- Décret N°2011/072 du 15 mars 2011 portant nomination du président de la chambre d'agriculture, des pêches, de l'élevage et des forêts du Cameroun.

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN (CCIMA)

- Décret N°2010/270 du 31 Août 2010 portant nomination du Secrétaire Général de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun (CCIMA).

CONSEIL NATIONAL DU TOURISME (CNT)

- Décret N°2006/0249/PM du 24 Mars 2006 portant nomination secrétaire permanent du Conseil National du Tourisme.

ELECTRICITY DEVELOPPEMENT COOPERATION SOCIETY (EDC)

- Décret N°2013/204 du 28 juin 2013 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de l'électrification rurale (AER).
- Décret N°2013/203 du 28 juin portant organisation et fonctionnement de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (ARSEL).
- Décret N°2012/500 du 07 novembre 2012 portant nomination de certains membres du conseil d'administration de la société Electricity Development Corporation.
- Décret N°2011/189 du 27 juin 2011 portant nomination du président du conseil d'administration de la société Mekin hydroelectric development corporation.
- Décret N°2011/190 du 27 juin 2011 portant nomination du directeur général de la société Mekin hydroelectric development corporation.
- Décret N°2011/191 du 27 juin 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société Mékin hydroelectric development corporation.
- Arrêté N°016/CAB/PM du 31 janvier 2011 portant création d'un comité interministériel de veille et de suivi de l'approvisionnement en eau et en électricité pendant les périodes d'étiage.

LABORATOIRE DES TRAVAUX PUBLICS (LABOGENIE)

- Décret N°2008/388 du 18 Novembre 2008 nommant les Membres du Conseil d'Administration du Laboratoire National du Génie Civil (LABOGENIE).

b) ETABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS

CENAME

- Décret N°2013/461 du 19 décembre 2013 portant nomination de deux membres du conseil d'administration de la Centrale nationale d'approvisionnement en médicaments et consommables médicaux essentiels (CENAME).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)

- Décret N°2013/028 du 12 février 2013 portant nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Institut National de la Statistique (INS).
- Décret N°2009/351 du 30 Octobre 2009 modifiant et complétant le décret N°2006/351 du 18 Octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Institut National de la Statistique (INS).

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRAD)

- Décret N°2011/305 du 12 septembre 2011 portant nomination du directeur général et du directeur général adjoint de l'Institut de Recherche Agricole pour Développement (IRAD).

MISSION D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS ET RURAUX (MAETUR)

Décret N°2012/375 du 13 septembre 2012 portant nomination du Directeur et du Directeur Adjoint de la Mission d'Aménagement et d'Équipement des Terrains Urbains et Ruraux.

MISSION DE REGULATION DES APPROVISIONNEMENTS DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION (MIRAP).

- Décret N°2011/036 du 28 février 2011 portant nomination du président du comité de gestion de la Mission de Régularisation des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP).
- Décret N°2011/37 du 28 février 2011 portant nomination de l'administrateur de la Mission de Régularisation des Approvisionnements des Produits de grande consommation (MIRAP).
- Décret N°2011/019 du 01 Février 2011 portant création, organisation et fonctionnement de la Mission de régulation des approvisionnements des produits de grande consommation. (MIRAP)

SERVICE CIVIQUE

- Décret N°2013/426 du 28 novembre 2013 portant nomination du directeur général et du directeur adjoint de l'Agence du service civique national de participation au développement.
- Décret N°2012/086 du 09 mars 2012 portant sur les modalités et les conditions de participation, d'encadrement et de coopération au titre du service civique national de participation au développement.

SOCIETE DE RECOUVREMENT DES CREANCES DU CAMEROUN (SRC)

- Décret N°2013/188 du 18 juin 2013 portant nomination du Directeur général et du directeur général adjoint.

F. PROFESSIONS LIBERALES

- Décret N°2013/0009/PM du 07 janvier 2013 portant création des villages artisanaux.
- Décret N°2011/1132/PM du 11 mai 2011 fixant les conditions d'accès et d'exercice de la profession de syndicat de copropriété.
- Loi N°2011/009 du 06 mai 2011 relative à l'exercice de la profession comptable libérale et au fonctionnement de l'ordre national des experts-comptables du Cameroun (ONECCA)
- Loi N°2011/010 du 06 mai 2011 fixant l'organisation et les modalités d'exercice de la profession de conseil fiscal au Cameroun.
- Décret N°2010/2996/PM du 03 Novembre 2010 fixant les modalités d'applications de la Loi N°2007/004 du 03 Juillet 2007 régissant l'Artisanat au Cameroun.

Chapitre 1: CADRE PHYSIQUE

SOMMAIRE

I. MILIEU PHYSIQUE.....	30
II. CARTE DU CAMEROUN.....	32

observe une température moyenne de 22° Celsius, et 1000 mm de pluies durant l'année ;
et ;

- La zone soudano-sahélienne qui s'étend au-delà du dixième degré de latitude Nord. Elle

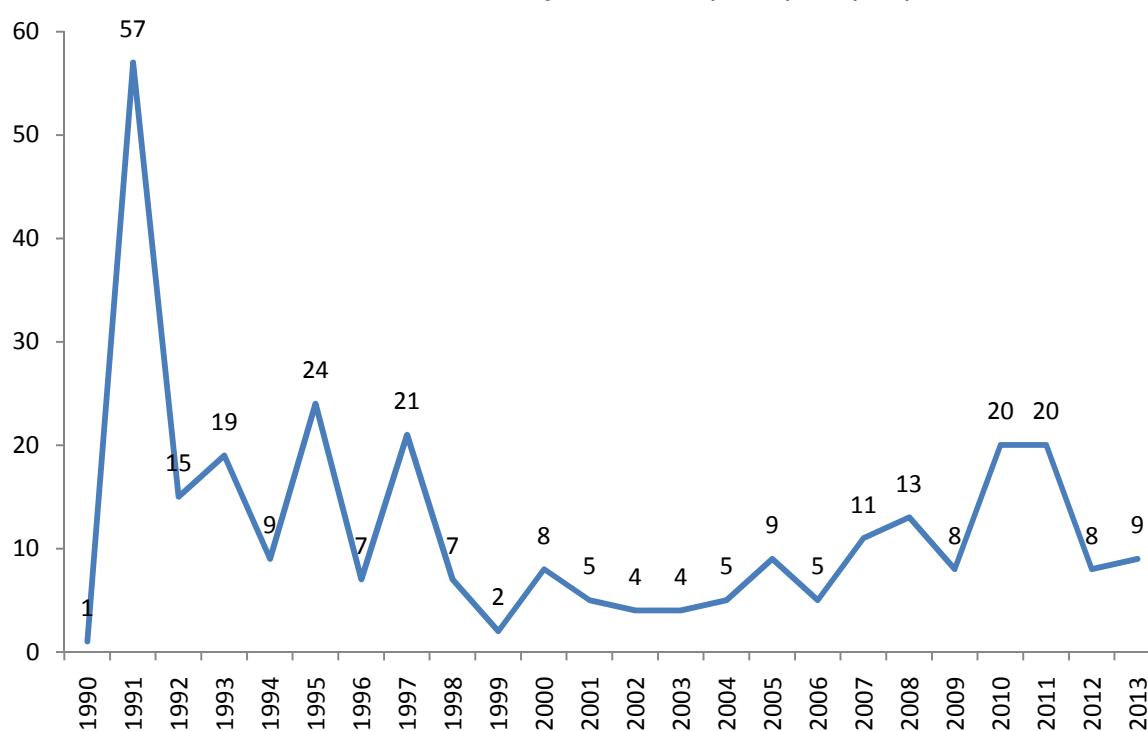
se caractérise par une saison sèche de sept mois et des précipitations peu abondantes ;

- La végétation est aussi variée que le climat et le relief. Elle passe de la forêt équatoriale au Sud, à la savane puis à la steppe au Nord.

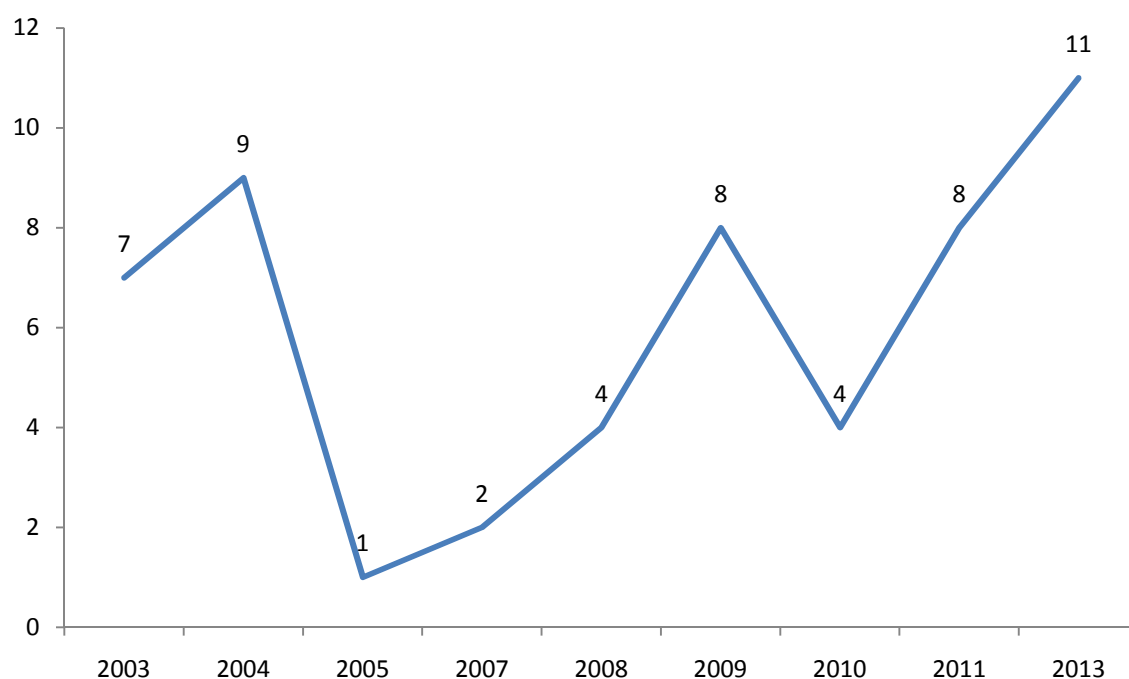
Chapitre 2 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE, ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE

SOMMAIRE

I.	PRESENTATION.....	34
II.	MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DES INFORMATIONS.....	34
III.	SOURCE DE DOCUMENTATION	34
IV.	LISTE DE GRAPHIQUE	35
V.	LISTE DE TABLEAUX.....	35

GRAPHIQUE**GRAPHIQUE 2.1:** Evolution du nombre d'actes de légalisation des partis politiques par année

Source : MINATD

Graphique 2 2: Evolution du nombre d'ONG agrées (2003 à 2013)

Source : MINATD

Tableau 2 4: Répartition par sexe et par région des maires élus en 2007 et en 2013

Régions	2007-2012		2013-2018	
	Total	Femmes	Total	Femmes
Adamaoua	17	0	21	0
Centre	69	4	70	8
Est	32	1	33	4
Extrême-Nord	45	0	47	0
Littoral	32	1	34	4
Nord	19	0	21	2
Nord-Ouest	32	0	34	2
Ouest	41	0	40	3
Sud	25	3	29	4
Sud-Ouest	27	1	31	4
Ensemble	339	10	360	31

Source: MINATD

Tableau 2 5: Carte administrative de la région de l'Adamaoua au 31 décembre 2013

ADAMAOUA (Ngaoundéré)			
Départements (chef lieux)	Arrondissements		Départements (chef lieux)
VINA (Ngaoundéré)	Ngaoundéré 1 ^{er}		MBERE (Meiganga)
	Ngaoundéré 2 ^{ème}		
	Ngaoundéré 3 ^{ème}		
	Ngan-ha		
	Nyambaka		FARO-ET-DEO (Tignère)
	Martap		
	Mbé		
	Belel		
MAYO-BANYO (Banyo)	Banyo		DJEREM (Tibati)
	Mayo-Darlé		
	Bankim		

Source : MINATD

Tableau 2 6: Carte administrative de la région du Centre au 31 décembre 2013

CENTRE (Yaoundé)				
Départements (chef lieux)	Arrondissements		Départements (chef lieux)	
			Arrondissements	
HAUTE-SANAGA (Nanga-Eboko)	Nanga-Eboko		MBAM-ET-KIM (Ntui)	Ntui
	Nsem			Ngoro
	Bibey			Yoko
	Minta			Ngambé-Tikar
	Mbandjock			Mbangassina
	Lembe - Yezoum			Awae
	Nkoteng			Assamba (Olanguina)
LEKIE (Monatélé)	Evodoula		MEFOU-ET-AFAMBA (Mfou)	Esse
	Monatélé			Afamloum
	Obala			Edzendouan
	Batchenga			Nkolafamba
	Elig-Mfomo			Mfou
	Okola			Soa
	Lobo		MEFOU-ET-AKONO (Ngoumou)	Ngoumou
	Sa'a			Akono
	Ebebda			Bikok
MBAM-ET-INOUBOU (Bafia)	Bafia		MFOUNDI (Yaoundé)	Mbankomo
	Deuk			Yaoundé I
	Bokito			Yaoundé II
	Ndikinimeki			Yaoundé III
	Nitoukou			Yaoundé IV
	Makénééné			Yaoundé V
	Ombessa			Yaoundé VI
	Kiiki			Yaoundé VII
	Kon-Yambetta			Eséka
NYONG-ET-MFOUMOU (Akonolinga)	Akonolinga			NYONG-ET-KELLE (Eséka)
	Mengang		Nguibassal	
	Endom		Bondjock	
	Nyakombo		Biyouha	
	Ayos		Bot-Makak	
NYONG-ET-SO'O (Mbalmayo)	Mbalmayo		Makak	
	Akoeman		Messondo	
	Mengueme		Ngog-Mapubi	
	Nkolmetet		Dibang	
	Dzeng			
	Ngomedzap			

Source : MINATD

Tableau 2 9: Carte administrative de la région du Littoral au 31 décembre 2013

LITTORAL (Douala)			
Départements (Chef lieux)	Arrondissements	Départements (Chef lieux)	Arrondissements
MOUNGO (Nkongsamba)	Nkongsamba I	SANAGA-MARITIME (Edéa)	Edéa I
	Nkongsamba II		Edéa II
	Nkongsamba III		Dizangué
	Nlonako		Mouanko
	Dibombari		Ndom
	Fiko		Nyanon
	Loum		Ngampé
	Njombé-Penja		Massock-Songloulou
	Manjo		Pouma
	Mbanga		Dibamba
	Mombo		Ngwei
	Melong		Douala I
	Bare-Bakem		Douala II
			Douala III
			Douala IV
NKAM (Yabassi)	Yabassi	WOURI (Douala)	Douala V
	Nkondjock		Douala VI
	Nord-Makombé		Manoka
	Yingui		

SOURCE : MINATD

Tableau 2 10: Carte administrative de la région du Nord au 31 décembre 2013

NORD (Garoua)			
Départements (Chef lieux)	Arrondissements	Départements (Chef lieux)	Arrondissements
BENOUE (Garoua)	Garoua I	FARO (Poli)	Poli
	Basheo		Béka
	Demsa	MAYO-REY (Tcholliré)	Tcholliré
	Garoua II		Madingring
	Garoua III		Rey-Bouba
	Bibémi		Touboro
	Touroua	MAYO-LOUTI (Guider)	Guider
	Pitoea		Mayo-Oulo
	Dembo		Figuil
	Lagdo		
	Tchéboa		
	May Hourna		

Source : MINATD

Tableau 2 13 : Carte administratives de la région du Sud au 31 décembre 2013

SUD (Ebolowa)			
Départements (Chef lieux)	Arrondissements	Départements (Chef lieux)	Arrondissements
DJA-ET-LOBO (Sangmelima)	Sangmelima	VALLEE DU NTEM (Ambam)	Ambam
	Meyomessala		Ma'an
	Bengbis		Olamzé
	Djourn		Kiossi
	Mintom		Kribi I
	Oveng		Kribi II
	Zoétéélé		Akom II
	Meyomessi		Niété
MVILA (Ebolowa)	Ebolowa I	OCEAN (Kribi)	Campo
	Ebolowa II		Lolodorf
	Mvangan		Bipindi
	BiwongBané		Mvengue
	Ngoulemakong		Lokoundje
	Mengong		
	Efoulan		
	Biwong-Bulu		

SOURCE : MINATD

Tableau 2 14: Carte administratives de la région du Sud-Ouest au 31 décembre 2013

SUD-OUEST (BUEA)				
Départements (chef lieux)	Arrondissements	Départements (chef lieux)	Arrondissements	
FAKO (Limbe)	Limbé I	LEBIALEM (Fontem)	Fontem	
	Limbé II		Alou	
	Limbé III		Wabane	
	Buea	KOUPE-ET-MANENGOUBA (Bangem)	Bangem	
	West-Coast		Tombel	
	Muyuka		Nguti	
	Tiko		Mundemba	
MANYU (Mamfe)	Mamfe	NDIAN (Mundemba)	Toko	
	Eyumodjock		Bamusso	
	Upper-Bayang		Ekondo Titi	
	Akwaya		Isanguélé	
MEME (Kumba)	Kumba I			Dikome-Balue
	Kumba II			Komboltindi
	Kumba III			KomboAbedimo
	Konye			Idabato
	Mbonge			

Source : MINATD

16	People's Action Party (PAP) Décision n°0134/D/MINAT du 26/04/1991	Président : MUKWELE NGOH Victor	Kumba
17	Parti Socialiste Unifié (PSU) Décision n°0135/D/MINAT du 26/04/1991	Président : SOHFONE Daniel	Douala
18	Parti Socialiste Camerounais (PSC) Décision n°0139/D/MINAT du 03/05/1991	Président : NSETH NSETHAppolinaire Guillaume	Douala
19	Cameroon National Democratic Party (CNDP) Décision n°0140/D/MINAT du 03/05/1991. Précédente dénomination Cameroon National Party(CNP)	Président : SANBUN Richard	Bamenda
20	National Democratic Party (NDP) Décision n°0141/D/MINAT du 03/05/1991. Fusion avec le LDP(n°7) pour devenir : Liberal Democratic Alliance (LDA)	Président : FOSSUNG Henry	Buéa
21	Mouvement Socialiste pour la Nouvelle Démocratie (MSND) Décision n°0142/D/MINAT du 03/05/1991	Président : YONDO MANDENGUE Black	Douala
22	Parti de la Solidarité du Peuple (PSP) Décision n°0153/D/MINAT du 15/05/1991. Fusion avec l'UPC	Président : NGOUO WOUNGLY MASSAGA	Yaoundé
23	Union pour la Patrie et la Solidarité (UPS) Décision n°0164/D/MINAT du 04/06/1991. Précédente dénomination : Union Social Démocrate (USD)	Président : MBELE Jean Pierre	Yaoundé
24	Union Pour la République (UPR) Décision n°0165/D/MINAT du 04/06/1991. Précédente dénomination : Alliance Camerounaise pour le Progrès et l'Emancipation des Déshérités (ACPE)	Président : BOHIN BOHIN Augustin	Yaoundé
25	Alliance pour la Démocratie et le Développement du Cameroun (ADD). Décision n°0166/D/MINAT du 04/06/1991. Précédente dénomination : Alliance pour la Démocratie et le Progrès du Cameroun (ADPC)	Président : GARGA HAMAN ADJI	Garoua
26	Parti de l'Alliance Libérale (PAL) Décision n° 0175/D/MINAT du 10/06/1991	Président : BEDZIGUI	Yaoundé
27	Parti Progressiste Camerounais (PPC) Décision n°0176/D/MINAT du 10/06/1991	Président : PAHAI Jean	Yaoundé
28	Convention Libérale (CL) Décision n°0177/D/MINAT du 10/06/1991. Fusion avec l'UNDP	Président : NGAYAP Pierre Flambeau	Douala
29	Union des Initiatives pour l'Entente Nationale (UIEN) Décision n°0203/D/MINAT du 10/06/1991	Président : TCHEMO DJAMEN Blaise	Douala

30	Démocrates Authentiques du Cameroun(DAC) Décision n°0209/D/MINAT du 04/07/1991	Président : AYISSI NTSAMA Jean Baptiste	Yaoundé
31	People's Democratic Front (PDF) Décision n°210/D/MINAT du 08/07/1991. Précédente dénomination : le Parti des Fourmis (PF)	Président : BOO Daniel	Yaoundé
32	Cameroon Ideological Party (CIP) Décision n°211/D/MINAT du 08/07/1991	Président : OBEN Issac ENOW	Muyuka
33	Nationalisme des Pacifiques du Cameroun pour le Bien-être et l'Unité Réelle contre les Souffrances Des Humains (NPC/BUSH) Décision n°230/D/MINAT du 30/07/1991	Président : MOUAFUO Justin	Bafoussam
34	Parti Vert pour la Démocratie au Cameroun (PVDC) Décision n°231/D/MINAT du 30/07/1991	Président : FOGOUUM Justin Aimé	Douala
35	Union pour la République (UPR). Décision n°232/D/MINAT du 30/07/1991. Précédente dénomination : Parti National pour le Progrès (Président décédé).	Président : ANTAR GASSAGAY	Douala
36	Mouvement progressiste (MP) Décision n°247/D/MINAT du 23/08/1991	Président : EKINDI Jean Jacques	Douala
37	Action pour le redressement National (ARN) Décision n° 248/D/MINAT du 23/08/1991. Précédente dénomination : Union Nationale du Peuple Camerounais (UNPC)	Président : ALHADJI BAKO N. MAHAMAN	Douala
38	Regroupement des Forces Nationalistes (RFN) Décision n° 249/D/MINAT du 23/08/1991	Président : POLOG Richard	Douala
39	Regroupement des Forces Patriotiques (RFP) Décision n° 250/D/MINAT du 23/08/1991	Président : TCHANKOU Emmanuel	Yaoundé
40	Cameroon Liberal Congress (CLC) Décision n°251/D/MINAT du 23/08/1991	Président : TAFUOH NGUNJOH	Bamenda
41	Mouvement pour la Justice et les Libertés (MJL) Décision n°252/D/MINAT du 23/08/1991	Président : TCHOUNGUI François Xavier	Yaoundé
42	Mouvement Démocratique pour la Défense de la République (MDR). Décision n°283/D/MINAT du 09/10/1991	Président : DAKOLE DAISSALA	Yaoundé
43	Mouvement Patriotique Camerounais (MPC) Décision n°284/D/MINAT du 09/10/1991	Président : ALLI ADAM ARAB	Douala
44	Front Uni du Cameroun(FUC) Décision n°285/D/MINAT du 09/10/1991	Président : NJEUNGA Jean	Douala
45	Mouvement pour le Progrès de la République (MPR) Décision n°286/D/MINAT du 09/10/1991	Président : POSSI NJEUNKOU Zacharie	Yaoundé

46	Mouvement des Paysans Camerounais (MDPC) Décision n°287/D/MINAT du 09/10/1991	Président : MATIP LIBAM Henri	Eséka
47	Rassemblement Camerounais pour la République (RCR) Décision n°302/D/MINAT du 23/10/1991	Président : WAMBO Samuel	Bafoussam
48	Parti Ouvrier Unifié du Cameroun (POUC) Décision n°303/D/MINAT du 23/10/1991	Président : BIZOLE Dieudonné	Yaoundé
49	Parti Socialiste Autonome (PSA) Décision n°313/D/MINAT du 29/10/1991	Président : DIFFOUM David	Douala
50	Défense de l'Environnement Camerounais (DEC) Décision n°334/D/MINAT du 18/11/1991	Président : NKEH NDIH	Yaoundé
51	Parti Social Démocrate Camerounais (PSDC) Décision n°335/D/MINAT du 18/11/1991	Président : TEKAM Jean Michel	Bafoussam
52	Mouvement Rénovateur du Peuple Africain (MORPA) Décision n°361/D/MINAT du 09/12/1991	Président : TEGUE Joseph Ledoux	Douala
53	Union des Progressistes KARTS (UPK) Décision n°370/D/MINAT du 26/12/1991. Précédente dénomination : Part Populaire pour l'Evolution de la Liberté et de la Démocratie (PPELD)	Président : BAONE Jean Marc	Douala
54	Union pour la Bienveillance du Cameroun (UBC) Décision n°371/D/MINAT du 26/12/1991	Président : BOUTAL BELE Louisard	Yaoundé
55	CameroonPeople's Party (CPP) Décision n°372/D/MINAT du 26/12/1991	Président : TITA Samuel FON	Bamenda
56	Alliance Nationale Camerounaise (ANC) Décision n°377/D/MINAT du 31/12/1991	Président : BABA YOUSOUFA	Yaoundé
57	Union Sociale Camerounaise (USC) Décision n°378/D/MINAT du 31/12/1991. Fusion avec l'UNDP	Président : OKALA Nicole	Yaoundé
58	Front Patriotique de Libération du Peuple (FPLP) Décision n°379/D/MINAT du 31/12/1991	Président : MEBADA Antoine Samuel	Yaoundé
59	Démocrate de la République Nouvelle (DRN) Décision n° 01/D/MINAT du 06/01/1992. Le Président est décédé	Président : OLINGA Dominique	Yaoundé
60	Espoir du Peuple Camerounais (EPC) Décision n°02/D/MINAT du 06/01/1992	Président : NKANA BAYA Emmanuel	Ngaoundéré
61	Mouvement des Démocrates Indépendants (MDI) Décision N°03/D/MINAT du 06/01/1992. Précédente dénomination : Parti Mouvement d'Action pour la Libéralisation et le Panafricanisme	Président: DJEUKAM TCHAMENI	Douala

	(MAP)		
62	Parti des Ouvriers et Paysans Camerounais (POPC) Décision N°04/D/MINAT du 06/01/1992	Président: ABEGA Adolphe	Yaoundé
63	Rassemblement National pour la Démocratie et le Développement (RNDD) Décision n°28/D/MINAT du 07/01/1992	Président: OWONA Paul Christophe	Douala
64	Union Nationale Démocratique (UND) Décision n°29/D/MINAT du 07/01/1992	Président: GARGA BALLA	Yaoundé
65	Rassemblement Pour la Patrie (RAP) Décision n°30/D/MINAT du 07/01/1992	Président: NINTCHEU Jean Michel	Douala
66	Unité Nationale (UN) Décision n°43/D/MINAT du 16/01/1992	Président: FOTSO AYATA	Douala
67	Union Démocratique des Patriotes Camerounais (UDPC) Décision n°52/D/MINAT du 31/01/1992	Président: TSOBENI Joseph	Yaoundé
68	The Conservative Republican Party (CRP) Décision n°67/D/MINAT du 08/02/1992	Président: OBENG BESONG Samuel	Limbe
69	Mouvement pour la Démocratie et le Progrès (MDP) Décision n°88/D/MINAT du 13/03/1992	Président : MUKURI MAKI Aron	Yaoundé
70	Congrès Républicain (CR) Décision n° 95/D/MINAT du 26/03/1992	Président : IMANGUE HEMADE Emile	Bafoussam
71	Révolution Camerounaise du Peuple Uni (RCPU) Décision n° 271/D/MINAT du 06/10/1992	Président : ABBA ABOUBAKAR	Ngaoundéré
72	Front de Solidarité (FSN) Décision n° 353/D/MINAT du 16/12/1992	Président : ABBA PAHMI GARRIN Zachée	Douala
73	Parti pour le Progrès des Jeunes (PPJ) Décision n° 354/D/MINAT du 16/12/1992	Président : BIEDI Jules	Yaoundé
74	Front National pour le Salut Populaire pour la Réconciliation (FNSPR) Décision n° 19/D/MINAT du 28/01/1993	Président : MOO BIBOUM Dieudonné	Douala
75	Union Démocratique et Fraternelle Universelle (UDFU) Décision n° 35/D/MINAT du 12/02/1993	Président : ONANA ABOGO SOUPA Loris	Yaoundé

76	Force du Peuple Camerounais(FPC) Décision n° 40 /D/MINAT du 22/02/1993	Président : MALANGA NDINIBOLE Guy Roger	Yaoundé
77	Mouvement des Démocrates Sociaux (MDS) Décision n° 39 /D/MINAT du 27/02/1993	Président : BOSTON NJOYA ALIDOU	Douala
78	Forum des Patriotes et Démocrates du Cameroun (FPD) Décision n°58/D/MINAT du 29/03/1993	Président : FOGUE Jean Jacques	Garoua
79	United Democratic Party (UDP) Décision n°62/D/MINAT du 02/04/1993	Président : EL HADJ LAWAN BAKO	Bamenda
80	Front National pour le Redressement (FNR) Décision N°75/D/MINAT du 27/04/1993	Président : WASSILE WASSOUNI	Maroua
81	Front Uni de la Solidarité (FUS) Décision n°125/D/MINAT du 01/07/1993	Président : TONYE Louis	Douala
82	Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) Décision n°146/D/MINAT du 05/08/1993	Président : OLINGA Cyprien	Yaoundé
83	Mouvement pour la Libération de la Jeunesse Camerounaise (MLJC) Décision n°147/D/MINAT du 05/08/1993	Président : TINA Dieudonné	Eséka
84	Front Populaire (FP) Décision n°267/D/MINAT du 06/09/1993	Président : DIMI Charles Robert	Yaoundé
85	Option Nationaliste pour le Développement et la Démocratie (OND) Décision n°270/D/MINAT du 09/09/1993	Président : SALYMO	Yaoundé
86	Parti des Démocrates Progressistes Camerounais (PDPC) Décision n°275 /D/MINAT du 22/09/1993	Président : MAMA ETOGO François	Yaoundé
87	Rassemblement Patriotique pour le Salut (RPS) Décision n° 276/D/MINAT du 23/09/1993	Président : LITOPÉ	Edéa
88	Rassemblement des Patriotes Républicain (RPR) Décision n° 280/D/MINAT du 13/10/1993	Président : BINDZI EBODE	Yaoundé
89	Jeunesse Bas Peuple Camerounais Universel (JBPCU) Décision n° 286/D/MINAT du 26/10/1993	Président : MESSOS MEDOUNG Albert	Douala
90	Parti Communiste du Cameroun (PCC) Décision n° 306/D/MINAT du 23/11/1993	Président : GAMBI J. Pierre	Yaoundé
91	Front National Patriotique Camerounais (FNPC) Décision n° 307/D/MINAT du 24/11/1993	Président : KAMDEM	Douala

92	Union des Ecologistes du Cameroun (UEC) Décision n° 322/D/MINAT du 13/12/1993	Président : KAMGANG François Marie	Yaoundé
93	Parti National pour la Libération (PNL) Décision n° 03/D/MINAT du 10/01/1994	Président : DZANA AHANDA Laurent	Yaoundé
94	Union Populaire des Démocrates Camerounais (UPDC) Décision n° 72/D/MINAT du 12/04/1994	Président : MINKOE Vincent	Yaoundé
95	Parti populaire Panafricaniste (PPP) Décision n° 96/D/MINAT du 04/04/1994	Président : BOUBA Hubert	Yaoundé
96	Parti pour le Progrès de la Démocratie (PPD) Décision n° 108 /D/MINAT du 04/05/1994	Président : AMBASSA B. Paul	Yaoundé
97	Front Camerounais (FC) Décision n° 161 /D/MINAT du 19/07/1994	Président : TANKWE NYA Bernard	Douala
98	Alliance Démocratique pour la Solidarité (ADS) Décision n° 198/D/MINAT du 19/08/1994	Président : MESSI Phillippe Adonis	Yaoundé
99	Front Démocratique Populaire (FDP) Décision n° 209/D/MINAT du 27/08/1994	Président : FONDJAN NGOMSI	Douala
100	Union des Démocrates Libéro-Humanistes (UDLH) Décision n° 254/D/MINAT du 05/10/1994	Président : NGON à ZIEM	Bafia
101	AHON D'Africa (ADA) Décision N° 281/D/MINAT du 26/10/1994	Président : NHON Walter MBONG MESUMBE	Kumba
102	Union des Communistes Progressistes (UCP) Décision n° 19/D/MINAT du 24/01/1995	Président : BIYAGA Monclard	Yaoundé
103	Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie (MANIDEM) Décision n° 54/D/MINAT du 03/03/1995	Président : EKANE Anicet	Douala
104	Union des Forces Nouvelles (UFN) Décision n° 057 /D/MINAT du 08/03/1995	Président : MVOULA Gallus	Yaoundé
105	Parti d'Action Paysanne (PAP) Décision n° 058/D/MINAT du 08/03/1995	Président : WANDA Justin	Yaoundé
106	Social Democratic Party (SDP) Décision n° 062/D/MINAT du 17/03/1995	Président : Mme NGATCHOU	Yaoundé
107	Mouvement National (MN) Décision n° 078/D/MINAT du 07/04/1995	Président : MBANGA Paul	Yaoundé
108	Front Démocratique du Peuple (FDP) Décision n° 084/D/MINAT du 12/04/1995	Président : DJEUNGUE Emile	Douala
109	Parti de la Reconnaissance du Peuple (PARENA) Décision n° 114/D/MINAT du 08/05/1995	Président : ENOH Dieudonné	Yaoundé

110	Mouvement Patriotique de la Jeunesse Camerounaise (MPJC) Décision n° 131/D/MINAT du 18/05/1995	Président : NDONGO Didier	Yaoundé
111	Parti Révolutionnaire Africain pour la Démocratie et l'Intégration Economique et Sociale (PARADIES) Décision n° 165/D/MINAT du 12/07/1995	Président : MBIDA Vincent	Abong-Mbang
112	Union des Démocrates pour le Travail au Cameroun (UDT) Décision n° 166/D/MINAT du 12/07/1995	Président : KAMENI DJONTEU Dieudonné	Douala
113	Parti des Sociaux Démocrates pour le Redressement du Cameroun (PSR) Décision n° 186/D/MINAT du 19/07/1995	Président : BAMAI Jacques	Douala
114	Front Patriotique National (FPN) Décision n° 217/D/MINAT du 29/08/1995	Président : NGOUD MBARGA Benoit	Yaoundé
115	Mouvement des Nouveaux Démocrates (MONODE) Décision n° 219/D/MINAT du 31/08/1995	Président : NDI Benoit	Yaoundé
116	Parti Démocrate Camerounais Innové (PDCI) Décision n° 220/D/MINAT du 31/08/1995	Président : BOUBAKARY SIDIK	Garoua
117	Alliance Nationale Pour la Démocratie et le Progrès (ANDP) Décision n°222/D/MINAT du 31/08/1995	Président : HAMADOU MOUSTAPHA	Yaoundé
118	Furum des Sociaux Démocrates (FURUM) Décision n° 241/D/MINAT du 22/09/1995	Président : SIGA ASANGA	Yaoundé
119	Parti Unifié Républicain (PUR) Décision n° 246 /D/MINAT du 27/09/1995	Président : ABE Narcisse	Yaoundé
120	Parti Populaire du Cameroun (PPC) Décision n°252/D/MINAT du 09/10/1995	Président : FONDJO FOMO Elie	Bafang
121	Rassemblement Démocratique pour la Modernité au Cameroun (RDMC) Décision n° 260/D/MINAT du 12/10/1995	Président : NGOUBENE	Yaoundé
122	Front Patriotique pour la Reconstruction du Cameroun (FPRC) Décision n° 277/D/MINAT du 01/11/1995	Président : ENGAMA NGONO	Yaoundé
123	Rassemblement Démocratique du Peuple sans Frontière (RDPF) Décision n° 295/D/MINAT du 22/11/1995	Président : NDEMMANU Antoine	Dschang

124	Mouvement Démocratique de Conscience Nationale (MODECNA) Décision n° 320/D/MINAT du 31/12/1995	Président : DEFFO Bruno	Yaoundé
125	Mouvement National pour le Progrès du Cameroun (MNPC) Décision n° 318/D/MINAT du 31/12/1995	Président : MOHAMADOU	Ngaoundéré
126	Parti pour la Promotion du Capitalisme Humanisé (PCH) Décision n° 123/D/MINAT du 06/03/1996	Président : NKANDA BETANDI Pierre	Yaoundé
127	Parti Libéral Démocrate (PLD) Décision n° 229/D/MINAT du 18/06/1996	Président : LIAPOE Jean Robert	Bayangam
128	Union pour la Nouvelle Démocratie (UND) Décision n° 349/D/MINAT du 19/07/1996	Président : MBARGA Thaddée	Yaoundé
129	Parti de l'Égalité dans la Légimité et le Respect des Droits de l'Homme (PELRDH) Décision n° 581/D/MINAT du 30/09/1996	Président : NDJENG Albert	Yaoundé
130	Mouvement pour le Développement et la Démocratie (MDD) Décision n° 606/D/MINAT du 21/10/1996	Président : MVOGO Léopold Marie	Okola
131	Mouvement de la Fraternité Nationale (MFN) Décision n° 614/D/MINAT du 05/11/1996	Président : KETSCHIEMEN Paul Denis	Yaoundé
132	Union des Populations Africaines (UPA) Décision n° 650/D/MINAT du 27/12/1996	Président : KAMGANG Hubert	YaoundéBastos
133	Parti Libéral démocrate Camerounais (PLDC) Décision n° 013/D/MINAT du 15/01/1997	Président : TEUPA Abraham	Douala
134	Rassemblement des Travailleurs pour le Développement (RTD) Décision n° 014/D/MINAT du 15/01/1997	Président : ALI	Yokadouma
135	Potentiel Humain (PH) Décision n° 015/D/MINAT du 15/01/1997	Président : KONGNE TCHEMTCIOUA Désiré	Bafoussam
136	La Nationale (La Nationale) Décision n° 023/D/MINAT du 27/01/1997	Président : ABEL EYINGA	Ebolowa
137	Union Nationale (UN) Décision n° 024/D/MINAT du 27/01/1997	Président : FRAM Théophile Gilbert	Bafia
138	CameroonPeople's National Convention (CPNC) Décision n° 052/D/MINAT du 17/02/1997	Président : MOTUBA SAKWE Tobias	Limbé

139	La Coordination des Forces Alternatives (la CFA) Décision n° 060/D/MINAT du 03/03/1997	Président : Mme ETEKI OTABELA	Douala
140	Mouvement de la Jeunesse Camerounaise (MJC) Décision n° 061/D/MINAT du 03/03/1997	Président : CHEKOUTOUO Flambert	Douala
141	Parti du Peuple Démocrate (PPD) Décision n° 065/D/MINAT du 12/03/1997	Président : SOUB Lazare	Douala
142	Organisation des Jeunes Libérateurs du Peuple Camerounais (OJLPC) Décision n° 072/D/MINAT du 31/03/1997	Président : FONKOUA David	Douala
143	Parti pour le Progrès Social et Economique (PPSE) Décision n° 073/D/MINAT du 31/03/1997	Président : MBELLE ABANDA	Bertoua
144	Regroupement Camerounais pour le Progrès (RCP) Décision n° 092/D/MINAT du 15/04/1997	Président : MONTHE Pierre	Douala
145	Union pour le Redressement Economique du Cameroun (UREC) Décision n° 094/D/MINAT du 15/04/1997	Président : NDJOMOU Léopold Stèves	Yaoundé
146	Union Camerounaise des Ethnies (UCE) Décision n° 101/D/MINAT du 21/04/1997	Président : FOTIE Pierre	Yaoundé
147	Reform Party (RP). Décision N° 300/D/MINAT du 28/07/1997	Président : AGBOR ASHU Emmanuel	Douala
148	Action pour la Méritocratie et l'Egalité de Chances (AMEC) Décision n° 301/D/MINAT du 28/07/1997	Président : TABI OWONO Joachim	Yaoundé
149	Labour Democratic Party (LDP) Décision n° 337/D/MINAT du 15/09/1997	Président : AKONCHONG Samuel BETEK	Manfé
150	Action Démocrate des Sauveteurs Transporteurs et Commerçants du Cameroun (ADSTC) Décision n° 338/D/MINAT du 15/09/1997	Président : WAFFO Albert	Douala
151	Congrès National Camerounais (CNC) Décision n° 340/D/MINAT du 19/09/1997	Président : LOUNTOUO Marcus	Yaoundé
152	Mission Absolue et Suprême (MAS) Décision n° 359/D/MINAT du 22/09/1997	Président : KEME WANGUE	Garoua
153	Mouvement Socialiste Démocrate (SDM) Décision n° 444/D/MINAT du 30/12/1997	Président : MAHAMAT Soulemane	Yaoundé
154	Groupe Démocratique Camerounais (GDC) Décision n° 03/D/MINAT du 05/01/1998	Président : OKALI BELIBI Bernard	Yaoundé

155	Rassemblement des Forces Ecologistes pour la Relance de l'Economie (RFERE) Décision n° 17/D/MINAT du 14/01/1998	Président : BESSIPING	Yaoundé
156	Dynamique pour la Renaissance Nationale (La DYNAMIQUE) Décision n°038/D/MINAT du 12/02/1998	Président : NDZONGANG Albert	Douala
157	Unité pour la Démocratie et le Progrès Social au Cameroun (UDPSC) Décision n°162/D/MINAT du 29/06/1998	Président : NFALEU Rousseau	Douala
158	One Cameroon (OC) Décision n° 163/D/MINAT du 29/06/1998	Président : MOUKOURI Daniel	Douala
159	Mouvement des Ecologistes Camerounais (MEC) Décision n°188/D/MINAT du 02/09/1998	Président : NGO FRITZ Pierre	Douala
160	Mouvement pour la Libération et le Développement du Cameroun (MLDC) Décision n° 249/D/MINAT du 15/12/1998	Président : YONDO Marcel	Edéa
161	Forces Sociale Démocratique (FSD) Décision n°23/D/MINAT du 12/02/1999	Président : NANA Jean Pierre	Yaoundé
162	Parti Républicain Social Camerounais (PRS) Décision n° 061/D/MINAT du 10/05/1999	Président : MONGBET LAMARE Marc	Yaoundé
163	Parti Démocrate Socialiste (PDS) Décision n°011/D/MINAT du 04/05/2000	Président : TEKAM Jean Michel	Bafoussam
164	Mouvement de la Jeunesse Ecologique du Cameroun (MOJEC) Décision n°046/D/MINAT du 10/05/2000	Président : BILONG Théophile Junior	Yaoundé
165	Parti Social Républicain (PSR) Décision n°050/D/MINAT du 05/06/2000	Président : NJAPOU KAPNANG Blaise	Douala
166	Social Liberal Congress (SLC) Décision n°056/D/MINAT du 13/06/2000	Président : NYAMNDI George DOBGIMA	Buéa
167	Jeunesse Socialiste pour la Démocratie (JSD) Décision n°069/D/MINAT du 10/07/2000	Président : MIYEME MIYEME Michel	Yaoundé
168	Union Socialiste pour le Progrès (USP) Décision n°107/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 04/10/2000	Président : MBOCK MBEGDE Daniel	Yaoundé
169	Rassemblement pour le Travail (RPT) Décision n°108/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 13/11/2000	Président : EKASSI Magloire	Yaoundé

170	National Labour and Development Party (NLDP) Décision n°109/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 13/11/2000	Président: GMOH Nicodemus ASEH	Bamenda
171	Parti du Progrès (PP) Décision n°31/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 20/02/2001	Président : MOUNBAGA Emmanuel Saydou	Yaoundé
172	Unity Social Front (USF) Décision n°202/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 24/08/2001	Président : KUEGOU Edouard	Yaoundé
173	Union Républicain des Démocrates Camerounais (URDC) Décision n°31/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 27/08/2001	Président : NJOYA Lamarée MADI-MAMA	Foumbot
174	Mouvement pour l'Émergence et le Réveil du Citoyen (MERCI) Décision n°254/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 12/10/2001	Président : FEUZEU Isaac	Yaoundé
175	Rassemblement du Peuple de l'Alliance (RPA) Décision n°289/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 25/11/2001	Président : NGOURAN MBODONGO	Yaoundé
176	Mouvement des Démocrates Camerounais (MDCP) Décision n°44/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 13/02/2002	Président : GAMEL ADAMOU ISSA	Yaoundé
177	Union Nationale pour l'Indépendance Totale du Cameroun (UNITOC) Décision n°47/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 19/02/2002	Président : TATSINFANG Daniel	Yaoundé
178	Nouvelle Force Populaire (NFP) Décision n°48/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 20/02/2002.(Président décédé)	Président : NJINO Léandre	Douala
179	Alliance Démocratique pour la Liberté du Peuple(ADLP) Décision n°480/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 12/11/2002	Président : MBE Mathieu Blaise	Bafoussam
180	Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN) Décision n°17/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 14/02/2003	Président : KONA Robert	Yaoundé
181	Alliance des Forces Progressistes (AFP) Décision n°57/MINAT/D/DAP/SDLP/SPP du 16/04/2003	Président : SAIDOU MAIDARI	Douala
182	Justice and Development Party (JDP) Décision n°198/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du	Président : FORBIN Boniface	Yaoundé

	25/08/2003		
183	Mouvement Social du Cameroun (MSC) Décision n°00237/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 30/09/2003	Président : KARI HAMADOU	Yaoundé
184	Parti Populaire du Salut (PPS) Décision n° 00057/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 01/04/2004	Président : DIN EDOUNG Mathurin	Douala
185	Front Populaire de la Jeunesse (FPJ) Décision n° 108/D/MINAT/DAP/SDLP/SPP du 14/05/2004	Président : MBANG Luc Frédéric	Yaoundé
186	Renaissance Démocratique du Cameroun (RDC) Décision n° 00109/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 14/05/2004	Président : Mme OBAMA née OWONA Juliette	Yaoundé
187	Parti de l'Unité Nationale (NUP) Décision n° 00181/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 01/09/2004	Président : MANI Marcel Joseph Aubin	Yaoundé
188	Opinion Publique Démocratique (OPDC) Décision n° 00182/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 01/09/2004	Président : TAPEO FOUOTSAGOUNG Napoléon	Mbouda
189	Parti de l'Alliance du Cameroun (PAC) Décision n° 00001/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 11/01/2005	Président : MVILONGO Paul	Yaoundé
190	Mouvement Espoir de la Jeunesse (MEJ) Décision n° 00002/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 11/01/2005	Président : NTSELE Jean Claude	Yaoundé
191	Front des Sauveteurs Démocrates (FSD) Décision n° 00025/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 15/02/2005. Précédente dénomination : Front National des Sauveteurs Démocrates.	Président : LEPODE Dieudonné	Dschang
192	The Republican Party of Cameroon (REPAC) Decision n° 00038/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 01/03/2005	Président : Mme KAMGA Rameline	Yaoundé
193	Parti Indépendant des Grands Electeurs (PIGE) Décision n° 00075/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 09/05/2005	Président : ENOGA Sébastien Honoré	Yaoundé
194	Groupe des Agriculteurs du Cameroun (GAC) Décision n°	Président : BIDJONG François	Makak

	00231/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 13/10/2005		
195	Cameroun des Valeurs (CAMVAL) Décision n° 00285/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 28/12/2005	Président : DJEOKENG Jean Marie	Yaoundé
196	Parti Libéral Camerounais (PLC) Décision n° 00286/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 28/12/2005	Président : MBOUNGUENG Bernard	Douala
197	Parti des Jeunes du Cameroun (PJC) Décision n° 00290/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 28/12/2005	Président : FAGNA TCHAKOUNTE FARQUET Yves	Douala
198	Mouvement pour la Réconciliation et l'Unité des Camerounais (MRUC) Décision n° 00155/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 05/07/2006	Président : NZESSEU TCHIENGANG Mathieu	Douala
199	Mouvement pour le Développement Intégral de la République (MDIR) Décision n° 00195/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 06/12/2006	Président: ZAMBO Paul	Yaoundé
200	Parti du Cameroun Nouveau (PCN) Décision n° 00257/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 06/12/2006	Président: MBOULE DJAKA Guillaume	Douala
201	Mouvement pour la Justice Sociale, le Développement et la Protection de la Nature (MOUSODENA) Décision n° 00258/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 06/12/2006	Président: TCHAMBE Guy Alain	Yaoundé
202	La Nouvelle Dynamique pour la Prospérité (NDP) Décision n° 00259/D/MINATD/DAP/SDLP/SPP du 06/12/2006	Président: AYINA née BIDZOGO Brigitte	Yaoundé
203	Alliance Nationale pour la Paix la Démocratie et le Progrès Social (ANPDPS) Décision n° 00013/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 06/02/2007	Président : LELE YOUNBISSI DEFFO ABORDE	Yaoundé
204	Rassemblement des Citoyens Camerounais (RCC) Décision n° 00015/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08/02/2007	Président : TONYE Jean Alphonse	Douala
205	Révolution Pacifique du Cameroun (RPC) Décision n° 0034/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 02/03/2007	Président : DJOUKENG Michel	Bafoussam

206	Mouvement Réformateur (MR) Décision n° 00035/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 02/03/2007	Président : BILONG Samuel	Yaoundé
207	Parti de l'Esprit d'Avril 48 (PEA 48) Décision n° 00037/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 06/03/2007	Président : NGOSS Jean Marc	Douala
208	Parti Travailleiste Camerounais (PTC) Décision n° 00064/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 21/03/2007	Président : ONGONO Louis Thierry	Yaoundé
209	Front pour le Salut National du Cameroun (FNSC) Décision n° 00072/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 03/04/2007	Président : ISSA TCHIROMA BAKARY	Yaoundé
210	Parti de la Reconversion du Peuple (PRP) Décision n° 00074/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 03/04/2007	Président : ATEBA Henri	Yaoundé
211	Rassemblement du Peuple Intègre pour le Changement (RPIC) Décision n° 00075/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/05/2007	Président : KWEDJEU NGOPA Adèle	Yaoundé
212	Mouvement Citoyen National Camerounais (MCNC) Décision n° 00100/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 10/05/2007	Président : MONTHE NKOUBITE Jean	Bafang
213	Front pour la Justice Sociale et les Libertés (FJSL) Décision n° 00112/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 22/05/2007	Président : SAMA Isaac	Bafang
214	Alliance Nationale pour le Progrès du Cameroun (ANPC) Décision n°0003/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 03/01/2008	Président : HAMADOU HAMIDOU	Bafang
215	Union Sociale Démocratique (SDU) Décision n°0007/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 10/01/2008	Président : DEMMANO Gustave	Yaoundé
216	Parti National du Nouvel Air du Cameroun (PNNAC) Décision n°0008/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 15/01/2008	Président : NDOUNTENG BANGMI Prince Henri	Ebolowa
217	Rassemblement pour le Progrès et la Démocratie (RPD) Décision n°0039/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05/03/2008	Président : BEKILA François Joël	Garoua

218	Rassemblement Républicain et Démocratique du Cameroun (RRDC) Décision n°000041/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 10/03/2008	Président : BOUBA Michel	Douala
219	Démocratie avec la Participation Active au Développement (DPAD) Décision n°000098/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 15/04/2008	Président : BIKONG OBANUS BANYE	Yaoundé
220	Parti Essentiellement Unifié pour la Liberté d'Expression (PEUPLE) Décision n°000099/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 16/04/2008	Président : NGAPOUT Jean Jaurès	Yaoundé
221	Parti pour la Justice Sociale au Cameroun (PJSC) Décision n°00101/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 17/04/2008	Président : KISOP Bertin	Santa
222	Parti Camerounais pour la Démocratie (PCD) Décision n°00115/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 17/04/2008	Président : BENZ ENOW BATE	Yaoundé
223	Jeunesse Patriotique du Cameroun (JPC) Décision n°000181/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 03/07/2008	Président : KENMEUGNE Apollinaire	Douala
224	Mouvement Socialiste et Démocratique des Jeunes Camerounais pour le Changement(MSDJC) Décision n°000182/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 03/07/2008	Président : MASSIS JELLE Joël Florentin	Douala
225	Mouvement Républicain Populaire (MRP) Décision n°00221/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 25/07/2008	Président : FOGUE TEDOM Alain	Yaoundé
226	Mouvement Démocratique des Déshérités du Cameroun (MDDC) Décision n°00318/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 03/10/2008	Président : DANGWE Luc	Garoua
227	Parti de la Génération Nouvelle (PAGEN) Décision n°00005/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 19/01/2009	Président: TAGNE	Bafoussam
228	Parti de l'Action Sociale et Démocratique (PASD) Décision n°000043/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 23/03/2009	Premier Secrétaire : NLATE Jean Magloire	Yaoundé
229	Groupe des Démocrates pour le Changement (GRDEC) Décision n°00124/D/MINATD/SG/DAP/SDE/SPP du 28/05/2009	Président : AMANG A BIABAK	Douala

230	Mouvement Patriotique pour le Changement du Cameroun (MPCC) Décision n°00174/D/MINATD/SG/DAP/SDE/SPP du 02/10/2009	Président : GVET Jean	Douala
231	Peuple Camerounais pour le Socialisme et les Etats Unis d'Afrique (PCASEUA) Décision n°00175/D/MINATD/SG/DAP/SDE/SPP du 02/10/2009	Président : FONGANG Valery	Bafoussam
232	La Ligue Démocrate (LD) Décision n°000308/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 12/11/2009	Président : BABIO NGONO	Yaoundé
233	Unité du Cameroun (UC) Décision n°000309/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 12/11/2009	Président : TOWO Raphaël	Yaoundé
234	Coordination des Démocrates Camerounais(CDC) Décision n°000311/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 16/11/2009	Président : NGENE BIGAN née LISSOUK Monique	Yaoundé
235	Cameroon Green Movement (CGM) Décision n°0004/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/01/2010	Premier Secrétaire : FRU MartinMANTOHBANG (démissionnaire)	Bamenda
236	Front Patriotique Républicain (FPR) Décision n°0012/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 13/01/2010	Président : NYEMECK Noé	Douala
237	Cameroon Party of Promise (CPP) Décision n°00015/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05/01/2010	Premier Secrétaire : CHI NGANTE Francis	Bamenda
238	Les Patriotes Démocrates pour le Développement du Cameroun (PADDEC) Décision n°00047/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 16/03/2010	Président : M. ZEBAZE DONFACK Narcisse Gaétan	Douala
239	Front Populaire pour le Développement (FPD) Décision n°00050/D/MINATD/SG/DAP/SDE/SPP du 16/03/2010	Coordonateur National : M. DOUKOU DARMAN	Ngaoundéré
240	Rassemblement Démocratique pour la Défense de la République (RDDR) Décision n°000064/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05/04/2010	Président : KFOULLA DAMBALDI	Yaoundé
241	Grand Cameroun (GC) Décision n°000079/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/04/2010	Président : ATANGANA NSOE Simon Pierre	Yaoundé
242	Parti d'Amour, de Foi et d'Espérance (PAFE) Décision n°0000080/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/04/2010	Président : BINKO Abraham	Douala

243	Forum Républicain (FORE) Décision n°0000081/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/04/2010	Président : KOUOTOU Roland Romain	Yaoundé
244	Peuple Uni pour la Rénovation Sociale (PURS). Décision n° 0000152/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 14/05/2010	Président : MATOMBA Serge Espoir	Douala
245	Egalité Sociale Démocratique du Cameroun (ESDC). Décision n° 00000423/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 22/10/2010	Président : MBEM Jean Delors	Douala
246	Union pour la Fraternité et la Prospérité (UFP). Décision n° 0000424/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 22/10/2010	Président : BILE Olivier Anicet	Yaoundé
247	Parti Nationaliste Républicain du Cameroun (PNRC). Décision n°0000446/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 22/10/2010	Président : NDOUMBE Quasimodo	Yaoundé
248	Parti Socialiste Populaire Camerounais (PSPC) Décision n°0000469/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 19/11/2010	Président : TEUABO André	Yaoundé
249	Mouvement pour la Libération des Camerounais (MPLC). Décision n° 0000478/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 19/11/2010	Président : GATSI Jean	Yaoundé
250	Bloc pour la Reconstruction et l'Indépendance Economique du Cameroun (BRIEC). Décision n° 0000483/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 23/11/2010	Président : PEKEUHO TCHOFFO Ernest	Douala
251	Mouvement Citoyen (MOCI). Décision n°0000488/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 30/11/2010	Président : YIMGAING MOYO Théophile	Yaoundé
252	Mouvement Patriotique Africain(MPA). Décision n°0000494/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 06/12/2010	Président : NDOM Pierre	Yaoundé
253	Parti des Serviteurs Loyaux de la Nation (PSLN). Décision n°0000500/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 10/12/2010	Président : TSALA Jacques Désiré	Yaoundé
254	Renaissance Sociale Démocratique du Cameroun (RSDC).Décision n° 0000526/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 29/12/2010	Président : FOMO NGOTA Jean Marie Philippe	Yaoundé
255	Cameroun Uni (CU).Décision n° 000040/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 29/02/2011	Président : TCHUANDJIO Paul	Douala

256	Rassemblement du Peuple pour la Paix et le Changement (RPPC). Décision n° 0000059/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/03/2011	Président : MBOGUI Jean jacques	Yaoundé
257	Union des Mouvements Socialistes (UMS) . Décision n° 0000073/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 09/03/2011	Président : KWEMO Pierre	Yaoundé
258	Forces Démocratiques pour l'Action et le Changement (FORDAC). Décision n° 0000089/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 14/03/2011	Président : SUMO Honoré François	Douala
259	Conseil National de Démocratie et de Prospérité (CNDP). Décision n° 0000090/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 14/03/2011	Président : MBETEBE EYEBE Justin	Yaoundé
260	Parti Camerounais du Peuple (PCP). Décision n° 0000094/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 15/03/2011	Président : SIME Cyrille	Bafoussam
261	Union Nationale pour l'Intégration vers la Solidarité (UNIVERS). Décision n° 0000115/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 28/03/2011	Président : ATANGANA Dieudonné	Ngaoundéré
262	Le Cameroun Nouveau (LCN). Décision n° 000116/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 28/03/2011	Secrétaire Général : NJOCK NJOCK Hermann Claude	Douala
263	Mouvement Patriotique du Peuple Camerounais (MPPC). Décision n° 0000127/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 07/04/2011	Président : ESSOME NYAME Victor	Douala
264	Parti Camerounais de la Restauration (PCR). Décision n°000323/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08/08/2011	Président : MBOUKE Prosper	Yaoundé
265	Nouveau Mouvement Populaire (NMP). Décision n°000324/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08/08/2011	Président : BANDA KANI André	Douala
266	Hopes Democratic Party (HDP). Décision n°000325/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08/08/2011	Président : SHIFU Muhammadu NFOR	Yaoundé
267	Temps Nouveau (TN). Décision n°000326/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08/08/2011	Président : KONGNE Goldefroy	Bafoussam
268	Dynamique Conquérante Libérale des indomptables de Cameroun (DCLIC)	Présidente : Mme TCHANA Lamartine	Yaoundé

	Décision 0328/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 18 aout 2011		
269	Union pour la Paix et le Développement au Cameroun (U.P.D.C) Décision 0329/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 18 aout 2011	Président : M. NGUIMBOUS NKOUM François	Yaoundé
270	Parti Socialiste et des Ecologistes Camerounais (P.S.E.C) Décision 0332/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 18 aout 2011	Président : DJAPA Charly	Yaoundé
271	Défense Intégrale du Peuple Camerounais (D.I.P.C.) Décision 0333/D/ MINATD/DAP/SDE/SPP du 18 aout 2011	Président : TCHINDA Jean Paul	Mbouda
272	Parti Socialiste Démocratique Uni (P.S.D.U) Décision n° 000403/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05 septembre 2011	Président: Prince Michael NGWESSE EKOSSO	Yaoundé
273	Union pour un Mouvement Patriotique du Cameroun (U.M.P.C) Décision n° 000447/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 12 octobre 2011	Président: ABOH Honoré	Douala
274	Revival for the Development of Cameroon (R.F.D.C) Décision n° 000489/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 26 octobre 2011	Président: OYONO-ENGUELE Jean-Collins	Yaoundé
275	Bloc Camerounais pour la Bonne Gouvernance (B.C.B.G) Décision n° 00058/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05 mars 2012	Président : SONG Théodore	Yaoundé
276	CameroonRedemption Democratic Front (C.R.D.F) Décision n° 00059 /D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05 mars 2012	Président : NGANG George CHE	Bamenda
277	Mouvement des Hommes Indépendants pour le Changement au Cameroun (M.O.H.I.C) Décision n° 000202/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 11 juin 2012	Président : TCHINDA Jean Paul	Douala
278	Front Révolutionnaire pour le Redressement du Cameroun (F.R.R.C) Décision n° 000203/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 11 juin 2012	Président : WOKMENI	Yaoundé
279	National Democratic Party for Youth Development (N.D.P.Y.D) Décision n° 000269/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 24 juillet 2012	Président : MBATANG SONG Stephen	Buea

280	Union pour la République, la Démocratie et la Solidarité (U.R.D.S) Décision n° 000311/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 22 août 2012	Président : MOHAMADOU OUMAROU	Yaoundé
281	Rassemblement des Forces Patriotiques du Cameroun (E.F.P .C) Décision n° 000334/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 10 septembre 2012	Président : NGAME NGOMBA Charles	Yaoundé
282	Rassemblement Démocratique pour le Développement de la République du Cameroun (R.D.R) Décision n° 000374/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 26 septembre 2012	Président : FOULLA DAMBALDI	Yaoundé
283	Mouvement Démocratique des Débrouillards du Cameroun (M.D.D.C) Décision n° 00024/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05 mars 2013°	Président : DJANTOU APPOLINAIRE	Yaoundé
284	Regroupement des Démocrates Indépendants (R.D.I) Décision n° 00025/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 05 mars 2013	Coordonnateur: MANZA PIERRE WENDELIN	Lomié
285	Mouvement de la Nouvelle Alliance pour le Salut (M.O.N.A.S) Décision n° 00086/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 15 avril 2013	Président: NDASSI SIMO FLAUBERT	Douala
286	Parti Républicain (P.R) Décision n° 00087/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 15 avril 2013	Président: BAONGLA GEORGES GILBERT	Yaoundé
287	Parti Nationaliste Démocrate Camerounais (P.N.D.C) Décision n° 000109/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 29 avril 2013	Président: ESSAMA MODO ROMARIC DANIEL	Yaoundé
288	One Cameroon for Reconstruction Movement (O.C.R) Décision n° 000110/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 29 avril 2013	Premier Secrétaire: FRU MARTIN MANTOHBANG	Bamenda
289	Cameroon Reformation Party (C.R.P) Décision n° 000229/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 02 juillet 2013	Président: LANG KUM FOLIGAR	Yaoundé
290	Mouvement Patriotique du Salut Camerounais (M.P.S.C) Décision n° 000233/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08 juillet 2013	Président : ABOUBAKARY SIDDIKI	Douala
291	National Pluralist Democratic Movement (N.P.D.M) Décision n° 000238/D/MINATD/DAP/SDE/SPP du 08 juillet 2013	Président: TALLA BLAISE LEONIDE	Limbé

Source : MINATD (Annuaire statistique du MINATD 2013) NB. Non prise en compte du vote du nouveau secrétaire de l'UPC survenu en début 2014 (à l'attention de l'INS)

Chapitre 3 : CLIMATOLOGIE

SOMMAIRE

I. PRESENTATION.....	65
----------------------	----

I. PRÉSENTATION

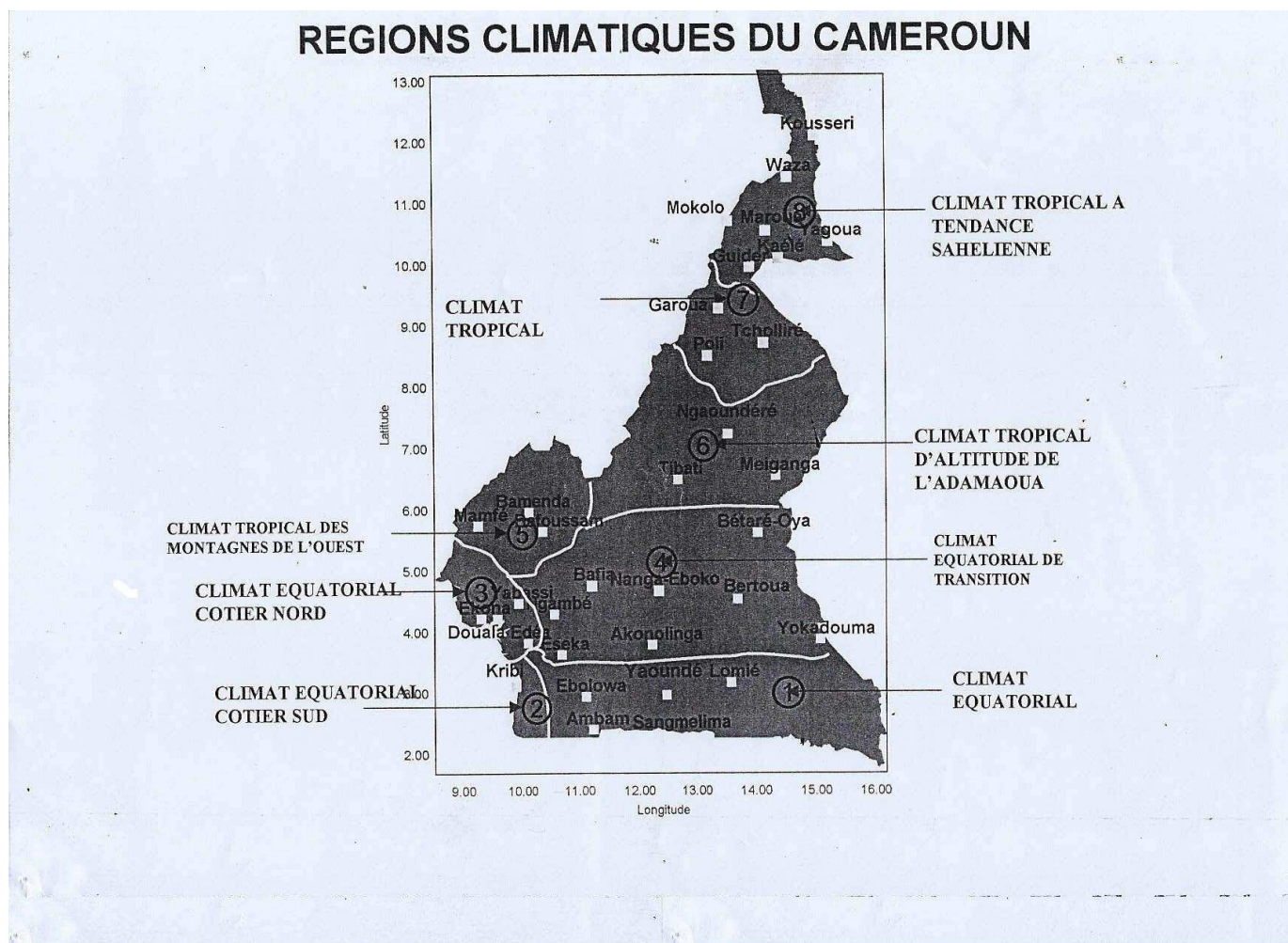
De manière générale, le Cameroun se divise en trois grandes zones climatiques :

- La zone équatoriale qui s'étend du deuxième au sixième degré de latitude Nord, elle se caractérise par des précipitations abondantes atteignant une moyenne annuelle de 2 000 mm de pluies. La température moyenne se situe autour de 25° Celsius.
- La zone soudanienne quant à elle s'étend du septième au dixième degré de latitude Nord. La saison sèche dure ici cinq à six mois. On y observe une température moyenne de 22° Celsius, et 1 000 mm de pluies durant l'année.

- La zone soudano-sahélienne qui s'étend au-delà du dixième degré de latitude Nord. Elle se caractérise par une saison sèche de sept mois et des précipitations peu abondantes.

Toutefois, les changements climatiques observés depuis lors ont rendu plus complexe ces tendances au niveau des grandes zones, seules les mesures météorologiques régulières par poste d'observation permettent d'avoir des statistiques fiables.

En absence des données météorologiques, nous ne pouvons présenter aucun tableau.



Source : MINTRANS/Direction de la Météorologie

Chapitre 10 : JUSTICE

SOMMAIRE

I.	LISTE DE GRAPHIQUES.....	201
II.	LISTE DE TABLEAUX.....	201
III.	PRÉSENTATION.....	202
IV.	MÉTHODOLOGIE.....	202
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	202

I. LISTE DE GRAPHIQUES

Graphique 10. 1: Répartition des personnes condamnées par rapport aux personnes poursuivies en 2013	203
--	-----

II. LISTE DE TABLEAUX

Tableau 10. 1: Statistiques sur la criminalité violente en 2011	204
Tableau 10. 2: Evolution de certains cas de crimes violents commis avec arme à feu entre 2009 et 2012.....	204
Tableau 10. 3: Evolution des détentions et des libérations entre 2011 et 2012.....	204
Tableau 10. 4: Evolution des demandes et des rejets a l'assistance judiciaire entre 2010 et 2012 ...	204
Tableau 10. 5: Evolution du budget du secteur justice entre 2010 et 2011	205
Tableau 10. 6: Evolution des cas de recours reçus entre 2011 et 2012.....	205
Tableau 10. 7: Evolution du nombre de procédures pour détournement de deniers publics et pour corruption entre 2010 et 2012 suivant la juridiction.....	205
Tableau 10. 8: Effectifs par région des femmes et des mineurs détenue en 2011	206
Tableau 10. 9: Nombre par région condamnations à mort en 2011	206
Tableau 10. 10: Cas de dissolution de mariage en 2011 selon les types de juridiction	206
Tableau 10. 11: Evolution de la population carcérale entre 2009 et 2013 suivant la région.....	207

III. PRÉSENTATION

Le Ministère de la Justice (MINJUSTICE) évalue depuis 2005 les actions du Gouvernement à travers la promotion et la protection des Droits de l'Homme. Il s'agit des droits économiques, sociaux, culturels civils et politiques, etc...

Ainsi, le nombre total de femmes incarcérées au 31 décembre 2011 est de 493 personnes, soit 367 prévenus et 126 condamnés dans tout le pays.

La situation des mineurs dans les prisons camerounaises à la même date présente un effectif de 916 jeunes : 801 prévenus et 115 condamnés.

Par ailleurs, les garanties relatives à la juridiction et l'instance telles que l'assistance interprète, l'assistance judiciaire sont prônées par la justice Camerounaise.

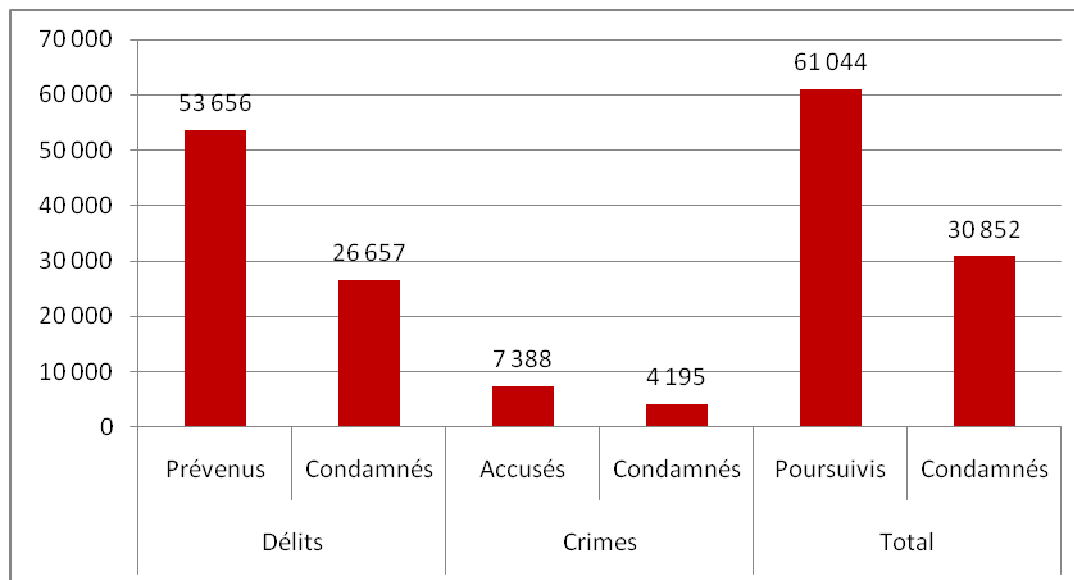
IV. MÉTHODOLOGIE

Les informations contenues dans cette partie proviennent uniquement du rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2011

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

➤ Ministère de la Justice, rapport sur « l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2011 ».

GRAPHIQUE

Graphique 10. 1: Répartition des personnes condamnées par rapport aux personnes poursuivies en 2013

Source : MINJUSTICE

TABLEAUX

Tableau 10. 1: Statistiques sur la criminalité violente en 2011

Infractions	nbre d'enquêtes	Nombre de personnes engagées		Nombre de condamnations	Nombre d'acquittement relevé	Victimes			Auteurs	
		à l'information	devant les juridictions de jugement			H	F	E	personnels chargés de l'application de la loi	pers ayant autorité sur la victime
Assassinat	287	244	185	126	37	203	57	25	5	04*
Meurtre	350	245	187	120	23	220	32	4	2	6
Torture	14	11	8	6	0	11	3	4	2	3
Blessures graves	211	176	96	70	4	138	50	0	2	4
Ensemble	862	676	476	322	64	572	142	33	11	13

Source: Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2011

H: Hommes, F: Femmes, E: Enfants. *: dont 1 cas de lien familial

Tableau 10. 2: Evolution de certains cas de crimes violents commis avec arme à feu entre 2009 et 2012

Nature des faits	2009	2010	2011	2012
Cas de vol à main armée			524	
Cas de braquage de véhicule			199	
Cas de coupeurs de route			71	
Cas d'établissements braqués ou cambriolés			220	
Cas de braquage de domicile			312	
Cas d'attaques maritime			16	
Cas de braquage et cambriolage			72	
Total			1414	

Source: Rapports du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, de 2009 à 2012

Tableau 10. 3: Evolution des détentions et des libérations entre 2011 et 2012

	TPI	TGI	CA	Total
2011				
détentions	8182	3792	449	12423
demandes de mise en liberté	4430	1442	199	6071
misés en liberté	3436	795	87	4318
2012				
détentions				
demandes de mise en liberté				
misés en liberté				

Source: Rapports du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, de 2011 à 2012

Tableau 10. 4: Evolution des demandes et des rejets a l'assistance judiciaire entre 2010 et 2012

	TPI	TGI	CA	CS	Total
--	-----	-----	----	----	-------

2010	demandes enregistrées	158	149	65	24	396
	décisions rendues					
	rejets	32	53	54	21	160
2011	demandes enregistrées	184	202	34	12	432
	décisions rendues	114	199	23	7	343
	rejets	9	22	14	5	50
2012	demandes enregistrées					
	décisions rendues					
	rejets					

Source: Rapports du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, de 2009 à 2012

Tableau 10. 5: Evolution du budget du secteur justice entre 2010 et 2011

	MINJUSTICE		Cour suprême		Secteur justice	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Budget général	26 326	15 570	5085	3776	31 411	19 346
Budget de fonctionnement	21 729	13 750	4 385	3 376	26 114	17 126
Budget d'investissement	4 600	2 000	700	400	5 300	2 400

Source: Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2011

Tableau 10. 6: Evolution des cas de recours reçus entre 2011 et 2012

	2011			2012		
	Recours reçus	condamnations réduites ou annulées	détention provisoires révisées	Recours reçus	condamnations réduites ou annulées	détention provisoires révisées
Opposition	1 175	107	58			
Appel	4 835	241	31			
Pourvoi en cassation	527	1	0			
Révision	1	0	0			
Total	6 538	349	89			

Source: Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, 2009 à 2011

Tableau 10. 7: Evolution du nombre de procédures pour détournement de deniers publics et pour corruption entre 2010 et 2012 suivant la juridiction

	2010		2011*		2012	
	Corruption	Détournement de deniers publics	Ccorruption	Détournement de deniers publics	Ccorruption	Détournement de deniers publics
TPI	04	22	06	19		
TGI	11	99	06	75		
CA	02	110	03	06		
Total	17	231	15	100		

Source: Rapports du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, de 2009 à 2012

*: données partielles

Tableau 10. 8: Effectifs par région des femmes et des mineurs détenue en 2011

Régions	Femmes		Mineurs	
	Effectifs	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages
Adamaoua	6	16,7	45	17,8
Centre	186	19,4	314	12,7
Est	11	27,3	31	0,0
Extrême-Nord	52	32,7	116	16,4
Littoral	95	24,2	85	10,6
Nord	29	41,4	102	16,7
Nord-Ouest	27	11,1	39	5,1
Ouest	47	38,3	78	1,3
Sud	28	42,9	52	19,2
Sud-Ouest	12	8,3	54	16,7
Cameroun	493	25,6	916	12,6

Source: Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, 2011

Tableau 10. 9: Nombre par région condamnations à mort en 2011

Régions	Nombre de condamnations
Adamaoua	1
Centre	23
Est	1
Extrême-Nord	3
Littoral	14
Nord	3
Nord-Ouest	0
Ouest	43
Sud	7
Sud-Ouest	2
Cameroun	97

Source: Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, de 2009 à 2012

Tableau 10. 10: Cas de dissolution de mariage en 2011 selon les types de juridiction

Juridictions	Nombre de divorces	Séparation de corps	Annulation de mariage
TPD	1151	53	65
TGI	500	50	65
CA	113	8	14
Total	1764	111	144

Source: Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, de 2009 à 2012

Tableau 10. 11: Evolution de la population carcérale entre 2009 et 2013 suivant la région

Régions	2009				2013*			
	Hommes	Femmes	Mineurs	Total	Hommes	Femmes	Mineurs	Total
Adamaoua	1136	8	54	1198	706	4	24	734
Centre	6067	214	282	6563	3776	92	142	4010
Est	3305	57	115	3477	1105	0	41	1146
Extrême-nord	1114	30	87	1231	3201	39	94	3334
Littoral	3985	70	80	4135	3669	71	66	3806
Nord	1600	18	40	1658	2281	32	76	2389
Nord-ouest	944	15	48	1007	1193	36	47	1276
Ouest	2324	62	175	2561	3832	0	138	3970
Sud	1049	56	29	1134	1294	74	64	1432
Sud-ouest	1043	15	47	1105	1506	23	92	1621
Ensemble	22567	545	957	24069	22563	371	784	23718

Source: rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2009

*: données incomplètes pour la région du Centre. PS: Prison Secondaire PP: Prison Principale PC: Prison Central

Chapitre 11 : CULTURE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	209
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	209
III.	PRESENTATION.....	210
IV.	METHODOLOGIE.....	210
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION	210

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 11. 1: Nombre de centres d'artisanat par région en 2008 et 2013	211
Graphique 11. 2: Nombre de producteurs cinématographiques par région en 2008 et 2013.....	211

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 11. 1: Nombre de salles de cinéma et nombre de réalisateurs par région en 2008 et 2013.....	212
Tableau 11. 2: Nombre de vidéogrammes et de production cinématographiques en 2008 et 2013 et par région.....	212
Tableau 11. 3: Nombre de films produits de 2009 à 2014	213
Tableau 11. 4: Musées et sites culturels par région et par type en 2008 et 2013	213
Tableau 11. 5: Entrées dans quelques principaux musées du Cameroun de 2006 à 2008.....	214
Tableau 11. 6: Nombre de musiciens et chanteurs par région de résidence et par sexe en 2005 et 2006.....	214
Tableau 11. 7: Informations culturelles par région en 2007 et 2008	215
Tableau 11. 8: Informations culturelles par région en 2007 et 2008	215
Tableau 11. 9: Répartition des artistes membres de la SCAAP en 2007.....	216
Tableau 11. 10: Répartition des artistes plasticiens, graphistes et des corps de métiers apparents en 2007	216
Tableau 11. 11: Nombre d'artistes plasticiens membres de la SOCADAP par région en 2007.....	217
Tableau 11. 12: Evolution des effectifs des élèves de l'Institut de Formation Artistique (IFA) de Mbalmayo.....	217
Tableau 11. 13: Evolution des effectifs des étudiants en arts de la faculté des arts, lettres et sciences humaines	217
Tableau 11. 14: Inventaire du fonds des archives publiques au Cameroun en 2008 (m/l : mètre linéaire)	218
Tableau 11. 15: Synoptique de la vie culturelle du Cameroun en 2008.....	218
Tableau 11. 16: Nombre de maisons de production et de festival dans les régions au Cameroun	219

III. PRESENTATION

La culture s'avère aujourd'hui et de plus en plus perçue comme un moyen de promouvoir et de maintenir l'essor économique. Elle a été longtemps considérée comme ce qu'il nous reste quand on a tout perdu. Au Cameroun, elle permet de générer des recettes notamment par le biais du tourisme (tourisme culturel et écotourisme) et de l'artisanat et contribue au développement durable. Ce rapport des statistiques culturelles du Cameroun présente de manière sommaire certaines activités dans les domaines culturels suivants :

- Audiovisuel : cinéma & vidéo ;
- Héritage culturel & naturel : musées, sites archéologiques et historiques, paysages culturels ;
- Livre : bibliothèques, édition de livres ;
- Arts de la scène & festivités : musique, festivals ;
- Design & Services créatifs : stylisme, graphisme, architecture.

1. DEFINITIONS

- Culture

L'UNESCO définit la culture comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.

(UNESCO, 2001).

- Musée

D'après le Conseil International des Musées (ICOM), un musée est « une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation » (ICOM, 2007).

- Paysages culturels

Les paysages culturels sont les « œuvres conjuguées de l'humain et de la nature » et expriment une longue et intime relation des peuples avec leur environnement. (UNESCO, 2007).

- Patrimoine culturel

Le patrimoine culturel est constitué d'objets, de bâtiments ainsi que les groupes de constructions et les sites dotés d'une valeur symbolique, historique, artistique, ethnologique, anthropologique, scientifique et sociale.

- Patrimoine culturel immatériel

Ce sont « les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est récréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et de la créativité humaine » (UNESCO, 2003 b).

- Sites archéologiques

Lieux anciens qui portent les vestiges des activités humaines.

- Cinéma

Structure possédant son propre équipement et ayant pour vocation première de projeter des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. Ceci inclut les cinémas en salle et en plein air, le drive-in et les cinémas itinérants (UNESCO-UIS 2007).

- Film de long métrage :

Film dont la durée est égale ou supérieure à 60 minutes (UNESCO-UIS 2007).

IV. METHODOLOGIE

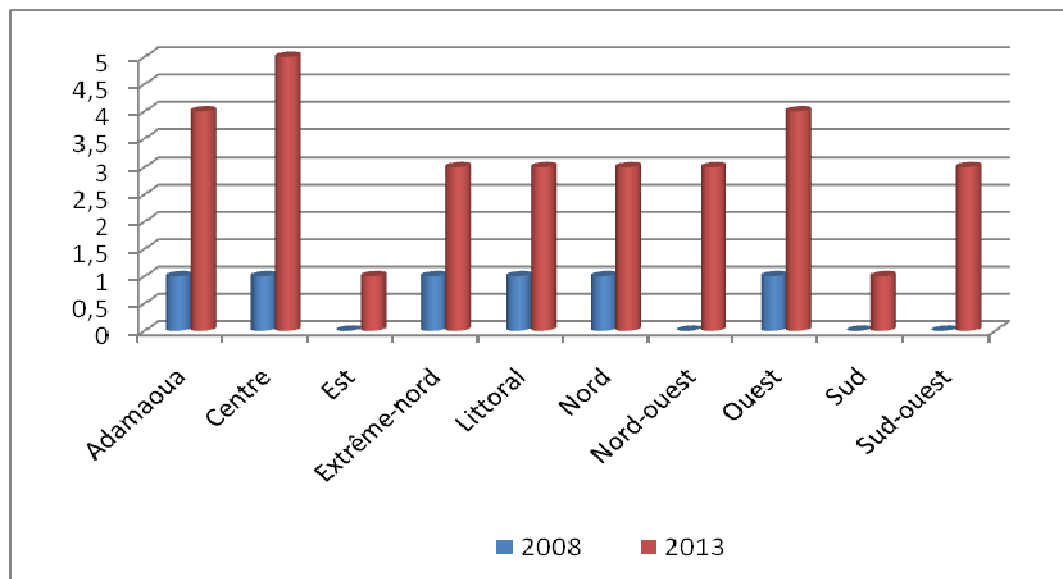
La méthodologie de collecte et de traitement des données est similaire à celle des chapitres précédents.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Ce chapitre a été réalisé sur la base des données collectées essentiellement auprès du service des statistiques du Ministère des Arts de la Culture (MINAC).

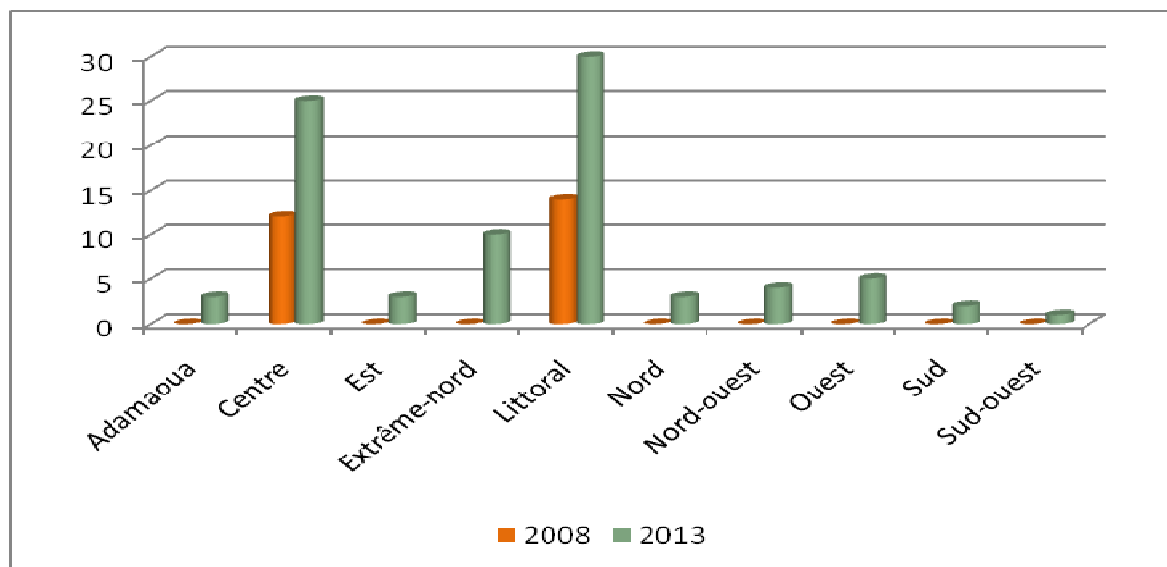
GRAPHIQUES

Graphique 11. 1: Nombre de centres d'artisanat par région en 2008 et 2013



Source : MINAC

Graphique 11. 2: Nombre de producteurs cinématographiques par région en 2008 et 2013



Source : MINAC

TABLEAUX

Tableau 11. 1: Nombre de salles de cinéma et nombre de réalisateurs par région en 2008 et 2013

Régions	Salles de cinéma		Réalisateurs (Cinéastes et Vidéastes)	
	2008	2013	2008	2013
Adamaoua	0	1	5	10
Centre	1	2	30	80
Est	0	0	2	8
Extrême-nord	0	0	4	7
Littoral	1	2	40	93
Nord	0	0	22	30
Nord-ouest	0	0	10	23
Ouest	1	1	4	18
Sud	0	0	9	11
Sud-ouest	0	0	6	14
Ensemble	3	6	132	294

Source : MINAC

Tableau 11. 2: Nombre de vidéogrammes et de production cinématographiques en 2008 et 2013 et par région

Régions	Vidéogrammes		Court métrage.		Moyen métrage		Long métrage (Téléfilm-DVD)	
	2008	2013	2008	2013	2008	2013	2008	2013
Adamaoua	15	22	0	1	0	1	0	1
Centre	60	235	0	8	0	7	6	10
Est	10	63	0	1	0	1	0	1
Extrême-nord	62	88	0	2	0	2	10	12
Littoral	90	287	1	10	0	11	2	9
Nord	15	30	0	1	0	2	9	11
Nord-ouest	28	74	0	2	0	3	18	22
Ouest	34	65	0	2	0	3	0	5
Sud	15	38	0	1		1	0	1
Sud-ouest	22	80	4	5	0	1	1	4
Ensemble	351	982	5	33	0	32	46	76

Source : MINAC

Tableau 11. 3: Nombre de films produits de 2009 à 2014

Année	Nombre de films produits					
	Avec visas	Sans visas	Total	Longs métrages	Courts métrages	Total
2009	3	6	9	7	2	9
2010	3	7	10	6	2	8
2011	9	7	16	13	1	14
2012	15	4	19	13	1	14
2013	45	6	51	31	14	45
2014	28	3	31	10	21	31
Total	103	33	136	80	41	121

Source : MINAC

Tableau 11. 4: Musées et sites culturels par région et par type en 2008 et 2013

Régions	2008				2013			
	Musée Public	Musée Privé	Musée de chefferie traditionnelle	Site culturel	Musée Public	Musée Privé	Musée de chefferie traditionnelle	Site culturel
Adamaoua	0	0	0	2	2	4	7	29
Centre	1	6	0	3	1	7	///	12
Littoral	0	///	0	2	0	///	1	8
Nord	0	///	0	2	1	3	1	1
Extrême-Nord	1	///	3	140	2	///	06	146
Sud	0	2	2	2	0	3	3	6
Est	1	0	0	0	1	1	1	9
Nord-ouest	1	3	5	610	2	4	5	625
Ouest	2	2	1	628	3	5	5	630
Sud-Ouest	1	3	3	3	1	3	4	6
Ensemble	7	16	14	1392	13	30	33	1472

Source : MINAC p = particulier ; c = chefferie ou communauté, sultanat

Tableau 11. 5: Entrées dans quelques principaux musées du Cameroun de 2006 à 2008

Désignation	2006	2007	2008
Musée national			
• Visiteurs camerounais	...	8 441	4 066
• Visiteurs étrangers	...	904	3 888
Musée du Palais des Rois Bamoun			
• Visiteurs camerounais	4 002	...	1 946
• Visiteurs étrangers	3 457	...	2 448
Musée Royal de Bafoussam			
• Visiteurs camerounais	...	26	68
• Visiteurs étrangers	...	235	158

Source : Conservateur du Musée National, Conservateur du Musée du Palais des Rois Bamoun, Conservateur du Musée Royal de Bafoussam.

N.B. : De janvier au mois de mai 2008, le musée a enregistré 4 691 visiteurs, à partir du mois de juin, fermeture pour raison de travaux d'aménagement du bâtiment

Tableau 11. 6: Nombre de musiciens et chanteurs par région de résidence et par sexe en 2005 et 2006

Régions	2005			2006		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Adamaoua	11	5	16	11	5	16
Centre	250	125	375	260	190	450
Est	14	5	19	15	5	20
Extrême-nord	6	3	9	6	4	10
Littoral	315	160	475	320	170	490
Nord	16	7	22	18	7	25
Nord-ouest	11	6	17	11	6	17
Ouest	22	12	34	24	13	37
Sud	24	10	34	25	11	36
Sud-ouest	11	5	10	12	11	23
Ensemble	680	338	1011	702	422	1124

Source : MINAC

Tableau 11. 7: Informations culturelles par région en 2007 et 2008

Régions	Orchestres et groupes musicaux		Groupes de danse traditionnelle		Chorales		Festivals	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Adamaoua	4	4
Centre	25	25
Est	25	25
Extrême nord	11	11	180	200	90	95	8	9
Littoral	78	106	430	480	215	260	10	11
Nord	7	9	87	87	12	12	5	4
Nord-ouest
Ouest
Sud
Sud-Ouest	18	21	400	460	150	180	10	13
Ensemble	114	147	1122	1252	467	547	62	66

Source : MINAC

Tableau 11. 8: Informations culturelles par région en 2007 et 2008

Region	Théâtre Comédiens		Troupes		Représentations		conteurs		Festival de théâtre	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Adamaoua
Centre
Est	3	1
Extrême-Nord
Littoral	30	42	9	12	19	24	6	6	2	2
Nord
Nord-Ouest
Ouest
Sud	40	40	10	10	4	4
Sud-Ouest	10	15	30	35	60	70	8	8	2	3
Ensemble	80	97	49	60	79	94	18	19	4	5

Source : MINAC

Tableau 11. 9: Répartition des artistes membres de la SCAAP en 2007

Régions	Réalisateurs	Photographes	Artistes interprète	Producteurs	Total
Adamaoua	2	0	0	0	2
Centre	120	180	118	12	430
Est	0	25	0	0	25
Extrême-Nord	0	0	0	0	0
Littoral	98	116	105	14	333
Nord	5	23	0	0	28
Nord-ouest	12	28	46	0	86
Ouest	15	36	0	0	67
Sud	2	17	0	0	19
Sud-ouest	5	22	2	0	29
Total	259	447	271	26	1019

Source : SCAAP

Tableau 11. 10: Répartition des artistes plasticiens, graphistes et des corps de métiers apparents en 2007

Spécialités	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	Total
Adamaoua	6	3	0	1	0	0	0	0	1	1	3	0	0	0	1	0	0	0	0	1	17
Centre	78	27	3	3	2	1	5	3	1	6	8	0	0	0	10	10	21	7	0	12	197
Est	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Extrême-Nord	5	3	0	1	0	0	1	0	0	2	6	0	0	2	3	2	5	0	0	6	36
Littoral	49	15	0	9	0	0	0	0	0	6	9	3	0	0	60	10	20	10	0	10	201
Nord	11	2	0	1	0	0	0	0	2	3	6	0	0	0	6	0	2	0	0	0	33
Nord-Ouest	36	12	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	6	2	0	0	0	35	100
ouest	11	7	0	2	0	0	0	0	2	2	3	0	0	0	6	0	4	2	0	16	55
Sud	2	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	5	0	1	0	0	0	0	0	1	12
Sud-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	199	71	4	20	2	1	6	4	6	20	35	8	0	8	92	24	52	19	0	81	652

Source : SOCADAP

1- peintre 2- Sculpteurs 3- Architectes 4- Mosaïstes 6- Céramistes 7- Scénographiques 8- Décorateurs 9- Graveurs 10 - Illustrateurs 11 - Stylistes 12 - Modélistes 13 - auteurs de cartes 14 - auteurs de reproduction 15 - Dessinateurs 17 - Graphistes 18 - Infographes 19 - Tapissiers 20 -Auteurs d'œuvres d'arts spécifiques

Tableau 11. 11: Nombre d'artistes plasticiens membres de la SOCADAP par région en 2007

Régions	2006	2007
Adamaoua	1	17
Centre	191	186
Est	3	1
Extrême-Nord	50	36
Littoral	205	200
Nord	40	34
Nord-Ouest	100	100
Ouest	50	54
Sud	14	12
Sud-Ouest	1	1
Total	563	641

Source : SOCADAP

Tableau 11. 12: Evolution des effectifs des élèves de l'Institut de Formation Artistique (IFA) de Mbalmayo

Années scolaires	2005/2006		2006/2007		2007/2008		2008/2009	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Décor	23	48	22	62	18	52	13	59
Céramique	15	20	16	28	16	25	13	26
Peinture	9	40	7	44	8	47	7	51
Sculpture	1	12	1	13	2	48	2	18
Total	48	120	46	147	45	142	35	154

Source : Institut de formation artistique de Mbalmayo.

Tableau 11. 13: Evolution des effectifs des étudiants en arts de la faculté des arts, lettres et sciences humaines

Années scolaires	2005/2006		2006/2007		2007/2008	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Arts plastiques	33	44	36	51	38	74
Arts de spectacles	37	46	46	73	59	79
Archéologie	16	22	10	20	18	20
Total	86	112	92	144	115	173

Source : Université de Yaoundé (FALSH)

Tableau 11. 14: Inventaire du fonds des archives publiques au Cameroun en 2008 (m/l : mètre linéaire)

Nature Composante	Fonds colonial (1884 – 1959)			Fonds autonome (1960)	Total
	Fonds allemand	Fonds français	Fonds anglais		
Dossiers (m/l)	120	594	...	1 816	2 530
Journal officiel (m/l)	...	30	1	255	288
Presse privée (m/l)	...	25	...	60	85
Presse officielle (m/l)	...	6	...	54	60
Cartes (Nombre)	65	235
Dossiers non traités (m/l)	...	34	...	3 000	3 340

Source : MINAC

Tableau 11. 15: Synthèse de la vie culturelle du Cameroun en 2008

Pratiques culturelles et corps de métier	Adamaoua	Centre	Est	Extrême Nord	Littoral	Nord	NordOuest	Ouest	Sud	SudOuest	Total
Audiovisuel cinéma											
Salles de cinéma	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	3
Réalisateurs	2	120	0	0	98	5	12	15	2	5	259
Artistes interprètes	0	118	0	0	105	0	46	0	0	2	271
Producteurs	0	12	0	0	14	0	0	0	0	0	26
Photographes	10	180	25	40	116	23	28	36	17	22	497
Distributeurs de films		1									1
Vidéogrammes	15	60	10	60	90	15	25	34	15	22	346
Production cinématographique											
Long métrage (Téléfilm DVD)	0	6	0	0	2	9	0	0	0	1	18
Moyen métrage	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	08
Court métrage	0	0	0	0	1	0	12	0	0	0	13
Arts plastiques 0 graphiques photo											
peintres	6	78	1	5	49	11	36	11	2	4	
Sculpteurs	3	27	0	3	15	2	120	300	2	0	
Mosaïstes	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	02
Céramistes	0	2	0	0	0	0	10	4	0	0	15
Scénographes	0	5	0	0	10	0	1	0	0	0	16
Décorateurs	0	3	0	0	1	0	0	0	1	0	05
Graveurs	1	1	0			2	0	2	0	0	06
Illustrateurs	1	6	0	2	6	3		2			17
Stylistes	3	8	0	6	9	6	0	3	0	0	35
Modélistes	0	0	0	0	3	0	0	0	5	0	08
Auteurs de cartes											
Auteurs de reproduction				2			5		1		08
Dessinateurs	1	10		3	60	6	6	6			91

Graphistes		21		5	20	2					47
Infographes		7			10			2			19
Tapissiers											
Auteurs d'œuvres d'arts spécifiques	1	12		6	10		35	16	1		81
Musée											
Musée public	0	1	0	1	1	0	1	1	0	0	5
Musée privé	3	6	0	0	0		3	2	2	3	19
Musée de chefferie traditionnelle	1	0	0	3	0	1	5	10	0	0	20
Musée de sites	2	3	0	140	2	2		742		3	
Sites archéologiques											72
Centre artisanal											
Centre artisanaux	1	1		1	1	1		1			
Galerie d'art		7			10		10	60			
Point de vente des objets d'art à ciel ouvert								100		40	
Bijouteries		24		40		3	5	10			
Créateurs joailliers											
Musique											
Orchestres/groupes musicaux				11		9					
Musiciens											
Masculins	11	260	15	6	320	18	11	24	25	12	702
Féminins	5	190	5	4	170	7	6	13	11	11	422
Groupes de danses traditionnelles	162	44	30	200	0	87	800	2100	250	0	

Source : MINAC

Tableau 11. 16: Nombre de maisons de production et de festival dans les régions au Cameroun

Régions	Nombre de maisons de production	Nombre de festivals
Centre	13	5
Littoral	4	2
Nord-ouest	1	0
Ouest	0	1
Sud	4	1
Sud-ouest	1	0
Autres régions	7	0
Ensemble	30	9

Source : MINAC

CHAPITRE 12 : JEUNESSE, SPORT ET LOISIRS

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES.....	221
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	221
III.	PRESENTATION.....	222
IV.	METHODOLOGIE	222
V.	SOURCES.....	222

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 12. 1: Répartition des cadres de jeunesse et d'animation par région et par sexe en 2009.....	223
Graphique 12. 2: Evolution de la part des insertions emplois indépendants du fne.....	223

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 12. 1: Répartition des agents publics en service au Ministère de la jeunesse par région et par sexe selon le statut professionnel en 2013	224
Tableau 12. 2: Répartition des cadres de jeunesse et d'animation en services au Ministère de la jeunesse par sexe selon le grade en 2013.....	224
Tableau 12. 3: Répartition des agents public dans les services rattaches et sous tutelles au Ministère de la jeunesse par région et par sexe selon le statut professionnel en 2013.....	225
Tableau 12. 4: Répartition des cadres de jeunesse et d'animation dans les services au Ministère de la jeunesse par sexe selon le grade en 2013	226
Tableau 12. 5: Insertion des jeunes (15-35 ans) par le FNE de 1991 à 2009	226
Tableau 12. 6: Nombre de structures socio-éducatives par région en 2009	227
Tableau 12. 7: Nombre de jeunes financés par le PAJER – U en 2012.....	227
Tableau 12. 8: Données des jeunes et des coopératives financés en auto-emploi par le PIFMAS2007-2008 ...	228
Tableau 12. 9: Données statistiques du MINSEP	228
Tableau 12. 10: Grille de répartition des appuis financiers remis aux volontaires de la cuvée 2012 par région	228
Tableau 12. 11: Répartition des apprenants dans les CMPJ suivant les régions en 2012.....	229
Tableau 12. 12: Répartition des apprenants dans les CMPJ suivant les régions en 2013.....	229
Tableau 12. 13: Evolution annuelle des adhérents formés dans les CMPJ par sexe suivant les spécialités en 2009	230

III. PRESENTATION

Au Cameroun, la jeunesse est considérée comme le fer de lance de la nation. A cet effet, il apparaît qu'au terme du 3^{ème} Recensement Général de la population et de l'habitat (3^{ème} RGPH), l'on dénombre 7 128 979 jeunes de la tranche d'âge 15-35 ans au 1^{er} janvier 2010, soit 36,28%. Les enfants (0-14 ans) constituent le fragment le plus important de cette population avec 8 448 764 sur 19 648 287 habitants, soit 43%. Les plus de 35 ans, au nombre de 4 070 544 (20,72%) représentant la portion congrue.

Au final, les enfants et les jeunes représentent 79,28% de la population totale. (3^{ème} RGPH). Or la précarité et les fléaux auxquels les jeunes sont exposés les conduisent à s'interroger avec anxiété sur leur avenir et sur les possibilités réelles que leur offre la collectivité nationale pour leur insertion durable dans le tissu social et les circuits de production. Si rien n'est fait, plusieurs d'entre eux peuvent être gagnés par le désespoir.

A cet égard, le Plan Jeunesse se présente comme une thérapie vigoureuse qui a pour objectif de faire de la jeunesse, à moyen terme, le moteur du développement national dans ses dimensions économique, sociale et culturelle.

Il ambitionne d'être un instrument de réarmement moral et un levier de mobilisation des jeunes sur les grands chantiers nationaux de l'heure : la relance de la croissance économique, la gouvernance et la lutte contre la corruption, l'amélioration des conditions de vie des citoyens etc. Le Cameroun compte sur cette couche de sa population pour exécuter les grands travaux engagés dans une vision optimiste visant l'émergence à l'horizon 2035. Au-delà des divers recrutements organisés par le Fonction Publique pour l'employabilité des jeunes, il existe de nombreuses autres opportunités pouvant faciliter leur insertion socioéconomique dans la vie active.

A cet effet, l'on peut évoquer l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD), ainsi que le PAJER-U/PIFMAS dont le nombre de bénéficiaires n'a cessé de croître. Ainsi, de 184 jeunes en 2007, l'on dénombre 7 175 jeunes ayant bénéficiés des appuis du PAJER-U/PIFMAS entre 2008 et 2012. Ces derniers ont par ailleurs créés des micro-entreprises et développés des activités génératrices de revenus (AGR) capables de lutter efficacement contre le chômage et le sous-emploi des jeunes.

D'autres actions portent également sur la promotion de l'éducation civique des populations et le renforcement de l'intégration nationale pour un mieux vivre harmonieux. Les données chiffrées et autres renseignements concernant les activités du

sous-secteur sont mises en exergue dans le document à travers divers autres tableaux.

IV. METHODOLOGIE

La méthodologie de collecte des données s'est faite à travers la recherche documentaire. Celle-ci a permis aux uns et autres de s'approprier une importante documentation dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation civique. Dans cette veine, de nombreux responsables du ministère ont été approchés parmi lesquels des directeurs et assimilés, ainsi que des Sous-directeurs et les coordonnateurs des programmes et projets mis en œuvre dans ce département ministériel en faveur des jeunes.

Par ailleurs, l'exploitation de l'Annuaire Statistique du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique édité en 2009 a permis d'améliorer et de réactualiser considérablement les informations collectées lors de son élaboration pour nourrir et enrichir celui en cours.

En définitive, il apparaît qu'au terme de cette opération de collecte, d'analyse et d'interprétation des données statistiques, le Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique compte un effectif total de 2595 agents publics tout sexes confondus recensés en 2013, 04 Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ) de référence créés, ainsi que 02 Maisons des Jeunes. En somme, l'on dénombre dans le domaine de l'éducation et de la formation:

- 01 Centre National de la Jeunesse (CENAJES) ;
- 10 CMPJ régionaux ;
- 58 CMPJ départementaux ;
- 364 CMPJ d'arrondissements.

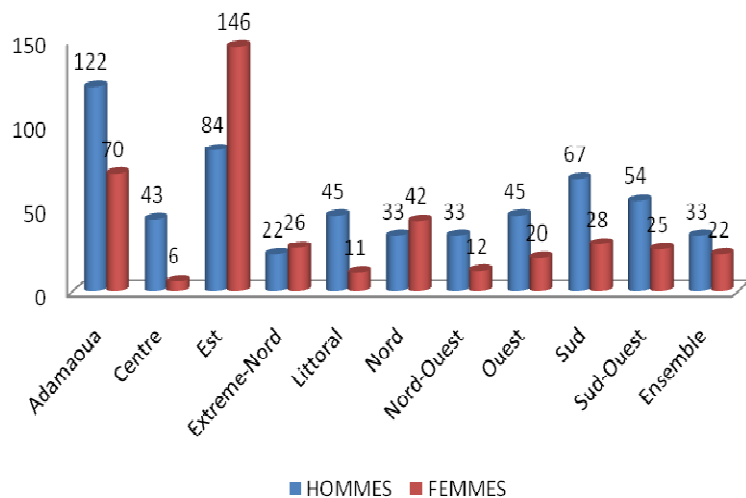
En outre, dans le domaine de la vie associative et de la Participation des Jeunes, de nombreux mouvements et organisations de jeunesse se déploient dans divers champs, (santé, protection de l'environnement, droits de l'homme, culture) etc. sous l'encadrement et l'accompagnement du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) à travers sa coordination nationale et ses démembrements territoriaux.

V. SOURCES

Les données apparaissant dans ce chapitre sont issues des résultats de la collecte des données tirées de l'Annuaire Statistique édité en 2009 et celui de 2014 en cours d'élaboration et concernent principalement les services centraux et déconcentrés, ainsi que les services rattachés et structures sous-tutelles du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC), du fond Nationale de l'Emploi (FNE) et du MINSEP et couvre tout le territoire national.

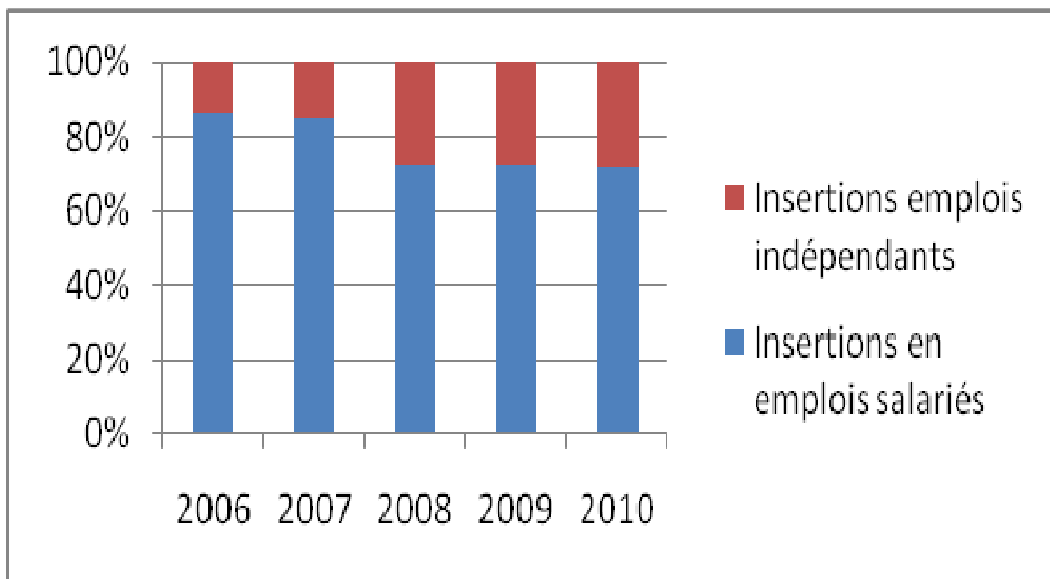
GRAPHIQUES

Graphique 12. 1: Répartition des cadres de jeunesse et d'animation par région et par sexe en 2009



Source: MINJEC

Graphique 12. 2: Evolution de la part des insertions emplois indépendants du fne



Source : FNE

Tableau 12. 3: Répartition des agents public dans les services rattachés et sous tutelles au Ministère de la jeunesse par région et par sexe selon le statut professionnel en 2013

Services rattachés	Fonctionnaires		Contractuels		Décisionnaires		Ensemble	
	Fem	Ens	Fem	Ens	Fem	Ens	Fem	Ens
Cenajes de kribi	6	26	2	3	-	-	8	29
Cenepci	8	12	-	1	-	1	8	14
Cenadojes	0	3	-	-	-	-	0	3
Injs	17	54	-	-	-	-	17	54
Ascnpd	11	49	0	1	-	-	11	50
Pajer-u et pifmas	17	28	3	9	2	3	22	40
Enfance joyeuse du cameroun	8	10	-	-	-	-	8	10
Maison des jeunes de bepanda	1	2	-	-	-	-	1	2
Cmpj dont								
Adamaoua	7	36	4	6	1	1	12	43
Centre	47	82	9	17	2	2	58	101
Est	16	42	5	8	-	-	21	50
Extrême-nord	11	64	2	3	1	1	14	68
Littoral	32	74	8	14	4	4	44	92
Nord	4	34	1	1	2	2	7	37
Nord-ouest	11	44	3	4	-	-	14	48
Ouest	23	68	5	9	1	1	29	78
Sud	16	30	0	1	-	-		
Sud-ouest	6	34	3	4	-	-		

Source: MINJEC

Tableau 12. 4: Répartition des cadres de jeunesse et d'animation dans les services au Ministère de la jeunesse par sexe selon le grade en 2013

Services rattachés	CJA		CPJA		IAJA		IJA		IPJA		Ens
	Fem	Ens	Fem	Ens	Fem	Ens	Fem	Ens	Fem	Ens	
CENAJES de kribi	-	2	2	13	-	-	4	7	-	1	23
Cenepci	4	6	2	4	-	-	1	1	1	1	12
Cenadojes			-	3							
INJS	7	16	4	16			1	1	5	21	55
Ascnpd	1	8	10	29							37
PAJER-U et PIFMAS	4	6	3	9			5	6	5	5	26
Enfance joyeuse du cameroun	0	1	2	3					6	6	10
Maison des jeunes de bepanda							1	2			2
CMPJ dont											
Adamaoua	1	11	2	3	-	-	1	9	3	12	35
Centre	11	20	9	16	1	1	10	13	6	10	60
Est	4	13	1	2	-	-	5	15	5	12	42
Extrême-nord	0	16	1	3	-	-	6	26	4	18	63
Littoral	5	17	8	16	-	-	8	17	11	20	70
Nord	1	6	0	14	-	-	2	10	0	3	33
Nord-ouest	1	7	0	2	-	-	5	16	5	17	42
Ouest	3	16	4	13	-	-	6	16	9	20	65
Sud	2	5	2	3	-	-	3	8	9	14	30
Sud-ouest	2	7	1	3	-	-	0	11	3	13	34

Source: MINJEC

Tableau 12. 5: Insertion des jeunes (15-35 ans) par le FNE de 1991 à 2009

	Effectifs
Personnes insérées en emploi salarié	88 470
Emplois générés par les projets	41 506
Total des insertions dans le circuit de production	129 976
Personnes formées dans différents métiers	49 783
Promoteurs financés (Auto-emploi et micro-entreprises)	24 233
Personnes accueillies, évaluées et orientées	220 550

Sources : FNE

Tableau 12. 6: Nombre de structures socio-éducatives par région en 2009

Région	Structures	Bureaux	Bâtiments	Capacité d'accueil
Adamaoua	5	11	10	277
Centre	14	18	34	470
Est	3	3	4	300
Extrême-Nord	11	5	.	999
Littoral
Nord	6	6	12	185
Nord-Ouest	12	32	12	1229
Ouest	5	6	7	580
Sud
Sud-ouest
Ensemble	56	81	79	4040

Source: MINJEC

Tableau 12. 7: Nombre de jeunes finances par le PAJER – U en 2012

Régions	Filles	Garçons	Nombre de jeunes finances	Montant alloués en FCFA
Adamaoua	11	32	43	31 050 000
Centre	18	50	68	48 900 000
Est	13	23	36	21 900 000
Extrême-Nord	15	30	45	29 920 000
Littoral	15	34	49	31 450 000
Nord	08	36	44	25 800 000
Nord-Ouest	43	46	89	65 750 000
Ouest	23	26	49	36 915 000
Sud	12	33	45	31 971 000
Sud-Ouest	14	12	26	19 300 000
Total	172	322	494	342 956 000

Source : PAJER-U (2012)

Tableau 12. 8: Données des jeunes et des coopératives financés en auto-emploi par le PIFMAS2007-2008

	Nord	Extrême Nord	Adamaoua	Nord Ouest	Total
Inscrits	31	51	51	63	196
Sélectionnés	31	47	40	52	170
Ont été formés	30	27	30	40	127
Ont été financés	29	23	28	21	101
Nombre de filles	.	.	5	6	11
Nombre de garçons	29	23	23	15	90
Nombre de coopératives	4	4	4	4	16
Montants financements (Millions FCFA)	10	10	10	10	40

Source: MINJEC

Tableau 12. 9: Données statistiques du MINSEP

Indicateurs	2012	2013
Nombre d'établissements dépourvus d'enseignement d'EPS	692	1188
Nombre d'enseignants d'EPS dans les établissements publics secondaires	1656	1767
Nombre de médailles glanées dans les compétitions sportives internationales	90	163

Source : MINSEP

Tableau 12. 10: Grille de répartition des appuis financiers remis aux volontaires de la cuvée 2012 par région

Régions	Volontaires formés	Groupes constitués	Montants alloués en FCFA
Adamaoua	472	46	61.257.374
Centre	1086	167	140.943.873
Est	370	49	48.019.552
Extrême-nord	600	104	77.869.543
Littoral	637	87	82.671.498
Nord	413	103	53.600.202
Nord-ouest	715	108	92.794.539
Ouest	500	133	64.891.286
Sud	386	40	50.096.076
Sud-ouest	754	96	97.856.059
Total	5933	933	770.000 000

Source : ASCNPD (2012)

Tableau 12. 11: Répartition des apprenants dans les CMPJ suivant les régions en 2012

Regions	APPRENANTS	CMPJ FONCTIONNELS	CMPJ A CREER
Adamaoua	251	6	15
Centre	360	22	38
Est	337	07	25
Extrême-nord	199	11	41
Littoral	364	14	21
Nord	243	4	19
Nord-ouest	37	6	29
Ouest	379	13	30
Sud	98	4	23
Sud-ouest	186	6	29
Total	2454	93	270

Source : MINJEC

Tableau 12. 12: Répartition des apprenants dans les CMPJ suivant les régions en 2013

Regions	APPRENANTS	LOCAUX DISPONIBLES	FILIERES FONCTIONNELLES
Adamaoua	221	6	22
Centre	375	35	46
Est	354	13	19
Extrême-nord	191	22	16
Littoral	341	15	18
Nord	243	4	9
Nord-ouest	74	6	6
Ouest	375	13	27
Sud	193	17	12
Sud-ouest	231	10	13
Total	2598	141	188

Source : MINJEC

Tableau 12. 13: Evolution annuelle des adhérents formés dans les CMPJ par sexe suivant les spécialités en 2009

Spécialité	2006		2007		2008		2009	
	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total
Agriculture	5	19	2	7	.	5	.	9
Art Ménagers	16	16	25	25	24	24	44	68
AMC		
Broderie	62	15
Chaudronnerie	.	11	.	12	.	7	30	60
Comptabilité	83	126
Couture	58	59	69	69	67	73	348	296
Dactylographie	27	50	8	20	2	2	46	41
Economie sociale et familiale	2	2	6	6	5	6	60	65
Electricité	1	65	5	89	.	118	5	217
Electronique	.	.	.	5	.	1	.	3
Elevage	.	2	10	14	1	1	1	1
Industrie	150	151	142	150	165	168	316	318
Maçonnerie	.	14	.	13	.	9	1	41
Menuiserie	.	18	.	9	.	34	18	85
Mécanique auto	.	38	.	28	2	73	18	142
Secrétariat bureautique	98	129	94	133	138	188	338	431
Maintenance info	0	0	0	0	0	7	3	15
Secrétariat	6	6	5	5	6	8		

Source: MINJEC

Chapitre 13 : SECURITE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	232
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	232
III.	PRÉSENTATION.....	233
IV.	MÉTHODOLOGIE.....	233
V.	SOURCES.....	233

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 13. 1: Répartition de la criminalité et du banditisme en fonction des catégories d'infractions en 2012	234
Graphique 13. 2: Evolution des accidents selon le créneau horaire en 2012	234
Graphique 13. 3: Répartition mensuelle des accidents en 2012	235
Graphique 13. 4: Répartition des accidents de la circulation par région en 2012.....	235

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 13. 1: Evolution des principaux types d'infractions traitées par la gendarmerie.....	236
Tableau 13. 2: Bilan spécifique de la criminalité recensé par la gendarmerie nationale en 2012	237
Tableau 13. 3: Evolution de la criminalité par type d'infractions entre 2008 et 2012	238
Tableau 13. 4: Répartition de la criminalité par type d'infractions et selon les régions entre 2008 et 2012...	239
Tableau 13. 5: Accidents de la circulation routière entre 2005 et 2012	242
Tableau 13. 6: Evolution mensuelle du nombre d'accidents de la circulation routière.....	242
Tableau 13. 7: Evolution mensuelle du nombre d'accidents de la circulation routière en 2012.....	242
Tableau 13. 8: Répartition des accidents selon les jours de la semaine en 2012.....	243
Tableau 13. 9: Répartition des accidents selon le créneau horaire en 2012.....	243
Tableau 13. 10: Répartition des accidents selon les régions en 2012.....	244

III. PRÉSENTATION

La lutte contre la grande criminalité, le grand banditisme et l'insécurité routière sont des problèmes majeurs qui préoccupent les pouvoirs publics en général et la Gendarmerie Nationale en particulier.

En 2012, on note une régression de la grande criminalité et du grand banditisme selon les catégories d'infraction malgré les nouvelles formes de criminalités développées et les modes opératoires variant en permanence. On constate que dans la plupart des régions du Cameroun, les cas de vols et recels (10 364) sont les plus fréquents ; suivi des cas d'enlèvement des mineurs (4 355).

Pour ce qui est des accidents de circulation, dans l'ensemble, on remarque une baisse significative par rapport à l'année 2011. Ces accidents sont passés de 3521 en 2011 à 3276 en 2012. Soit 5151 blessés en 2011 contre 4563 en 2012 et 1474 morts en 2011 contre 1165 en 2012 ;

L'analyse des accidents de circulation routière selon les régions montre que le plus grand nombre d'accidents mortels, corporels et matériels est observé dans la région

du littoral (795). Le centre suit avec un effectif de 681 cas et enfin l'ouest (503 cas).

Suivant les mois, on observe que c'est au mois de décembre que l'on enregistre plus de décès (126 morts), suivi du mois de janvier (114 morts).

En ce qui concerne les semaines, on a enregistré plus de cas d'accidents mortels en fin de semaine: samedi (246 morts), dimanche (206 morts) et le vendredi (206 morts).

IV. MÉTHODOLOGIE

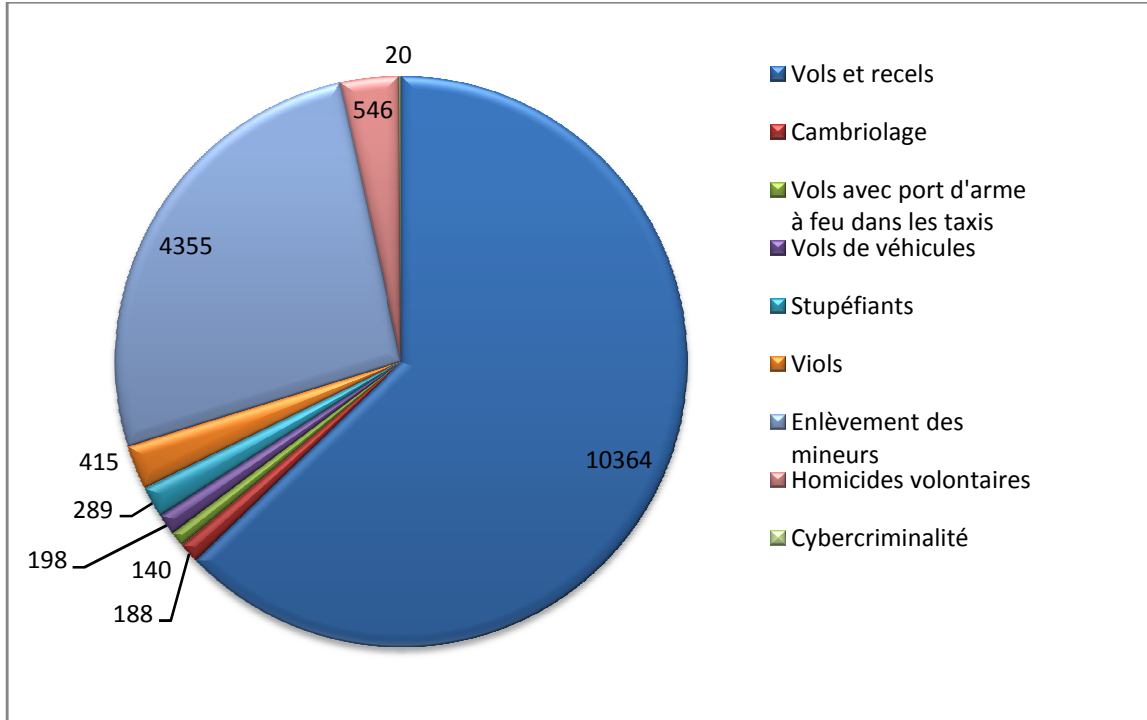
La méthodologie de collecte des données a consisté en l'exploitation du rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route.

V. SOURCES

Les données présentées dans ce chapitre sont issues des résultats de la collecte des données statistiques édition 2012 du Ministère de la Défense à travers la Gendarmerie Nationale

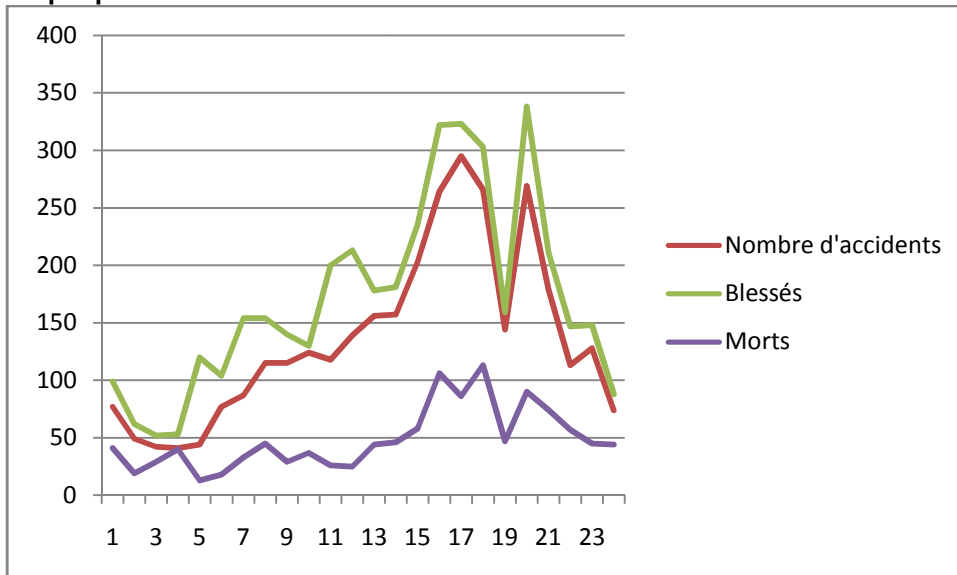
GRAPHIQUES

Graphique 13. 1: Répartition de la criminalité et du banditisme en fonction des catégories d'infractions en 2012



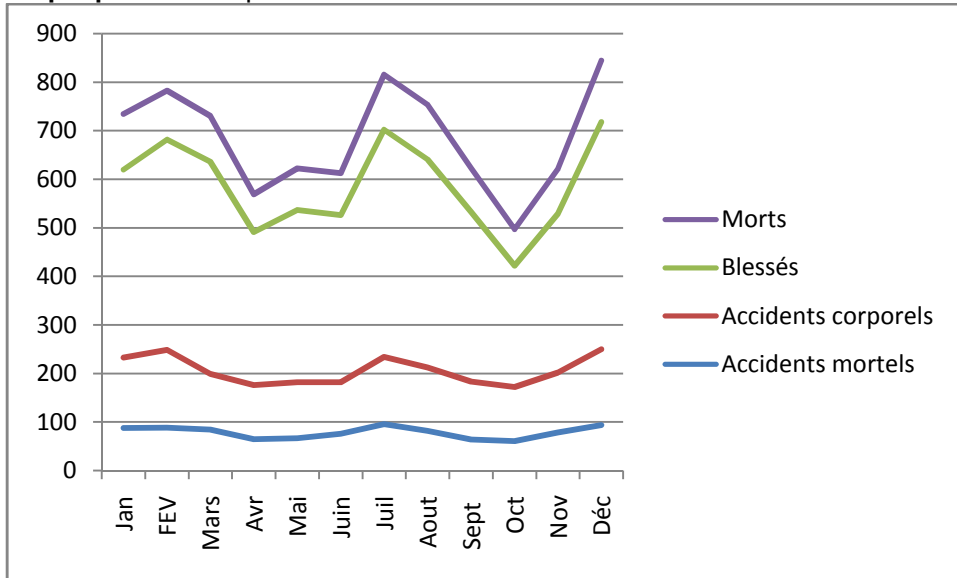
Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012 en 2012

Graphique 13. 2: Evolution des accidents selon le créneau horaire en 2012



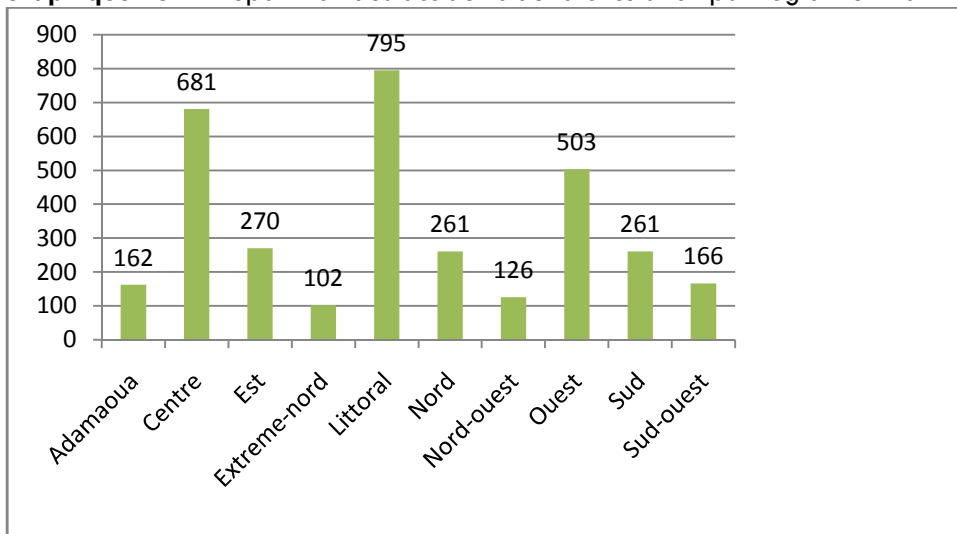
Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Graphique 13. 3: Répartition mensuelle des accidents en 2012



Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012 en 2012

Graphique 13. 4: Répartition des accidents de la circulation par région en 2012



Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012 en 2012

TABLEAUX

Tableau 13. 1: Evolution des principaux types d'infractions traitées par la gendarmerie Nationale entre 2011 et 2012

Types d'infractions	2011	2012
Atteinte aux biens		
Vols et recels	10979	10364
Escroqueries et filouteries	3056	2766
Abus de confiance et faux	8402	5545
Incendies volontaires	110	251
Vols avec port d'arme à feu et agressions dans les taxis	1095	140
Braquages de domiciles et Ets de commerce	520	68
Cambriolage	313	188
Vols de véhicules	243	159
Blanchiment d'argent	12	18
Total	24718	19481
Atteinte à l'économie		
Circulation des marchandises	185	98
Taxe sur les véhicules	657	436
Patente, récépissé	205	106
Douanes	37	22
Police économique, surveillance des prix	277	66
Divers autres infractions	351	468
Total	1759	1196
Atteintes corporelles		
Homicides volontaires	546	585
Coups et blessures volontaires	2956	3553
Morts-blessures accidentelles, suicides	656	655
Rixes sur la voie publique	260	240
Total	4418	5033
Toxicomanie		
Débits de boisson	111	51
Ivresse publique	284	72
Stupéfiants	239	289
Distillation et vente d'alcool frelaté	87	130
Total	721	542
Atteintes aux mœurs		
Viols	488	415
Autres atteintes aux mœurs	1094	1015
Outrage	786	741
Enlèvements de mineurs	337	4355
Total	2732	6526
Activités de coupeurs de route	186	44

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2011 et 2012

Tableau 13. 2: Bilan spécifique de la criminalité recensé par la gendarmerie nationale en 2012

Types d'infractions	Affaires traitées	Affaires résolues	Individus arrêtés ou gardés à vue	Procès verbaux établis
Police judiciaire				
Homicides volontaires	721	486	514	546
Coups et blessures volontaires	3121	2001	1593	2956
Morts-blessures accidentelles, suicides	731	656	398	656
Viols	415	409	344	411
Autres atteintes aux mœurs	1015	9918	728	1015
Vols et recels	10364	10004	9964	10364
Escroqueries et filouteries	2766	2049	1976	2666
Abus de confiance et faux	5545	5545	4902	5545
Oufrage-Violences-Rébellion	741	691	434	741
Incendies volontaires	251	248	99	251
Incendies involontaires ou accidentels	298	298	84	298
Emission des chèques sans provision	86	86	79	86
Etrangers	589	579	196	589
Chasse-pêche	75	54	48	72
Débits de boisson	44	44	12	44
Ivresse publique	84	84	64	84
Armes et explosifs	45	39	72	45
Code rural	18	18	8	18
Code forestier	12	12	5	12
Stupéfiants (trafic-usage)	289	143	175	187
Sorcellerie (exercice illégal de la médecine)	60	60	16	60
Défaut de CNI	5711	5622	301	4978
Jeux de hasard	379	220	116	201
Distillation et vente d'alcool frelaté	130	130	96	130
Vagabondage	204	142	108	204
Divagation d'animaux	115	82	12	108
Rixes sur la voie publique	252	252	43	252
Fausse monnaie	107	181	96	134
Enlèvement des mineurs	4355	3795	3849	4355
Divers autres infractions	20240	20137	5102	19869
Total	58329	63945	31434	56726
Police économique et fiscale				
Circulation des marchandises	137	137	94	137
Taxes sur les véhicules	812	812	427	812
Patentes-récépissés	179	104	26	179
Douanes	37	37	6	37
Police économique surveillance des prix	82	82	4	82
Divers autres infractions	669	669	247	669
Total	1916	1759	804	1916
Arrestations				
Enquêtes judiciaires	3888	3790	3603	3831

Types d'infractions	Affaires traitées	Affaires résolues	Individus arrêtés ou gardés à vue	Procès verbaux établis
Mandats-extraits de jugement	1588	1579	1476	1636
Contraintes par corps	1366	1312	1304	1402
Signalements N°1 de désertion	194	194	140	194
Absents illégaux	15	15	14	15
Mesures administratives	54	54	46	57
Total	7105	6944	6583	7135

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012 en 2012

Tableau 13. 3: Evolution de la criminalité par type d'infractions entre 2008 et 2012

Catégories d'infractions	Affaires traitées				
	2008	2009	2010	2011	2012
Vols et recels	12991	6760	13457	10979	9463
Escroqueries et filouteries	3253	2557	3729	3056	2640
Abus de confiance et faux	5322	3288	11288	8402	5918
Emission des chèques sans provision	182	134	36	90	86
Autres atteintes aux mœurs	1486	590	1063	1094	909
Enlèvements de mineurs	734	154	1496	337	4407
Sorcellerie (exercice illégal de la médecine)	3841	3079	7799	615	454
Viols	533	359	590	488	409
Ivresse publique	521	601	362	284	228
Défaut de CNJ	4540	4148	5093	6711	3739
Usage et trafic stupéfiants	432	276	345	239	166
Distillation et vente d'alcool frelaté	61	29	122	131	55
Débits de boisson	331	188	102	115	57
Fausse monnaie	232	155	196	207	81
Jeux de hasard	694	475	437	479	218
Code rural	36	12	19	27	46
Code forestier	99	24	52	33	21
Chasse-pêche	65	21	40	57	702
Armes et explosifs	101	79	95	54	63

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012 en 2012

Tableau 13. 4: Répartition de la criminalité par type d'infractions et selon les régions entre 2008 et 2012

Régions	Type d'infractions	Affaires traitées				
		2008	2009	2010	2011	2012
Adamaoua	Abus de confiance et faux	92	144	119	83	90
	Emission de chèque sans provision	1	0	0	2	3
	Viols	12	19	14	6	13
	Autres atteintes aux mœurs	34	54	17	13	126
	Vols et recels	490	526	476	295	436
	Escoqueries et filouteries	71	65	62	50	74
	Ivresse publique	28	15	20	3	4
	trafic et usage des stupéfiants	19	12	12	14	8
	Homicides volontaires	22	22	34	27	32
Centre	Abus de confiance et faux	1977	2002	7785	5372	1073
	Emission de chèque sans provision	24	132	9	42	10
	Viols	149	170	166	191	113
	Autres atteintes aux mœurs	267	282	291	294	113
	Vols et recels	3242	2858	4711	3105	2185
	Escoqueries et filouteries	1075	1724	1311	951	618
	Ivresse publique	220	234	85	77	15
	trafic et usage des stupéfiants	62	26	87	52	9
	Homicides volontaires	206	477	230	154	114
	Coups et blessures volontaires	1541	1598	945	954	1010
	Incendies volontaires	26	48	27	23	102
	Outrage-violence-rébellion	350	302	335	323	271
Est	Abus de confiance et faux	92	234	219	108	108
	Emission de chèque sans provision	1	1	0	3	0
	Viols	12	40	41	11	19
	Autres atteintes aux mœurs	34	48	46	30	23
	Vols et recels	490	507	415	207	30
	Escoqueries et filouteries	71	113	93	65	53
	Ivresse publique	32	62	38	15	0
	trafic et usage des stupéfiants	40	20	9	4	26
	Homicides volontaires	22	46	50	10	47
	Coups et blessures volontaires	58	117	159	109	137
	Incendies volontaires	7	14	7	4	18
	Outrage-violence-rébellion	30	58	64	13	19
Extrême-Nord	Abus de confiance et faux	207	174	200	194	228
	Emission de chèque sans provision	5	5	2	0	0
	Viols	26	36	37	22	21
	Autres atteintes aux mœurs	42	75	42	45	99
	Vols et recels	1589	1417	1300	1164	92
	Escoqueries et filouteries	134	125	122	124	51
	Ivresse publique	110	106	58	61	6
	trafic et usage des stupéfiants	54	60	45	39	32
	Homicides volontaires	88	131	83	80	57

Régions	Type d'infractions	Affaires traitées				
		2008	2009	2010	2011	2012
	Coups et blessures volontaires	278	229	200	210	220
	Incendies volontaires	19	20	71	16	22
	Outrage-violence-rébellion	52	37	74	47	24
Littoral	Abus de confiance et faux	1479	1299	1299	1050	2299
	Emission de chèque sans provision	112	44	44	23	52
	Viols	30	158	158	54	67
	Autres atteintes aux mœurs	193	221	221	248	119
	Vols et recels	2851	1673	1673	2361	2647
	Escroqueries et filouteries	988	1737	1737	986	1006
	Ivresse publique	51	71	71	28	20
	trafic et usage des stupéfiants	46	70	70	35	44
	Homicides volontaires	78	112	112	57	98
	Coups et blessures volontaires	877	841	841	708	922
	Incendies volontaires	157	18	18	9	17
	Outrage-violence-rébellion	157	1087	1087	115	166
Nord	Abus de confiance et faux	73	106	169	106	108
	Emission de chèque sans provision	0	0	15	5	0
	Viols	15	16	10	22	11
	Autres atteintes aux mœurs	25	13	8	40	23
	Vols et recels	581	1018	573	766	680
	Escroqueries et filouteries	29	76	136	144	81
	Ivresse publique	81	46	69	22	0
	trafic et usage des stupéfiants	19	12	93	32	26
	Homicides volontaires	45	62	81	47	47
	Coups et blessures volontaires	91	105	89	81	137
	Incendies volontaires	4	11	61	12	18
	Outrage-violence-rébellion	2	23	29	17	19
Nord-ouest	Abus de confiance et faux	114	98	128	168	281
	Emission de chèque sans provision	0	2	0	1	8
	Viols	47	56	38	47	6
	Autres atteintes aux mœurs	259	58	99	88	57
	Vols et recels	833	787	689	631	667
	Escroqueries et filouteries	144	175	126	112	113
	Ivresse publique	4	10	10	2	7
	trafic et usage des stupéfiants	20	32	17	10	1
	Homicides volontaires	29	29	4	14	16
	Coups et blessures volontaires	123	120	111	130	247
	Incendies volontaires	13	13	15	22	17
	Outrage-violence-rébellion	6	11	7	14	48
Ouest	Abus de confiance et faux	494	584	402	537	521
	Emission de chèque sans provision	6	10	6	7	7
	Viols	68	58	68	50	64
	Autres atteintes aux mœurs	122	104	68	173	55

Régions	Type d'infractions	Affaires traitées				
		2008	2009	2010	2011	2012
	Vols et recels	1360	923	955	1032	892
	Escroqueries et filouteries	190	119	230	234	223
	Ivresse publique	11	74	52	36	28
	trafic et usage des stupéfiants	94	51	12	31	51
	Homicides volontaires	56	71	63	57	56
	Coups et blessures volontaires	116	240	257	276	226
	Incendies volontaires	31	25	17	36	24
	Outrage-violence-rébellion	46	96	82	87	72
	Sud	Abus de confiance et faux	162	140	197	303
Emission de chèque sans provision		0	9	1	1	1
Viols		13	26	20	33	28
Autres atteintes aux mœurs		43	161	17	39	25
Vols et recels		477	293	466	547	671
Escroqueries et filouteries		48	94	65	130	113
Ivresse publique		27	4	40	21	1
trafic et usage des stupéfiants		11	51	8	3	11
Homicides volontaires		31	42	30	29	29
Coups et blessures volontaires		133	116	166	163	264
Incendies volontaires		13	10	6	7	12
Outrage-violence-rébellion		25	41	30	93	57
Sud-ouest	Abus de confiance et faux	542	444	651	481	707
	Emission de chèque sans provision	26	1	5	5	5
	Viols	68	44	45	52	86
	Autres atteintes aux mœurs	308	123	169	124	248
	Vols et recels	899	941	1060	871	673
	Escroqueries et filouteries	374	279	274	260	333
	Ivresse publique	15	10	12	14	12
	trafic et usage des stupéfiants	34	15	26	19	19
	Homicides volontaires	42	39	39	71	99
	Coups et blessures volontaires	225	227	327	279	289
	Incendies volontaires	24	4	8	5	12
	Outrage-violence-rébellion	70	103	110	71	136

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012 en 2012

Tableau 13. 5: Accidents de la circulation routière entre 2005 et 2012

Années	Nombre d'accidents corporels (1)	Blessés	Nombre d'accidents mortels (2)	Morts	Nombre d'accidents matériels (3)	Total accidents (1+2+3)
2005	2168	6578	840	1091	854	3862
2006	1878	5452	695	944	684	3257
2007	1684	4598	743	963	692	3119
2008	1764	4476	838	1074	741	3343
2009	1530	4069	866	106	780	3176
2010	1741	5292	961	1258	801	3503
2011	-	5151	-	1474	-	3521
2012	1528	4563	944	1165	804	3276

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Tableau 13. 6: Evolution mensuelle du nombre d'accidents de la circulation routière.

Années	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Dec	Total
2005	380	362	395	301	295	272	336	337	269	254	323	338	3862
2006	294	284	310	264	218	260	273	245	234	299	280	296	3257
2007	249	241	265	268	212	232	252	299	239	288	271	303	3119
2008	273	225	256	305	345	297	285	318	286	240	249	259	3338
2009	299	252	227	246	237	188	189	338	276	328	297	301	3178
2010	302	305	315	317	334	277	312	268	245	284	274	270	3503
2012	303	339	283	231	251	235	298	289	251	216	263	317	3276

Source : Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Tableau 13. 7: Evolution mensuelle du nombre d'accidents de la circulation routière en 2012

Mois	Accidents mortels (1)	Accidents corporels (2)	Accidents matériels (3)	Total (1+2+3)	Blessés	Morts
Janvier	88	145	70	303	387	114
Février	89	160	90	339	433	100
Mars	85	114	84	283	437	94
Avril	65	111	55	231	315	78
Mai	67	115	71	251	355	85
Juin	76	106	53	235	344	86
Juillet	96	138	64	298	468	113
Août	82	130	77	289	429	112
Septembre	64	119	68	251	350	90
Octobre	61	111	44	216	250	75
Novembre	79	123	61	263	327	92
Décembre	94	156	67	317	468	126
Total	946	1528	804	3276	4563	1165

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Tableau 13. 8: Répartition des accidents selon les jours de la semaine en 2012

Jours de la semaine	Nombre d'accidents	Blessés	Morts
Lundi	429	610	124
Mardi	432	510	137
Mercredi	389	701	124
Jeudi	420	578	122
Vendredi	495	705	206
Samedi	581	732	246
Dimanche	530	727	206
Total	3276	4563	1165

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Tableau 13. 9: Répartition des accidents selon le créneau horaire en 2012

Heure de survenance	Nombre d'accidents	Blessés	Morts
0	77	99	41
1	49	62	19
2	42	52	29
3	41	53	40
4	44	120	13
5	77	104	18
6	87	154	33
7	115	154	45
8	115	140	29
9	124	130	37
10	118	200	26
11	139	213	25
12	156	178	44
13	157	181	46
14	203	235	58
15	264	322	106
16	295	323	86
17	266	303	113
18	144	159	47
19	269	338	90
20	179	211	74
21	113	147	57
22	128	148	45
23	74	88	44
Total	3276	3793	1165

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Tableau 13. 10: Répartition des accidents selon les régions en 2012

Régions	Accidents matériels (1)	Accidents corporels (2)	Accidents mortels (3)	Total (1+2+3)	Blessés	Morts
Adamaoua	55	71	36	162	250	66
Centre	190	320	171	681	978	236
Est	71	135	64	270	346	79
Extrême-Nord	46	43	13	102	135	64
Littoral	146	341	308	795	930	196
Nord	102	117	42	261	287	131
Nord-Ouest	37	57	32	126	229	43
Ouest	146	289	68	503	786	195
Sud	62	114	85	261	268	67
Sud-Ouest	42	81	43	166	312	54

Source: Rapport sur les statistiques générales du service de la police judiciaire et de la police de la route en 2012

Chapitre 4 : CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES	80
II. LISTE DES TABLEAUX.....	80
III. PRÉSENTATION.....	81
IV. MÉTHODOLOGIE.....	81
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	81

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 4 1: Evolution par sexe de la population du Cameroun de 1976 à 2020.....	82
Graphique 4 2: Poids démographique des régions en 2013.....	82
Graphique 4 3: Pyramide des âges de la population du Cameroun en 2005 (en pour 10 000 habitants).....	83
Graphique 4 4: Evolution de la densité de la population entre 1976 et 2013.....	83

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 4 1: Evolution de quelques indicateurs démographiques de base entre 1976 et 2013.....	84
Tableau 4 2: Evolution de la population du Cameroun par région entre 1976 et 2013.....	85
Tableau 4 3: Poids démographique des régions entre 1976 et 2013.....	85
Tableau 4 4: Evolution de la densité de la population du Cameroun par région et par département entre 1987 et 2013.....	86
Tableau 4 5: Evolution de la population par groupes d'âge (%)......	87
Tableau 4 6: Répartition de la population du Cameroun par sexe selon les groupes d'âge quinquennaux en 2013.....	88
Tableau 4 7: Répartition de la population du Cameroun par sexe selon des groupes d'âges spécifiques en 2013.....	88

III. PRESENTATION

Selon les résultats du 3^{ème} RGPH réalisé en 2005, et sous la base du RGPH réalisé en 1987, la population camerounaise est estimée au 1er janvier 2013 à 21,1 millions de personnes, dont 51% de femmes.

La population Camerounaise est essentiellement jeune. En effet, plus de la moitié de la population du Cameroun a moins de 20 ans, la population de moins de 15 ans représente 43% de l'ensemble, et la population de 65 ans ou plus s'élève à seulement 3,5%.

Les régions les plus peuplées sont celles du Centre, de l'Extrême-Nord et du Littoral. En ce qui concerne la densité de la population, elle est naturellement en constante augmentation. Elle est en effet passée de 38 habitants au km² en 2005 à 45 en 2013. Cependant, certaines régions sont largement plus densément peuplées que d'autre, notamment Littoral et l'Ouest avec plus de 130 habitants au km².

IV. METHODOLOGIE

La méthode utilisée pour les projections globales, par sexe et âge est celle connue sous le nom de la «méthode des composants». Cette méthode présente l'avantage de prévoir non seulement l'effectif de la population mais également sa structure. Elle permet

d'inscrire dans un cadre les changements attendus de mortalité, de fécondité, de migration et les facteurs qui les influencent.

Avec les résultats du dernier recensement ces projections globales conservent comme effectif et structure de la population de base ceux de 2005.

De même les migrations internationales sont considérées comme négligeables aussi bien de part leur volume que leur structure.

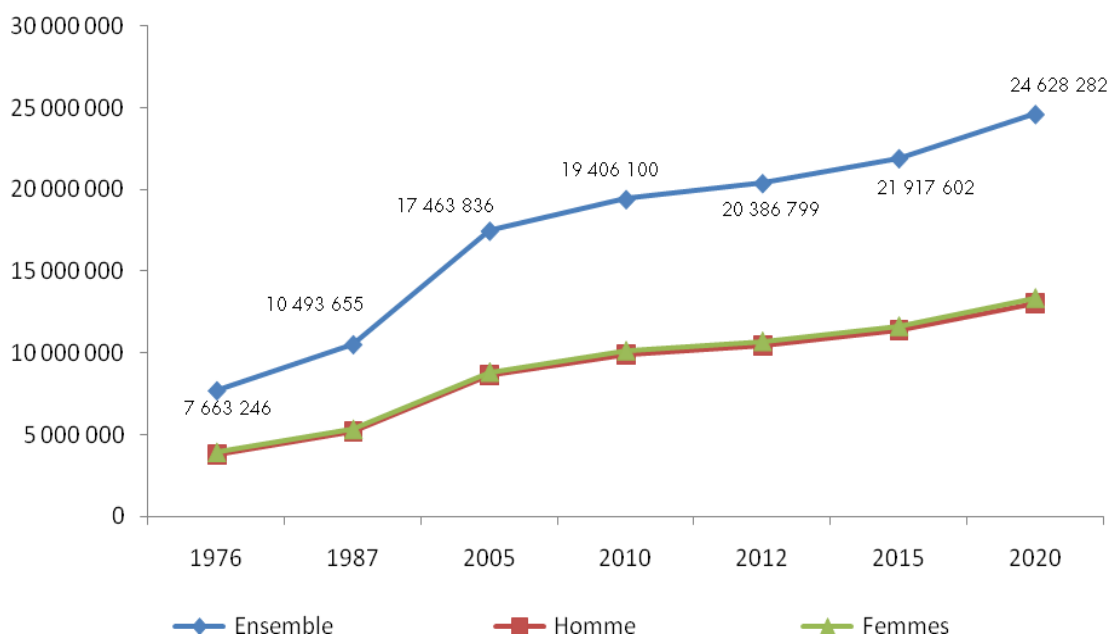
Au niveau national, où l'on observe des échanges de population entre différentes unités administratives ou « poche » de population, le déficit d'effectifs constaté au niveau d'une « poche » se trouve être l'excédent d'une autre, de sorte que ces courants se compensent au niveau de l'ensemble du pays. C'est pourquoi au niveau des départements et des villes, la méthode de projection dite "distributive" qui consiste à répartir les résultats d'une perspective nationale entre les départements au "pro rata" de leur population (de 2005) a été retenue.

Ainsi, les projections de la population dans les régions et les départements sont faites sur la base que les pourcentages de la population à l'intérieur des régions et les départements sont restés constants sur toute la période de projection. Les pourcentages sont tirés des résultats du RGPH de 2005 et en considérant les nouveaux découpages administratifs en régions et départements.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

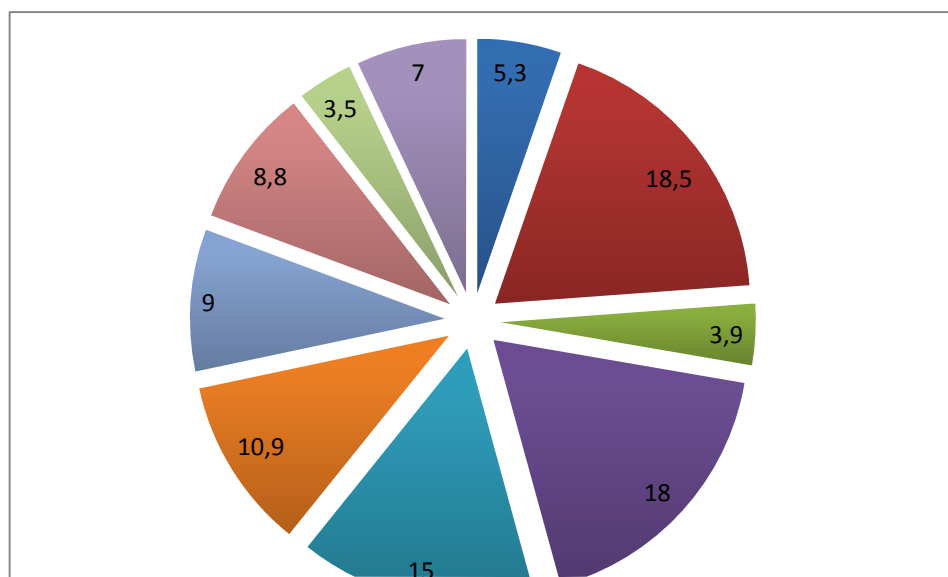
Ce chapitre a été réalisé sur la base des résultats des Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat de 1976, de 1987 et de 2005.

Graphique 4 1: Evolution par sexe de la population du Cameroun de 1976 à 2020



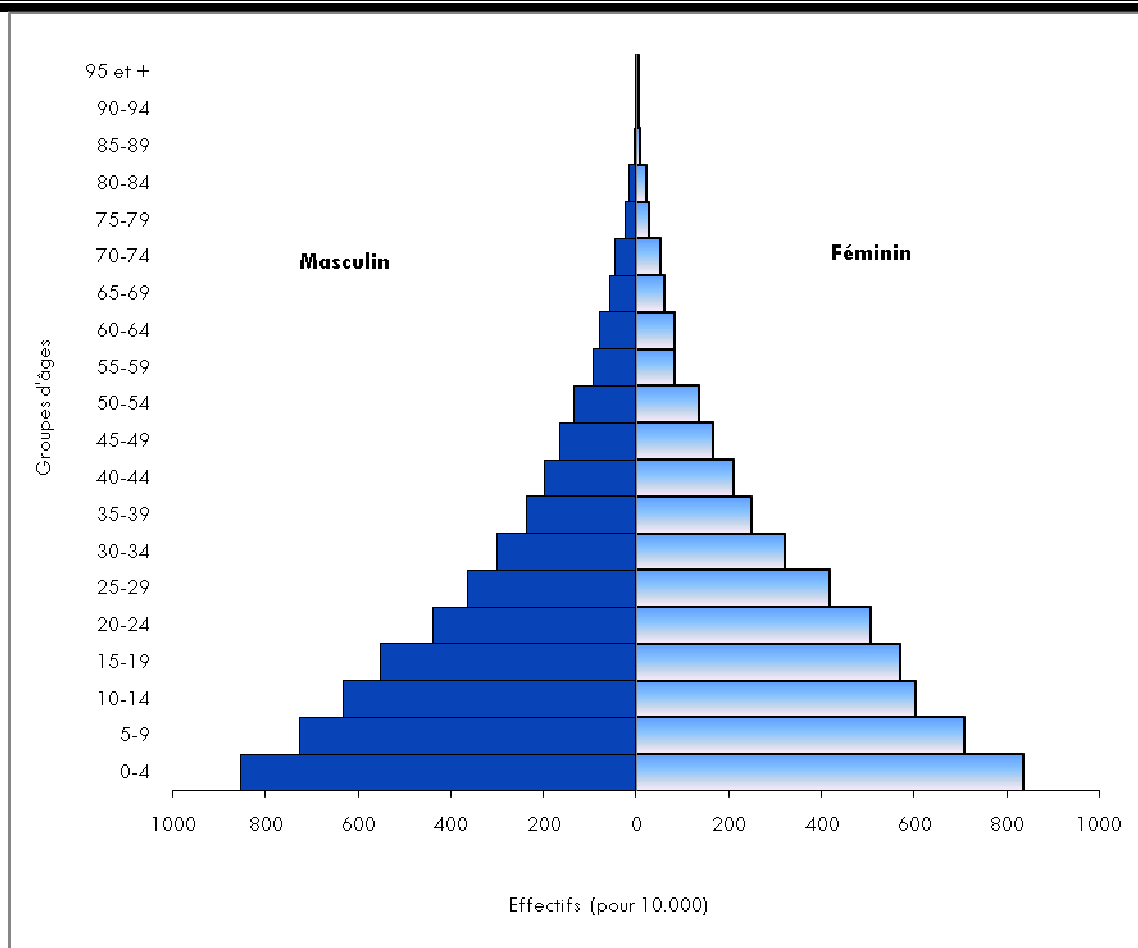
Source : RGPH 1976, 1987, 2005 et projections

Graphique 4 2: Poids démographique des régions en 2013



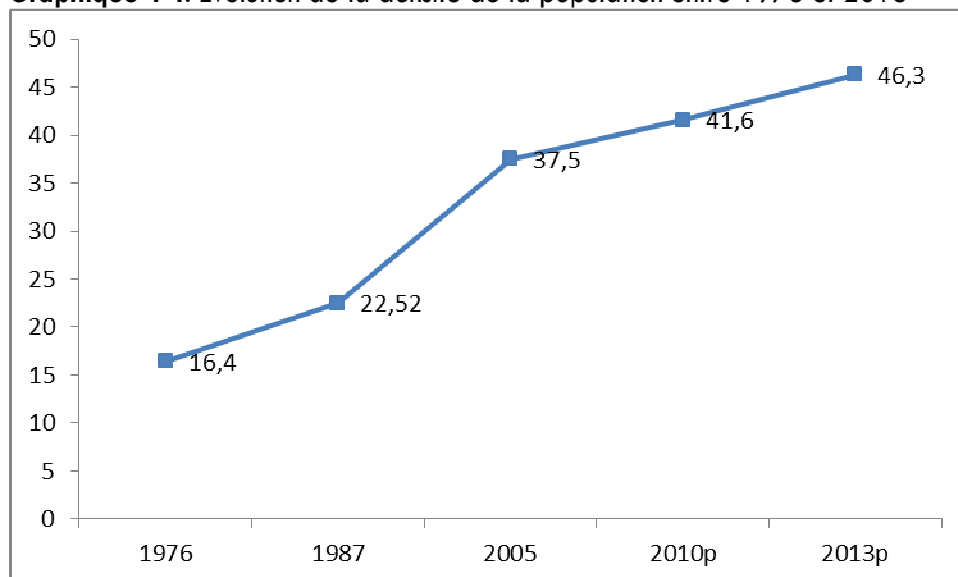
Source: RGPH 2005, projections

Graphique 4 3: Pyramide des âges de la population du Cameroun en 2005 (en pour 10 000 habitants)



Source : RGPH 2005

Graphique 4 4: Evolution de la densité de la population entre 1976 et 2013



Source : RGPH 1976, 1987, 2005 et projections

Tableau 4 1: Evolution de quelques indicateurs démographiques de base entre 1976 et 2013

Indicateurs	1976	1987	2005	2010p	2012p	2013p
Population totale	7 663 246	10 493 655	17 463 836	19 648 287	20 636 954	21 143 237
- Masculine	3 816 296	5 162 878	8 632 036	9 707 318	10 195 770	10 445 903
- Feminine	3 846 950	5 330 777	8 831 800	9 940 969	10 441 184	10 697 334
- Urbaine	2 184 242	3 968 919	8 514 938
- Rurale	5 479 004	6 524 736	8 948 898
Taux d'urbanisation (%)	28,5	37,8	48,8
Densité de population au Km ²	16,44	22,52	37,5	42,2	44,3	45,4
Taux de croissance annuelle (%)	3,0	2,9	2,8	2,6	2,6	2,6
Rapport de masculinité	95,9	97,0	97,7	97,6	97,6	97,6
Natalité et fécondité						
- Taux brut de natalité	45,0	41,2	39,6	---	---	---
- Indice synthétique de fécondité	6,0	5,6	5,2	---	...	---
Mortalité						
- Taux brut de mortalité (‰)	20,4	13,7	13,6	---	---	---
- Taux de mortalité infantile (‰)	156,5	86,0	77,2	---	...	---
Espérance de vie à la naissance						
- Hommes	43,2	52,4	53,4	---	...	---
- Femmes	45,6	56,2	57,1	---	...	---
- Ensemble	44,4	54,3	54,8	---	...	---
Structure de la population par groupes d'âge (%)						
- 0 à 14 ans	42,21	46,42	43,0	43,0	43,0	43,0
- 15 à 24 ans	18,94	17,77	21,05	21,05	21,1	21,1
- 25 à 64 ans	35,65	32,49	32,45	32,45	32,4	32,4
- 65 ans et plus	3,20	3,32	3,50	3,50	3,50	3,50

Source : RGPH 1976, 1987, 2005 et projections du BUCREP

Tableau 4 2: Evolution de la population du Cameroun par région entre 1976 et 2013

Région	Année						
	1976	1987	2005	2009p	2010p	2012p	2013p
Adamaoua	359 334	495 185	884 289	999455	1031903	1098165	1131978
Centre	1 176 743	1 651 600	3 098 044	3471978	3580006	3803 931	3919828
Est	366 235	517 198	771 755	798561	805317	818139	824204
Extrême-Nord	1 394 765	1 855 695	3 111 792	3435302	3525773	3709691	3803138
Littoral	935 166	1 352 833	2 510 263	2822462	2909318	3085304	3174437
Nord	479 158	832 165	1 687 959	2009728	2089924	2240649	2311179
Nord-Ouest	980 531	1 237 348	1 728 953	1793413	1816580	1870148	1900547
Ouest	1 035 597	1 339 791	1 720 047	1775736	1795308	1840137	1865394
Sud	315 202	373 798	634 655	685885	698227	720833	731099
Sud-Ouest	620 515	838 042	1 316 079	1373385	1395931	1449957	1481433
Cameroun	7 663 246	10493 655	17 463 836	19 165905	19 648 287	20 636 954	21143 237

Source : RGPH 1976, 1987, 2005 ; p=projection

Tableau 4 3: Poids démographique des régions entre 1976 et 2013

Région	1976	1987	2005	2010p	2012p	2013p
Adamaoua	4,7	4,7	5,1	5,2	5,3	5,3
Centre	15,3	15,7	17,7	18,2	18,3	18,5
Est	4,8	4,9	4,4	4,1	4,0	3,9
Extrême-Nord	18,2	17,7	17,8	17,9	18,0	18,0
Littoral	12,2	12,9	14,4	14,8	14,9	15,0
Nord	6,3	7,9	9,7	10,6	10,9	10,9
Nord-Ouest	12,8	11,8	9,9	9,3	9,1	9,0
Ouest	13,5	12,8	9,9	9,2	9,0	8,8
Sud	4,1	3,6	3,6	3,6	3,5	3,5
Sud-Ouest	8,1	8,0	7,5	7,1	7,0	7,0
Cameroun	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : RGPH 1976, 1987, 2005 ; p=projection

Boyo	1 592	114 102	71,67	25504	16,0
Bui	2 297	217 064	94,5	128424	55,9
Donga- Mantung	4 279	226 916	53,03	46239	10,8
Menchum	4 469	105 664	23,64	37404	8,4
Mezam	1 745	313 043	179,39	324726	186,1
Momo	1 792	143 466	80,06	36038	20,1
Ngo Ketunjia	1 126	117 093	103,99	43223	38,4
OUEST	13 892	1 339 791	96,44	1720047	123,8	1 865 394	134,28
Bamboutos	1 173	215 523	183,74	292410	249,3
Haut Nkam	958	137 386	143,41	144786	151,1
Hauts Plateaux	415	76 704	184,9	80678	194,4
Koung Khi	353	79 056	223,95	65021	184,2
Menoua	1 380	251 616	182,33	285764	207,1
Mifi	402	202 193	502,97	301456	749,9
Ndé	1 524	83 588	54,85	94849	62,2
Noun	7 687	293 725	38,21	455083	59,2
SUD	47 191	373 798	7,92	634655	13,4	731 099	15,5
Dja et lobo	19 911	121 059	6,08	196951	9,9
Mvila	8 697	116 996	13,45	179429	20,6
Océan	11 280	92 994	8,24	179093	15,9
Vallée du Ntem	7 303	42 749	5,85	79182	10,8
SUD-OUEST	25 410	838 042	32,98	1316079	51,8	1 481 433	58,3
Fako	2 093	248 032	118,51	466412	222,8
Kupé Manengouba	3 404	82 952	24,37	105579	31,0
Lebialem	617	97 484	158	113736	184,3
Manyu	9 565	119 621	12,51	181039	18,9
Mémé	3 105	202 518	65,22	326734	105,2
Ndian	6 626	87 435	13,2	122579	18,5
Cameroun	475 650	10 493 655	22,53	17 463 836	37,5	21 143 237	45,4

Source : RGPH 1976, 1987, 2005 ; p=projection et INC (*Carte Administrative du Cameroun 2008 superficie continentale).

Tableau 4 5: Evolution de la population par groupes d'âge (%)

Groupes d'âge	1976	1987	2005	2010p	2013p
0 - 4 ans	16,87	18,25	16,9	16,8	16,8
5 - 9 ans	13,59	15,86	14,3	14,0	14,0
10 - 14 ans	11,75	12,31	12,4	12,2	12,2
15 - 19 ans	10,19	9,86	11,2	11,4	11,4
20 - 24 ans	8,75	7,91	9,4	9,7	9,7
25 - 29 ans	7,49	7,21	7,8	8,0	8,0
30 - 34 ans	6,39	5,92	6,2	6,2	6,2
35 - 39 ans	5,44	4,53	4,9	4,9	4,9
40 - 44 ans	4,61	4,16	4,1	4,1	4,1
45 - 49 ans	3,88	3,44	3,3	3,3	3,3
50 - 54 ans	3,21	3,19	2,7	2,6	2,6
55 - 59 ans	2,61	2,10	1,8	1,9	1,9
60 - 64 ans	2,02	1,94	1,6	1,5	1,5
65 et plus	3,20	3,32	3,4	3,5	3,5
Total	100	100	100	100	100

Source : RGPH 1976, 1987, 2005 ; p=projection

Tableau 4 6: Répartition de la population du Cameroun par sexe selon les groupes d'âge quinquennaux en 2013

Groupes d'âge	Sexe		Population totale
	Masculin	Féminin	
Cameroun	10 445 903	10 697 334	21 143 237
0-4 ans	1 798 405	1 754 924	3 553 329
5-9 ans	1 508 556	1 460 242	2 968 798
10-14 ans	1 314 157	1 255 307	2 569 464
15-19 ans	1 176 878	1 230 572	2 407 450
20-24 ans	950 851	1 092 715	2 043 566
25-29 ans	786 903	894 922	1 681 825
30-34 ans	643 174	676 728	1 319 902
35-39 ans	503 039	532 028	1 035 067
40-44 ans	422 573	434 174	856 747
45-49 ans	348 962	348 746	697 708
50-54 ans	276 327	269 066	545 393
55-59 ans	205 230	192 097	397 327
60-64 ans	161 698	164 950	326 648
65 et plus	349 150	390 863	740 013

Source: RGPH 2005 et projections

Tableau 4 7: Répartition de la population du Cameroun par sexe selon des groupes d'âges spécifiques en 2013

N°	Groupes d'âge spécifiques	Sexe		Population totale
		Masculin	Féminin	
1.	Nourrissons (0-35 mois)	1 130 508	1 104 844	2 235 352
2.	Population cible des PEV (enfants de 0-59 mois)	1 798 405	1 754 924	3 553 329
3.	Population d'âge préscolaire (4-5 ans)	647 088	629 645	1 276 733
Population d'âge scolaire dans le primaire :				
4.	• 6-11 ans	1 732 840	1 666 635	3 399 475
	• 6-14 ans	2 503 107	2 404 750	4 907 857
5.	Adolescents (12-19 ans)	1 947 145	1 968 687	3 915 832
6.	Population en âge de début d'activité (15-24 ans)	2 127 729	2 323 287	4 451 016
7.	Population des jeunes (15-34 ans)	3 557 806	3 894 937	7 452 743
8.	Population d'âge actif (15-59 ans)	5 313 937	5 671 048	10 984 985
9.	Femmes en âge de procréer :			
	• 12-49 ans	///	5 948 000	///
	• 15-49 ans	///	5 209 885	///
10.	Personnes âgées :			
	• 60 ans et plus	510 848	555 813	1 066 661
	• 3ème âge (60-79 ans)	447 957	477 101	925 058
	• 4ème âge (80 ans et plus)	62 891	78 712	141 603

Source: RGPH 2005 et projections

Chapitre 5 : HABITAT ET CONDITIONS DE VIE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	90
II.	LISTE DES TABLEAUX	90
III.	PRESENTATION.....	91
IV.	METHODOLOGIE.....	91
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	91

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 5 1: Evolution de l'incidence de la pauvreté entre 2001 et 2007	93
Graphique 5 2: Evolution de la proportion des ménages propriétaires de leur logement avec titre foncier entre 2001 et 2007.....	93

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 5 1: Evolution de la proportion de la population habitant.....	94
Tableau 5 2: Evolution du statut d'occupation des logements par région et par milieu de résidence entre 2001 et 2010.....	94
Tableau 5 3: Evolution de la pauvreté entre 2001 et 2007.....	95
Tableau 5 4: Evolution du pourcentage des ménages ayant accès aux commodités en 2001 et 2007.....	95
Tableau 5 5: Evolution de la proportion de la population ayant accès	96
Tableau 5 6: Dimensions spatiales de la pauvreté en 2007.....	96
Tableau 5 7: Evolution de la proportion de la population ayant accès a des lieux d'aisance décentes en 2001, 2007 et 2010.....	98
Tableau 5 8: Evolution du pourcentage de ménages possédant certains biens durables selon le niveau de vie	98
Tableau 5 9: Récapitulatif des titres fonciers établis de 2005 à 2013 au Cameroun.....	98
Tableau 5 10: Récapitulatif des titres fonciers établis de 2008 à 2013 par région au Cameroun	99

III. PRESENTATION

Les données présentées dans ce chapitre portent sur l'évolution de quelques indicateurs liés au logement, à la pauvreté et à l'accès à certains biens et commodités nécessaires pour la vie des populations. Ces informations sont habituellement mises à jour à l'issue des enquêtes ECAM (Enquête Camerounaise Auprès des Ménages) et la dernière date de 2007.

Concernant les logements, le pourcentage des ménages qui en sont propriétaires s'est réduit passant de 63% en 2001 à 59% en 2007. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les effectifs des populations et des ménages se seraient beaucoup plus vite accrus que le nombre de nouvelles habitations personnelles. Par ailleurs, la proportion des populations vivant dans un logement construit en matériaux définitifs s'est quasiment stabilisée entre 2001 et 2007.

Concernant la pauvreté, l'ECAM3 a considéré comme pauvre toute personne qui vit dans un ménage pauvre. Un ménage étant pauvre si en moyenne un équivalent adulte de ce ménage vit avec moins de 738 FCFA par jour ou 22 454 FCFA par mois (seuil évalué aux prix de Yaoundé).

Ainsi en 2007, sur une population estimée à près de 17,9 millions d'habitants, 7,1 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est-à-dire qu'en 2007, un travailleur gagnant juste le SMIG de 28 440 FCFA par mois, qui vit seul et qui ne bénéficie d'aucun revenu additionnel en nature parvient à peine à satisfaire ses besoins essentiels. Dès lors qu'il doit supporter une personne supplémentaire dans son ménage, il bascule dans la pauvreté.

Les autres indicateurs de la pauvreté confirment l'ampleur de ce phénomène. La profondeur de la pauvreté qui mesure le gap entre la dépense moyenne de consommation par équivalent adulte des ménages pauvres et le seuil de pauvreté est de 12,3%. Cette profondeur correspond à une intensité de la pauvreté de près de 31%, soit un déficit de 83 000 FCFA en moyenne par personne pauvre. La pauvreté est plus importante parmi les ménages dont le chef est de sexe masculin. Selon le niveau d'instruction, plus le chef de ménage est instruit, moins souvent son ménage est

pauvre. Ainsi, le taux de pauvreté dans les ménages dont le chef n'a jamais été à l'école est 5,4 fois plus élevé que celui des ménages dont le chef a le niveau secondaire 2nd cycle.

Sur le plan spatial, le phénomène est prédominant en zone rurale ; et surtout dans les campagnes des trois régions septentrionales. En effet, en 2007, plus de la moitié des individus sont pauvres en milieu rural alors que seulement 12,2% sont pauvres dans les villes de 50 000 habitants ou plus.

IV. METHODOLOGIE

Certains graphiques et tableaux présentés dans ce chapitre sont intégralement issues de la documentation tandis que d'autres ont été obtenus après le traitement de quelques données collectées.

Concernant les conditions de vie et tout particulièrement la pauvreté, son seuil (pauvreté alimentaire) a été calculé en 2007 en valorisant le panier de 2001 par les prix de 2007.

Trois indicateurs ont été utilisés pour mesurer la pauvreté. Il s'agit de l'incidence de la pauvreté (P0), de la profondeur de la pauvreté (notée P1) et de la sévérité de la pauvreté (notée P2).

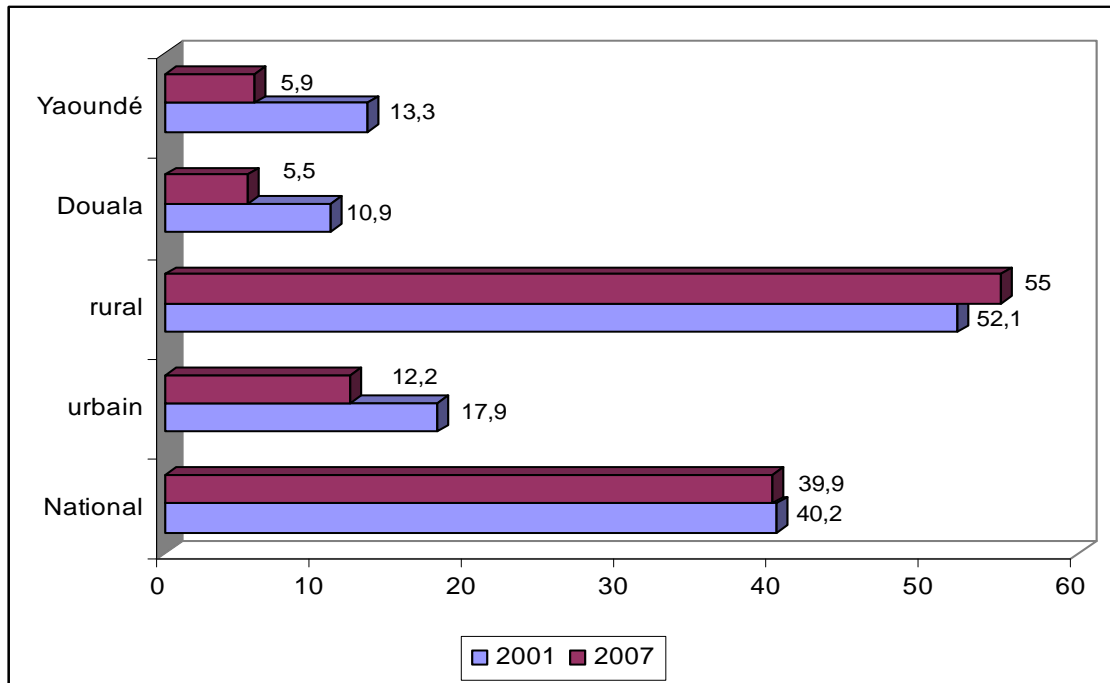
L'indicateur le plus simple est l'indice (ou le taux) de pauvreté. S'il y'a n personnes dans la population et que q d'entre elles sont pauvres, c'est-à-dire qu'elles ont un niveau de consommation annuelle Y_i par adulte inférieur au seuil de pauvreté Z (donc, si $Y_i < Z$ pour q individus), le taux de pauvreté est $P0 = q/n$. La profondeur de la pauvreté est égale à la moyenne des écarts entre le seuil de pauvreté et le niveau de consommation des pauvres, en pourcentage du seuil de pauvreté. La sévérité de la pauvreté affecte un poids encore plus important aux plus pauvres.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les données ayant servi à l'élaboration du présent chapitre sont essentiellement issues de l'exploitation des rapports et des bases de données des trois Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages (ECAM) réalisées par l'Institut National de la Statistique en 1996, 2001 et 2007 et la deuxième Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel.

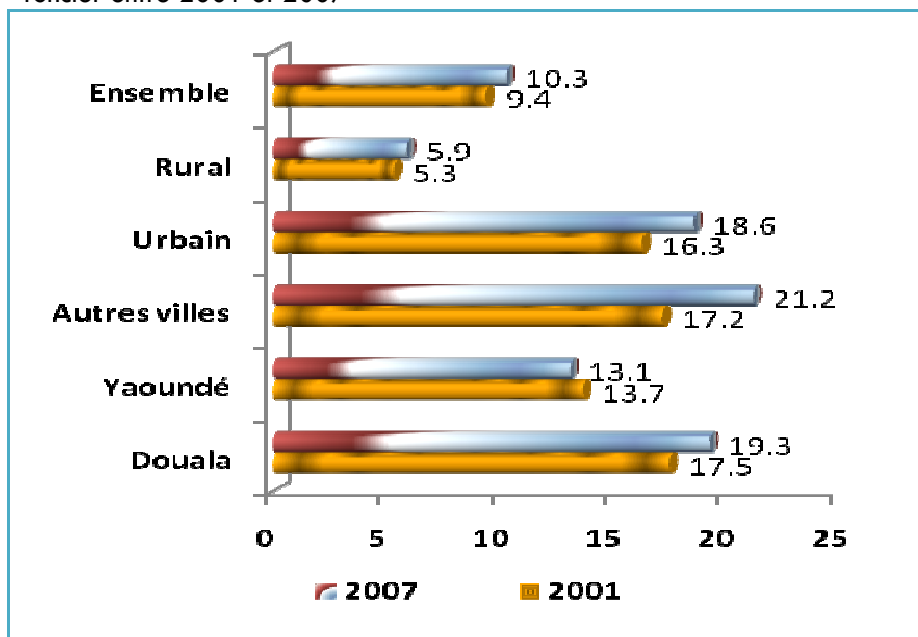
Les grandes opérations, à savoir la 4^e édition de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages, ainsi que l'Enquête Démographiques et de Santé, qui sont en cours de réalisation permettront certainement de présenter dans l'édition 2014 de l'annuaire le profil actualisé de pauvreté au Cameroun, ainsi que les données actuelles sur les conditions de vie et l'habitat.

Graphique 5 1: Evolution de l'incidence de la pauvreté entre 2001 et 2007



Source: INS, ECAM 2001 et 2007

Graphique 5 2: Evolution de la proportion des ménages propriétaires de leur logement avec titre foncier entre 2001 et 2007



Source: INS, ECAM 2001 et 2007

Tableau 5 1: Evolution de la proportion de la population habitant des logements en matériaux définitifs

Région	2001	2007
Yaoundé	38,7	58,5
Douala	63,7	69,2
Adamaoua	7,2	6,4
Centre hors Yaoundé	14,1	20,2
Est	10,9	12,0
Extrême Nord	6,3	6,8
Littoral hors Douala	32,0	37,0
Nord	12,1	7,1
Nord-Ouest	15,1	15,9
Ouest	22,9	25,0
Sud	12,5	26,9
Sud-ouest	35,8	29,1
Cameroun	22,7	25,5

Source : INS, ECAM 2001 et 2007

Tableau 5 2: Evolution du statut d'occupation des logements par région et par milieu de résidence entre 2001 et 2010

Régions	propriétaires			locataires			logés gratuitement		
	2001	2007	2010	2001	2007	2010	2001	2007	2010
Douala	42,3	35,7		49,8	56,6		7,9	7,6	
Yaoundé	26,7	23,6		63,5	68,5		9,8	7,9	
Adamaoua	71,6	76,5		15,6	16,6		12,8	6,7	
Centre hors Yaoundé	75,9	69,3		10,5	18,9		13,5	11,8	
Est	73,3	75,4		17,6	17,3		9,1	7,3	
Extrême-Nord	86,1	86		4	8,4		9,8	5,6	
Littoral hors Douala	63,5	55,7		21	32,5		15,5	11,6	
Nord	83,7	80,3		9,8	11,5		6,5	8,2	
Nord-Ouest	70,8	66,5		13,9	20,1		15,3	13,3	
Ouest	70,4	63,4		16,9	18,1		12,8	18,5	
Sud	52,8	45,2		19,4	25,3		27,9	29,4	
Sud-Ouest	30,2	33,2		44,4	49,5		25,4	17,3	
Milieu de résidence									
Urbain	37,7	34,6	37	52,3	56	56,8	10,1	9,3	5,8
Rural	76,6	73,2	76,4	8,6	14,4	17,3	14,8	12,4	5,1
Ensemble	63	58,9	59,9	23,8	29,8	33,8	13,1	11,3	0,3

Source: INS, ECAM 2001 et 2007, EESI 2010

Tableau 5 3: Evolution de la pauvreté entre 2001 et 2007

		2001			2007			
		P0	P1	P2	P0	P1	P2	
National		40,2	12,8	5,6	39,9	12,3	5	
Milieu de résidence	Urbain	17,9	4,3	1,6	12,2	2,8	1	
	Rural	52,1	17,3	7,7	55	17,5	7,2	
Région	Douala	10,9	2,1	0,7	5,5	0,9	0,2	
	Yaoundé	13,3	2,7	0,9	5,9	1	0,2	
	Adamaoua	48,4	15,4	6,4	53	14,5	5,4	
	Centre	48,2	15	6,6	41,2	9,5	3,1	
	Est	44	15,4	6,7	50,4	15,7	6,2	
	Extreme Nord	56,3	18,8	8,2	65,9	24,6	11,2	
	Littoral	35,5	10,1	4,2	31,1	7,7	2,7	
	Nord	50,1	15,5	6,4	63,7	21	8,6	
	Nord Ouest	52,5	20,9	10,7	51	16,6	6,8	
	Ouest	40,3	11,1	4,2	28,9	6,6	2,3	
	Sud	31,5	7,4	2,4	29,3	7,4	2,7	
	Sud Ouest	33,8	10,5	4,5	27,5	6,9	2,5	
	Groupe socioéconomique	Salaries du public	16,7	4,8	2,1	10	2,5	0,9
		Privé formel	14,1	3,6	1,3	9,6	2	0,6
		Informel agricole	56,9	19	8,5	59,6	19,4	8,1
Informel non agricole		31,7	8,9	3,4	23	5,7	2,1	
Chômeurs		25	6,1	2,4	11,9	2,5	0,9	
Retraités		18,4	4,2	1,5	13,5	2,7	0,8	
Autres inactifs		43,9	15,3	7	34,2	10,3	4,3	

Source : INS, ECAM 2001 et 2007

P0 : incidence de la pauvreté

P1 : profondeur de la pauvreté

P2 : Sévérité de la pauvreté

Tableau 5 4: Evolution du pourcentage des ménages ayant accès aux commodités en 2001 et 2007

Commodités	2001			2007		
	Urbain	Rural	National	Urbain	Rural	National
Accès à l'eau potable	61,5	29,3	40,6	75,1	27,7	45,3
Eclairage électrique	88,2	24,6	46,8	90,4	23,4	48,2
Toilettes décentes	75,2	25,4	42,8	66,4	14,2	33,6
Ramassage des ordures	46,1	1,3	17	52,1	2	20,6
Murs en matériaux définitifs	69,8	63,2	65,5	79,1	68,6	72,5
Sols en matériaux définitifs	88,4	28,2	49,2	88,3	28,5	50,6
Toits en matériaux définitifs	99,5	66,3	77,9	99,3	64,6	77,5
Possession d'un téléphone mobile	19,9	1	7,6	81,4	23,4	44,9

Source : INS, ECAM 2001 et 2007

Tableau 5 5: Evolution de la proportion de la population ayant accès à une eau potable de boisson en 2001 et 2007

Région	2001	2007
Yaoundé	52,6	80,8
Douala	65,0	82,7
Adamaoua	33,8	38,8
Centre hors Yaoundé	17,1	35,7
Est	11,2	19,6
Extrême Nord	39,7	29,4
Littoral hors Douala	51,4	55,9
Nord	31,4	23,0
Nord-Ouest	46,9	50,4
Ouest	25,0	29,5
Sud	27,7	34,7
Sud-ouest	67,4	43,8
Cameroun	40,6	43,9

Source : INS, ECAM 2001 et 2007

Tableau 5 6: Dimensions spatiales de la pauvreté en 2007

	Incidence de la pauvreté (%)	Intensité de la pauvreté (%)	Sévérité de la pauvreté (%)	Répartition de la population (%)	Répartition des pauvres (%)	Dépense moyenne par équivalent-adulte(FCFA)	Rapport interquintile (Q5/Q1)
Milieu de résidence							
Douala	5,5	0,9	0,2	10,0	1,4	745 132	7,0
Yaoundé	5,9	1,0	0,2	9,6	1,4	761 813	
Autre urbain	20,2	5,2	1,9	15,8	8,0	547 139	7,0
Ensemble urbain	12,2	2,8	1,0	35,3	10,8	662 289	7,5
Rural	55,0	17,5	7,2	64,7	89,2	313 338	6,5
Région							
Douala	5,5	0,9	0,2	10,0	1,4	745 132	7,0
Yaoundé	5,9	1,0	0,2	9,6	1,4	761 813	7,6
Adamaoua	55,0	14,5	5,4	5,2	6,9	349 144	6,7
Centre	41,2	9,5	3,1	7,6	7,9	354 190	5,7
Est	50,4	15,7	6,2	4,7	5,9	339 014	6,4
Extrême-nord	65,9	24,6	11,2	18,1	29,9	285 932	7,3
Littoral	30,8	7,6	2,7	3,5	2,7	413 866	6,9
Nord	63,7	21,0	8,6	9,8	15,7	305 186	6,9
Nord-ouest	51,0	16,6	6,8	10,1	13,0	367 278	7,4
ouest	28,9	6,6	2,3	10,6	7,7	415 661	5,9
Sud	29,3	7,4	2,6	3,2	2,4	458 844	7,0
Sud-ouest	27,5	6,9	2,5	7,5	5,2	472 595	6,6
Total	39,9	12,3	5	100	100	439 787	7,5

Source : INS, ECAM 2001 et 2007

TABLEAU 5.1 : Principaux indicateurs de la pauvreté au Cameroun en 2007

	Incidence de la pauvreté (%)	Intensité de la pauvreté (%)	Sévérité de la pauvreté (%)	Répartition de la population (%)	Répartition des pauvres (%)	Dépense moyenne par équivalent- adulte(FCFA)	Rapport interquintile (Q5/Q1)
Sexe du chef de ménage							
Masculin	41,6	13,0	5,4	79,1	82,5	430 693	7,6
Féminin	33,4	9,6	3,6	20,9	17,5	475 233	7,1
Groupe socioéconomique du chef de ménage							
Public	10,0	2,5	0,9	8,4	2,1	719 064	7,5
Privé formel	9,6	2,0	0,6	6,4	1,5	787 465	8,6
Informel agricole	59,6	19,4	8,1	51,1	76,4	291 631	6,3
Informel non agricole	23,0	5,7	2,1	27,3	15,7	506 277	6,6
Chômeur	11,9	2,5	0,9	1,8	0,5	659 694	8,0
Retraité	13,5	2,7	0,8	1,1	0,4	700 394	7,7
Autre inactif	34,2	10,3	4,3	4,0	3,4	482 572	7,9
Taille du ménage							
1 personne	7,1	1,3	0,4	4,0	0,7	914 086	9,5
2-3 personnes	17,8	3,9	1,3	15,4	6,9	590 212	7,0
4-5 personnes	33,2	9,3	3,6	25,8	21,5	450 979	6,9
6-7 personnes	44,2	13,5	5,4	24,4	27,1	380 585	6,5
8 personnes et plus	57,6	19,6	8,4	30,4	43,9	319 872	6,7
Niveau d'instruction du chef de ménage							
Non scolarisé	63,9	21,9	9,4	30,4	48,7	382 914	6,5
Primaire	42,6	12,5	5,0	33,4	35,7	372 757	6,5
Secondaire 1 ^{er} cycle	24,6	6,1	2,1	18,9	11,6	482 804	6,4
Secondaire 2 nd cycle	11,9	2,4	0,7	11,3	3,4	641 625	6,7
Supérieur	4,2	1,1	0,4	6,0	0,6	1 031 748	9,9
Age du chef de ménage							
Moins de 30 ans	28,1	7,9	3,1	14,4	10,2	524 760	7,7
30-39 ans	34,8	9,9	3,8	26,3	22,9	482 522	7,4
40-49 ans	42,5	14,1	6,0	25,6	27,3	423 024	7,5
50 ans et plus	46,9	14,7	6,1	33,7	39,6	383 428	7,2
Total	39,9	12,3	5	100	100	439 787	7,5

Source : INS, ECAM 2001 et 2007

Tableau 5 7: Evolution de la proportion de la population ayant accès a des lieux d'aisance décentes en 2001, 2007 et 2010

Region	2001	2007	2010
Yaoundé	79,8	76,0	84,2
Douala	76,7	78,0	84,5
Adamaoua	47,2	24,4	60,7
Centre hors Yaoundé	31,4	37,1	37,9
Est	33,1	13,7	31,0
Extrême Nord	27,2	5,3	15,6
Littoral hors Douala	58,4	53,8	66,9
Nord	27,4	6,0	32,1
Nord-Ouest	27,1	22,4	58,5
Ouest	43,5	28,0	54,4
Sud	57,5	30,9	55,5
Sud-ouest	55,3	29,3	62,6
Cameroun	44,7	31,7	54,6

Source: INS, ECAM 2001 et 2007, EESI 2010

En 2010, le lieu d'aisance decent est fait de WC avec chasse eau et de latrines aménagées

Tableau 5 8: Evolution du pourcentage de ménages possédant certains biens durables selon le niveau de vie

Bien	1996			2001			2007			2010	2011
	Pauvre	Non pauvre	Ensemble	Pauvre	Non pauvre	Ensemble	Pauvre	Non pauvre	Ensemble	Ensemble	Ensemble
Bicyclette	14,1	11,5	12,5	16,7	11	12,7	17,4	7,3	10,2	13,2	14,7
Vélocoteur	5,4	6,3	6	2,1	4,8	4	3,5	7	6	13,2	
Automobile	0,8	7,3	4,8	0,4	5	3,6	0,1	3,6	2,6	5,9	5,7
Téléviseur	5,8	24,3	17,2	4,5	24,8	18,7	6,5	40,7	30,7	47	45,6
Poste radio	46,2	65,2	57,9	38,9	61,5	54,7	36,4	54,8	49,4	57	56,1
Réfrigérateur	2,7	18,6	12,5	1,4	13	9,5	0,4	11,2	8	13,6	15,1
Climatiseur	0,6	1,6	1,2	0,3	1,1	0,8	0	0,6	0,4	1,6	1,2
Ventilateur	4,1	21,3	14,7	3,8	22,4	16,8	1,2	22	16	25,5	21,1
Réchaud à gaz et cuisinière	4,9	24,2	16,8	2,7	26	19	1,5*	23,2*	16,8*	21,1	20,3*
							0,3**	7,9**	5,7**	21,1	10,4**

Source : INS, ECAM 2001 et 2007, EESI 2010, EDS-MICS 2011

*: réchaud à gaz

**: cuisinière

Tableau 5 9: Récapitulatif des titres fonciers établis de 2005 à 2013 au Cameroun

Proprietaries	Années									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Hommes	4 200	8 378	9 543	8 276	10 504	10 931	3 510	8 854	8 398	72 594
Femmes	869	1 787	2 001	1 999	2 355	2 790	1 012	2 083	2 309	17 205
Collectivités	58	117	100	103	225	246	222	149	1 226	2 446
Ensemble	5 127	10 282	11 644	10 378	13 084	13 967	4 744	11 086	11 933	92 245

Sources: Cellule de suivi, DAF et Conservations MINDCAF

Tableau 5 10: Récapitulatif des titres fonciers établis de 2008 à 2013 par région au Cameroun

Region	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Adamaoua	362	282	314	0	330	1027	2315
Centre	2795	3498	4004	1300	3152	2224	16973
Est	349	290	311	403	93	250	1696
Extrême Nord	534	683	845	330	1047	1186	4625
Littoral	1714	3181	2726	204	2878	2117	12820
Nord	320	327	361	272	183	236	1699
Nord-Ouest	892	1028	992	62	711	357	4042
Ouest	1648	1726	1694	557	808	1348	7781
Sud	430	629	783	766	678	582	3868
Sud-ouest	496	673	831	487	378	971	3836
Cameroun	10 378	13 084	13 967	4 744	11 086	11 933	65192

Sources: Cellule de suivi, DAF et Conservations MINDCAF

Chapitre 6 : EDUCATION

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	101
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	101
III.	PRESENTATION.....	103
IV.	METHODOLOGIE	103
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	103

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 6 1: Ratio d'encadrement (élèves/enseignant) dans l'enseignement primaire par région pour l'année scolaire 2011/2012.....	104
Graphique 6 2: Ratio d'encadrement (élèves/enseignant) dans l'enseignement secondaire par région pour les années scolaires 2011/2012 et 2012/2013.....	104
Graphique 6 3: Ratio d'encadrement (élèves/salle de classe) dans l'enseignement secondaire par région pour les années scolaires 2011/2012 et 2012/2013	105

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 6 1: Evolution de la population scolarisable du préscolaire au supérieur par sexe et par niveau de 2005 a 2020	106
Tableau 6 2: Evolution de la population scolarisable [4-5ans] du préscolaire par région, par sexe et par âge de 2005 à 2009.....	107
Tableau 6 3: Evolution de la population scolarisée dans le préscolaire francophone par sexe, par niveau et par région des années scolaires 2006/2007 a 2011/2012	108
Tableau 6 4: Population scolarisée dans le préscolaire anglophone.....	109
Tableau 6 5: Effectif des élèves du préscolaire public par année d'études, par sexe et par région en 2012.	109
Tableau 6 6: Nombre d'écoles maternelles par ordre d'enseignement et par région en 2012.	110
Tableau 6 7: Nombre d'écoles maternelles par sous système et par région en 2012.	110
Tableau 6 8: Répartition du personnel enseignant dans le préscolaire par ordre d'enseignement, par sexe et par région en 2012.....	111
Tableau 6 9: Répartition du personnel enseignant qualifié dans le préscolaire privé par diplôme, par sexe et par région en 2012.....	111
Tableau 6 10: Evolution de la population scolarisable [6-11ans] du primaire par région, par sexe et par âge de 2005 à 2013.....	112
Tableau 6 11: Effectif des élèves du primaire par sous-système, par sexe et par région en 2012.....	113
Tableau 6 12: Effectif des élèves du primaire par ordre d'enseignement, par sexe et région en 2012.....	114
Tableau 6 13: Effectif des élèves du primaire par année d'études, par sexe et par âge en 2012.	114
Tableau 6 14: Résultats aux examens scolaires dans le primaire par type, par sexe et par région en 2012.	115
Tableau 6 15: Répartition du personnel enseignant dans le primaire par ordre d'enseignement, par sexe et par région en 2012.....	116
Tableau 6 16: Répartition du personnel enseignant par statut, par sexe et par région dans le primaire public en 2012.	117
Tableau 6 17: Nombre d'écoles primaires par ordre d'enseignement et par région en 2012.....	118
Tableau 6 18: Nombre d'écoles primaires par sous système et par région en 2012.	118
Tableau 6 19: Pourcentage d'écoles primaires disposant de certaines commodités et sources d'approvisionnement en eau par région en 2011.	119
Tableau 6 20: Pourcentage d'écoles primaires disposant de certaines commodités et sources d'approvisionnement en eau par région en 2012	119
Tableau 6 21: Evolution de la population scolarisable [12-15ans] du secondaire premier cycle par région et par sexe de 2005 à 2013	120
Tableau 6 22: Evolution de la population scolarisable [16-18ans] du secondaire deuxième cycle par région et par sexe de 2005 à 2013	121
Tableau 6 23: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général francophone premier cycle par région, par sexe et par niveau des années scolaires 2009/2010 a 2012/2013	122
Tableau 6 24: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général anglophone premier cycle par région, par sexe et par niveau pour les années scolaires 2010/2011 à 2012/2013.....	123
Tableau 6 25: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire technique premier cycle par région, par sexe et par niveau pour les années scolaires 2009/2010 a 2012/2013.....	124
Tableau 6 26: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général francophone deuxième cycle par région, par sexe et par niveau pour les.....	125

Tableau 6 27: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général anglophone deuxième cycle par région, par sexe.....	126
Tableau 6 28: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire technique deuxième cycle par région, par sexe et par niveau pour les années scolaires 2009/2010 à 2012/2013	127
Tableau 6 29: Effectif des élèves-maitres des ENIEG par années d'études et par région en 2013.....	128
Tableau 6 30: Effectif des élèves-maitres des ENIEG par années d'études et par région en 2013.....	128
Tableau 6 31: Récapitulatif de quelques indicateurs de l'offre et de la demande de l'enseignement secondaire en 2011	129
Tableau 6 32: Récapitulatif de quelques indicateurs de l'offre et de la demande de l'enseignement secondaire en 2012	129
Tableau 6 33: Récapitulatif de quelques indicateurs de l'offre et de la demande de l'enseignement secondaire en 2013	129
Tableau 6 34: Nombre d'établissements secondaires ayant accès a certaines commodités par type de commodité et par région en 2013	130
Tableau 6 35: Evolution du montant alloué aux bourses scolaires des années scolaires 2005/2006 à 2009/2010 (en fca)	130
Tableau 6 36: Evolution du taux de réussite aux examens officiels de l'enseignement secondaire de 2008 à 2013 (en %).	131
Tableau 6 37: Nombre d'écoles normales d'instituteurs de.....	131
Tableau 6 38: Evolution de la population scolarisable (19 - 24 ans) au Supérieur de 2005 à 2009.....	132
Tableau 6 39: Evolution des effectifs des étudiants par université et par sexe de 2007/2008 à 2011/2012.....	133
Tableau 6 40: Evolution des ratios d'encadrement (étudiants/enseignants) des années.....	134
Tableau 6 41: Evolution du nombre d'enseignants des universités d'Etat par grade, par genre et par établissement de 2009 à 2011	134
Tableau 6 42: Effectifs des enseignants dans les universités d'Etat en 2012.....	135
Tableau 6 43: Effectifs des enseignants dans les universités d'Etat en 2013.....	135
Tableau 6 44: Répartition globale des diplômés au sein de cinq universités d'Etat en 2012	136
Tableau 6 45: Répartition par domaines d'études des diplômés des Universités publiques en 2012	137
Tableau 6 46: Répartition par domaines d'études des diplômés des Universités privées en 2012	137
Tableau 6 47: Répartition des centres de formation professionnelle par.....	138
Tableau 6 48: Répartition par région de la proportion des centres de formation publics disposant de certains équipements en 2013	138
Tableau 6 49: Répartition par région de la proportion des centres de formation privés disposant de certains équipements en 2013	139
Tableau 6 50: Evolution des effectifs des apprenants des SAR/SM entre 2011 et 2012	139
Tableau 6 51: Evolution des effectifs dans les centres de formation privés entre 2011 et 2013	139

III. PRESENTATION

La question de l'éducation demeure au centre des préoccupations de la communauté internationale et nationale qui la considère comme le véritable moteur de développement. De nombreux efforts sont entrain d'être déployés par le Gouvernement camerounais et ses partenaires pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en matière d'éducation.

Du fait de l'accroissement constant de la population, la demande d'éducation est de plus en plus forte, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou supérieur. En effet entre 2010 et 2013, la population scolarisable s'est accrue de 7% dans le primaire et le secondaire, et de 5% dans le supérieur.

Les effectifs des élèves et des étudiants ont aussi connu une hausse depuis 2010. En 2012, on compte plus de 3 800 000 enfantsscolarisés dans le primaire, 1 713 000 dans le secondaire et 209 000 étudiants dans les universités d'Etat.

Les ressources humaines, matérielles et en équipement disponibles pour assurer à cette population une éducation de qualité restent insuffisantes, bien qu'en constante hausse du fait de l'ouverture de nouveaux établissements et des recrutements réguliers des enseignants à tous les niveaux.

Ainsi pour la même année, on compte 84 867 maîtres dans le primaire, 79 943 enseignants au secondaire (général et technique, anglophone et francophone), et 4 081 enseignants dans les universités d'Etat, tous grades confondus. Les ratios d'encadrement se situent donc à 46 élèves pour un enseignant dans le primaire, à 21 élèves pour un enseignant dans le sacondaire et à 53 étudiants par enseignant au supérieur.

En ce qui concerne les infrastructures, les 3 800 000 élèves du primaire sont répartis dans 16 000 écoles, ceux du secondaire dans 3 147 établissements et 34 391 salles de classe, et les Etudiants dans 8 universités d'Etat.

Les performances enregistrées aux différents concours et examens officiels sont assez satisfaisants dans le primaire, mais demeurent moyens dans le secondaire.

Ainsi en 2012, 81% des inscrits ont obtenu leur diplôme de fin d'études primaires, 70% et 71% ont réussi le concours d'entrée en 6^{ème} et en 1^{ère} année technique respectivement.

Au secondaire, 53% des inscrits ont obtenu le Baccalauréat de l'enseignement général, 46% le GCE OrdinaryLevel. Pour la fin du premier cycle secondaire, les taux de réussite se situent en 2012 à 46,3% au BEPC et à 55,7% au GCE Advanced Level.

Dans le supérieur, 45 775 étudiants ont obtenu en 2012 un diplôme de l'enseignement supérieur, (DEUG, BTS, DUT, Licence, Doctorat, etc.), dont 37843 dans les universités d'Etat

IV. METHODOLOGIE

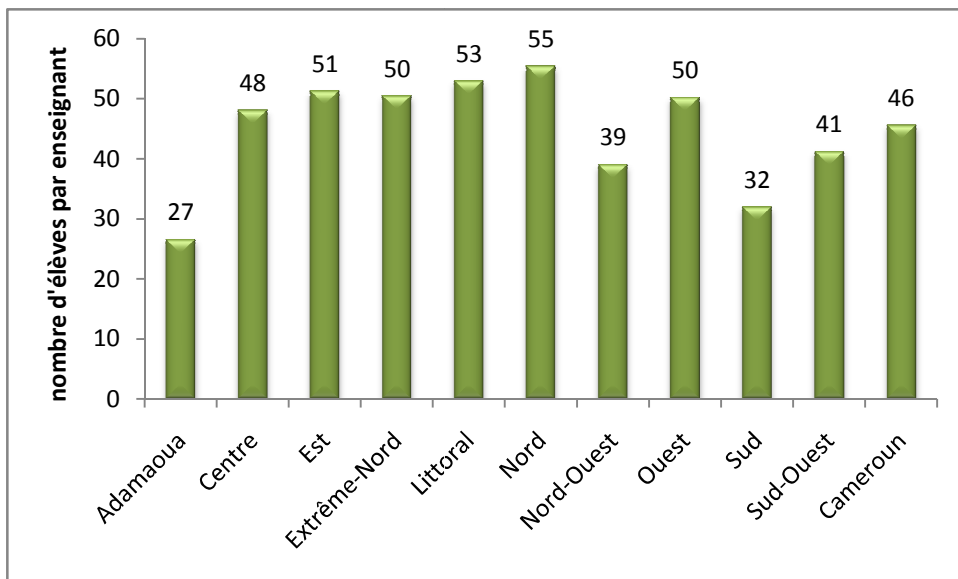
Ce chapitre a été élaboré à partir de l'exploitation des rapports et des annuaires statistiques des trois ministères en charge de l'éducation notamment le Ministère de l'éducation de base (MINEDUB), le Ministère des enseignements secondaires (MINESEC) et le Ministère de l'enseignement supérieur (MINESUP), ainsi que des données provenant du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP). Certaines de ces données ont été retraitées pour produire des indicateurs importants tels que les ratios d'encadrement. Les données sur les effectifs des populations scolarisables des projections réalisées par le BUCREP sur la base des données du 3^{ème} RGPH réalisé en 2005.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

- Cartes scolaires du MINEDUB 2009 à 2012 ;
- Annuaires Statistiques du MINEDUB 2009 à 2012 ;
- Annuaires Statistiques du MINESUP 2010 et 2011 ;
- Annuaires statistiques du MINESEC et rapports d'analyse, 2009 à 2013 ;
- Rapport de l'enquête emploi 2013, MINEFOP et INS
- Manuel de concepts et de définitions utilisés dans les publications statistiques officielles, INS (Edition 2009) ;
- Loi des finances 2007 à 2011 ;
- Base de données du BUCREP, RGPH 2005 et projections.

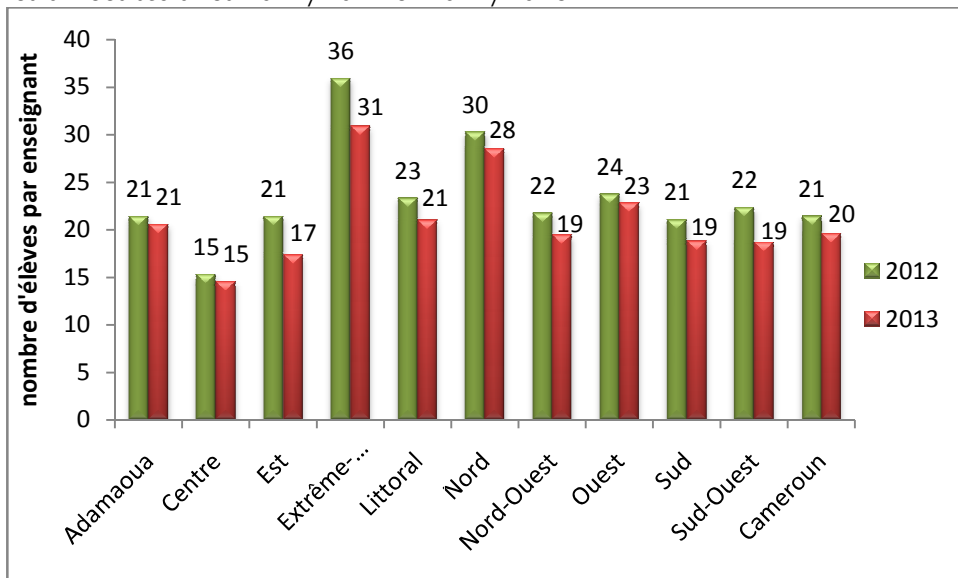
GRAPHIQUES

Graphique 6 1: Ratio d'encadrement (élèves/enseignant) dans l'enseignement primaire par région pour l'année scolaire 2011/2012



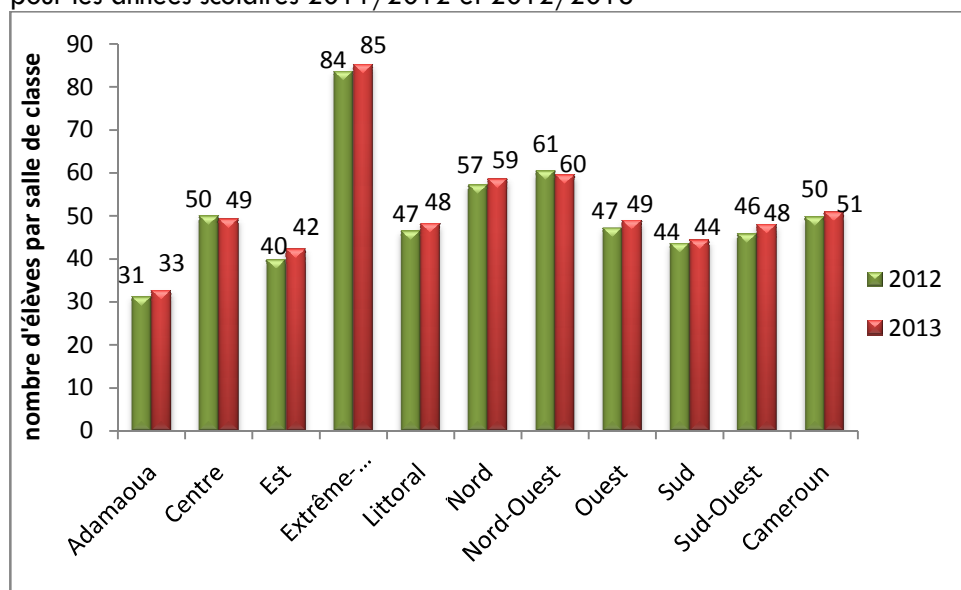
Source : Annuaire MINEDUB 2012

Graphique 6 2: Ratio d'encadrement (élèves/enseignant) dans l'enseignement secondaire par région pour les années scolaires 2011/2012 et 2012/2013



Source : Annuaires MINESEC 2012 et 2013

Graphique 6 3: Ratio d'encadrement (élèves/salle de classe) dans l'enseignement secondaire par région pour les années scolaires 2011/2012 et 2012/2013



Source : Annuaires MINESEC 2012 et 2013

TABLEAUX

ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE

Tableau 6 1 : Evolution de la population scolarisable du préscolaire au supérieur par sexe et par niveau de 2005 à 2020

Année	sexe	Niveau d'éducation					Ensemble éducation
		Préscolaire (4-5 ans)	Primaire 6-11 ans	Secondaire cycle 1 (12-15 ans)	Secondaire cycle 2 (16-18 ans)	Supérieur 19-24 ans	
2005	Féminin	542160	1384960	852607	596043	1049695	4425465
	Total	1102894	2825995	1742903	1161797	1971012	8804601
2010	Féminin	585125	1548794	912842	690055	1242050	4978866
	Total	1186460	3159112	1857945	1350010	2330080	9883607
2011	Féminin	599728	1587446	935623	707276	1273046	5103119
	Total	1216070	3237952	1904313	1383701	2388230	10130266
2012	Féminin	614567	1626726	958774	724778	1304547	5229392
	Total	1246160	3318072	1951434	1417940	2447325	10380931
2013	Féminin	629645	1666635	982295	742558	1336549	5357682
	Total	1276733	3399475	1999308	1452726	2507364	10635606
2014	Féminin	644960	1707171	1006188	760619	1369060	5487998
	Total	1307786	3482157	2047936	1488060	2568350	10894289
2015	Féminin	652830	1728007	1023360	784785	1412554	5601536
	Total	1323746	3524656	2082768	1535335	2649945	11116450
2016	Féminin	668436	1769312	1047823	803543	1446318	5735432
	Total	1355389	3608908	2132555	1572035	2713288	11382175
2017	Féminin	684275	1811241	1072653	822585	1480593	5871347
	Total	1387507	3694430	2183089	1609288	2777586	11651900
2018	Féminin	700350	1853787	1097850	841909	1515374	6009270
	Total	1420102	3781214	2234372	1647092	2842835	11925615
2019	Féminin	716660	1896957	1123417	861514	1550661	6149209
	Total	1453172	3869267	2286404	1685447	2909035	12203325
2020	Féminin	724577	1917913	1141389	887942	1598227	6270048
	Total	1469226	3912013	2322843	1737151	2998272	12439505

Source : BUCREP, RGPH 2005 et projections pour les années 2010 à 2020

Tableau 6 2: Evolution de la population scolarisable [4-5ans] du préscolaire par région, par sexe et par âge de 2005 à 2014

		2005		2010		2012		2013		2014	
		4 ans	5 ans	4 ans	5 ans	4 ans	5 ans	4 ans	5 ans	4 ans	5 ans
	Fille	15469	15625	296 302	288 823	311 211	303 356	318 846	310 799	326 601	318 359
Cameroun	Total	531396	571498	600 629	585 831	630 851	615 309	646 328	630 405	662 048	645 738
ADAMAOUA	Fille	15469	15625	17 351	17 042	18 462	18 132	19 030	18 691	19 607	19 259
	Total	30795	31549	34 856	34 326	37 086	36 523	38 227	37 650	39 387	38 793
CENTRE	Fille	39342	43767	47 235	45 568	50 181	48 413	51 710	49 889	53 277	51 404
	Total	79796	89401	95 659	92 363	101 633	98 142	104 734	101 139	107 912	104 212
EST	Fille	12849	13154	13 477	13 008	13 687	13 212	13 790	13 312	13 887	13 406
	Total	26126	27040	27 418	26 432	27 848	26 851	28 057	27 051	28 255	27 245
EXTREME NORD	Fille	59722	59014	65 076	63 353	68 456	138 884	70 179	68 330	71 926	70 030
	Total	120563	121102	132 029	128 719	66 650	135 415	142 378	138 827	145 918	142 281
LITTORAL	Fille	28872	32637	34 352	32 963	36 426	34 954	37 479	35 967	38 544	36 990
	Total	59576	66729	70 282	67 281	74 533	71 354	76 691	73 425	78 873	75 517
NORD	Fille	32163	32261	38 672	37 779	41 456	40 503	42 762	41 780	44 011	43 001
	Total	63936	65660	77 683	75 779	83 273	81 241	85 896	83 803	88 403	86 250
NORD OUEST	Fille	24467	28011	26 286	26 058	27 053	26 822	27 491	27 257	27 966	27 729
	Total	49535	56860	53 046	52 841	54 594	54 390	55 478	55 273	56 437	56 230
OUEST	Fille	25352	28435	27 302	27 107	27 971	27 773	28 350	28 152	28 763	28 562
	Total	51776	57957	55 510	55 230	56 872	56 590	57 647	57 365	58 485	58 201
SUD	Fille	6873	8086	8 167	7 781	8 427	8 031	8 546	8 145	8 657	8 249
	Total	14148	16457	16 634	15 858	17 168	16 370	17 411	16 603	17 640	16 819
SUD OUEST	Fille	17278	18783	18 384	18 164	19 092	18 866	19 509	19 276	19 963	40 738
	Total	35146	38743	37 512	37 002	38 960	38 433	39 809	39 269	19 729	40 190

Source : BUCREP, RGPH 2005 et projections

Tableau 6 3: Evolution de la population scolarisée dans le préscolaire francophone par sexe, par niveau et par région des années scolaires 2006/2007 à 2011/2012

Année scolaire		2006/2007			2007/2008			2008/2009			2011/2012		
Région	Année d'études	PS	MS	GS	PS	MS	GS	PS	MS	GS	PS	MS	GS
CAMEROUN	Fille	22665	61858	52838	23277	63528	54264	23906	65244	55730	27 582	55 260	48 780
	Total	45122	123060	104753	46340	126382	107581	47592	129796	110487	131 622	110 364	97 387
ADAMAOUA	Fille	285	1360	1122	293	1397	1152	301	1435	1184	458	1 290	1 345
	Total	592	2732	2229	608	2806	2299	625	2883	2352	880	2 633	2 563
CENTRE	Fille	8206	19847	17141	8428	20383	17604	8656	20934	18080	10 384	21 859	18 601
	Total	16150	38907	33862	16586	39958	34777	17034	41038	35717	20 718	43 632	37 572
EXTREME NORD	Fille	645	1229	1128	663	1262	1158	681	1297	1190	2 326	2 716	2 801
	Total	1199	2415	2226	1231	2480	2286	1265	2548	2348	4554	5 515	5 568
LITTORAL	Fille	7776	12467	12658	7986	12804	13000	8202	13150	13351	497	2 191	1 829
	Total	15641	24965	25365	16064	25640	26055	16498	26333	26754	999	4 416	3 567
NORD	Fille	341	1181	980	350	1213	1006	360	1246	1034	8 756	12 591	13 076
	Total	725	2449	1954	744	2515	2006	765	2584	2062	17 732	25 392	26 218
NORD OUEST	Fille	560	8194	6376	575	8415	6549	591	8643	6726	414	1 965	1 527
	Total	1102	16236	12586	1132	16674	12926	1163	17126	13276	837	3 854	3 087
OUEST	Fille	2347	7209	5589	2410	7404	5740	2476	7604	5895	0	82	74
	Total	4749	14623	11198	4877	15018	11501	5009	15424	11812	0	177	134
SUD	Fille	494	2750	3690	508	2824	3790	522	2901	3893	3 926	8 701	6 546
	Total	1041	5488	7248	1069	5636	7444	1098	5789	7646	7 759	17 037	12 880
SUD OUEST	Fille	468	5240	3690	481	5381	3790	494	5527	3893	821	3 525	2 752
	Total	922	10427	7248	947	10708	7444	973	10998	7646	1 561	7 023	5 351
EST	Fille	1538	2376	2192	1580	2441	2251	1623	2507	2312	0	340	229
	Total	2997	4808	4317	3078	4939	4434	3162	5073	4554	0	685	447

Source : Annuaire MINEDUB 2007 à 2012

Tableau 6 4: Population scolarisée dans le préscolaire anglophone

Année d'études		PS	MS	GS
Région				
CAMEROUN	Fille	5 425	32 116	26 225
	Total	10 755	63 467	63 766
ADAMAOUA	Fille	24	384	228
	Total	48	751	475
CENTRE	Fille	2 390	6 185	5 150
	Total	4 745	12 181	10 217
EST	Fille	91	215	213
	Total	193	399	416
EXTREME NORD	Fille	34	57	56
	Total	66	124	101
LITTORAL	Fille	1 415	4 162	3 972
	Total	2 774	8 267	7 839
NORD	Fille	16	268	226
	Total	44	541	472
NORD OUEST	Fille	266	11 573	9 348
	Total	533	23 004	18 317
OUEST	Fille	501	1 476	1 144
	Total	1 007	2 909	2 333
SUD	Fille	106	171	184
	Total	221	301	343
SUD OUEST	Fille	582	7 625	5 704
	Total	1 124	14 990	11 151

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 5: Effectif des élèves du préscolaire public par année d'études, par sexe et par région en 2012.

Années d'études	PS		MS		GS		Ensemble	
	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total
Cameroun	4 164	8 150	36 973	73 617	28 494	55 975	69 631	137 742
Adamaoua	182	361	1 186	2 334	1 004	1 926	2 372	4 621
Centre	265	517	10 045	19 984	7 018	14 110	17 328	34 611
Est	1 317	2 525	1 805	3 637	1 857	3 660	4 979	9 822
Extrême-Nord	247	490	1 747	3 547	1 410	2 725	3 404	6 762
Littoral	449	892	3 862	7 767	3 022	5 943	7 333	14 602
Nord	227	463	1 809	3 603	1 429	2 866	3 465	6 932
Nord-Ouest	65	119	4 244	8 360	3 241	6 231	7 550	14 710
Ouest	1 080	2 186	5 938	11 738	4 811	9 458	11 829	23 382
Sud	281	502	2 727	5 527	2 107	4 077	5 115	10 106
Sud-Ouest	51	95	3 610	7 120	2 595	4 979	6 256	12 194

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 6: Nombre d'écoles maternelles par ordre d'enseignement et par région en 2012.

Ordre	Public	Privé	Parents+CPC	Ensemble
Région				
Cameroun	2 663	3 559	226	6 448
Adamaoua	75	31	9	115
Centre	556	1 295	36	1 887
Est	213	55	48	316
Extrême-Nord	110	23	11	144
Littoral	250	980	24	1 254
Nord	122	20	8	150
Nord-Ouest	335	542	61	938
Ouest	468	286	26	780
Sud	288	70	2	360
Sud-Ouest	246	257	1	504

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 7: Nombre d'écoles maternelles par sous système et par région en 2012.

Sous-système	Francophone	Anglophone	Ensemble
Région			
Cameroun	4 200	2 248	6 448
Adamaoua	96	19	115
Centre	1 486	401	1 887
Est	305	11	316
Extrême-Nord	139	5	144
Littoral	974	280	1 254
Nord	138	12	150
Nord-Ouest	8	930	938
Ouest	675	105	780
Sud	348	12	360
Sud-Ouest	31	473	504

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 8: Répartition du personnel enseignant dans le préscolaire par ordre d'enseignement, par sexe et par région en 2012.

Ordre Sexe Région	Public			Privé			Parents + CPC			Ensemble		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cameroun	130	6 476	6 606	405	10 265	10 670	13	257	270	548	16 998	17 546
Adamaoua	3	151	154	1	8	9	0	2	2	4	161	165
Centre	26	1 676	1 702	196	4 170	4 366	2	19	21	224	5 865	6 089
Est	9	441	450	10	168	178	4	47	51	23	656	679
Extrême-Nord	15	257	272	8	74	82	1	11	12	24	342	366
Littoral	2	634	636	54	2 900	2 954	2	41	43	58	3 575	3 633
Nord	26	294	320	14	59	73	0	16	16	40	369	409
Nord-Ouest	11	679	690	45	1 204	1 249	4	89	93	60	1 972	2 032
Ouest	5	1 238	1 243	25	691	716	0	31	31	30	1 960	1 990
Sud	18	419	437	9	172	181	0	0	0	27	591	618
Sud-Ouest	15	687	702	43	819	862	0	1	1	58	1 507	1 565

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 9: Répartition du personnel enseignant qualifié dans le préscolaire privé par diplôme, par sexe et par région en 2012.

Diplôme Région	CAPIEG, CAPIEMP, CAPI, CAPIET			CAPIAEG, CAPIA, CAPLAET			Autre qualification professionnelle attestée			Ensemble		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cameroun	140	2 630	2 770	22	496	518	7	121	128	169	3 247	3 416
Adamaoua	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	3	3
Centre	81	1 132	1 213	8	160	168	6	55	61	95	1 347	1 442
Est	1	2	3	2	28	30	0	0	0	3	30	33
Extrême-Nord	1	20	21	0	6	6	0	0	0	1	26	27
Littoral	8	391	399	3	98	101	0	2	2	11	491	502
Nord	6	20	26	0	3	3	0	0	0	6	23	29
Nord-Ouest	21	505	526	3	49	52	1	32	33	25	586	611
Ouest	5	147	152	2	57	59	0	7	7	7	211	218
Sud	0	2	2	2	55	57	0	11	11	2	68	70
Sud-Ouest	17	408	425	2	40	42	0	14	14	19	462	481

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 10: Evolution de la population scolarisable [6-11 ans] du primaire par région, par sexe et par âge de 2005 à 2013

Année		2005			2010			2012			2013		
Région	Age	6 ans	6-11 ans	11 ans	6 ans	6-11 ans	11 ans	6 ans	6-11 ans	11 ans	6 ans	6-11 ans	11 ans
Cameroun	Fille	252 990	1 384 960	178 101	283 576	1 548 794	235 695	297 845	1 626 726	247 555	305 153	1 666 635	253 628
	Total	513 354	2 825 995	367 953	575 361	3 159 112	484 024	604 312	3 318 072	508 379	619 138	3 399 475	520 851
Adamaoua	Fille	14 287	78 546	8 776	17 146	91 535	13 395	18 247	97 461	14 269	18 810	100 486	14 716
	Total	29 210	160 103	18 193	34 494	185 986	27 464	36 706	198 019	29 257	37 841	204 167	30 171
Centre	Fille	37 656	212 548	32 019	43 538	243 842	39 087	46 260	259 220	41 572	47 673	267 185	42 856
	Total	75 933	429 896	65 246	88 278	492 860	78 640	93 810	523 998	83 647	96 680	540 124	86 236
Est	Fille	12 327	63 373	7 746	12 600	65 565	9 376	12 799	66 636	9 535	12 895	67 147	9 609
	Total	24 862	130 116	16 461	25 595	134 806	19 683	26 003	137 025	20 018	26 198	138 076	20 174
Extrême Nord	Fille	57 134	289 415	28 959	63 178	326 469	45 338	66 472	343 652	47 748	68 150	352 386	48 971
	Total	116 462	595 148	60 694	128 534	671 550	94 847	135 236	706 884	99 885	138 649	724 848	102 442
Littoral	Fille	26 504	152 065	23 000	31 621	177 288	28 888	33 535	188 114	30 666	34 507	193 598	31 565
	Total	53 549	308 123	46 747	64 402	358 739	57 961	68 310	380 693	61 536	70 293	391 817	63 345
Nord	Fille	30 281	149 442	15 164	36 918	184 350	24 657	39 584	197 758	26 465	40 835	204 034	27 308
	Total	60 822	304 732	32 291	74 066	376 182	51 821	79 412	403 530	55 617	81 923	416 344	57 391
Nord Ouest	Fille	25 483	148 976	20 935	26 282	155 627	25 683	27 055	160 282	26 463	27 495	162 921	26 903
	Total	51 331	303 385	42 699	53 289	316 793	52 369	54 857	326 276	53 961	55 749	331 649	54 858
Ouest	Fille	25 699	150 109	21 338	26 777	154 826	24 821	27 439	158 730	25 459	27 813	160 928	25 815
	Total	52 629	307 099	44 238	54 591	316 789	51 108	55 944	324 799	52 424	56 709	329 308	53 160
Sud	Fille	6 558	38 513	5 940	7 377	41 796	6 826	7 613	43 160	7 053	7 721	43 775	7 154
	Total	13 672	79 933	12 656	15 110	86 628	14 377	15 598	89 475	14 857	15 820	90 762	15 073
Sud Ouest	Fille	17 061	101 973	14 224	18 139	107 496	17 624	18 841	111 713	18 325	19 254	114 175	18 731
	Total	34 884	207 460	28 728	37 002	218 779	35 754	38 436	227 373	37 177	39 276	232 380	38 001

Source : BUCREP, RGPH 2005 et projections

Tableau 6 11: Effectif des élèves du primaire par sous-système, par sexe et par région en 2012.

Sous-système	Anglophone		Francophone		Ensemble		
	Filles	Total	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Cameroun	402 431	816 687	1 381 737	3 031 924	2 064 443	1 784 168	3 848 611
Adamaoua	6 059	12 973	84 922	195 847	117 839	90 981	208 820
Centre	32 302	63 821	280 111	571 419	322 827	312 413	635 240
Est	2 989	5 922	96 500	206 768	113 201	99 489	212 690
Extrême-Nord	3 488	7 261	304 677	729 883	428 979	308 165	737 144
Littoral	34 803	68 643	152 889	311 065	192 016	187 692	379 708
Nord	2 973	6 630	173 712	417 803	247 748	176 685	424 433
Nord-Ouest	187 762	385 847	3 491	6 966	201 560	191 253	392 813
Ouest	14 813	30 259	214 388	445 549	246 607	229 201	475 808
Sud	1 996	3 963	67 826	140 160	74 301	69 822	144 123
Sud-Ouest	115 246	231 368	3 221	6 464	119 365	118 467	237 832

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 14: Résultats aux examens scolaires dans le primaire par type, par sexe et par région en 2012.

Région	Examens	Inscrits		Présents		Admis		
		F	Total	F	Total	G	F	Total
Cameroun	CEP/F.S.L.C	144906	310729	143 899	307 003	132 947	116 805	249 752
	Entrée en 6 ^{ième}	92 112	198358	90 920	195 618	74 537	63 089	137 626
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	18 062	44 625	17 764	43 927	18 785	12 626	31 411
Adamaoua	CEP/F.S.L.C	4 894	12 544	4 733	12 109	5 725	3 420	9 145
	Entrée en 6 ^{ième}	3 101	8 051	2 979	7 698	3 301	1 898	5 199
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	526	1 765	511	1 691	871	347	1 218
Centre	CEP/F.S.L.C	29 860	59 972	30 321	60 018	25 065	24 860	49 925
	Entrée en 6 ^{ième}	17 695	34 686	17 382	34 233	13 431	13 639	27 070
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	5 170	11 374	5 124	11 303	4 715	3 752	8 467
Extrême-Nord	CEP/F.S.L.C	9 802	28 269	9 632	27 511	15 608	8 016	23 624
	Entrée en 6 ^{ième}	8 434	26 270	8 352	25 832	12 915	5 415	18 330
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	903	2 440	849	2 298	1 108	655	1 763
Est	CEP/F.S.L.C	5 755	13 184	5 667	12 805	5 975	4 660	10 635
	Entrée en 6 ^{ième}	2 632	6 064	2 617	5 909	2 496	1 836	4 332
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	1 154	2 616	1 126	2 531	1 016	775	1 791
Littoral	CEP/F.S.L.C	24 376	48 422	24 204	47 910	20 611	21 191	41 802
	Entrée en 6 ^{ième}	15 682	30 964	15 449	30 499	9 473	9 549	19 022
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	2 381	5 604	2 322	5 492	1 913	1 390	3 303
Nord	CEP/F.S.L.C	7 527	21 595	7 438	21 199	9 989	4 788	14 777
	Entrée en 6 ^{ième}	5 635	17 862	5 593	17 592	6 844	2 497	9 341
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	1 007	3 006	966	2 917	1 325	549	1 874
Nord-Ouest	CEP/F.S.L.C	19 242	38 573	18 795	38 064	14 536	14 636	29 172
	Entrée en 6 ^{ième}	10 905	20 568	10 817	20 499	7 274	8 267	15 541
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	1 501	4 045	1 475	4 019	1 605	978	2 583
Ouest	CEP/F.S.L.C	26 332	53 299	26 030	52 650	20 489	20 714	41 203
	Entrée en 6 ^{ième}	17 027	32 479	16 932	32 207	10 640	11 560	22 200
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	3 952	9 880	3 933	9 813	4 089	2 832	6 921
Sud	CEP/F.S.L.C	4 892	10 370	4 899	10 287	4 605	4 030	8 635
	Entrée en 6 ^{ième}	2 409	4 882	2 423	4 889	2 121	2 084	4 205
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	800	1 924	801	1 913	1 060	766	1 826
Sud-Ouest	CEP/F.S.L.C	12 226	24 501	12 180	24 450	10 344	10 490	20 834
	Entrée en 6 ^{ième}	8 592	16 532	8 376	16 260	6 042	6 344	12 386
	Entrée 1 ^{ière} année Technique	668	1 971	657	1 950	1 083	582	1 665

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 15: Répartition du personnel enseignant dans le primaire par ordre d'enseignement, par sexe et par région en 2012.

Ordre Sexe Région	Public			Privé			Parents + CEBNF			Ensemble		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cameroon	28 884	27 142	56 026	12 181	15 953	28 134	192	115	307	41 257	43 210	84 467
Adamaoua	1 646	1 460	3 106	2 099	2 647	4 746	8	3	11	3 753	4 110	7 863
Centre	3 847	5 369	9 216	1 510	2 468	3 978	10	11	21	5 367	7 848	13 215
Est	1 677	1 636	3 313	616	176	792	30	12	42	2 323	1 824	4 147
Extrême-Nord	6 729	2 221	8 950	2 738	2 877	5 615	42	1	43	9 509	5 099	14 608
Littoral	1 650	3 096	4 746	991	1 393	2 384	14	22	36	2 655	4 511	7 166
Nord	4 166	1 879	6 045	674	909	1 583	23	2	25	4 863	2 790	7 653
Nord-Ouest	2 268	3 066	5 334	1 867	2 791	4 658	32	43	75	4 167	5 900	10 067
Ouest	3 629	4 283	7 912	688	844	1 532	21	11	32	4 338	5 138	9 476
Sud	1 793	1 696	3 489	428	565	993	11	9	20	2 232	2 270	4 502
Sud-Ouest	1 479	2 436	3 915	570	1 283	1 853	1	1	2	2 050	3 720	5 770

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 16: Répartition du personnel enseignant par statut, par sexe et par région dans le primaire public en 2012.

Statut	Fonctionnaire			Contractuel			Contractualisé			Maîtres des parents			Ensemble		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cameroun	6 426	4 352	10 778	1 921	2 275	4 196	13 779	17 330	31 109	6 758	3 185	9 943	28 884	27 142	56 026
Adamaoua	125	47	172	123	82	205	1 091	1 216	2 307	307	115	422	1 646	1 460	3 106
Centre	1 140	1 568	2 708	195	289	484	1 633	2 809	4 442	879	703	1 582	3 847	5 369	9 216
Est	293	185	478	99	175	274	915	1 101	2 016	370	175	545	1 677	1 636	3 313
Extrême-Nord	870	53	923	200	68	268	3 712	1 910	5 622	1 947	190	2 137	6 729	2 221	8 950
Littoral	604	720	1 324	79	136	215	701	1 972	2 673	266	268	534	1 650	3 096	4 746
Nord	416	58	474	318	161	479	2 005	1 527	3 532	1 427	133	1 560	4 166	1 879	6 045
Nord-Ouest	463	410	873	227	385	612	984	1 710	2 694	594	561	1 155	2 268	3 066	5 334
Ouest	1 648	619	2 267	168	279	447	985	2 474	3 459	828	911	1 739	3 629	4 283	7 912
Sud	505	248	753	181	139	320	1 008	1 241	2 249	99	68	167	1 793	1 696	3 489
Sud-Ouest	362	444	806	331	561	892	745	1 370	2 115	41	61	102	1 479	2 436	3 915

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 17: Nombre d'écoles primaires par ordre d'enseignement et par région en 2012.

Ordre	Public	Privé	Parents+CEBNF	Ensemble
Région				
Cameroun	11 011	4 592	435	16 038
Adamaoua	768	66	73	907
Centre	1 774	1 255	20	3 049
Est	777	86	52	915
Extrême-Nord	1 849	158	137	2 144
Littoral	697	1 090	10	1 797
Nord	1 117	62	73	1 252
Nord-Ouest	1 117	851	45	2 013
Ouest	1 346	572	22	1 940
Sud	787	83	2	872
Sud-Ouest	779	369	1	1 149

Source : Annuaire MINEDUB 2012

Tableau 6 18: Nombre d'écoles primaires par sous système et par région en 2012.

Sous-système	Francophone	Anglophone	Ensemble
Région			
Cameroun	11 830	4 208	16 038
Adamaoua	849	58	907
Centre	2 650	399	3 049
Est	896	19	915
Extrême-Nord	2 111	33	2 144
Littoral	1 408	389	1 797
Nord	1 212	40	1 252
Nord-Ouest	32	1 981	2 013
Ouest	1 779	161	1 940
Sud	857	15	872
Sud-Ouest	36	1 113	1 149

Source : Annuaire MINEDUB 2012

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Tableau 6 21: Evolution de la population scolarisable [12-15ans] du secondaire premier cycle par région et par sexe de 2005 à 2013

Année		2005			2010			2012			2013		
Région		12 ans	12-15 ans	15 ans	12 ans	12-15 ans	15 ans	12 ans	12-15 ans	15 ans	12 ans	12-15 ans	15 ans
Cameroun	Fille	228155	852607	229391	235 695	912 842	226 915	243 076	958 774	238 333	249 039	982 295	244 180
	Total	471507	1742903	473887	484 024	1 857 945	456 214	498 568	1 951 434	479 170	510 799	1 999 308	490 926
Adamaoua	Fille	12556	45708	11714	13 241	50 655	12 317	14 104	53 954	13 118	14 544	55 640	13 527
	Total	25857	93426	24407	27 121	102 838	24 613	28 890	109 544	26 216	29 791	112 964	27 034
Centre	Fille	35173	141844	39115	38 530	158 615	41 199	40 979	168 691	43 810	42 246	173 896	45 160
	Total	70612	282178	78139	77 294	315 574	81 228	82 219	335 665	86 389	84 766	346 046	89 057
Est	Fille	9445	35199	9378	9 063	35 325	8 729	9 216	35 920	8 876	9 287	36 195	8 943
	Total	20334	73665	19490	19 142	73 378	17 684	19 467	74 619	17 981	19 619	75 201	18 120
Extreme Nord	Fille	45107	162189	38654	44 049	162 822	37 952	46 392	131 511	39 961	47 579	175 853	40 980
	Total	95440	315834	83901	92 103	340 202	78 491	97 000	275 627	82 650	99 481	367 431	84 758
Littoral	Fille	27198	108917	30319	28 901	121 504	31 996	30 680	128 978	33 959	31 581	132 758	34 952
	Total	54232	214819	59925	57 760	240 340	62 817	61 325	255 162	66 683	63 128	262 656	68 638
Nord	Fille	21652	77703	21287	23 870	91 879	22 547	25 621	98 607	24 194	26 437	101 748	24 963
	Total	46215	162673	44781	50 049	190 094	45 400	53 717	204 011	48 718	55 432	210 520	50 268
Nord Ouest	Fille	26867	101230	27788	25 406	100 464	24 643	26 178	103 511	25 386	26 614	105 228	25 806
	Total	55230	205669	56819	51 815	203 714	49 583	53 391	209 904	51 083	54 282	213 393	51 929
Ouest	Fille	25388	96996	25750	24 474	96 629	23 894	25 102	99 105	24 504	25 454	100 488	24 842
	Total	52449	197871	52676	50 364	196 683	47 973	51 661	201 745	49 204	52 389	204 575	49 887
Sud	Fille	6544	26825	7525	6 758	28 131	7 365	6 982	29 061	7 608	7 083	29 482	7 717
	Total	13776	56439	16100	14 237	58 998	15 313	14 713	60 961	15 820	14 927	61 847	16 048
Sud Ouest	Fille	18225	65922	17861	17 138	66 818	16 273	17 822	69 475	16 917	18 214	71 007	17 290
	Total	37362	135201	37649	34 797	136 124	33 112	36 185	141 546	34 426	36 984	144 675	35 187

Source : BUCREP, RGPH 2005 et projections

Tableau 6 22: Evolution de la population scolarisable [16-18ans] du secondaire deuxième cycle par région et par sexe de 2005 à 2013

Année Région		2005			2010			2012			2013		
		16 ans	16-18 ans	18 ans	16 ans	16-18 ans	18 ans	16 ans	16-18 ans	18 ans	16 ans	16-18 ans	18 ans
Cameroun	Fille	186374	596043	221729	229 720	690 055	234 729	241 279	724 778	246 540	247 198	742 558	252 589
	Total	367836	1161797	425166	456 518	1 350 010	448 951	479 489	1 417 940	471 541	491 252	1 452 726	483 110
Adamaoua	Fille	9295	31078	12265	12 505	37 239	12 825	13 316	39 643	13 647	13 729	40 869	14 067
	Total	18060	59201	22876	24 583	71 703	23 984	26 179	76 337	25 523	26 993	78 701	26 309
Centre	Fille	33708	107766	37969	41 591	127 921	43 450	44 217	135 962	46 165	45 574	140 120	47 570
	Total	65967	210829	74574	81 891	250 751	84 788	87 077	266 557	90 100	89 756	274 727	92 847
Est	Fille	7481	25157	9683	8 903	27 113	9 322	9 050	27 551	9 470	9 118	27 757	9 539
	Total	14669	48057	17908	17 637	52 052	17 227	17 929	52 899	17 502	18 067	53 300	17 631
Extreme Nord	Fille	29645	96259	38522	38 556	113 272	39 318	40 586	119 211	41 366	41 619	122 227	42 405
	Total	59838	189151	73536	78 153	223 969	74 540	82 277	235 729	78 426	84 369	241 691	80 396
Littoral	Fille	26620	86003	31188	32 955	102 344	35 315	34 971	108 575	37 452	35 990	111 725	38 534
	Total	52090	167807	60398	64 578	199 311	68 240	68 541	211 482	72 382	70 543	217 630	74 475
Nord	Fille	16201	55964	22442	23 589	71 564	25 335	25 308	76 756	27 161	26 109	79 178	28 017
	Total	31451	104268	40277	45 822	135 103	45 826	49 163	144 912	49 133	50 722	149 487	50 679
Nord Ouest	Fille	21447	65609	24241	24 525	71 588	23 422	25 259	73 714	24 110	25 674	74 917	24 499
	Total	42763	129235	46908	49 041	141 128	45 252	50 516	145 328	46 582	51 347	147 708	47 337
Ouest	Fille	21112	62583	20992	23 200	66 113	20 875	23 785	67 765	21 389	24 113	68 693	21 679
	Total	41156	121668	40177	46 042	129 278	39 990	47 211	132 529	40 981	47 866	134 352	41 539
Sud	Fille	6324	20318	7078	7 377	22 648	7 648	7 618	23 384	7 894	7 727	23 717	8 006
	Total	12875	41317	14389	15 247	46 073	15 271	15 749	47 579	15 764	15 975	48 258	15 988
Sud Ouest	Fille	14541	45306	17349	16 519	50 253	17 219	17 169	52 217	17 886	17 545	23 717	8 006
	Total	28967	90264	34123	33 524	100 642	33 833	34 847	104 588	35 148	35 614	48 258	15 988

Source : Annuaire MINESEC 2008/2009 ; BUCREP

Tableau 6 24: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général anglophone premier cycle par région, par sexe et par niveau pour les années scolaires 2010/2011 à 2012/2013

Année scolaire		2010/2011					2011/2012					2012/2013				
Région		Form 1	Form 2	Form 3	Form 4	Form 5	Form 1	Form 2	Form 3	Form 4	Form 5	Form 1	Form 2	Form 3	Form 4	Form 5
CAMEROUN	Fille	30 567	25 833	27 129	27 364	21 694	34 909	29 143	27 864	28 057	31 026	37 062	31 933	30 260	28 314	34 446
	Total	56 554	47 491	49 647	50 662	39 349	64 258	53 333	50 975	52 008	55 318	68 281	58 340	54 913	52 570	61 213
ADAMAOUA	Fille	218	161	175	151	108	378	292	218	199	218	378	346	290	199	243
	Total	468	343	390	323	229	775	604	460	418	450	831	674	593	431	495
CENTRE	Fille	2 086	1 800	1 937	1 710	1 678	2 333	2 018	1 937	1 710	1 777	3 018	2 603	2 334	1 831	2 065
	Total	4 150	3 610	3 521	3 240	3 143	4 519	3 946	3 664	3 240	3 245	5 748	5 010	4 432	3 464	3 823
EST	Fille	274	198	172	148	97	303	233	218	163	122	339	263	229	203	183
	Total	557	398	343	286	187	610	441	432	309	257	699	512	445	375	347
EXTREME NORD	Fille	92	56	55	52	48	232	140	102	81	100	232	147	125	94	100
	Total	197	115	110	109	81	430	320	213	158	182	472	327	286	188	188
LITTORAL	Fille	2 193	1 798	1 846	1 615	1 452	2 614	2 153	1 974	1 751	1 697	3 078	2 631	2 218	1 813	2 129
	Total	4 090	3 463	3 355	2 942	2 602	4 825	3 979	3 536	3 139	2 984	5 688	4 864	3 990	3 260	3 797
NORD	Fille	117	80	151	111	71	128	103	151	146	119	163	103	151	146	155
	Total	242	192	291	193	140	254	221	291	257	206	315	224	294	257	265
NORD OUEST	Fille	13 706	11 490	11 989	11 970	9 541	15 863	13 461	12 064	12 083	14 011	16 630	14 502	13 347	12 104	15 558
	Total	24 745	20 412	21 384	21 806	16 955	28 301	23 674	21 459	21 919	24 294	29 528	25 598	23 416	21 940	26 871
OUEST	Fille	1 420	1 118	1 149	1 161	771	1 420	1 118	1 149	1 161	1 082	1 536	1 422	1 239	1 161	1 301
	Total	2 722	2 167	2 204	2 128	1 517	2 821	2 194	2 204	2 128	2 043	3 200	2 785	2 411	2 211	2 584
SUD	Fille	199	142	123	96	99	231	191	179	156	125	281	232	222	156	186
	Total	362	281	258	185	172	459	374	349	305	238	536	426	428	309	333
SUD OUEST	Fille	10 262	8 990	9 532	10 350	7 829	11 407	9 434	9 872	10 607	11 775	11 407	9 684	10 105	10 607	12 526
	Total	19 021	16 510	17 791	19 450	14 323	21 264	17 580	18 367	20 135	21 419	21 264	17 920	18 618	20 135	22 510

Source : Annuaires MINESEC 2011 à 2013

Tableau 6 26: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général francophone deuxième cycle par région et par sexe

Année scolaire		2009/2010			2010/2011			2011/2012			2012/2013		
Région		2nde	1ère	Tle	2nde	1ère	Tle	2nde	1ère	Tle	2nde	1ère	Tle
Cameroun	Fille	36 033	54 207	27 623	39 142	57 873	33 224	44 698	60 857	40 413	46 780	68 117	43 667
	Total	81 810	120 408	61 986	88 124	129 840	74 044	99 742	136 694	90 249	104 075	149 956	97 085
ADAMAOUA	Fille	1 031	1 207	695	892	1 285	737	1 031	1 348	832	1 153	1 646	871
	Total	2 918	3 459	1 848	2 805	3 704	1 929	3 128	3 854	2 301	3 402	4 771	2 582
CENTRE	Fille	10 114	16 463	9 263	12 628	18 758	11 694	13 878	18 976	14 291	14 640	22 189	15 395
	Total	22 352	34 489	19 467	26 335	39 318	24 607	28 608	39 961	30 203	29 961	44 176	32 140
EST	Fille	1 441	2 355	993	1 119	1 885	1 010	1 495	1 888	1 114	1 502	2 191	1 229
	Total	3 360	5 612	2 358	3 060	4 550	2 446	3 603	4 606	2 797	3 666	5 255	3 024
EXTREME NORD	Fille	1 521	2 156	758	1 815	2 278	890	2 317	2 885	1 215	2 712	3 748	1 498
	Total	7 560	9 830	3 595	8 217	10 846	4 235	10 730	12 904	5 763	11 363	15 460	6 885
LITTORAL	Fille	8 719	14 453	7 900	8 956	13 868	8 722	10 850	15 269	11 606	11 473	17 035	12 567
	Total	17 064	27 866	16 028	17 869	27 846	17 461	21 108	30 128	23 106	22 356	33 354	24 737
NORD	Fille	1 434	1 772	774	1 863	2 577	948	1 891	2 579	1 009	1 903	2 648	1 088
	Total	5 393	6 592	2 856	6 066	7 796	3 294	6 236	7 876	3 697	6 695	8 330	4 083
NORD OUEST	Fille	265	417	218	250	258	316	330	349	333	355	422	426
	Total	486	713	478	455	611	600	585	704	636	615	826	763
OUEST	Fille	9 001	11 831	5 590	9 788	13 609	7 418	10 350	13 999	7 921	10 356	14 231	8 259
	Total	16 894	23 774	11 707	19 034	27 541	15 833	19 852	28 259	16 835	19 885	28 783	17 444
SUD	Fille	2 232	3 046	1 168	1 506	2 902	1 135	2 124	3 030	1 632	2 242	3 392	1 842
	Total	5 233	7 073	3 072	3 649	6 709	2 936	5 008	7 280	3 974	5 209	7 765	4 437
SUD OUEST	Fille	275	507	264	325	453	354	432	534	460	444	615	492
	Total	550	1 000	577	634	919	703	884	1 122	937	923	1 236	990

Source : Annales MINESEC 2010 à 2013

Tableau 6 27: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire général anglophone deuxième cycle par région, par sexe

Année scolaire		2009/2010		2010/2011		2011/2012		2012/2013	
Région		Lower 6th	Upper 6th	Lower 6th	Upper 6th	Lower 6th	Upper 6th	Lower 6th	Upper 6th
Cameroun	Fille	11424	10178	14457	11992	15004	14370	16298	14815
	Total	22155	19605	26613	22505	27892	27128	30412	28317
ADAMAOUA	Fille	1	3	60	13	83	60	88	66
	Total	10	8	143	29	199	133	210	168
CENTRE	Fille	371	447	842	755	1022	1139	1145	1233
	Total	826	774	1595	1453	1944	2250	2202	2449
EST	Fille	29	16	43	30	49	36	49	56
	Total	44	28	77	54	88	61	92	100
EXTREME NORD	Fille	23	9	57	0	57	31	57	31
	Total	39	23	108	0	108	56	113	69
LITTORAL	Fille	504	387	1056	796	1003	806	1074	924
	Total	922	698	1852	1422	1742	1502	1947	1772
NORD	Fille	19	27	59	43	59	66	62	66
	Total	46	37	102	73	119	110	135	121
NORD OUEST	Fille	6343	5501	7443	6055	7443	6873	8048	6894
	Total	11902	10496	13353	11402	13361	12826	14516	13023
OUEST	Fille	376	319	504	290	504	406	617	484
	Total	883	648	999	583	1011	856	1230	998
SUD	Fille	9	5	6	6	26	14	32	36
	Total	23	12	24	24	51	33	70	61
SUD OUEST	Fille	3749	3464	4387	4004	4758	4939	5126	5025
	Total	7460	6881	8360	7465	9269	9301	9897	9556

Source : Annuaire MINESEC 2010 à 2013

Tableau 6 28: Evolution de la population scolarisée dans le secondaire technique deuxième cycle par région, par sexe et par niveau pour les années scolaires 2009/2010 à 2012/2013

Année scolaire		2009/2010			2010/2011			2011/2012			2012/2013		
Région		2nde T	1ère T	Tle T	2nde T	1ère T	Tle T	2nde T	1ère T	Tle T	2nde T	1ère T	Tle T
Cameroun	Fille	9 000	11 307	6 892	11 732	17 517	10 549	14 121	20 643	12 187	15 426	21 487	13 102
	Total	26 612	33 378	16 947	32 216	45 210	24 712	37 378	52 023	27 983	39 933	56 792	30 758
ADAMAOUA	Fille	58	172	66	150	207	88	224	274	109	225	274	118
	Total	271	514	162	609	734	281	791	874	331	833	874	416
CENTRE	Fille	1 001	1 451	847	2 622	3 803	2 980	3 106	4 769	3 190	3 624	5 056	3 435
	Total	3 913	5 560	2 360	6 114	8 946	5 455	7 070	10 710	5 830	7 646	12 018	6 199
EST	Fille	163	179	95	468	541	252	486	754	340	486	754	389
	Total	613	734	411	1 236	1 389	781	1 317	1 715	943	1 317	1 835	992
EXTREME NORD	Fille	187	176	47	360	414	87	422	546	110	422	557	110
	Total	617	679	251	1 010	1 225	347	1 181	1 465	410	1 199	1 504	410
LITTORAL	Fille	4 232	6 011	3 322	3 783	6 914	4 094	4 318	7 776	4 810	4 895	7 776	4 972
	Total	9 789	14 195	6 949	8 828	16 289	9 851	10 124	18 513	11 237	11 656	19 977	12 453
NORD	Fille	164	243	106	550	766	372	621	804	411	621	805	411
	Total	816	1 276	503	1 592	1 894	1 028	1 689	1 963	1 072	1 689	2 070	1 072
NORD OUEST	Fille	1 272	909	1 007	1 224	921	536	1 963	1 168	783	1 963	1 226	847
	Total	4 398	2 805	2 412	5 021	3 301	1 507	6 502	3 991	2 045	6 502	4 049	2 354
OUEST	Fille	1 049	1 369	921	1 441	2 430	1 558	1 601	2 596	1 691	1 601	2 806	1 691
	Total	3 339	5 121	2 517	4 352	7 218	3 928	4 672	7 834	4 243	4 729	9 013	4 345
SUD	Fille	506	565	210	783	1 030	287	826	1 225	298	901	1 502	684
	Total	1 605	1 651	723	2 006	2 604	843	2 180	2 894	868	2 297	3 323	1 421

SUD OUEST	Fille	368	232	271	351	491	295	554	731	445	688	731	445
	Total	1 251	843	659	1 448	1 610	691	1 852	2 064	1 004	2 065	2 129	1 096

Source : Annuaire MINESEC 2010 à 2013

Tableau 6 29: Effectif des élèves-maitres des ENIEG par années d'études et par région en 2013

Année d'études	BEPC I/ O LEVEL I		BEPC II/ O LEVEL II		BEPC III/ O LEVEL III		Probatoire I/ ONE A LEVEL I		Probatoire II/ ONE A LEVEL II		Baccalauréat/ A LEVEL		Ensemble/ TOTAL	
	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total
Adamaoua	245	408	328	599	318	595	57	102	83	152	77	137	1108	1993
Centre	1128	1528	1113	1535	1056	1425	542	752	515	793	1101	1579	5455	7612
Est	317	480	257	364	280	400	148	240	110	157	167	281	1279	1922
Extrême-Nord	289	933	350	1156	362	1021	70	290	68	237	99	331	1238	3968
Littoral	304	381	349	423	330	408	155	218	208	302	367	482	1713	2214
Nord	275	855	360	817	332	725	107	276	145	279	124	274	1343	3226
Nord-Ouest	169	205	213	285	240	337	273	360	205	263	1314	1923	2414	3373
Ouest	724	907	556	733	606	807	415	585	346	553	809	1135	3456	4720
Sud	406	588	415	635	358	534	133	206	187	288	153	249	1652	2500
Sud-Ouest	212	260	167	228	210	358	275	425	241	385	807	1099	1912	2755
Cameroun	245	6545	4108	6775	4092	6610	2175	3454	2108	3409	5018	7490	21570	34283

Source : Annuaire MINESEC 2013

Tableau 6 30: Effectif des élèves-maitres des ENIEG par années d'études et par région en 2013

Année d'études	CAP I		CAP II		CAP III		PROBATOIRE TECH I		PROBATOIRE TECH II		Baccalauréat Tech		Ensemble	
	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total
Centre	191	381	142	325	172	370	0	0	7	9	105	121	617	1206
Littoral	129	263	93	188	83	122	42	55	59	113	29	33	435	774
Nord	132	337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	132	337
Nord-Ouest	71	145	12	24	47	66	6	6	127	239	190	335	453	815
Cameroun	523	1126	247	537	302	558	48	61	193	361	324	489	1637	3132

Source : Annuaire MINESEC 2013

Tableau 6 34: Nombre d'établissements secondaires ayant accès a certaines commodités par type de commodité et par région en 2013

Régions	Nombre total d'ordinateurs	Branchement électrique	Bibliothèque	Infirmierie	Armoire à pharmacie	Cantine	Eau potable (robinet)	connexion internet	clôture	Terrain de sport
Adamaoua	1 192	35	32	5	77	17	60	3	11	40
Centre	12 700	454	266	168	551	273	345	37	265	342
Est	1 867	56	35	21	90	27	75	2	23	56
Extrême-Nord	1 504	61	31	12	174	6	158	4	18	93
Littoral	13 343	381	304	174	396	211	354	66	301	304
Nord	1 347	48	27	22	110	7	98	4	15	64
Nord-Ouest	6 175	167	183	77	344	200	263	10	52	241
Ouest	8 533	260	180	98	360	162	255	29	96	203
Sud	2 705	91	60	24	128	44	91	7	20	76
Sud-Ouest	4 296	135	120	54	250	180	184	8	59	149
Cameroun	53 662	1688	1238	655	2480	1127	1883	170	860	1568

Source : Annuaire MINESEC 2013

Tableau 6 35: Evolution du montant alloué aux bourses scolaires des années scolaires 2005/2006 à 2009/2010 (en fcfa)

Regions	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Adamaoua	5 930 331	3 301 500	7 340 000	5 845 000	8 595 000
Centre	11 934 656	6 382 000	14 800 000	11 860 000	10 360 000
Est	5 908 137	3 261 500	7 560 000	5 730 000	9 130 000
Extrême-Nord	7 695 491	4 200 000	9 820 000	7 555 000	10 455 000
Littoral	11 758 117	6 281 000	14 580 000	11 645 000	8 145 000
Nord	6 498 303	3 500 000	7 760 000	6 320 000	9 770 000
Nord-Ouest	8 310 692	4 520 000	11 300 000	8 250 000	8 500 000
Ouest	8 330 513	4 720 000	11 820 000	8 290 000	8 540 000
Sud	7 518 210	4 030 000	9 380 000	7 410 000	7 410 000
Sud-Ouest	7 028 050	3 891 500	9 140 000	7 095 000	7 095 000
Cameroun	80 912 500	44 087 500	103 500 000	80 000 000	88 000 000

Source : Annuaire MINESEC 2010/2011

Tableau 6 36: Evolution du taux de réussite aux examens officiels de l'enseignement secondaire de 2008 à 2013 (en %).

Examen	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Baccalauréat Général	50,5	39,8	45,7	39,5	53,2	53,4
Baccalauréat Technique (commerciaux)	37,1	56,9	47,8	51,9	45,3	66,0
Baccalauréat Technique (industriels)	38,1	47,2	43,2	43,8	62,4	43,7
GCE General Ordinary level ESG	40,3	53,9	58,0	43,5	43,0	39,8
GCE Technicalordinarylevel	39,4	35,1	45,6	38,3	40,7	42,1
Baccalauréat technique in English	55,0	58,4	66,0	
Brevet de technicien in english	43,0	54,3	50,0	26,5
Brevet de technicien	44,0	27,0	38,8	46,8	39,4	49,4
Brevets Professionnels Industriels	52,6	42,2	52,7	47,5	65,1	45,0
Brevets Professionnels Commerciaux	21,0	17,7	18,6	48,6	35,6	28,0
Brevets d'Etudes Professionnels Industriels	50,0	41,2	1,7	1,8	21,7	7,7
Probatoire général	39,5	32,3	39,5	39,3	38,0	41,5
Probatoire Technique (commerciaux)	27,2	32,6	37,3	32,8	46,9	38,5
Probatoire Technique (industriels)	28,9	22,4	22,6	23,1	25,2	24,7
Probatoire Technique in English	23,0	40,0	33,0	28,1
Probatoire de brevet de technicien in English	55,5	39,2	36,0	21,9
Probatoire brevet de technicien	35,7	26,4	32,3	21,0	30,7	30,0
BEPC	51,1	37,2	34,8	46,7	46,3	57,6
CAPIEMP					98,0	98,0
CAPIET			93,7	73,7	91,5	96,8
Cap Industriel	42,9	39,8	45,7	44,1	40,3	44,9
Cap Commerciaux	27,6	36,2	34,9	27,3	28,0	31,5
GCE General Advanced level ESG	57,8	70,1	69,6	64,4	55,7	55,3
GCE Technicaladvancedlevel	60,5	33,4	35,5	46,6	41,9	36,8

Source : Annales MINESEC 2009 à 2013

Tableau 6 37: Nombre d'écoles normales d'instituteurs de l'enseignement général (ENIEG) par ordre et par région en 2013

Région	Public	Privé	Ensemble
Cameroun	60	48	108
Adamaoua	5	1	6
Centre	10	23	33
Est	4	0	4
Extrême-Nord	6	0	6
Littoral	4	5	9
Nord	5	0	5
Nord-Ouest	7	7	14
Ouest	7	7	14
Sud	5	1	6
Sud-Ouest	7	4	11

Source : Annuaire MINESEC 2013

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Tableau 6 38: Evolution de la population scolarisable (19 - 24 ans) au Supérieur de 2005 à 2013

Région	Année	2005			2010			2012			2013		
		19 ans	19-24 ans	24 ans	19 ans	19-24 ans	24 ans	19 ans	19-24 ans	24 ans	19 ans	19-24 ans	24 ans
Cameroun	Fille	167574	2042703	123573	226 594	1 242 050	187 864	237 995	1 304 547	197 317	243 834	1 336 549	202 157
	Total	320963	3927659	232703	431 005	2 330 080	348 389	452 692	2 447 325	365 919	463 798	2 507 364	374 896
Adamaoua	Fille	7509	100372	5081	12 116	63 128	9 113	12 890	67 133	9 686	13 284	69 176	9 980
	Total	14141	191839	9832	22 620	117 843	16 948	24 067	125 308	18 011	24 803	129 109	18 554
Centre	Fille	36983	399862	28002	43 793	252 324	38 862	46 517	267 905	41 246	47 928	275 966	42 478
	Total	71363	780311	54882	85 311	491 910	76 144	90 629	522 268	80 803	93 380	537 969	83 214
Est	Fille	7486	86285	4661	9 085	48 232	6 874	9 227	48 967	6 975	9 293	49 309	7 023
	Total	13662	162858	9058	16 652	89 406	13 135	16 913	90 754	13 323	17 034	91 382	13 414
Extrême Nord	Fille	19053	301418	14240	36 084	187 383	27 962	37 955	197 011	29 386	38 906	201 896	30 108
	Total	37007	581846	26167	67 827	342 786	49 429	71 343	360 350	51 934	73 128	369 259	53 205
Littoral	Fille	29237	330095	26409	35 991	217 107	35 214	38 158	230 077	37 302	39 257	236 644	38 359
	Total	56202	633267	49527	69 175	411 836	66 373	73 350	436 434	70 303	75 464	448 876	72 291
Nord	Fille	12792	182716	8884	23 983	126 989	19 128	25 708	136 058	20 485	26 515	140 292	21 118
	Total	23823	341018	16861	43 258	227 929	33 917	46 369	244 170	36 315	47 821	251 747	37 433
Nord Ouest	Fille	17747	214922	11777	22 029	115 079	16 751	22 671	118 374	17 224	23 035	120 247	17 492
	Total	34010	409766	21009	41 949	210 690	29 491	43 170	216 698	30 318	43 865	220 120	30 785
Ouest	Fille	16187	190883	9937	19 056	94 417	13 154	19 521	96 682	13 463	19 783	97 960	13 638
	Total	30407	360787	17063	36 202	171 341	22 557	37 088	175 441	23 084	37 586	177 756	23 382
Sud	Fille	6885	71400	4108	7 603	40 360	5 649	7 845	41 624	5 823	7 955	42 196	5 902
	Total	13338	143235	8415	15 083	80 637	11 643	15 566	83 166	12 000	15 784	84 304	12 162
Sud Ouest	Fille	13695	164750	10474	16 854	97 031	15 157	17 503	100 716	15 727	17 878	102 863	16 059
	Total	27010	322732	19889	32 928	185 702	28 752	34 197	192 736	29 828	34 933	196 842	30 456

Source : BUCREP, RGPH 2005 et projections

Tableau 6 39: Evolution des effectifs des étudiants par université et par sexe de 2007/2008 à 2011/2012

Année académique	2007/2008		2008/2009		2009/2010		2010/2011		2011/2012	
	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total
Etablissements										
BUEA	5 591	14 047	6 265	12 158	7 021	13 720	8 254	16 052	7 237	16 508
BAMENDA	///	///	///	///	///	///	///	///	1 236	2 506
DOUALA	13 966	31 716	16 219	37 256	17 466	42 433	20 495	52 104	20 578	46 659
DSCHANG	5 496	13 692	5 593	14 790	6 305	18 387	6 775	21 190	9 504	25 532
NGAOUNDERE	3 707	12 552	3 737	12 456	3 768	12 363	4 035	14 113	4 075	15 308
YAOUNDE I	14 510	33 507	16 972	41 452	18 235	43 350	21 631	45 494	18 085	42 047
YAOUNDE II	13 239	28 630	15 123	32 881	17 331	37 896	21 769	48 957	22 771	49 929
MAROUA	///	///	1 911	6 604	6 957	10 342	2 923	9 977	3 101	10 547
Total Universités d'Etat	56 509	134 144	65 820	157 597	77 083	178 491	85 882	207 887	86 587	209 036
Universités privées	10 312	20 060	11 733	24 756	14 480	30 551	17 226	36 346		
TOTAL	56 509	154 204	77 553	182 353	91 563	209 042	103 108	244 233		

Source : Annuaire Statistiques du MINESUP éditions 2008/2009 et 2012, Lois des Finances 2008 à 2011

Tableau 6 40: Evolution des ratios d'encadrement (étudiants/enseignants) des années

Université/année	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
BAMENDA	///	///	///	///	15,6
BUEA	52,8	41,4	46,7	52,3	40,3
DOUALA	52,5	64,3	73,3	88,6	52,2
DSCHANG	33,2	39,0	48,5	53,0	46,8
MAROUA	pc	49,7	43,6	36,5	26,3
NGAOUNDERE	47,5	39,8	39,5	53,5	39,9
YAOUNDE I	35,8	41,9	44,1	42,6	37,7
YAOUNDE II	107,6	112,2	129,3	167,7	104,7
TOTAL	48,8	52,9	58,0	64,7	52,2

Source : Annuaire Statistique du MINESUP 2012

Tableau 6 41: Evolution du nombre d'enseignants des universités d'Etat par grade, par genre et par établissement de 2009 à 2011

Université	Année	Grade	2009						2010						2011					
			Professeurs		Maîtres de conférences		Chargés de cours		Professeurs		Maîtres de conférences		Chargés de cours		Professeurs		Maîtres de conférences		Chargés de cours	
			Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total
BUEA			4	15	4	14	19	114	4	15	4	14	19	114	2	13	3	25	37	128
DOUALA			3	15	4	24	76	283	3	15	4	24	76	283	0	8	5	46	46	225
DSCHANG			0	11	2	27	24	200	0	11	2	27	24	200	0	11	2	27	24	200
MAROUA			0	3	1	4	6	15	0	3	0	4	0	19	0	4	1	8	4	32
NGAOUNDERE			0	10	4	42	7	140	0	10	4	42	7	140	0	13	1	33	9	113
YAOUNDE I			6	94	18	178	64	400	6	103	16	199	87	423	6	107	16	201	157	531
YAOUNDE II			0	19	1	37	65	163	0	19	1	37	65	163	0	19	1	37	65	163
TOTAL			13	167	34	326	261	1315	13	180	31	356	278	1380	8	179	29	386	342	1326

Source : Annales statistiques du MINESUP 2009 et 2011

Tableau 6 42: Effectifs des enseignants dans les universités d'Etat en 2012

Grades	Professeurs		Maîtres des conférences		Chargés de Cours		Assistants		Attachés de Recherche et d'Enseignement		Total	
	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Universités	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Bamenda	0	5	2	11	4	27	39	117	0	0	45	160
Buea	2	13	6	36	32	145	55	204	2	5	97	403
Douala	0	11	8	59	48	245	124	474	6	33	186	822
Dschang	1	19	2	44	29	196	52	212	11	45	95	516
Maroua	0	2	1	9	6	72	56	309	0	2	63	394
N'gaoundéré	0	13	3	37	12	102	57	205	0	0	72	357
Yaoundé I	11	112	23	195	88	369	98	326	2	6	222	1008
Yaoundé II	0	18	10	49	30	154	46	192	2	8	88	421
Total	14	193	55	440	249	1310	527	2039	23	99	868	4081

Source : MINESUP

Tableau 6 43: Effectifs des enseignants dans les universités d'Etat en 2013

Grades	Professeurs		Maîtres des conférences		Chargés de Cours		Assistants		Attachés de Recherche et d'Enseignement		Total	
	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Universités	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T	F	T
Bamenda	0	5	2	11	4	28	39	117	0	0	45	161
Buea	2	15	6	37	32	145	56	207	2	6	98	410
Douala	0	12	9	62	52	268	137	518	6	34	204	894
Dschang	1	19	2	45	30	213	55	219	12	49	100	545
Maroua	0	2	1	9	8	77	56	311	0	2	65	401
N'gaoundéré	0	14	3	37	12	110	61	223	0	0	76	384
Yaoundé I	11	115	25	206	103	412	110	372	3	11	252	1116
Yaoundé II	0	23	12	62	33	180	47	204	2	8	94	477
Total	14	205	60	469	274	1433	561	2171	25	110	934	4388

Source : MINESUP

Tableau 6 44: Répartition globale des diplômés au sein de cinq universités d'Etat en 2012

Université	Diplôme																		
	Capacité	BTS	DEUG	DUT	Licence	Licence professionnelle	Maitrise professionnelle	Master	Master professionnel	DIPES I	DIPES II	DESS	DIPET I	DIPET II	DIPCO	INGENIEUR	Médecine	Phd	Total général
Université de Bamenda	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	619	332	///	///	///	///	951
Université de Buéa	///	///	///	657	1941	402	219	67	39	///	///	///	///	///	///	84	53	9	3 471
Université de Douala	///	34	442	473	3 045	881	///	915	312	///	///	55	591	325	///	///	///	7	7 080
Université de Dschang	///	///	///	340	2001	///	395	90	///	///	///	///	///	///	///	81	///	9	2 916
Université de Maroua	///	///	///	///	///	///	///	///	///	1 877	875	///	///	///	94	128	///	///	3 238
Université de Ngaoundéré	150	///	///	///	1 813	25	7	606	27	///	///	///	///	///	///	121	///	7	2 756
Université de Yaoundé I	///	///	///	///	3558	///	///	718	19	817	883	///	///	///	160	186	93	99	6 533
Université de Yaoundé II	///	///	///	///	6012	///	///	3545	76	///	///	87	///	///	///	///	///	///	9 720
Total	150	34	442	1470	18370	1572	621	5941	473	2694	1758	142	1210	657	254	600	146	131	36665

Source : MINESUP

Tableau 6 45: Répartition par domaines d'études des diplômés des Universités publiques en 2012

Diplôme	Domaine d'études	Education	Lettres et arts	Sciences sociales, commerce et droit	Sciences	Ingénierie, industries de transformation et production	Agriculture	Santé	Services	Total général
Bac+2	DEUG	0	0	0	376	0	0	0	0	376
	DEUP	0	0	19	0	0	0	0	0	19
	DUT	0	0	0	0	851	0	0	0	851
	Total Bac +2	0	0	19	376	851	0	0	0	1245
Bac +3	DIPES I	5443	0	0	0	0	0	0	0	5443
	DIPET I	562	0	0	0	0	0	0	0	562
	Licence	605	4948	11432	2935	0	0	79	0	19998
	Total Bac +3	6610	4948	11432	2935	0	0	79	0	26004
Bac+4	Maitrise	0	0	365	570	0	0	0	0	935
Bac +5	DEA	0	269	52	142	28	0	0	0	491
	DEPA	0	0	25	0	0	0	0	0	25
	DESS	0	0	80	43	25	0	0	0	148
	DIPCO	171	0	0	0	0	0	0	0	171
	DIPES II	1785	0	0	0	0	0	0	0	1785
	DIPET II	375	0	0	0	0	0	0	0	375
	Ingénieur	0	0	0	0	157	73	0	0	230
	Master	17	799	4353	720	96	33	97	0	6116
	Total Bac +5	2348	1068	4511	904	308	107	97	0	9342
Bac +7	Dr en médecine	0	0	0	0	0	0	193	0	193
Bac +8	Dr/Phd	0	4	6	93	9	10	1	0	124
Total		8958	6019	16333	4879	1167	117	370	0	37843

Source : MINESUP

Tableau 6 46: Répartition par domaines d'études des diplômés des Universités privées en 2012

Diplôme	Domaine d'études	Education	Lettres et arts	Sciences sociales, commerce et droit	Sciences	Ingénierie, industries de transformation et production	Agriculture	Santé	Services	Total général
Bac +2	BTS	0	115	2561	245	655	0	0	1270	4846
	DSEP		27	291	126	72		172	13	701
	HND	112	50	753		240	0	322	380	1857
	HPD			10				256		266
	Total Bac +2	112	192	3615	371	967	0	750	1663	7670
Bac +3	Licence prof	0	0	32	0	61	0	0	0	92
	Maitrise prof	0	0	8	0	0	26	0	0	34
Bac +5	DSEC	0	0	47	0	0	0	0	0	47
	Master prof	0	0	38	4	48	0	0	0	89
	Total Bac +5	0	0	84	4	48	0	0	0	136
Total		112	192	3739	375	1076	26	750	1663	7932

Source : MINESUP

FORMATION PROFESSIONNELLE**Tableau 6 47:** Répartition des centres de formation professionnelle par ordre et par région en 2013

Région	Public		Privé	Ensemble	
	Ordre	Centres de formation			
Adamaoua		0	5	15	20
Centre		1	45	68	114
Est		0	18	7	25
Extrême-Nord		0	14	8	22
Littoral		2	23	61	86
Nord		2	7	10	19
Nord-Ouest		0	19	32	51
Ouest		0	22	30	52
Sud		0	17	12	29
Sud-Ouest		1	18	21	40
Cameroun		6	188	264	458

Source : MINEFOP/INS, Enquête Emploi 2013

*SAR/SM : Section Artisanale et Rurale/Section Ménagère

Tableau 6 48: Répartition par région de la proportion des centres de formation publics disposant de certains équipements en 2013

Région	Equipements	Manuels appropriés	Accès à l'énergie électrique	Connexion internet	Salle multimédia	Salle de formation	Bibliothèque
Adamaoua		20	60	0	0	20	0
Centre		9	51	7	0	18	4
Est		17	28	6	0	11	0
Extrême-Nord		14	43	0	0	0	0
Littoral		30	48	9	9	39	4
Nord		0	43	0	0	0	0
Nord-Ouest		26	32	0	0	5	0
Ouest		5	27	0	0	14	0
Sud		29	59	6	0	12	6
Sud-Ouest		11	6	0	0	22	11
Cameroun		16	39	4	1	16	3

Source : MINEFOP/INS, Enquête Emploi 2013

Tableau 6 49: Répartition par région de la proportion des centres de formation privés disposant de certains équipements en 2013

Equipements Région	Accès énergie électrique	Connexion internet	Salle multi média	Salle de formation	Bibliothèque
Adamaoua	87	53	47	67	47
Centre	57	44	41	40	34
Est	86	71	71	29	14
Extrême-Nord	75	88	63	75	63
Littoral	87	53	48	68	45
Nord	70	60	40	70	20
Nord-Ouest	69	44	41	63	53
Ouest	97	80	73	73	77
Sud	75	33	50	67	42
Sud-Ouest	81	86	76	76	38
Cameroun	76	56	51	60	45

Source : MINEFOP/INS, Enquête Emploi 2013

Tableau 6 50: Evolution des effectifs des apprenants des SAR/SM entre 2011 et 2012

Région	Entrée 2011		Entrées 2012		Sortants 2012		Abandons 2012	
	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total
Adamaoua	26	83	45	174	10	39	0	4
Centre	467	1478	477	1596	180	533	51	147
Est	138	671	121	680	38	185	33	168
Extrême-nord	367	745	315	652	156	278	55	142
Littoral	187	716	158	659	149	515	34	109
Nord	242	682	189	568	108	264	26	103
Nord-ouest	150	531	116	462	104	278	26	57
Ouest	355	1158	498	1127	352	733	50	178
Sud	260	597	196	556	77	222	22	86
Sud-ouest	15	63	22	129	6	53	2	8
Ensemble	2 207	6724	2 137	6603	1 180	3 100	299	1 002

Source : MINEFOP/INS, Enquête Emploi 2013

Tableau 6 51: Evolution des effectifs dans les centres de formation privés entre 2011 et 2013

Région	Entrées 2011		Entrées 2012		Entrées 2013		Sortants 2013		Abandons 2013	
	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes	Total
Adamaoua	100	141	103	185	43	56	107	170	3	4
Centre	1 611	2 911	1 902	3 455	1 315	2 423	1 319	2 229	330	646
Est	62	136	37	84	28	63	22	51	10	20
Extrême-nord	25	57	25	45	18	34	80	151	5	9
Littoral	945	1 809	1 188	2 300	1 082	2 450	918	1 948	135	888
Nord	208	426	216	436	198	434	175	366	23	43
Nord-ouest	701	1 202	833	1 388	766	1 315	465	807	175	321
Ouest	331	660	421	727	411	769	307	525	56	107
Sud	34	68	111	359	76	187	77	317	14	29
Sud-ouest	608	1 394	736	1 816	373	542	624	1 543	25	57
Ensemble	4 625	8 804	5 572	10 795	4 310	8 273	4 094	8 107	776	2 124

Source : MINEFOP/INS, Enquête Emploi 2013

Chapitre7: SANTE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	141
II.	LISTE DES TABLEAUX	141
III.	PRESENTATION.....	142
IV.	METHODOLOGIE	145
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION	145

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 7 1: Prévalence du VIH chez les adultes de 15-49 ans en 2011.....	146
Graphique 7 2: Evolution du nombre de personnes dépistées au VIH de 2006 à 2013.....	146
Graphique 7 3: Evolution de la file active des malades sous ARV.....	147
Graphique 7 4 : Evolution des cas de paludisme et de la morbidité de 2007 à 2012.....	147
Graphique 7 5: Evolution du nombre de décès pour cause du paludisme chez les femmes enceintes.....	148
Graphique 7 6 : Mortalité néonatale, post néonatale, infantile, juvénile et infanto juvénile selon l'âge de la mère à la naissance de l'enfant.....	148
Graphique 7 7 : Répartition des enfants de 0-59 mois souffrant d'une insuffisance pondérale modérée par région, milieu de résidence (en%) en 2011.....	148
Graphique 7 8: Evolution du nombre de décès pour cause de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans de 2008 à 2011.....	149
Graphique 7 9 : Répartition des dépenses de santé par fonction de soins de santé.....	150

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 7 1: Dépistage du VIH en CPN chez les femmes enceintes.....	151
Tableau 7 2: Evolution de la couverture vaccinale au Cameroun de 2008 à 2012.....	151
Tableau 7 3: Taux de perte en vaccins, par antigènes et par région.....	152
Tableau 7 4: Profil par grand groupe d'âge et par sexe de PVVIH sous ARV en décembre 2011.....	152
Tableau 7 5: Couvertures vaccinales (en %) par antigène et par régions en 2012.....	153
Tableau 7 6: Appréciation globale de la capacité de l'offre de soins et services du Cameroun en 2010.....	153
Tableau 7 7 : proportion d'accouchements assistés par le personnel de sante qualifié entre 2004 et 2011...	154
Tableau 7 8: Prévalence du VIH parmi les jeunes de 15 à 24 ans ayant eu des rapports sexuels au cours des 12 derniers mois, pourcentage ayant effectué un test du VIH au cours des 12 derniers mois et ayant reçu les résultats selon certaines caractéristiques sociodémographiques.....	154
Tableau 7 9: Répartition du personnel de santé selon la profession entre 2005 et 2010.....	155
Tableau 7 10: Répartition du personnel de santé par région en 2010.....	156
Tableau 7 11: Répartition des dépenses en santé par source de financement.....	156
Tableau 7 12: Répartition des dépenses de santé par recette des régimes de financement.....	157
Tableau 7 13: Répartition des dépenses courantes de santé par régime de financement.....	157
Tableau 7 14: Répartition des dépenses courantes de santé par type de prestataires.....	157
Tableau 7 15: Répartition des dépenses courantes de santé par différents niveau de fonction de soins de santé.....	159

III. PRESENTATION

L'évolution de la situation économique au Cameroun a permis d'améliorer significativement le niveau de vie de la population. Cette nette amélioration reste un facteur qui contribue à réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies, et à faciliter aussi l'accès équitable aux soins de santé.

Mais à l'heure actuelle, l'épidémiologie du pays reste encore dominée par les maladies transmissibles (paludisme, VIH/SIDA, tuberculose, infections respiratoires aiguës, maladies évitables par la vaccination etc.), les maladies à potentiel épidémiques (choléra, méningite cérébrospinale, fièvre jaune...). En réponse à cette situation, le gouvernement à travers le Ministère de la Santé Publique a élaboré, puis révisé la Stratégie Sectorielle de Santé (SSS) en vue d'assurer une prise en charge globale des priorités sanitaires du pays de 2001 à 2015. La mise en œuvre de cette stratégie s'est faite à travers un Plan National de Développement Sanitaire élaboré pour chacun des 3 niveaux de la pyramide sanitaire du pays : central (services centraux et hôpitaux de référence du 3^{ème} niveau), intermédiaire (régions sanitaires et hôpitaux de 2^{ème} référence) et périphérique avec les districts de santé (DS) comprenant des aires de santé (AS), des formations sanitaires de base et des hôpitaux de 1^{ère} référence, ainsi qu'un service de gestion du DS. Le pays compte 191 districts de santé et 1388 aires de santé qui mettent en œuvre les programmes prioritaires de santé et assurent les soins de santé de base aux populations.

En 2010, les ressources dont dispose le secteur de la santé se situent à 105,2 milliards, soit 4,2% du budget de l'État. Ces ressources, auxquelles s'ajoute le soutien de nombreux partenaires extérieurs, permettent de mettre en œuvre la dite stratégie dans les domaines d'intervention que sont la lutte contre la maladie, le Programme Élargie de Vaccination (PEV), et l'amélioration de l'offre de soins de santé.

➤ Lutte contre la maladie

Chaque année, le Gouvernement camerounais s'attèle à stopper la propagation de plusieurs maladies auxquelles sont exposées ses populations. Il mène ainsi une lutte effrénée contre le VIH/SIDA, le Paludisme, la lèpre, la tuberculose et très récemment le cholera, méningite, le poliovirus et les diarrhées à rota virus qui ont fait leur réapparition dans le pays et surtout dans le Grand Nord, le Centre-Sud et l'Ouest.

i. Le VIH/SIDA

L'infection au VIH constitue un véritable problème de santé publique au Cameroun où elle représente une cause importante de mortalité avec un impact négatif sur le développement économique et social du pays.

Pour faire face à cette pandémie, de nombreuses activités ont été réalisées depuis le lancement du Plan Stratégique National 2006-2010 et se poursuivent avec la mise en œuvre de celui de 2011-2015. Suite à l'évaluation des résultats et des stratégies, il ressort que l'épidémie est globalement maîtrisée, mais la vulnérabilité liée au Genre a progressé. Les résultats de l'EDS-MICS 2011 montrent qu'au Cameroun, 4,3 % des adultes âgés de 15-49 ans sont séropositifs. Le taux de séroprevalence chez les femmes de 15-49 ans (5,6 %) est près du double de celui estimé chez les hommes du même âge (2,9 %). Il en résulte un ratio d'infection entre

les femmes et les hommes de 1,9 ; en d'autres termes, il y a 190 femmes infectées pour 100 hommes ce qui signifie que les femmes sont nettement plus vulnérables que les hommes à l'infection au VIH. Pour l'année 2011 en particulier, des actions réalisées au CNLS ont porté sur :

- la prévention de nouvelles infections avec l'extension de la couverture territoriale en service ;
- la prévention de la transmission mère enfant (PTME) ;
- la prise en charge des IST ;
- le conseil et le dépistage ;
- la prise en charge thérapeutique des cas ;
- la sécurité sanguine et la promotion de l'utilisation du préservatif.

Entre 2010 et 2012 on observe une tendance à la hausse du nombre de personnes dépistées au cours de l'année qui est passé de 356 415 en 2010 à 479 366 en 2012.

En ce qui concerne le dépistage en CPN, 319 421 femmes enceintes ont été testées au VIH en 2012 parmi lesquelles 19 453 soit 6,09 % ont été déclarées séropositives.

En 2012, 9563 enfants ont bénéficié de la PCR1, avec un taux de positivité de 8,4%, comparé aux 8 099 enfants ayant bénéficié de ce service en 2010, avec un taux de positivité de 7,1%. En termes de prévention de la contamination lors des rapports sexuels, 22 362 479 préservatifs ont été distribués par l'ACMS dont 536 222 préservatifs féminins.

Quant au dépistage, les personnes vivant avec le VIH sont passées de 356,4 à la fin 2010 à 426,3 en fin 2011.

ii. Le Paludisme

Le paludisme demeure l'endémie majeure et la première cause de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Les statistiques sanitaires révèlent qu'il est responsable de 24 % du total des décès dans les formations sanitaires, de 40 % à 45 % des consultations médicales et de 30 % des hospitalisations. Par ailleurs, 52 % des consultations chez les enfants de moins de 5 ans sont dues au paludisme simple et grave (PNLP, 2011).

En effet, la prévention du paludisme s'articule autour de deux grands axes dont la lutte anti-vectorielle et la chimio-prévention chez la femme enceinte. La mise en œuvre de la lutte anti-vectorielle sélective basée essentiellement sur la promotion de l'utilisation de la Moustiquaire Imprégnée d'Insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA), a permis d'atteindre un taux d'utilisation des moustiquaires de 13 % chez les enfants de moins de 5 ans (MICS-3, INS 2006), loin de l'objectif d'au moins 60 % visé par ce plan au sein des populations vulnérables (enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes). Au terme de la mise en œuvre de ce plan, un second plan a été élaboré pour la période 2007-2010. Ce plan avait pour ambition de porter à 80 % le taux d'utilisation des MILDA dans toute la population. Quant à la chimio-prévention réservée essentiellement aux femmes enceintes, l'objectif visé par le premier plan stratégique 2002-2006 était d'atteindre à la fin 2006 un taux de Traitement Préventif Intermittent (TPIg) chez les femmes enceintes de 60 %. Jusqu'en 2002, la chimio-prophylaxie chez la femme enceinte était basée sur l'utilisation de la chloroquine. Au regard du taux très élevé de résistance du plasmodium falciparum à la chloroquine, il a été recommandé de la remplacer par l'amodiaquine en TPIg pour la chimio-prévention du paludisme chez la femme

enceinte pendant une période transitoire de deux ans. Mais, les résultats de la MICS-3 de 2006 ont montré que seulement 6 % des femmes enceintes utilisaient la SP et que plus de 10 % continuaient à utiliser la chloroquine pour la chimio-prévention.

iii. Le Cancer

Selon les estimations faites en 2002, 12 000 nouveaux cas de cancer sont enregistrés au Cameroun chaque année, avec 25 000 personnes vivant avec la maladie. Les cancers les plus fréquents sont ceux du sein, du col de l'utérus, de la prostate, du foie et les lymphomes.

Plus de 80% des personnes atteintes se font dépister à un stade très avancé de la maladie et la plupart décèdent dans les 12 mois qui suivent le diagnostic.

En 2009, le programme national de lutte contre le cancer a entrepris, des activités d'information, d'éducation et de communication par la distribution du matériel et la marche de sensibilisation. La campagne de dépistage gratuit des cancers du col de l'utérus, du sein ou de la prostate a connu une participation de 2000 femmes et 500 hommes. Des médicaments ont été obtenus et distribués à des prix inférieurs à 50% et 70% de leur coût réel.

iv. La Lèpre

La situation de la lèpre au Cameroun est très délicate. En fait, les déclarations du gouvernement au cours des années 2000 selon lesquelles la lèpre n'est plus un problème ont conduit à un relâchement des pouvoirs publics envers la maladie et les personnes contaminées. Aujourd'hui, les centres de prises en charges de malades ne fonctionnent plus et les allocations sont moindres. Pourtant en 2009, 435 nouveaux cas ont été enregistrés au Cameroun. Ce nombre étant beaucoup plus une approximation par défaut car les malades de la lèpre ne sont plus hospitalisés. Ainsi, les pouvoirs publics et particulièrement le Ministère des Affaires Sociales qui est chargé de la réinsertion des personnes infectées, doivent prendre des mesures afin d'éviter que cette maladie n'atteignent des seuils préjudiciables.

i. Le Programme Elargi de Vaccination (PEV)

Ce programme du Ministère de la Santé Publique, a pour objectifs de :

- accroître le taux de couverture vaccinale de la population ;
- renforcer des mesures de lutte contre les maladies évitables par la vaccination ;
- assurer la disponibilité permanente des équipements de chaîne du froid adéquats dans les structures sanitaires ;
- renforcer la disponibilité des vaccins et la sécurité de la vaccination dans toutes les formations sanitaires.

La situation de la couverture vaccinale sur le plan national en 2012 se présente ainsi qu'il suit pour la période de janvier à décembre:

- BCG: 81,49%
- Penta 1: 93,58%
- Penta3: 85,19%
- Pneumo3: 83, 57%
- Polio3 : 84, 96%
- VAR: 81,76%

- VAA : 80, 07%

VAT2+: 72,60%. Par rapport à 2011, on note une augmentation du nombre d'enfants vaccinés en Penta 3 (DTC-HepB-Hib 3), qui est passé de 654 710 à 659 976 en 2012, au niveau national. Par ailleurs, dans la continuité de sa mission, le PEV a réussi, avec l'appui du MINSANTE, à négocier l'arrivée en 2011 d'un nouveau vaccin anti pneumocoque, utile pour prévenir la pneumonie et la méningite. Ce vaccin est administré aux enfants de 0 à 11 mois et vise près de 800 000 enfants. Il sera d'un apport incontestable dans la mission de prévention des enfants car il remplace le vaccin « Pneumo 23 » qui n'était administrable qu'après l'âge de 2 ans pourtant selon le PEV, 70% des méningites à pneumocoque de l'enfant surviennent avant l'âge de 2 ans, dont 46% dans les 6 premiers mois de vie. En 2012, l'utilisation des vaccins dans 98/181 districts de santé ont régulièrement rapporté les quantités utilisées lors des séances de vaccination.

➤ Ressources humaines

Au regard des normes de l'OMS, on note que la couverture de la population en personnel médical ne cesse de se dégrader en dépit des efforts de recrutement déployés par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires (Fonds PPTe, C2D, etc.). Le ratio professionnel de santé/population est de 0,63 pour 1000 habitants au Cameroun contre 2,3 (norme internationale).

Suite à l'analyse de la situation des ressources humaines, même si l'on note des améliorations en termes de traitement des personnels des différents corps de la santé (attribution d'un statut particulier, revalorisation des salaires, démarrage du SIGIPES santé), la plupart des problèmes identifiés depuis 2001 persiste. Des difficultés sont rencontrées avec le départ à la retraite en fin 2008 de près de 900 personnels dont la plupart étaient des cadres hautement qualifiés. Toutefois, au premier semestre 2009, 2355 personnels de santé tous grades confondus ont été recrutés sur les 3000 prévus en 2008.

Dans le cadre de la formalisation du personnel de santé recruté sur fonds PPTe et C2D, le processus d'intégration des 600 personnels recrutés en 2004 sur fonds PPTe a débuté en 2008. En 2009, cette intégration s'est poursuivie sur ceux recrutés en 2007 (1500 sur fonds PPTe et 150 sur C2D).

➤ Ressources financières

Le Cameroun a bénéficié de financements innovants dans le secteur de la santé suite aux nombreuses initiatives internationales visant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'horizon 2015. Il s'agit des financements de l'Alliance Mondiale pour la vaccination et l'immunisation (Global Alliance for Vaccines and Immunization ou GAVI), du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, de la Facilité Internationale de Financement pour la Vaccination, de l'UNIT AID, etc. Par ailleurs, l'allègement de la dette du Cameroun à travers les mécanismes de l'initiative PPTe a apporté des ressources additionnelles au secteur (C2D, PPTe, IADM).

Le processus de décentralisation offre une nouvelle opportunité de financement du secteur santé par les collectivités territoriales décentralisées. Dès lors, le SWAP est apparu comme un instrument clé d'optimisation de l'utilisation des ressources allouées à la santé pour la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de santé.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la SSS entre 2001 et 2006 a favorisé le lancement du processus de couverture

du risque maladie à travers les mutuelles de santé. Celles-ci participent de la promotion des mécanismes alternatifs de financement de la santé. En 2006, 120 mutuelles de santé couvrant 2.348 ménages ont été mises sur pied. De même, le gouvernement est en train de peaufiner l'approche nationale de l'assurance maladie.

Quant aux dépenses totales en santé, elles représentaient 5,2%, 4,9%, 5,2% et 4% du PIB en 1996, 2001, 2005 et 2011 respectivement.

Globalement, la part du budget national alloué au Ministère de la Santé Publique a évolué en dents de scie entre 2001 et 2011. Elle demeure largement en dessous des 15% préconisés par les chefs d'Etat africains à Abuja en 2000. Au cours de la même période, le taux d'exécution du budget alloué à la santé a régressé (65,6% en 2006 contre 82,2% de moyenne nationale).

Les tout premiers Comptes Nationaux de la Santé (CNS) de 2011, élaborés par le MINSANTE avec l'appui de ses partenaires ont estimé la dépense totale en santé à 503 984 766 903 FCFA, répartie entre les dépenses courantes en santé (DCS) qui s'élèvent à 470 511 940 205 FCFA, soit 93,4% et les dépenses d'investissement (la formation brute du capital) chiffrées à 33 472 826 698 FCFA, soit 6,7%. Au cours de cette période, les ménages ont constitué la principale source de financement des dépenses en santé avec une contribution de 52,2%. Les dépenses en santé du Gouvernement et les fonds du reste du monde quant à eux ont représenté respectivement 32,9% et 14,4% des dépenses courantes en santé.

Les fonds dépensés sont issus des sources de financement suivantes : Les ménages (52,2%), les entreprises (0,50%), les ONG nationales (0,024%) et les autres revenus nationaux non classés ailleurs (0,004%). Les fonds du reste du monde étant composés des transferts financiers directs étrangers (50,7 milliards FCFA, soit 11,8%), des transferts d'origine étrangère distribués par l'Administration publique (12,2 milliards de FCFA, soit 2,6%) et en très faible proportion, de l'aide directe étrangère en nature (21,2 millions de FCFA, soit 0,005%).

S'agissant des régimes ou mécanismes de financement, 51,4% des dépenses en santé ont été effectuées au travers des paiements directs des ménages. Les administrations publiques et les partenaires ont effectué respectivement 33,1% et 12,2% des dépenses courantes de santé. Le reste des financements soit 3,3% a été effectué par les régimes des ONG, des entreprises et de l'assurance maladie volontaire. Ces résultats nous montrent que les contributions provenant des mécanismes de tiers payant (assurance maladie privée, mutuelle de santé) sont faibles, voire insignifiantes. En effet, seulement 1,2% des dépenses de santé ont été mobilisés par des mécanismes d'assurance maladie en 2011. Ceci pourrait se justifier par l'absence d'une politique nationale en matière de couverture universelle.

La part des dépenses allouées par fonctions de soins de santé (biens et services produits par les prestataires de soins de santé et par les institutions et acteurs impliqués) représente 43,3% pour les biens médicaux dont 39,9% destinés aux produits pharmaceutiques et autres biens médicaux non durables. Les dépenses de gouvernance, d'administration du système de santé et de financement représentent 33,0% et celles des soins curatifs 15,0% des dépenses courantes en santé.

Les soins préventifs constituent seulement 2,9% des dépenses courantes en santé alors que celles relatives aux soins de réadaptation est de 0,02%, ce qui traduit un faible niveau de l'offre des soins de réadaptation.

En 2011, les dépenses de santé effectuées auprès des prestataires de services administratifs et de financement du système de santé représentent 34,7% des dépenses courantes tandis que celles des détaillants et autres prestataires de biens médicaux, des hôpitaux et prestataires de soins de santé ambulatoire sont respectivement de 34,8%, 11,6% et 7,3%. Les Prestataires de services auxiliaires et les Prestataires de soins préventifs quant à eux enregistrent 3,8% et 3,9% des dépenses courantes. On constate que 22,6% de ces dépenses ont été effectuées auprès des pharmacies et 34% auprès des agences étatiques de l'administration de la santé.

En 2011, les dépenses courantes de santé pour les enfants de moins de cinq ans sont estimées à 114,3 milliards de FCFA soit 24,3% des dépenses courantes de santé. Cela représente une dépense moyenne d'environ 34 000 FCFA par enfant de moins de cinq ans.

La dépense pour le paludisme est estimée à 134,4 milliards de FCFA soit 28,57% de la dépense courante de Santé.

Les dépenses liées à la tuberculose sont évaluées à près de 3 milliards de FCFA soit 0,6% des dépenses courantes de santé ; 41% de ces dépenses ont été financées par les ménages, 27% par les revenus nationaux de l'administration publique, 17% par les transferts directs étrangers et 15% par les prépaiements volontaires venant des individus/ ménages et des employeurs.

Environ 3,64% des dépenses courantes de santé ont été exécutées en direction du VIH/SIDA, soit un montant total de près de 17,14 milliards de FCFA. Ces dépenses de VIH/SIDA ont été financées par l'Etat à hauteur de 50,75%, les autres revenus nationaux (ménages, ONGs, entreprises, etc.) à hauteur de 29,14% et les fonds extérieurs à hauteur de 16,91%. Cependant, l'enquête NASA (dont la méthodologie se rapproche de celle des CNS) menée par le CNLS pour l'année 2011 estime les dépenses liées au VIH/SIDA à hauteur de 23 985 606 917 FCFA. Cette différence est due au faible taux de réponse des PTF et de certains acteurs clés de la lutte contre le VIH/SIDA lors de la collecte des données des CNS.

➤ Offre des services de soins

L'accessibilité physique aux soins de santé demeure insuffisante malgré des grands efforts de création, de construction/équipement des formations sanitaires et l'existence désormais d'un document de stratégie nationale de technologie de la santé. Ceci est dû notamment à une inégalité de leur répartition, elle-même conséquente à l'inexistence d'une carte sanitaire nationale, à la vétusté de la plupart des infrastructures et équipements et à l'insuffisance de leur maintenance. Les investissements effectués ont permis une amélioration du capital physique du secteur santé entre 2001 et 2007.

Sur l'ensemble des Centres de Santé fonctionnels des sous-secteurs public et privé à but non lucratif, 79% sont du public, 21% sont privés. Quant aux hôpitaux toutes catégories confondues, 65% sont du public et 35% du privé à but non lucratif. Il est à noter que ces résultats ne

prennent pas en compte les formations sanitaires des ministères apparentés prestataires des soins de santé.

Le sous secteur privé à but lucratif a connu depuis 2002 une augmentation significative du nombre des pharmacies d'officines privées, marquant la volonté du gouvernement d'améliorer l'accès des populations aux médicaments de qualité. De nombreuses structures de soins dénommées GIC santé et plusieurs cabinets de soins ont malheureusement vu le jour sans obtention préalable d'un agrément du MINSANTE, échappant ainsi à son contrôle.

➤ Amélioration de l'offre de santé

Plusieurs chantiers de construction, de réhabilitation et d'extension sont en cours. Les travaux de construction de l'hôpital général de Sangmélima sont en voie d'achèvement, et ceux de l'hôpital gynéco-obstétrique de Douala sont en cours. En 2010, les hôpitaux régionaux de Ngaoundéré et Buea sont dotés de centre de dialyse et ceux de Maroua et Bafoussam de centres d'imagerie médicale.

IV. METHODOLOGIE

La méthodologie de compilation de ce chapitre a consisté à:

(1) Une recherche documentaire

Le Ministère de la Santé Publique a mis à la disposition de l'équipe de collecte certains documents relatifs aux thèmes sus évoqués. Il s'agit notamment des rapports d'activités et publications issus des Programmes et Directions du MINSANTE (PEV, PNL, CNLS, DLM, ST/CP-SSS, DEP...). D'autres documents utilisés sont issus des

études réalisées par l'Institut National de la Statistique tels que l'enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé et l'enquête par grappes à indicateurs multiples.

(2) Une exploitation des informations des sources administratives.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

- Le rapport 2009 de l'observatoire national des Ressources Humaines Sanitaires (RHS) : « Cameroun : profil Pays des RHS » ;

- « L'enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé – volet santé, » INS, - mai 2004 ; « L'enquête par grappes à indicateurs multiples » INS (2011) ; « Rapport final OMD » INS (2008) et (2012) ;

- « Stratégie sectorielle du Ministère de la Santé Publique ;

- « la carte sanitaire 1999 » Ministère de la Santé Publique ;

- Loi des finances 2011.

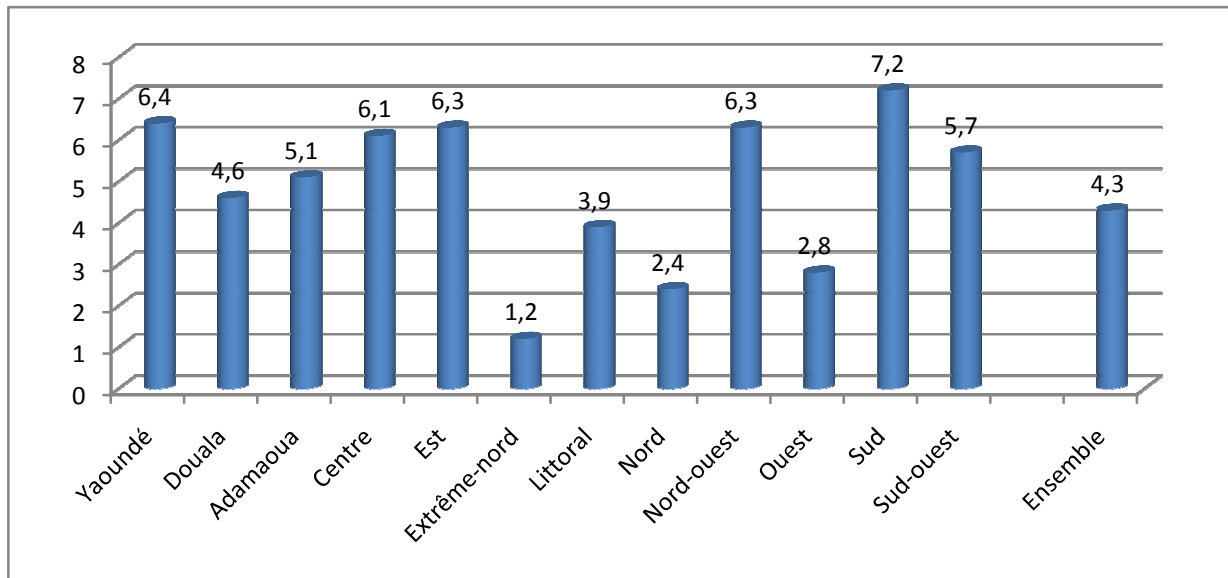
- Rapports annuels des activités du CNLS, du PNL, PEV, 2011 et 2012

- Rapport annuel OMS, 2012

- Comptes Nationaux de la Santé de l'année 2011

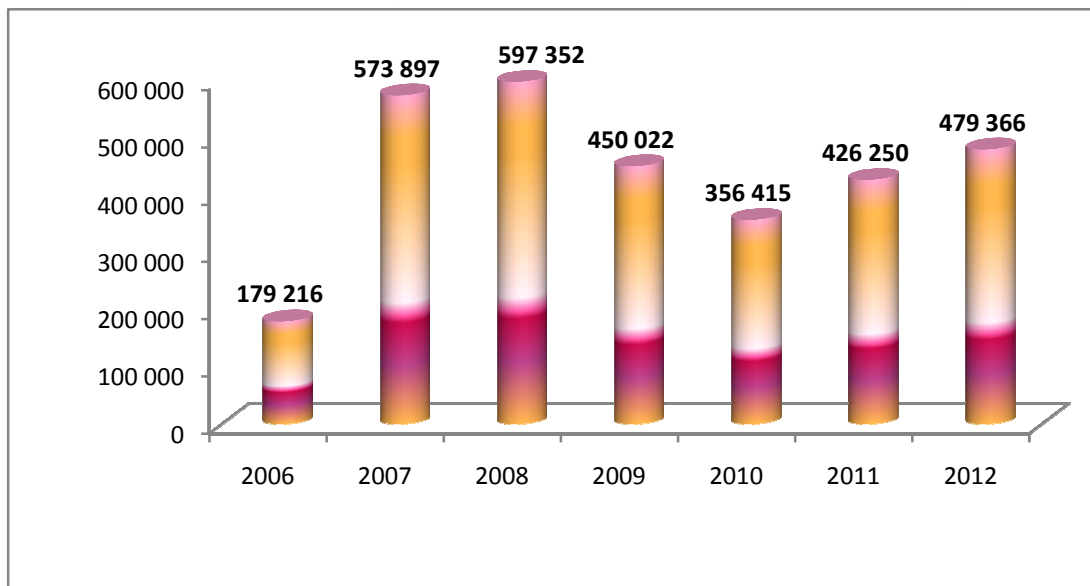
GRAPHIQUES

Graphique 7 1: Prévalence du VIH chez les adultes de 15-49 ans en 2011



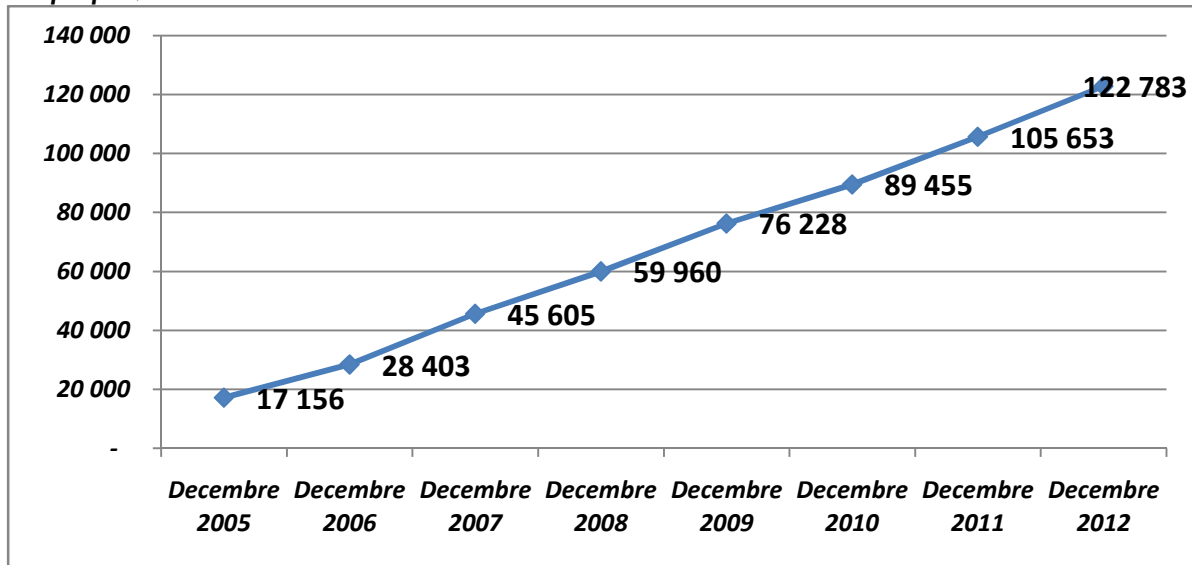
Source : INS/EDS-MICS 2011

Graphique 7 2: Evolution du nombre de personnes dépistées au VIH de 2006 à 2012



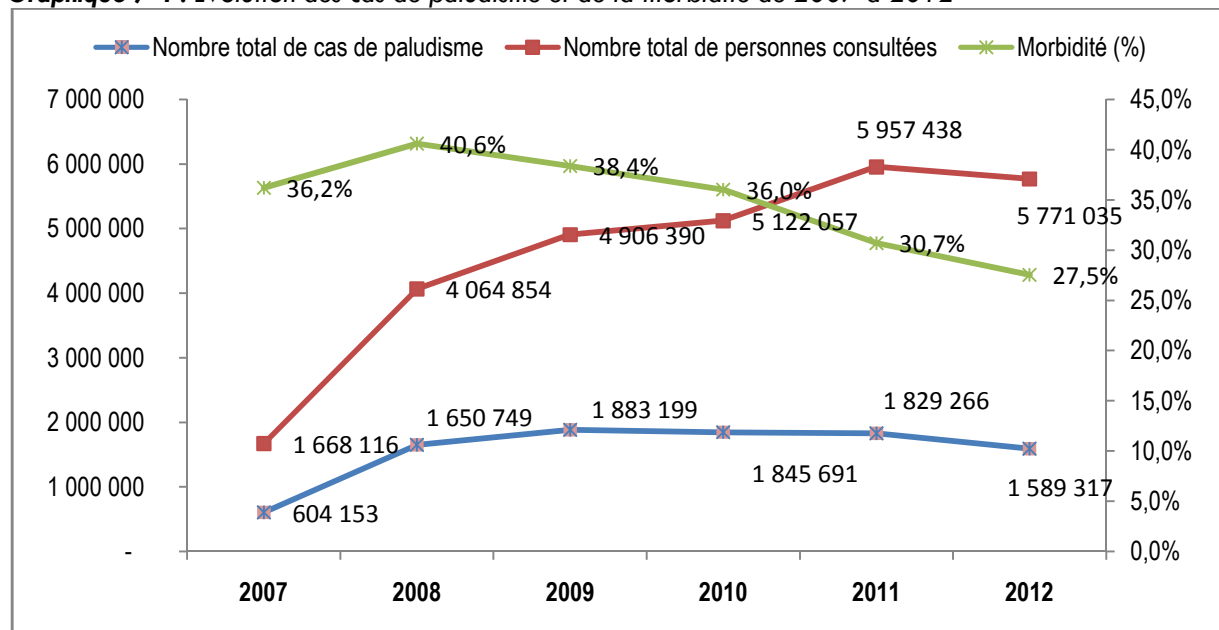
Source : Rapport des activités du CNLS, 2012

Graphique 7 3: Evolution de la file active des malades sous ARV



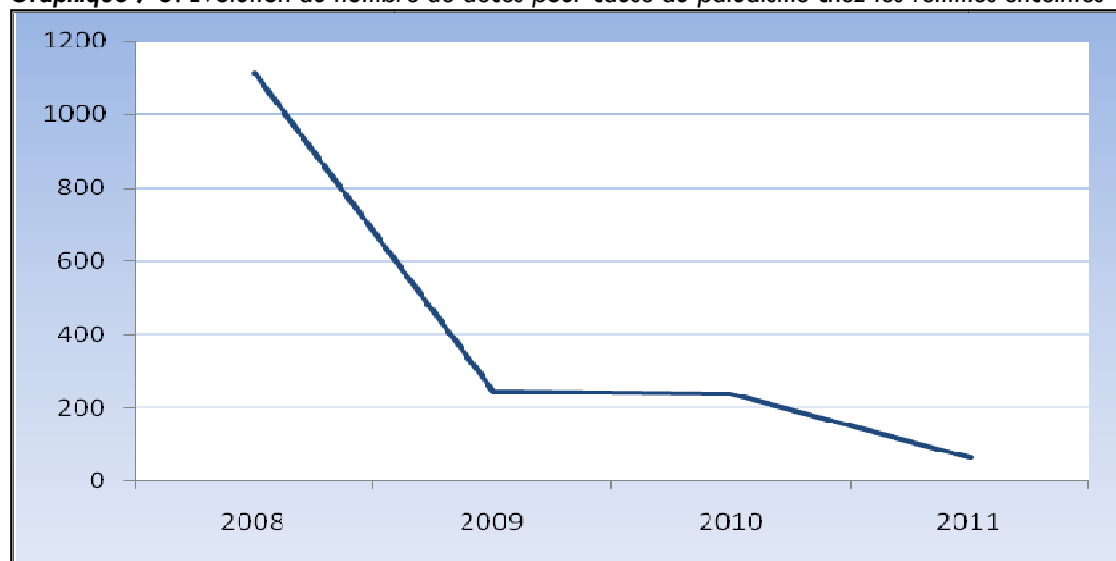
Source : Rapport des activités du CNLS, 2012

Graphique 7 4 : Evolution des cas de paludisme et de la morbidité de 2007 à 2012



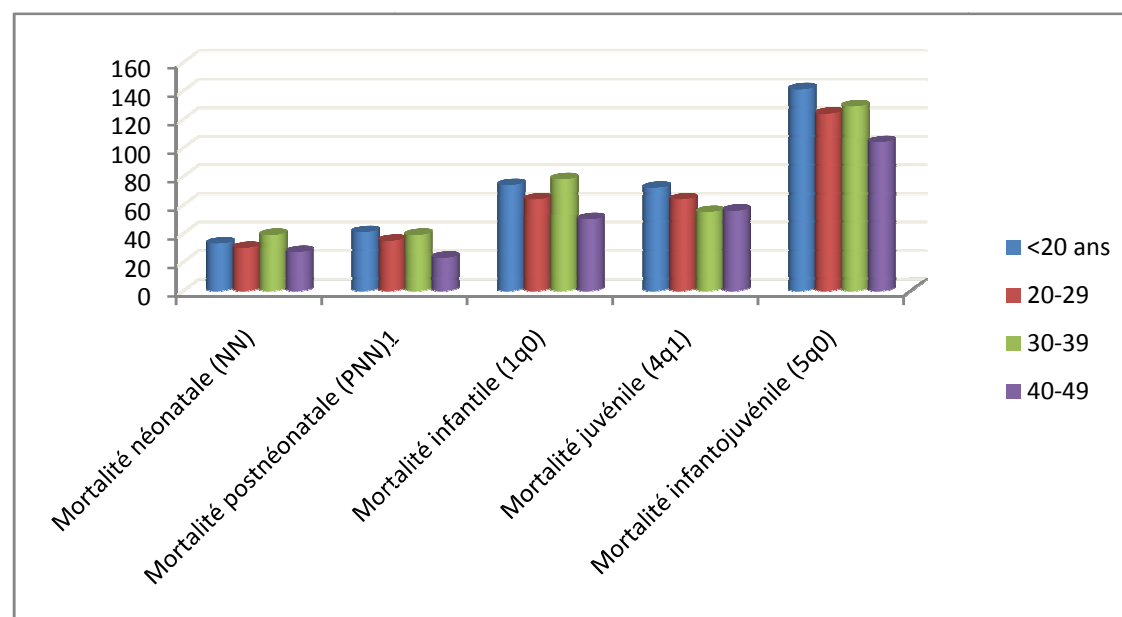
Source : Rapport d'activités 2012 du PNL

Graphique 7 5 : Evolution du nombre de décès pour cause du paludisme chez les femmes enceintes



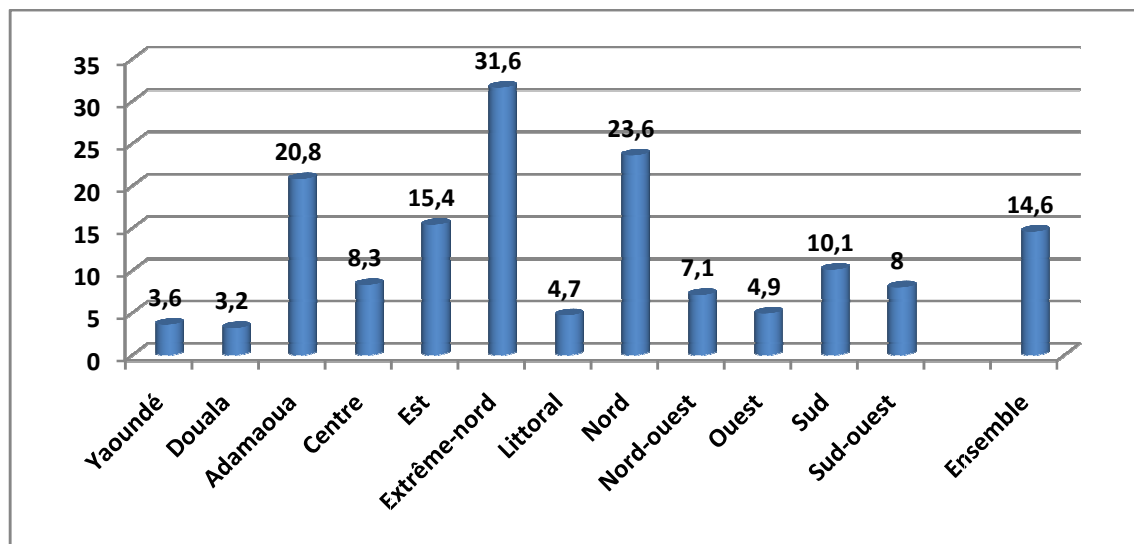
Source : PNL 2008 & 2011

Graphique 7 6 : Mortalité néonatale, post néonatale, infantile, juvénile et infanto juvénile selon l'âge de la mère à la naissance de l'enfant.



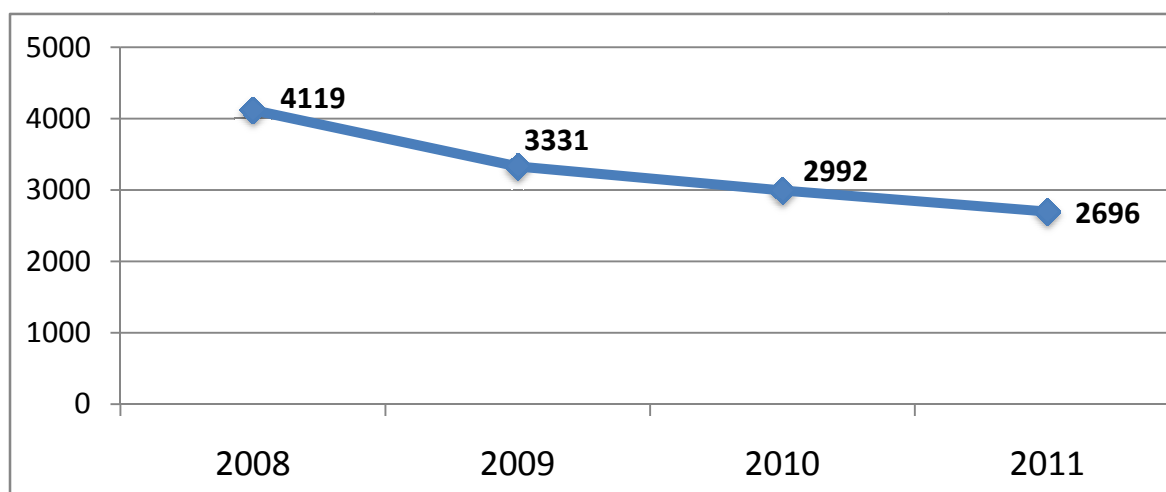
Source : INS/ EDS-MICS 2011

Graphique 7 7 : Répartition des enfants de 0-59 mois souffrant d'une insuffisance pondérale modérée par région, milieu de résidence (en%) en 2011

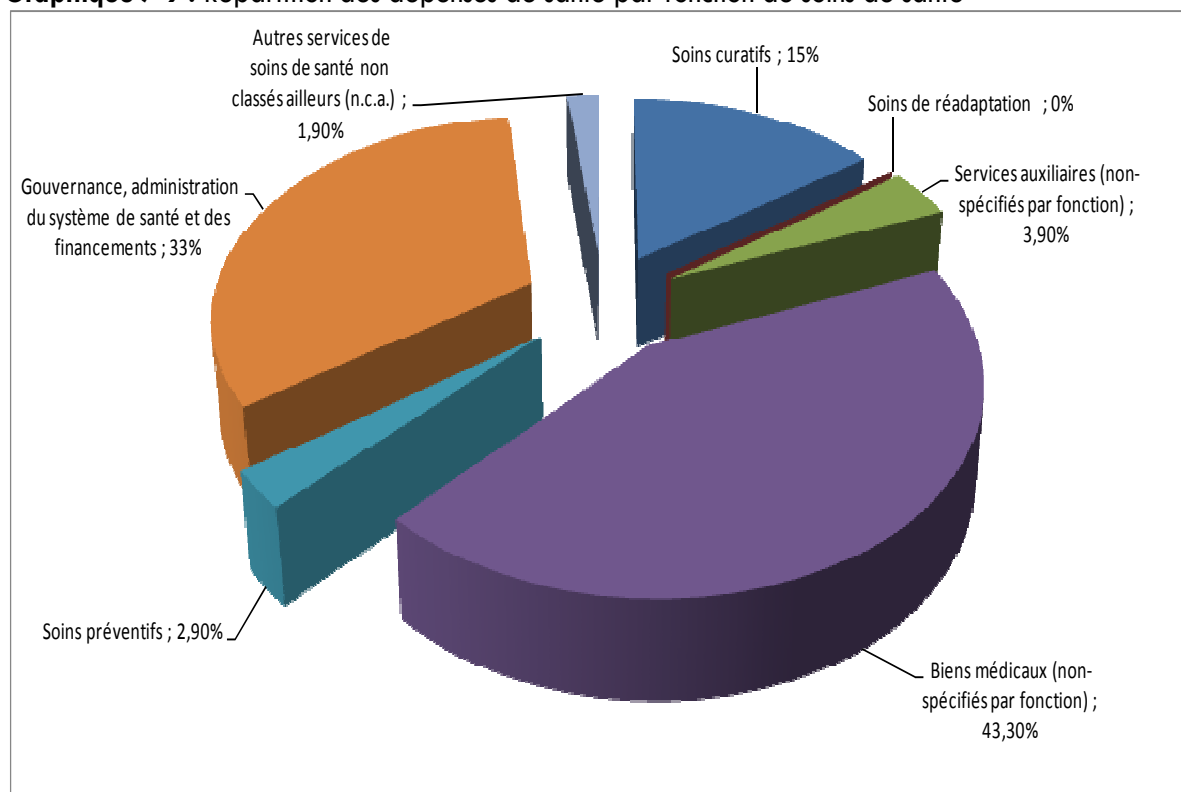


Source : INS/EDS-MICS 2011

Graphique7 8: Evolution du nombre de décès pour cause de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans de 2008 à 2011



Source: Rapport d'activités 2011 du PNLP

Graphique 7 9 : Répartition des dépenses de santé par fonction de soins de santé

Source : Comptes Nationaux de la Santé 2011

TABLEAUX

Tableau 7 1: Dépistage du VIH en CPN chez les femmes enceintes

Régions	Nombre de femmes enceintes attendues 2012	Nombre de femmes enceintes reçues en CPN	Taux de fréquentation de la CPN(%)	Nombre de femmes enceintes testées	Nombre de femmes enceintes testées VIH+	Taux de séropositivité des femmes enceintes(%)	Proportion de femmes vues en CPN ayant bénéficiées du test de dépistage(%)
Adamaoua	52102	29826	57,24	17797	919	5,16	59,6
Centre	186636	75069	40,22	67567	5128	7,6	90
Est	41140	18692	45,43	15457	2056	13,30	82,7
Extrême-Nord	178545	52412	29,35	26611	684	2,57	50,77
Littoral	147015	59808	40,68	67467	3274	4,85	112,80
Ouest	92796	44670	48,13	42245	2922	6,9	94,6
Nord	99042	58689	59,25	23744	715	3,01	40,45
Nord –Ouest	77452	22930	29,60	22138	1559	7,04	96,54
Sud	35638	8044	22,6	7554	470	6,22	93,9
Sud-Ouest	71013	28746	40,47	28841	1726	5,9	100,3
Cameroun	820689	398886	48,60	319421	19453	6,09	80,07

Source : Rapport des activités du CNLS, 2012

Tableau 7 2: Evolution de la couverture vaccinale au Cameroun de 2008 à 2012

Antigènes	2008	2009	2010	2011	2012
BCG	86,2	79,6	0,8262		81,49
DTC3*	84	80,7			
POLIO 3	81,9	79,9	0,832		84,96
VAR	79,9	73,8	0,7913		81,76
VAT2+	76,3	72	0,735		72,6
VAA	77,3	82,8	0,7879		80,07

Source : Rapport d'activités 2008- 2012 du PEV

Tableau 7 3: Taux de perte en vaccins, par antigènes et par région

Régions	BCG	Penta	VPO	VAR	VAA	VAT	Pneumo
Objectifs 2012	47%	11%	12%	36%	36%	12%	5%
Adamaoua	38%	8%	10%	35%	31%	12%	2%
Centre	28%	4%	6%	30%	28%	9%	4%
Est	30%	10%	12%	73%	29%	19%	7%
Extrême-Nord	28%	4%	15%	25%	25%	12%	5%
Littoral	21%	6%	9%	18%	16%	7%	2%
Ouest	32%	8%	8%	31%	31%	10%	6%
Nord	42%	8%	6%	30%	29%	19%	5%
Nord –Ouest	30%	5%	7%	17%	19%	7%	2%
Sud	34%	11%	11%	37%	24%	12%	7%
Sud-Ouest	26%	4%	3%	14%	21%	9%	1%
Cameroun	29%	6%	10%	34%	25%	11%	4%

Source : Rapport d'activités 2012 du PEV

Tableau 7 4: Profil par grand groupe d'âge et par sexe de PVVIH sous ARV en décembre 2011

Région	Femmes	Hommes	Enfants	Adultes
Adamaoua	1,812	1,017	71	2,758
Centre	19,216	8,968	1,3878	26,796
Est	2,5120	1,235	130	3,617
Extrême-Nord	2,828	1,950	158	4,620
Littoral	15,496	6,540	825	21,211
Nord	2,601	1,469	119	3,951
Nord-Ouest	11,710	5,156	937	15,929
Ouest	6,569	2,680	384	8,865
Sud	2,432	1,070	86	3,416
Sud-Ouest	7,053	3,339	342	10,050

Source : Rapport des activités du CNLS, 2011

Tableau 7 5: Couvertures vaccinales (en %) par antigène et par régions en 2012

Régions	Couvertures Vaccinales En Pourcentage (%)										Taux Vita1 (%)	TauxD'abandonSpécifique (%)
	Bcg	Pent a 1	D	Mo c	Pent a 3	Poli o3	Var	Vaa	Vat2	+		
Adamaoua	83,52	98,68	85,9	88,87	89,15	76,85	76,52	63,67	66,89	9,93		
Centre	80,32	88,20	79,35	80,95	80,66	82,54	76,69	72,68	54,48	8,23		
Est	86,51	103,13	80,37	84,96	80,74	87,03	79,99	79,66	96,11	17,62		
Ext.- Nord	92,83	104,88	91,13	92,66	93,80	90,59	92,50	86,84	76,85	11,65		
Littoral	70,30	78,03	76,01	76,72	76,28	71,00	70,93	60,50	85,97	1,67		
Nord	80,03	93,89	83,21	81,63	79,70	76,92	75,44	75,85	54,21	13,05		
Nord-Ouest	67,88	84,34	76,98	80,48	80,90	75,76	73,50	49,13	67,11	4,58		
Ouest	96,74	112,62	101,39	101,07	101,32	92,56	92,48	84,15	93,89	10,26		
Sud	82,05	98,88	80,78	88,60	86,90	87,80	80,99	77,38	95,36	10,40		
Sud-Ouest	74,92	86,78	78,94	82,01	82,61	79,11	78,49	72,50	72,45	5,50		
Cameroun	81,49	93,58	83,57	85,19	84,96	81,76	80,07	72,60	72,87	9,57		

Source : rapport d'activités 2012 du PEV

Tableau 7 6: Appréciation globale de la capacité de l'offre de soins et services du Cameroun en 2010

Region	AS	CSI public	CS privé	CMA	HD	DS	Pharmacies privées
Adamaoua	74	92	32	12	6	8	10
Centre	296	370	201	36	28	29	101
Est	100	120	37	8	14	14	5
Extrême Nord	203	260	48	15	24	28	13
Littoral	158	151	111	12	18	18	107
Nord	96	152	30	3	14	15	16
Nord Ouest	172	181	82	22	16	18	12
Ouest	230	256	127	18	19	20	33
Sud	128	145	42	17	9	10	12
SudOuest	130	161	50	12	16	18	22
Cameroun	1 587	1 888	760	155	164	178	331

Source : MINSANTE/DEP 2010

NB: AS=Aires de Santé, CSI=Centre de Santé Intégré, CMA=Centre de Santé d'Arrondissement, DS= District de Santé

Tableau 7 7 : proportion d'accouchements assistés par le personnel de sante qualifié entre 2004 et 2011

Région	2004	2006	2011
Yaoundé	94,2	96,5	92,9
Douala	97,1	93,6	98,8
Adamaoua	37,1	40,9	47,4
Centre	74,2	71,9	78,5
Est	47,7	27,5	48,9
Extrême-Nord	26,5	19,4	25,1
Littoral	93,8	92,1	94,2
Nord	22,3	29,3	32,9
Nord-Ouest	87,5	79,7	93,6
Ouest	93,3	94,7	95,8
Sud	70,6	57,9	82,2
Sud-Ouest	77,8	69,6	80,1
Cameroun	61,8	58,9	63,6

Source: INS/EDS3 (2004) & MICS (2006) & EDS-MICS (2011)

Tableau 7 8 : Prévalence du VIH parmi les jeunes de 15 à 24 ans ayant eu des rapports sexuels au cours des 12 derniers mois, pourcentage ayant effectué un test du VIH au cours des 12 derniers mois et ayant reçu les résultats selon certaines caractéristiques sociodémographiques

Caractéristique socio démographique	Pourcentage de femmes ayant effectué un test du VIH au cours des 12 derniers mois et ayant reçu le résultat	Effectif de femmes	Pourcentage d'ommes ayant effectué un test du VIH au cours des 12 derniers mois et ayant reçu le résultat	Effectif d'hommes
Groupe d'âges				
15-19	23,9	731	13,9	497
15-17	19,9	286	9,4	201
18-19	26,4	445	16,9	296
20-24	31,3	1 229	24,6	893
20-22	28,4	770	23,1	543
23-24	36,0	459	27,0	350
État matrimonial				
Célibataire	26,5	1 298	23,5	275
Non célibataire	28,5	1 298	23,5	275
Connait une source de condom				
Oui	34,1	1 489	21,6	1 316
Non	10,7	470	6,6	74
Milieu de résidence				
Yaoundé/Douala	37,1	463	23,7	369
Autres villes	34,8	617	26,9	494
Ensemble urbain	35,8	1 080	25,5	864
Rural	19,6	879	13,0	526
Niveau d'instruction				
Aucun	3,4	289	(2,0)	40
Primaire	25,5	567	11,1	336
Secondaire 1er cycle	31,6	633	17,5	522
Secondaire 2nd cycle	43,3	471	32,4	492
Ensemble	28,5	1 959	20,8	1 390

Source : INS/EDS-MICS 2011

Tableau 7 9: Répartition du personnel de santé selon la profession entre 2005 et 2010

Professions	2005	2007		2009		2010
	Public	Public	Privé (OCASC)	Public	Privé (OCASC, FALC, CEPCA)	Public
Médecins	1 049	1 319	52	1 346	119	1712
Médecins-spécialistes	-	-	73	-	90	-
Chirurgiens-dentistes	26	39	7	32	18	58
Pharmaciens	27	38	7	27	20	42
Administrateurs de la Santé Publique	11	11	-	22	0	44
Infirmiers	6 705	8 226	627	7 626	1641	10 714
Techniciens médico-Sanitaires	1 021	1 409	-	1 008	10	1 896
Génie-Sanitaire	175	187	-	372	0	386
Techniciens-Biomédicaux	15	37	-	-	0	24
Contractuels	233	559	-	635	0	1 317
Décisionnaires	781	781	-	1 694	306	3 065
Autres	1 485	1 548	455	2 958	973	451
Aides-Soignants	-	-	418	-	677	-
Sages-femmes-diplômées-d'Etat	-	-	46	-	104	-
Assistantes-accoucheuses	-	-	208	-	208	-
Laborantins	-	-	135	-	158	-
Assistants-Laborantins	-	-	194	-	326	-
Assistant-Santé/Médical	-	-	251	-	546	-
Autres-Techniciens-de-santé-(TSSI)	-	-	30	-	30	-
Personnel-de-pharmacie	-	-	-	-	10	-
Personnel-de-Radiologie	-	-	-	-	12	-
Autres-personnels-de-salle	-	-	165	-	275	-
TOTAL	11 528	14 154	2 668	15 720	5 523	19 709

Source : SIGIPES-MINSANTE (2009)

Tableau 7 10: Répartition du personnel de santé par région en 2010

	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-Ouest	Total
Médecins	38	754	53	55	171	37	44	95	58	41	1 346
Chirurgiens-dentistes	-	15	1	2	6	-	-	3	3	2	32
Pharmaciens	1	19	-	1	3	-	-	2	-	1	27
Administrateurs de la Santé Publique	1	17	1	1	1	-	-	1	-	1	23
Infirmiers	318	2 200	477	578	1 062	490	591	1 123	367	420	7 626
Techniciens médico-Sanitaires	35	344	56	57	141			126	47	57	863
Génie-Sanitaire	9	148	11	32	42	16	28	48	17	21	372
Techniciens-Biomédicaux											
Contractuels	32	221	154	18	31	22	59	31	38	29	635
Décisionnaires	52	708	68	105	121	160	121	196	56	107	1 694
Autres	216	854	268	349	82	166	46	607	355	15	2 958
Total	702	5 280	1 089	1 198	1 660	891	889	2 232	941	694	15 576
Ratio Infirmiers pop (pour 10 000)	3,2	6,4	6,0	1,7	3,8	2,5	3,3	6,4	5,4	3,1	4,0
Ratio Médecins pop (pour 10 000)	0,4	2,2	0,7	0,2	0,6	0,2	0,2	0,5	0,9	0,3	0,7

Source : MINSANTE/DOSTS & RGPH (2010).

Tableau 7 11: Répartition des dépenses en santé par source de financement

Source De Financement	Montant (Fcfa)	Pourcentage (%)
Gouvernement	154 893 846 738	32,9
Ménages	245 532 963 388	52,2
Fonds Des Employeurs	2 346 347 720	0,5
ONG Nationales	113 700 958	0,0
Fonds Du Reste Du Monde	67 608 026 866	14,4
Autres Revenus Nationaux	17 054 536	0,0
Total	470 511 940 205	100,0

Source : Comptes Nationaux de la Santé 2011

Tableau 7 12: Répartition des dépenses de santé par recette des régimes de financement

Recette des régimes de financement	montant (fcfa)	pourcentage (%)
Transferts issus des revenus nationaux de l'administration publique (alloués à la santé)	154 893 846 738	32,9
Transferts d'origine étrangère distribués par l'administration publique	12 205 848 416	2,6
Prépaiement volontaire venant des individus/des ménages	3 486 271 237	0,7
Prépaiement volontaire venant des employeurs	983 296 229	0,2
Autres prépaiements volontaires	11 883 536	0,0
Autres revenus venant des ménages n.c.a.	242 046 692 151	51,4
Autres revenus venant des entreprises n.c.a.	1 363 051 491	0,3
Autres revenus venant des ISBLSM n.c.a.	113 700 958	0,0
Différents autres revenus nationaux (n.c.a.)	5 171 000	0,0
Transferts financiers directs étrangers	50 744 333 839	10,8
Aide directe étrangère en nature	21 245 755	0,0
Autres transferts directs étrangers (n.c.a.)	4 636 252 028	1,0
Autres recettes (n.c.a.)	346 827	0,0
Montant total	470 511 940 205	100,0

Source :comptes nationaux de la santé 2011

Tableau 7 13: Répartition des dépenses courantes de santé par régime de financement

Régimes de financement	Montant (fcfa)	Pourcentage (%)
Régimes des Administrations Publiques	155 708 713 408	33,1
Régimes d'assurance maladie volontaire	5 661 267 890	1,2
Régime de financement des ONG	8 473 633 264	1,8
Régime de financement des Entreprises	1 362 854 942	0,3
Paiement direct des ménages	242 040 344 807	51,4
Régime de financement du Reste du Monde	57 265 125 894	12,2
Montant total	470 511 940 205	100

Source : Comptes Nationaux de la Santé 2011

Tableau 7 14: Répartition des dépenses courantes de santé par type de prestataires

Prestataires	Montant (Fcfa)	Pourcentage (%)
Hôpitaux	54 631 591 781	11,6
Hôpitauxgénéraux	54 630 195 081	11,6
Autres hôpitaux (n.c.a.)	1 396 700	0,0
Prestataires de soins de santé ambulatoire	34 383 181 343	7,3
Cabinets médicaux	1 708 945 086	0,4
Cabinet dentaire	573 865 061	0,1
Centres de soinsambulatoires	31 968 492 607	6,8
Autres prestataires de soins de santé ambulatoire (n.c.a.)	131 878 589	0,0
Prestataires de services auxiliaires	17 657 084 159	3,8
Laboratoires Médicaux et de diagnostique	17 657 084 159	3,8
Détaillants et autres prestataires de biens médicaux	164 056 972 426	34,9
Pharmacies	123 366 192 759	26,2
Détaillants et autres fournisseurs de biens médicaux durables et d'appareils médicaux	7 364 538	0,0
Tous autres détaillants divers et autres fournisseurs de produits pharmaceutiques et biens médicaux	40 683 415 129	8,7
Prestataires de soinspréventifs	18 469 012 372	3,9
Prestataires de services administratifs et de financement du système de soins de santé	163 090 304 621	34,7
Agences étatiques de l'administration de la santé	160 281 109 348	34,1
Autresagencesadministratives	2 809 195 273	0,6
Reste de l'économie	5 070 000	0,0
Agents de santé communautaires (ou travailleurs de santé communautaires, agents de santé des villages, etc.)	5 070 000	0,0
Reste du monde	2 966 999 929	0,6
Autres prestataires de soins de santé (n.c.a.)	15 251 723 574	3,2
Montant total	470 511 940 205	100,0

Source : Comptes Nationaux de la Santé 2011

Tableau 7 15: Répartition des dépenses courantes de santé par différents niveau de fonction de soins de santé

Fonction de santé	Montant (fcfa)	Pourcentage (%)
Soinscuratifs	70 608 838 643	15,0
Soinscuratifshospitaliers	39 488 544 261	8,4
Soinscuratifsambulatoires	30 178 662 175	6,4
Soinscuratifs à domicile	896 887 619	0,2
Autres soins curatifs (n.c.a.)	44 744 588	0,0
Soins de réadaptation	107 439 159	0,0
Soins de réadaptationhospitaliers	107 439 159	0,0
Services auxiliaires (non-spécifiés par fonction)	18 511 656 582	3,9
Services de laboratoire d'analyses médicales	9 476 147 736	2,0
Services d'imagerie	7 351 207 651	1,6
Transport de patient	1 684 301 195	0,4
Biens médicaux (non-spécifiés par fonction)	203 625 290 148	43,3
Produits pharmaceutiques et autres biens médicaux non durables	187 836 849 736	39,9
Appareils thérapeutiques et autres biens médicaux	68 712 555	0,0
Autres biens médicaux (n.c.a.)	15 719 727 857	3,3
Soinspréventifs	13 635 707 965	2,9
Programmes d'information, d'éducation et de conseil	2 041 750 744	0,4
Programmes de vaccination	6 181 945 864	1,3
Programmes de détection précoce de maladie	19 121 990	0,0
Programme de suivi de l'état de santé	810 027 682	0,2
Surveillance épidémiologique et programmes de lutte contre le risque et la maladie	2 952 805 592	0,6
Programmes de préparation contre les catastrophes et réponse d'urgence	1 630 056 093	0,4
Gouvernance, administration du système de santé et des financements	155 307 238 965	33,0
Gouvernance et administration du système de santé	143 595 885 715	30,5
Administration du financement de la santé	11 711 353 250	2,5
Autres services de soins de santé non classés ailleurs (n.c.a.)	8 715 768 743	1,9
Montant total	470 511 940 205	100,0

Source : Comptes Nationaux de la Santé 2011

Chapitre 8 : EMPLOIS ET REVENUS

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	161
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	161
III.	PRÉSENTATION.....	162
IV.	MÉTHODOLOGIE.....	162
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION	162

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 8 1: Evolution des effectifs de fonctionnaires de 1970 à 2010 selon les catégories	163
Graphique 8 2: Evolution des effectifs du personnel de l'Etat entre 2005 et 2010.....	163
Graphique 8 3: Evolution de la part des insertions emplois indépendants du FNE.....	164

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 8 1: Evolution des effectifs de la fonction publique et des forces de défense et de sécurité.....	165
Tableau 8 2: Evolution des emplois dans le secteur moderne entre 2011 à 2013.....	165
Tableau 8 3: Taux d'activité au sens du BIT pour les personnes de 10 ans ou plus par région d'enquête, groupe d'âges selon le milieu de résidence et le sexe (%)	166
Tableau 8 4: Evolution des activités d'intermédiation privée de l'emploi.....	166
Tableau 8 5: Taux d'activité au sens élargi pour les personnes de 10 ans ou plus par région, par groupe d'âges selon le milieu de résidence et le sexe (%).....	167
Tableau 8 6: Taux de chômage selon le sexe et l'âge par milieu de résidence (%)	167
Tableau 8 7: Taux de chômage au sens du BIT par région selon le sexe et le milieu de résidence (%)	168
Tableau 8 8: Taux de sous-emploi global des personnes âgées de 15 ans et plus, par région, selon le sexe et le milieu de résidence (%)	168
Tableau 8 9: Répartition des actifs occupés par branche d'activité.....	169
Tableau 8 10: Taux d'occupation par région, selon milieu de résidence et le sexe	169
Tableau 8 11: Répartition des actifs occupés de 10 ans ou plus par milieu de résidence, le sexe et selon le GSE et la CSP.....	170
Tableau 8 12: Répartition des actifs occupés par secteur d'activité (%)	170
Tableau 8 13: Caractéristiques de l'emploi principal selon le secteur institutionnel et le milieu de résidence	171
Tableau 8 14: Caractéristiques des actifs occupés de 10 ans ou plus, par région et milieu de résidence.....	172
Tableau 8 15: Répartition des fonctionnaires selon le rang et le ministère	173
Tableau 8 16: Evolution des effectifs des fonctionnaires civils par catégorie de 1964 au 30 décembre 2010.....	174
Tableau 8 17: Evolution des effectifs des personnels par administration de 2009 à 2010.....	175
Tableau 8 18: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie A1).....	176
Tableau 8 19: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie A2).....	176
Tableau 8 20: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie B2).....	177
Tableau 8 21: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie B1).....	177
Tableau 8 22: Evolution annuelle des résultats du Fonds National de l'Emploi	178
Tableau 8 23: Evolution de la grille des salaires bruts* mensuels des personnels relevant du code du travail applicable depuis le deuxième semestre 2008 (unité: francs cfa)	179
Tableau 8 24: Effectifs des contractuels et autres personnels de l'Etat par administrations et par catégorie au 30 décembre 2010.....	180

III. PRÉSENTATION

L'offre d'emplois modernes est constituée de l'ensemble des emplois créés et disponibles dans le secteur moderne de l'économie. Il s'agit des emplois pourvus dans le secteur public et le secteur privé.

L'administration publique, le principal employeur, a vu l'effectif de son personnel fonctionnaires et contractuels croître respectivement de 14,6% et 7,92% en 2009 et 2010. Cette tendance à la hausse s'est maintenue en 2011 avec le recrutement spécial de 25 000 jeunes diplômés dans la fonction publique, tel que annoncé par le chef de l'Etat.

En ce qui concerne la rémunération des fonctionnaires, les éléments de salaire ont connu une amélioration depuis 2008, notamment le salaire de base et les indemnités de non logement.

Dans l'ensemble, la situation d'activité s'est nettement améliorée entre 2005 et 2007. En effet, le taux d'activité au sens du BIT est estimé à 82,8% contre 71,5% en 2005. En milieu rural ces taux sont plus élevés qu'en milieu urbain, de même ils sont meilleurs chez les hommes que chez les femmes. Toutefois, la situation de sous-emploi reste encore préoccupante chez les actifs occupés.

Le Fonds National de l'Emploi (FNE) créé en 1990 dans le volet Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA) a enregistré une hausse significative de ses résultats entre 2003 et 2010. Ainsi, on est passé de 20 295 à 29 850 pour l'accueil et les orientations, 5 799 à 8353 pour les formations formelles et sur le tas, de 10 571 à 25 000 pour les placements d'emploi salarié. Quant au nombre total des insertions dans le marché de l'emploi, il a plus que doublé passant de 16 718 à 34891 entre 2003 et 2010. Sur cette même période, les emplois indépendants générés par les projets du FNE et les projets financés (auto emploi et micro-entreprise) ont subi une hausse respective de 61% et 57% pour atteindre en termes d'emplois 9 891 et 6 382 respectivement.

IV. MÉTHODOLOGIE

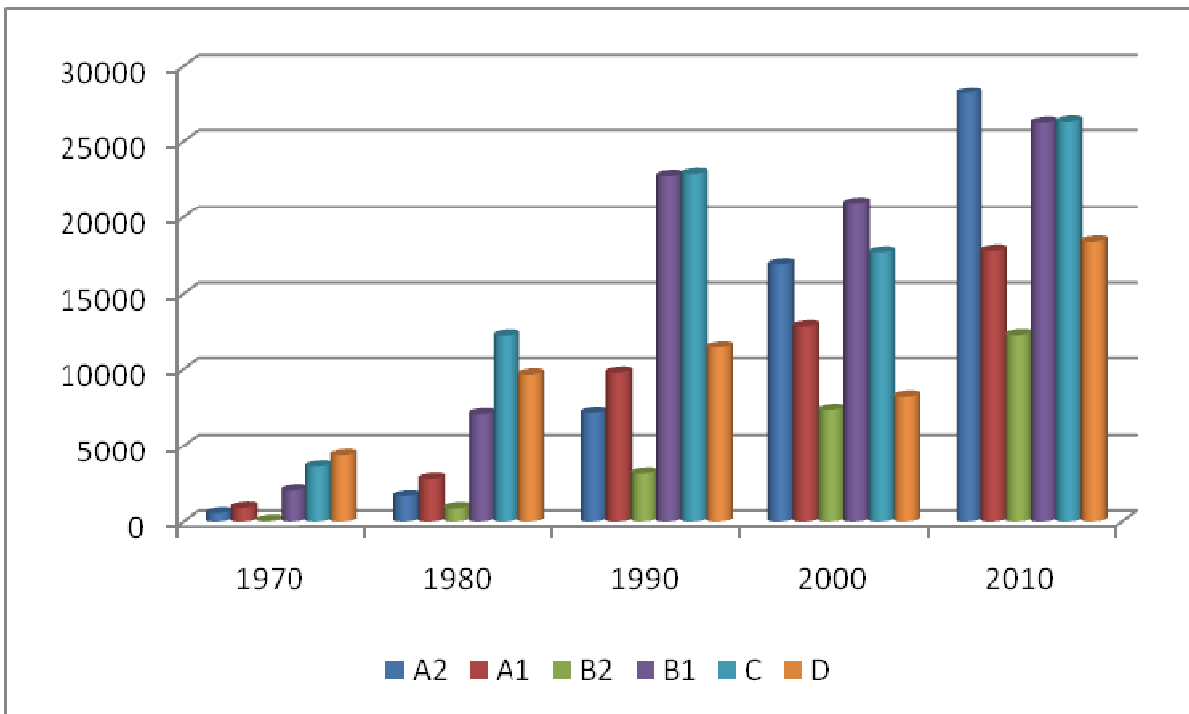
Ce chapitre fournit les données disponibles concernant la population selon le milieu de résidence, le sexe. Les statistiques sur l'emploi de l'INS proviennent des phases I & 2 de l'enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel réalisé en 2010 par l'INS. Les données sur le personnel en activité dans la Fonction publique sont issues du Ministère de la Fonction Publique d'une part et de la Direction de la Solde d'autre part. La mise en place et le bon fonctionnement du Système de Décentralisation de la Gestion de la Solde du Personnel de l'Etat (SIGIPES) devrait faciliter la production des statistiques du personnel de l'Etat. Les statistiques sur l'emploi du MINEFOP proviennent de l'Enquête sur l'Emploi 2013 réalisée dans le cadre du dispositif de suivi sur l'Emploi et la Main d'œuvre. Les données sur la Fonction Publique sont issues du MINFOPRA et du MINFI.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
- Ministère des Finances/Direction de la Solde
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP)
- Institut National de la statistique

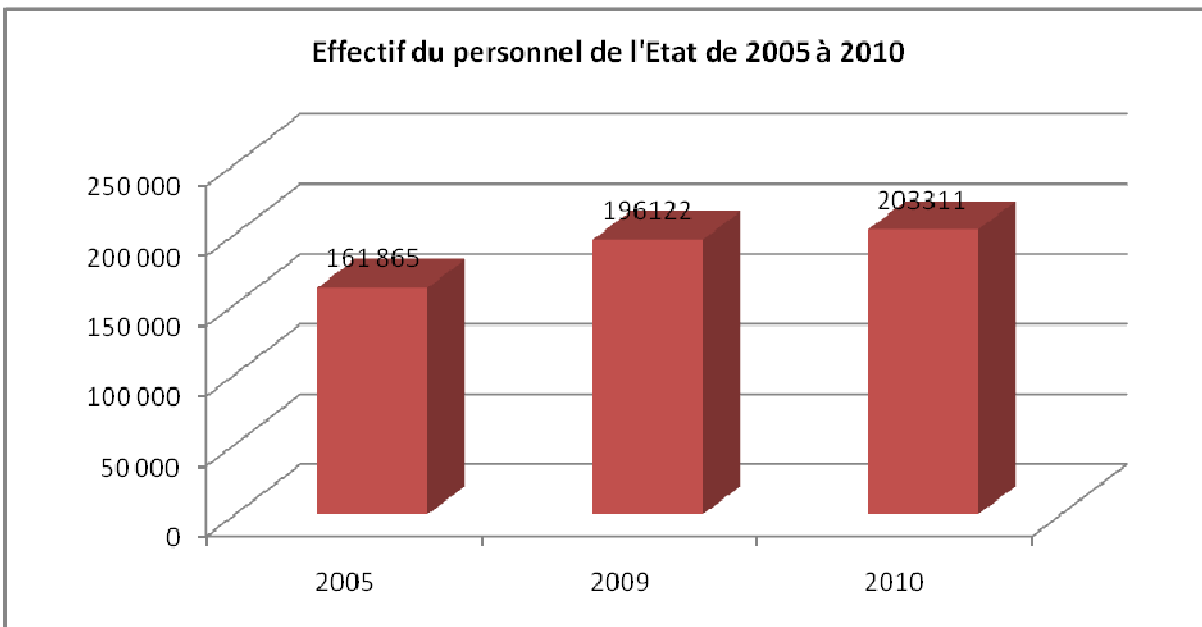
GRAPHIQUES

Graphique 8 1: Evolution des effectifs de fonctionnaires de 1970 à 2010 selon les catégories

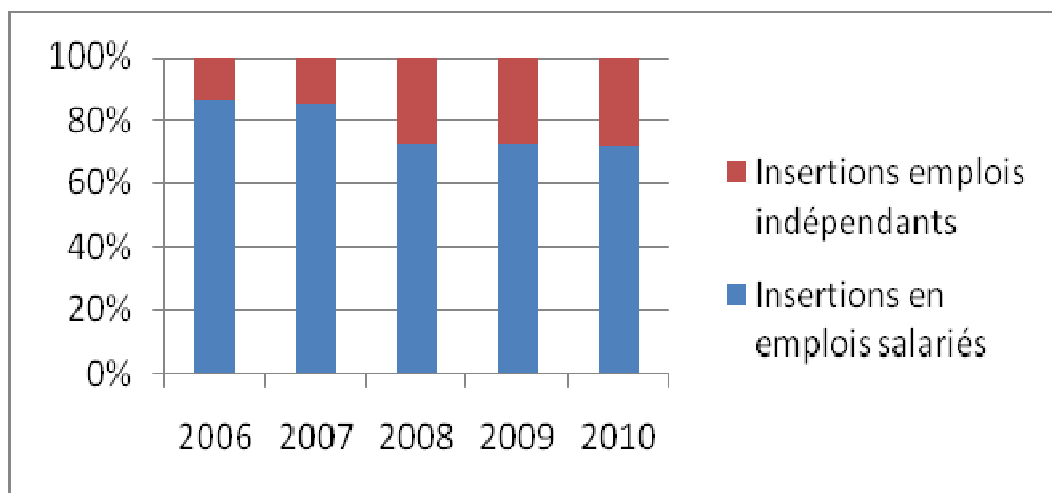


Source : MINFI /Direction de la Solde/DDPP/CI

Graphique 8 2: Evolution des effectifs du personnel de l'Etat entre 2005 et 2010



Source : MINFI /Direction de la Solde/DDPP/CI

Graphique 8 3: Evolution de la part des insertions emplois indépendants du FNE

Source : FNE

TABLEAUX

Tableau 8 1: Evolution des effectifs de la fonction publique et des forces de défense et de sécurité

Statut	Effectif en décembre 2011	Effectif en décembre 2012	Effectif en décembre 2013	Nombre de créations en 2012		Nombre de créations en 2013	
				Nettes	Brutes	Nettes	Brutes
Fonctionnaires							
Catégorie A2	29 516	31 943	35 186	2 427	2 593	3 243	3 391
Catégorie A1	18 586	19 288	21 026	702	1 365	1 738	2 243
Catégorie B2	13 205	13 348	13 356	143	752	8	499
Catégorie B1	26 109	25 908	26 000	-201	620	92	782
Catégorie C	18 931	19 164	20 667	233	1 369	1 503	1 138
Catégorie D	10 325	10 123	11 410	-202	324	1 287	1 722
Total Fonctionnaire	116 672	119 774	127 645	3 102	7 023	7 871	9 775
Autres Personnels de l'État							
Contractuel	50 464	71 865	73 317	21 401	22 039	1 452	2 104
Décisionnaire	10 694	14 144	13 673	3 450	4 437	-471	440
Autres types	42 947	44 116	49 900	1 169	1 958	5 784	6 388
Total Autre personnels	104 105	130 125	136 890	26 020	28 434	6 765	8 932
Total	220 777	249 899	264 535	29 122	35 457	14 636	18 707

Source : MINFI

Tableau 8 2: Evolution des emplois dans le secteur moderne entre 2011 à 2013

	2011	2012	2013	2012		2013	
				créations nettes	Créations brutes	créations nettes	Créations brutes
Secteur productif moderne	544 700	612 381	653 126	67 681	77 767	40 745	48 175
Dont EMF et GICS	6 066	6 176	6 714	135	135	780	780
secteur public	273 110	305 153	329 315	33 566	41 083	29 231	34 327
- Dont F.P et forces de défense et sécurité	220 777	249 899	264 535	29 122	35 457	24 162	28 233
- EPA	39 400	41 801	42 111	2 401	3 138	311	400
- CTD	12 933	13 453	14 423	520	700	970	1 247
- Grands projets du gouvernement				1 523	1 788	3 788	4 447
Ensemble	815 042	914 741	979 406	101 247	118 850	69 976	82 502

Source : MINFI, MINFOPRA, INS/enquête emploi 2013

Tableau 8 3: Taux d'activité au sens du BIT pour les personnes de 10 ans ou plus par région d'enquête, groupe d'âges selon le milieu de résidence et le sexe (%)

Milieu de résidence	Urbain			Rural			Ensemble		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Douala	70,7	54,4	62,4	///	///	///	70,7	54,4	62,4
Yaounde	64	51	57,3	///	///	///	64,0	51,0	57,3
Adamaoua	53,9	29,9	42,4	70,8	38,7	53,9	63,1	35,1	49,0
Centre	63,9	56,6	60,4	84,6	82,5	83,6	83,2	80,8	82,0
Est	66,1	43,7	55,1	81,5	64	72,8	79,2	61,1	70,2
Extrême-Nord	56,4	33,1	44,9	76,9	68,2	72,5	74,7	64,7	69,7
Littoral	78,6	78,6	78,6	91,1	83,4	87,1	85,4	81,2	83,2
Nord	66,4	35,7	50,3	86,5	76	81	82,4	67,8	74,8
Nord-Ouest	71,1	53,8	62,4	68,3	71,6	70,1	68,9	68,3	68,6
Ouest	80,3	71,6	75,5	87,1	89,1	88,3	84,5	83,0	83,6
Sud	61,4	48,3	54,3	87,4	85,3	86,4	78,2	69,1	73,8
Sud-ouest	59,3	46,8	52,9	70,9	65,5	68,2	69,4	63,0	66,3
Groupe d'âges									
10-14 ans	14,9	14,5	14,7	49,5	45,3	47,5	38,4	33,5	35,9
15-34 ans	68,6	52,4	60,3	83,2	73,8	78,1	76,2	64,1	69,8
35-64 ans	94,9	78,5	86,8	96,1	90,1	93	95,6	85,7	90,5
65 ans ou plus	45,6	33,3	38,7	73,6	63,7	68,4	67,5	56,4	61,5
Ensemble	67,2	52,2	59,5	79	72,6	75,7	74,1	64,2	69,0

Source: INS, EESI 2010

Tableau 8 4: Evolution des activités d'intermédiation privée de l'emploi

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre d'entreprises	42	73	119	-	-
Nombre Total de travailleurs mis à disposition	9 549	17 086	20 468	26 720	32 499
dont en contrat CDD	8 627	15 468	17 181	20 562	24 252
dont en contrat CDI	922	1 618	3 287	6 158	8 247

Tableau 8 5: Taux d'activité au sens élargi pour les personnes de 10 ans ou plus par région, par groupe d'âges selon le milieu de résidence et le sexe (%)

Milieu de résidence	Urbain			Rural			Ensemble		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Douala	71,5	56,9	64,1	///	///	///	71,5	56,9	64,1
Yaounde	64,6	56,0	60,2	///	///	///	64,6	56,0	60,2
Adamaoua	54,2	37,4	46,2	74,9	39,7	56,4	65,5	38,8	52,0
Centre	65,1	61,1	63,1	84,9	83,1	84,0	83,5	81,6	82,6
Est	67,3	50,1	58,9	81,5	67,4	74,5	79,4	64,9	72,2
Extrême-Nord	58,1	39,5	49,0	77,0	69,2	73,0	75,0	66,2	70,6
Littoral	79,1	79,0	79,1	91,1	84,3	87,6	85,7	81,9	83,7
Nord	66,8	40,4	53,0	86,6	76,6	81,4	82,6	69,2	75,6
Nord-Ouest	72,1	57,7	64,8	69,0	71,9	70,6	69,7	69,3	69,5
Ouest	80,8	73,2	76,7	87,1	89,6	88,6	84,7	83,9	84,3
Sud	61,7	49,2	54,9	87,4	85,4	86,5	78,3	69,5	74,0
Sud-ouest	59,5	50,6	54,9	71,3	69,2	70,3	69,8	66,7	68,3
Groupe d'âges									
10-14 ans	15,0	15,2	15,1	49,9	45,3	47,7	38,6	33,8	36,2
15-34 ans	69,4	57,5	63,3	83,9	75,9	79,6	77,0	67,5	72,0
35-64 ans	95,6	81,7	88,7	96,2	90,5	93,3	96,0	87,2	91,5
65 ans ou plus	45,6	33,3	38,7	73,6	63,7	68,4	67,5	56,4	61,5
Ensemble	67,9	55,9	61,8	79,4	73,7	76,4	74,6	66,4	70,4

Source: INS, EESI 2010

Tableau 8 6: Taux de chômage selon le sexe et l'âge par milieu de résidence (%)

	Taux de chômage au sens du BIT			Taux de chômage au sens élargi		
	Milieu de résidence			Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Sexe						
Masculin	5,8	1,5	3,1	6,8	2,0	3,8
Féminin	10,8	1,3	4,5	16,8	2,8	7,6
Groupe d'âges						
10-14 ans	1,7	0,3	0,5	4,5	0,7	1,3
15-34 ans	11,2	2,5	6,0	15,5	4,3	8,9
35-64 ans	4,2	0,5	1,9	6,3	0,8	2,9
65 ans ou plus	1,0	0,0	0,2	1,0	0,0	0,2
Ensemble	8,1	1,4	3,8	11,4	2,4	5,7

Source: INS, EESI 2010

Tableau 8 7: Taux de chômage au sens du BIT par région selon le sexe et le milieu de résidence (%)

Milieu de résidence	Urbain			Rural			Ensemble		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Douala	5,7	13,4	9,1	///	///	///	5,7	13,4	9,1
Yaounde	7,4	13,0	10,0	///	///	///	7,4	13,0	10,0
Adamaoua	6,3	8,9	7,2	3,2	1,8	2,6	4,4	4,2	4,3
Centre	4,1	12,4	7,9	1,8	0,6	1,2	1,9	1,1	1,5
Est	7,3	7,7	7,4	1,6	3,5	2,4	2,3	3,9	3,0
Extrême-Nord	6,7	3,5	5,5	0,7	0,8	0,8	1,2	0,9	1,1
Littoral	3,0	1,6	2,3	1,1	2,5	1,8	1,9	2,1	2,0
Nord	5,5	10,8	7,5	1,8	0,0	0,9	2,4	1,2	1,8
Nord-Ouest	2,2	5,7	3,7	0,4	0,4	0,4	0,8	1,2	1,0
Ouest	3,5	4,6	4,0	0,5	0,7	0,6	1,6	1,9	1,8
Sud	5,4	16,5	10,7	1,0	6,2	3,3	2,2	9,4	5,5
Sud-ouest	8,5	10,7	9,5	4,3	3,2	3,8	9,5	3,9	4,4
Ensemble	5,8	10,8	8,1	1,5	1,3	1,4	3,1	4,5	3,8

Source: INS, EESI 2010

Tableau 8 8: Taux de sous-emploi global des personnes âgées de 15 ans et plus, par région, selon le sexe et le milieu de résidence (%)

Régions	Urbain			Rural			Ensemble		
	Mas.	Fém.	Ensemb.	Mas.	Fém.	Ensemb.	Mas.	Fém.	Ensemb.
Douala	34,3	62,2	47,2	///	///	///	34,3	62,2	47,2
Yaoundé	41,7	66,3	53,1	///	///	///	41,7	66,3	53,1
Adamaoua	33,5	62,4	43,9	60,6	73,7	67,7	56,1	72,7	64,7
Centre	43,5	57,8	51,0	52,8	74,0	63,6	52,1	72,8	62,6
Est	42,9	60,1	50,5	66,9	73,5	70,4	63,5	72,1	67,9
Extrême-Nord	55,6	77,5	64,5	82,0	92,9	87,7	78,7	91,6	85,3
Littoral	58,5	68,3	63,3	49,4	69,6	59,5	52,3	69,2	60,7
Nord	56,7	77,1	65,3	79,0	93,6	86,7	74,2	91,0	82,7
Nord-Ouest	69,7	81,9	75,8	83,5	92,9	88,8	80,5	91,0	86,3
Ouest	53,8	73,2	64,1	62,8	77,6	71,3	60,0	76,4	69,3
Sud	43,4	56,5	49,8	55,0	66,8	60,5	54,1	65,9	59,6
Sud-Ouest	46,5	57,2	51,6	59,9	86,5	71,9	57,3	80,2	67,7
Cameroun	44,3	67,0	54,9	69,1	84,1	77,0	60,2	78,8	69,6

Source: INS, ECAM 2007

Tableau 8 9: Répartition des actifs occupés par branche d'activité

Branches d'activité	Répartition des actifs occupés				
	Urbain	Rural	Homme	Femme	Ensemble
Primaire	16,6	82,9	59,4	69,1	64,2
Industrie	18,0	5,7	10,0	8,4	9,2
Commerce	23,1	4,5	9,3	10,3	9,7
Services	42,3	6,9	21,4	12,3	16,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INS, ECAM 2007

Tableau 8 10: Taux d'occupation par région, selon milieu de résidence et le sexe

Régions	Urbain			Rural			Ensemble		
	Mas.	Fém.	Ensemble	Mas.	Fém.	Ensemble	Mas.	Fém.	Ensemble
Douala	76,3	84,1	76,3	///	///	///	83,8	84,1	83,8
Yaoundé	81,4	83,9	81,4	///	///	///	83,8	83,9	83,8
Adamaoua	94,0	99,2	98,8	92,2	99,6	97,3	92,5	99,4	98,0
Centre	90,3	97,1	96,8	92,4	95,1	94,9	91,9	95,9	95,6
Est	100,0	98,1	98,2	91,0	99,3	97,6	92,4	98,7	97,9
Extrême-Nord	93,9	99,7	99,5	91,0	97,6	95,8	91,6	99,1	98,3
Littoral	96,0	100,0	98,4	90,1	98,0	94,9	91,8	98,5	95,8
Nord	88,7	99,8	99,0	91,9	98,9	96,4	91,2	99,5	98,0
Nord-Ouest	100,0	98,1	98,2	94,7	99,4	97,9	95,6	98,7	98,1
Ouest	95,6	99,2	98,3	93,3	98,6	96,8	93,7	98,8	97,2
Sud	83,8	97,6	97,0	89,4	95,7	95,0	88,8	96,2	95,5
Sud-Ouest	91,7	99,2	98,9	91,0	99,2	97,0	91,1	99,2	97,5
Cameroun	90,1	99,0	98,1	87,1	98,1	92,5	87,4	98,6	94,6

Source: INS, ECAM 2007

Tableau 8 11: Répartition des actifs occupés de 10 ans ou plus par milieu de résidence, le sexe et selon le GSE et la CSP

Groupe socio-économique	Milieu de résidence		sexe		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Cadre du secteur public	7,1	1,4	4,4	2,2	3,4
Autre salarié du public	4,3	1,5	2,8	2,1	2,5
Cadre/Patron du privé formel	3,0	0,5	1,8	0,8	1,3
Autre salarié du privé formel	5,2	0,8	3,5	1,1	2,3
Exploitant agricole	6,0	40,8	29,5	28,4	29,0
Dépendant de l'informel agricole	4,4	34,2	19,0	29,5	24,0
Patron de l'informel non agricole	4,0	1,0	2,8	1,2	2,1
Travailleur pour compte propre de l'informel agricole	33,6	11,5	16,4	21,9	19,0
Salarié de l'informel non agricole	32,3	8,2	19,7	12,8	16,4
Total	100	100	100	100	100
Catégorie socioprofessionnelle					
Cadre	10,9	1,9	6,5	3,3	5,0
Employé qualifié	21,6	4,6	14,6	5,8	10,4
Manœuvre	8,9	2,9	7,5	2,2	5,0
Patron	4,6	2,6	4,8	1,6	3,3
Travailleur pour propre compte	39,6	50,8	44,3	50,0	47,0
Aide familial/apprenti/inclassable	14,3	37,2	22,3	37,2	29,4
Total	100	100,	100	100	100

Tableau 8 12: Répartition des actifs occupés par secteur d'activité (%)

Secteurs d'activité	Répartition des actifs occupés				
	Urbain	Rural	Homme	Femme	Ensemble
Public	8,8	1,8	5,4	2,2	3,8
Privé formel	10,7	1,6	6,5	1,9	4,2
Informel agricole	16,0	82,3	58,6	68,6	63,5
Informel non agricole	64,6	14,2	29,6	27,3	28,5
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : ECAM 2007

Tableau 8 13: Caractéristiques de l'emploi principal selon le secteur institutionnel et le milieu de résidence

Secteur institutionnel	Durée hebdomadaire de travail en heure		Ancienneté dans l'emploi (en années)	pourcentage de travailleurs indépendants avec un		
	Moyenne	Médiane		bulletin de paie	avec CDI ou CDD	travailleurs permanents
Administration publique	41	40	11,4	87,6	90,1	99,5
Entreprise publique	45,4	42	10,3	86,7	87,9	96,3
Privé formel	51,2	48	7,1	67,6	64,1	93,0
Informel non Agricole	46,8	48	6,4	11,7	14,0	87,8
Milieu de résidence						
Urbain	45,6	48,6	7,6	35,8	37,1	89,6
Rural	36,7	36,0	15,1	8,7	9,9	55,1
Ensemble	39,8	40,0	12,5	19,1	20,3	68,3

Source : INS, EESI 2010

Tableau 8 14: Caractéristiques des actifs occupés de 10 ans ou plus, par région et milieu de résidence

	Regions d'enquête												milieu de résidence		Ensemble
	Douala	Yaoundé	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-Ouest	Urbain	Rural	
Hommes (%)	57,8	55,3	63,7	50,7	57,1	53,2	49,4	52,5	45,3	43,4	56,3	52,7	56,3	50,1	52,2
Femmes (%)	42,2	44,7	36,3	49,3	42,9	46,8	50,6	47,5	54,7	56,6	43,7	47,3	43,7	49,9	47,8
Migrants (%)	32,0	24,8	61,3	41,9	45,3	89,4	35,3	57,4	72,7	51,4	22,9	41,2	33,1	62,5	52,5
Age moyen	33,9	33,4	32,9	33,8	31,8	33,4	33,5	29,2	33,5	33,3	34,6	33,2	33,3	32,9	33,0
Années d'études réussies	9,4	10,1	6,0	6,7	5,8	5,0	7,5	4,8	7,3	7,0	7,9	8,0	9,2	6,3	7,5
Durée moyenne dans l'emploi (en années)	4,8	4,5	8,3	10,5	7,3	13,3	9,6	9,1	12,4	9,6	5,8	8,2	5,5	11,0	9,1
Durée moyenne dans l'entreprise (en années)	5,1	5,0	8,4	10,8	7,5	13,3	9,8	9,5	12,6	9,7	6,0	8,5	5,8	11,1	9,3
Taux de salarisation	42,5	50,9	24,9	11,7	16,9	6,1	17,5	8,0	14,3	13,2	25,4	23,2	41,4	9,4	20,3
Taux de pluriactivité	11,0	10,1	19,0	41,1	35,6	34,0	39,8	22,7	23,7	35,4	30,7	23,3	14,3	32,8	26,5
Taux d'informalité	78,5	75,0	93,2	95,1	93,6	97,6	92,5	96,6	94,0	93,2	86,8	88,2	80,3	95,7	90,5

Source: INS, EESI 2010

Tableau 8 15: Répartition des fonctionnaires selon le rang et le ministère

Administration	Rang							Total
	MIN	SG	DIR	SD	CS	CSA	CB	
CONSUPE	1	2	7	27	47	0	20	104
MINADER	2	4	19	38	11	97	28	199
MINAS	1	2	9	18	46	0	18	94
MINATD	2	4	19	26	87	0	62	200
MINCOM	2	2	12	25	53	0	16	110
MINCOMMERCE	1	2	9	19	69	0	39	139
MINCULTURE	1	2	10	11	49	0	56	129
MINDAF	1	2	10	29	67	0	16	125
MINEDUB	2	3	14	26	80	0	32	157
MINDUH	1	3	10	19	53	0	20	106
MINEE	1	2	9	18	46	14	29	119
MINEFOP	1	2	10	20	48	0	27	108
MINEP	2	2	18	26	55	17	13	134
MINEPAT	3	2	15	46	149	14	20	249
MINEPIA	1	2	9	23	57	0	18	110
MINESUP	1	4	14	25	54	0	24	122
MINFOF	1	2	9	23	64	0	18	117
MINFOPRA	1	3	13	29	83	0	64	193
MINIMIDT	2	2	9	22	66	35	30	166
MINJEUN	1	2	9	18	35	0	14	79
MINJUSTICE	3	3	22	23	72	0	34	157
MINPMEESA	1	2	8	14	36	0	11	72
MINPOSTEL	1	2	15	23	60	0	18	119
MONPROFF	1	2	9	18	41	0	19	90
MINRESI	1	2	10	22	71	0	22	128
MINREX	3	4	20	48	120	0	138	333
MINSANTE	2	4	29	34	89	0	114	272
MINSEP	1	2	10	23	48	0	56	140
MINESEC	2	18	33	36	96	0	13	198
MINT	2	2	10	24	62	0	23	123
MINTOUR	1	2	9	23	53	0	22	110
MINTP	2	3	13	30	137	0	24	209
MINTSS	1	2	11	22	48	0	21	105
SCRA	1	0	3	4	7	0	4	19
Total	50	97	436	832	2159	177	1083	4835

Source : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative

Tableau 8 16: Evolution des effectifs des fonctionnaires civils par catégorie de 1964 au 30 décembre 2010

ANNEE	A2	A1	B2	B1	C	D	TOTAL
1964	104	303	9	984	2 814	3 986	8 206
1965	155	351	17	1 129	3 050	4 089	8 774
1966	223	415	83	1 300	3 311	4 621	9 929
1967	259	487	113	1 665	3 581	5 106	11 008
1968	270	573	141	1 813	3 863	5 402	11 929
1969	298	741	159	1 967	3 702	4 875	11 283
1970	559	913	76	2 044	3 600	4 325	11 461
1971	568	1 041	88	2 349	3 800	4 655	12 412
1972	667	110	149	2 594	3 920	5 203	13 494
1973	783	1 362	209	3 238	4 136	6 091	16 210
1974	801	1 381	298	3 872	5 351	6 696	18 101
1975	835	1 417	385	4 362	6 124	6 914	19 672
1976	981	1 701	409	4 613	7 258	7 789	22 342
1977	1 163	2 009	453	4 983	8 047	8 008	24 193
1978	1 343	2 311	569	5 769	9 669	8 308	27 400
1979	1 452	2 432	786	6 302	10 770	9 408	30 664
1980	1 665	2 783	875	7 097	12 187	9 659	33 391
1981	2 030	3 249	1 024	7 973	13 324	10 343	36 919
1982	2 398	3 604	1 182	9 125	14 403	10 343	40 200
1983	2 772	4 076	1 350	10 641	15 070	11 344	43 903
1984	3 156	4 657	1 538	11 954	16 542	12 574	48 883
1985	3 578	5 168	1 698	13 153	17 282	13 019	52 200
1986	3 790	5 565	1 768	13 810	18 036	13 019	54 449
1987	4 534	6 649	2 103	15 529	19 944	13 857	60 713
1988	4 721	7 109	2 157	15 628	16 300	9 159	52 917
1989	4 783	7 277	2 236	21 116	16 507	9 014	53 697
1990	7 163	9 779	3 134	22 750	22 900	11 426	74 018
1991	7 368	9 218	3 005	22 161	22 621	9 926	71 294
1992	7 665	9 533	3 006	22 461	23 331	9 979	72 949
1993	8 657	9 500	2 749	21 230	22 510	9 392	71 269
1994	10 506	11 382	3 071	26 695	24 435	9 594	79 692
1999	15 727	11 530	5 730	26 055	1 372	7 658	79 344
2000	16 902	12 902	7 363	20 954	17 681	8 232	84 034
2001	17 181	12 125	8 239	21 519	21 337	13 943	94 344
2002-2008	-	-	-	-	-	-	-
2009	27125	17307	11865	26276	20093	8850	113 525
2010	28199	17787	12212	26212	26291	18389	131 100

Source : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative/ MINFI /Direction de la Solde/DDPP/CI

Tableau 8 17: Evolution des effectifs des personnels par administration de 2009 à 2010

DESIGNATION	Déc. 2009	Déc. 2010
Présidence de la République	1570	1512
Services Rattachés à la Présidence de la République		
Assemblée Nationale (1)		
Services du Premier Ministre	403	406
Conseil Economique et Social (1)		
Relations Extérieures	537	819
Administration Territoriale	2009	2249
Justice	4359	4549
Cour Suprême(2)	153	116
Contrôle Supérieur de l'Etat(3)	29	29
Délégation Générale à la Sûreté Nationale	14481	13619
Défense (4)	34639	33337
Culture(5)	135	128
Education		
MINEDUB	58056	60323
MINESEC	25975	29290
Jeunesse et Sport		
MINJEUN	144	155
MINSEP	1855	2173
Communication	716	635
Enseignement Supérieur	2750	3140
Recherche Scientifique & Technique(6)	968	863
Economie et Finances(*)	12703	13503
MINCOMMERCE	329	340
MINPLAPDAT(7)	453	456
Tourisme	221	219
Agriculture	4406	4308
Elevage, Pêche & Industries Animales	2115	1979
MINENER		
MINFOF(8)	1199	1453
Travaux Publics	1921	1700
Urbanisme et Habitat	601	629
MINDAF(9)	871	837
Santé Publique	10371	12596
Emploi, Travail & Sécurité Sociale	308	309
Affaires Sociales	944	950
MINPROFF(10)	431	421
Postes & Télécommunications (1)	2050	2020
Transports	490	462
Fonction Publique & Réforme Administrative	2641	3105
Ministère en charge des relations avec les assemblées	80	66
TAMPON	4277	3473
TOTAL	195190	202169

Source : MINFI /Direction de la Solde/DDPP/CI

(1) Non disponible dans le fichier solde.

(3) Inclus dans les effectifs de la Fonction Publique

(8) Inclus dans les effectifs de l'Agriculture.

(2) Inclus dans les effectifs de la Justice.

(4) Personnel Civil.(7)Inclus dans les effectifs du MINEFI

(9) Inclus dans les effectifs de l'Urbanisme et de l'Habitat.

10) Inclus dans les effectifs des Affaires Sociales.

(*) y compris le personnel de l'ex- Ministère des Marchés Publics

Tableau 8 18: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie A1)

	Echelon	Indice	Salaire de base	Complément forfaitaire	indemnité logement
2^{ème} classe	0	375	143779	900	28756
	1	430	153593	900	30717
	2	480	162495	900	32499
	3	530	171408	550	34282
	4	580	180320	550	36064
	5	630	189233	550	37847
	6	680	198145	550	39626
1^{ère} classe	7	730	208840	550	41768
	1	785	216861	550	43372
	2	835	225774	550	45154
Classe exceptionnelle	3	900	237360	550	47472
	0	945	245382	550	49076

Source: MINFI - Direction de la Solde

Tableau 8 19: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie A2)

	Echelon	Indice	Salaire de base	Complément forfaitaire	indemnité logement
2^{ème} classe	0	430	153583	900	30717
	1	465	159821	900	31964
	2	530	171408	550	34282
	3	605	184776	550	36955
	4	665	195471	550	39094
	5	715	204384	550	40877
	6	785	216861	550	43372
	7	870	232013	550	46403
1^{ère} classe	1	940	244490	550	48898
	2	1005	256076	550	51215
	3	1050	264098	550	52820
Classe exceptionnelle	0	1115	275684	550	55136
	0	1140	280140	550	56028

Source: MINFI - Direction de la Solde

Tableau 8 20: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie B2)

	Echelon	Indice	Salaire de base	Complément forfaitaire	indemnité logement
2^{ème} classe	0	290	126063	2000	25213
	1	335	136649	900	27330
	2	375	143779	900	28756
	3	420	151800	900	30360
	4	445	156256	900	31251
	5	485	163386	900	32677
	6	540	173190	550	34638
	7	560	176755	550	35351
1^{ère} classe	1	575	179429	550	35886
	2	610	185668	550	37134
	3	650	192798	550	38560
Classe exceptionnelle	0	685	199036	550	39807

Source: MINFI - Direction de la Solde

Tableau 8 21: Grille des salaires bruts mensuels des fonctionnaires applicable depuis le deuxième semestre 2008 (catégorie B1)

	Echelon	Indice	Salaire de base	Complément forfaitaire	indemnité logement
2^{ème} classe	0	270	117369	2000	22474
	1	300	130410	2000	26082
	2	335	136649	900	27330
	3	370	142888	900	28578
	4	405	149129	900	29825
	5	445	156256	900	31251
	6	480	162149	900	32499
	7	495	165169	900	33034
1^{ère} classe	1	505	166951	550	33390
	2	530	171408	550	34282
	3	560	176755	550	35351
Classe exceptionnelle	0	575	179429	550	35886

Source: MINFI - Direction de la Solde

Tableau 8 22: Evolution annuelle des résultats du Fonds National de l'Emploi

Années	Accueil et orientation	Formation (formelle et sur le tas)	Projets financés (auto emploi et micro entreprise)	Placements (emploi salarié)	Emplois générés par les projets (emplois indépendants)	Total insertion (salariés +projets)
2003	20 295	5 799	4 060	10 571	6 147	16 718
2004	14 429	2 470	1 723	7 032	2 609	9 641
2005	16 983	4 493	2 580	8 896	4 128	13 024
2006	13 780	1 241	1 062	12 790	2 007	14 797
2007	14 877	2 992	1 795	15 758	2 705	18 463
2008	27 980	6 149	3 799	16 179	6 225	22 404
2009	27 016	6 759	5 873	24 051	9 123	33 174
2010*	29 850	8 353	6 382	25 000	9 891	34 891

Source: Fonds National de l'Emploi (*) = Estimations du FNE pour 2010

Tableau 8 23: Evolution de la grille des salaires bruts* mensuels des personnels relevant du code du travail applicable depuis le deuxième semestre 2008 (unité: francs cfa)

Catégorie Echelon	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5	Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Catégorie 9	Catégorie 10	Catégorie 11	Catégorie 12
1er Echelon	23892	29004	36082	47394	48644	59576	73721	90321	97768	107054	112 277	140821
2è Echelon	26288	31906	39688	52133	52540	63930	77671	94496	102242	111963	117 467	146719
3è Echelon	28913	35091	43655	57351	56741	68325	81828	98843	106868	117412	122 953	153327
4è Echelon	31801	38603	45494	62424	61079	73060	85943	103378	111756	122668	128877	160319
5è Echelon	33396	40227	49682	64165	65288	78206	89967	108101	117220	128508	135064	167871
6è Echelon	35135	42648	53055	68235	69774	83209	94467	113017	122493	134608	140995	175025
7è Echelon	38646	47521	58354	74063	74774	88240	98868	118131	128446	140337	147259	182901
8è Echelon	42506	51602	63789	80686	80210	93838	103188	123455	134180	146381	154138	190923
9è Echelon	44200	53659	65974	82655	85166	99766	107884	129366	139394	152888	160792	199424
10è Echelon	48620	59019	71799	88913	92075	106043	112774	134947	146329	160013	167415	208259
11è Echelon	53477	64308	78129	95317	97705	112685	118020	140732	152756	167210	175274	218647
12è Echelon	58825	69840	84208	102293	103644	119706	123317	146949	159431	174386	182855	228647

Source: MINFI - Direction de la Solde

Tableau 8 24: Effectifs des contractuels et autres personnels de l'Etat par administrations et par catégorie au 30 décembre 2010

Catégorie Administration	CAT1	CAT2	CAT3	CAT4	CAT5	CAT6	CAT7	CAT8	CAT 9	CAT10	CAT11	CAT 12	MIL	GEN	SGLOB	MAG IST	DIPL O	ELE	TOTAL
PRC	91	3	334	54	203	39	88	220	55	129	1	0	3	2	10	2	1	0	1 235
SCRA	0	0	1	3	4	0	0	6	1	5	0	0	0	0	2	0	0	0	22
SPM	9	0	54	16	32	3	13	62	19	58	1	0	0	0	5	3	0	0	275
DGSN	0	0	2	3	0	0	1	1	0	1	0	0	3	1	2	0	0	0	14
MINREX	0	0	14	10	30	3	17	130	19	151	2	0	19	8	82	0	24	1	510
MINATD	4	5	103	117	74	36	29	311	56	182	10	0	0	0	413	1	0	0	1 341
MINJUSTICE	4	0	64	67	48	20	34	54	17	40	3	0	1	0	6	654	0	5	1 017
MINDEF	2	8	20	44	26	8	31	77	28	27	2	0	23 700	9 286	6	0	0	0	33 265
MINCULT	4	1	14	7	10	3	3	13	4	13	3	0	0	0	4	0	0	0	79
MINEDUB	7	11	145	227	69	46	26	29 837	10	40	2	0	1	0	155	0	1	49	30 626
MINSEP	0	2	10	19	15	3	4	16	2	8	1	0	0	0	5	0	0	0	85
MINCOM	0	1	9	23	24	9	10	38	11	43	8	0	0	0	2	0	0	0	178
MINESUP	0	0	28	7	27	2	7	52	9	63	3	1	0	0	11	1	0	0	211
MINRESI	13	20	64	77	51	43	14	78	19	111	21	0	0	0	13	0	0	0	524
MINFI	59	5	557	295	797	152	436	1 843	288	1 330	60	0	38	8	37	2	0	14	5 921
MINCOMMERCE	8	0	28	4	43	1	24	65	7	52	7	0	0	0	1	0	0	0	240
MINEPAT	18	0	77	7	53	4	20	65	10	67	3	0	0	0	2	0	0	0	326
MINTOUR	5	0	17	8	16	3	7	31	5	34	1	0	0	0	0	0	0	0	127
MINESEC	6	0	51	16	50	3	17	824	96	749	26	3	70	15	9	2	0	5	1 942
MINJEUN	0	0	1	4	11	3	0	2	0	4	0	0	0	0	2	0	0	0	27
MINEPN	1	0	28	7	15	1	11	22	8	32	2	0	0	0	1	0	0	0	128

MINIMIDT	0	0	11	3	12	1	8	18	5	19	3	0	0	0	2	0	0	0	82
MINADER	47	13	188	166	111	137	27	174	28	56	10	0	0	0	17	0	0	0	974
MINEPIA	17	12	51	61	27	9	15	38	3	37	1	0	0	0	1	0	0	0	272
MINEE	1	1	22	17	14	5	4	21	3	17	3	0	0	0	2	0	0	0	110
MINFOF	12	0	63	13	38	14	32	65	23	112	10	1	0	0	3	0	0	0	386
MINEFOP	5	0	22	3	28	3	6	226	2	8	0	0	0	0	1	0	0	0	304
MINTP	22	38	171	307	129	60	10	82	12	36	5	0	0	0	3	0	0	4	879
MINDAF	15	2	55	55	55	19	14	70	11	52	7	1	0	0	1	0	0	1	358
MINDUH	16	1	74	27	65	7	22	56	11	60	3	0	0	0	3	0	0	1	346
MINPMEESA	1	0	2	4	9	1	7	17	2	20	2	0	0	0	2	0	0	5	72
MINSANTE	114	24	455	184	844	1 209	735	479	36	65	43	3	8	1	73	0	0	10	4 283
MINTSS	1	1	36	15	33	8	5	37	3	18	7	0	0	0	5	0	0	1	170
MINAS	17	0	62	27	58	13	88	113	50	50	2	0	0	0	2	0	1	1	484
MINPROFF	23	0	70	12	53	4	12	35	12	28	1	0	0	0	1	1	0	0	252
MINPOSTEL	19	2	221	81	266	15	69	175	10	55	5	0	0	0	28	1	0	1	948
MINT	3	3	24	53	28	18	17	62	12	44	3	0	0	0	7	1	0	0	275
MINFOPRA	3	1	24	10	17	5	6	39	13	48	8	0	35	6	24	32	0	1 702	1 973
CONSUPE	1	0	9	1	5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	19
COURSUP	0	0	4	2	2	0	1	3	0	6	0	0	0	0	0	53	0	0	71
TAMPON	2	16	77	117	77	58	18	116	12	66	12	0	28	52	176	96	0	32	955
ENSEMBLE	550	170	3 262	2 173	3 469	1 968	1 888	35 573	912	3 938	281	9	23 906	9 379	1 119	850	27	1 832	91 306

Source : MINFI/DGB/DDPP

Chapitre 9 : TRAVAIL, PROTECTION SOCIALE ET ASSURANCE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	183
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	183
III.	PRÉSENTATION.....	184
IV.	MÉTHODOLOGIE.....	184
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION	185

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 9. 1: Mouvement des employeurs au cours de l'exercice 2013 par catégorie.....	186
Graphique 9. 2: Mouvement des travailleurs immatriculés au cours de l'exercice 2013 par catégorie	186
Graphique 9. 3: Répartition des travailleurs immatriculés par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2013 ...	187
Graphique 9. 4: Répartition du poids des recettes techniques au cours de l'année 2013 (%).....	187
Graphique 9. 5: Répartition (%) des prestations servies dans les dépenses de prestations familiales au 31/12/2013	188

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 9. 1: Taux de salarisation en 2005 et 2010 selon les caractéristiques socio démographiques	189
Tableau 9. 2: Taux de bas salaire chez les salariés en 2005 et 2010	189
Tableau 9. 3: Pourcentage d'emplois salariés dans le secteur informel.....	190
Tableau 9. 4: Taux d'emplois vulnérables en 2005 et 2010	190
Tableau 9. 5: Proportion de travailleurs victimes d'un accident de travail, d'une maladie professionnelle ou assurés en 2010	191
Tableau 9. 6: Principaux indicateurs de la culture syndicale en 2010.....	192
Tableau 9. 7: Principaux indicateurs de la culture syndicale en 2010 (suite).....	193
Tableau 9. 8: Pourcentage des travailleurs dont l'entreprise a connu une grève (2010).....	194
Tableau 9. 9: Répartition mensuelle des employeurs immatriculés au cours de l'exercice 2013 par catégorie.....	194
Tableau 9. 10: Evolution des immatriculations employeurs entre 2008 et 2013	195
Tableau 9. 11: Répartition par nature des cotisations encaissées de 2009 à 2013.....	195
Tableau 9. 12: Répartition par branche des cotisations encaissées de 2009 à 2013	195
Tableau 9. 13: Etat récapitulatif des prestations de servies de 2008 à 2013	196
Tableau 9. 14: Evolution des effectifs des bénéficiaires d'allocations familiales de 2007 à 2013.....	196
Tableau 9. 15: Mouvement des travailleurs immatriculés par secteur au cours de l'exercice 2013.....	196
Tableau 9. 16: Répartition des travailleurs immatriculés par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2012.....	197
Tableau 9. 17: Répartition des recettes techniques par branche au cours de l'exercice 2013.....	198
Tableau 9. 18: Répartition des emplois supprimés pour diverses raisons (compressions, licenciements et mis à la retraite, chômage technique) au cours de l'année 2013	198
Tableau 9. 19: Taux de cotisations appliqués par branche de prestations dans le secteur privé au Cameroun.....	199

III. PRESENTATION

Dans la deuxième composante du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, le Cameroun s'est engagé à créer des emplois décents. Le Cameroun s'engageait ainsi dans la dynamique du travail décent une de ses priorités prônée par le Bureau International du Travail (BIT) dans son agenda 2007-2015. Celui repose sur quatre grands piliers : (i) plein emploi productif ; (ii) accès aux systèmes de protection sociale ; (iii) respect des normes de travail fondamentales ; (iv) dialogue plus important entre les partenaires sociaux.

Afin de déterminer les avancées du pays dans ce domaine, des études portant sur l'emploi et le travail sont réalisées périodiquement afin d'alimenter la chaîne des résultats de la mise en œuvre du DSCE, mais aussi de fournir aux décideurs des outils d'aide à la décision, et aux chercheurs et autres utilisateurs des informations pertinentes. Tel est le cas de la deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI2) réalisée en 2010. La première ayant été réalisée en 2005. Ces deux études mettent alors en exergue la qualité du travail au Cameroun. L'enquête emploi annuellement menée par l'Institut National de la Statistique en collaboration avec les administrations sectorielles constitue un autre pôle de collecte d'information dans le marché du travail et de l'emploi. Enfin, la publication de l'annuaire statistique de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) permet de consolider et de pérenniser la partie « Travail, protection et assurance » ajoutée depuis l'édition 2010 du présent annuaire. Les informations présentées dans cette section adressent la sécurité sociale des travailleurs du secteur privé formel.

Dans le pilier plein emploi productif, les résultats de ces opérations montrent que le secteur informel est toujours le principal pourvoyeur d'emploi au Cameroun. La part des emplois qu'il renferme est passée de 90,4% en 2005 à 90,5% en 2010.

Par ailleurs au cours de cette période, le taux de salarisation a augmenté de 8 points, passant de 12,3% en 2005 à 20,3% en 2010. Bien qu'il se dégage une amélioration du taux de salarisation, une analyse poussée montre que ce taux est encore très insuffisant. En effet, près de 8 personnes sur 10 exercent sans toutefois percevoir un salaire. De plus, parmi les salariés, 34,6% ont un bas salaire (revenu horaire inférieur au 2/3 du revenu horaire médian national).

S'agissant des emplois vulnérables, ils ont légèrement diminué entre 2005 (77,3%) et 2010 (73,6%). Ces emplois sont ceux occupés par des actifs considérés comme étant dans une situation vulnérable dans l'emploi : ce sont les travailleurs pour propre compte et les travailleurs familiaux non rémunérés.

En outre, il est observé que seulement 11% des travailleurs connaissent au moins un texte qui régit l'emploi et le

travail. Ces derniers sont concentrés davantage dans le secteur public (63,4%) et le secteur privé formel (48%). Les actifs du secteur informel, étant pour la plus part de niveau scolaire très bas, ne s'y intéressent pas.

En ce qui concerne l'accès aux systèmes de protection sociale dans le secteur privé formel au Cameroun, Pour ce qui est de la gestion financière de la protection sociale, elle est principalement assurée par la CNPS. En 2013, elle a immatriculé 5 033 employeurs (dont 4868 du secteur privé et 165 patrons de gens de maison) et 51672 travailleurs (dont 51 439 du secteur privé et 233 gens de maison). Les recettes de la structure en 2013 proviennent des pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès (42,28%), des risques professionnels (16,63%) et des prestations familiales (41,09%). Par ailleurs, dans sa mission de recouvrement des dommages (prestation sociale), la CNPS a dépensé au cours de l'année 2013 66,9 milliards, soit 6,5 milliards pour les prestations familiales, 11,55 milliards pour les risques professionnels et 48, 85 milliards pour les pensions de vieillesse d'invalidité et de décès.

Parlant des normes de travail, il ressort de l'EESI 2 que 12,2% des travailleurs ont été victime d'un accident de travail au cours de l'année 2010. Sur le plan régional, c'est dans le Nord-ouest (23,4%) et le Sud-ouest (19,3%) que ces accidents sont accentués. Sous l'angle des maladies professionnelles, il apparaît que 7,5% des travailleurs ont été victimes au cours de l'année 2010. Ce taux atteint un plafond de 16,1% à Yaoundé et dans le Sud-ouest.

Enfin, dans le domaine du tripartisme à travers un dialogue plus important entre les partenaires sociaux, la proportion de travailleurs qui connaissent l'existence de (des) syndicat (s) dans leur entreprise est davantage faible, il se situe à 4,8% en 2010.

IV. METHODOLOGIE

Les informations présentées dans ce chapitre sont issues principalement des résultats de l' EESI 1 réalisé en 2005 et de l'EESI2 de 2010, de l'enquête emploi 2013, ainsi que de l'annuaire 2011, 2012 et 2013 de la CNPS et de l'annuaire 2013 du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

L'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) est une enquête statistique à deux phases dont la première vise à appréhender l'emploi et la seconde à évaluer les activités économiques du secteur Informel non agricole.

Les résultats de ces enquêtes permettent de mettre en exergue l'évolution de la qualité de l'emploi au Cameroun entre 2005 et 2010, à travers des indicateurs tels que le taux de bas salaire, le taux d'emploi vulnérable etc.

Par ailleurs, l'enquête réalisée en 2010 a intégré une nouvelle section sur la sécurité sociale et cela a permis

d'avoir davantage d'informations sur les risques professionnels et la culture syndicale des travailleurs au Cameroun.

En ce qui concerne l'annuaire statistique de la CNPS, elle a été produite par ladite structure et elle renferme les chiffres clés au 31 décembre 2013. De ces documents ont été extraites des informations sur les cotisations et les prestations sociales au Cameroun.

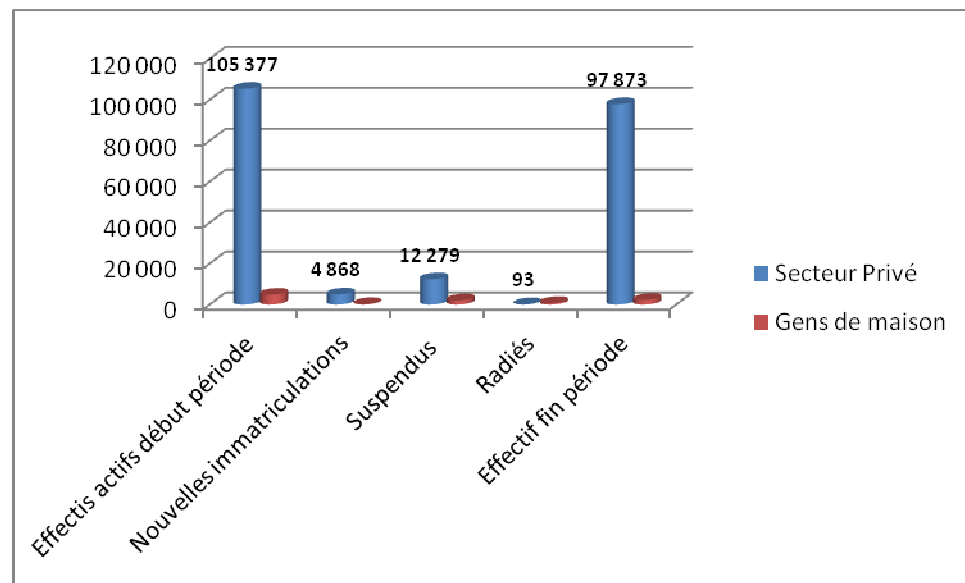
-

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

- Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) : annuaire statistique 2011, 2012 et 2013, Edition Avril 2014.
- Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel, 2011
-

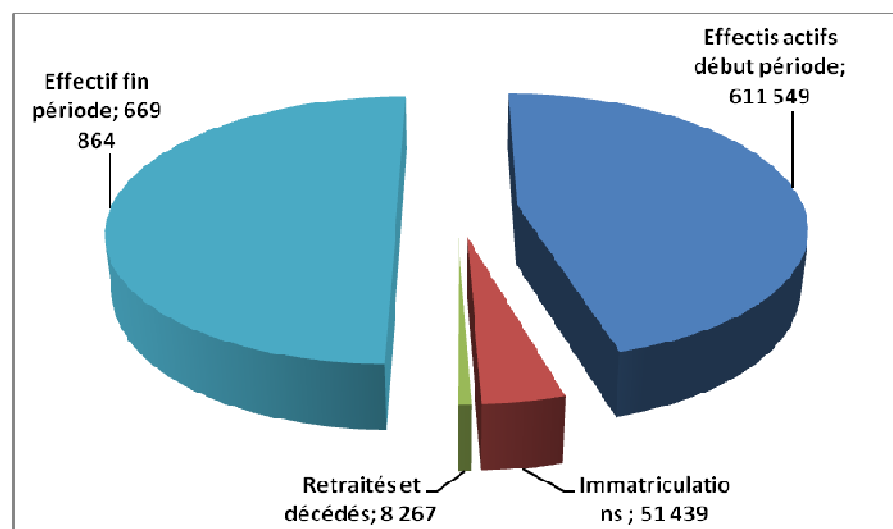
GRAPHIQUES

Graphique 9. 1: Mouvement des employeurs au cours de l'exercice 2013 par catégorie



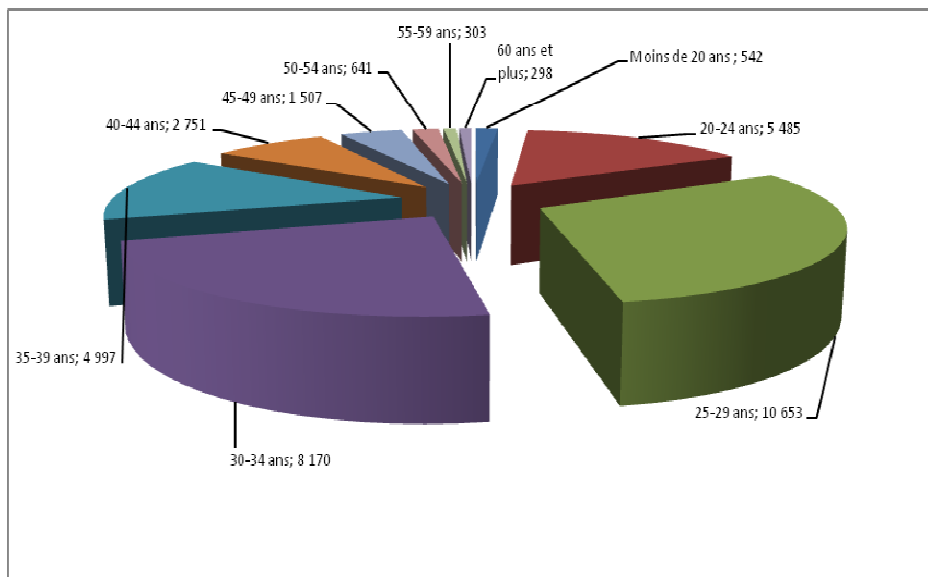
Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Graphique 9. 2: Mouvement des travailleurs immatriculés au cours de l'exercice 2013 par catégorie



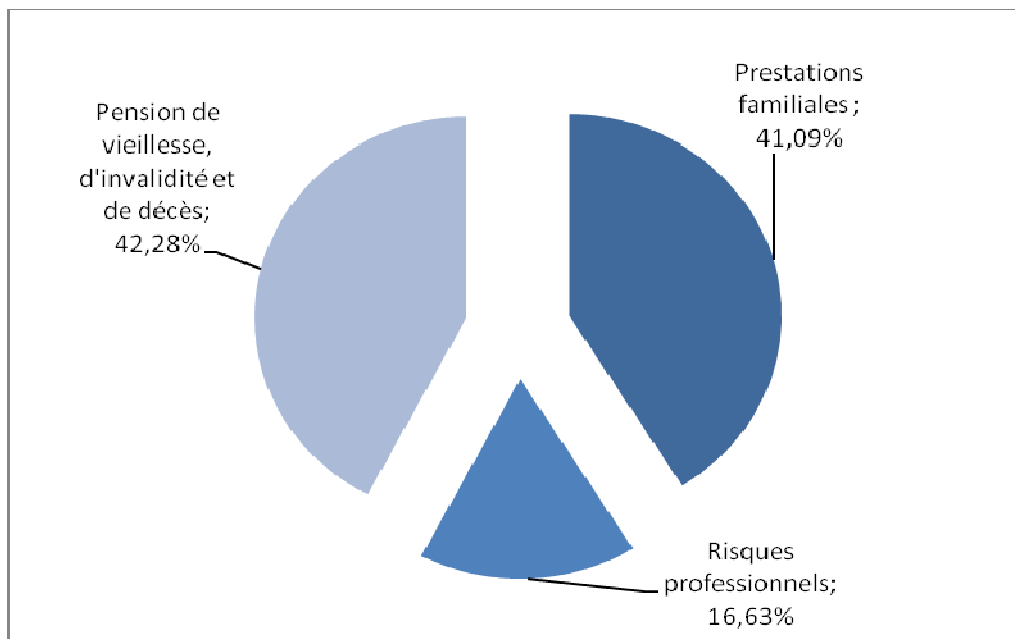
Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Graphique 9. 3: Répartition des travailleurs immatriculés par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2013



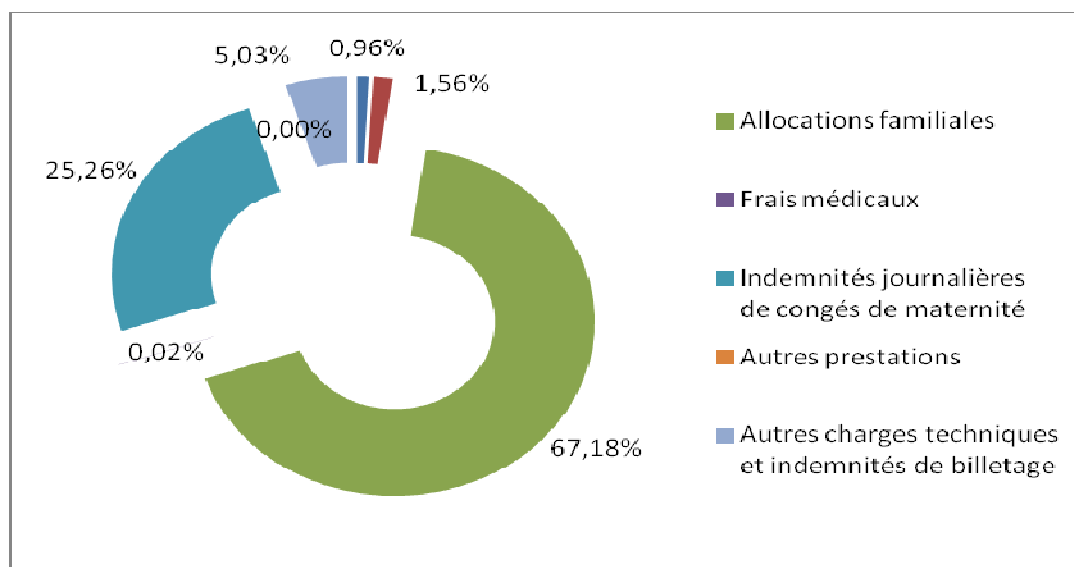
Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Graphique 9. 4: Répartition du poids des recettes techniques au cours de l'année 2013 (%).



Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Graphique 9. 5: Répartition (%) des prestations servies dans les dépenses de prestations familiales au 31/12/ 2013



Source: CNPS, annuaire statistique 2013

TABLEAUX

Tableau 9. 1: Taux de salarisation en 2005 et 2010 selon les caractéristiques socio démographiques

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de salarisation (%)	
	2005	2010
Sexe		
Masculin	19,6	28,6
Féminin	5,4	11,2
Groupe d'âge		
10-14 ans	0,6	1,4
15-24 ans	8,3	16,3
15-34 ans	14,1	23,2
Niveau scolaire		
Non scolarisé	2,2	4,7
Primaire	8,5	12,4
Secondaire 1er cycle	15,3	22,4
Secondaire 2nd cycle	30,3	44,7
Supérieur	50,2	74,1
Milieu de Résidence		
Urbain	21,2	41,4
Rural	7,1	9,4
Ensemble	12,3	20,3

Source: INS, EESI 2005 et 2010

Tableau 9. 2: Taux de bas salaire chez les salariés en 2005 et 2010

caractéristique sociodémographique	Taux de bas salaire (revenu horaire inférieur au 2/3 du revenu horaire médian national) chez les salariés (%)	
	2005	2010
Sexe		
Masculin	35,4	34,5
Féminin	36,3	34,9
Groupe d'âge		
10-14 ans	71,4	77,7
15-24 ans	60	64,8
15-34 ans	45,9	44,6
Niveau scolaire		
Non scolarisé	62,5	71
Primaire	58,4	52,6
Secondaire 1er cycle	39,2	43,8
Secondaire 2nd cycle	17,6	23,5
Supérieur	6,5	8,5
Milieu de Résidence		
Urbain	30,1	31,1
Rural	45,2	42,6
Ensemble	35,6	34,6

Source: INS, EESI 2005 et 2010

Tableau 9. 3: Pourcentage d'emplois salariés dans le secteur informel

Caractéristique sociodémographique	Part d'emploi salarié dans le secteur informel non agricole (%)	
	2005	2010
Sexe		
Masculin	51,1	52,4
Féminin	20,3	26,5
Groupe d'âge		
10-14 ans	7,3	8,2
15-24 ans	28,7	32,6
15-34 ans	37,1	40,5
Niveau scolaire		
Non scolarisé	8,7	17,3
Primaire	27,6	29,9
Secondaire 1er cycle	40,1	37,1
Secondaire 2nd cycle	63	56,9
Supérieur	82,4	77,3
Milieu de Résidence		
Urbain	44,3	45,9
Rural	28,1	32,7
Ensemble	37,3	41,3

Source: INS, EESI 2005 et 2010

Tableau 9. 4: Taux d'emplois vulnérables en 2005 et 2010

Caractéristique sociodémographique	Taux d'emploi vulnérable (part des travailleurs pour leur propre compte et des travailleurs familiaux dans le total des emplois) (%)	
	2005	2010
Sexe		
Masculin	66,4	63,9
Féminin	88,6	84,1
Groupe d'âge		
10-14 ans	96,6	97,2
15-24 ans	77,3	75,2
15-34 ans	73,1	69,2
Niveau scolaire		
Non scolarisé	95,1	93,6
Primaire	82,3	80,7
Secondaire 1er cycle	67,5	70,2
Secondaire 2nd cycle	42,3	47,5
Supérieur	14,6	17,3
Milieu de Résidence		
Urbain	50,9	49,0
Rural	87,7	86,3
Ensemble	77,3	73,6

Source: INS, EESI 2005 et 2010

Tableau 9. 5: Proportion de travailleurs victimes d'un accident de travail, d'une maladie professionnelle ou assurés en 2010

Région d'enquête	Proportion (%) de travailleurs victimes d'un accident de travail dans leur emploi principal au cours des 12 derniers mois	Proportion (%) de travailleurs victimes d'une maladie professionnelle au cours des 12 derniers mois	Proportion (%) de travailleurs couverts par une assurance dans le cadre de l'emploi principal
Douala	6,3	4,3	13,8
Yaoundé	12	16,1	13,1
Adamaoua	13,8	16	2,8
Centre	16,8	9,8	1,8
Est	13,9	6,2	3,2
Extrême-Nord	4,2	1,5	1,1
Littoral	16,6	4,8	4,8
Nord	10,6	3,6	1,5
Nord-Ouest	23,4	10,7	4,3
Ouest	13,8	6,3	2,2
Sud	2,7	0,1	7,7
Sud-Ouest	19,3	16,8	8,7
Secteur institutionnel			
Public	7	8,4	38,7
Privée formel	9,1	7,9	36,9
Informelle non agricole	10	7,5	4,5
Informelle agricole	14,5	7,3	0,1
Milieu de Résidence			
Urbain	9,6	8,7	11,5
Rural	13,5	6,8	2,1
Ensemble	12,2	7,5	5,3

Source: INS, EESI 2010

Tableau 9. 6: Principaux indicateurs de la culture syndicale en 2010

Région d'enquête	Pourcentage de travailleurs connaissant au moins un texte qui régit l'emploi et le travail au Cameroun	Pourcentage de travailleurs connaissant l'existence de (ou des) syndicat(s) dans l'entreprise où ils exercent	Taux de syndicalisation (membre et à jour de ces cotisations)
Douala	26,9	11,6	4,4
Yaoundé	23,8	11,8	3,6
Adamaoua	4,4	9,0	2,3
Centre	12,9	3,2	1,5
Est	7,3	4,3	0,7
Extrême-Nord	1,8	0,7	0,3
Littoral	19,3	4,8	1,7
Nord	4,8	2,6	1,1
Nord-Ouest	5,9	3,0	1,0
Ouest	6,5	3,4	0,5
Sud	17,2	3,4	1,4
Sud-Ouest	8,7	3,1	2,1
Secteur institutionnel			
Public	63,4	29,0	11,0
Privée formel	48,0	31,5	11,0
Informelle non agricole	10,4	4,7	1,4
Informelle agricole	3,1	0,4	2,2
Milieu de Résidence			
Urbain	21,8	10,5	3,5
Rural	5,4	1,9	0,7
Ensemble	11,1	4,8	1,7

Source: INS, EESI 2010

Tableau 9. 7: Principaux indicateurs de la culture syndicale en 2010 (suite)

Région d'enquête	Pourcentage de travailleurs, parmi ceux syndiqués, occupant un poste de responsabilité dans un syndicat	Pourcentage de travailleurs syndiqués ayant déjà reçu une formation syndicale	Pourcentage de travailleurs exerçant dans une entreprise ayant un ou plusieurs délégués du personnel
Douala	4,8	10,4	13,0
Yaoundé	11,5	22,0	14,1
Adamaoua	19,6	12,0	3,5
Centre	35,4	20,1	2,8
Est	0,0	0,0	3,2
Extrême-Nord	49,3	11,9	1,0
Littoral	35,6	32,9	7,1
Nord	20,1	17,7	1,8
Nord-Ouest	0,0	7,0	3,5
Ouest	26,0	2,7	3,3
Sud	5,3	31,6	4,0
Sud-Ouest	37,8	27,7	6,6
Secteur institutionnel			
Public	19,3	24,6	36,4
Privée formel	6,1	10,9	40,2
Informelle non agricole	17,6	11,6	4,0
Informelle agricole	34,2	21,6	0,3
Milieu de Résidence			
Urbain	11,0	16,5	11,0
Rural	29,7	17,2	2,3
Ensemble	16,4	16,7	5,3

Source: INS, EESI 2010

Tableau 9. 8: Pourcentage des travailleurs dont l'entreprise a connu une grève (2010)

Région d'enquête	Pourcentage de travailleurs dont l'entreprise a enregistré une grève	Pourcentage de travailleurs dont l'entreprise a connu une grève avec préavis, désamorcée par voie de conciliation
Douala	3,2	38,7
Yaoundé	5,2	46,6
Adamaoua	1,0	0,0
Centre	1,6	24,9
Est	2,6	43,2
Extrême-Nord	0,2	20,3
Littoral	1,3	3,5
Nord	0,5	36,6
Nord-Ouest	0,8	57,0
Ouest	1,6	47,1
Sud	1,2	24,6
Sud-Ouest	1,6	71,8
Secteur institutionnel		
Public	8,0	50,2
Privée formel	11,2	33,0
Informelle non agricole	2,0	40,8
Informelle agricole	0,1	52,5
Milieu de Résidence		
Urbain	3,6	42,0
Rural	0,7	41,1
Ensemble	1,7	41,8

Source: INS, EESI 2010

Tableau 9. 9: Répartition mensuelle des employeurs immatriculés au cours de l'exercice 2013 par catégorie

Catégories employeurs	Immatriculations												Total
	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai.	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	
Secteur privé	303	396	456	544	620	491	442	366	348	337	332	233	4868
Entreprises de moins de 20 salariés	36	392	451	542	614	482	433	359	344	333	325	232	4802
20 salariés et plus	8	4	5	2	6	9	9	7	4	4	7	1	66
Gens de maison	16	17	12	11	17	11	25	12	4	11	14	15	15
Ensemble	319	413	468	555	637	502	467	378	352	348	346	248	5033

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 10: Evolution des immatriculations employeurs entre 2008 et 2013

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur Privé	3 552	3 487	5 024	5 414	4 662	4 868
Gens De Maison	110	131	70	171	152	165
Ensemble	3 662	3 618	5 094	5 585	4 814	5 033

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 11: Répartition par nature des cotisations encaissées de 2009 à 2013

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisations principales	77 683 642 668	88 449 930 449	108 992 385 734	113 128 619 974	11 726 881 838
Majorations et pénalités de retard	1 626 835 973	600 543 429	596 541 145	619 847 911	503 810 833
Recettes techniques rétrocédées par l'État	16 417 523 077	14 000 000 000	18 000 000 000	-	---
Autres produits techniques	-	311 996 074	199 809 136	200 278 968	149 918 102
Total	95 728 001 718	103 362 469 952	127 788 736 015	113 948 746 853	117 922 543 773

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 12: Répartition par branche des cotisations encaissées de 2009 à 2013

Branches	2009	2010	2011	2012	2013
Prestations familiales	42 958 061 481	43 296 591 232	45 835 110 174	47 402 032 066	48 453 752 258
Risques professionnels	9 889 448 784	16 008 102 185	17 078 126 890	18 209 354 882	19 609 173 076
Pensions de vieillesse d'invalidité et de décès	43 068 975 983	44 057 776 535	46 875 498 951	48 337 359 903	49 859 618 439
Total	95 916 486 248	103 362 469 952	109 788 736 015	113 948 746 851	117 922 543 773

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 13: Etat récapitulatif des prestations de servies de 2008 à 2013

Branches	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prestations familiales	8 470 257 235	7 429 145 870	7 296 559 352	6 901 082 616	6 507 512 879	6 523 174 748
Risques professionnels	4 034 843 813	2 657 126 561	3 277 331 211	2 661 983 915	2 502 030 276	2 446 481 342
Pensions de vieillesse d'invalidité et de décès	48 250 587 325	47 858 095 841	52 099 526 060	54 431 142 838	53 395 258 713	57 999 727 753
Total	60 755 688 373	57 944 368 272	62 673 416 623	63 994 209 369	62 404 801 868	66 969 383 843

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 14: Evolution des effectifs des bénéficiaires d'allocations familiales de 2007 à 2013

Bénéficiaires	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Allocataires	101348	104 090	104 587	94 660	92 645	940 66	106 605
Enfants	275405	281 548	308 454	273 795	235 873	237 615	266 459
Total	376753	385 638	413 041	368 455	328 518	331 681	375 077

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 15: Mouvement des travailleurs immatriculés par secteur au cours de l'exercice 2013

Secteurs d'activité	Effectif début période	Nouvelles immatriculations	Mutations		Effectif fin période	Poids (%)
			Retraités/Décédés			
Agriculture	82122	5519	706		88162	12,9
Autres industries manufacturières	3 573	313	55		3 937	0,58
Autres services	162 010	18 567	2 581		18 2918	26,77
Banques et assurances	25 232	3 176	472		28 827	4,22
Bâtiments et Travaux et Publics	62 464	4 174	530		67 093	9,8
Commerce	26 189	7 186	1052		342 41 5	5,01
Construction navale, ferroviaire, auto	82 866	92	30		82 988	12,14
Electricité, eaux et gaz	1990	598	238		2 769	0,41

Secteurs d'activité	Effectif début période	Nouvelles immatriculations	Mutations	Effectif fin période	Poids (%)
			Retraités/Décédés		
Élevage	9 790	86	22	9 895	1,45
Extraction	2020	337	76	2 430	0,36
Industries métallurgiques	4 585	306	119	4 960	0,73
Industries alimentaires	6 454	1649	542	8482	1,24
Industries chimiques	4 5161	654	177	45961	6,73
Industries manufacturières	9 696	1129	367	1 1109	1,63
Pêche et pisciculture	26749	7	27	26779	3,92
Reparation	847	235	49	1 115	0,16
Restauration et hôtellerie	3995	777	91	4839	0,71
Secteur non défini	9508	3381	483	13322	1,95
Sylviculture	30 187	1374	254	31753	4,65
Transports	29 325	2112	512	31 786	4,65
Ensemble	624 764	51 672	8 386	683 365	

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 16: Répartition des travailleurs immatriculés par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2012

Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Ensemble	Poids (%)
Moins de 20 ans	542	115	657	1,27
20-24 ans	5 485	2 023	7508	14,53
25-29 ans	10 653	5 769	16422	31,78
30-34 ans	8 170	4 165	12335	23,87
35-39 ans	4 997	2 265	7262	14,05
40-44 ans	2 751	1 105	3856	7,46
45-49 ans	1 507	520	2027	3,92
50-54 ans	641	190	831	1,61
55-59 ans	303	105	408	0,79
60 ans et plus	298	68	366	0,71
Ensemble	35 347	16 325	51 672	100

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 17: Répartition des recettes techniques par branche au cours de l'exercice 2013

Branches	Recettes techniques	Poids (%)
Prestations familiales	48 453 752 258	41,09
Risques professionnels	19 609 173 076	16,63
Pension de vieillesse, d'invalidité et de décès	49 859 618 439	42,28
Ensemble	117 922 543 773	100

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Tableau 9. 18: Répartition des emplois supprimés pour diverses raisons (compressions, licenciements et mis à la retraite, chômage technique) au cours de l'année 2013

Type	Economique	Discipline	Abusif	Retraités	Démissions	chômages techniques	total
Agriculture, Pêche, Elevage, Sylviculture et Exploitations forestières	25	31	69	1	7	0	133
Industries extractives	5	42	10	0	0	9	66
Industries manufacturières	130	84	44	474	0	135	867
Electricité, Gaz et Eau	2	27	79	3	0	8	119
Bâtiments et Travaux et Publics	88	9	7	11	0	322	437
Commerce de gros et de détail, Restaurants et Hôtels	331	96	164	54	3	41	689
Transports, Entrepôts et Communications	93	1	10	80	1	0	185
Banques Assurances, Affaires Immobilières et Services fournis aux entreprises	354	0	58	38	0	0	450
Services fournis à la collectivité, Services sociaux et Services Personnels	160	4	0	31	0	19	214
Autres activités	73	37	4	94	24	58	290
Ensemble	1 261	331	445	786	35	592	3 450

Source: INS

Tableau 9. 19: Taux de cotisations appliqués par branche de prestations dans le secteur privé au Cameroun

Branches	Part patronale	Part salariale (%)	Total (%)	Plafond (FCFA/mois)
Prestations familiales	7% pour le régime général, les domestiques et employés de maison	0	7	300 000
	5,65% pour le régime agricole	0	5,65	300 000
	3,70% pour le régime enseignement privé	0	3,7	300 000
Assurance pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès	4,20%	2,8	7	300 000
Accidents du travail et maladies professionnelles	de 1,75% à 5,00% suivant les risques encourus dans l'entreprise	///	///	Sans plafond
	Groupe A – risque faible : 1,75%	0	1,75	Sans plafond
	Groupe B – risque moyen : 2,50%		2,5	Sans plafond
	Groupe C – risque élevé : 5,00%		5	Sans plafond

Source: CNPS, annuaire statistique 2013

Chapitre 14 : AGRICULTURE

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES	246
II. LISTE DES TABLEAUX.....	246
III. PRÉSENTATION.....	247
IV. MÉTHODOLOGIE	247
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	247

I. LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 14 1: Poids DES SUPERFICIES PAR GROUPES DE CULTURES EN 2011 (%).....	248
---	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 14 1: Poids des superficies par groupes de cultures de 2008 à 2011 (%).....	248
Tableau 14 2: Superficie et Production des principales céréales de 2009 à 2011 par région.....	249
Tableau 14 3: Superficie et Production des racines et tubercules de 2009 à 2011 par région.....	250
Tableau 14 4: Superficie et Production des principales légumineuses de 2009 à 2011 par région.....	251
Tableau 14 5: Superficie et Production des principaux fruits et légumes de 2009 à 2011 par région.....	253
Tableau 14 6: Superficie et Production des autres vivrières de 2009 à 2010 par région.....	255
Tableau 14 7: Evolution des produits industriels d'origine agricole.....	258
Tableau 14 8: Répartition (%) des ménages agricoles par région selon le statut d'occupation des terres....	259
Tableau 14 9: Age moyen des chefs de ménages agricoles par région et selon le sexe	259
Tableau 14 10: Proportion (%) des exploitants agricoles appartenant à une Organisation Paysanne par région et selon le sexe.....	260
Tableau 14 11: Ventilation (%) des Organisations Paysannes par région selon les domaines d'activité	260
Tableau 14 12: Proportion de ménages agricoles utilisant les semences améliorées (%)	260
Tableau 14 13: Autres sources de revenus des ménages agricoles (en % des ménages).....	261
Tableau 14 14: Proportion de ménages agricoles utilisant les fertilisants par région et par type de fertilisant (%)	261
Tableau 14 15: Répartition (%) par région et par sexe des exploitants agricoles selon le type de formation agricole reçue.....	262
Tableau 14 16: Proportion de ménages agricoles possédant des matériels et équipements agricoles par région (en %).....	263
Tableau 14 17: Répartition des ménages agricoles par région selon la source de financement de l'activité agricole (en %).....	264

III. PRESENTATION

L'agriculture au Cameroun est la principale activité du monde rural. Cinq zones agro écologiques porteuses de paysages et de climats variés sont identifiables dans le pays et expliquent la grande diversité des productions agricoles. L'agriculture est le principal pourvoyeur d'emplois, puisqu'elle emploie environ 60% de la population active, essentiellement au sein d'exploitations familiales. Elle assure aussi un rôle irremplaçable dans la création de revenus dans les campagnes, pour lesquelles deux millions de ménages agricoles recensés.

Les superficies et la production entre 2010 et 2011 des principales céréales cultivées au Cameroun (maïs, mil, sorgho et riz) ont dans l'ensemble de légères baisses respectivement d'environ 3% et 1%. Les régions de l'Ouest, du Nord et de l'Extrême-Nord sont les grands bassins de production du maïs, du mil/sorgho et du riz respectivement.

Les racines et tubercules les plus cultivées sont le manioc, le macabo, le taro, l'igname, la patate douce et la pomme de terre. Leur superficie emblavée et leur production ont augmentées respectivement de 2 % et 4% entre 2010 et 2011. Le manioc représente à elle seule plus de 60% de la production totale de ce groupe de produits.

Les légumineuses les plus rencontrées sont l'arachide, le niébé, le haricot, le soja et le voandzou. Leur superficie et leur production sont à la hausse entre 2010 et 2011 avec des taux d'accroissement respectifs de 7,5% et 4,8%.

Les fruits et légumes comme l'ananas, la pastèque, le piment, la banane douce, le gombo, la tomate et l'oignon occupent progressivement les surfaces cultivables, leurs superficies emblavées sont passées de 190 831 ha en 2010 à 214 473 ha en 2011. Quant à la production, elle est passée de près de 2,5 millions en 2010 à plus de 2,7 millions en 2011.

Dans le groupe des autres cultures vivrières on retrouve le sésame, le gingembre, le palmier à huile, la banane plantain et le concombre. La production et la superficie totales de ces autres cultures entre 2010 et 2011 ont connu des taux d'accroissement respectifs de 7,3% et de 5,6%.

IV. METHODOLOGIE

La période de référence des données agricoles contenues dans le présent annuaire correspond à celle de la reprise des enquêtes annuelles agricoles par sondage. De ce fait, la plupart des tableaux figurant dans ce chapitre sont issus essentiellement des enquêtes annuelles agricoles 2009, 2010 et 2011 réalisées par la Direction des Enquêtes et Statistique Agricole (DESA) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Une autre source secondaire particulièrement la loi de finances a aussi été exploitée.

Promotion de l'agriculture

Le gouvernement à travers le MINADER, entend relever le défi de la sécurité alimentaire qui s'étend au-delà des frontières du pays. Ainsi le MINADER s'est doté

d'une stratégie de développement du secteur rural dont la vision politique a pour finalité de renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement.

Son objectif est de promouvoir une agriculture durable, moderne et compétitive reposant sur les exploitations familiales agricoles reconnues et sécurisées et sur le développement d'exploitations de moyenne, de grande taille afin d'augmenter la production et limiter la dépendance alimentaire, tout en créant une dynamique d'emploi formel.

C'est pourquoi, à travers ses différents programmes et projets, le MINADER :

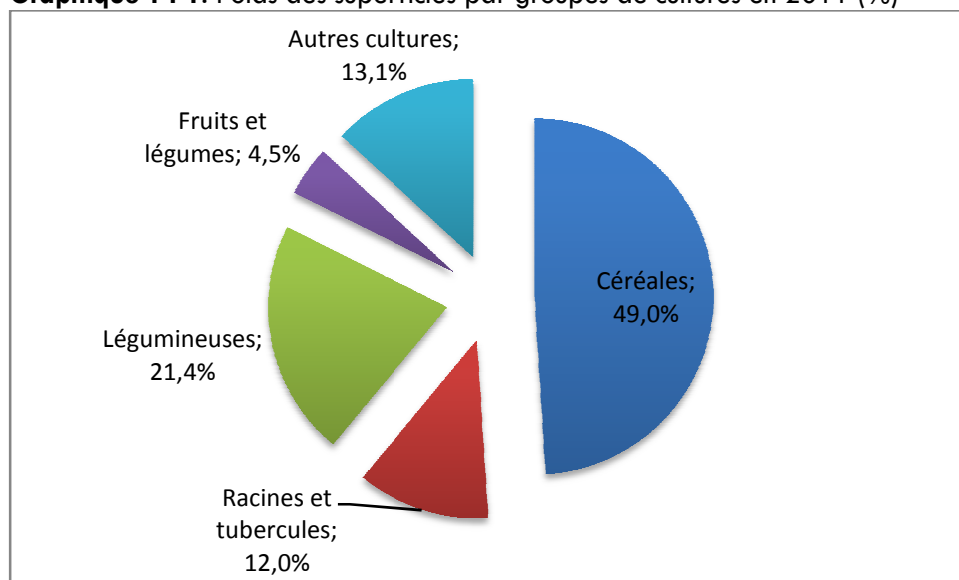
- Facilite grâce aux appuis divers et multiformes, l'acquisition des engrais et pesticides par les organisations professionnelles ;
- Finance entièrement la production et la distribution du matériel végétal de bonne qualité avec l'aide du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation;
- Encourage la mécanisation grâce entre autres à une politique d'acquisition de tracteurs à travers les pays amis ;
- Soutient de manière multiforme les filières à fort enjeu de sécurité alimentaire à l'instar des filières maïs, riz, sorgho, manioc, pomme de terre, patate douce, banane plantain, huile de palme ;
- Finance la constitution des stocks de sécurité à travers l'Office céréalier dont les activités s'étendent désormais sur l'ensemble du territoire ;
- Encourage la mise en place des petites unités de transformation et de conditionnement des produits agricoles.

Dans le but d'accompagner ces actions de production, le MINADER procède :

- Au renforcement des capacités techniques et de gestion des acteurs ruraux à travers la dynamisation de son système d'encadrement et d'appui conseil et le renforcement de son dispositif de formation;
- A la facilitation de l'accès au crédit grâce à l'appui au développement des établissements de micro-finance et au projet d'appui au développement de la microfinance rurale ;
- Au désenclavement des zones de production grâce à la densification du réseau des pistes de collecte ;
- A l'animation du monde rural grâce à l'appui à l'organisation des comités départementaux et régionaux;
- A la réhabilitation des coopératives afin de leur permettre de jouer le rôle qui est le leur ;
- A l'appui aux coopératives, aux groupes d'initiatives communes et aux sociétés de développement sous tutelle comme le MIDENO, l'UNVDA, la SEMRY, la SOWEDA.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles.
- Ministère des finances, Division des Affaires Economiques.

Graphique 14 1: Poids des superficies par groupes de cultures en 2011 (%)

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 1: Poids des superficies par groupes de cultures de 2008 à 2011 (%)

Cultures	2008	2009	2010	2011
Céréales	52,7	50,8	50,1	49,0
Racines et tubercules	11,8	11,8	12,3	12,0
Légumineuses	18,9	20,8	20,7	21,4
Fruits et légumes	3,9	3,9	4,1	4,5
Autres cultures	12,7	12,7	12,8	13,1
Ensemble	100	100	100	100

Source : MINADER/DESA

Tableau 142: Superficie et Production des principales céréales de 2009 à 2011 par région

Produits	Année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Maïs	2009	Superficie (ha)	93160	80168	50412	92290	70657	104082	76878	148760	39514	65450	821371
		Production (t)	186320	160335	100824	141204	141313	208164	153756	297521	79029	156747	1625213
	2010	Superficie (ha)	91300	106645	48123	93120	61730	107226	80740	149013	35418	72815	846130
		Production (t)	176831	193201	90772	148104	134104	210729	176473	298812	68555	142740	1670321
	2011	Superficie (ha)	95135	112984	43696	101501	58644	108620	70809	153483	37295	67718	849885
		Production (t)	167132	179810	86324	132405	124449	191553	164120	305385	65881	154948	1572067
Riz	2009	Superficie (ha)	369	6614	340	64221	23	16237	22037	2953	1293	1590	115677
		Production (t)	287	7080	314	81157	21	16495	23705	946	1247	1407	134659
	2010	Superficie (ha)	329	8798	391	73300	34	22713	27302	3409	1799	1901	139976
		Production (t)	440	9588	373	88474	25	20002	27108	3393	1728	1947	153078
	2011	Superficie (ha)	316	8948	///	85761	///	24326	28121	3596	///	1749	155052
		Production (t)	395	10164	402	106818	30	23347	25556	4012	1491	1874	174089
Mil/Sorgho	2009	Superficie (ha)	76546	///	///	691190	///	448506	6310	///	///	///	1222552
		Production (t)	55692	///	///	745504	///	338980	5361	///	///	///	1145536
	2010	Superficie (ha)	80764	///	///	754493	///	490998	6328	///	///	///	1332582
		Production (t)	49750	///	///	810720	///	321950	5111	///	///	///	1187531
	2011	Superficie (ha)	76645	///	///	762792	///	502782	5758	///	///	///	1347977
		Production (t)	51492	///	///	844771	///	339979	4728	///	///	///	1240970

Source : MINADER/DESA

Tableau 143: Superficie et Production des racines et tubercules de 2009 à 2011 par région

Produits		Année	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Manioc	2009	Superficie (ha)	9741	80676	67726	500	10106	2355	10758	6500	33547	19864	239418
		Production (t)	141899	1057714	739943	4788	283926	25724	100751	110496	549779	325542	3340562
	2010	Superficie (ha)	11274	86819	64138	474	13928	3516	13768	15100	35467	26303	270787
		Production (t)	165171	1198080	805357	5257	311123	29642	110708	121634	630573	430694	3808239
	2011	Superficie (ha)	11421	92896	64651	488	14151	3558	14264	14647	37205	26908	280189
		Production (t)	175432	1346642	823174	5899	329691	34207	130746	128932	650829	457350	4082903
Macabo / Taro	2009	Superficie (ha)	1027	34407	28007	131	36789	757	18342	13881	12903	14036	160280
		Production (t)	2115	287108	306712	1710	340330	5299	182008	118283	132075	161417	1537057
	2010	Superficie (ha)	1353	38255	32126	306	42946	896	18278	15544	16726	18972	185402
		Production (t)	26446	316040	338348	1846	375041	6972	105259	127486	155534	179732	1632004
	2011	Superficie (ha)	1299	37556	31313	263	42811	874	18649	15841	16945	18617	184168
		Production (t)	24627	325118	328629	1461	383809	6092	97891	118724	136870	145583	1568804
Patate douce	2009	Superficie (ha)	8234	11416	3730	4065	3020	3473	3618	7468	2851	1137	49012
		Production (t)	37118	73150	16789	19250	21496	19148	17019	46500	10833	4775	266078
	2010	Superficie (ha)	9018	13624	3949	4172	3297	3620	3598	7645	3150	1263	53336
		Production (t)	41998	75108	18243	21846	22550	22768	19340	49963	11999	5155	288970
	2011	Superficie (ha)	10190	12670	3967	4197	3373	3631	3778	7225	3172	1344	53537
		Production (t)	52498	73606	19611	23808	24331	23125	20110	53910	11811	5145	307955
Igname	2009	Superficie (ha)	4927	11628	4437	///	5344	920	5201	3052	506	2494	38509
		Production (t)	59049	127733	55858	///	54154	9300	82534	32544	5645	39933	466749
	2010	Superficie (ha)	5160	13897	4987	///	6005	1135	6491	3778	587	2728	44768
		Production (t)	62500	131834	59344	///	57275	12876	90790	34266	6150	44529	499564

Produits	Année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
	2011	Superficie (ha)	5444	13480	5062	///	6134	1095	6575	3646	590	2810	44836
		Production (t)	68141	139084	61421	///	56140	12992	92589	34945	5972	45785	517069
Pomme de terre	2009	Superficie (ha)	150	81	///	112	90	2292	4212	6564	33	419	13953
		Production (t)	5744	415	///	754	222	26263	37185	93194	168	2827	166772
	2010	Superficie (ha)	149	76	///	102	79	3485	4007	6583	33	354	14868
		Production (t)	8464	506	///	869	358	22268	43262	107937	552	4236	188452
	2011	Superficie (ha)	146	78	///	109	83	3276	4103	6208	33	359	14395
		Production (t)	9056	487	///	939	366	21516 ^r	45858 ^r	113334	556	4575	196687

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 4: Superficie et Production des principales légumineuses de 2009 à 2011 par région

Produits	année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Arachide	2009	Superficie (ha)	7565	39464	70900	118987	4486	83854	5339	3326	5025	27557	366501
		Production (t)	9815	47174	100703	167904	3494	126889	6513	3258	5012	32413	503175
	2010	Superficie (ha)	8274	46676	71701	83992	4489	119131	5530	4070	28364	5269	377496
		Production (t)	11757	56251 ^r	111232	175869 ^r	3599	127057 ^r	7715	3404	33322	5981	536187
	2011	Superficie (ha)	12026	51144	81242	113475	6992	80173	10020	6780	8579	33043	403475
		Production (t)	11973	60196	116056	183643	3987	131709	8419	3852	6794	37601	564230

Produits	année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Niébé	2009	Superficie (ha)	717	8730	///	174258	1584	50014	565	75	///	711	236654
		Production (t)	429	7444	///	110358	675	21451	264	64	///	521	141206
	2010	Superficie (ha)	755	9769	///	180059	1667	55763	623	82	///	768	249486
		Production (t)	453	9477	///	132054	711	22552	281	68	///	549	146145 ^r
	2011	Superficie (ha)	876	18908	///	203201	1756	56073	645	105	///	1199	282763
		Production (t)	476	9977	///	119024	749	23742	296	72	///	578	154914
Haricot	2009	Superficie (ha)	3626	2827	1356	34908	10465	12606	92603	78075	514	7054	244034
		Production (t)	3879	3114	1131	42355	12783	15223	120106	120016	47	8873	327526
	2010	Superficie (ha)	4124	3125	1477	39391	11542	14029	113269	90154	613	8132	285858
		Production (t)	4338	3306	1189	44501	13424	16794	129606	131044	49	9476	353729
	2011	Superficie (ha)	4097	3269	1589	40694	12518	15140	115184	94700	666	8515	296371
		Production (t)	4344	3526	1301	46303 ^r	14907	18199	133072	133865	657	10289	366463
Soja	2009	Superficie (ha)	78	1796	///	469	1554	427	1787	2443	84	136	8774
		Production (t)	105	2671	///	481	2514	353	1784	3463	60	164	11595
	2010	Superficie (ha)	85	1901	///	560	1637	467	2034	2877	89	138	9788
		Production (t)	116	2810	///	520	2647	401	2156	3654	72	168	12544
	2011	Superficie (ha)	88	1952	///	567	1763	538	2181	2771	100	144	10104
		Production (t)	119	2894	///	552	2851	454	2249	3707	76	175	13077
Voandzou	2009	Superficie (ha)	///	1731	///	18698	2883	1730	4814	515	///	///	30371
		Production (t)	///	1432	///	16175	2670	1143	3812	412	///	///	25644
	2010	Superficie (ha)	///	1904	///	21368	3171	1903	5195	607	///	///	34148
		Production (t)	///	1575	///	18793	3037	1257	4193	453	///	///	29308
	2011	Superficie (ha)	///	1928	///	22891	3371	2006	5403	621	///	///	36220

Produits	année	Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
	Production (t)	///	1595	///	19978	3178	1325	4321	479	///	///	30876

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 5: Superficie et Production des principaux fruits et légumes de 2009 à 2011 par région

Produits	année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Ananas	2009	Superficie (ha)	103	1723	231	///	1723	///	28	107	37	94	4047
		Production (t)	1462	79265	7387	///	55151	///	404	1272	859	1968	147768 ^r
	2010	Superficie (ha)	108	1906	262	///	1885	///	29	114	39	99	4442
		Production (t)	1535	87192	8337	///	60148	///	424	1337	902	2069	159875
	2011	Superficie (ha)	99	2059	271	///	1997	///	32	109	43	101	4711
		Production (t)	1414	89217	8541	///	61545	///	431	1298	927	2098	165471
Pastèques	2009	Superficie (ha)	///	719	47	///	54	///	50	912	6	12	1800
		Production (t)	///	13764	1001	///	1813	///	1241	22411	44	212	40486
	2010	Superficie (ha)	///	827	49	///	82	///	53	976	7	13	2007
		Production (t)	///	15280	1051	///	2368	///	1303	24256	46	223	44527
	2011	Superficie (ha)	///	802	46	///	85	///	49	1087	6	16	2091
		Production (t)	///	14897	1014	///	2309	///	1290	26345	39	219	46113

Produits	année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Banane douce	2009	Superficie (ha)	163	25544	11399	12	10166	116	4610	6736	5931	7218	71896
		Production (t)	1640	464312	186600	16	156320	490	40603	67034	201936	104282	1223233
	2010	Superficie (ha)	214	25876	11432	2	10191	3814	4792	7165	7290	6344	77120
		Production (t)	1764	513407	197181	2	164913	230	43696	73279	110576	228803	1333851
	2011	Superficie (ha)	228	27050	11146	8	12331	138	5458	8673	7634	11925	84591
		Production (t)	1696	459764	201255	22	200890	300	53245	88556	120617	268330	1394675
Tomate	2009	Superficie (ha)	437	9332	475	377	487	///	3568	37516	883	138	53213
		Production (t)	50667	126043	5203	1342	867	///	39902	433206	7088	2290	666607
	2010	Superficie (ha)	523	11682	499	414	515	///	4367	46744	1107	148	65999
		Production (t)	56110	119195	4557	1202	762	///	36808	568369	6281	2043	795327
	2011	Superficie (ha)	5335	18009	414	398	558	///	4547	47082	1120	221	67550
		Production (t)	60529	151602	4725	1250	5050	///	45410	572894	8605	2995	853060
Piment	2009	Superficie (ha)	181	4240	306	498	225	46	1230	3490	555	2312	13083
		Production (t)	235	6423	468	1813	468	60	3309	9484	722	3005	25987
	2010	Superficie (ha)	209	4082	289	475	217	49	1220	4704	536	2226	14007
		Production (t)	282	6423	459	1795	468	67	3408	13278	725	3005	29910
	2011	Superficie (ha)	247	4837	401	464	235	57	1542	5283	608	2179	16143
		Production (t)	327	7467	625	1720	498	76	4228	14676	807	2886	33310
Gombo	2009	Superficie (ha)	896	1891	27	6972	809	725	2039	2050	854	2359	18622
		Production (t)	2942	4311	92	14943	2681	123	9920	6192	170	5794	47169
	2010	Superficie (ha)	952	2222	28	10979	850	762	2154	2251	2844	962	24004
		Production (t)	3190	4664	97	24690	2816	129	10467	7159	6991	181	60384
	2011	Superficie (ha)	1068	2358	41	11980	1074	207	2677	3115	2881	726	26127

Produits	année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
		Production (t)	3530	5082	133	25889	2452	241	9738	9206	5938	1324	63533
Oignon	2009	Superficie (ha)	64	275	15	599	24	405	43	534	29	21	2008
		Production (t)	634	4042	145	23572	238	10608	1420	9575	294	177	50705
	2010	Superficie (ha)	8	430	15	965	25	1127	49	571	40	22	3252
		Production (t)	32	4257	153	37372	251	11167	1513	10168	310	186	65409
	2011	Superficie (ha)	81	490	28	10482	29	977	155	980	47	24	13260
		Production (t)	746	5764	274	146735	287	13890	1954	13764	412	206	184032

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 6: Superficie et Production des autres vivrières de 2009 à 2010 par région

Produit	Année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
Banane plantain	2009	Superficie (ha)	2932	60459	51644	///	28822	55	12649	20780	36376	16828	230545
		Production (t)	18330	678994	746810	///	409873	454	100793	166777	506286	130636	2758953
	2010	Superficie (ha)	3042	69348	57575	///	30112	53	13954	25572	40810	19835	260301
		Production (t)	19015	832181	863626	///	428220	500	111195	205236	568234	153977	3182184

Produit	Année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
	2011	Superficie (ha)	2842	71095	60802	///	31883	51	15085	26168	41206	25210	274342
		Production (t)	19082	853135	863821	///	453381	482	120195	210001	612285	293375	3425757
Concombre /graines de courge	2009	Superficie (ha)	19790	42835	23687	1799	24548	///	2649	2880	33656	23891	175735
		Production (t)	20850	47399	26251	2870	13819	///	5405	1366	26719	26978	171657 ^r
	2010	Superficie (ha)	20933	45933	24411	1896	26078	///	2797	3042	36039	25151	186280
		Production (t)	21136	54611	28888	3027	16302	///	5981	1867	37925	24280	194017
	2011	Superficie (ha)	24882	49903	24506	1912	32913	///	2903	3066	29763	25150	194998
		Production (t)	35220	59331	29031	3052	30764	///	3224	1882	10274	26210	198988
Gingembre	2009	Superficie (ha)	///	46	///	///	2175	///	1443	575	///	159	4409
		Production (t)	///	133	///	///	19424	///	8558	3696	///	1227	33086
	2010	Superficie (ha)	///	47	///	///	2285	///	1516	604	///	167	4629
		Production (t)	///	148	///	///	23658	///	9970	4149	///	1365	39342
	2011	Superficie (ha)	///	49	///	///	2425	///	1606	629	///	178	4898
		Production (t)	///	157	///	///	24497	///	10065	4254	///	1497	40531
Huile de palme	2009	Superficie (ha)	///	17205 ^r	2875 ^r	///	22561 ^r	///	8235 ^r	1005 ^r	2345 ^r	28459 ^r	82685 ^r
		Production (t)	///	54756 ^r	7542 ^r	///	46978 ^r	///	22123 ^r	5210 ^r	7852 ^r	89560 ^r	234021 ^r
	2010	Superficie (ha)	///	18750 ^r	2468 ^r	///	19683 ^r	///	8006 ^r	1260 ^r	3027 ^r	30005 ^r	83199 ^r
		Production (t)	///	55482 ^r	6978 ^r	///	45806 ^r	///	24712 ^r	5874 ^r	9852 ^r	99562 ^r	248266 ^r
	2011	Superficie (ha)	///	21894 ^r	2546 ^r	///	24546 ^r	///	7542 ^r	1124 ^r	2598 ^r	27752 ^r	88002 ^r
		Production (t)	///	57584 ^r	7421 ^r	///	47658 ^r	///	25248 ^r	6584 ^r	8876 ^r	100758 ^r	254129 ^r
Sésames	2009	Superficie (ha)	2584	5381	5291	10224	///	2962	///	1977	1387	///	29805
		Production (t)	2027	4757	10649	14925	///	5599	///	2845	2231	///	43033
	2010	Superficie (ha)	2713	5571	5000	10515	///	3505	///	2076	1456	///	30836

Produit	Année		Adamaoua	Centre	Est	Extrême-Nord	Littoral	Nord	Nord-Ouest	Ouest	Sud	Sud-ouest	Cameroun
		Production (t)	2128	5046	8960	16116	///	6383	///	2987	2343	///	43963
	2011	Superficie (ha)	2847	5780	5065	10332	///	3592	///	2087	1476	///	31179
		Production (t)	2256	5206	9197	16325	///	6215	///	3001	2363	///	44563

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 7: Evolution des produits industriels d'origine agricole

PRODUITS		2007	2008	2009	2010	2011	2012*
CACAO	Production (tonnes)	212 619	229 203	230 032	244 077	246 120	250 000
	Exportation (tonnes)	131 127	178 101	193 973	193 881	190 214	173 794
	Cours mondiaux (en FCFA/KG)	939	1 152	1 853	1 491	1 695	1 356
CAFE ARABICA	Production (tonnes)	10 772	10 817	9 548	12 564	8 563	10 000
	Exportation (tonnes)	3 892	3 335	3 581	3 112	2 441	5 148
	Cours mondiaux (en FCFA/KG)	1 302	1 364	2 010	2 850	3 993	2 748
CAFE ROBUSTA	Production (tonnes)	37 020	39 870	44 935	45 231	38 256	42 000
	Exportation (tonnes)	46 341	29 569	32 984	44 830	28 383	36 436
	Cours mondiaux (en FCFA/KG)	933	1 049	1 091	1 234	1 702	1 622
CAOUTCHOUC	Production (tonnes)	46 807	53 477	52 497	50 215	50 983	46 318
	Exportation (tonnes)	37 915	32 666	37 613	38 292	36 792	42 851
	Cours mondiaux (en FCFA/KG)	1 098	1 172	1 174	1 804	2 125	1 479
COTON GRAINE	Production (tonnes)	179 149	111 468	115 734	114 592	185 000	227 000
COTON FIBRE	Production (tonnes)	73 082	45 651	53 514	52 985	61 392	82 124
	Exportation (tonnes)	79 429	37 591	57 176	53 601	55 742	76 173
	Cours mondiaux (en FCFA/KG)	669	705	890	1 023	1 528	878
BANANE D'EXPORTATION	Production (tonnes)	233 054	268 768	259 100	277 774	296 110	285 789
	Exportation (tonnes)	232 888	281 282	254 610	237 942	267 278	231 802
	Cours mondiaux (en FCFA/KG)	497	532	437	487	539	-
Huile de palme	Production moderne (tonnes)	113 522	123 999	109 041	116 172	135 215	99 238

Sources : MINADER, MINFI/DAE, WEO, *estimations sur la production

Tableau 14 8: Répartition (%) des ménages agricoles par région selon le statut d'occupation des terres

Région	Mode de faire valoir			Ensemble
	Propriétaire	Locataire	Métayer	
Adamaoua	87,4	7,2	5,3	100,0
Centre	94,6	4,6	0,8	100,0
Est	96,8	2,6	0,6	100,0
Extrême- Nord	85,3	13,5	1,2	100,0
Littoral	82,6	15,8	1,6	100,0
Nord	88,6	10,7	0,7	100,0
Nord-Ouest	85,7	5,4	9,0	100,0
Ouest	94,4	4,4	1,2	100,0
Sud	95,0	4,3	0,7	100,0
Sud-Ouest	72,8	18,9	8,2	100,0
Ensemble	87,2	10,0	2,8	100,0

Sources : MINADER/DESA

Tableau 14 9: Age moyen des chefs de ménages agricoles par région et selon le sexe

Région	Sexe		
	Masculin	Féminin	Total
Adamaoua	44,9	46,9	45,3
Centre	47,9	54,8	49,7
Est	44,3	51,6	46,6
Extrême- Nord	45,5	54,3	47,2
Littoral	49,7	57,3	51,7
Nord	44,1	58,7	47,0
Nord-Ouest	49,6	50,7	50,0
Ouest	53,0	51,3	52,3
Sud	47,4	56,8	50,0
Sud-Ouest	46,3	49,8	47,3
Ensemble	46,7	53,1	48,4

Sources : MINADER/DESA

Tableau 14 10: Proportion (%) des exploitants agricoles appartenant à une Organisation Paysanne par région et selon le sexe

Région	Sexe		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Adamaoua	9,4	7,9	8,7
Centre	18,4	15,5	17,1
Est	16,5	18	17,3
Extrême-Nord	4,7	4,3	4,5
Littoral	18,8	18,7	18,7
Nord	19	10,2	14,7
Nord-Ouest	18,3	19,3	18,9
Ouest	8,1	11,0	9,6
Sud	20,3	21,3	20,8
Sud-Ouest	13,5	10,6	12,2
Ensemble	11,7	10,5	11,1

Sources : MINADER/DESA

Tableau 14 11: Ventilation (%) des Organisations Paysannes par région selon les domaines d'activité

Région	Domaines d'activités			
	Production	Commercialisation	Transformation	Autres
Adamaoua	74,1	24,7	51,9	12,3
Centre	88,6	34,6	81,3	15,8
Est	86,4	22,2	63,0	11,1
Extrême-Nord	64,5	7,9	36,8	11,8
Littoral	93,3	36,0	78,7	9,0
Nord	82,5	10,3	53,6	10,3
Nord-Ouest	88,8	34,2	50,3	28,3
Ouest	73,2	7,1	53,0	18,0
Sud	84,9	44,3	68,9	23,6
Sud-Ouest	81,1	34,2	50,5	21,6
Ensemble	82,9	26,7	61,1	17,5

Sources : MINADER/DESA

Tableau 14 12: Proportion de ménages agricoles utilisant les semences améliorées (%)

Rubriques	Produits	2009	2010	2011
Céréales	Mais	42,6	46,2	52,8
	Mil/sorgho	6,8	6,3	6,8
	Riz	16,1	15,0	16,9
Racines et tubercules	Ignames	10,8	9,0	10,9
	Macabo/Taro	3,8	3,2	5,3
	Manioc	18,8	16,8	19,1
	Patate douce	23,5	25,1	24,1
	Pomme de terre	23,0	25,4	24,1
Légumineuses	Arachide	3,3	2,9	3,1

Rubriques	Produits	2009	2010	2011
	Haricot	7,6	11,7	6,2
	Niébé	4,3	4,9	5,0
	Soja	9,2	22,1	23,8
	Voandzou	1,0	1,0	2,2
Fruits et légumes	Ananas	38,8	40,0	41,4
	Banane douce	6,7	11,2	11,5
	Gombo	12,7	11,0	12,8
	Oignon	17,4	39,9	39,6
	Pastèques	77,4	80,0	84,4
	Piments	54,2	59,6	56,3
	Tomate	68,2	65,3	69,3
Autres cultures	Banane plantain	7,4	8,0	7,8
	Concombre	5,2	7,2	5,7
	Gingembre	25,0	25,1	25,7
	Sésame	6,9	6,6	6,0

Sources : MINADER/DESA

Tableau 14 13: Autres sources de revenus des ménages agricoles (en % des ménages)

Région	Sources de revenus autre que l'agriculture							
	Services fournis à l'extérieur	Artisanat	Commerce	Chasse	Pêche	Cueillette	Dons reçus	Moto taxi
Adamaoua	15,2	13,2	24,4	9,0	15,8	11,1	5,0	4,0
Centre	27,2	5,1	29,5	17,5	12,2	28,3	12,5	9,5
Est	12,0	13,5	26,5	21,5	24,8	29,1	5,4	5,0
Extrême-Nord	24,9	8,0	22,6	3,1	11,4	1,7	3,3	3,0
Littoral	19,9	6,9	38,1	10,4	8,8	11,1	6,8	5,5
Nord	12,6	6,6	17,8	4,9	3,9	1,6	1,0	4,2
Nord-Ouest	23,5	11,1	27,0	4,6	3,6	5,8	21,7	5,7
Ouest	21,7	5,1	22,9	3,0	0,6	4,8	13,8	6,6
Sud	31,3	7,6	39,9	31,1	30,4	21,9	13,2	12,3
Sud-Ouest	29,2	3,2	22,2	10,3	6,2	20,1	12,4	3,8
Ensemble	22,7	7,6	26,6	10,6	10,4	13,4	10,5	6,1

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 14: Proportion de ménages agricoles utilisant les fertilisants par région et par type de fertilisant (%)

Régions	Ménages agricoles utilisant les fertilisants			Type de fertilisant			
				Fumure organique		Engrais chimique	
	2009	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Adamaoua	47,7	36,6	41,2	24,4	23,4	75,6	76,6
Centre	26,3	31,5	31,9	4,9	4,2	95,1	95,8
Est	11,0	10,9	11,8	6,0	9,8	94,0	90,2
Extrême-Nord	51,7	52,9	52,2	24,5	27,2	75,5	75,8

Régions	Ménages agricoles utilisant les fertilisants			Type de fertilisant			
				Fumure organique		Engrais chimique	
	2009	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Littoral	27,6	34,4	39,2	39,1	39,8	60,9	70,2
Nord	76,7	75,3	79,7	31,7	40,2	78,3	79,8
Nord-Ouest	48,5	64,5	69,6	19,2	18,7	80,8	81,3
Ouest	59,6	77,7	75,8	18,9	18,7	81,1	83,3
Sud	17,5	24,3	29,2	9,7	7,5	90,3	92,5
Sud-Ouest	19,6	26,1	31,1	43,7	46,1	56,3	56,9
Cameroun	35,4	41,0	40,1	21,5	22,4	78,5	77,6

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 15: Répartition (%) par région et par sexe des exploitants agricoles selon le type de formation agricole reçue

Région	Lieu de formation				Total
	Ecole professionnelle	Ateliers/séminaires	Sur le tas	Pas de formation	
Adamaoua	1,0	6,5	4,3	88,3	100
Centre	3,3	18,3	22,4	56,0	100
Est	0,8	12	11,1	76,0	100
Extrême- Nord	0,8	4,2	1,7	93,3	100
Littoral	2,1	14,3	28,9	54,8	100
Nord	1,5	1,8	26,7	70,0	100
Nord-Ouest	3,4	16,3	4,8	75,6	100
Ouest	1,2	7,7	24,6	66,4	100
Sud	3,7	8	14,8	73,4	100
Sud-Ouest	1,9	24,3	11,3	62,5	100
Sexe					
Masculin	1,9	9,3	12,4	76,4	100
Féminin	1,3	8,1	11,1	79,5	100
Ensemble	1,6	8,7	11,8	77,9	100

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 16: Proportion de ménages agricoles possédant des matériels et équipements agricoles par région (en %)

Région	Brouette			Porte tout			Pulvérisateurs			Arrosoirs			Tracteur			Atomiseur			Motopompe			Charrue		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Adamaoua	23,5	10,9	10,3	25,1	25,2	25,5	29,9	28,1	27,6	16,3	12,4	18,5	1,1	1,5	1,8	0,1	0,8	1,4	4,4	4,0	4,9	19,5	21,2	25,4
Centre	36,3	41,9	39,2	24,1	25,6	21,4	60,0	62,3	68,0	35,5	37,3	39,8	2,0	2,0	2,3	1,8	4,3	4,8	6,3	6,7	6,5	0,9	0,0	0,0
Est	17,3	12,4	9,8	21,6	23,7	23,3	22,3	23,1	23,2	19,8	15,1	20,0	0,9	1,0	1,3	1,7	1,2	1,6	1,4	2,8	2,7	0,0	0,5	0,0
Extrême-Nord	11,1	13,0	9,4	17,1	18,9	23,4	15,9	20,4	24,7	8,8	6,5	7,0	0,3	0,5	0,5	0,9	0,6	1,2	7,9	10,8	12,4	34,7	35,4	43,3
Littoral	38,0	40,8	41,6	27,8	31,9	31,2	29,2	35,4	38,6	10,2	17,6	30,0	1,2	1,6	1,9	5,1	5,6	5,0	1,0	3,0	4,0	0,0	0,6	0,0
Nord	20,2	13,5	11,5	23,5	20,1	20,3	24,9	32,4	34,4	5,2	7,2	4,7	1,1	1,1	1,1	2,5	3,4	3,5	5,1	5,1	5,3	36,4	39,7	47,4
Nord-ouest	32,5	34,4	34,0	21,4	21,0	21,7	20,7	18,8	20,6	36,7	30,9	12,5	2,1	2,0	2,3	0,1	0,1	0,2	1,2	1,6	1,4	0,8	1,4	1,8
Ouest	16,2	18,3	18,9	26,9	27,1	26,6	36,7	35,1	36,5	26,0	27,9	27,3	0,1	0,2	0,2	3,5	4,0	4,2	2,7	2,9	3,1	0,2	0,5	0,8
Sud	44,6	41,1	42,5	9,9	10,9	12,3	42,1	43,0	43,4	21,7	20,8	24,3	1,3	2,0	4,3	1,9	2,2	2,5	2,7	2,6	3,6	0,5	0,0	0,0
Sud-ouest	14,7	14,2	14,6	31,5	23,0	26,3	40,5	44,2	53,3	25,2	22,6	19,4	0,2	0,3	0,5	2,0	3,9	3,4	2,5	2,5	2,2	0,6	1,2	1,3
Cameroun																								

Source : MINADER/DESA

Tableau 14 17: Répartition des ménages agricoles par région selon la source de financement de l'activité agricole (en %)

Région	Fonds propres			Crédits (Banque et EMF)			Aide d'un proche			Amis et tontines			Appui institutionnel			Subventions en espèces			Subventions en nature		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Adamaoua	79,6	88,9	72,0	5,1	2,1	1,2	5,7	12,1	4,0	4,8	6,0	6,0	3,9	0,5	0,0	3,9	0,6	0,0	4,7	1,4	0,0
Centre	78,6	88,3	73,0	1,2	5,9	5,5	9,7	19,4	11,0	17,1	14,0	11,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	1,5	0,1	1,0
Est	78,7	89,8	66,9	4,9	0,7	1,0	7,8	13,8	4,0	7,5	7,0	7,0	3,6	0,7	0,0	4,1	0,0	0,0	3,2	1,5	0,0
Extrême-Nord	49,9	74,6	90,0	1,8	2,8	3,0	5,4	18,1	8,0	7,7	6,0	17,0	0,3	1,0	1,0	0,3	0,6	0,0	0,3	1,9	0,0
Littoral	87,9	87,0	70,0	4,0	4,2	4,0	7,2	40,0	11,0	19,6	16,0	16,0	3,3	1,4	0,0	3,3	3,2	1,0	4,6	3,1	0,0
Nord	86,6	93,9	78,0	0,5	0,8	4,0	3,6	13,3	7,0	4,9	5,0	9,0	1,4	0,3	1,0	0,3	0,0	0,0	0,9	1,9	1,0
Nord-ouest	74,5	71,3	60,0	6,6	9,7	8,1	14,4	36,9	13,0	48,3	40,0	22,0	0,8	4,5	0,0	1,0	8,3	0,0	1,0	9,0	2,0
Ouest	71,8	84,6	62,0	2,8	5,9	3,3	9,2	38,9	12,0	30,4	30,0	23,0	0,1	0,1	0,0	0,6	0,5	0,0	1,4	0,8	0,0
Sud	91,2	85,0	74,0	4,1	3,8	2,0	19,7	27,0	13,0	21,7	20,0	8,0	1,7	0,7	1,0	2,2	1,1	1,0	1,7	1,3	1,0
Sud-ouest	81,6	73,5	88,9	7,2	6,1	1,1	6,4	33,3	8,4	39,7	30,9	19,9	0,6	0,9	0,3	0,7	0,4	0,2	3,4	0,3	3,2
Cameroun	71,6	81,2	70,6	3,5	4,4	2,5	8,7	24,0	9,2	22,5	18,4	16,3	0,9	1,0	0,4	1,1	1,4	1,2	1,5	2,2	0,9

Source : MINADER/DESA

Chapitre 15: ELEVAGE ET PECHE

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES.....	266
II. LISTE DES TABLEAUX	266
III. PRESENTATION.....	267
IV. METHODOLOGIE.....	267
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	267

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 15 1: Principaux pays fournisseurs de produits dérivés de l'élevage porcin au Cameroun en 2011(en tonnes)	269
--	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 15 1: Poids des ménages pratiquant l'élevage par région en 2012	269
Tableau 15 2: Evolution du cheptel entre 2010 et 2012	270
Tableau 15 3: Evolution de la production de viande (en tonnes) entre 2010 et 2012.....	270
Tableau 15 4: Volume d'abattage par région en 2012 en (nombre de têtes)	271
Tableau 15 5: Production de viande par région en 2012 (en tonnes)	271
Tableau 15 6: Evolution du nombre et de la quantité (en tonnes) d'oeufs produits entre 2011 et 2012.....	271
Tableau 15 7: Evolution de la production halieutique (en tonnes) entre 2010 et 2012	272
Tableau 15 8: Evolution du cheptel suivi de camélidés et d'équidés (en têtes).....	272
Tableau 15 9: Situation des cheptels d'élevages non conventionnels en 2011 et 2012 (par tête).....	272
Tableau 15 10: Situation de l'aviculture en 2011 et 2012.....	273
Tableau 15 11: Importations de produits de charcuterie en tonnes en 2012 et 2013	273
Tableau 15 12: Importations des produits de provenderie (en tonnes en 2012 et 2013	273
Tableau 15 13: Evolution des importations de poissons entre 2011 et 2013.....	274
Tableau 15 14: Importations de maquereaux, bars/capitaines et poissons divers en quantité (tonnes) et en valeur (FCFA) en 2012 et 2013	274
Tableau 15 15: Répartition des importations de poisson par pays d'origine en 2012	274
Tableau 15 16: Importations de lait et de produits laitiers en tonnes en 2012 et 2013	275
Tableau 15 17: Consommation des produits connexes de l'aviculture (en tonne).....	275
Tableau 15 18: Situation de la production d'alevins en 2012	276
Tableau 15 19: Production des vaccins bactériens (en doses) de 2008 à 2012	276
Tableau 15 20: Production des vaccins viraux (en doses) de 2008 à 2012.....	276
Tableau 15 21: Nombre de doses de vaccins vendus au Cameroun entre 2008 et 2012	277
Tableau 15 22: Evolution des vaccinations par espèce animale entre 2009 et 2012	277
Tableau 15 23: Evolution des consultations par espèce et par région entre 2011 et 2012.....	278
Tableau 15 24: Principales affections récurrentes en 2012	278
Tableau 15 25: Principales affections récurrentes en 2011	281

III. PRESENTATION

Le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) dont la principale mission est d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer la politique de l'État en matière d'élevage, de pêches et du développement harmonieux des industries animales, a mis en place en 2011 un document de stratégie du sous-secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales. Il est question pour cette stratégie de s'arrimer aux objectifs définis dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et de contribuer fortement à la croissance du PIB dont la part du sous-secteur de l'élevage était en 2010 de 0,14 %, soit un PIB en capital de 950 milliards pour le sous-secteur de l'élevage et pêche.

En dehors des services déconcentrés, le MINEPIA, pour l'atteinte de ses objectifs, dispose aussi des organismes sous-tutelles (à l'instar de SODEPA, LANAVET) et des services rattachés comme les laboratoires nationaux, les centres nationaux de formation zootechnique et vétérinaire, les missions techniques spécialisées et les caisses de développement.

Le MINEPIA et l'Institut National de la Statistique (INS) sont en cours de préparation du recensement général de l'élevage et de l'aquaculture, qui permettra d'avoir une base de données pour le suivi des filières porteuses comme l'aviculture et la pisciculture.

Pêche artisanale

La pêche artisanale est maritime et continentale. Les deux types de pêches sont dominés par les pêcheurs de nationalité camerounaise, mais on y trouve d'autres nationalités comme les Béninois, les Nigérians et les Maliens. En 2012 la production issue de la pêche maritime était de 48 645 tonnes tandis que celle issue de la pêche continentale était de 3 082 tonnes correspondant à des hausses de plus de 57%. Cependant, on note toujours des problèmes qui ne permettent pas une réelle valorisation du potentiel de production à savoir :

- L'encadrement technique insuffisant des pêcheurs artisans couplé à un manque d'équipement technique et de personnel suffisamment qualifié.
- Le manque de financement pouvant permettre aux pêcheurs d'acquérir des équipements techniques performants.

Pêche industrielle

Elle se pratique au large des côtes camerounaises. Au courant de l'année 2012, 10 sociétés, soit une de moins qu'à l'exercice précédent, ont assuré l'essentiel de la production en poissons, crustacés et mollusques.

En 2012 cette pêche a produit plus de 12 mille tonnes de poisson et 961 tonnes de crevettes. Les activités de cette branche connaissent quelques difficultés notamment l'exploitation frauduleuse des eaux territoriales par les bateaux de pêche étrangers et les problèmes frontaliers dans certaines zones du pays.

Élevage

L'élevage est dominé par les bovins, les ovins, les porcins et l'aviculture. Les autres types d'élevage comme l'apiculture, l'aquaculture et l'élevage

non conventionnel prennent peu à peu d'ampleur au Cameroun avec de plus en plus de personnes intéressées à ces types d'élevage. Les principaux cheptels (bovins, ovins, caprins, porcins et volailles) ont connu un accroissement numérique positif, exception faite des caprins pour lesquels une légère baisse a été observée. Quant à la production de viande, on a observé une baisse importante de plus de 10% en 2012, principalement due à la baisse de la production de viande porcine et caprine. La production d'œufs reste par contre à la hausse avec une augmentation de 8,8% par rapport à 2011.

Notons cependant que le manque d'équipements adéquats et performants, des dispensaires et cliniques vétérinaires publics, de médicaments continuent de plomber la production.

Soutien de l'État

Outre l'encadrement technique, l'État apporte une grande aide aux éleveurs et ceci de plusieurs façons :

- Au moyen des tarifs douaniers préférentiels à l'importation des matières premières et du matériel d'élevage.
- Des frais de douanes et taxes plus élevés pour les viandes importées (la volaille par exemple).
- La production et la mise à disposition des éleveurs des vaccins subventionnés.

IV. METHODOLOGIE

Collecte des données

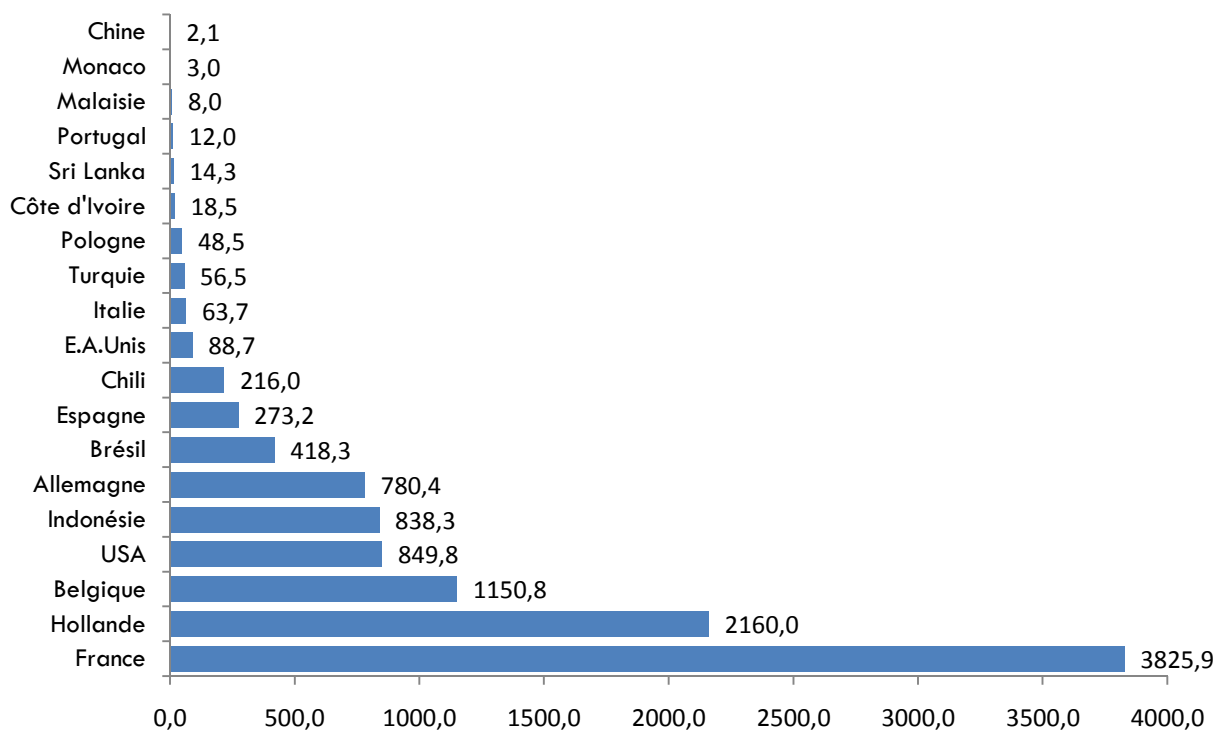
Le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales organise des descentes sur le terrain dans le cadre de la vulgarisation, de l'encadrement technique des pêcheurs et éleveurs ainsi que du contrôle de leur activité. Ces descentes permettent aux agents d'encadrement du MINEPIA de collecter des données sur le cheptel suivi et les productions d'autres produits. Ces informations concernent une partie limitée des acteurs et ne prennent en compte que peu d'exploitations familiales. Les rapports d'activités annuels du MINEPIA qui ont jusqu'ici servi à renseigner le présent chapitre ne donnaient donc que les effectifs de cheptel suivis ainsi que les productions de produits dérivés de ces élevages suivis. L'exploitation des résultats d'enquêtes réalisées par la FAO et le MINEPIA, afin de disposer à l'avenir d'une méthodologie stable et plus efficace pour la collecte des données du secteur de l'élevage, ont permis d'avoir une estimation des cheptels au niveau global (suivi et non suivi) ainsi que des productions d'autres produits. En effet, ces opérations ont permis de déterminer des coefficients de correction appliqués aux données des élevages suivis. La prise en compte de ces changements méthodologiques explique les changements de données que l'on peut observer dans ce chapitre.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

ORGANISMES

- Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales.

Graphique 15 1: Principaux pays fournisseurs de produits dérivés de l'élevage porcin au Cameroun en 2011 (en tonnes)



Source : MINEPIA

TABLEAUX

Tableau 15 1: Poids des ménages pratiquant l'élevage par région en 2012

Région	Nombre de ménages*	Nombre de ménages pastoraux	Proportion de ménages pastoraux
Adamaoua	221 893	58 567	26,4
Centre	777 384	70 190	9,0
Est	193 655	70 461	36,4
Extrême-nord	780 834	213 476	27,3
Littoral	629 894	47 630	7,6
Nord	423 555	147 935	34,9
Nord-ouest	433 842	166 166	38,3
Ouest	431 607	117 681	27,3
Sud	159 253	27 672	17,4
Sud-ouest	330 241	27 331	8,3
Ensemble	4 382 156	947 109	21,6

*Obtenus par estimation à partir des résultats d'ECAM3

Source :MINEPIA, EPA 2012 (EPA : Enquête Pastorale Annuelle)

Tableau 15 2: Evolution du cheptel entre 2010 et 2012

Spécifications	2010	2011	2012
Bovins	4 843 104	5 084 754	5 527 128
Ovins	3 739 325	2 879 280	2 974 297
Caprins	5 405 046	6 053 651	5 950 739
porcins	2 440 404	2 806 464	2 896 271
Volailles*	70 176 806	65 286 625	66 592 358

Source :MINEPIA/DEPCS* y compris la production des poulets de chair

Tableau 15 3: Evolution de la production de viande (en tonnes) entre 2010 et 2012

Spécifications	2010		2011		2012	
	Effectif Abattu*	Quantité de viande	Effectif abattu	Quantité de viande	Effectif abattu	Quantité de viande
Bovins	420 054	81 910	441 013	85 998	448 691	87 495
Ovins	485 558	9 711	444 053	8 881	529 643	10 593
Caprins	2 658 096	53 162	2 259 208	45 184	1 642 297	32 846
porcins	832 579	58 281	1 015 513	71 086	586 325	41 043
Volailles*	48 572 142	97 144	51 109 287	102 219	53 645 832	107 292
Total viande		300 208		313 367		279 268

Source : MINEPIA/DEPCS* Nombre de têtes

Tableau 15 4: Volume d'abattage par région en 2012 en (nombre de têtes)

Région	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Volaille
Adamaoua	48 812	13 110	16 209	19 797	854 825
Centre	90 392	19 610	34 008	149 699	11 020 972
Est	26 107	1 411	4 183	7 672	164 929
Extrême-Nord	49 003	361 466	1 214 521	85 730	5 869 544
Littoral	85 056	17 468	32 262	89 255	9 036 176
Nord	46 893	30 078	166 417	16 705	925 441
Nord-Ouest	42 282	71 375	139 139	140 651	5 742 891
Ouest	32 718	4 011	15 402	61 033	4 833 077
Sud	6 845	1 786	1 616	6 206	6 731 913
Sud-ouest	20 583	9 328	18 540	9 577	8 466 064
Cameroun	448 691	529 643	1 642 297	586 325	53 645 832

Source : MINEPIA/DEPCS

Tableau 15 5: Production de viande par région en 2012 (en tonnes)

Région	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Volaille
Adamaoua	9 518	262	324	1 386	1 710
Centre	17 626	392	680	10 479	22 042
Est	5 091	28	84	537	330
Extrême-Nord	9 556	7 229	24 290	6 001	11 739
Littoral	16 586	349	645	6 248	18 072
Nord	9 144	602	3 328	1 169	1 851
Nord-Ouest	8 245	1 427	2 783	9 846	11 486
Ouest	6 380	80	308	4 272	9 666
Sud	1 335	36	32	434	13 464
Sud-ouest	4 014	187	371	670	16 932
Cameroun	87 495	10 593	32 846	41 043	107 292

Source : MINEPIA/DEPCS

Tableau 15 6: Evolution du nombre et de la quantité (en tonnes) d'oeufs produits entre 2011 et 2012

Région	2011		2012	
	Nombre	Quantité	Nombre	Quantité
Adamaoua	339 251	20	14 395 304	835
Centre	159 857 716	9 272	29 899 894	1 734
Est	4 768 418	277	5 896 270	342
Extrême-Nord	18 041 981	1 046	7 117 696	413
Littoral	45 476 481	2 638	56 232 820	3 262
Nord	1 135 555	66	2 721 596	158
Nord-ouest	5 990 904	347	31 943 246	1 853
Ouest	752 835 288	43 664	930 899 888	53 992
Sud	14 054 035	815	11 516 145	668
Sud-ouest	1 913 385	111	2 178 500	126
Cameroun	1 004 413 015	58 256	1 092 801 360	63 382

Source : MINEPIA/DEPCS

Tableau 15 7: Evolution de la production halieutique (en tonnes) entre 2010 et 2012

Produits	2010	2011	2012
Pêche industrielle	4 001	15 021	13 013
Poisson	3 703	10 340	12 052
Crevettes	299	4 681	961
Pêche maritime artisanale	36 720	30 805	48 645
Pêche continentale	2 853	1 965	3 082
Ensemble	43 574	47 791	64 741

Source : MINEPIA/DEPCS

Tableau 15 8: Evolution du cheptel suivi de camélidés et d'équidés (en têtes)

Région	Anes		Chameaux		Chevaux	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Adamaoua	8 727	8 937	-	-	4 149	2 675
Centre	95	-	-	-	16	100
Est	410	562	-	-	50	58
Extrême-Nord	22 653	23 530	-	3	7 432	8 583
Littoral	-	-	-	-	-	758
Nord	14 426	16 105	26	37	1 817	1 897
Nord-ouest	1 010	-	-	-	15 360	...
Ouest	251	140	-	0	441	455
Sud	2	2	3	3	15	15
Sud-ouest	-	-	-	-	765	366
Cameroun	47 574	50 400	29	43	30 045	16 468

Source : MINEPIA, Rapport annuel d'activités 2012

Tableau 15 9: Situation des cheptels d'élevages non conventionnels en 2011 et 2012 (par tête)

Région	Aulacodes		Lapins		Cochons d'Inde		Rat de Gambie		Escargots	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Adamaoua	324	186	320	171	780	361	-	-	-	710
Centre	3 989	2 366	1 487	1 790	3 930	-	11	-	27 830	-
Est	425	10	95	1 263	2 316	35	-	-	4 305	-
Extrême-Nord	10	269	450	1 036	-	-	-	-	-	250
Littoral	474	94	704	738	265	305	15	21	500	900
Nord	-	-	78	1 108	-	-	-	-	-	-
Nord-Ouest	784	1 250	7 043	7 179	2 213	13 225	-	-	400	-
Ouest	1 428	853	23 821	17 812	20 478	19 948	-	200	71 287	9 824
Sud	342	220	174	122	-	164	-	-	5 230	1 158
Sud-Ouest	391	667	652	2 035	311	1 218	32	47	919 800	1 626 000
Cameroun	8 167	5 915	34 824	33 254	30 293	35 256	58	268	1 029 352	1 638 842

Source : MINEPIA, Rapport annuel d'activités 2011 et 2012

Tableau 15 10: Situation de l'aviculture en 2011 et 2012

Région	Quantité de miel récolté en litres		Nombre de ruches		Nombre d'apiculteurs		Nombre d'organisations	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Adamaoua	470 414	787 898	41 536	25 383	...	6 241	8	9
Centre	34 745	10 169	1 298
Est	1 450	5 445	120	455	38	80	-	9
Extrême-Nord	5 200	4 600	244	490	80	75	9	25
Littoral	4 871	12 081	845	264	-	-	-	-
Nord
Nord-ouest	162 969	100 630	2 059	16 620	...	512	...	7
Ouest	50 860	32 974	8 985	10 073	503	759	...	220
Sud	1 014	3 235	87	28	23	16	8	5
Sud-ouest	19 287	46 327	3 946	6 099	914	729	75	87
Cameroun	750 810	1 003 359	59 120	59 412	1 558	8 412	100	362

Source : MINEPIA, Rapport annuel d'activités 2011 et 2012

Tableau 15 11: Importations de produits de charcuterie en tonnes en 2012 et 2013

Produits	2012	2013
Découpes de porc	3 303	4 997
Saucisses/	374	661
Paté de bœuf	31	0
Charcuterie diverses	1 218	1 052
Conserves diverses	1 143	670
Graisses alimentaires	1 081	1 823
Aliments chiens & chats	115	132
Mayonnaise	3 747	3 471
Ensemble	11011	12805

Source : MINEPIA, Note sur les importations en 2013

Tableau 15 12: Importations des produits de provenderie (en tonnes) en 2012 et 2013

Produits	2012	2013
Premix ponte & chair	3 122	3 039
Premix porcs	-	293
Farine de poisson	2 779	5 409
Concentré ²	-	83
Ensemble	5 901	8 824

Source : MINEPIA, Note sur les importations en 2013

Tableau 15 13: Evolution des importations de poissons entre 2011 et 2013

Produits	2011	2012	2013
Maquereaux	98 881	86 146	53 251
Sardines/sardinelles	6 549	1 975	10 976
Tilapia	-	0	3 834
Silure	-	0	670
Bars/ capitaine	14 051	6 627	11 876
Poissons divers	71 540	64 665	35 991
Autres hydrolysats	2 339	1 171	529
Thon	126	0	7
Conserves de poisson	1 129	1 819	1 475
Ensemble	194 615	162 403	118 609

Source :MINEPIA, Note sur les importations en 2013

Tableau 15 14: Importations de maquereaux, bars/capitaines et poissons divers en quantité (tonnes) et en valeur (FCFA) en 2012 et 2013

Produits	2012		2013	
	quantité	Valeur	quantité	Valeur
Maquereaux	86 146	64 380 029 030	53 251	39 701 081 376
poissons divers	64 665	34 735 728 993	35 991	18 009 356 786
bars/capitaine	6 627	5 155 274 837	11 877	10 892 983 014
Ensemble	157 438	104 271 032 860	101 119	68 603 421 176

Source :MINEPIA, Note sur les importations en 2013

Tableau 15 15: Répartition des importations de poisson par pays d'origine en 2012

Origine	Pourcentage	Origine	Pourcentage	Origine	Pourcentage
Afrique du Sud	4,62	Guinée Bissau	2,65	Portugal	0,03
Argentine	4,56	Hollande	12,67	Russie	0,40
Belgique	0,48	Inde	2,55	Sénégal	9,61
Brésil	0,02	Indonésie	0,57	Suisse	0,01
Canada	0,03	Irlande	11,85	Taiwan	0,05
Chili	0,02	Maroc	0,60	Thaïlande	0,26
Chine	6,38	Mauritanie	27,29	Tunisie	0,07
Côte d'Ivoire	0,16	Namibie	2,76	Uruguay	0,68
Espagne	5,92	Norvège	0,16	USA	0,41
France	0,02	Nouvelle Zélande	1,38	Vietnam	2,56
Gabon	0,02	Oman	0,08	Yemen	0,74
Grande Bretagne	0,13	Perou	0,29	Total général	100

Source :MINEPIA, Note sur les importations en 2013

Tableau 15 16: Importations de lait et de produits laitiers en tonnes en 2012 et 2013

Produits	2012	2013
Lait liquide	12 282	11 714
Lait en poudre	8 261	7 266
Beurre	302	190
Fromage	492	493
Prép. Aliments infantiles	3 616	2 925
Margarine	984	873
Yaourts/crèmerie	340	225
Ensemble	26 276	23 686

Source : MINEPIA, Note sur les importations en 2013

Tableau 15 17: Consommation des produits connexes de l'aviculture (en tonne)

Région	CE	ES	LT	NW	SU	SW	Cameroun
Catégorie							
Aliments complets chair	76 975	94	-	-	288 500	1 035	366 604
Aliments complets ponte	-	84	335	-	-	-	419
Concentré chair	4 012	24,8	-	107,4	24 700	25 009	53 853
Concentré ponte	-	12	-	-	-	-	12
Coquillage	-	3,5	-	-	-	-	3,5
Démarrage chair	-	-	270	-	-	-	270
Farine de poisson	3 926,5	5,5	-	1 244,4	7 700	366	13 242,4
Farine de sang	2 550	-	-	50,7	-	-	2 601
Finition chair	-	-	280	-	-	-	280
Maïs	14 624	-	-	2 374 500	-	61 353	2 450 477
Poudre d'os	27 000	5	270	30,4	-	-	27 305
Remoulage	4 660,5	7,5	-	-	-	8 447	13 115
Son de blé	3 450	-	335	21 850,8	473 000	-	498 636
Son cubé	1 000	-	-	40 835,1	-	-	41 835
Sulfate de fer	-	0,3	280	-	-	-	280,3
Tourteaux de coton	-	10	-	30,5	-	369	409,5
Tourteaux de soja	4 237	24	-	350,2	-	-	4 611
Tourteaux de palmistes	2 584,5	15	-	4 500,5	24 850	-	31 950
Ensemble	145 019	286	1 770	2 443 500	818 750	96 579	3 505 904

Source : MINEPIA

Tableau 15 18: Situation de la production d'alevins en 2012

	Nombre de stations	Nombre d'étangs				Production d'alevins	
		Actifs	Abandonnés	Autres	Total	Clarias	Tilapias
Adamaoua	24 000				13		24 000
Centre		501	577	11	1 089		
Est					24		
Extrême-nord		1 007	837		1 844		
Littoral					200		
Nord					30		
Nord-ouest	3	30	50	0	80	3 500	69 750
Ouest		806	299		1 105		
Sud	1	9	70		79	93 166	0
Sud-ouest		116	266		382	17 050	19 290
Cameroun	24 004	2 469	2 099	11	4 846	113 716	113 040

Source : MINEPIA

Tableau 15 19: Production des vaccins bactériens (en doses) de 2008 à 2012

Produits	2008	2009	2010	2011	2012
Vaccin contre la fièvre charbonneuse	466 800	732 000	1 783 500	-	-
Vaccin contre la PPCB, souche T1-44	286 350	2 744 600	704 650	2 142 070	2 412 650
Vaccin contre la PPCB souche T1-SR	2 358 800	3 961 700	6 374 450	2 101 600	5 564 900
Vaccin contre la pasteurellose bovine	4 828 050	5 007 950	5 476 850	9 649 050	5 991 050
Vaccin contre le charbon symptomatique	4 079 070	3 256 200	3 312 100	3 913 150	4 484 100
Vaccin contre la péripneumonie contagieuse bovine (PERIVAX T1-SR)	286 350	2 744 600	704 650	2 142 070	2 412 650

Source (LANAVET)

Tableau 15 20: Production des vaccins viraux (en doses) de 2008 à 2012

Produits	2008	2009	2010	2011	2012
Vaccin contre la PPR	1 351 100	3 286 650	-	645 900	3 190 400
Vaccin contre la Maladie de Newcastle, typhose et choléra aviaire	1 288 075	1 336 400	816 075	1 101 800	1 550 600
Vaccin contre la maladie de newcastle (Avipestovax)	-	-	8 668 000	-	-
Vaccin contre la maladie nodulaire	622 200	2 855 600	-	1 848 600	1 432 200
Vaccin contre la maladie de newcastle souche I2	-	-	-	-	4 562 400
Diluant	1 000 000	803 700	3 890 000	2 987 400	5 664 550

Source (LANAVET)

Tableau 15 21: Nombre de doses de vaccins vendus au Cameroun entre 2008 et 2012

Nom Vaccins	Maladies cibles	2008	2009	2010	2011	2012
Multivax	Newcastle, typhose et choléraaviaires	956 250	1 247 800	490 525	888 250	961 350
Newxerovax	Newcastle (vaccinthermotolérant)	80 000	26 100	-	-	-
Anthravax	Charbonbactérien	468450	395200	574400	763500	507300
Capripestovax	Peste des petits ruminants	126 050	208 050	222 450	234 450	826 950
Caprixerovax	Peste des petits ruminants (vaccinthermotolérant)	80 395	9 570	-	-	-
Nodulovax	Maladienodulairecutanée des bovins	895 550	1 068 100	1 504 800	1 504 700	1 572 400
Pastovax	Pasteurellose bovine	1 453 510	1 322 050	1 639 150	1 596 700	1 777 950
Périxax T1-SR	Péri-pneumoniecontagieuse bovine	2 386 800	2 050 800	3 608 150	2 227 800	2 476 300
Symptovax	Charbonsymptomatique	2 652 670	1 807 050	2 321 000	2 483 800	2 460 050

Source (LANAVET)

Tableau 15 22: Evolution des vaccinations par espèce animale entre 2009 et 2012

Spécifications	2009	2010	2011	2012
Bovins				
Péri-pneumonie contagieuse	1 392 527	698 918	1 667 882	1 186 689
Pasteurellose	1 175 169	1 191 672	1 286 289	801 170
Charbon symptomatique	1 326 709	1 079 768	1 634 921	800 955
Charbon bacteridien	425 156	261 457	1 093 371	252 119
Maladie Nodulaire	1 093 404	1 098 249	1 348 174	497 816
Ovins - Caprins				
Peste des petits ruminants	160 247	8 727	186 168	77 782
Porcins				
Rouget		18 888	23 916	55 615
Volaille				
Pseudo- peste Aviaire (Newcastle)	611 443	519 065	1 475 608	1 220 668
Chien				
Rage		10 434	10 693	8 354

Source : MINEPIA/DEPCS

Tableau 15 23: Evolution des consultations par espèce et par région entre 2011 et 2012

Espèce	Année	AD	CE	ES	EN	LT	NW	OU	SU	SW	Cameroun
Bovine	2012	1919	1056	7530	16333	254		6034	735	2413	36274
	2011	1478	1116	3589	16000	-	27257	11173	532	425	61570
Ovine	2012	1206	608	53	8328	453		3559	2044	750	17001
	2011	1232	558	461	6944	21	4846	4347	168	401	18978
Caprine	2012	344	1172	26	8664	934		5619	4638	2081	23478
	2011	854	1271	154	258	100	7675	5324	113	1223	16972
Porcine	2012	50	2571	325	261	19		12872	3366	4287	23751
	2011	118	3349	325	309	338	32511	13015	420	3131	53516
Equine	2012	20	17	3	178	878		30	24	99	1249
	2011	21	-	1	266	1	285	30	-	93	697
Canine	2012	63	989	85	-	21		1552	508	1927	5145
	2011	63	939	720	-	356	2102	1472	366	2069	8087
Féline	2012	2	37	-	-	488		18	1	1	547
	2011	-	37	-	-	22	103	59	39	2	262
Volaille	2012		155229	-	5467	6		145966	109745	387673	804086
	2011	440	176391	-	4624	-	63617	159153	77703	121562	603490
Lapin	2012	-	25	-	-	0		361	60	-	446
	2011	-	2	-	-	-	551	889	3	-	1445
Caille	2012			-	-	-	-	100	725	-	825
	2011	-	-	-	-	-	-	100	2380	-	2480
Cobayes	2012		-	-	-	-	-	147	0	-	147
	2011	-	-	-	-	-	-	28	-	-	28
Autres	2012	2	29	-	-	50	-	3	3	4	91
	2011	2	5	5	-	50	-	1	-	6	69

Source : Rapport annuel d'activités, MINEPIA 2011 et 2012

Tableau 15 24: Principales affections récurrentes en 2012

Affections	AD	CE	EN	ES	LT	N O	NW	OU	SU	SW	Cameroun
Abcès		101	552	2	18		133	63	35		904
Agalactie							10	136		14	160
Anémie		344					96	906		372	1 718
Arthrite			36					55			91
Ascaridioses			262					415			677
Avitaminoses	103	670	12				16	34 875	1 656	1 120	38 452
Avortements			20					132			152
Babésiose							322				322
Bactéries								168			168
Boiterie			418					131	40		589
Bronchites	348		19					194			561
Brucellose			4								4
Castrations	94										94

Affections	AD	CE	EN	ES	LT	N O	NW	OU	SU	SW	Cameroun
Charbon symptomatique	1 008										1 008
Cirrhose		11						7			18
Clavelée			4								4
Coccidiose aviaire		1 052			35		25 264	68 153	3 282	106 019	203 805
Colibacilliose								292			292
Coliques			28					451			479
Conjonctivite	876		5								881
Constipation			37					17			54
Cowdrioses			439								439
Cysticercose		4	484								488
Dépilation								4			4
Dermatose		102	165					23			290
Diarrhée			2 073		18			35 649	128		37 868
Distomatoses		1 105	3 528		61			228	269		5 191
Dystocie			218					71		61	350
Ectoparasitoses	154	111		7 810	204		23 627	5 977	2 078	7 035	46 996
Eczéma								33		169	202
Emphysème pulmonaire			198		22						220
Endoparasitoses	154				88		45 281	9 094		6 769	61 386
Fascioliasis							129				129
Fièvre aphteuse	7 606		4 181				17 633	55			29 475
Fractures		5					212	81			298
Gale	602		668		11		44	1 336	1 952	144	4 757
Gastro Entérite		144	113	37				302			596
Helminthoses		175		1 647				799			2 621
Hématomes	3							12			15
Hypocalcémie							128				128
IBD										6 140	6 140
Inappétence		65									65
Intoxication	60	5					8			5	78
Kératoconjunctivite										27	27
Maladie de Carré							1				1
Mammites			204				29		2	108	343
Métrite			29		15				5		49
MNBC	86		106								192
MNC	5 209									6 457	11 666
Myiase		4								83	87
Néphrite			32								32

Affections	AD	CE	EN	ES	LT	N O	NW	OU	SU	SW	Cameroun
Oestroses			44								44
Orchite		3								3	6
Otite	18	3									21
Papiloma					1						1
Parvovirus							3				3
Pasteurellose			17								17
Péricardite			45								45
Petite chirurgie		9									9
Petite douve		2 672									2 672
Piétin	810		697							119	1 626
Piroplasmoses			3 764				78				3 842
Plaies		22	434	8			109		126	363	1 062
Pleurésie			432								432
Pneumonies	22		535				85		48	140	830
Polype		3									3
PPCB	114		219								333
PPR	231		295								526
Rage	16										16
Rétention placentaire	2						4				6
Rickettsiose			1								1
Rouget	405			1	23					670	1 099
Septicémie H		1									1
Streptothricoses			580				237				817
Strongyloses			1 229								1 229
Teaniasis			26								26
Toux		17			8						25
Traumatisme	24	15									39
Trypanosome	5 626		6 281	6 880			3 484				22 271
Tuberculose		143	1 725		19						1 887

Source : MINEPIA

Tableau 15 25: Principales affections récurrentes en 2011

Affections	CE	ES	EN	LT	NW	OU	SU	SW	Cameroun
Abcès	-	2	24	-	120	154	-	-	300
Agalactia	-	-	-	-	2	-	-	6	8
Anémie	310	-	-	-	29 084	-	-	-	29394
Arthrite	-	-	32	-	-	-	-	-	
Ascaridioses	-	-	-	-	279	-	-	-	279
Avitaminoses	3 627	-	2	6	229	38 728	433	958	43 983
Avortements	-	-	10	-	-	-	-	-	10
Boiterie	60	-	329	1	-	939	10	18	1357
Bronchites	-	-	717	-	-	-	-	-	717
Coccidiose aviaire	16 294	-		2 075	6 623	180 354	547	40 794	246 687
Coliques	-	-	7	-	-	-	-	-	
Constipation	-	-	100	-	-	-	-	-	100
Dermatose	-	-	181	25	-	-	-	-	206
Diarrhée	786	1 207	1 207	2 015	417	36 231	35	119	42017
Distomatoses								-	
Dystocie	2	-	201	-	24	203	-	40	470
Ectoparasitoses	1 655	96	-	461	58 173	10 163	361	3 126	74 035
Eczéma	46	-	-	21	45	417	43	186	758
Endoparasitoses	2 263	-	-	1 127	56 830	26 721	796	3 665	91 402
Fièvre aphteuse	-	-	954		3 387	-	-	-	4 341
Fractures	-	1	-		158	45	-	-	204
Gale	223	-	692	62	451	1 487	81	65	3061
Gastro entérite	-	5	25	30 000	128	-	-	437	30595
Helminthoses	-	69	-	-	247	-	-	-	316
Hématomes						58		-	58
Keratoconjunctivite	-				4	-		12	16
Maladie de carré	-	-		-	18	-		-	18
Maladie rouge du porc	-	1		-	67	-	-	122	190
Mammites			21			112		-	133
Mastite	2	-		-	89	-	-	19	110
Métrite	-	-	29	-	-	49	-	-	78
Myiase	-	-	-	2	-	20	-	38	60
Oestroses	-	-	33	-	-	-	-	-	33
Orchite	2	-	-	-	-	168	-	6	176
Otite	-	-	-	6	-	-	-	-	6

Affections	CE	ES	EN	LT	NW	OU	SU	SW	Cameroun
Pasteurelloses	350	-	-	-	-	-	-	-	350
Piétin	-	-	555	1	-	203	-	83	842
Piroplasmoses	-	-	505	-	-	-	-	-	505
Plaie	471	7	448	6	290	299	68	202	1791
Pneumonie	174	-	2 650	17	173	505	4	163	3686
Polype	-	-	-	-	-	400	-	-	400
PPR	-	4	128	115	-	-	-	-	247
Rétentions placentaires	-	-	10	-	5	-	-	-	15
Salmonelloses	-	-	-	-	99	-	13	13 929	14041
Stepthothricoses	-	-	29	-	-	-	-	-	29
Stress	319	-	-	3	-	112 026	-	-	112348
Strongyloses	-	-	906	-	-	-	-	-	906
Teniasis	-	-	26	-	-	-	-	-	26
Toux	10	-	-	1 014	-	3 122	27	-	4173
Traumatisme	253	-	-	2	2	684	7	-	948
Trypanosomoses	-	39	3 428	-	5 327	-	-	-	8794
Typhoïde aviaire	-	-	-	-	1 628	-	-	13 500	15128
Tuberculose	-	-	11	-	-	-	-	-	11

Source : MINEPIA

Chapitre 16 : ENVIRONNEMENT – FAUNE ET FORET

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES.....	283
II.	LISTE DES TABLEAUX	283
III.	PRESENTATION.....	284
IV.	METHODOLOGIE.....	284
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	284

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 16 1: Répartition des aires protégées du Cameroun en 2013 (% de la superficie totale des aires protégées).....	285
---	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 16 1: Répartition des aires protégées en 2013	286
Tableau 16 2: Répartition des aires protégées du régime de la faune en 2013.....	286
tableau 16 3: Répartition des ZIC et des ZICG par région en 2013.....	287
Tableau 16 4 Evolution des exportations des bois et produits spéciaux spécifiés (1000 kg pour les produits spéciaux et 1000m3 pour les autres) entre 2008 et 2013.....	287
TABLEAU 16 5 Evolution des exportations de grumes spécifiées par essence (m3).....	287
TABLEAU 16 6 : Evolution des exportations de sciages spécifiés par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012.....	289
Tableau 16 7: Evolution des exportations de contre plaqués spécifiés par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012.....	291
Tableau 16 8: Evolution des exportations de placages spécifiés par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012.....	292
Tableau 16 9: Evolution des exportations de parquets spécifiées par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012.....	294
Tableau 16 10 : Production forestière de 2009 à 2013 (m3).....	294
Tableau 16 11: Évolution du nombre d'arbres plantés dans le cadre du projet « Sahel vert »	295

III. PRESENTATION

La reprise des activités dans le secteur forestier après la crise financière et économique de 2008, permet de noter une légère embellie résultant des mesures d'incitation prises par le gouvernement. Le secteur occupe en effet la troisième position en termes de rentrée de devises après le pétrole et l'agriculture. Plusieurs mesures sont prises pour assurer la protection de la biodiversité et l'équilibre d'un écosystème déjà fragilisé par la pollution et la coupe anarchique des réserves forestières.

Pour la protection de la flore et de la faune, le gouvernement met tout en œuvre pour protéger les animaux victimes du braconnage. C'est ainsi que de nombreux parcs sont créés pour sécuriser ces animaux. Environ 20% du territoire national est consacré aux aires protégées. On note aussi des actions judiciaires rigoureuses à l'encontre des braconniers.

Des actions de sensibilisation sont aussi faites pour aider la population à mieux apprécier la faune et la flore si diversifiées du Cameroun.

L'on peut relever tout de même que, l'Europe reste la principale destination du bois Camerounais.

L'objectif poursuivi en matière de développement durable est de prévenir et protéger l'environnement contre toutes formes de dégradation. Il s'agit spécifiquement d'inverser les tendances actuelles de la déperdition des ressources naturelles, d'intégrer les principes de développement durable dans les politiques nationales, d'organiser et d'encourager tous les acteurs de la société pour une lutte efficace contre la dégradation de l'environnement.

L'atteinte de cet objectif passe par l'implémentation des programmes opérationnels qui sont centrés sur la lutte contre la désertification et les changements climatiques, la gestion durable de la biodiversité et la lutte contre les pollutions, les nuisances et substances chimiques nocives et/ou dangereuses.

La principale action visible est celle du projet Sahel vert contre l'avancée du désert, qui a permis de planter 1 440 000 arbres sur une superficie totale de 6 000 hectares entre 2011 et 2013 dans la région de l'Extrême-Nord. Des actions sont aussi menées pour l'encadrement de la gestion des déchets industriels et la protection de l'environnement, comme l'entrée en vigueur de l'interdiction des emballages plastiques d'une certaine épaisseur.

IV. METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce chapitre sont issues de l'exploitation des données de sources diverses : Ministère des Forêts et de la Faune ; Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ; Institut National de la Statistique

2. Définitions

Biodiversité: Ensemble des gènes, espèces et écosystèmes d'une région ou du monde.

Environnement : Ensemble des éléments naturels ou artificiels et des équilibres bio-géo-chimiques auxquels ils participent, ainsi que des facteurs économiques, sociaux et culturels qui favorisent l'existence, la transformation et le développement du milieu, des organismes vivants et des activités humaines.

Développement Durable : Le développement durable est le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. En d'autres termes les modes de production et de consommation doivent respecter l'environnement humain ou naturel, et permettre à tous les habitants de la terre de satisfaire leurs besoins fondamentaux : se nourrir, se loger, se vêtir, s'instruire, travailler, et vivre dans un environnement sain.

Superficie aquatique protégée: Ensemble des parties aquatiques constituées des lacs, des aquariums protégés.

Superficie Terrestre protégée: Ensemble des superficies de terre d'un pays autour desquelles des dispositions sont prises par l'Etat pour les protéger contre toutes formes d'exploitation afin d'en éviter la dégradation.

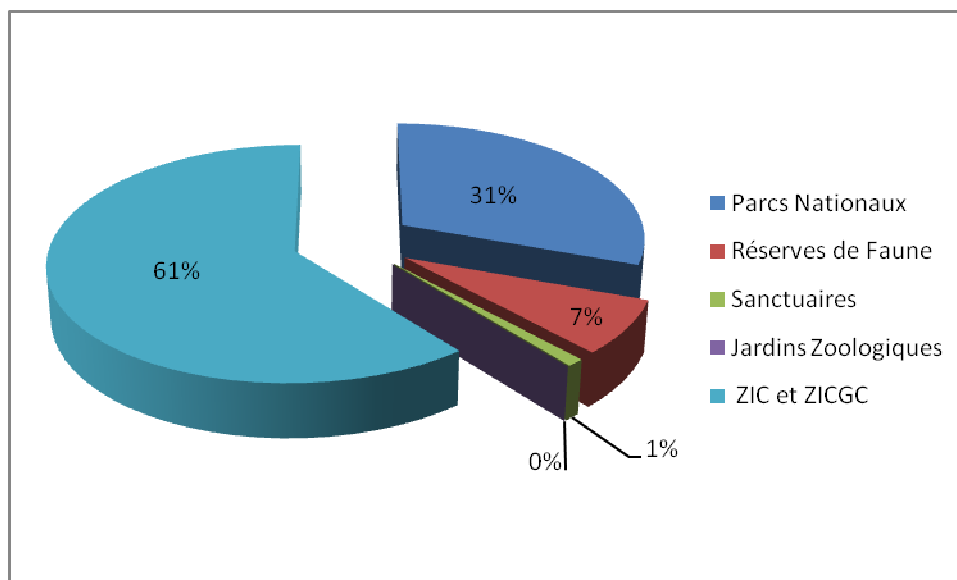
Zones protégées à l'échelon national : Ce sont des aires d'au moins 1000 hectares totalement ou partiellement protégées par les autorités nationales pour servir de parcs nationaux, de monuments naturels, de réserves naturelles ou de sanctuaires de protection des animaux sauvages, où l'accès public est restreint.

Quelques gaz à effet de serre : Le CO₂, le CH₄, le NO₂, le NO_x, le CONMVOC, le SO₂

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes
Ministère des Forêts et de la Faune ;
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ;
Institut National de la Statistique.

Graphique 16 1: Répartition des aires protégées du Cameroun en 2013 (% de la superficie totale des aires protégées)



Source : MINFOF

TABLEAUX

Tableau 16 1: Répartition des aires protégées en 2013

Aires protégées	Nombre	Superficie (ha)	% de la superficie du Cameroun
Parcs Nationaux	18	2 860 531	6,05
Réserves de Faune	6	702 995	1,49
Sanctuaires	3	96 667	0,20
Jardins Zoologiques	3	8,07	0,00
ZIC* et ZICGC*	71	5694827,5	12,05
Ensemble	101	9355028,57	19,80

Source : MINFOF/DFAP

* ZIC: Zone d'Intérêt Cynégétique ZICGC: Zone d'Intérêt Cynégétique à Gestion Communautaire

Tableau 16 2: Répartition des aires protégées du régime de la faune en 2013

Région	Parcs nationaux		Réserves de faune		Jardins zoologiques		Sanctuaires		Ensemble aires protégées	
	Nbre	Superficie	Nbre	Superficie	Nbre	Superficie	Nbre	Superficie	Nbre	Superficie
Adamaoua	1	77760	0	0	0	0	0	0	1	77760
Centre	2	514352			1	4,07			3	514356,1
Est	4	817818							4	817818
Extrême-Nord	3	175900							3	175900
Littoral			2	164000					2	164000
Nord	3	730000			1	1,5			4	730001,5
Nord-Ouest			2	5995					2	5995
Ouest			1	7000					1	7000
Sud	2	331663	1	526000			1	27723	4	885386
Sud-Ouest	3	213398			1	0,5	2	67944	6	281342,5
Cameroun	18	2860891	6	702995	3	6,07	3	95667	30	3659559,1

Source : MINFOF/DFAP

tableau 16 3: Répartition des ZIC et des ZICGC par région en 2013

Région	Département	ZIC		ZICGC		Ensemble	
		Nombre	Superficie totale	Nombre	Superficie totale	Nombre	Superficie totale
Adamaoua	Vina	1	76128	1	27398	2	103526
Centre	Haute Sanaga	2	159090	3	170270	5	329360
	Mbam et Kim	1	75000	1	24245	2	99245
Total Centre		3	234090	4	194515	7	428605
Est	Boumba et Ngoko	11	1140402	14	993454	25	2133856
	Haut Nyong	1	110000			1	110000
Total Est		12	1250402	14	993454	26	2243856
Nord	Benoue	4	400096			4	400096
	Faro	4	402816	3	169192	7	572008
	Mayo-Rey	17	1512498	3	87134	20	1599632
Total Nord		25	2315410	6	256326	31	2571736
Sud	Dja et Lobo	4	258591	1	63466	5	322057
Cameroun		45	4134621	26	1535159	71	5669780

Source : MINFOF/Décision N° 0177/D/MINFOF/SG/DFAP/SDVEF/SC du 14 Mai 2013

Tableau 16 4 Evolution des exportations des bois et produits spéciaux spécifiés (1000 kg pour les produits spéciaux et 1000m3 pour les autres) entre 2008 et 2012

Production	2008	2009	2010	2011	2012
Grumes	258	413	608	580	497
Sciages	578	364	737	527	591
Contre plaques	18	11	17	13	18
Placages	59	31	53	44	37
Parquets	3	1	0	0	0
Produits spéciaux	1 600	1288	850	872	1543

Source : MINFOF, rapports COMCAM 2008 à 2012

TABLEAU 16 5 Evolution des exportations de grumes spécifiées par essence (m3)

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Abalé / Abing	632	948	736	362	-
Acajou de bassam	-	-	-	-	73
Agba / Tola	-	91	407	605	269
Aiélé / Abel	-	-	13 011	11 936	1 491
Alep	-	-	217	-	-
Andoung brun	28	3 590	6 694	1 219	1 290
Andoung rose	-	-	-	1 406	233
Awoura	-	4 994	1 529	5 802	1 922
Ayous/Obéché	85 655	70 673	147 510	94 967	74 716
Azobé	773	8 138	12 254	34 291	24 018
Bahia	986	465	78	121	395

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Bété	-	380	23	-	-
Bilinga	2 807	13 893	18 000	21 239	27 033
Bongo H / Olon	-	-	695	23	-
Dabéma	6 448	53 005	46 013	19 578	33 653
Dibétou	-	203	73	-	-
Ebiara Edéa	579	1 029	927	1 321	3 551
Ebiara Yaoundé /Abem	-	-	-	7	43
Ekaba	1 030	3 159	2 646	2 130	1 082
Ekop ekusek	3 038	5 412	6 043	19 701	13 669
Ekop G.H.	-	-	-	185	623
Ekop ngombe G.F	-	-	79	1 949	51
Essia	-	77	584	473	-
Etimoé	-	-	11	-	-
Eveuss / Ngon	227	94	374	428	104
Eyek	-	205	63	-	-
Eyong	9 860	5 826	10 900	16 292	5 371
EYOUM	-	19	-	-	-
Faro	-	-	815	370	30
Fraké	12 627	10 813	9 738	10 027	9 916
Framiré	162	501	675	160	102
Gombé / Ekop Ngombé	-	-	139	2 320	647
Iatandza / Evouvouss	263	107	231	885	345
Ilomba	-	-	4	40	-
Iroko	-	-	-	-	2
Kondroti	-	-	205	-	-
Kossipo	2 314	1 867	6 431	2 391	6 157
Kotibé	-	150	130	153	53
Koto	311	568	129	588	1 121
Lati / Edjil	1 272	-	132	265	262
Lati parallèle	-	-	-	-	68
Limbali	262	1 076	2 609	100	-
Lotofa / Nkanang	1 746	-	2 441	2 185	528
Makoré/Douka	-	-	-	-	14
Mambodé / Amouk	39	-	63	-	7
Miama	-	-	-	712	-
Moabi	-	19	-	-	-
Movingui	-	5 067	6 103	327	46
Mukulungu	583	436	2 814	1 912	2 551
Naga	599	3 572	19 073	31 009	7 321
Naga parallèle	-	-	-	-	1 644
Niové	399	2 495	3 881	7 967	10 598

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Oboto / Abotzok	-	25	155	-	-
Okan / Adoum	48 427	97 249	96 863	123 946	127 339
Okoumé	884	-	11 525	1 485	-
Onzabili /Angongui	1 673	3 587	5 536	11 236	4 478
Osanga, /Sikong	381	-	-	-	98
Ovoga / Angalé	-	-	171	-	-
Ozigo	-	303	2 580	735	265
Padouk blanc	-	-	4 278	-	-
Padouk rouge	-	7 588	18 445	2 299	32
Sapelli	-	10 375	15 373	1 016	28
Sipo	-	-	38	-	25
Tali	73 127	92 844	124 832	141 963	129 888
Teck	-	-	541	1 205	-
Tiama	365	129	858	484	197
Vessambata/Alen Ele	-	-	4	-	-
Wamba	81	1 666	1 971	2 485	3 524
Ensemble	257 578	412 637	607 647	582 301	496 871

Source : MINFOF, rapports COMCAM 2008 à 2012

TABLEAU 16 6 : Evolution des exportations de sciages spécifiés par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Abalé / Abing	2	-	-	-	88
Abam à poils rouges	127	18	-	-	4
Acajou à grandes folioles	-	-	-	-	71
Acajou blanc	58	-	-	-	-
Acajou de bassam	7 242	3 379	7 231	11 557	10 587
Agba / Tola	727	187	122	26	2
Aiélé / Abel	128	32	39	15	17
Angueuk	-	4	-	-	-
Alep	43	-	0	2	0
Andok ngoé	-	-	5	-	-
Andoung brun	-	-	141	2	-
Aningré A	454	128	253	170	466
Aningré R	-	-	201	72	126
Asila Akung/Sougue	31	-	-	-	0
Assamela	4 122	4 588	5 296	6 627	5 379
Awoura	-	-	-	609	3 116
Ayous/Obéché	151 090	82 479	136 183	137 955	134 508
Azobé	49 633	36 645	41 973	50 709	52 538
Bahia	47	-	4	113	-
Bété	1 622	446	881	1 205	1 123
Bilinga	2 634	2 986	1 994	3 291	1 739

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Bossé clair	3 780	1 560	2 981	3 931	3 059
Bubinga rose	1 413	1 421	2 663	2 803	1 372
Dabéma	2 988	1 615	512	1 497	1 145
Diana /Celtis / Odou	-	-	-	-	71
Dibétou	9 896	6 475	9 859	11 636	8 815
Difou	-	17	-	1	-
Doussié blanc	17 160	5 644	7 979	5 095	4 833
Doussié rouge	6 128	5 337	4 216	6 214	6 555
Ebène	-	-	-	-	46
Ebiara Edéa	159	133	-	235	69
Ebiara Yaoundé /Abem	-	-	-	19	-
Ekaba	-	-	-	328	846
Ekop ekusek	121	8	15	182	48
Eveuss / Ngon	56	186	975	2 439	2 473
Eyek	0	1	2	0	12
Eyong	125	102	303	483	462
EYOUM	-	25	-	0	128
Faro	3	-	9	21	51
Fraké	21 290	12 740	12 186	83 373	28 550
Framiré	490	363	740	381	366
Fromager	27	-	-	2	-
Gombé / Ekop Ngombé	27	-	-	-	390
Iatandza / Evouvous	845	565	462	443	473
Ilomba	101	362	519	396	224
Iroko	66 319	45 238	275 178	53 106	47 256
Kapokier / Bombax	2	-	-	3	-
Kondroti	-	-	-	39	-
Kossipo	8 982	7 674	6 324	8 346	9 105
Kotibé	47	41	29	215	85
Koto	6 320	2 375	2 719	3 267	2 994
Kumbi	2	-	-	-	-
Landa	-	-	-	-	103
Lati / Edjil	-	0	-	-	2
Limbali	895	108	770	414	1 433
Longhi / Abam	494	205	-	-	-
Lotofa / Nkanang	2 394	957	1 132	1 627	2 207
Makoré/Douka	88	80	211	256	126
Mambodé / Amouk	29	148	71	213	227
Miama	-	-	-	90	49
Moabi	16 638	11 858	12 829	12 930	14 023
Moka	5	-	-	-	-
Movingui	9 564	6 018	10 211	11 029	9 206
Mukulungu	546	164	144	332	540

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Naga	15	3	1	84	449
Niové	1 437	1 082	1 190	920	366
Oboto / Abotzok	-	41	48	-	33
Okan / Adoum	8 809	4 868	5 003	5 504	4 214
Okoumé	300	133	2 319	3 599	357
Onzabili /Angongui	203	141	113	52	138
Osanga, /Sikong	2	-	0	194	417
Ovengkol / Bubinga E	32	-	-	29	-
Ozigo	-	-	-	-	23
Padouk blanc	142	-	124	-	105
Padouk rouge	12 552	7 849	11 647	19 025	21 117
Pao rosa	108	198	230	303	41
Sapelli	110 985	79 378	136 761	102 418	172 156
Sipo	14 333	8 468	13 139	11 955	9 763
Tali	30 995	18 911	17 703	21 884	22 676
Tchitola	67	-	-	-	-
Teck	-	-	126	1 366	104
Tiama	1 733	891	1 367	1 521	1 794
Vessambata/Alen Ele	-	-	31	11	5
Wamba	-	-	-	-	0
Wengé	511	575	261	687	322
Zingana	403	133	182	111	329
Ensemble	577 519	364 985	737 611	593 363	591 222

Source : MINFOF, rapports COMCAM 2008 à 2012

Tableau 16 7: Evolution des exportations de contre plaqués spécifiés par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Acajou de bassam	-	-	102	195	16
Agba / Tola	339	488	732	120	6
Aiélé / Abel	370	-	-	-	-
Aningré A	-	-	-	-	88
Aningré R	-	-	-	-	11
Ayous/Obéché	5 008	2 830	4 913	5 973	8 719
Bilinga	-	-	9	-	-
Azobé	17	-	-	-	-
Bossé clair	-	-	-	-	4
Bubinga rose	-	-	0	-	-
Dabéma	4	-	-	-	-
Dibétou	-	-	-	-	1
Ekop ekusek	61	-	-	-	-

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Emien	-	-	-	-	0
Eyong	12	638	604	249	189
Fraké	2 540	1 691	3 225	1 525	4 008
Fromager	368	-	148	1	-
Ilomba	3 986	2 485	2 771	2 591	1 059
Iroko	-	-	21	-	-
Kossipo	-	-	23	25	2
Koto	-	-	-	-	3
Longhi / Abam	-	-	-	-	1
Lotofa / Nkanang	4 351	2 596	4 108	1 763	3 478
Niové	-	-	5	-	-
Onzabili /Angongui	927	622	407	511	480
Padouk rouge	-	-	1	-	-
Sapelli	-	-	9	161	60
Tali	-	-	6	-	-
Ensemble	17 983	11 350	17 084	13 114	17 942

Source : MINFOF, rapports COMCAM 2008 à 2012

Tableau 16 8: Evolution des exportations de placages spécifiés par essence forestière (en m3) entre 2008 et 2012

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Abam à poils rouges	2	-	-	-	-
Acajou de bassam	124	87	212	130	146
Agba / Tola	44	209	69	9	13
Aiélé / Abel	356	45	35	270	12
Ako / Aloa	9	-	42	6	1
Angueuk	-	-	-	1	6
Aningré A	3 267	3 088	2 468	1 653	2 096
Aningré R	-	-	801	2 100	1 396
Assamela	-	-	10	-	22
Ayous/Obéché	45 746	23 282	29 854	28 546	21 170
Bété	10	-	-	7	5
Bilinga	15	-	-	3	-
Bossé clair	40	8	77	-	9
Bubinga rose	2	30	32	19	-
Dibétou	56	9	66	83	23
Difou	2	5	-	-	-
Doussié blanc	8	23	14	9	-
Doussié rouge	53	22	27	14	10
Doussié Sanaga	-	-	-	-	2
Ebiara Edéa	-	-	-	3	-
Ekaba	-	-	-	4	-

Essence forestière	2008	2009	2010	2011	2012
Ekop ekusek	331	18	79	51	2
Ekop ngombe G.F	-	-	-	-	0
Emien	12	-	-	13	5
Eyek	-	-	-	-	30
Eyong	1 565	462	1 132	1 640	1 116
Faro	126	1	2	94	14
Fraké	493	163	468	273	733
Fromager	367	28	85	493	4
Gombé / Ekop Ngombé	-	-	-	-	29
Ilomba	3 168	2 207	3 732	6 879	8 354
Iroko	9	1	45	2	70
Kapokier / Bombax	-	81	49	39	184
Kondroti	-	-	-	114	77
Kossipo	198	70	34	78	82
Koto	502	67	207	256	85
Kumbi	9	1	-	-	2
Lati / Edjil	5	-	-	79	19
Lati parallèle	-	-	-	-	11
Longhi / Abam	282	641	105	187	30
Lotofa / Nkanang	134	-	47	123	406
Mambodé / Amouk	152	20	54	150	51
Moabi	53	88	171	53	22
Movingui	30	-	2	4	5
Mukulungu	-	-	-	10	75
Naga	-	-	45	37	13
Okoumé	-	29	-	-	-
Onzabili /Angongui	425	15	62	167	295
Padouk rouge	0	-	-	22	1
Sapelli	1 735	446	12 437	1 139	657
Sipo	51	66	24	8	19
Tali	8	-	61	6	-
Tchitola	-	-	3	14	-
Tiama	16	8	-	9	12
Zingana	3	-	-	-	-
Ensemble	59 408	31 220	52 548	44 790	37 606

Source : MINFOF, rapports COMCAM 2008 à 2012

Tableau 16 9: Evolution des exportations de parquets spécifiques par essence forestière (en m3) entre 2009 et 2012

Essence forestière	2009	2010	2011	2012
Assamela	26	-	-	-
Ayous/Obéché	-	-	-	20
Bossé clair	6	-	-	-
Doussié blanc	274	23	43	-
Doussié rouge	5	-	-	10
Iroko	270	39	34	21
Limbali	-	-	-	4
Niové	-	1	-	-
Padouk rouge	49	16	-	11
Sapelli	137	-	-	-
Tali	211	-	25	-
Teck	-	-	53	124
Wengé	2	-	55	-
Ensemble	979	78	210	190

Source : MINFOF, rapports COMCAM 2009 à 2012

Tableau 16 10 : Production forestière de 2009 à 2013 (m3)

Région/année		2009	2010	2011	2012	2013
Centre	Concession	117219	135598	165805	118726	74316
	Vente de coupe	7536	120879	207830	307513	252887
	Autres	188414	115166	30401	0	0
	Total	313169	371643	404036	426239	327203
Est	Concession	876170	1193865	1043302	1074622	1301618
	Vente de coupe	39516	50159	164226	211543	138920
	Autres	46281	53367	974	0	0
	Total	961967	1297391	1208502	1286165	1440538
Littoral	Concession	39957	-	1718	3721	25931
	Vente de coupe	1967	9974	14062	25914	23263
	Autres	22289	14103	6187	0	0
	Total	64213	24077	21967	29635	49194
Ouest	Concession	-	-	-	-	-
	Vente de coupe	-	-	-	-	-
	Autres	-	-	332	-	-
	Total	-	-	332	-	-
Sud	Concession	428576	495112	522373	441914	494263
	Vente de coupe	-	51557	94891	127522	125905

Région/année		2009	2010	2011	2012	2013
	Autres	454	3770	8525	7313	0
	Total	429030	550439	625789	576749	620168
Sud-Ouest	Concession	107081	104601	93397	89605	55320
	Vente de coupe	-	-	2165	20123	21631
	Autres	-	-	-	-	-
	Total	107081	104601	95562	109728	76951
Cameroun	Concession	1569003	1929176	1826595	1728588	1951448
	Vente de coupe	49019	232569	483174	692615	562606
	Autres	257438	186406	46419	7313	-
	Total	1875460	2348151	2356188	2428516	2514054

Source : MINFOF/Direction des Forêts

Tableau 16 11: Évolution du nombre d'arbres plantés dans le cadre du projet « Sahel vert »

Année	2011		2012		2013	
	Arbres plantés	Superficie (ha)	Arbres plantés	Superficie (ha)	Arbres plantés	Superficie (ha)
Mayo-Danay	80000	500	80000	500	40000	250
Mayo-Kani	240000	1500	192000	1200	160000	1000
Diamaré	0	0	48000	300	80000	500
Mayo-Tsanaga	80000	500	80000	500	40000	250
Mayo-Sava	80000	500	80000	500	40000	250
Logone et Chari	80000	500			40000	250
Total	560000	3500	480000	3000	400000	2500

SOURCE : MINEPDED, Direction de la Conservation et de la Gestion des Ressources Naturelles (DCGR)

Chapitre 17: EAU ET ENERGIE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES TABLEAUX	297
II.	PRESENTATION.....	298
III.	METHODOLOGIE.....	298
IV.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	298

I. Liste des tableaux

Tableau 17. 1: Ressources énergétiques du Cameroun.....	299
Tableau 17. 2: Evolution de la production du pétrole brut par trimestre, part SNH Etat (en millions de barils).....	299
Tableau 17. 3: Evolution de la production du pétrole brut par trimestre, Part associés (en millions de barils).....	300
Tableau 17. 4: Evolution de la Production du pétrole (en millions de barils)	301
Tableau 17. 5: Evolution des ventes de pétrole par la SNH.....	302
Tableau 17. 6: Evolution de la vente de pétrole par les associés	302
Tableau 17. 7: Evolution des ventes mensuelles de pétrole en m3	303
Tableau 17. 8: Evolution des ventes mensuelles du super en m3.....	303
Tableau 17. 9: Evolution des ventes mensuelles du jet A1 en m3.....	304
Tableau 17. 10: Evolution des ventes mensuelles de gazoil en m3.....	304
Tableau 17. 11: Ventes mensuelles de Butane (en TM).....	305
Tableau 17. 12: Ventes mensuelles du fuel 180 (en m3).....	305
Tableau 17. 13: Evolution des ventes annuelles des combustibles liquides (en m3)	306
Tableau 17. 14: Evolution des recettes pétrolières transférées au trésor public par trimestre (en milliards de FCFA).....	306
Tableau 17. 15: Part du pétrole dans les recettes budgétaires (en milliards de Fcfa).....	306
Tableau 17. 16: Evolution de l'approvisionnement de la SONARA en pétrole brut	306
Tableau 17. 17: Evolution de l'approvisionnement du Cameroun en GPL (en milliers de TM).....	307
Tableau 17. 18: Evolution des cours moyens du Brent et des prix des produits pétroliers (en FCFA/litre sauf GPL en FCFA/kg).....	307
Tableau 17. 19: Capacité de retenue d'eau des différents barrages utilisés pour la production d'électricité (en kva)	307
Tableau 17. 20: Capacité des différents centres de production d'énergie électrique (quantité en MW)	307
Tableau 17. 21: Production et consommation d'électricité (en milliers de kwh).....	308
Tableau 17. 22: Longueur du réseau électrique (en km).....	308
Tableau 17. 23: Evolution des tarifs moyens des clients de AES-SONEL.....	308
Tableau 17. 24: Production et consommation d'eau potable (EN milliers de M3).....	309
Tableau 17. 25: Quelques indicateurs clés du secteur de l'eau	309
Tableau 17. 26: Consommation finale d'énergie en unité physique (en 10 ³ tonnes métriques sauf électricité en GWH).....	309

II. PRESENTATION

Le développement du secteur de l'eau et de l'énergie se trouve parmi les priorités de l'action du gouvernement Camerounais. C'est ainsi que le MINEE projette de mettre en œuvre quatre programmes à réaliser d'ici 2015, nécessitant 107 milliards de FCFA pour leur réalisation. L'offre en énergie se trouve en bonne place de ces programmes dont les plus en vue dans ce domaine sont les constructions des barrages de Lom Pangar, Memve'ele, Mekin et Menchum. L'amélioration de la distribution de cette énergie sera tributaire des réhabilitations des ouvrages et construction du réseau de transport d'électricité. La production accrue d'eau potable et l'assainissement liquide (l'épuration des eaux usées) sont au cœur des programmes du MINEE.

III. METHODOLOGIE

Les données ont été collectées au Ministère de l'Eau et de l'Energie, à l'ARSEL à la CDE et à la CSPH. Chacune de ces structures produit des statistiques qui sont transférées aux ministères sectoriels. La cellule des statistiques reçoit également de rapports statistiques des structures relevant de leur domaine de compétence (AES-SONEL, CDE, SONARA, ...). Ces rapports ont été exploités et les informations recueillies et compilées dans un format plus digeste aux non initiés de la statistique.

Les données sur le pétrole et les autres produits blancs (Super, Gasoil) sont collectées auprès de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH). Le service des statistiques pétrolières de cette structure produit régulièrement des rapports sur l'évolution des produits pétroliers. Ces rapports sont exploités dans le cadre de la production de l'Annuaire Statistique.

Politique d'accès à l'eau potable

Le gouvernement camerounais a jusqu'à présent, entrepris de vastes programmes d'alimentation en eau potable tant en milieu urbain, périurbain et rural. C'est ainsi qu'une vaste campagne de sensibilisation a été organisée, et pendant laquelle,

les frais d'abonnement ont été réduits de moitié afin de permettre une forte accessibilité à l'eau potable.

Politique d'accès à l'électrification

Dans le souci d'étendre le réseau d'électrification, le gouvernement camerounais, a organisé une campagne de vulgarisation, pendant laquelle les frais d'abonnements ont été revus à la baisse.

Formation des prix des produits pétroliers

La SONARA (Société Nationale de Raffinage) a un pouvoir de marché (décideur de prix) compte tenu de sa situation de quasi-monopole (environ 90% du marché intérieur). Les prix sont fixés mensuellement en tenant compte de l'évolution des facteurs clés d'environnement sectoriel. Les prix sortie usine de la SONARA intègrent un ajustement économique qui constitue la marge bénéficiaire de la société. Au prix sorti usine, il faut ajouter la marge bénéficiaire des marketers pour avoir le prix des produits pétroliers à la pompe.

Soutient de l'Etat à la consommation

Pour soutenir la demande des produits pétroliers, l'Etat, à travers le renoncement aux droits de douanes et à la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits mis à la consommation, soutient la SONARA. De plus, la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures apporte aussi un soutien important. En outre l'Etat a subventionné en 2013 la consommation des produits pétroliers à la pompe d'environ 420 milliards de Francs cfa

IV. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes

- Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE)
- Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) : (Service des Statistiques Pétrolières)
- Société Nationale d'Electricité (AES-SONEL)
- CDE : Camerounaise des Eaux (CDE)

TABLEAU

Tableau 17. 1: Ressources énergétiques du Cameroun

Ressources	Appréciation	Données disponibles
Pétrole	Modeste	30 millions de tonnes de réserves avec un R/P=7ans
Gaz naturel	Modeste	186 milliards m ³
Energies renouvelables	Important	2 ^{ème} potentiel forestier dans le bassin du Congo inégalement réparti entre le nord et le sud du pays
Hydro-électricité	Important	20 gw de potentiel hydro-électrique équitable pour un productible de 115 Twh/an

Source : MINEE ,2010

Tableau 17. 2: Evolution de la production du pétrole brut par trimestre, part SNH Etat (en millions de barils)

Opérateurs	Association	Trimestre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
TOTAL E&P/PERENCO	RDR	trim1	3,771	3,404	3,847	3,181	2,597	2,199	2,493	2,255
		trim2	3,578	3,36	3,745	2,852	2,464	2,316	2,398	2,313
		trim3	3,528	3,722	3,544	2,957	2,395	2,439	2,413	2,494
		trim4	3,509	3,945	3,379	2,826	2,374	2,463	2,318	2,36
		Total	14,386	14,431	14,515	11,816	9,83	9,417	9,622	9,422
	DISSONI	trim1	///	///	///	///	///	///	///	0,024
		trim2	///	///	///	///	///	///	///	0,09
		trim3	///	///	///	///	///	///	///	0,218
		trim4	///	///	///	///	///	///	///	0,394
		Total	///	///	///	///	///	///	///	0,726
PECTEN/ADDAX	LOKELE	trim1	1,142	1,065	1,046	1,063	1,078	0,986	0,991	0,976
		trim2	1,134	1,094	1,006	1,068	1,117	0,99	0,96	0,981
		trim3	1,167	1,084	1,056	1,086	1,084	0,893	1	1,137
		trim4	1,113	1,046	1,028	1,092	1,038	0,985	0,978	1,139
		Total	4,556	4,289	4,136	4,309	4,317	3,854	3,929	4,233
PERENCO	MOUDI	trim1	0,166	0,139	0,122	0,109	0,139	0,111	0,106	0,087
		trim2	0,16	0,129	0,124	0,101	0,133	0,111	0,103	0,08
		trim3	0,148	0,124	0,12	0,144	0,125	0,111	0,099	0,083
		trim4	0,142	0,12	0,106	0,134	0,116	0,111	0,097	0,084
		Total	0,616	0,512	0,472	0,488	0,513	0,444	0,405	0,334
PERENCO	EBOME	trim1	0,137	0,313	0,286	0,274	0,265	0,172	0,222	0,16
		trim2	0,256	0,298	0,273	0,257	0,205	0,152	0,211	0,132
		trim3	0,289	0,298	0,273	0,249	0,195	0,145	0,197	0,126
		trim4	0,323	0,291	0,275	0,231	0,185	0,184	0,173	0,129
		Total	1,005	1,2	1,107	1,011	0,85	0,653	0,803	0,547
	SANAGA-SUD	trim1	///	///	///	///	///	///	///	0
		trim2	///	///	///	///	///	///	///	0,004

Opérateurs	Association	Trimestre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		trim3	///	///	///	///	///	///	///	0,005
		trim4	///	///	///	///	///	///	///	0,007
		Total	///	///	///	///	///	///	///	0,016
RODEO	LOGBABA	trim1	///	///	///	///	///	///	0	0
		trim2	///	///	///	///	///	///	0	0
		trim3	///	///	///	///	///	///	0,005	0
		trim4	///	///	///	///	///	///	0,002	0
		Total	///	///	///	///	///	///	0,007	0
SNH	MVIA	trim1	///	///	///	///	///	///	///	0
		trim2	///	///	///	///	///	///	///	0
		trim3	///	///	///	///	///	///	///	0
		trim4	///	///	///	///	///	///	///	0,0003
		Total	///	///	///	///	///	///	///	0,0003
Ensemble		trim1	5,216	4,921	5,301	4,627	4,079	3,468	3,812	3,502
		trim2	5,128	4,881	5,148	4,278	3,919	3,569	3,672	3,6
		trim3	5,132	5,228	4,993	4,436	3,799	3,588	3,714	4,063
		trim4	5,087	5,402	4,788	4,283	3,713	3,743	3,568	4,113
		Total	20,563	20,432	20,23	17,624	15,51	14,368	14,766	15,278

Source : SNH

Tableau 17. 3: Evolution de la production du pétrole brut par trimestre, Part associés (en millions de barils)

Opérateurs	Association	Trimestre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
TOTAL E&P	RDR	trim1	1,856	1,67	1,877	1,528	1,221	1,027	1,189	1,071
		trim2	1,758	1,681	1,832	1,367	1,159	1,089	1,187	1,098
		trim3	1,726	1,845	1,73	1,383	1,117	1,148	1,153	1,177
		trim4	1,728	1,932	1,621	1,313	1,105	1,165	1,11	1,107
		total	7,068	7,128	7,06	5,591	4,602	4,429	4,639	4,453
	DISSONI		///	///	///	///	///	///	///	0,058
			///	///	///	///	///	///	///	0,214
			///	///	///	///	///	///	///	0,522
			///	///	///	///	///	///	///	0,941
			///	///	///	///	///	///	///	1,735
PECTEN/ADAX	LOKELE	trim1	0,499	0,468	0,455	0,482	0,492	0,441	0,44	0,43
		trim2	0,498	0,482	0,443	0,486	0,499	0,442	0,426	0,429
		trim3	0,513	0,474	0,469	0,494	0,485	0,397	0,444	0,498
		trim4	0,488	0,455	0,452	0,504	0,464	0,437	0,433	0,505
		total	1,998	1,879	1,819	1,966	1,94	1,717	1,743	1,862
PERENCO	MOUDI	trim1	0,166	0,139	0,122	0,109	0,139	0,111	0,107	0,087
		trim2	0,16	0,129	0,124	0,101	0,133	0,111	0,103	0,08
		trim3	0,148	0,124	0,12	0,144	0,125	0,111	0,099	0,083
		trim4	0,142	0,12	0,106	0,134	0,116	0,111	0,097	0,084

Opérateurs	Association	Trimestre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	
		total	0,616	0,512	0,472	0,488	0,513	0,444	0,406	0,334	
PERENCO	EBOME	trim1	0,357	0,354	0,286	0,274	0,159	0,172	0,222	0,16	
		trim2	0,541	0,336	0,277	0,257	0,205	0,152	0,211	0,132	
		trim3	0,372	0,314	0,273	0,249	0,195	0,145	0,197	0,126	
		trim4	0,371	0,291	0,275	0,231	0,185	0,184	0,173	0,129	
		total	1,641	1,295	1,111	1,011	0,744	0,653	0,803	0,547	
				total	///	///	///	///	///	///	///
	SANAGA-SUD	trim1	///	///	///	///	///	///	///	0,013	
		trim2	///	///	///	///	///	///	///	0,013	
		trim3	///	///	///	///	///	///	///	0,017	
		trim4	///	///	///	///	///	///	///	0,045	
		total	///	///	///	///	///	///	///	0,002	
RODEO	LOGBABA	trim1	///	///	///	///	///	///	0	0,002	
			trim2	///	///	///	///	///	///	0	0,002
			trim3	///	///	///	///	///	///	0,008	0,002
			trim4	///	///	///	///	///	///	0,011	0,003
			total	///	///	///	///	///	///	0,019	0,009
SNH	MVIA	trim1	///	///	///	///	///	///	///	0	
			trim2	///	///	///	///	///	///	///	0
			trim3	///	///	///	///	///	///	///	0
			trim4	///	///	///	///	///	///	///	0,011
			total	///	///	///	///	///	///	///	0,011
Ensemble		trim1	2,878	2,631	2,74	2,393	2,011	1,751	1,958	1,81	
		trim2	2,957	2,628	2,676	2,211	1,996	1,794	1,927	1,968	
		trim3	2,759	2,757	2,592	2,27	1,922	1,801	1,901	2,421	
		trim4	2,729	2,798	2,454	2,182	1,87	1,897	1,824	2,797	
		total	11,323	10,814	10,462	9,056	7,799	7,243	7,61	8,996	

Source : SNH

Tableau 17. 4: Evolution de la Production du pétrole (en millions de barils)

Opérateurs		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ETAT	Trim1	5,216	4,921	5,301	4,627	4,079	3,498	3,812	3,501
	Trim2	5,128	4,881	5,149	4,278	3,920	3,567	3,672	3,600
	Trim3	5,132	5,228	4,993	4,436	3,800	3,675	3,714	4,063
	Trim4	5,087	5,402	4,788	4,283	3,713	3,743	3,568	4,113
	TOTAL	20,563	20,432	20,231	17,624	15,512	14,483	14,766	15,278
ASSOCIES	Trim1	2,878	2,631	2,740	2,393	2,011	1,763	1,958	1,810
	Trim2	2,957	2,628	2,677	2,211	1,997	1,794	1,927	1,968
	Trim3	2,759	2,757	2,592	2,270	1,922	1,850	1,901	2,421
	Trim4	2,729	2,798	2,454	2,182	1,870	1,897	1,824	3,797
	TOTAL	11,323	10,814	10,463	9,056	7,800	7,304	7,610	8,997
Ensemble		31,886	31,246	30,694	26,680	23,312	21,787	22,376	24,275

Source : SNH

Tableau 17. 5: Evolution des ventes de pétrole par la SNH

Ventes de la SNH		2008	2009	2010	2011	2012	2013
Trim 1	Qté (en million de barils)	5,350	4,377	3,922	4,326	2,644	3,650
	Valeur (en milliards de FCFA)	219,674	88,851	141,392	217,100	160,155	200,580
Trim 2	Qté (en million de barils)	4,521	4,280	4,071	2,506	4,223	3,757
	Valeur (en milliards de FCFA)	223,183	118,483	161,792	130,177	234,402	191,492
Trim 3	Qté (en million de barils)	5,279	4,678	3,628	2,648	3,310	4,025
	Valeur (en milliards de FCFA)	249,778	142,326	139,561	134,743	189,189	219,106
Trim 4	Qté (en million de barils)	5,287	4,348	3,290	5,659	3,651	4,209
	Valeur (en milliards de FCFA)	137,041	142,906	137,648	298,115	201,596	220,877
Total	Qté (en million de barils)	20,437	17,683	14,911	15,139	13,828	15,641
	Valeur (en milliards de FCFA)	829,676	492,666	580,993	780,135	785,342	832,055

Source : SNH

Tableau 17. 6: Evolution de la vente de pétrole par les associés

Ventes des Associés		2008	2009	2010	2011	2012	2013
Trim 1	Qté (en million de barils)	2,186	2,147	2,335	0,921	1,811	1,315
	Valeur (en milliards de FCFA)	90,558	46,783	82,920	46,141	103,950	75,084
Trim 2	Qté (en million de barils)	3,243	2,526	1,942	1,658	2,669	2,001
	Valeur (en milliards de FCFA)	157,956	67,892	75,462	91,411	147,370	102,490
Trim 3	Qté (en million de barils)	3,253	1,994	2,339	2,967	1,959	2,124
	Valeur (en milliards de FCFA)	154,123	59,810	88,841	151,555	113,975	115,997
Trim 4	Qté (en million de barils)	1,891	1,653	2,016	0,966	1,833	2,906
	Valeur (en milliards de FCFA)	52,251	53,779	81,978	51,915	101,353	152,438
Total	Qté (en million de barils)	10,573	8,320	8,632	6,512	8,272	8,346
	Valeur (en milliards de FCFA)	454,888	227,664	3329,201	341,022	467,648	446,009

Source : SNH

Tableau 17. 7: Evolution des ventes mensuelles de pétrole en m3

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	10787	10568	10230	9736	8745	9707	9827	10309
Février	9606	8793	7274	8617	8275	9604	9649	9202
Mars	10821	9777	8996	8842	8576	10620	9406	9874
Avril	9513	9163	9156	9324	7901	9713	9652	8915
Mai	10045	9957	9557	8481	8576	10794	9973	8948
Juin	9680	9537	9172	8869	8346	11676	9202	8381
Juillet	9756	10199		9598	10568	9550	10383	...
Août	10628	10760	9797	9507	9218	9926	10505	...
Septembre	10310	9942	10462	10202	9886	10141	9579	...
Octobre	9753	9953	9896	8854	9427	9527	10615	9215
Novembre	10214	9705	8594	9316	10097	10344	10377	7687
Décembre	10013	9531	10272	9797	10519	10218	10106	9625
Cumul	374270	393964	409378	428750	468982	507169	530411	437845

Source : SCDP

Tableau 17. 8: Evolution des ventes mensuelles du super en m3

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	31756	35418	35418	35973	36341	41821	43489	50004
Février	29161	28587	28587	33511	35762	39864	42222	45282
Mars	32386	34055	34055	36066	39209	44014	44441	48346
Avril	31238	33848	33848	35986	35982	40893	42133	46723
Mai	31419	33601	33601	33710	39209	42332	43656	48169
Juin	30295	32043	32043	34162	36476	40126	40600	42751
Juillet	30321	34524	34524	35493	41276	40128	43826	...
Août	31882	33592	33592	34413	38751	43011	44767	...
Septembre	29855	33925	33925	35100	38868	42783	41884	...
Octobre	29607	35826	35826	35992	38864	40605	44632	51837
Novembre	30623	33432	33432	35678	41349	43198	45843	45508
Décembre	35727	40527	40527	42666	46895	48394	52919	59227
Cumul	374270	409378	409378	428750	468982	507169	530411	437845

Source : SCDP

Tableau 17. 9: Evolution des ventes mensuelles du jet A1 en m3

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	7 387	7 614	7 667	8 392	7 150	7 724	9 411	7 661
Février	6 229	6 689	7 387	7 250	6 297	6 960	9 260	6 696
Mars	7 172	7 294	7 225	7 959	7 131	8 092	8 820	6 928
Avril	6 879	6 826	8 612	7 904	7 081	11 641	8 054	6 643
Mai	6 910	7 289	8 641	7 525	7 131	9 401	7 157	7 823
Juin	5 740	7 651	6 595	8 718	8 765	8 758	5 740	7 141
Juillet	6 601	7 291	7 503	7 454	8 835	8 193	5 976
Août	6 900	14 111	7 628	7 983	8 717	8 441	6 877	...
Septembre	6 492	6 883	7 377	7 032	7 812	9 112	5 867	...
Octobre	6 284	7 746	8 241	7 694	8 119	8 708	5 894	8 791
Novembre	7 744	8 522	7 637	7 557	8 686	8 617	5 247	9 534
Décembre	7 902	3 273	9 332	7 424	8 544	9 868	7 562	10 851
Cumul	374 270	393 964	409 378	428 750	468 982	507 169	530 411	437 845

Source : SCDP

Tableau 17. 10: Evolution des ventes mensuelles de gazoil en m3

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	37 035	43 987	45 636	43 463	46 787	56 956	63 981	68 008
Février	36 909	41 427	37 252	42 493	46 358	53 197	61 016	69 834
Mars	42 022	45 943	44 363	48 321	51 710	62 770	62 831	72 259
Avril	37 809	43 060	45 951	47 195	47 210	59 847	58 473	75 844
Mai	36 939	40 647	44 704	41 685	51 710	60 203	60 828	70 491
Juin	37 783	40 927	45 604	42 936	52 484	61 851	57 839	64 463
Juillet	37 108	41 035	47 633	43 182	56 613	56 983	59 125	...
Août	37 844	41 822	43 724	43 169	52 334	57 229	58 504	...
Septembre	35 571	38 852	42 417	42 747	51 601	54 583	52 625	...
Octobre	33 845	39 311	42 214	42 648	50 474	54 184	56 594	66 616
Novembre	38 865	41 634	41 303	43 956	53 288	57 912	59 212	64 541
Décembre	41 269	44 369	48 150	53 396	58 612	64 398	69 327	70 824
Cumul	374 270	393 964	409 378	428 750	468 982	507 169	530 411	437 845

Source : SCDP

Tableau 17. 11: Ventes mensuelles de Butane (en TM)

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	4 323	4 190	4 727	5 255	5 373	5 874	5 276	5 276
Février	3 521	3 061	4 266	4 404	4 722	5 087	4 458	4 458
Mars	4 005	3 449	4 385	4 868	5 468	5 905	5 801	5 801
Avril	3 425	4 334	4 798	4 498	4 751	4 610	5 805	5 805
Mai	3 483	4 806	4 449	4 868	5 188	5 100	5 432	5 432
Juin	3 602	4 309	4 841	4 961	5 628	5 315	4 816	4 816
Juillet	4 038	4 618	4 930	5 143	5 457	4 723
Août	4 038	4 722	4 789	5 072	5 529	4 892
Septembre	4 613	4 415	5 486	5 913	6 396	5 218
Octobre	4 556	4 791	4 491	5 109	6 113	6 805	6 574	6 574
Novembre	4 338	5 018	4 523	5 474	6 041	5 896	6 733	6 733
Décembre	4 902	4 783	5 250	6 081	6 265	5 767	6 590	6 590
Cumul	393 964	409 378	428 750	468 982	507 169	530 411	437 845	437 845

Source : SCDP

Tableau 17. 12: Ventes mensuelles du fuel 180 (en m3)

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	4 418	5 368	5 186	4 847	11 261	4 637	4 979	5 175
Février	4 277	3 784	3 275	4 311	10 315	5 687	5 095	4 008
Mars	3 925	4 838	3 775	5 390	9 552	4 239	5 751	4 222
Avril	4 128	4 142	4 981	6 100	9 958	6 518	5 239	5 038
Mai	4 778	4 813	5 582	5 423	9 552	4 951	5 546	4 497
Juin	5 736	3 892	5 212	7 103	5 269	3 039	5 216	5 331
Juillet	4 777	4 374	6 096	7 651	5 022	5 514	5 973	-
Août	4 948	4 166	5 141	8 699	5 743	4 731	5 417	-
Septembre	4 467	3 846	5 102	4 589	5 739	5 550	4 693	-
Octobre	4 888	5 418	5 729	10 159	6 025	6 269	5 115	3 654
Novembre	5 638	5 329	4 927	8 422	6 323	5 691	4 981	3 690
Décembre	4 504	4 674	6 041	10 202	5 767	6 906	3 935	3 389
Cumul	374 270	393 964	409 378	428 750	468 982	507 169	530 411	437 845

Source : SCDP

Tableau 17. 13: Evolution des ventes annuelles des combustibles liquides (en m3)

Exercice	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ¹
Super	374270	393964	409378	428750	468982.097	507168.9	530411.2	437845.174
Pétrole	121126	117885	113270	111143	110133.193	121819.5	119272.718	82153.143
Jet a1	82 240	91189	93845	92892	94268	105515	85863	72066
Gasoil	452999	503014	528951	535191	619182	700112	720355	622880
Fuel 180	56484	54644	61047	82896	90526	63732	61938	39004
Cumul	1,087119	1160696	1208490	1250872	1383091	1491830	1517840	1253948

Source : SCDP

Tableau 17. 14: Evolution des recettes pétrolières transférées au trésor public par trimestre (en milliards de FCFA)

Trimestre	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Trim 1	41,818	63,841	114,2	83,677	185,198	59,316	103,547	194,924
Trim 2	62,281	90,267	186,8	105,335	172,786	85,214	101,789	92,475
Trim 3	92,678	122,548	124,97	161,858	207,488	97,576	98,85	75,832
Trim 4	76,269	104,119	123,6	188,248	86,28	89,655	115,922	209,444
Total	273,046	380,775	549,57	539,118	651,752	331,761	420,108	572,675

Source : SNH

Tableau 17. 15: Part du pétrole dans les recettes budgétaires (en milliards de Fcfa)

Exercice	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes pétrolières	515	688	593	507	407	415	659,4	705
Recettes non pétrolières	1211	1332	1429	1376	1504	1649	1741,5	1855,1
Autres recettes	194	231	254	131	609	507	401,5	554,3
Recettes totales	1920	2251	2276	2014	2520	2571	2802,4	3114,4

Source : MINFI

Tableau 17. 16: Evolution de l'approvisionnement de la SONARA en pétrole brut

Exercice	2005	2006	2007	2008	2009	2010e	2011 ^e
Achat à la SNH	124	249	325	409	346	360	372
Importation	1731	1608	1760	1663	1420	1614	1566
Total	1856	1857	2085	2072	1766	1974	1937

Source : SONARA e: estimations

¹ Ne sont pas prises en compte les données des mois de Juillet, Août et Septembre

Tableau 17. 17: Evolution de l'approvisionnement du Cameroun en GPL (en milliers de TM)

Exercice	2005	2006	2007	2008	2009	2010*	2011*
Production	25,5	21,9	19,2	16,8	14,9	17	16
Importation	10,7	28,7	29,4	35,8	36,5	34	35
Consommation	36,2	50,4	48,2	52,1	50,9	50	51

Source : MINEE/SIE-Cameroun, Bilans énergétiques, 2010 *estimations

Tableau 17. 18: Evolution des cours moyens du Brent et des prix des produits pétroliers (en FCFA/litre sauf GPL en FCFA/kg)

Produits pétroliers & Brent	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Super	436	443	439	448	467	513	576	580	593	569	569
Gasoil	350	357	363	393	404	463	534	534	544	520	520
Pétrole	190	190	190	213	251	293	363	364	374	350	350
GPL	344	344	344	400	400	440	480	480	480	480	
Brent (\$/bbl)	29	24	25	29	38	54	66	72	97	59	78

Source : CSPH

Tableau 17. 19: Capacité de retenue d'eau des différents barrages utilisés pour la production d'électricité (en kva)

Barrages	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^e
MBAKAOU	2 600	2 600	2 600	2500	2500	2533
MBAMINDJIN	1 800	1 800	1 800	1588	1756	1715
MAPE	3 200	3 200	3 200	2970	2600	2923
Total	7 600	7 600	7 600	7058	6856	7171

Source : AES SONEL, e: estimation

Tableau 17. 20: Capacité des différents centres de production d'énergie électrique (quantité en MW)

Centre de production	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^e
Lagdo	72	72	72	72	72	72	72
Song Loulou	384	384	384	384	384	384	384
Edéa	263	263	263	263	263	267	264
Thermique	209,2	205,9	202,5	217,9	303	284,1	268,3
Total	928,2	924,9	921,5	936,9	1022	1007,1	988,7

Source : AES SONEL, e: estimation

Tableau 17. 21: Production et consommation d'électricité (en milliers de kwh)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^e
Production totale	4003825	4147111	4256464	4502758	4496041	4821508	4606769
Thermique	231552	255255	409310	444490	479669	561280	495146
Hydraulique	3772273	3891857	3847154	4232477	4016372	4260229	4169693
Émission réseau	3815355	3932375	4030814	4260663	4235819	4519735	4338739
Consommation	3265309	3374409	3359714	3527769	3362279	3581329	3490459
Basse tension	1072868	1152536	1171414	1267319	1270317	1393587	1310408
Moyenne tension	747815	781965	780159	799687	823229	892630	838515
Clients spéciaux	1444626	1439907	1408140	1460763	1268733	1295113	1341536
Nombre d'abonnés	528049	538257	572102	615135	661058	712380	662858

Source : ARSEL / AES SONEL e: estimation

Tableau 17. 22: Longueur du réseau électrique (en km)

Type d'utilisation	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Haute tension : 90 kV ; 110 kV ; 225 kV	2022,4	2022,4	2027,4	2027,4	2030,4	2030,4
Moyenne tension : 30; 17,32; 15; 10; 5,5 kV	11135	11268	11863	12089	12655	...
Basse tension: 380; 220 V	10736	12138	13472	13605	13720	...
Total général	23893	25428	27362	27721	28405	2030,4

Source : AES SONEL

Tableau 17. 23: Evolution des tarifs moyens des clients de AES-SONEL

Clients		2005	2006	2007	2008
HT	MWh	1 444 000	1 472 343	1 443 582	1 497 377
	Millions FCFA	9 916	13 514	12 979	13 374
	Tarifs moyen Fcfa/ kWh	6,87	9,18	8,99	8,93
MT	MWh	748 000	748 339	744 717	763 073
	Millions FCFA	45 599	45 674	45 560	51 160
	Tarifs moyen Fcfa/ kWh	60,96	61,03	61,18	67,05
BT	MWh	1 072 000	1 153 100	1 171 414	1 251 166
	Millions FCFA	83 110	87 689	89 436	100 253
	Tarifs moyen Fcfa/ kWh	77,53	76,05	76,35	80,13
TOTAL Clients	MWh	3 264 000	3 373 781	3 359 714	3 511 616
	Millions FCFA	138 626	146 877	147 976	164 787
	Tarifs moyen Fcfa/ kWh	42,47	43,53	44,04	46,93

Source: ARSEL

Tableau 17. 24: Production et consommation d'eau potable (En milliers de M3)

Exercice	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^e
Production	108 743	107 601	124 378	124 871	122 999	123 931	115 322
Variations (en %)	4,3	-1,1	15,6	0,4	-1,5	0,7	-6,9

Source : CDE, les données de 2013 concernent la période allant de janvier à novembre

Tableau 17. 25: Quelques indicateurs clés du secteur de l'eau

Indicateurs	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Eau captée (en millions de m³)	82,9	124,4	127,4	129,1	129,9	120,4
Eau produite sortie des stations et/ou des forages (en millions de m³)	77,9	117,8	120,8	123,0	123,9	115,3
Rendement de production (en %)	93,88	94,73	95,32	95,32	95,38	95,81
Eau émise au réseau (en millions de m³)	77,9	117,8	120,8	123,0	123,9	115,3
Eau facturée (émission nette en millions de m³)	46,0	75,5	79,8	87,2	90,8	86,5
Rendement de distribution (en %)	59,03	63,79	70,89	70,89	73,25	75,0
Chiffre d'affaires vente en eau (en millions de m³)	46,0	75,2	79,8	87,5	90,9	86,7
Chiffre d'affaires vente en eau (en milliards de FCFA)	16,6	27,0	28,8	31,5	32,8	31,4
Chiffre d'affaires global (en milliards de FCFA)	18,8	31,4	32,9	35,8	37,2	35,5

Source : CDE, les données de 2013 concernent la période allant de janvier à novembre

Tableau 17. 26: Consommation finale d'énergie en unité physique (en 103 tonnes métriques sauf électricité en GWH)

Sources d'énergie	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^e	2011 ^e
Biomasse								
Bois de feu	9 949,13	10	10	10	10	11	10966,52	11070,36
Charbon de bois	187,34	192,72	196,64	200,64	204,71	214,16	206,5	208,46
Sciure et copeaux	264,18	271,76	277,29	282,92	288,67	301,99	291,19	293,95
Produits pétroliers								
GPL	35,39	36,17	50,39	48,16	52,08	50,89	///	///
Super	286,31	313,07	319,98	326,81	340,6	348,85	///	///
Gasoil	316,82	311,44	329,72	341,09	342,95	441,57	///	///
Pétrole lampant	130,02	111,21	96,25	95,02	91,67	90,46	///	///
Jet A1	16,76	13,75	8,29	10,91	11,53	11,83	///	///
Avgaz100 LL	0,02	7,42	9,67	0	1	2	///	///
FO 1500	57,65	65,91	53,44	59,07	63,25	87,22	///	///
Lubrifiant	12,67	10,73	11,45	11,26	11,3	11	///	///
Bitumes	5,41	6,66	8,31	9,05	8,5	12,3	///	///
Huile régénérée	0	0	0	6,59	6,56	5,13	///	///
Électricité							///	///
Électricité	3 901,51	4 101,02	4 291,23	4 219,13	4 658,58	4 662,79	///	///

Source : MINEE, annuaire 2010

Chapitre 18 : INDUSTRIES

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES.....	311
II. LISTE DES TABLEAUX	311
III. PRESENTATION	313
IV. METHODOLOGIE.....	314
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	314

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 18 1: Evolution de l'indice de la production industrielle entre 2005 et 2012.....	315
Graphique 18 2: Répartition des entreprises et leurs établissements par secteur en 2009.....	315

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 18 1: Evolution de l'Indice de la Production Industrielle entre 2011 et 2013.....	316
Tableau 18 2: Répartition des entreprises et établissements.....	318
Tableau 18 3: Répartition des entreprises et établissements du secteur secondaire par région	318
Tableau 18 4: Répartition des emplois et du chiffre d'affaires par secteur.....	318
Tableau 18 5: Répartition des entreprises et leurs établissements du secteur secondaire par sous secteur ...	319
Tableau 18 6: Proportion des entreprises certifiées ISO par sous secteur d'activité en 2009.....	319
Tableau 18 7: Proportion des entreprises ayant un dispositif de protection de l'environnement par sous secteur d'activité en 2009	320
Tableau 18 8: Chiffre d'affaires et effectif des employés par sous secteur en 2009	321
Tableau 18.9: Evolution du chiffre d'affaires moyen, de la valeur ajoutée moyenne et du taux de la valeur ajoutée entre 2011 et 2012 par secteur d'activité	321
Tableau 18.10: Chiffre d'affaires moyen, valeur ajoutée moyenne et du taux de valeur ajoutée en 2012 par type d'entreprise.....	321
Tableau 18.11: Chiffre d'affaires moyen, valeur ajoutée moyenne et du taux de valeur ajoutée en 2012 par branches d'activité.....	322
Tableau 18.12: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par branche d'activité.....	323
Tableau 18.13: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par forme juridique	323
Tableau 18.14: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par type	323
Tableau 18.15: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par branche d'activité	324
Tableau 18.16: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par type d'entreprise	324
Tableau 18.17: Chiffre affaires, valeur ajoutée selon la forme juridique	324
Tableau 18.18: Consommations intermédiaires (moyenne par entreprise)par branches d'activité en 2012 .	325
Tableau 18.19: Consommations intermédiaires (moyenne par entreprise) par type en 2012	326
Tableau 18.20: Consommations intermédiaires (moyenne par entreprise) par forme juridique en 2012	326
Tableau 18.21: Impôts et subventions suivant la branche en 2012	327
Tableau 18.22: Impôts et subventions par type en 2012	327
Tableau 18.23: Impôts et subventions suivant la forme juridique en 2012	327
Tableau 18.24: Ventes et exportations suivant la branche en 2012.....	328
Tableau 18.25: Ventes et exportations par forme juridique en 2012.....	328
Tableau 18.26: Ventes et exportations par type en 2012.....	328
Tableau 18.27: Evolution du chiffre affaires, de la valeur ajoutée, du taux de valeur ajoutée par branche d'activité	329

Tableau 18.28: Evolution du Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par type d'entreprise	329
Tableau 18.29: Evolution du Chiffre affaires, valeur ajoutée suivant la forme juridique.....	329
Tableau 18.30: Impôts et subventions suivant la forme juridique en 2012.....	330
Tableau 18.31: Impôts et subventions par branche d'activité en 2012.....	330
Tableau 18.32: Impôts et subventions par type d'activité en 2012.....	330
Tableau 18.33: Effectif employé suivant le type d'entreprise en 2012	331
Tableau 18.34: Effectif employé suivant le sous-secteur d'activité en 2012.....	332
Tableau 18.35: Effectif employé suivant le secteur d'activité en 2012.....	333
Tableau 18.36: Salaires et rémunérations suivant le secteur d'activité en 2012	333
Tableau 18.37: Salaires et rémunérations suivant le sous secteur d'activité en 2012.....	334
Tableau 18.38: Salaires et rémunérations suivant le type d'entreprise en 2012	335
Tableau 18.39: Salaires et rémunérations suivant la forme juridique de l'entreprise en 2012	335

III. PRESENTATION

L'industrie reste un secteur très important car jouant un rôle majeur dans la croissance et partant le développement d'un pays ou d'une région. D'ailleurs, la plupart des pays asiatiques qui présentent des économies concurrentielles de nos jours, ont pu atteindre cet objectif grâce au développement de leur secteur industriel. Le gouvernement du Cameroun, conscient de cette réalité, a pris des dispositions pour relancer ce secteur en perte de vitesse depuis quelques années. Cette relance passe nécessairement par la connaissance dudit secteur et la possibilité de le suivre et l'évaluer au jour le jour. Le Recensement Général des Entreprises (RGE) qui a été effectivement réalisé par l'Institut National de la Statistique vient traduire par les faits cette volonté du Gouvernement. De plus, dans l'optique d'assurer le suivi des objectifs déclinés dans le DSCE (2010-2020), en ce qui concerne le secteur productif, les pouvoirs publics se sont engagés à rendre régulièrement disponibles les statistiques actualisées sur les différents secteurs. C'est dans ce cadre que, chaque année, le Gouvernement, à travers l'Institut National de la Statistique, réalise les Enquêtes annuelles dans les Entreprises (EAE).

Objectifs du RGE

Le RGE a pour objectif principal d'évaluer le niveau de la production actuelle des biens et services, de mettre en place une nouvelle base de sondage pour relancer les enquêtes d'entreprises, de mettre en place un nouvel éventail d'indicateurs de structure et de conjoncture permettant une meilleure prise de décision.

De manière spécifique, il s'agit de collecter des données pour :

- i. mettre en place un répertoire de référence des entreprises au Cameroun ;
- ii. produire des indicateurs structurels sur le tissu productif camerounais, notamment la démographie des entreprises, la production, l'emploi dans les entreprises, etc.
- iii. constituer de nouvelles bases de sondage en vue d'une refonte du système des enquêtes d'entreprises ;
- iv. construire des bases de données utilisées pour l'analyse économique.

2.1 Période et mode de collecte

L'opération a couvert tout le territoire national, et faisait parti de l'échantillon, tout établissement du secteur formel géographiquement localisé. La collecte a lieu pendant le mois d'août 2009 ; elle a été réalisée par interview direct à travers deux questionnaires :

- un questionnaire du répertoire destiné à la collecte des informations devant servir à la confection du répertoire ;
- Un questionnaire de structure permettant de collecter des informations pour le calcul des agrégats économiques.

2.2 Méthodologie du RGE

L'opération s'est déroulée sur tout le Territoire National découpé en 12 Zones de Supervision (ZS) dont deux (02) pour le Littoral (Douala et Littoral sans Douala), deux (02) pour le Centre (Yaoundé et Centre sans Yaoundé) et une (01) pour chacune des huit autres régions. Chaque ZS a été placée sous la responsabilité d'un superviseur.

Les ZS subdivisées en zones de Contrôle (ZC) ont été chacune confiée à un contrôleur. Des missions de supervision de la Direction Technique et du Comité Technique sont prévues pour appuyer les superviseurs selon les besoins.

En dehors des grandes villes, les ZC suivaient autant que possible les contours des unités administratives (département, arrondissement ou commune) afin de faciliter le repérage sur le terrain à l'aide des cartes.

Les ZC ont été enfin subdivisées en Zones de Recensement (ZR) dont chacune confiée à un agent recenseur.

Les résultats de ce recensement nous permettront d'avoir une idée précise de l'environnement industriel au Cameroun, et permettra par conséquent au Gouvernement d'affiner ses politiques et de bien orienter sa planification autour de ce secteur.

Depuis 2002 jusqu'à 2007 l'on peut remarquer que l'Indice de la Production Industrielle (IPI) est à la hausse, passant de 130,43 % à 150,0%. Soit un taux d'accroissement d'environ 20 points sur cette période. Contrairement à cette période où l'IPI croît avec le temps, l'on peut constater d'après le tableau 18.01 qu'entre 2007 et 2008 l'indice décroît d'environ 9 points. Cette baisse pourrait s'expliquer en partie par l'avènement de la crise économique et financière.

Les actifs de propriété intellectuelle les plus représentés au Cameroun sont les brevets, les marques, les dessins « model industriel » et les noms commerciaux. A l'exception de dessins « model industriel », tous les autres actifs affichent une évolution positive depuis 2006 jusqu'en 2008. En 2007 et 2008, le nombre de brevet au Cameroun était de 13 et 18 respectivement, soit un accroissement d'environ 34 points. Ces croissances peuvent s'expliquer par les nouvelles politiques industrielles mises en place par le Gouvernement.

2.3 Quelques grands résultats du RGE

Le Rapport principale des résultats du RGE publié en Septembre 2010 dernier, montre que 93 969 entreprises et établissements sont en activité au Cameroun. En effet Yaoundé et de Douala concentre près des deux tiers de ces entreprises et établissements recensés. Ceux-ci génèrent près de trois quarts du chiffre d'affaire globale. Il faut aussi noter que les très petites entreprises et entreprises qui ne réalisent que 15,4% du chiffre d'affaires total emploient 48,7% des effectifs alors que les moyennes entreprises et les grandes entreprises qui dégagent 84,6% du chiffre d'affaires total n'emploient que 51,3% des effectifs. Ces résultats confirment le rôle fondamental des TPE et PME dans la lutte contre le chômage et leur capacité à créer des emplois à moindre coût unitaire.

Les opérateurs économiques déplorent dans leur grande majorité l'environnement peu favorable au développement de leurs activités au triple plan administratif, juridique et financier. Les obstacles les plus cités qui entravent la bonne marche des affaires au Cameroun sont par ordre d'importance ; la fiscalité, la corruption, l'accès au crédit, les formalités administratives, et le coût du financement.

IV. METHODOLOGIE

Les données concernant le domaine de l'industrie proviennent pour certaine des sources secondaires et pour d'autre des recensements et enquêtes statistiques.

➤ Sources secondaires

Il s'agit dans ce cas des données obtenues d'autres sources nationales, sous régionales ou internationales.

➤ Recensements et enquête statistiques

Dans le cadre d'un recensement, il est question de considérer toutes les unités statistiques existantes. Spécifiquement dans le cadre du recensement des entreprises, les unités statistiques sont les entreprises qui tiennent une comptabilité formelle. Il sera donc question de les énumérer et de les soumettre à un questionnaire conçu *a priori* en fonction des objectifs du recensement.

Les enquêtes statistiques permettant d'obtenir des données sur l'industrie sont notamment l'enquête trimestrielle de conjoncture (ETC) et l'enquête annuelle dans les entreprises (EAE).

Objectif :

L'objectif général est la connaissance du tissu industriel camerounais, ainsi que les activités connexes telles que les

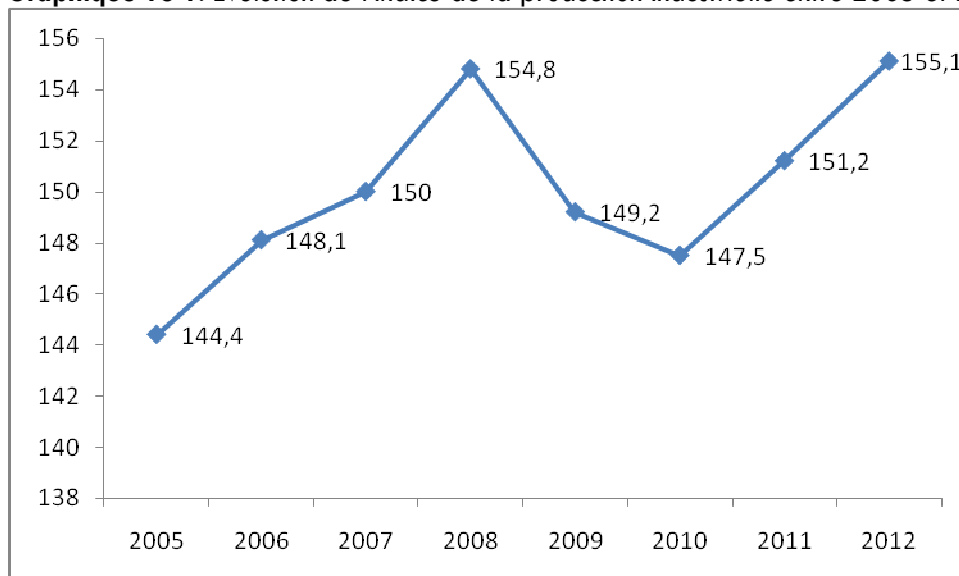
BTP, par une enquête nationale. Plus spécifiquement l'enquête doit permettre de :

- observer les principales caractéristiques du secteur et évaluer sa contribution dans l'économie ;
- décrire les performances et les comportements économiques des opérateurs du secteur ;
- suivre au cours du temps ce secteur stratégique ;
- alimenter l'Indice de la Production Industrielle à travers notamment le renouvellement des pondérations ;
- alimenter le fichier des entreprises à travers notamment l'identification sur le terrain des nouvelles unités, des disparitions d'entreprises, des délocalisations ou des changements d'activité etc. ;
- prouver l'impact positif de la transparence du secteur sur le développement économique du pays, transparence qui passe par la mise à la disposition des entrepreneurs par les pouvoirs publics, certains signaux les permettant d'anticiper sur différents chocs.

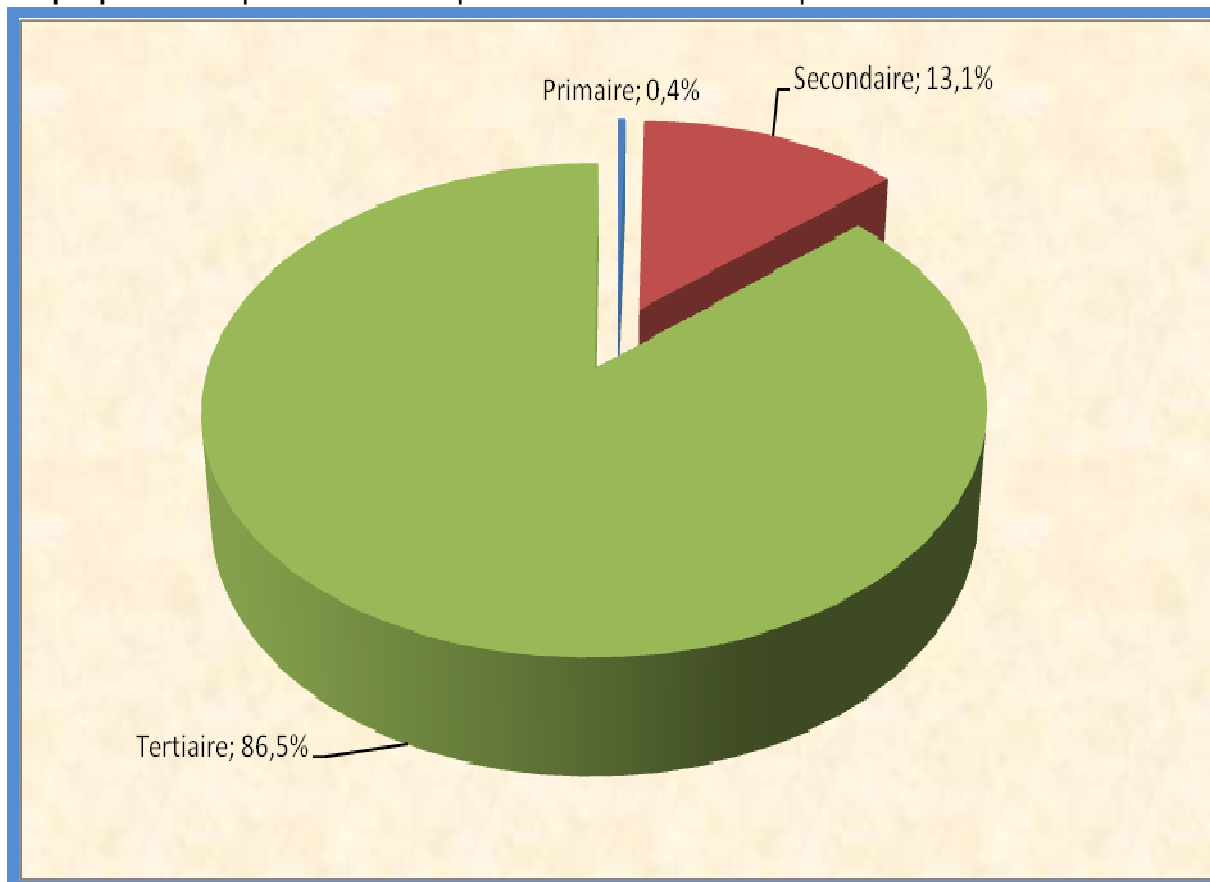
V. SOURCES DE DOCUMENTATION

La documentation dont avons eu besoin pour renseigner les tableaux de ce chapitre provenaient d'une part du Département des Statistiques Economiques de l'Institut National de la Statistique, et d'autre part par le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) à travers la Direction du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle (DDTPI).

GRAPHIQUES

Graphique 18 1: Evolution de l'indice de la production industrielle entre 2005 et 2012

Source : INS

Graphique 18 2: Répartition des entreprises et leurs établissements par secteur en 2009

Source : INS, RGE 2009

I-INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE**Tableau 18 1:** Evolution de l'Indice de la Production Industrielle entre 2011 et 2013

Année	2011					2012					2013				
	T1	T2	T3	T4	Ann	T1	T2	T3	T4	Ann	T1	T2	T3	T4	Ann
Extraction de Produits énergétiques (sauf prospection)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,6	99,8	109,2	102,2	103,0	102,3	82,0	84,1	91,8	90,1
Industries extractives	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,6	99,8	109,2	102,2	103,0	102,3	82,0	84,1	91,8	90,1
Production, transformation & conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	114,9	104,8	79,5	100,8	100,0	121,4	111,4	90,2	111,7	108,7	-	7,6	71,4	71,4	37,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	99,1	98,5	103,0	99,4	100,0	102,9	105,4	190,1	170,2	142,1	109,6	109,0	107,6	153,9	120,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	134,1	111,0	62,8	92,1	100,0	133,0	123,9	76,2	111,3	111,1	135,1	105,7	92,2	93,5	106,6
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	89,3	72,3	95,8	95,2	100,0	112,3	91,4	104,5	117,9	106,5	129,2	106,7	132,8	161,3	132,5
Fabrication de produits à base de céréales	117,6	117,1	82,8	82,5	100,0	90,3	80,0	83,8	103,1	89,3	109,5	120,9	129,8	132,5	123,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	104,8	104,2	95,8	95,2	100,0	112,3	91,4	104,5	117,9	106,5	103,3	113,7	114,8	107,4	109,8
Industrie de boissons	97,3	97,9	93,2	111,7	100,0	112,9	103,6	99,2	109,5	106,3	115,9	109,7	99,2	115,6	110,1
Industries de tabac	-	-	-	-	100,0	-	-	-	-	-	106,6	108,2	108,2	108,2	107,8
Agroalimentaire	114,9	104,8	79,5	100,8	100,0	121,4	111,4	90,2	111,7	108,7	121,4	108,2	107,0	119,7	114,1
Industries du textile et de la confection	252,6	62,3	20,4	64,6	100,0	256,5	91,5	10,5	79,3	109,5	106,0	131,1	81,3	152,8	117,8
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	84,6	76,8	117,4	121,2	100,0	81,6	58,4	41,5	53,1	58,7	116,5	103,8	123,2	122,0	116,4
Textile caoutchouc et plastique	159,3	72,3	73,6	94,8	100,0	159,7	76,3	32,7	65,6	83,6	111,2	117,5	102,2	137,4	117,1
Industries du bois sauf fabrication des meubles	102,0	105,8	106,3	85,8	100,0	104,8	107,9	96,0	83,1	97,9	106,4	112,4	137,5	125,9	120,5

Fabrication de meubles; Activités manufacturières diverses et récupération	99,8	99,8	100,2	100,2	100,0	102,7	100,3	100,2	66,6	92,4	79,5	109,9	121,7	122,9	108,5
Fabrication de papier et d'articles en papier; imprimerie et activités annexes à l'imprimerie	119,2	60,9	103,1	116,8	100,0	157,1	124,0	167,0	71,7	130,0	102,2	146,9	146,0	140,3	133,9
Bois, papier et imprimerie	111,9	80,1	104,5	103,6	100,0	134,8	117,1	136,7	76,6	116,3	105,0	119,4	138,9	128,8	123,0
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	109,4	102,7	100,6	87,3	100,0	87,2	99,3	104,2	35,4	81,5	155,0	159,5	159,4	158,6	158,1
Raffinage de pétrole, cokéfaction et industries nucléaires	107,8	96,5	100,4	95,4	100,0	60,9	86,3	98,1	96,8	85,5	102,9	95,2	90,2	102,2	97,6
Industries chimiques et pétrolières	108,9	101,0	100,6	89,5	100,0	80,1	95,8	102,6	52,0	82,6	121,5	118,2	115,0	122,4	119,3
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques matériaux de construction	100,6	100,6	95,8	102,9	100,0	116,7	105,4	113,1	118,6	113,4	113,3	84,3	77,8	68,6	86,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	118,9	104,3	85,7	91,1	100,0	115,8	107,3	70,7	73,9	91,9	112,4	120,6	82,2	116,0	107,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	89,0	92,3	118,3	100,5	100,0	221,0	156,6	163,8	151,1	173,1	187,6	147,7	156,1	157,3	162,2
Fabrication de matériel de transport	98,8	98,0	99,3	103,8	100,0	98,8	101,4	100,2	110,6	102,8	118,6	59,8	62,5	52,1	73,3
Biens intermédiaires et constructions	108,2	101,8	92,5	97,5	100,0	121,0	108,7	96,2	99,8	106,4	115,9	105,1	82,5	96,7	100,0
Production et distribution d'électricité et de supports énergétiques	97,1	95,2	102,5	105,2	100,0	100,6	99,8	109,2	102,2	103,0	100,9	105,7	104,9	107,0	104,6
Captage, épuration distribution d'eau, Assainissement et gestion des ordures	97,1	95,2	102,5	105,2	100,0	100,6	99,8	109,2	102,2	103,0	101,3	88,0	93,5	95,3	94,5
Eau, électricité, gaz	97,1	95,2	102,5	105,2	100,0	100,6	99,8	109,2	102,2	103,0	100,9	102,5	102,8	104,8	102,8
Industries manufacturières	119,0	96,1	86,4	98,4	100,0	123,2	104,9	90,7	91,4	102,5	114,8	113,4	113,0	123,5	116,2

Source : INS T1 : 1^{er} trimestre, T2 : 2^e trimestre, T3 : 3^e trimestre, T4 : 4^e trimestre, Ann : indice annuel

II-SITUATION DES ENTREPRISES EN 2009**Tableau 18 2:** Répartition des entreprises et établissements

Régions	Nombre d'entreprises
Douala	3 882
Yaoundé	3 248
Adamaoua	224
Centre sauf Yaoundé	200
Est	105
Extrême-Nord	194
sauf Douala	182
Nord	439
Nord-ouest	1 083
Ouest	1 337
Sud	220
Sud-Ouest	1 040
Cameroun	12 154

Source: INS, RGE 2009

Tableau 18 3: Répartition des entreprises et établissements du secteur secondaire par région

Branches Région	Extraction	Industrie alimentaire	Autres industries manufacturières	Electricité eau et gaz	Cconstruction	Ensemble
Douala	18	212	3 319	52	281	3 882
Yaoundé	5	179	2 810	25	229	3 248
Adamaoua	0	35	172	2	15	224
Centre sauf Ydé	0	24	133	33	10	200
Est	3	8	75	8	11	105
Extrême-Nord	0	13	153	9	19	194
Littoral sauf Dla	2	29	123	18	10	182
Nord	0	113	264	23	39	439
Nord-ouest	1	33	1 006	11	32	1 083
Ouest	1	75	1 227	8	26	1 337
Sud	0	13	198	3	6	220
Sud-Ouest	0	33	976	3	28	1 040
Total	30	767	10 456	195	706	12 154

Source : INS, RGE 2009

Tableau 18 4: Répartition des emplois et du chiffre d'affaires par secteur

Secteur d'activité	Effectif employé			Chiffre d'affaires (en millions de F CFA)		
	Somme	Moyenne	Pourcentage	Somme	Moyenne	Pourcentage
Primaire	33 905	119	8,8	328 809	1 158	3,2
Secondaire	87 889	8	22,8	3 502 701	300	34,3
Tertiaire	261 927	3	67,8	6 341 211	85	62,0
Non déclaré	2 542	2	0,7	52 307	40	0,5
Total	386 263	4	100,0	10 225 027	116	100,0

Source : INS, RGE 2009

Tableau 18 5: Répartition des entreprises et leurs établissements du secteur secondaire par sous secteur

Sous-secteur du secondaire	Nombre d'entreprises	Pourcentage (%)
Extraction	30	0,2
Agro alimentaires	736	6,1
Boissons et tabacs	31	0,3
Textile caoutchouc et plastique	6 500	53,5
Bois papier imprimerie	2 777	22,8
Industries chimique et pétrolière	71	0,6
Biens intermédiaires, construction métallique et mécanique	1 108	9,1
Production et distribution d'électricité gaz et eau	195	1,6
Construction (BTP)	706	5,8
Total	12 154	100,0

Source : INS, RGE 2009

Tableau 18 6: Proportion des entreprises certifiées ISO par sous secteur d'activité en 2009

Sous-secteur d'activité	TPE	PE	ME	GE	Ensemble
Agriculture	20,0	0,0	12,5	28,6	19,1
Elevage	0,0	0,0	100,0	0,0	20,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie alimentaire	5,0	4,2	10,8	32,0	11,5
Autres industries manufacturières	1,9	1,7	6,5	19,7	7,6
Electricité eau et gaz	0,0	0,0	20,0	0,0	10,5
Construction	0,0	2,3	0,0	0,0	0,6
Ensemble	2,2	2,8	6,3	17,7	6,7

Source : INS, RGE 2009

Tableau 18 7: Proportion des entreprises ayant un dispositif de protection de l'environnement par sous secteur d'activité en 2009

Sous-secteur d'activité	Proportion d'entreprises disposant d'une installation classée pour la protection de l'environnement	Proportion d'entreprises ayant réalisé une étude dans le but de protéger l'environnement	Proportion d'entreprises disposant d'une structure chargée de l'environnement
Agriculture	69,7	63,6	63,6
Elevage	0,0	14,3	0,0
Sylviculture	60,0	60,0	60,0
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0
Extraction	44,4	55,6	44,4
Industrie alimentaire	33,6	24,2	20,1
Autres industries manufacturières	26,8	22,7	17,9
Electricité eau et gaz	16,7	20,0	16,7
Construction	12,2	9,3	11,6
Commerce	11,6	6,6	5,3
Transport	16,4	6,2	8,0
Banque et assurance	8,0	1,1	3,1
Autres tertiaire	14,0	7,7	8,1
Ensemble	14,7	8,9	8,5

Source : INS, RGE 2009

Tableau 18 8: Chiffre d'affaires et effectif des employés par sous secteur en 2009

Sous-secteur d'activité	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires (en milliards de fcfa)	Effectif des employés	Employées femmes
Industries extractives	25	434,3	1162	209
Alimentation, boisson et tabac	695	583,9	19447	4239
Textiles, confection, cuirs et chaussures	6387	99,1	14162	4856
Industrie du bois, papier, imprimerie et édition	1084	235,1	12043	1378
Chimie, raffinage du pétrole, caoutchouc et plastique	92	1177,5	10481	1424
Matériaux de construction, métallurgie et fonderie	184	129	1756	118
Ouvrages métalliques, appareils électriques et matériels de transport	880	310,7	6808	1974
Autres industries manufacturières	1600	30	4743	400
Electricité eau et gaz	74	275	8530	2152
Construction	664	228,2	8757	1368
Ensemble	11 685	3 502,7	87889	18118

Source : INS, RGE 2009

III- ACTIVITE DES ENTREPRISES AU CAMEROUN EN 2012**Tableau 18.9: Evolution du chiffre d'affaires moyen, de la valeur ajoutée moyenne et du taux de la valeur ajoutée entre 2011 et 2012 par secteur d'activité**

Secteur	Chiffre d'affaires en 2011	Chiffre d'affaires en 2012	Valeur ajoutée en 2011	Valeur ajoutée en 2012	Taux de valeur ajoutée 2011 (en %)	Taux de valeur ajoutée 2012 (en %)
Primaire	7 545	10 397	3 061	1 872	34,87	24,95
Secondaire	13 882	19 524	2 893	3 777	34,02	25,92
Tertiaire	9 386	11 529	3 085	3 524	35,18	30,30
Ensemble	11 157	14 434	3 005	3 565	33,85	28,42

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.10: Chiffre d'affaires moyen, valeur ajoutée moyenne et du taux de valeur ajoutée en 2012 par type d'entreprise

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires en 2011 (en millions et fcfa)	Chiffre d'affaires en 2012 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée en 2012 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011 (en %)	Taux de valeur ajoutée en 2012 (en %)
PE	152	120	23	38	42,29	29,09
ME	528	617	166	188	37,49	33,72
GE	17 249	20 809	4 636	5 163	31,28	26,20
Ensemble	11 157	14 434	3 005	3 565	33,85	28,42

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.11: Chiffre d'affaires moyen, valeur ajoutée moyenne et du taux de valeur ajoutée en 2012 par branches d'activité

Branche d'activité	Chiffre d'affaires en 2011 (en millions et fcfa)	Chiffre d'affaires en 2012 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée en 2011 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011	Taux de valeur ajoutée en 2012
Agriculture	9 369	18 686	4 568	3 242	40,91	28.78
Sylviculture/Elevage/pêche et pisciculture	5 555	3 293	1 416	699	28,27	21.66
Industries Extractives	63 000	50 000	22 621	15 000	35,45	30.00
Industries agroalimentaires	14 487	19 443	4 440	5 396	31,51	25.23
Industries textiles	9 301	28 503	3 343	5 581	49,00	16.65
Industries de bois	3 655	5 255	1 452	1 065	38,47	18.32
Industries de papier et imprimerie	2 785	2 370	709	627	35,06	29.29
Industries pétrolières	342 695	474 709	20 411	18 253	11,93	11.51
Industries chimiques	5 890	6 239	1 086	1 063	26,50	20.87
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	45 488	60 699	13 235	20 978	44,12	42.63
Autres industries	8 425	10 636	1 446	2 030	26,69	25.66
Construction	2 889	4 983	713	1 635	30,44	37.38
Commerce	13 856	15 450	1 274	1 090	18,40	10.70
Hôtels et restaurants	1 424	1 654	532	712	37,33	34.47
Transport	12 484	12 986	7 567	7 505	43,32	43.53
Postes et télécommunications	35 459	42 597	20 497	20 463	41,88	40.92
Banque et assurance	9 593	9 490	4 148	4 969	42,36	40.22
Education et santé	808	1 128	386	731	50,74	58.34
Autres services	1 689	1 867	848	701	44,19	43.10
Ensemble	11 157	14 434	3 005	3 565	33,85	28.42

Source : INS/EAE 2013

IV- ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIMAIRE EN 2012**Tableau 18.12: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par branche d'activité**

Branche d'activité	Chiffre d'affaires moyen en 2012	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée (en %)
Agriculture	18 686	3 242	28,78
Sylviculture/Elevage/pêche et pisciculture	3 293	699	21,66
Ensemble	10 397	1 872	24,95

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.13: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Chiffre d'affaires moyen en 2012	Valeur ajoutée moyenne en 2011 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011 (en %)	Taux de valeur ajoutée en 2012 (en %)
SARL	2 092	2 508	459	619	21,90	26,64
SA	11 767	11 423	2 397	3 071	16,02	26,37
EI	88	103	40	10	45,45	9,71
Entreprise Publique/Parapublique	41 531	41 620	20 227	5 395	28,11	24,51
Ensemble	7 613	10 397	2 455	1 872	25,04	24,95

Source: INS/EAE 2012

Tableau 18.14: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par type

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Chiffre d'affaires moyen en 2012	Valeur ajoutée moyenne en 2011 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011 (en %)	Taux de valeur ajoutée en 2012 (en %)
PE	71	103	24	10	34,62	9,71
ME	356	360	94	102	24,18	26,65
GE	18 348	16 703	5 928	2 990	17,00	26,00
Ensemble	7 613	10 397	2 455	1 872	25,04	24,95

Source: INS/EAE 2012

V- ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR SECONDAIRE EN 2012**Tableau 18.15: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par branche d'activité**

Branche d'activité	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Chiffre d'affaires moyen en 2012	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée 2011 (en %)	Taux de valeur ajoutée 2012 (en %)
Industries Extractives	189 000	50 000	67 000	15 000	35,4	30,00
Industries agroalimentaires	9 513	19 443	4 650	5 396	32,2	25,23
Industries textiles	10 326	28 503	2 586	5 581	41,0	16,65
Industries de bois	3 324	5 255	1 526	1 065	39,2	18,32
Industries de papier et imprimerie	2 121	2 370	643	627	46,8	29,29
Industries de raffinage	510 093	474 709	29 767	18 253	7,1	11,51
Industries chimiques	5 802	6 239	1 008	1 063	27,3	20,87
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	58 773	60 699	16 432	20 978	43,6	42,63
Autres industries	8 842	10 636	1 741	2 030	23,8	25,66
Construction	3 961	4 983	900	1 635	27,4	37,38
Ensemble	15 567	19 524	3 160	3 777	32,6	25,92

Source: INS/EAE 2012

Tableau 18.16: Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par type d'entreprise

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Chiffre d'affaires moyen en 2012	Valeur ajoutée moyenne en 2011 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée (en %)	Taux de valeur ajoutée (en %)
PE	27	88	9	16	29,8	28,5
ME	357	633	97	160	38,8	30,7
GE	22 551	27 509	4 567	5 258	30,0	25,2
Ensemble	15 567	19 524	3 160	3 777	32,6	25,92

Source: INS/EAE 2012

Tableau 18.17: chiffre affaires, valeur ajoutée selon la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Chiffre d'affaires moyen en 2011	Chiffre d'affaires moyen en 2012	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Valeur ajoutée moyenne en 2012 (en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée (en %)	Taux de valeur ajoutée (en %)
SARL	5 142	3 570	1 333	578	29,6	20,52
SA	25 174	30 461	4 749	5 851	34,8	29,20
EI	271	150	16	50	18,0	33,33
Entreprise Publique/Parapublique	16 525	15 676	5 287	4 399	37,9	27,81
Ensemble	15 567	19 524	3 160	3 777	32,6	25,92

Source: INS/EAE 2012

Tableau 18.18: Consommations intermédiaires (moyenne par entreprise) par branches d'activité en 2012

	Consommations intermédiaires	Consommation en eau	Consommation en électricité	Consommation autre énergie	importations de matières premières et fournitures	pourcentage de matières et fournitures importées
Industries Extractives	224	42	44	138	-	0,0
Industries agroalimentaires	9 878	37	295	103	2 832	29,4
Industries textiles	19 782	18	262	196	520	0,9
Industries de bois	2 561	1	48	52	427	21,6
Industries de papier et imprimerie	1 176	1	43	25	795	50,3
Industries de raffinage	6 295	-	184	44	-	0,0
Industries chimiques	1 524	7	71	27	1 334	34,6
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	55 858	241	1 714	342	3 824	8,9
Autres industries	6 591	18	210	17	3 095	25,5
Construction	281	5	13	7	4	11,1
Ensemble	6 705	22	196	60	1 852	27,1

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.19: Consommations intermédiaires (moyenne par entreprise) par type en 2012

Type d'entreprise	Consommations intermédiaires	Consommation en eau	Consommation en électricité	Consommation autre énergie	importations de matières premières et fournitures	pourcentage de matières et fournitures importées
PE	31	-	9	-	-	0,0
ME	212	17	13	21	44	19,7
GE	9 495	25	274	78	2 629	30,5
Ensemble	6 705	22	196	60	1 852	27,1

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.20: Consommations intermédiaires (moyenne par entreprise) par forme juridique en 2012

Forme juridique de l'entreprise	Consommations intermédiaires	Consommation en eau	Consommation en électricité	Consommation autre énergie	importations de matières premières et fournitures	pourcentage de matières et fournitures importées
SARL	526	5	42	15	233	21,5
SA	10 250	34	297	93	3 019	30,7
EI	1	-	1	-	-	0,0
Entreprise Publique/Parapublique	16 111	21	224	16	473	18,3
Ensemble	6 705	22	196	60	1 852	27,1

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.21: Impôts et subventions suivant la branche en 2012

	Montant moyen des impôts et taxes	Montant moyen des Subventions d'exploitation	Montant moyen des Subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
Industries Extractives	30	0	0	30
Industries agroalimentaires	310	30	19	261
Industries textiles	546	280	9	257
Industries de bois	278	4	0	275
Industries de papier et imprimerie	45	1	257	-212
Industries de raffinage	6411	0	0	6411
Industries chimiques	58	0	0	58
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	3005	0	172	2833
Autres industries	102	0	0	102
Construction	70	0	0	70
Ensemble	332	17	39	276

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.22: Impôts et subventions par type en 2012

Type d'entreprise	Montant moyen des impôts et taxes	Montant moyen des Subventions d'exploitation	Montant moyen des Subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
PE	2	0	0	2
ME	25	10	17	-2
GE	465	21	49	395
Ensemble	332	17	39	276

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.23: Impôts et subventions suivant la forme juridique en 2012

Forme juridique de l'entreprise	Montant moyen des impôts et taxes	Montant moyen des Subventions d'exploitation	Montant moyen des Subventions d'investissement	Montant moyen des impôts nets de subventions
SARL	48	0	0	47
SA	526	11	58	456
EI	1	0	0	1
Entreprise Publique/Parapublique	276	296	136	-157
Ensemble	332	17	39	276

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.24: Ventes et exportations suivant la branche en 2012

Branches d'activité	Montant moyen des ventes au cameroun (en millions de fcfa)	Montant moyen des exportations	Montant moyen des ventes	Taux d'exportation en 2012 (en %)	Taux d'exportation en 2011 (en %)
Industries Extractives	20 000	30 000	50 000	60,0	79,4
Industries agroalimentaires	14 012	6 378	19 777	14,8	13,8
Industries textiles	9 289	18 465	27 748	21,0	37,8
Industries de bois	2 632	2 425	4 931	30,5	23,8
Industries de papier et imprimerie	1 988	121	1 917	3,0	5,2
Industries de raffinage	338 955	80 938	469 893	8,7	18,7
Industries chimiques	3 852	1 283	5 113	19,6	28,7
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	84 874	343	85 217	5,7	1,0
Autres industries	9 043	2 186	10 908	16,4	18,3
Construction	4 651	56	4 734	10,5	0,1
Ensemble	14 383	4 630	19 447	15,8	14,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.25: Ventes et exportations par forme juridique en 2012

Forme juridique de l'entreprise	Montant moyen des ventes au cameroun (en millions de fcfa)	Montant moyen des exportations	Montant moyen des ventes	Taux d'exportation en 2012 (en %)	Taux d'exportation en 2011 (en %)
SARL	2 903	617	3 489	13,4	15,1
SA	22 600	6 679	30 050	15,9	14,4
EI	150	-	150	0,0	0,0
Entreprise Publique/Parapublique	5 800	14 904	20 679	41,8	16,7
Ensemble	14 383	4 630	19 447	15,8	14,7

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.26: Ventes et exportations par type en 2012

Type d'entreprise	Montant moyen des ventes au cameroun (en millions de fcfa)	Montant moyen des exportations	Montant moyen des ventes	Taux d'exportation en 2012 (en %)	Taux d'exportation en 2011 (en %)
PE	88	-	88	0,0	0,0
ME	443	119	622	12,8	10,3
GE	20 372	6 568	27 537	17,6	16,9
Ensemble	14 383	4 630	19 447	15,8	14,7

Source : INS/EAE 2012

VI- ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR TERTIAIRE EN 2012**Tableau 18.27: Evolution du chiffre affaires, de la valeur ajoutée, du taux de valeur ajoutée par branche d'activité**

Branche d'activité	Chiffre d'affaires en 2011	Chiffre d'affaires en 2012	Valeur ajoutée en 2011(en millions et fcfa)	Valeur ajoutée en 2012(en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011	Taux de valeur ajoutée en 2012
Commerce de gros et détail	13 855	15 450	965	1 090	11,3	10,70
Hôtels et restaurant	1 424	1 654	530	712	33,6	34,47
Transport	12 484	12 986	7 206	7 505	37,4	43,53
Postes et télécommunications	37 459	42 597	20 496	20 463	39,7	40,92
Banques et assurances	9 757	9 490	4 169	4 969	39,4	40,22
Education et santé	808	1 128	363	731	28,2	58,34
Autres services	1 666	1 867	755	701	37,0	43,10
Ensemble	9 430	11 529	2 937	3 524	28,7	30,30

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.28: Evolution du Chiffre affaires, valeur ajoutée, taux de valeur ajoutée par type d'entreprise

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires en 2011	Chiffre d'affaires en 2012	Valeur ajoutée en 2011(en millions defcfa)	Valeur ajoutée en 2012(en millions de fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011 (%)	Taux de valeur ajoutée en 2012 (%)
PE	19	133	6	82	24,5	35,25
ME	481	623	152	211	31,5	36,05
GE	13 143	16 743	4 078	5 216	27,8	26,96
Ensemble	9 430	11 529	2 937	3 524	28,7	30,30

Source : INS/EAE 2012

Tableau 18.29: Evolution du Chiffre affaires, valeur ajoutée suivant la forme juridique

Forme juridique de l'entreprise	Chiffre d'affaires en 2011	Chiffre d'affaires en 2012	Valeur ajoutée en 2011(en millions et fcfa)	Valeur ajoutée en 2012(en millions et fcfa)	Taux de valeur ajoutée en 2011	Taux de valeur ajoutée en 2012
SARL	3 982	4 146	523	551	23,7	28,75
SA	15 950	19 199	5 482	6 598	32,9	30,51
EI	281	440	73	59	25,2	19,72
GIC/Coopérative	107	534	44	85	30,8	60,91
SUARL/SARLU	782	569	324	134	41,8	23,55
Entreprise Publique/Parapublique	10 896	12 439	4 547	6 435	34,7	44,14
Ensemble	9 430	11 529	2 937	3 524	28,7	30,30

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.30: Impôts et subventions suivant la forme juridique en 2012

Forme juridique de l'entreprise	TOTAL Impôts et Taxes	TOTAL Subvention d'exploitation	TOTAL Subvention d'investissement	impôts nets de subventions
SARL	107	0	0	107
SA	1261	170	211	880
EI	8	0	0	8
GIC/Coopérative	27	0	60	-33
SUARL/SARLU	18	0	0	18
Entreprise Publique/Parapublique	385	3573	884	-4072
Ensemble	684	311	161	212

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.31: Impôts et subventions par branche d'activité en 2012

Branche d'activité	TOTAL Impôts et Taxes	TOTAL Subvention d'exploitation	TOTAL Subvention d'investissement	impôts nets de subventions
Commerce de gros et détail	164	195	0	-31
Hôtels et restaurant	44	0	0	44
Transport	300	1158	715	-1573
Postes et télécommunications	6595	1069	823	4703
Banques et assurances	1509	0	0	1509
Education et santé	50	466	323	-739
Autres services	57	26	22	9
Ensemble	684	311	161	212

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.32: Impôts et subventions par type d'activité en 2012

Type d'entreprise	TOTAL Impôts et Taxes	TOTAL Subvention d'exploitation	TOTAL Subvention d'investissement	impôts nets de subventions
TPE	0	0	0	0
PE	49	116	0	-67
ME	24	11	11	1,60
GE	970	437	226	307
Ensemble	684	311	161	212

Source : INS/EAE 2013

VII- EMPLOI DANS LES ENTREPRISES EN 2012**Tableau 18.33: Effectif employé suivant le type d'entreprise en 2012**

Type d'entreprise	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement en 2012	productivité apparente du travail en 2012	taux d'encadrement en 2011	productivité apparente du travail en 2011
PE	12	4	9	1	1	3	9	4,51	7,40	1,51	2,92
ME	55	13	42	5	7	15	32	9,92	5,98	8,86	10,95
GE	367	79	288	23	33	77	234	13,94	20,45	15,48	24,92
Ensemble	270	59	212	18	25	58	172	12,91	16,03	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.34: Effectif employé suivant le sous-secteur d'activité en 2012

Sous secteur d'activité	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement en 2012	productivité apparente du travail en 2012	taux d'encadrement en 2011	productivité apparente du travail en 2011
Agriculture	2929	849	2075	43	86	405	2396	33,58	8,63	16,24	11,33
Sylviculture/Elevage/pêche et pisciculture	163	7	156	3	4	13	143	29,15	8,51	22,33	4,82
Industries Extractives	42	8	34	2	10	24	6	0,50	357,14	2,96	299,11
Industries agroalimentaires	340	53	287	10	19	75	251	22,63	16,80	28,35	10,60
Industries textiles	741	41	700	22	9	99	611	18,67	3,50	16,35	5,88
Industries de bois	230	21	209	3	5	28	194	33,76	9,07	22,71	7,24
Industries de papier et imprimerie	117	34	83	5	19	24	70	8,64	5,17	9,33	7,58
Industries de raffinage	361	39	322	12	73	162	115	4,62	51,92	4,92	46,93
Industries chimiques	197	17	180	41	23	34	145	14,20	10,72	13,57	9,57
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	1945	274	1664	285	129	393	1139	24,99	9,03	7,25	24,61
Autres industries	136	12	124	3	10	40	81	14,83	13,76	14,47	9,69
Construction	133	5	128	7	6	42	78	8,85	18,50	6,46	8,68
Commerce	134	35	101	5	9	26	87	7,75	9,59	9,11	16,07
Hôtels et restaurants	67	17	51	4	4	17	46	10,34	7,72	12,98	6,46
Transport	277	40	236	16	21	92	145	11,72	27,95	14,16	60,41
Postes et télécommunications	551	165	408	91	219	120	122	2,44	39,13	2,92	46,71
Banque et assurance	149	51	97	29	41	38	60	3,54	35,38	3,83	31,59
Education et santé	318	145	206	50	104	53	108	3,29	3,90	3,47	2,16
Autres services	186	70	118	19	26	44	88	5,83	19,12	12,66	26,82
Ensemble	270	59	212	18	25	58	172	12,91	16,03	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.35: Effectif employé suivant le secteur d'activité en 2012

Secteur d'activité	effectif du personnel permanent	effectif du personnel permanent femmes	effectif du personnel permanent hommes	nombre de cadres supérieurs	nombre de techniciens supérieurs et cadres moyens	nombre de techniciens et agents de maîtrise	nombre d'ouvriers et apprentis	taux d'encadrement en 2012	productivité apparente du travail en 2012	taux d'encadrement en 2011	productivité apparente du travail en 2011
Primaire	1440	395	1042	21	42	194	1183	31,37	8,56	19,72	8,08
Secondaire	289	37	252	20	19	62	197	17,91	15,82	17,00	12,49
Tertiaire	193	54	140	16	29	47	94	7,65	16,64	9,51	25,48
Ensemble	270	59	212	18	25	58	172	12,91	16,03	13,39	19,43

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.36: Salaires et rémunérations suivant le secteur d'activité en 2012

Secteur	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salaire moyen en 2012	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	salaire moyen en 2011	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2011	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2011
Primaire	181,46	41	61	355	11	1	1587	2,0	63,33	36,67	1,70	44,54	55,46
Secondaire	166,70	198	290	310	69	2	1194	4,1	44,96	55,04	3,43	48,91	51,09
Tertiaire	390,21	232	232	150	27	62	1120	5,8	48,54	51,46	4,80	52,36	47,64
Ensemble	244,27	201	257	254	52	22	1175	4,8	47,44	52,56	4,09	50,6	49,4

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.37: Salaires et rémunérations suivant le sous secteur d'activité en 2012

Sous-secteur d'activité	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salaire moyen en 2012	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012
Agriculture	324,17	41	80	499	23	2	2979	1,4	72,89	27,11
Sylviculture/Elevage/pêche et pisciculture	59,14	41	48	232	0	0	395	2,5	55,13	44,87
Industries Extractives	448,00	485	416	53	0	0	1402	33,4	9,35	90,65
Industries agroalimentaires	249,15	299	361	424	167	3	1407	4,8	43,05	56,95
Industries textiles	470,75	123	420	1504	405	0	2341	1,7	69,35	30,65
Industries de bois	72,56	55	160	323	5	0	522	1,9	28,58	71,42
Industries de papier et imprimerie	36,75	21	138	63	15	1	339	2,9	56,28	43,72
Industries de raffinage	332,00	633	811	708	28	2	2479	8,4	16,14	83,86
Industries chimiques	68,36	61	98	142	18	0	459	3,8	51,65	48,35
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	1394,25	2324	3190	1407	17	0	7732	3,6	46,02	53,98
Autres industries	37,43	40	65	84	2	2	1050	4,3	48,79	51,21
Construction	74,69	74	121	201	56	4	470	3,3	39,96	60,04
Commerce	107,03	144	128	138	0	22	476	4,1	47,49	52,51
Hôtels et restaurants	48,80	1	16	56	15	2	375	4,0	48,24	51,76
Transport	784,57	278	388	288	0	0	2185	6,0	41,41	58,59
Postes et télécommunications	2548,75	1285	1441	116	0	0	5547	6,8	67,73	32,27
Banque et assurance	500,27	266	141	132	16	0	11,98	11,3	50,72	49,28
Education et santé	35,00	28	13	21	2	0	547	1,9	58,19	41,81
Autres services	246,48	156	95	127	74	164	806	7,7	49,03	50,97
Ensemble	244,27	201	257	254	52	22	1175	4,8	47,44	52,56

Source: INS/EAE 2013

Tableau 18.38: Salaires et rémunérations suivant le type d'entreprise en 2012

Type d'entreprise	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salaire moyen en 2012	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	salaire moyen en 2011	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2011	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2011
PE	2,00	1	2	3	0	0	14	1,2	42,26	53,74	1,18	49,05	50,95
ME	21,36	20	17	30	4	1	112	2,3	49,21	50,79	2,17	51,93	48,07
GE	341,06	283	373	363	74	31	1644	5,9	46,84	53,16	5,31	50,04	49,96
Ensemble	244,27	201	257	254	52	22	1175	4,8	47,44	52,56	4,09	50,60	49,40

Source : INS/EAE 2013

Tableau 18.39: Salaires et rémunérations suivant la forme juridique de l'entreprise en 2012

Forme juridique de l'entreprise	Charges du personnel cadre	Charges du personnel technicien supérieurs et cadre moyen	Charges du personnel technicien et agent de maîtrise	Charges du personnel ouvrier	Charges du personnel temporaire	Charges du personnel occasionnel	Charges de personnel	salaire moyen en 2012	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs en 2012	salaire moyen en 2011	Part des salaires dans la valeur ajoutée au coût des facteurs	Part de l'EBE dans la valeur ajoutée au coût des facteurs	
SARL		42,64	50	57	124	22	7	282	2,7	51,15	48,85	2,56	46,65	54,35
SA		414,45	346	454	355	70	36	1728	6,8	39,12	60,88	6,01	46,38	53,62
EI		0,67	0	0	10	0	0	11	,9	60,01	39,99	1,01	50,59	49,41
GIC/Coopérative		13,5	40	107	25	0	0	159	3,9	51,56	48,44	1,03	37,11	62,89
Entreprise Publique/Parapublique		376,63	105	179	730	189	1	3752	3,3	98,04	1,	4,26	137,84	-37,84
Ensemble		244,27	201	257	254	52	22	1175	4,8	47,42	52,58	4,09	50,66	49,34

Source : INS/EAE 2013

Chapitre 18 : PRIX A LA CONSOMMATION FINALE DES

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES.....	337
II.	LISTE DES TABLEAUX	337
III.	PRESENTATION	338
IV.	METHODOLOGIE.....	338
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION	338

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 19. 1: Evolution trimestrielle de l'indice général et des produits alimentaires et de l'inflation sous-jacente entre 2010 et 2013.....	339
Graphique 19. 2: Evolution des prix des produits alimentaires entre 2010 et 2013	339
Graphique 19. 3: Evolution du prix de certaines fonctions de consommation.....	339

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 19. 1: Evolution de l'indice national des prix (Base 100 en décembre 1993).....	340
Tableau 19. 2: Evolution de l'indice national des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011)	341
Tableau 19. 3: Evolution des prix dans les chefs-lieux de région (Base 100=2011).....	342
Tableau 19. 4: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Douala.....	342
Tableau 19. 5: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Yaoundé.....	343
Tableau 19. 6: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Ngaoundéré.....	344
Tableau 19. 7: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Bertoua.....	345
Tableau 19. 8: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Maroua	346
Tableau 19. 9: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Garoua	347
Tableau 19. 10: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Bamenda.....	348
Tableau 19. 11: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Bafoussam.....	349
Tableau 19. 12: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Ebolowa	350
Tableau 19. 13: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Buéa.....	351
Tableau 19. 14: Evolution mensuelle de l'indice des prix des différents groupes de produits au cours de l'année 2011 (Base 100=1993).....	352
Tableau 19. 15: Evolution de l'indice (base 100 Année 2011) des prix des différentes régions au cours du premier trimestre 2014.....	353

III. Présentation

Les prix à la consommation finale des ménages enregistrent une hausse de 2,1% au cours de l'année 2013 ; en léger recul de 0,3 points comparativement à l'année 2012 où elle se situait à 2,4%. Cette hausse du niveau général des prix provient en grande partie du renchérissement de 3,6% des prix des produits alimentaires, et de ceux des services d'enseignement de 3,0%, des boissons alcoolisées et tabacs de 3,0%, ainsi que de ceux des services de logement à hauteur de 2,8%.

Sur le plan spatial, Ebolowa enregistre la plus forte inflation, suivi de Bamenda et Bafoussam avec respectivement 2,7% et 2,6%. Ebolowa est un centre d'observation situé proche des zones d'échanges frontalières. Bamenda et Bafoussam sont au cœur des zones de production. Les variations observées traduisent la faiblesse de l'offre et la forte demande exprimée par les pays voisins et notamment ceux situés au niveau de l'équateur. Certains exportateurs n'hésitent pas d'acheter la production dans les champs des régions de l'Ouest et du Nord-Ouest. (Note sur l'évolution de l'inflation en 2013, INS)

IV. Méthodologie

L'Indice National des Prix est une mesure de l'évolution globale au niveau national des prix de détail des biens et services destinés à la consommation finale. Il ne tient donc pas compte des biens d'investissement achetés par les ménages, tels que les matériaux de construction. L'année de base du calcul de l'indice des prix qui était 1993 est passée en 2011. Depuis cette année, les indices des prix sont calculés pour tous les chefs-lieux de région, et non plus seulement pour les villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bamenda et Garoua. La moyenne pondérée de ces indices donne l'Indice National des Prix (INP) qui permet d'obtenir un taux d'inflation au niveau national suivant une démarche en deux temps.

➤ Calcul de l'Indice Régional

Les indices régionaux sont calculés par la formule de Laspeyres suivant les étapes ci-après :

- calcul des prix moyens (des différents points de vente) pour chaque variété ;
- calcul de l'indice élémentaire de la variété ;
- calcul de l'indice de poste comme moyenne simple ou pondérée des indices des variétés, suivant que ces variétés sont homogènes ou hétérogènes ;
- calcul des indices des sous-groupes de produits à partir des indices des postes ;
- calcul des indices des groupes à partir de ceux des sous-groupes de produits ;
- calcul de l'indice des fonctions de consommation à partir des indices des groupes de consommation de la région ;

- calcul de l'indice général (régional) des prix à partir de l'indice des fonctions de consommation.

A chaque étape, il est tenu compte des pondérations calculées en agrégeant celles des niveaux inférieurs. Les indices intermédiaires offrent des opportunités d'analyses fines qui ne font pas encore l'objet de publication.

➤ Calcul de l'Indice National

L'indice national est une moyenne pondérée des indices régionaux.

La pondération d'une région donnée est son poids dans la population urbaine, sous l'hypothèse que celle-ci est un bon indicateur de la demande.

➤ Points d'observation

On distingue dans chaque centre d'observation plusieurs types de points de vente, à savoir : les supermarchés, les grands magasins, les épiceries modernes, les autres commerces modernes, les marchés, les hôtels, les restaurants, les bars, les café-restaurants, les prestataires de services publics, les prestataires du secteur des transports, les cliniques, les laboratoires médicaux, les pharmacies et écoles, les ménages.

➤ Caractéristiques des prix à observer :

Les prix utilisés dans l'IHPC sont les prix d'acquisition au comptant des produits par les ménages dans le cadre d'opérations monétaires.

Le prix d'acquisition représente le montant proposé par le vendeur ou effectivement payé par l'acheteur au moment de l'achat des produits. Il comprend les éventuels impôts et taxes moins les subventions sur les produits.

➤ Méthodes d'observation :

Le prix observé est le prix payé par un consommateur qui ne bénéficie d'aucune condition particulière et pour un achat au comptant.

Pour les produits alimentaires et les combustibles vendus dans des unités non conventionnelles : unité, bâton, tas, boîte, seau, cagot...etc., l'agent de relevé des prix procède par achats suivis de pesées ou mesures (bois de chauffage) des produits ou des variétés. Ces types de produits se trouvent surtout sur les marchés.

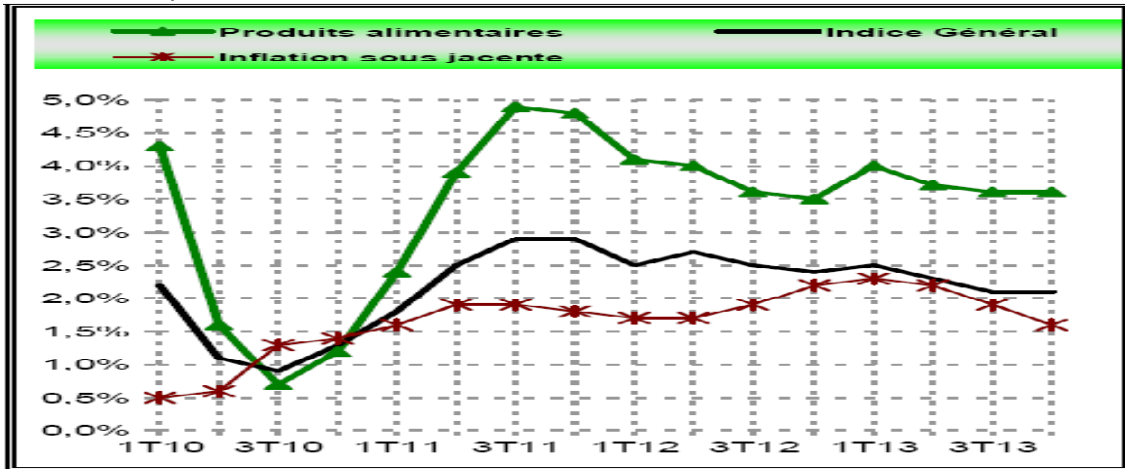
Pour les produits vendus avec des mesures conventionnelles, on relève simplement les prix affichés.

V. Sources de documentation

Les données présentées dans ce chapitre sont obtenues grâce au service des prix de l'Institut National de la Statistique en collaboration avec les services régionaux de la statistique.

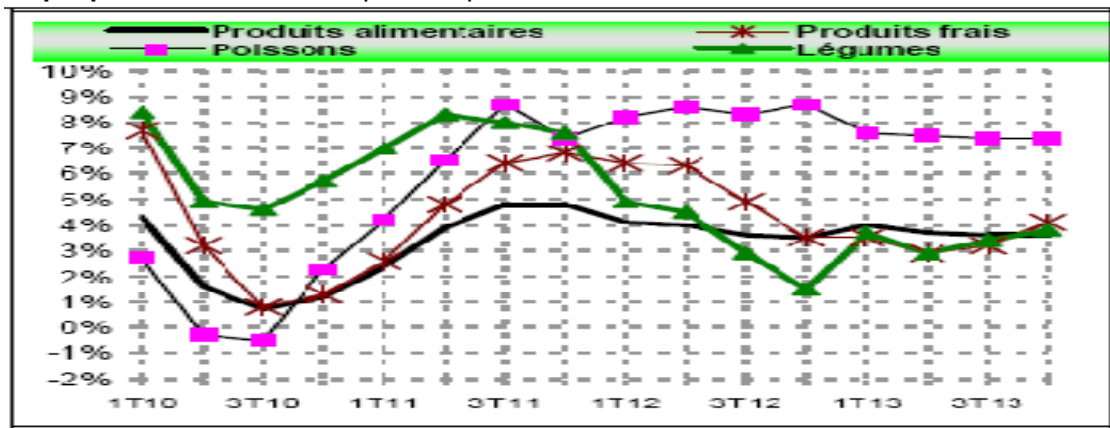
Publications de l'Institut National de la Statistique
Évolution des prix à la consommation finale des ménages au Cameroun (Mensuelle, Trimestrielle, Semestrielle et Annuelle).

Graphique 19. 1: Evolution trimestrielle de l'indice général et des produits alimentaires et de l'inflation sous-jacente entre 2010 et 2013



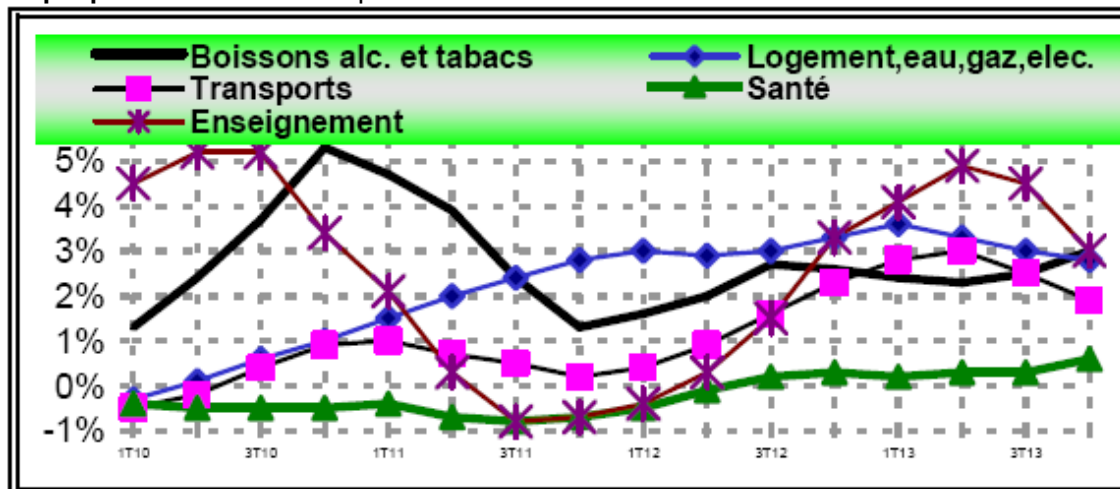
Source : INS

Graphique 19. 2: Evolution des prix des produits alimentaires entre 2010 et 2013



Source : INS

Graphique 19. 3: Evolution du prix de certaines fonctions de consommation



Source : INS

Tableau 19. 1: Evolution de l'indice national des prix (Base 100 en décembre 1993)

Mois/Années	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	193,7	203	212,3	214,3	220,3	224,4	230,5
Février	193,8	205,8	212,6	213,8	220,3	224,2	230,2
Mars	194,1	204,1	212,2	213,5	219,5	225,1	230,5
Avril	194,2	203,3	213,3	213,8	219,2	225,8	230,4
Mai	194,9	203,9	214,2	214	220,1	226,7	230,7
Juin	195,7	205,2	214,1	214,5	221,2	226,9	231,3
Juillet	195,5	206,3	213,1	214,8	222,2	227,7	231,4
Août	196,2	208	212,8	215,8	223	228,7	232,4
Septembre	197,3	208,7	212,5	217,7	224,2	228,6	233,1
Octobre	198,7	209,8	212	218,3	224,5	229,6	234,2
Novembre	199,4	210,4	212,8	218,6	224,7	229,3	234,4
Décembre	201,4	212,2	214,2	219,6	225,6	231,3	235,1
Moyenne annuelle	196,2	206,7	213	215,7	222,1	227,4	232
Inflation (%)	1,1	5,3	3	1,3	2,9	2,4	2,1

Source : INS

Tableau 19. 2: Evolution de l'indice national des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011)

Fonction de consommation	2011	2012	Janv-13	Févr-13	Mars-13	Avr-13	Mai-13	Juin-13	Juil-13	Août-13	Sept-13	Oct-13	Nov-13	Déc-13	Année-2013	2013/2012	2012/2011
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	103,4	106,1	105,2	105,2	105,1	105,8	106,1	106,1	107,2	107,5	108,7	109,0	109,0	106,8	3,3%	3,4%
<i>Produits alimentaires</i>	100,0	103,5	106,4	105,4	105,4	105,5	106,1	106,7	106,7	107,8	108,0	109,3	109,6	109,6	107,2	3,6%	3,5%
<i>Boissons non alcoolisées</i>	100,0	101,9	103,9	104,4	104,1	104,0	104,8	104,5	104,2	104,2	104,2	104,3	104,0	104,1	104,2	2,3%	1,9%
Boissons alcoolisées et tabacs	100,0	102,6	103,6	103,9	103,9	105,7	105,8	105,9	106,6	106,3	106,1	106,7	106,9	107,0	105,7	3,0%	2,6%
Articles d'habillement et chaussures	100,0	102,2	102,8	103,1	102,9	103,2	102,9	103,2	103,2	103,5	103,7	103,9	103,7	105,3	103,5	1,3%	2,2%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles.	100,0	103,3	104,9	104,9	106,0	105,2	105,0	105,5	106,2	105,7	107,0	107,5	107,7	107,5	106,1	2,8%	3,3%
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer.	100,0	101,4	102,6	103,5	103,2	102,9	103,4	103,1	103,8	103,9	104,0	103,8	103,8	104,2	103,5	2,1%	1,4%
Santé	100,0	100,3	100,3	100,6	100,6	100,6	100,7	100,9	100,7	100,5	100,6	101,5	101,5	101,3	100,8	0,6%	0,3%
Transports	100,0	102,3	103,6	103,9	103,7	104,1	104,0	104,2	104,0	104,6	104,4	104,8	104,4	105,0	104,2	1,9%	2,3%
Communications	100,0	99,3	97,8	97,3	97,3	98,3	97,1	96,4	95,9	95,3	95,3	95,4	95,3	95,4	96,4	-2,9%	-0,7%
Loisirs et culture	100,0	100,1	100,6	100,0	100,0	100,5	100,3	100,2	100,0	100,3	99,9	100,3	101,0	100,8	100,3	0,2%	0,1%
Enseignement	100,0	103,3	106,1	106,1	106,1	106,2	106,1	106,1	105,9	106,4	106,8	107,0	107,0	106,9	106,4	3,0%	3,3%
Restaurants et hôtels	100,0	102,6	103,1	103,4	103,8	103,3	103,8	104,4	104,5	105,4	105,7	105,5	105,6	106,1	104,6	1,9%	2,6%
Biens et services divers	100,0	101,2	102,0	102,3	102,2	102,2	102,5	102,8	102,5	103,0	102,9	102,5	102,7	103,6	102,6	1,4%	1,2%
Indice général	100,0	102,4	103,8	103,7	103,8	103,8	103,9	104,2	104,2	104,6	105,0	105,5	105,6	105,9	104,5	2,1%	2,4%

Source : INS

Tableau 19. 3: Evolution des prix dans les chefs-lieux de région (Base 100=2011)

Ville	Année- 2011	Année- 2012	janv- 13	févr- 13	mars- 13	avr- 13	mai- 13	juin- 13	juil- 13	août- 13	sept-13	oct- 13	nov- 13	déc- 13	Année 2013	2013/ 2012	2012/ 2011
Yaoundé	100	101	102,6	102,8	103,2	103,1	102,9	102,7	103	103,1	103,2	103,8	104,7	105,1	103,4	2,3%	1%
Douala	100	102,1	104,1	103,6	103,1	103,3	103,4	103,5	103,6	104,8	104,6	105,3	105,3	105,1	104,1	2,0%	2,1%
Bafoussam	100	103	105,5	104,2	104,1	104	104	104,9	105,4	105,8	106,9	107,3	107,3	109,1	105,7	2,6%	3%
Bamenda	100	102,9	105,4	105,5	105,4	105	105,9	105,4	105,4	105,7	105,9	106,3	106,1	106,3	105,7	2,7%	2,9%
Garoua	100	102,7	102,2	102,2	102,5	102,1	103,2	103,8	103,4	103,6	103,4	104,2	104,4	105,1	103,3	0,6%	2,7%
Maroua	100	105,5	105,3	105,2	105,6	106,5	107,2	109,9	108,5	108,7	110	109,6	108,5	109,2	107,8	2,2%	5,5%
Ngaoundéré	100	102,6	102,3	102,3	103,2	102,9	103,5	103,6	104,3	104	104,4	105,1	104,6	103,8	103,7	1%	2,6%
Bertoua	100	102,8	102,7	102,8	104,3	104,7	102,3	102	103,9	104,3	103,3	106,7	106,6	106,3	104,1	1,3%	2,8%
Buéa	100	102,4	103,7	103,9	103,9	103,7	103,6	103,4	103,1	103,3	104,5	103,8	104,3	104,6	103,8	1,3%	2,4%
Ebolowa	100	102,8	105,2	106,4	107,1	104,9	105,9	105,9	105,4	105,9	106,9	107,1	105,8	105,5	106	3,1%	2,8%
National	100	102,4	103,8	103,7	103,8	103,8	103,9	104,2	104,2	104,6	105	105,5	105,6	105,9	104,5	2,1%	2,4%

Source : INS

Tableau 19. 4: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Douala

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr- 13	mars- 13	avr- 13	mai- 13	juin- 13	juil- 13	août- 13	sept- 13	oct- 13	nov- 13	déc- 13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100	103,3	109,6	107,5	106,1	107,0	107,6	107,9	108,5	111,0	110,3	112,5	111,6	110,6	109,2
Tabac et stupéfiants	100	101,8	103,7	104,0	104,3	105,5	105,7	105,8	105,8	106,1	105,5	106,1	106,8	107,0	105,5
Articles d'habillement et chaussures	100	101,4	102,9	103,3	103,2	103,8	102,4	102,5	102,3	105,5	105,6	105,7	106,2	107,6	104,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100	103,1	105,2	104,6	104,2	103,9	104,5	104,4	104,2	104,3	105,1	105,9	106,6	106,0	104,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100	101,1	103,3	104,4	104,5	104,6	104,4	104,2	105,0	105,8	105,6	105,6	105,5	105,7	104,9
Santé	100	99,8	98,7	98,3	98,5	98,7	98,8	99,1	98,6	98,5	98,7	100,2	100,3	99,5	99,0

Transports	100	102,4	103,3	103,8	102,8	102,5	102,8	102,8	103,0	103,6	102,8	103,0	102,6	103,7	103,1
Communication	100	98,5	97,1	96,9	96,2	97,1	96,2	94,9	94,8	93,7	93,2	93,0	93,2	93,3	95,0
Loisirs et culture	100	99,3	98,4	98,2	98,1	98,9	98,4	98,1	98,1	98,9	98,7	98,9	100,7	100,1	98,8
Enseignement	100	103,7	106,9	107,0	107,0	107,0	107,0	107,0	106,0	107,0	107,5	107,8	107,9	107,6	107,1
Restaurants et Hôtels	100	102,4	100,9	101,2	101,5	100,6	101,5	101,9	102,0	103,1	103,4	103,1	102,7	102,3	102,0
Biens et services divers	100	101,1	100,5	100,5	100,4	100,0	100,0	100,3	99,9	100,8	100,1	99,6	100,4	100,8	100,3
Indice Général	100	102,1	104,1	103,6	103,1	103,3	103,4	103,5	103,6	104,8	104,6	105,3	105,3	105,1	104,1

Source : INS

Tableau 19. 5: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Yaoundé

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	101,3	104,2	104,2	105,4	105,3	104,8	103,9	104,3	104,5	103,8	106,4	109,5	110,9	105,6
Tabac et stupéfiants	100,0	103,0	106,6	106,6	106,8	106,9	107,4	105,8	107,0	107,1	107,1	107,2	107,1	107,1	106,9
Articles d'habillement et chaussures	100,0	100,7	101,4	102,4	102,4	102,4	102,1	102,1	102,2	102,2	102,2	102,2	102,2	102,3	102,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	100,9	103,4	104,2	104,2	104,3	104,9	104,8	105,7	105,9	106,9	106,2	106,2	106,2	105,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	101,6	102,0	101,6	101,5	101,5	102,1	101,6	102,5	102,5	102,3	102,1	102,1	102,1	102,0
Santé	100,0	100,7	100,8	100,8	100,9	100,9	100,8	100,9	100,9	100,9	101,0	100,9	100,9	101,0	100,9
Transports	100,0	100,4	100,2	100,5	100,2	100,2	100,5	100,4	100,4	100,8	100,8	100,9	101,2	101,1	100,6
Communication	100,0	99,5	98,7	98,4	98,4	98,4	95,6	95,3	95,3	95,1	96,2	96,4	96,2	96,2	96,7
Loisirs et culture	100,0	99,5	100,7	99,6	99,6	99,6	99,7	99,7	99,1	99,1	99,1	99,1	99,1	99,1	99,5
Enseignement	100,0	103,5	107,6	107,6	107,6	107,6	107,6	107,6	107,9	108,5	108,7	108,6	108,7	108,7	108,0
Restaurants et Hôtels	100,0	101,8	103,3	103,0	104,5	104,5	104,0	105,2	105,5	105,2	105,5	106,0	106,1	106,1	104,9
Biens et services divers	100,0	101,2	102,9	102,9	102,9	102,9	103,0	103,0	103,3	103,3	103,3	103,1	103,1	103,1	103,1
Indice Général	100,0	101,0	102,6	102,8	103,2	103,1	102,9	102,7	103,0	103,1	103,2	103,8	104,7	105,1	103,4

Source : INS

Tableau 19. 6: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Ngaoundéré

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv- 13	févr- 13	mars- 13	avr-13	mai- 13	juin- 13	juil- 13	août- 13	sept- 13	oct- 13	nov- 13	déc- 13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	103,0	103,7	103,2	102,6	102,8	103,6	104,6	105,3	104,6	104,9	108,4	107,1	104,4	104,6
Tabac et stupéfiants	100,0	100,9	88,9	90,1	88,3	93,7	88,4	91,7	95,8	101,7	107,1	107,3	109,7	100,3	96,9
Articles d'habillement et chaussures	100,0	102,6	104,1	105,8	106,7	106,1	104,0	106,6	105,9	106,4	107,2	108,3	109,5	110,0	106,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	106,4	98,4	95,4	103,3	102,6	106,6	101,5	102,7	101,5	103,7	97,5	97,0	96,5	100,6
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	99,7	100,7	101,7	101,6	100,5	102,3	102,3	102,8	102,4	101,9	101,6	102,3	102,3	101,9
Santé	100,0	101,6	105,9	106,9	106,8	106,6	106,2	105,4	105,2	105,5	104,4	104,0	104,3	105,0	105,5
Transports	100,0	100,9	101,6	100,9	102,5	101,6	100,6	100,7	103,4	102,5	101,5	102,0	100,5	101,3	101,6
Communication	100,0	97,4	96,3	95,8	94,7	96,7	96,3	95,7	94,4	94,8	95,6	95,1	95,3	94,9	95,4
Loisirs et culture	100,0	101,1	96,6	99,6	99,6	96,3	96,6	96,9	94,2	98,2	96,8	102,4	102,9	100,4	98,4
Enseignement	100,0	102,1	104,9	104,8	105,4	105,6	104,9	104,9	105,1	102,8	104,2	103,4	101,6	101,4	104,1
Restaurants et Hôtels	100,0	102,5	100,6	102,6	102,9	102,9	106,3	104,4	105,7	105,8	105,5	103,7	102,9	103,3	103,9
Biens et services divers	100,0	104,4	104,1	106,0	106,7	105,6	106,9	106,1	108,6	108,6	110,5	107,1	107,5	110,6	107,3
Indice Général	100,0	102,6	102,3	102,3	103,2	102,9	103,5	103,6	104,3	104,0	104,4	105,1	104,6	103,8	103,7

Source : INS

Tableau 19. 7: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Bertoua

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	105,2	104,5	104,7	107,5	109,0	106,1	105,8	107,9	108,9	106,6	107,9	107,0	105,6	106,8
Tabac et stupéfiants	100,0	100,8	101,1	101,0	100,8	100,8	100,7	100,8	100,5	100,7	100,6	100,8	100,6	100,6	100,7
Articles d'habillement et chaussures	100,0	101,4	101,6	101,6	101,6	101,6	101,4	101,6	101,6	101,6	101,8	101,3	101,3	101,3	101,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	101,5	102,4	101,9	104,7	103,9	95,3	94,3	101,8	101,9	101,3	123,0	124,0	126,1	106,7
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	102,5	102,8	102,8	102,8	102,9	102,8	102,8	102,8	102,9	102,8	102,8	102,8	103,1	102,8
Santé	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Transports	100,0	100,2	100,2	100,2	100,2	99,2	99,2	99,2	98,3	98,3	98,3	98,3	98,3	98,3	99,0
Communication	100,0	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1	100,1
Loisirs et culture	100,0	99,9	100,0	100,0	100,0	100,0	99,6	99,6	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9
Enseignement	100,0	100,1	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6	101,6
Restaurants et Hôtels	100,0	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	102,9	104,6	104,6	103,2
Biens et services divers	100,0	101,4	101,2	101,2	101,0	101,2	101,1	100,5	101,2	101,2	101,2	101,2	101,2	101,2	101,1
Indice Général	100,0	102,8	102,7	102,8	104,3	104,7	102,3	102,0	103,9	104,3	103,3	106,7	106,6	106,3	104,1

Source : INS

Tableau 19. 8: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Maroua

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	106,7	105,9	105,7	106,4	106,5	107,2	113,1	110,5	111,3	114,1	113,3	111,4	112,3	109,8
Tabac et stupéfiants	100,0	101,7	96,6	95,2	92,5	102,4	103,6	105,4	107,6	101,6	101,9	104,5	104,0	106,1	101,8
Articles d'habillement et chaussures	100,0	107,2	108,8	108,3	104,3	108,1	108,7	109,4	107,7	106,9	106,4	108,1	106,2	108,8	107,6
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	110,8	112,4	112,4	117,5	117,6	117,1	117,4	117,8	117,0	118,1	116,8	116,4	116,3	116,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	104,7	105,6	108,9	108,3	108,3	109,8	109,5	110,2	109,5	110,1	109,1	109,1	109,5	109,0
Santé	100,0	99,7	100,9	100,0	100,3	99,6	100,8	101,4	101,3	100,0	100,4	103,1	103,0	101,8	101,1
Transports	100,0	100,9	100,3	100,9	101,1	101,1	100,6	101,2	100,5	101,3	101,7	101,4	101,1	100,5	101,0
Communication	100,0	100,3	86,0	73,1	79,0	98,5	98,9	89,0	90,9	89,2	91,1	84,8	85,7	87,7	87,8
Loisirs et culture	100,0	101,4	101,9	101,2	102,2	101,7	102,6	102,5	102,8	101,4	102,1	101,8	103,0	102,1	102,1
Enseignement	100,0	102,2	102,1	102,7	103,3	103,6	102,4	102,0	102,0	102,0	106,6	111,1	110,6	111,7	105,0
Restaurants et Hôtels	100,0	100,8	99,3	101,1	101,6	98,9	103,2	105,8	104,9	108,6	106,9	105,9	105,9	105,2	103,9
Biens et services divers	100,0	101,5	104,8	104,6	102,8	104,4	104,9	104,5	102,0	102,0	101,2	101,3	101,3	100,6	102,9
Indice Général	100,0	105,5	105,3	105,2	105,6	106,5	107,2	109,9	108,5	108,7	110,0	109,6	108,5	109,2	107,8

Source : INS

Tableau 19. 9: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Garoua

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv- 13	févr- 13	mars- 13	avr-13	mai- 13	juin- 13	juil- 13	août- 13	sept- 13	oct- 13	nov- 13	déc- 13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	105,1	104,6	103,7	104,2	104,6	108,3	108,6	107,1	107,8	107,0	106,5	107,1	108,4	106,5
Tabac et stupéfiants	100,0	106,5	106,7	110,1	108,6	107,8	107,4	108,2	107,8	107,4	106,0	107,1	108,1	108,8	107,8
Articles d'habillement et chaussures	100,0	99,9	99,3	99,4	99,5	99,2	99,3	99,4	99,3	99,5	99,5	99,6	99,6	99,5	99,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	106,0	100,5	102,7	104,5	100,8	98,0	101,5	100,3	100,2	101,4	106,9	106,6	105,6	102,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	97,0	97,0	97,2	98,0	95,1	95,1	95,4	97,6	97,5	97,7	100,3	100,3	100,6	97,7
Santé	100,0	100,5	100,5	101,5	101,4	101,4	101,4	101,4	101,8	100,8	100,9	101,8	101,8	101,8	101,4
Transports	100,0	101,6	102,4	102,7	102,3	102,7	102,4	102,4	102,5	102,4	102,5	102,8	103,0	102,9	102,6
Communication	100,0	101,3	102,9	102,7	102,7	102,8	102,8	102,8	102,6	102,8	102,8	102,8	102,0	102,0	102,6
Loisirs et culture	100,0	102,2	102,7	102,9	102,9	103,2	103,2	103,2	103,2	103,8	102,5	103,4	103,6	103,6	103,2
Enseignement	100,0	100,8	102,5	102,3	102,3	102,3	102,4	102,8	102,8	102,9	103,1	102,5	102,6	102,6	102,6
Restaurants et Hôtels	100,0	100,7	102,6	102,6	102,4	101,8	101,9	103,2	104,6	104,7	104,7	106,4	106,6	106,8	104,0
Biens et services divers	100,0	100,0	100,7	100,4	100,5	100,3	100,2	101,3	101,7	101,1	101,0	102,1	102,1	107,7	101,6
Indice Général	100,0	102,7	102,2	102,2	102,5	102,1	103,2	103,8	103,4	103,6	103,4	104,2	104,4	105,1	103,3

Source : INS

Tableau 19. 10: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Bamenda

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	104,2	108,3	107,1	105,6	104,1	107,3	105,0	106,0	105,5	105,3	107,1	107,1	106,8	106,3
Tabac et stupéfiants	100,0	103,4	104,7	106,6	108,4	106,7	106,6	106,8	108,1	110,2	108,5	110,5	108,4	108,1	107,8
Articles d'habillement et chaussures	100,0	107,0	109,1	107,5	109,4	110,6	110,6	110,5	111,0	110,5	111,3	110,7	109,9	111,5	110,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres	100,0	100,8	102,2	102,1	103,7	103,3	103,2	103,5	103,9	103,8	103,8	104,0	104,0	103,9	103,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	101,4	103,4	105,7	103,8	104,0	105,3	103,1	103,9	105,0	106,3	104,1	104,0	105,1	104,5
Santé	100,0	100,1	99,8	105,3	104,6	104,3	104,3	104,8	104,3	104,3	104,7	104,3	104,7	104,7	104,2
Transports	100,0	102,8	107,3	106,5	107,2	107,4	105,9	106,2	104,9	105,2	105,3	106,1	105,8	106,1	106,1
Communication	100,0	98,8	98,2	99,0	100,4	99,3	99,3	99,3	96,4	98,2	95,6	95,8	94,9	94,9	97,6
Loisirs et culture	100,0	104,1	106,2	107,1	107,0	107,4	107,6	107,9	107,7	108,5	107,1	108,9	109,0	109,4	107,8
Enseignement	100,0	101,0	101,4	101,5	101,5	101,5	101,5	101,5	101,5	101,5	101,6	101,6	101,6	101,6	101,5
Restaurants et Hôtels	100,0	101,0	104,1	104,7	104,8	104,0	103,6	103,8	103,4	104,3	108,7	104,8	105,5	107,6	104,9
Biens et services divers	100,0	103,5	103,4	105,7	104,4	105,5	107,7	110,3	108,9	111,5	113,1	112,6	111,3	111,5	108,8
Indice Général	100,0	102,9	105,4	105,5	105,4	105,0	105,9	105,4	105,4	105,7	105,9	106,3	106,1	106,3	105,7

Source : INS

Tableau 19. 11: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Bafoussam

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	103,4	108,7	104,7	103,1	101,6	102,8	102,1	103,4	106,6	108,6	107,5	108,4	108,1	105,5
Tabac et stupéfiants	100,0	100,8	103,6	102,1	102,8	104,7	103,5	102,6	101,9	101,7	101,7	101,9	103,3	103,9	102,8
Articles d'habillement et chaussures	100,0	102,7	101,0	101,2	101,5	100,2	101,2	101,2	103,6	101,0	101,4	101,5	100,8	108,0	101,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	104,3	109,9	107,8	111,2	107,6	106,5	112,2	115,3	106,6	110,8	112,0	114,9	114,8	110,8
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	100,5	101,1	101,7	101,0	101,3	101,1	101,9	102,1	101,8	102,8	102,4	102,7	103,1	101,9
Santé	100,0	101,3	102,6	102,8	102,4	102,8	102,5	102,5	102,1	102,1	102,4	105,6	105,3	105,9	103,2
Transports	100,0	105,6	105,4	107,2	107,6	115,9	112,5	115,7	112,7	118,0	116,7	120,8	115,5	119,1	113,9
Communication	100,0	96,3	95,6	96,9	96,2	95,7	95,6	97,5	94,2	91,9	90,3	94,2	93,9	94,1	94,7
Loisirs et culture	100,0	98,0	99,3	95,9	96,9	100,7	100,2	99,4	99,7	99,3	97,1	98,2	97,7	98,6	98,6
Enseignement	100,0	106,9	107,8	107,3	107,3	107,3	107,3	107,3	107,2	107,8	108,0	108,0	108,0	108,0	107,6
Restaurants et Hôtels	100,0	111,2	111,7	113,8	112,6	113,2	112,1	113,2	111,7	119,2	118,5	118,4	115,5	127,2	115,6
Biens et services divers	100,0	99,9	100,5	101,9	102,1	102,6	102,5	102,6	103,2	103,2	103,8	102,4	102,8	104,9	102,7
Indice Général	100,0	103,0	105,5	104,2	104,1	104,0	104,0	104,9	105,4	105,8	106,9	107,3	107,3	109,1	105,7

Source : INS

Tableau 19. 12: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Ebolowa

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	102,4	105,3	106,9	108,7	106,3	107,3	106,4	105,4	107,6	108,9	110,3	109,3	106,9	107,4
Tabac et stupéfiants	100,0	101,7	103,1	105,3	106,3	104,1	103,0	104,4	105,8	103,4	105,1	103,8	106,2	106,1	104,7
Articles d'habillement et chaussures	100,0	98,4	96,7	98,5	98,5	95,8	96,7	96,8	96,0	94,9	95,8	96,2	95,2	95,7	96,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	110,4	113,6	115,6	116,4	112,5	114,2	117,0	117,1	119,4	121,3	119,0	112,2	112,2	115,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	100,0	103,6	109,2	110,7	109,8	105,1	108,0	106,2	105,6	103,6	104,8	103,9	102,7	106,4	106,3
Santé	100,0	99,3	99,4	99,1	99,5	98,7	98,3	99,5	100,3	99,0	98,9	94,9	95,6	95,1	98,2
Transports	100,0	100,0	101,6	101,7	101,7	101,8	104,4	102,0	102,1	102,0	104,9	104,7	104,7	107,2	103,2
Communication	100,0	99,3	95,8	96,3	96,7	95,2	95,2	95,4	95,0	92,9	93,6	95,8	93,6	91,2	94,7
Loisirs et culture	100,0	104,7	110,1	110,9	108,7	108,1	104,4	105,9	107,0	106,8	105,6	104,9	108,2	107,6	107,4
Enseignement	100,0	100,6	101,2	101,2	101,2	101,2	101,2	101,2	100,0	99,6	100,1	100,1	99,9	100,1	100,6
Restaurants et Hôtels	100,0	105,9	112,2	112,9	115,7	112,6	112,8	114,6	113,3	111,5	113,1	115,9	115,8	114,6	113,8
Biens et services divers	100,0	101,7	107,0	107,7	107,2	106,0	106,4	106,6	104,1	104,8	100,7	102,8	104,5	105,4	105,3
Indice Général	100,0	102,8	105,2	106,4	107,1	104,9	105,9	105,9	105,4	105,9	106,9	107,1	105,8	105,5	106,0

Source : INS

Tableau 19. 13: Evolution de l'indice des prix par fonction de consommation au cours de l'année 2013 (Base 100=2011) à Buéa

Libellé	Année 2011	Année 2012	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Année 2013
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,0	102,1	101,8	102,2	102,9	102,0	102,0	101,6	100,6	100,7	103,6	102,6	103,2	103,2	102,2
Tabac et stupéfiants	100,0	103,8	102,9	103,2	103,1	107,8	108,4	109,8	109,8	109,9	109,9	109,9	109,8	109,9	107,9
Articles d'habillement et chaussures	100,0	100,6	100,0	100,2	100,2	100,3	100,4	100,3	100,4	100,7	100,4	100,5	100,5	101,8	100,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres	100,0	101,2	102,7	102,8	101,9	100,9	99,7	99,2	98,8	100,3	102,5	100,3	101,2	101,6	101,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant	100,0	101,9	102,5	102,5	102,1	102,6	102,5	102,5	102,5	102,6	102,5	102,7	102,7	102,8	102,5
Santé	100,0	99,8	99,5	99,4	99,5	99,5	99,5	99,5	99,4	99,5	99,5	99,4	99,4	99,4	99,5
Transports	100,0	108,7	117,1	117,2	117,2	117,2	117,2	117,2	117,2	117,0	117,2	117,2	117,2	117,2	117,2
Communication	100,0	104,5	104,7	104,7	104,7	104,7	104,7	104,7	104,7	104,7	104,7	104,6	104,6	104,6	104,7
Loisirs et culture	100,0	100,6	100,6	100,6	100,6	100,7	100,8	100,6	100,6	100,6	100,6	100,6	100,5	100,5	100,6
Enseignement	100,0	101,9	105,3	105,3	105,3	105,5	105,2	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3
Restaurants et Hôtels	100,0	102,8	104,7	104,7	104,3	104,8	104,8	104,0	104,7	103,7	104,3	103,9	105,8	105,4	104,6
Biens et services divers	100,0	99,0	99,3	99,1	99,9	99,9	100,1	100,1	100,2	101,0	100,5	100,4	100,5	102,2	100,3
Indice Général	100,0	102,4	103,7	103,9	103,9	103,7	103,6	103,4	103,1	103,3	104,5	103,8	104,3	104,6	103,8

Source : INS

Tableau 19. 14: Evolution mensuelle de l'indice des prix des différents groupes de produits au cours de l'année 2011 (Base 100=1993)

Groupe de produits	Moyenne année-10	Janv- 11	Févr- 11	Mars- 11	Avr- 11	Mai-11	Juin- 11	Juil- 11	Août- 11	Sept- 11	Oct- 11	Nov- 11	Déc- 11	Moyenne année-11	Année-11/ année-10
Articles de marchés	267	278,3	278,4	275,2	273,9	275,9	278,8	282	284,9	289,9	289,4	288,5	289,7	282,1	5,60%
Articles de magasins	201,6	204,4	204,1	204,9	204,9	205,4	205,7	205,9	205,8	205,1	206,3	207,7	208,5	205,7	2,00%
Services et autres	178,2	179,5	179,5	179,5	179,6	179,9	180,3	180	180,2	180,4	180,1	179,9	180,4	179,9	1,00%
Biens échangeables	229	235,1	234,8	233,7	233,4	234,9	236,1	237,6	238,3	240,2	240,8	241	242,1	237,3	3,70%
Biens non échangeables	185,8	187	187,7	187,4	187,2	186,4	187,3	187,2	188,2	188	187,6	188,3	188,7	187,6	1,00%
Biens locaux	222	227	227,2	225,6	225,3	225,9	227,4	228,6	229,6	230,9	230,6	230,4	231,6	228,3	2,90%
Biens importés	198,2	201,4	200,8	202,3	202,2	203,7	203,7	204	204,2	205,4	207	208,6	208,8	204,3	3,10%
Biens du secteur formel	204	208,3	207,6	207,8	207,4	207,4	207,3	207,8	207,9	208	209,2	210,5	211,1	208,4	2,20%
Biens du secteur informel	255,5	261,5	260,9	262,9	261,1	261	264,5	266,9	271,6	276,3	278,4	281,5	280	268,9	5,20%
Produits vivriers	273,2	283,2	284,4	280,9	280,9	285	288,9	292	294,3	298,3	296,8	294,2	296,7	289,6	6,00%
Services et autres	178,2	179,5	179,5	179,5	179,6	179,9	180,3	180	180,2	180,4	180,1	179,9	180,4	179,9	1,00%
Biens contrôlés	171,2	173,5	173,2	172,3	172,2	171,5	173,1	173	174	173,7	172,9	172,9	172,6	172,9	1,00%
Biens non contrôlés	219,3	224,1	224,1	223,4	223,1	224	225,2	226,2	227	228,4	228,7	229	230	226,1	3,10%
Produits vivriers	273,2	283,2	284,4	280,9	280,9	285	288,9	292	294,3	298,3	296,8	294,2	296,7	289,6	6,00%
Produits pétroliers	295,2	294,1	295,8	295,8	294,7	295	294,1	294,4	293,9	287,6	291,6	294,1	293,3	293,7	-0,50%
Indice sous-jacent	194,6	198	197,6	197,7	197,4	197,4	197,9	198,2	198,8	199,6	199,9	200,9	201,4	198,7	2,10%

Source : INS

Tableau 19. 15: Evolution de l'indice (base 100 Année 2011) des prix des différentes régions au cours du premier trimestre 2014

Villes	1 ^{er} Trim 2013 (1)	4 ^e Trim 2013 (2)	Janv 2014	Fev 2014	Mars 2014	1 ^{er} Trim 2014 (3)	Variation (3)/(2) En %	Variation (3)/(1) En %
Yaoundé	102,9	104,6	104,4	104	103,8	104,1	-0,005	0,012
Douala	103,6	105,2	105	105,2	104,8	105	-0,002	0,014
Bafoussam	104,6	107,9	107,1	106,9	106,2	106,7	-0,011	0,02
Bamenda	105,2	106,2	105,8	105,7	105,5	105,7	-0,005	0,002
Garoua	102,3	104,6	103,9	103,6	103,4	103,6	-0,009	0,013
Maroua	105,3	109,1	107,8	107,6	107,6	107,7	-0,013	0,022
Ngaoundere	102,6	104,5	103,8	104,1	104,7	104,2	-0,003	0,016
Bertoua	103,2	106,5	104,7	104,2	106,3	105,1	-0,014	0,018
Buea	103,8	104,2	104,4	104,6	104,6	104,5	0,003	0,007
Ebolowa	106,3	106,1	105,8	106,2	105,7	105,9	-0,002	-0,003
National	103,8	105,6	105,2	105,1	104,9	105,1	-0,005	0,013

Source : INS

Chapitre 20 : TRANSPORT

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES.....	355
II.	LISTE DES TABLEAUX	355
III.	PRÉSENTATION	356
IV.	MÉTHODOLOGIE.....	356
V.	SOURCES DE DONNÉES.....	356

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 20. 1: Evolution de la structure (répartition des véhicules par type) du parc automobile entre 2009 et 2012	357
--	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 20. 1: Evolution du réseau routier national par région (en km).....	358
Tableau 20. 2: Evolution du trafic moyen journalier par région (en véhicules/jour).....	358
Tableau 20. 3: Evolution des surcharges de 2006 à 2011.....	359
Tableau 20. 4: Evolution des accidents de circulation routière entre 2001 et 2012.....	359
Tableau 20. 5: Evolution des ventes des différentes catégories de véhicules neufs	359
Tableau 20. 6: Evolution du nombre de véhicules mis en circulation entre 2009 et 2012	360
Tableau 20. 7: Estimation du parc automobile à partir des statistiques d'immatriculation de 2004 à 2011	360
Tableau 20. 8: Evolution de quelques indicateurs du trafic ferroviaire.....	360
Tableau 20. 9: Evolution des quantités des principales marchandises du trafic ferroviaire (en milliers de tonnes)..	361
Tableau 20. 10: Trafic maritime au port de Douala (en tonnes).....	361
Tableau 20. 11: Navigation internationale au port de Douala (en tonnes)	361
Tableau 20. 12: navigation locale au port de douala (en tonnes).....	362
Tableau 20. 13: Produits exportés à partir du port de douala (en tonnes)	363
Tableau 20. 14: Produits importés débarqués au port de Douala (en tonnes).....	364
Tableau 20. 15: Mouvement d'avions (atterrissages et décollages de vols).....	365
Tableau 20. 16: Mouvement d'avions (atterrissages et décollages de vols commerciaux)	365
Tableau 20. 17: Mouvement d'avions (atterrissages et décollages de vols commerciaux)	366
Tableau 20. 18: Evolution du trafic aérien de passagers avec transit par aéroport.....	366
Tableau 20. 19: Evolution du trafic aérien de passagers par aéroport (hors transit).....	366
Tableau 20. 20: Evolution du trafic aerien de passagers par type de vols.....	367
Tableau 20. 21: Evolution du trafic marchandise par aéroport (unité : tonne)	367
Tableau 20. 22: Evolution du trafic marchandise par type de vols (unité : tonne).....	367
Tableau 20. 23: Caractéristiques des aéroports et aérodromes publics (année)	368
Tableau 20. 24: Caractéristiques des autres aérodromes ouverts a la circulation publique (année)	368

III. Présentation

Les infrastructures de transport notamment les routes, les aéroports, les ports et le chemin de fer constituent le socle où doivent se bâtir le développement et la compétitivité de l'économie. Le développement et l'entretien permanent de ces infrastructures permettent de réduire les coûts de production et de transaction, facilitent l'activité, accroissent le volume de production et impulsent le progrès social.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement dans le secteur, le Cameroun souffre toujours d'un niveau de développement insuffisant de ses infrastructures de transport.

Le sous secteur routier est le plus important car il mobilise à lui seul près de 85% du transport national. Le nombre de kilomètres bitumés est passé de 5011 à 5548, soit une augmentation de 10,7% entre 2010 et 2011.

En ce qui concerne les sous secteurs ferroviaires, il y a lieu de remarquer que le pays dispos d'une ligne de chemin de fer vieille d'au moins 40 ans. Il est en 2009 long de 1245 km dont 1016 km de voies principales (Douala-Yaoundé, Yaoundé-Ngaoundéré et Douala-Kumba). Depuis la privatisation de la REGIFERCAM devenu CAMRAIL en 1999, le trafic ferroviaire s'est considérablement amélioré.

Par rapport à 2012, les quantités de marchandises transportées ont augmenté de 4,9% tandis que le nombre de voyageurs a baissé de 2,4%. Cette situation est imputable à la hausse de la production des principales marchandises transportées notamment le bois (grumes), les hydrocarbures, les matériaux de construction, la farine, les céréales, le coton et le sucre durant cette période.

Cette hausse des quantités de marchandises transportées s'accompagne d'une amélioration des recettes de la CAMRAIL. Elles sont passées de 56 milliards en 2009 à 59 milliards en 2012 ; soit une hausse d'environ 5,4%.

Au niveau de la vente des véhicules neufs, on note une baisse de 2,8% dans l'ensemble entre 2011 et 2012. Cette situation est surtout due à la baisse dans les ventes des poids lourds (-18,2%), des utilitaires légers (-12,3%) et des véhicules de transport (-4%)

Le Cameroun possède une dizaine d'aéroports modernes répondants aux normes de l'organisation de l'aviation civile internationale, dont trois aéroports internationaux de catégorie A à Douala, Yaoundé et Garoua. Une cinquantaine d'accords aériens ont été délivrés par la CCAA à plusieurs compagnies qui font dans le transport des personnes et des marchandises.

Le trafic aérien a évolué en dents de scies entre 2005 et 2010. Les quantités de personnes et de marchandises transportées sont étroitement liées aux vols enregistrés. Après l'augmentation des vols observés entre 2006 et 2007, on a noté, indépendamment des aéroports, une baisse générale du nombre de décollages et d'atterrissages d'avions. Le constat est presque similaire pour la quantité de marchandises transportées et le nombre de passager. On est passé de 19 439 tonnes de marchandises en 2008 à 18 080 tonnes en 2009 soit une baisse d'environ 7%. Sur la même période le nombre de voyageurs a connu un rétrécissement de 1% passant de 707 453 à 699 892 passagers et le nombre de vols (arrivé + départ), un abaissement de 1% passant de 25 305 à 25 044 vols.

Dans le sous secteur maritime, le pays est doté de quatre ports autonomes à savoir Douala, Limbé, Kribi et le port fluvial de Garoua à développer. Le port de Douala qui reste le plus grand de tous traite l'essentiel du trafic. Construit sur une dizaine de kilomètres, il a une capacité de stockage de 11 millions de tonnes.

Les importations et les exportations de marchandises qui constituent l'essentiel du trafic maritime ont évoluées en dents de scies entre 2001 et 2003. Depuis 2004 elles suivent une tendance haussière passant de 6 112 7000 tonnes à 8 568 800 tonnes en 2011, soit une hausse de 40%.

Sur la période 2004 -2011 les exportations évoluent en dent de scies et ont atteint leur niveau le plus élevé 2196 300 tonnes en 2011, tandis que les importations ont connu une hausse constante passant de 4125 500 tonnes à 6372500 tonnes sur la même période.

IV. Méthodologie

Ce chapitre est une compilation d'informations de sources diverses portant sur le transport terrestre, maritime, ferroviaire et aérien. Après leur collecte dans les différents documents et auprès des administrations concernées, les données sont à nouveau traitées et présentées dans le format souhaité.

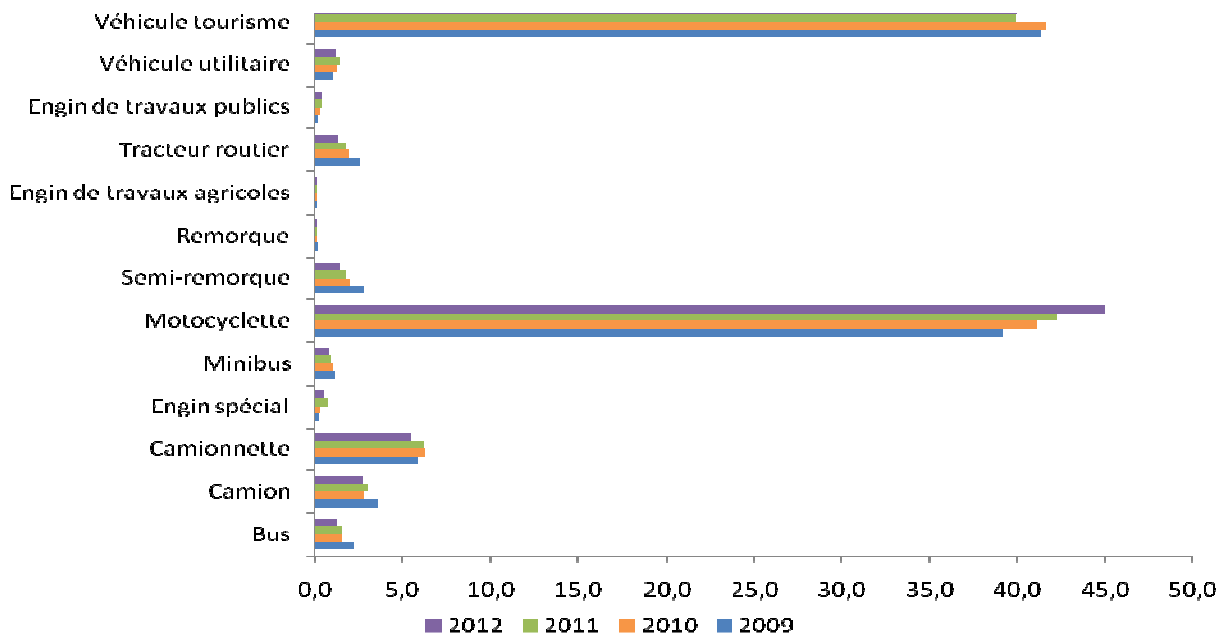
V. Sources de données

Les données utilisées dans ce chapitre proviennent des administrations ci-dessous listées :

- Le Ministère des Travaux Publics à travers la Direction des routes qui s'occupe du réseau routier national et de la production des statistiques y afférentes, la Direction de Etudes, des Normes et de la planification (DENP) qui s'occupe entre autre des études de trafic routier ;
- Le Ministère de la Défense à travers la Direction de l'emploi et des structures du Secrétariat d'Etat à la Défense. Cette dernière réalise chaque année la synthèse des accidents de la circulation routière ;
- Le Ministère des Transports à travers la Cellule des Etudes Statistiques. Cette cellule s'occupe du suivi de l'évolution du parc automobile national ainsi que la délivrance des titres de transport ;
- La Cameroon Railways (CAMRAIL) qui produit les données sur le transport ferroviaire ;
- Le Port Autonome de Douala (PAD) et l'Autorité Portuaire National (APN) qui enregistrent les données sur le transport maritime ;
- Les Aéroports Du Cameroun (ADC) et l'Autorité Aéronautique du Cameroun (AAC) pour le trafic aérien.

GRAPHIQUES

Graphique 20. 1: Evolution de la structure (répartition des véhicules par type) du parc automobile entre 2009 et 2012



Source : MINT/HTT

TABLEAUX

TRANSPORT TERRESTRE

Tableau 20. 1: Evolution du réseau routier national par région (en km)

Régions	Routes bitumées		Routes en terre prioritaires		Routes en terre non prioritaires		Routes rurales (rr)	Ensemble	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2011	2010	2011
Adamaoua	377	612	1928	1120	1856	707	6983	4161	2439
Centre	1029	1085	5179	1401	4885	1665	14548	11093	4151
Est	348	538	2511	1398	2152	1581	2816	5011	3517
Extrême-Nord	579	589	2235	1011	2526	1182	18948	5340	2782
Nord	672	596	1834	1044	2252	1178	8343	4758	2818
Littoral	482	479	1469	773	1043	328	2816	2994	1580
Nord-Ouest	205	229	2005	818	2252	73	3814	4462	1120
Sud-Ouest	269	385	1694	808	1036	188	2571	2999	1381
Ouest	467	460	2500	983	1452	386	4146	4419	1829
Sud	583	575	2203	1484	1728	799	7661	4514	2858
TOTAL	5011	5548	23558	10840	21182	8087	72646	49751	24475

Source : MINTP/ Direction des routes

NB : Compte tenu de la praticabilité, les longueurs ne sont pas très précises surtout pour les routes en terre, d'autres étant seulement estimées

Les routes en cours de bitumage (Ayos-Bonis, Obala-Nkolessong, etc) ne sont pas compris dans le linéaire des routes bitumées

Tableau 20. 2: Evolution du trafic moyen journalier par région (en véhicules/jour)

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Régions							
Adamaoua	115	133	132	148	156	166	148
Centre	1427	1384	1830	281	339	395	1860
Est	420	314	417	165	155	201	531
Extrême-Nord	355	337	335	122	159	213	349
Nord	308	346	272	220	191	174	380
Littoral	1966	1791	2138	779	872	1033	3278
Nord-Ouest	482	516	473	78	120	155	368
Sud-Ouest	871	1031	1110	172	267	457	433
Ouest	1554	1483	1687	391	422	491	1367
Sud	204	239	361	387	153	150	227
Ensemble	813	807	937	274	283	344	743

Source : MINTP/ Division des Etudes, des Normes et de la Planification

Tableau 20. 3: Evolution des surcharges de 2006 à 2011

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de surcharge	8,5%	6,95%		12,55%	10%	13,16%

Source : MINTP/DEPPR

Tableau 20. 4: Evolution des accidents de circulation routière entre 2001 et 2012

Années	Accidents corporels	Blessés	Accidents mortels	Morts	Accidents matériels	Total accidents
2001	2046	5831	679	861	897	3622
2002	1911	5759	765	917	933	3609
2003	1837	5246	704	1096	862	3403
2004	2100	5599	768	994	882	3750
2005	2168	6578	840	1091	854	3862
2006	1878	5452	695	944	684	3257
2007	1684	4598	743	963	692	3119
2008	1764	4476	838	1074	741	3343
2009	1530	4069	866	1064	780	3178
2010	1741	5292	961	1258	801	3503
2011	923	4142	784	1145	931	2638
2012	1171	3978	789	957	768	2728
2013	1243	4235	841	1099	736	2820

Source : SED

Tableau 20. 5: Evolution des ventes des différentes catégories de véhicules neufs

Années	Voiture de tourisme	4x4	Véhicules de transport	Utilitaires légers	Poids lourds	Total ventes
2005	354	564	394	742	406	2460
2006	543	678	409	904	402	2936
2007	585	854	334	1318	657	3748
2008	699	851	509	1561	701	4321
2009	577	792	408	1169	505	3451
2010	602	869	371	1525	726	4 093
2011	617	1023	397	1658	927	4622
2012	684	1216	381	1454	758	4493

Source : CSIAC (Chambre Syndicale de l'Industrie Automobile du Cameroun)

Tableau 20. 6: Evolution du nombre de véhicules mis en circulation entre 2009 et 2012

Véhicules	2009	2010	2011	2012	Cumul
Bus	2529	1716	629	1345	6219
Camion	4151	3167	1222	2826	11366
Camionnette	6772	7158	2549	5791	22270
Engin spécial	273	311	301	503	1388
Minibus	1240	1183	355	881	3659
Motocyclette	45421	47006	17246	47309	156982
Semi-remorque	3188	2265	722	1468	7643
Remorque	140	107	42	38	327
Engin de travaux agricoles	42	93	32	67	234
Tracteur routier	2951	2155	728	1354	7188
Engin de travaux publics	171	335	142	359	1007
Véhicule utilitaire	1189	1385	555	1241	4370
Véhicule tourisme	47892	47576	16288	42085	153841

Source : MINT/HTT (High tech télésoft, Yaoundé)

Tableau 20. 7: Estimation du parc automobile à partir des statistiques d'immatriculation de 2004 à 2011

Type	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Cumul	%
Bus et Autocar	816	268	490	623	438	869	983	1144	5631	1%
Camion	1540	1098	1671	1571	1304	1261	1699	2095	12239	2%
Grumier	0	9	0	0	0	0	0	0	9	0,002%
Minibus	1050	954	1011	632	822	463	607	572	6111	1%
Moto	26102	29049	36353	25614	28343	37483	42045	44636	269625	51%
Pick up/ camionnette	2383	2821	2197	2743	6003	3409	925	1045	21526	4%
Remorque et Semi remorque	183	271	74	77	363	772	1360	1299	4399	1%
Tracteurs et engins mécaniques	125	190	96	993	1113	981	1537	1928	6963	1%
Véhicule particulier	25348	23693	24340	24954	22540	20896	27463	29158	198392	38%
Total	57547	58353	66232	57207	60926	66134	76619	81877	524895	100%

Source : MINT

TRANSPORT FERROVIAIRE

Tableau 20. 8: Evolution de quelques indicateurs du trafic ferroviaire

Nombre de voyageurs (en 10 ³)	1178,2	1201,6	1362,9	1405	1487	1451,3	1419,2
Voyageurs au Km (en 10 ⁶ /Km)	422,6	379,1	435,9	505,6	540,4	525,8	473,8
Marchandises (en 10 ³ Tonnes)	1683,3	1582,8	1576,8	1648,4	1543,8	1617,2	1664,0
Tonne au Km (en 10 ⁶ / Km)	1054,9	978,3	1014,8	1078,0	1001	1094,3	1086,1
Recettes (en 10 ⁶ Francs CFA)	49658,4	58552,9	56749,0	59311,0	56538	59821,0	59697,4

Source : CAMRAIL

Tableau 20. 9: Evolution des quantités des principales marchandises du trafic ferroviaire (en milliers de tonnes)

Bois (grume)	313,7	229,7	157,2	132,9	169,2	162,4
Hydrocarbures	395,9	400	448,6	427,8	439,9	429,8
Matières premières (alumine, produits ALUCAM)	0	24	27,56	23,6	28,7	26,9
Matériaux de construction	52,5	77,5	50,4	80,6	119,8	88,2
Coton	122,8	99	63,7	91,7	78,7	45,7
Aluminium	0	0	0	40,8	14,7	7,6
Sucre	90,2	92,9	94,4	171,6	103,8	78,1
Animaux	29,8	28,1	27,3	51,7	40,3	21,1
Farines et céréales	183,1	165,5	164,8	72,8	180,7	198,2
Engrais et insecticides	57,5	56,4	22,6	33,6	24,8	41,5
Total	1245,5	1173,1	1056,6	1177,8	1200,6	1099,4

Source : CAMRAIL

TRANSPORT MARITIME**Tableau 20. 10:** Trafic maritime au port de Douala (en tonnes)

Années	Nombre de navires	Importations	Exportations	Trafic total (imports+exports)
	Nombre	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes
2001	1243	3709,5	2000,6	5709,9
2002	1277	3932,8	1930,8	5863,2
2003	1258	4341,2	2060,3	6401,2
2004	1122	4125,5	1987,1	6112,7
2005	1064	4114,4	1997,5	6111,9
2006	1102	4472,1	2155,5	6627,6
2007	1056	4754,4	2113,5	6867,9
2008	1057	4854,3	2158,3	7012,6
2009	1095	5421,850	1922,810	7344,66
2010	1131	5793,591	2101,191	7894,782
2011	2355	6385,163	2257,003	8642,166
2012	1 164	6990,058	2652,28	9642,338
2013	1226	7835,763	2550,764	10386,527

Source : Autorité portuaire nationale (APN)

Tableau 20. 11: Navigation internationale au port de Douala (en tonnes)

Désignation	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Nbre de Navires	Nombre	1064	1102	1056	1057	1095	1131	2355	
Jauge Brute	Tjb	0	16259570	15750613	15260631	16155331	17803033	18950686	
Jauge Nette	Tjn	6077811	7935776	7247179	6932366	7941388	6221838	8588105	
Importations	Tonnes	4114442	4472139	4754443	4853270	5356938	5664147	6 372 487	6 882 286
Exportations	Tonnes	1997539	2155488	2118269	2158302	1818583	1987585	2 196 311	2 372 016
Trafic Total	Tonnes	6111981	6627627	6872712	7011572	7175521	7651732	8 568 798	9 254 302

Source : PAD

Tableau 20. 12: navigation locale au port de douala (en tonnes)

Désignation	Unité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nbre de navires	Nombre	1846	2246	1822	1441	1092	1224	1164
Jauge brute	Tjb	866870	747533	936623	838969	119 246	1147653	...
Jauge nette	Tjn	342429	353838	655860	299039	45758	373379	...
Importations	Tonnes	21172	24698	19335	13485	21463	10842	6926581
Exportations	Tonnes	80551	50100	36991	44610	32 022	43 957	2538339
Trafic total	Tonnes	101723	74798	56326	58095	53486	54 799	9464920
Passagers entrés	Nombre	1672	2109	1991	366	Nd	Nd	Nd
Passagers sorties	Nombre	3658	1562	2133	461	Nd	Nd	Nd

Source : PAD, (ND = non disponible)

Tableau 20. 13: Produits exportés à partir du port de douala (en tonnes)

Désignation	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bananes	268 575	244 068	260 996	257 937	249 453	265 028
Cacao	177 468	128 902	163 771	181 775	180 814	149 552
Billes de bois	523 232	365 110	432 617	414 173	559 719	705 970
Sciages	694 557	787 710	728 486	463 239	600 152	636 509
Café	47 998	55 430	34 195	39 440	51 476	40 088
Palmistes	1 917	24 887	1 471	12	0	0
Coton	148 380	101 319	77 947	73 644	83 269	80 765
Arachides	357	1 330	184	-	71	0
Beurre de cacao	359	2 414	30 089	28 542	36 350	59 508
Tabacs	690	13 192	684	520	606	261
Caoutchouc	45 592	53 239	46 359	52 876	46 201	51 134
Aluminium	66 647	58 174	63 504	41 528	41 005	44 006
Peaux & cuirs	76	28	673	46	108	227
Tourteaux de cacao et de coton	735	3 489	4 860	6 525	7 268	10 679
Graines de coton	1 040	0	0	505	1 386	76
Pate a papier	122	25	0	-	22	25
Chocolat	105	261	60	227	308	338
Articles en aluminium	834	8 370	1 627	5 833	2 717	3 390
Huile de palme	3 134	44	105	103	2	159
Ferraille	59 563	132 398	156 768	49 703	18 583	5 723
Verrerie	4 392	14 481	14 267	17 126	10 248	6 641
Tissus	177	535	64	1 352	347	0
Peintures	1 001	128	110	45	55	115
Piles électriques	1 322	43	30	5	0	0
Allumettes	30	199	180	150	210	78
Savon détergents +cosmétiques,	1 174	1 676	1 992	2 648	3 021	3 589
Bières	4 021	1 700	420	2 202	947	1 326
Eaux minérales	376	166	0	272	0	0
Confiserie-biscuiterie	542	577	541	730	63	600
Latex	18 292	13 592	9 529	5 406	10 952	3 634
Autres fruits & légumes	6 636	11 106	19 703	27 304	25 762	22 357
The	1 295	1 851	42	-	0	0
Yohimbe (ecorce-poudre)	149	167	497	401	542	732
Son de blé	115	0	0	-	0	28
Produits alimentaires	7 890	9 276	10 947	9 807	13 166	15 108
Autres product, industries	5 413	3 341	7 588	10 453	13 130	21 683
Autres exportations	61 282	98 627	79 217	118 587	69 194	66 982
Total exportations (long cours)	2 155 488	2 118 269	2 158 302	1 818 583	2 027 200	2 196 311
Cabotage						265 028
Total Exportations (Long Cours Et Local)						149 552

Source : PAD

Tableau 20. 14: Produits importés débarqués au port de Douala (en tonnes)

Désignation	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Vins conditionnes	17 206	4 356	8 168	7 882	7 513	7 820	9 412
Hydrocarbures	1 851 578	893 426	926 524	1 008 005	896 865	865 402	1 038 429
Ciments	117 939	63 269	136 793	337 598	300 222	492 128	910 245
Alumine	385 802	185 038	181 458	187 363	1 443 78	153 965	187 062
Coke de pétrole	29 709	12 339	39 483	28 251	20 185	30 459	30 416
Cryolithe brai-fluore	609	2 882	646	4 036	2 826	6 497	342
Véhicules & engins	150 919	66 678	73 788	120 563	1 284 31	149 733	1 632 77
Fers & tôles	208 116	124 504	148 609	93 017	1 035 83	114 245	68 787
Pièces détachées	86 355	37 775	75 008	68 913	69 312	81 449	87 482
Lubrifiants	56 467	32 816	35 114	30 908	38 991	38 856	34 372
Quincaillerie	183 299	79 059	140 356	252 264	367 740	442 964	433 893
Droguerie	17 268	6 020	5 088	14 792	18 620	13 370	11 158
Produits pharmaceutiques	15 451	10 618	12 796	15 590	20 078	18 316	30 445
Farine de froment	103 023	52 908	71 887	71 122	83 471	87 833	73 213
Poissons secs	88	3 916	5 579	21	1 184	0	128
Conserves	11 040	7 100	6 094	13 003	21 206	11 593	12 915
Bières	59	377	1 358	86	55	2 152	4 640
Eau minérale	1 116	190	1 969	4 184	916	165	442
Sel	155 002	98 089	99 418	102 703	109 380	95 921	118 873
Tissus divers	3 578	6 295	7 192	9 929	10 183	8 520	8 549
Engrais chimiques	243 966	98 558	115 539	33 168	57 290	81 596	118 599
Gaz butane	64 651	33 385	31 294	36 476	36 782	44 979	47 793
Clinkers	1 223 145	737 991	669 885	452 287	746 714	667 107	493 658
Blé en vrac	635 951	395 364	317 421	309 191	402 222	395 932	401 143
Malt d'orge	112 804	58 008	64 495	61 918	70 194	91 286	72 050
Sucre granule	112 606	76 505	104 332	60 437	74 464	135 421	150 347
Barytes	22 902	7 175	5 492	15 612	26 662	17 858	6 133
Semoule de blé	48 247	15 868	19 818	19 350	78 508	13 635	21 903
Poissons congelés	213 299	91 933	126 031	152 109	206 253	177 198	217 166
Gypse	108 147	28 657	54 030	15 464	33 155	35 270	49 506
Bitume	42 426	10 355	27 553	29 134	35 202	37 146	31 216
Riz	626 992	454 309	458 614	411 171	402 222	393 378	444 797
Lait et crème	33 542	16 035	15 976	17 608	20 866	24 435	29 386
Articles en matière plastique	12 986	15 172	23 252	21 197	22 090	29 356	29 155
Verrerie	23 440	12 501	17 949	16 875	24 056	20 284	28 145
Papier & carton	104 728	63 959	60 696	68 040	54 926	61 068	75 415
Prod, chimiq, indust	171 096	173 932	149 202	187 553	198 168	185 570	195 947
Huile alimentaire	49 169	55 659	37 908	55 543	45 826	41 503	34 950
Charcuterie	7 372	3 641	1 017	1 277	1 164	1 523	2 272
Fruits et légumes	2 621	5 978	2 219	3 593	4 237	7 726	6 163
Friperies diverses	62 455	43 662	56 284	60 629	75 339	89 288	124 530
Machines+ appareils	47 628	40 195	42 883	40 396	52 598	56 201	59 107
Jouets	352	1 575	702	337	507	599	1 014
Tabacs	3 864	2 280	3 638	2 708	4 260	3 442	4 393

Fibre de jute	959	481	1400	289	1039	583	951
Boue de forage	851	2231	9826	10394	6575	7 029	3884
Aliments pour bétail	19502	8878	26382	20684	25187	21 690	33309
Autres boissons & alcools	10005	10335	13783	15825	19169	14 439	25985
Autres matières premières	182498	51813	58202	73306	78067	97 438	115069
Viandes surgelées	1711	1981	3804	779	1501	3 316	4087
Effets personnels	6869	7419	5528	6256	5303	4 353	4529
Autres produit alimentaires	124642	83164	88769	123520	188263	169 304	188883
Vins en vrac	1934	2512	362	111	557	1 197	2568
Autres importations	489469	172973	162839	159803	128088	128 954	124354
Total importations	4114444	4472139	4754453	4853270	5401073	5 681 492	6372487

Source : PAD

TRANSPORT AERIEN

Tableau 20. 15: Mouvement d'avions (atterrissages et décollages de vols)

Année	Douala	Yaoundé	Garoua	Maroua	Ngaoundéré	Autres	Total
2005	18122	4174	767	348	574	0	23985
2006	17139	3860	798	145	220	18	22180
2007	17450	4346	3320	266	299	0	25681
2008	16854	4260	3409	554	228	0	25305
2009.	15710	4384	4205	560	185	0	25044
2010	15 147	4 780	5 419	622	168	0	26136

Source : ADC

Tableau 20. 16: Mouvement d'avions (atterrissages et décollages de vols commerciaux)

Année	Douala	Yaoundé	Garoua	Maroua	Ngaoundéré	Autres	Total
2011	17 224	6 059	894	520	74	0	24 771
2012	19067	5982	574	400	62	0	26085
2013*	22 107	7 424	721	427	128	0	30 807

Source : ADC (*) provisoires

Tableau 20. 17: Mouvement d'avions (atterrissages et décollages de vols commerciaux)

Aéroports	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Douala	16 894	17 198	16 578	15 315	14 606	17 224	19 067
National	4 887	4 569	4 408	3 530	2 456	5 820	7 565
CEMAC	7 528	7 187	5 773	5 826	5 810	5 903	5 135
International	4 479	5 442	6 397	5 959	6 340	5 501	6 367
Yaoundé	3 448	3 870	3 540	4 058	4 339	6 059	5 982
National	1 144	1 352	1 008	1 547	1 415	2 692	3 021
CEMAC	665	630	586	596	493	719	618
International	1 639	1 888	1 946	1 915	2 431	2 648	2 343
Autres Aéroports	901	1 682	2 191	2 538	1 690	1 488	1 036
National	730	1 465	1 634	2 329	1 443	1 310	842
CEMAC	109	126	399	138	195	113	122
International	62	91	158	71	52	65	72
Total	21 243	22 750	22 309	21 911	20 635	24 771	26 085
National	6 761	7 386	7 050	7 407	5 314	9 822	11 428
CEMAC	8 302	7 943	6 758	6 560	6 498	6 735	5 875
International	6 180	7 421	8 501	7 945	8 823	8 214	8 782

Source : ADC

Tableau 20. 18: Evolution du trafic aérien de passagers avec transit par aéroport

Aéroport	2009	2010	2011	2012
Douala	693 321	705207	793405	894488
Yaoundé	208972	235105	322614	377598
Garoua	31 075	37532	41583	44082
Maroua	18 945	23725	23566	27453
Ngaoundéré	657	567	735	235
Total	952 970	1002135	1 181 903	1343856

Source : ADC

Tableau 20. 19: Evolution du trafic aérien de passagers par aéroport (hors transit)

Année	Douala	Yaoundé	Garoua	Maroua	Ngaoundéré	Total
2006	448 035	130 556	46 947	732	697	626 967
2007	498 209	142 027	49 093	6 070	2 513	697 912
2008	519 691	141 464	29 342	8 625	1 116	700 238
2009	504 592	166 434	23 654	14 692	648	710 020

Source : ADC

Tableau 20. 20: Evolution du trafic aerien de passagers par type de vols

Aéroport	2009	2010	2011	2012
Domestique	84 675	89 582	190688	319 305
Régional	115 089	145 427	166756	181 448
International	510 257	539 498	586354	630 709
Transit	242 950	227 628	238105	212 394
Total	952970	1 002 135	1181903	1 343 856

Source : ADC

Tableau 20. 21: Evolution du trafic marchandise par aéroport (unité : tonne)

Aéroport		Douala	Yaoundé	Garoua	Maroua	Total
2009	Arrivées	4 689	1 444	123	8	6 268
	Départs	9 608	1 719	15	3	11 348
	Total	14 297	3 163	138	11	17 615
2010	Arrivées	4412	1 742	29	12	6195
	Départs	7 616	2 204	7	4	9 831
	Total	12 027	3 946	36	16	16 026
2011	Arrivées	5 364	2 876	110	39	8 389
	Départs	6 721	2 191	58	3	8 973
	Total	12 085	5 067	168	42	17 362
2012	Arrivées	7 052	2 608	111	29	9800
	Départs	8 827	2 838	56	5	11 726
	Total	15 879	5 446	167	34	21526

Source : ADC

Tableau 20. 22: Evolution du trafic marchandise par type de vols (unité : tonne)

Aéroport		Domestique	Régional	International	Total
2009	Arrivées	58	870	5340	6268
	Départs	142	2511	8694	11348
	Total	200	3381	14034	17615
2010	Arrivées	43	56	6095	6195
	Départs	51	159	9621	9831
	Total	94	215	15717	16026
2011	Arrivées	213	6	8170	8389
	Départs	185	21	8767	8973
	Total	398	27	16937	17362
2012	Arrivées	237	92	9471	9800
	Départs	234	219	11273	11726
	Total	471	311	20744	21526

Source : ADC

Tableau 20. 23: Caractéristiques des aéroports et aérodromes publics (année)

Aéroports	Altitude (m)	Nature de la couche de roulement	Dimension de la piste longueur x largeur (m)	Avions critique ou résistance
Douala	10	Bitumée	2850 x 45	B.745
Garoua	242	Bitumée	3400 x 45	B.745
Yaoundé-Nsimalen	694	Bitumée	3400 x 45	B.745
Ngaoundéré	1113	Bitumée	2700 x 45	B.745
Maroua Salak	424	Bitumée	2100 x 45	B.745
Bamenda	1239	Bitumée	2500 x 45	B.745
Bertoua	650	Latérite	1800 x 45	HS 748
Foumban	1208	Bitumée	2500 x 45	B.745
Bafoussam	1325	Bitumée	2500 x 45	B.745
Batouri	656	Latérite	1900 x 38	HS.748 (33t)
Tiko	46	Bitumée	1370 x 46	DC-4
Kribi	45	Latérite	1800 x 50	DC-4
Mamfé	126	Latérite	1370 x 45	
Dschang	1400	Latérite-Gazon	1100 x 30	
Yaoundé-Ville	751	Bitumée	2000 x 45	B.745

Source : CCAA

Tableau 20. 24: Caractéristiques des autres aérodromes ouverts a la circulation publique (année)

Aéroports	Altitude (m)	Nature de la couche de roulement	Dimension de la piste longueur x largeur (m)	Avions critiques ou résistance
Bali	1353	Latérite	1220 x 60	5t
Kaélé	389	Latérite	1600 x 30	5t
Yagoua-ville	327	Sable argile	1950 x 50	5t
Abong-mBang	700	Latérite	1400 x 40	5t
Akonolinga	675			5t
Ambam	600	Argile Gazonée	1050 x 40	2t
Bafia	485	Latérite argileuse	800 x 80	2t
Banyo	1137	Argile latérite	900 x 30	5t
Bétaré- oya	915	Sable argileux	1000 x 40	2t
Djoum	700	Latérite herbeuse	1377 x 30	DC3
Ebolowa	600	Latérite herbeuse	1290 x 30	DC3
Eséka	225	Latérite	800 x 25	2t
Maroua-ville	411	Sable argileux	800 x 30	5t
Mokolo	845	Argile + sable	2000 x 30	DC3

Source: CCAA

Chapitre 21 : POSTE ET TELECOMMUNICATIONS

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES.....	370
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	370
III.	PRESENTATION	371
IV.	METHODOLOGIE	371
V.	DEFINITIONS.....	371
VI.	SOURCES DES DONNEES.....	371

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 21. 1: Evolution du nombre d'abonnés au téléphone de 2006 à 2011 372

Graphique 21. 2: Evolution du chiffre d'affaires par opérateur de téléphonie entre 2006 et 2011 372

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 21. 1: Nombre d'abonnés au téléphone selon le type d'abonnement et par concessionnaire..... 375

Tableau 21. 2: Nombre d'abonnés internet par opérateur 375

Tableau 21. 3: Evolution des tarifs du téléphone fixe entre 2006 et 2010..... 375

Tableau 21. 4: Tarifs camtel CT phone abonnement individuel..... 376

Tableau 21. 5: Tarifs de certains services internet (en fcfa)..... 376

Tableau 21. 6: Principaux indicateurs du secteur postal (en milliards de fcfa) 377

Tableau 21. 7: Evolution du parc des abonnés selon les types d'abonnement entre 1999 et 2013..... 378

Tableau 21. 8: Evolution de la couverture du réseau mobile entre 2006 et 2013 378

Tableau 21. 9: Nombre d'employés dans le domaine postal au Cameroun en 2008 et 2012..... 379

Tableau 21. 10: Répartition du nombre d'envois de courriers express du régime intérieur et international 379

Tableau 21. 11: Indicateurs de mesure des fournitures du service postal 380

Tableau 21. 12: Avoir global des déposants (en millions de f cfa) 380

III. PRESENTATION

Pour la téléphonie, le nombre total d'abonnés a cru d'environ 12,5% passant de 13 845 505 à 15 579 976 abonnés entre 2012 et 2013. Cette progression du nombre d'abonné est consécutive à une augmentation des abonnés de MTN et Orange respectivement de 19,2% et 5,7% dans la téléphonie mobile et 0,2% d'abonnés chez l'opérateur CamTel pour la téléphonie fixe. Cette évolution du nombre d'abonnés impacte positivement sur le chiffres d'affaires qui a connu une hausse durant cette période. Cette amélioration dans le secteur résulte de l'exploitation progressive de la fibre optique la vulgarisation de nouveaux produits tels que la fibre optique, l'internet sur CT phone et clé amovible. La part du domaine des postes dans le PIB national a connu une évolution ascendante sur la période 2005 - 2011, bien qu'il faille noter une légère baisse constatée en 2009. Il convient de mentionner que cette augmentation s'est faite dans l'ordre de 19%.

IV. METHODOLOGIE

Le Ministère des Postes et Télécommunication et l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) qui est une structure sous tutelle du MINPOSTEL sont des principales sources administratives de production de données statistiques du secteur des télécommunications. Ces structures fournissent à l'Institut National de la Statistique (INS) des informations sur les télécommunications à travers leur différente publication annuelle. La collecte de ces données dans ces structures obéit à une méthodologie identique. Elle consiste à recueillir périodiquement auprès des différents opérateurs les données relevant de leurs activités qui sont pré-compilées et transmises à l'INS. Ainsi, l'INS s'occupe donc de faire la synthèse et la compilation de ces informations pour produire les données de ce chapitre.

Mais pour une publication des données relatives au secteur de la poste, l'INS souhaiterait dans l'avenir une parfaite contribution de la Société Nationale des Postes.

L'exploitation des réseaux et services est assurée sur le marché camerounais par trois grands opérateurs.

V. DEFINITIONS

Internet

Internet est un réseau télématique international, conçu en 1969. Il est né du réseau militaire américain Arpanet et résultant de l'interconnexion de milliers de réseaux utilisant un protocole de communication commun. Les services Internet les plus courants sur le marché camerounais sont : le WEB, l'hébergement des sites, la messagerie et le forum.

Les fournisseurs d'accès Internet se connectent au backbone soit directement par VSAT, soit par liaisons spécialisées. La connexion des utilisateurs s'effectue par le Réseau Téléphonique Public Commuté (RTPC) ou par liaison spécialisée radioélectrique ou filaire

La téléphonie fixe

C'est un système de communication par câble. Il comprend des unités de raccordements distants, des centres à autonomie d'acheminement, des centres de transit (National et International) et les centres de téléphonie rurale. Les

centres sont reliés par un système de transmission constitué des liaisons par faisceaux hertziens interurbains et des stations de relais et quelques liaisons par fibre optique. Les communications internationales sont assurées par des liaisons par satellite et par fibre optique SAT3.

La téléphonie mobile

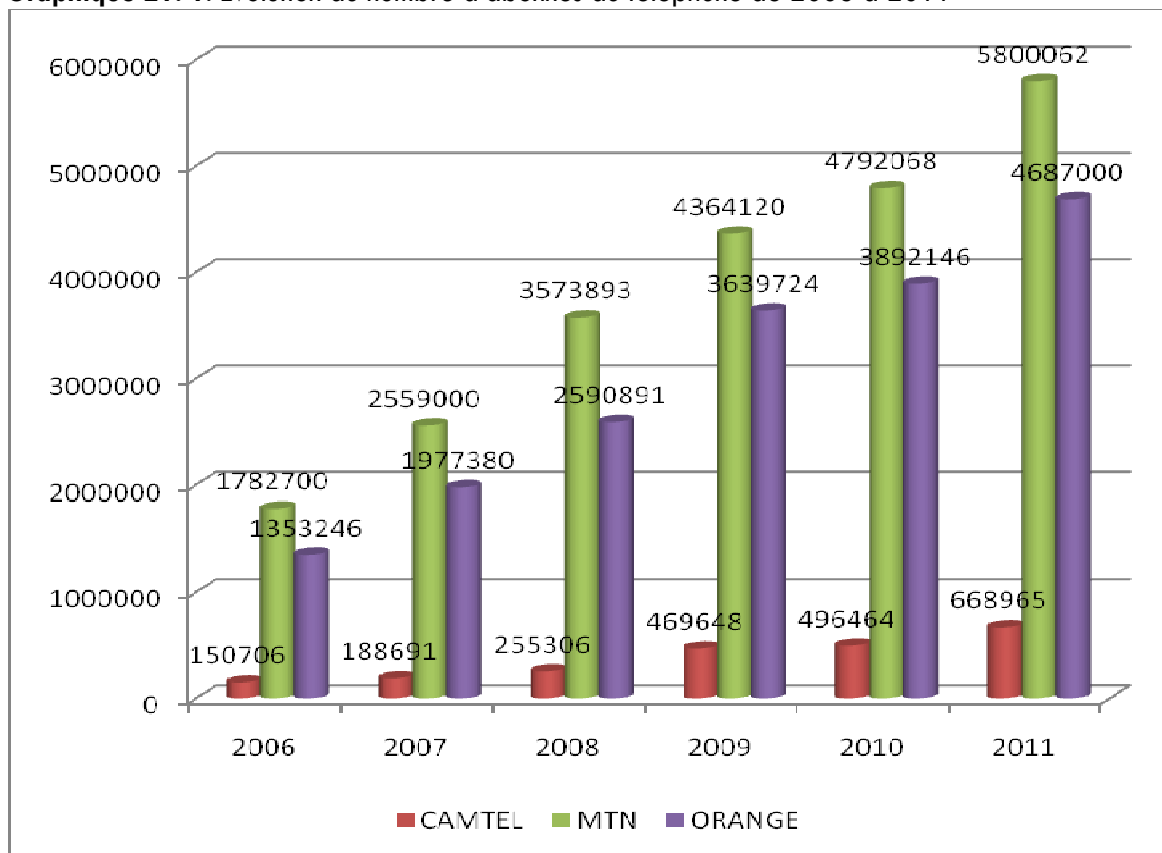
La téléphonie mobile cellulaire de norme GSM est utilisée au Cameroun à travers des réseaux qui comprennent des autocommutateurs (MSC) installés à Yaoundé et Douala. Ces réseaux comprennent également des contrôleurs des stations de base, des liaisons de transmission interurbaines par faisceaux hertziens terrestres (PDH et SDH) et des liaisons par satellite.

VI. SOURCES DES DONNEES

Les données proviennent essentiellement du MINPOSTEL, des rapports d'activités de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), de CAMTEL, ORANGE et MTN.

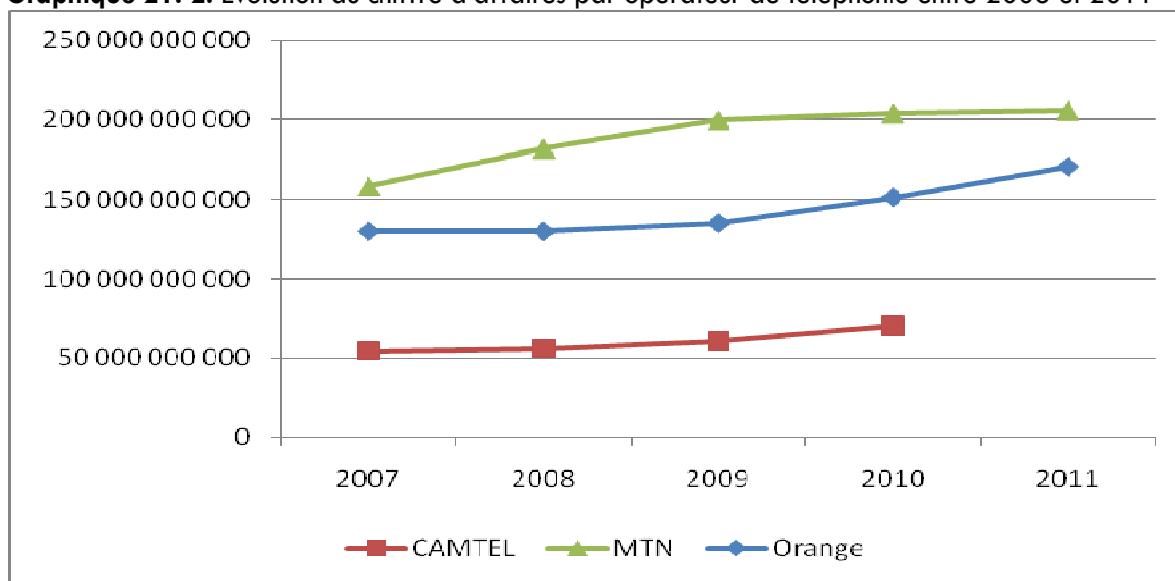
GRAPHIQUES

Graphique 21. 1: Evolution du nombre d'abonnés au téléphone de 2006 à 2011



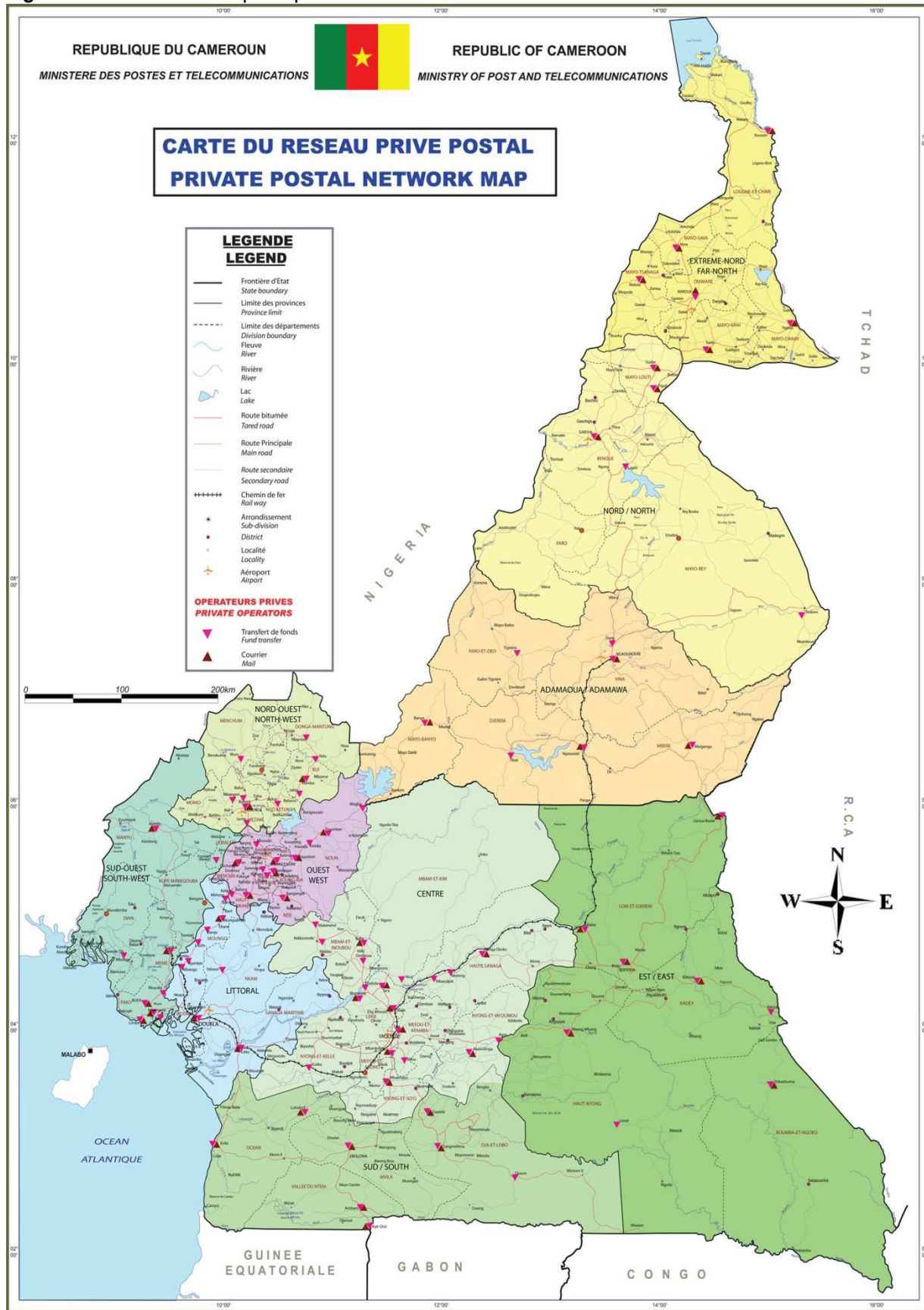
Source : MINPOSTEL, ART

Graphique 21. 2: Evolution du chiffre d'affaires par opérateur de téléphonie entre 2006 et 2011



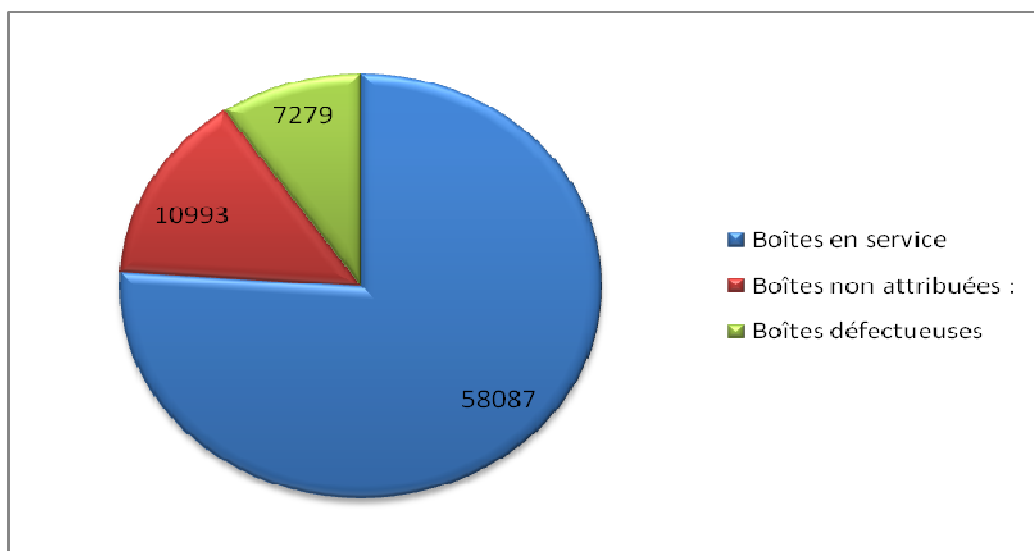
Source : MINPOSTEL , ART

Figure 1: Carte du réseau privé postal



Réalisation Décembre 2007 B. P. 13 416 Yaoundé R.P. Cameroun - Tél/Fax: +237 22 22 70 56
Sic Fax CAMTEL - +237 22 22 18 73 Tél. - +237 77 60 47 61

Source: MINPOSTEL



Source: MINPOSTEL

TABLEAUX

Tableau 21. 1: Nombre d'abonnés au téléphone selon le type d'abonnement et par concessionnaire

Opérateurs	Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Camtel	abonnés au téléphone fixe (postpaid)	71 898	66 332	65 808	88 047	723 228	724 990
	abonnés au Ctpone (CDMA) (prépaid)	183 408	403 316	473 696	570 216	14 217	13 675
	Total	255 306	469 648	496 464	668 965	737 445	738 665
MTN	Prépaid	3 539 685	4 327 475	4 746 198	5 755 849	7 259 189	8 660 604
	Postpaid	34 208	36 645	45 870	44 213	47 806	50 616
	Total	3 573 893	4 364 120	4 792 068	5 800 062	7 306 995	8 711 220
Orange	Prépaid	2 557 000	3 604 000	3 892 146	4 623 756	5 707 840	6 021 535
	Postpaid	34 000	36 000	47 146	62 796	93 225	108 556
	Total	2 590 891	3 639 724	3 892 146	4 687 000	5 801 065	6 130 091
Total abonnés	6 420 090	8 473 492	9 180 678	11 145 325	13 845 505	15 579 976	

Source : ART

Tableau 21. 2: Nombre d'abonnés internet par opérateur

Opérateurs	Types de connexion	2008	2009	2010	2011	2012	2013
CAMTEL						137 306	381 236
MTN						3070	3493
Orange						3428	2842
Total abonnés		15 258	43 714	//	//	143 804	387 571

Source : MINPOSTEL

Tableau 21. 3: Evolution des tarifs du téléphone fixe entre 2006 et 2010

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Frais d'installation pour une ligne résidentielle	40 000	40 000	40 000	40 000	35 775
Frais d'entretien mensuel (TTC)	3 563	3 563	3 563	3 563	3 563
Frais d'installation pour une ligne professionnelle	40 000	40 000	40 000	40 000	35 775
Frais d'entretien mensuel pour une ligne professionnelle (TTC)	3 563	3 563	3 563	3 563	3 563
Tarif d'une minute de communication interurbaine (TTC)	70	70	70	70	70
Tarif d'une minute de communication vers le réseau mobile(TTC)	145	145	145	145	145
Tarif des communications en heure creuse (de 20h-07h)	-50%	-50%	-50%	-50%	-50%
Tarif d'un appel local (TTC)	70/mn	70/mn	70/mn	70/mn	70/mn

Source : ART

Tableau 21. 4: Tarifs camtel CT phone abonnement individuel

Années		2008						2011						
Tarifs	Tarifs appels intra régionaux en fcfa TTC/mn		Tarifs appels nationaux en fcfa TTC/mn		Appel fixe-mobile en fcfa TTC/mn	Vers serveurs internet en fcfa TTC/mn		Tarifs appels intra régionaux en fcfa TTC/mn		Tarifs appels nationaux en fcfa TTC/mn		Appel fixe-mobile en fcfa TTC/mn	Vers serveurs internet en fcfa TTC/mn	
Offres	Heures chargées	Heures creuses	Heures chargées	Heures creuses	Taux unique	Heures chargées	Heures creuses	Heures chargées	Heures creuses	Heures chargées	Heures creuses	Taux unique	Heures chargées	Heures creuses
Camtel fixe	10	5	70	35	145	10	5	75	35	75	35	85	10	5

Source : ART

Tableau 21. 5: Tarifs de certains services internet (en fcfa)

Accès en kbits/s	2006		2007		2008		2011	
	Frais d'étude et établissement	Redevance mensuelle sur consommation	Frais d'étude et établissement	Redevance mensuelle sur consommation	Frais d'étude et établissement	Redevance mensuelle sur consommation	Frais d'étude et établissement	Redevance mensuelle sur consommation
64	420 000	225000	420 000	225000	420 000	225000
128	420 000	405000	420 000	405000	420 000	405000	420 000	80 000
256	420 000	720000	420 000	720000	420 000	720000	420 000	430 000
384	420 000	1012000	420 000	1012500	420 000	1012500	420 000	ND
512	420 000	1260000	420 000	1260000	420 000	260000	420 000	1290 000
1024	420 000	2160000	420 000	1755000	420 000	1755000	420 000	2 185 000
1544	420 000	3094000	420 000	2160000	420 000	2160000	420 000	...
2048	420 000	3960000	420 000	3960000	420 000	3960000	420 000	3 985 000

Source : ART

Tableau 21. 6: Principaux indicateurs du secteur postal (en milliards de fcfa)

	2002	2003	2004	2005	2006
Production d'ensemble*	11 761,03	12 531,74	13 230,6	13 871,8	15 012,95
Production du SP**	4,53	3,83	3,53	4,01	4,14
VA d'ensemble	7 583,08	7 916,96	8 333,9	8 781	9 462,71
VA du SP	2,96	2,68	2,48	2,56	2,66
CF d'ensemble	6 141,83	6 505,87	6 794,5	7 107,2	7 694,78
CF du SP	1.26	1.03	1.33	1.78	1.94
Emploi total	6 048,05	6 486,25	6 210,78		
Emploi du SP	0,14	0,12	0,10		
EBE d'ensemble	5 701,28	5 993,48	6 466,48	6 836,47	7 435,60
EBE du SP	2,34	1,98	1,98	2,20	2,34
Salaire d'ensemble	1 317,86	1 410,82	1 325,29		...
Salaire du SP	0,59	0,69	0,68		...

Source : INS

(*) = Nationale, (**) = Secteur Postal, VA = Valeurs Ajoutée, CF = Consommation Finale BE = Excédent Brut d'Exploitation

Tableau 21. 7: Evolution du parc des abonnés selon les types d'abonnement entre 1999 et 2013

Année	Nombre de prepaid	Nombre de pospaid	Parc d'abonnés	Taux de pénétration (%)	Taux de croissance des abonnés (%)
1999	0	5 261	5 261	0,03	-
2000	84 827	19 657	104 484	0,66	1886,01
2001	395 972	16 283	412 488	2,62	294,79
2002	671 922	29 585	701 507	4,33	70,07
2003	1 040 571	36 380	1 076 951	6,47	53,52
2004	1 490 114	36 348	1 537 000	8,97	42,72
2005	2 081 233	59 025	2 140 248	12,15	39,25
2006	3 060 230	75 470	3 135 700	18,45	46,51
2007	4 474 768	60 823	4 535 991	26,68	44,66
2008	6 096 685	68 208	6 164 893	31,78	35,9
2009	7 931 475	72 645	8 004 120	41,26	29,8
2010
2011
2012	13 690 257	222 492	13 912 749
2013	15 464 462	247 289	15 711 751	...	12,93

Source : Données statistiques ART

Tableau 21. 8: Evolution de la couverture du réseau mobile entre 2006 et 2013

Région	2013			2006	
	Nombre de localités	Nombre de localités non couvertes par aucun un opérateur	Nombre de TCP ou PAN existants ou devant être aménagés en 2013	Taux de couverture	Taux de couverture
Adamaoua	2171	536	13	75,31	25
Centre	8621	1945	28	77,44	61,2
Est	2429	401	18	83,49	32,3
Extrême nord	8576	1095	24	87,23	21,1
littoral	3367	491	18	85,42	82,8
Nord	4170	530	18	87,29	50
Nord-ouest	3657	231	17	93,68	41,9
Ouest	4244	55	21	98,7	86,5
Sud	3489	1394	29	60,05	56,8
Sud-ouest	2137	475	16	77,77	51,9
Total	42861	7153	202	83,31	52,3

Source : enquête SCAN-ICT 2006, ART

Tableau 21. 9: Indicateurs infrastructurels des TIC en 2012 et 2013

Indicateurs	2012	2013
Nombre de lignes téléphoniques fixes	276219	341123
Nombre d'abonnés (entreprises, particuliers) à l'Internet fixe	137 306	381236
Nombre d'abonnement au mobile à large bande (haut débit)	6498	6335

Source: ART

Tableau 21. 9: Nombre d'employés dans le domaine postal au Cameroun en 2008 et 2012

Activités postales	Nombre d'employés	
	2008	2012
Messagerie	2.455	4.925
Transferts de fonds	2.757	5.830
Total	5.212	10.755

Source : MINPOSTEL

Tableau 21. 10: Répartition du nombre d'envois de courriers express du régime intérieur et international

Indicateurs	2007	2008	2009	2010	2011
Envois du régime intérieur (en millions)	6,43	6,58	6,73	6,89	7,04
Envois du régime international (en millions)	0,19	0,25	0,32	0,41	0,53

Source : MINPOSTEL

Tableau 21. 11: Indicateurs de mesure des fournitures du service postal

Indicateurs de mesure	2012	
	Situation actuelle	Normes
Accès au service		
Pourcentage de la population sans desserte postale	35%	10%
Nombre moyen d'habitants desservis par un point de contact	65 015	43 815
Nombre moyen d'habitants desservis par un bureau de poste permanent	74.816	55.808
Nombre d'habitants pour une boîte postale (boîte aux lettres)	262	215
Superficie moyenne couverte par un point de contact (km ²)	950	773
Superficie moyenne couverte par un bureau de poste permanent (km ²)	1.147	927
Nombre moyen d'habitants desservis par 1 agent	9.500	7.500
Pourcentage de la population bénéficiant de la distribution à domicile
Pourcentage du nombre d'envois distribués par boîte
Pourcentage de bureaux pourvus de passage pour handicapés	0	100
Pourcentage de bureaux connectés à e-post	0	100
Pourcentage de réseaux interconnectés	P.m	P.m
Nombre de jours d'ouverture des services par semaine	5	5
Nombre d'heures d'ouverture par semaine	40	40
Rapidité et fiabilité		
Délai d'acheminement Yaoundé-Douala (j+1)	90%	95%
Délai d'acheminement Yaoundé-Bafoussam (j+1)	90%	95%
Délai d'acheminement Douala-Bafoussam (j+1)	90%	95%
Délai d'acheminement liaisons interrégionales (j+2)	80%	90%
Délai d'acheminement liaisons spéciales (j+2) (voir plus haut)	80%	90%
Securite		
Pourcentage d'envois perdus ou spoliés
Pourcentage d'établissements gardés	20	100
Pourcentage de bureaux de poste dotés de coffres forts	...	100
Pourcentage de bureaux dotés de télé surveillance	0	P.m
Pourcentage de bureaux dotés de matériel de détection des objets dangereux et de faux billets	...	P.m

Source: MINPOSTEL (Rapport de l'étude : Elaboration, mise à jour et publication des normes postales, Décembre 2012)

Tableau 21. 12: Avoir global des déposants (en millions de f cfa)

Indicateur	2007	2008	2009	2010	2011
Avoir global des déposants	56 949,55	49 882,11	48 997,23	50 132,06	50 132,06

Source : MINPOSTEL

Chapitre 22 : TOURISME ET LOISIRS

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	382
II.	LISTE DES TABLEAUX	382
III.	PRÉSENTATION.....	383
IV.	MÉTHODOLOGIE	383
V.	QUELQUES DÉFINITIONS	383
VI.	SOURCES DE DOCUMENTATION	383

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 22. 1: Effectif des établissements de tourisme par région au Cameroun en 2009	384
Graphique 22. 2: Répartition des nuitées dans les établissements d'hébergement au Cameroun par catégorie entre 2006 et 2008	384
Graphique 22. 3: Arrivées des touristes au Cameroun par mode de transport en 2013	384

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 22. 1: Effectif des établissements de restauration autorisés au Cameroun par région en 2010.....	385
Tableau 22. 2: Carte des établissements de tourisme par région au Cameroun en 2009	385
Tableau 22. 3: Arrivées dans les établissements d'hébergement par nationalité et statut de résidence entre 2005 et 2008.....	386
Tableau 22. 4: Nuitées dans les établissements d'hébergement par nationalité et statut de résidence entre 2005 et 2008.....	386
Tableau 22. 5: Répartition des sites touristiques au Cameroun par région et par nature en 2010	387
Tableau 22. 6: Capacité hôtelière par catégorie et par région en 2008	388
Tableau 22. 7: Capacité hôtelière par catégorie et par région en 2008 (suite)	388
Tableau 22. 8: Prix moyen en fcfa des chambres dans les établissements d'hébergement.....	389
Tableau 22. 9: Arrivées dans les établissements d'hébergement par catégories et résidence au Cameroun en 2008	389
Tableau 22. 10: Nuitées dans les établissements d'hébergement par catégories et résidence au Cameroun en 2008	390

III. PRÉSENTATION

Entre 2006 et 2013 l'évolution du nombre de touristes au Cameroun suit une courbe croissante dans l'ensemble et quelque soit le mode de transport. En effet le nombre de touristes est passé de 451 441 en 2006- à 912 000 en 2013 soit une augmentation de plus de 91%. Le mode de transport le plus utilisé par les touristes demeure la voie routière (541%) suivi de la voie aérienne (436%) et de la voie maritime (23%).

A fin août 2013 selon l'enquête de conjoncture réalisée par le MINFI le Cameroun dispose de 539 établissements hôteliers d'une capacité de 150 12 chambres 330 suites et 269 appartements. En matière de respect des normes et standards internationaux 177 établissements sont conformes. On dénombre 377 restaurants 96 établissements de loisir 213 agences de voyage et 199 guides de tourisme. La Commission technique nationale des établissements de tourisme a octroyé 50 autorisations d'ouverture dont 22 pour les hôtels 4 pour les restaurants 19 pour les établissements de loisirs et 5 pour les agences de voyage. Elle a accordé 11 agréments de guide de tourisme.

En 2010 le Cameroun dispose d'un total d'environ 828 sites touristiques de natures diverses. Les *artisanats et marchés* sont les sites touristiques les plus rencontrés dans le pays et au cours de cette année. Ils représentent 1461 % du total des sites recensés. Ensuite viennent les *Chefferies et sultanats* représentant une part de 1111 % du total des sites touristiques. Du point de vue répartition régionale les régions de l'Adamaoua et de l'Extrême Nord sont celles qui possèdent beaucoup plus de sites touristiques comparativement aux autres avec respectivement 1618 % et 1319 % du total dans tout le pays en 2010.

IV. MÉTHODOLOGIE

L'approche adoptée pour la collecte des données du secteur du tourisme a consisté à l'assemblage des documents statistiques auprès du MINTOUL. Une fois collectées et renseignées elles sont ensuite validées par des responsables en charges des unités de production statistiques audit ministère.

Le Ministère du Tourisme et des Loisirs suit les mouvements d'entrée des touristes sur le territoire national en transmettant mensuellement des fiches auprès des délégations touristiques lesquelles sont destinées à recueillir des informations détaillées sur les activités hôtelières. L'entrée des étrangers au Cameroun est enregistrée par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (DGSN) via la Direction de la police des frontières.

Les données publiées par l'Organisation Mondiale du Tourisme (WTO) sont celles officiellement reçues des administrations du tourisme.

V. QUELQUES DÉFINITIONS

Résident : Personne habitant un lieu pendant au moins un an ou pendant une période de moins d'un an et avec l'intention d'y passer plus d'un an.

Non-résident : Personne dont la durée de séjour sur le territoire national n'excède pas six mois.

Nuitée : C'est l'effectivité d'une nuit passée dans un établissement d'hébergement par une personne arrivée.

Tourisme : C'est l'ensemble des activités déployées par les personnes au cours de leur voyage et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement naturel pendant une période consécutive qui ne dépasse pas l'année à des fins de loisirs à l'occasion des affaires ou pour d'autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité.

Visiteur : Personne qui se déplace pour un lieu situé en dehors de son environnement habituel pour une durée inférieure à 12 mois et dont le motif principal de la visite (affaires loisirs ou autre motif personnel) est autre que celui de l'exercice d'une activité rémunérée dans leur lieu visité.

Le concept « *visiteur* » exclut :

- les personnes qui voyagent pour des motifs de migration (temporaire ou permanente) ;
- les prisonniers en déplacement comme tels ;
- les membres des forces armées en déplacement dans le cadre de leur activité ;
- les diplomates etc.

Touriste : C'est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un établissement d'hébergement collectif ou privé du lieu de visite.

Excursionniste : (Visiteur de la journée) C'est un visiteur qui ne passe pas la nuit dans un établissement d'hébergement collectif ou privé dans le pays visité.

Le visiteur interne qui ne passe pas une seule nuit dans un établissement d'hébergement privé ou collectif du lieu visité est considéré comme un visiteur interne de la journée ou excursionniste interne.

Il y a arrivée dans un établissement lorsqu'une personne descend dans cet établissement y remplit une fiche de police pour y passer au moins une nuit. Cet établissement peut être collectif ou privé. Les arrivées se comptabilisent individuellement.

Nombre d'arrivées : Nombre de personnes arrivées sur un lieu d'hébergement pour y passer un séjour d'au moins une nuit.

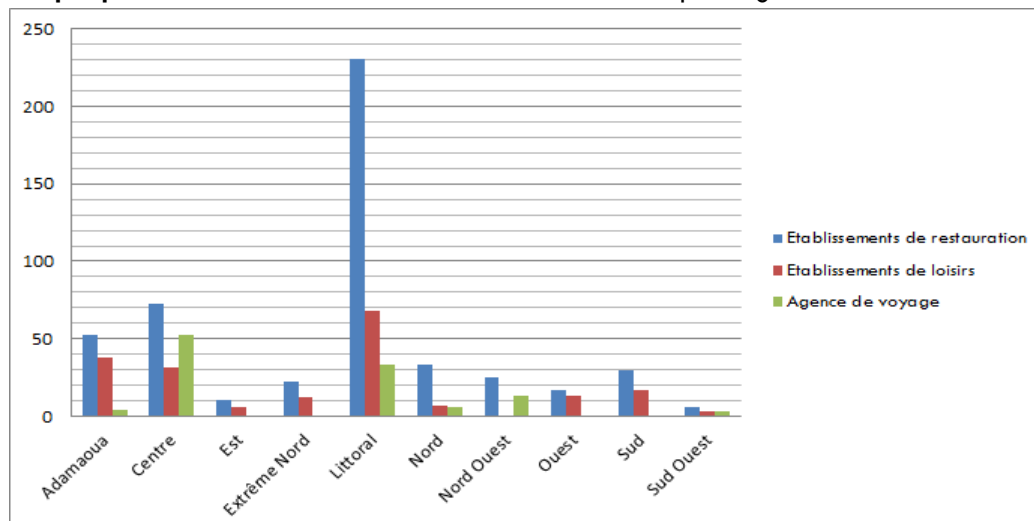
Nuitée dans un établissement touristique : Il y a nuitée lorsqu'une personne arrive dans un établissement d'hébergement y remplit une fiche de police pour y passer une nuit payante ou non. Cet établissement peut être collectif ou privé. Les nuitées se comptabilisent individuellement.

Nombre de nuitées : Nombre de nuits passées sur un lieu d'hébergement par l'ensemble des personnes arrivées.

VI. SOURCES DE DOCUMENTATION

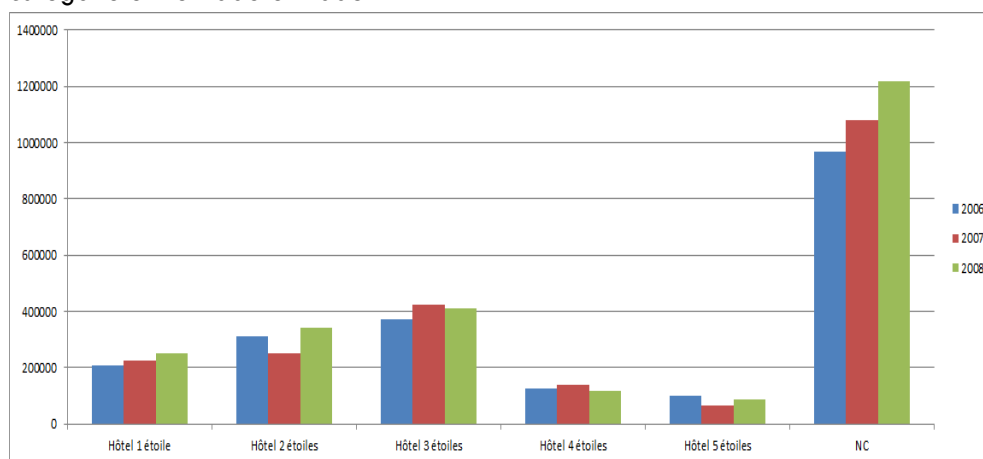
La principale source de documentation utilisée est le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL) à travers sa principale publication statistique l'Annuaire des Statistiques du Tourisme éditions 2011 et son site internet.

Graphique 22. 1: Effectif des établissements de tourisme par région au Cameroun en 2009



Source : MINTOUL

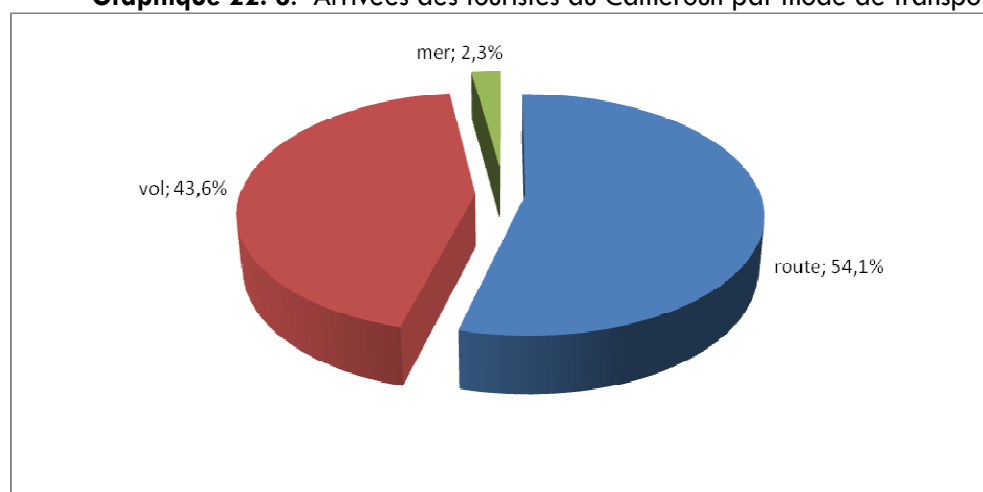
Graphique 22. 2: Répartition des nuitées dans les établissements d’hébergement au Cameroun par catégorie entre 2006 et 2008



Source : MINTOUL

NC = Non Classés

Graphique 22. 3: Arrivées des touristes au Cameroun par mode de transport en 2013



Source : MINTOUL

TABLEAUX

Tableau 22. 1: Effectif des établissements de restauration autorisés au Cameroun par région en 2010

Région	Catégories				Total
	1F	2F	3F	NC	
Adamoua	5	0	0	14	19
Centre	34	18	6	32	90
Est	14	2	3	4	23
Ext nord	2	0	1	15	18
Littoral	18	5	2	100	125
Nord	2	0	0	4	6
Nord-ouest	12	0	0	17	29
Ouest	0	0	0	17	17
Sud	4	0	0	40	44
Sud ouest	1	0	0	2	3
Ensemble	92	25	12	245	374

Source : MINTOUL F = Fourchette NC = Non Classés

Tableau 22. 2: Carte des établissements de tourisme par région au Cameroun en 2009

Région	Ets. hôtelier 2008	Ets. de restauration	Ets. de loisirs	Agences de tourisme
Adamoua	114	52	38	4
Centre	504	73	31	52
Est	176	10	6	0
Ext nord	136	22	12	0
Littoral	530	231	68	33
Nord	87	33	7	6
Nord-ouest	105	25	0	13
Ouest	228	17	13	0
Sud	178	30	17	0
Sud ouest	168	6	3	3
Ensemble	2 226	499	195	111

Source : MINTOUL

TABLEAU 22.1 : REPARTITION DES ARRIVEES DE TOURISTES AU CAMEROUN SUIVANT LE MODE DE TRANSPORT ENTRE 2006 ET 2013

Mode de transport	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012e	2013e
Route	239 698	247 698	243 698	253 485	297 655	313 630	433916	493210
Vol	199 020	216 667	223 971	217 857	266 969	279 499	351080	397632
Mer	12 723	12 471	18 861	26 958	8 104	10 923	32230	21158
Total	451 441	476 836	486 530	498 300	572 728	604 052	817226	912000

Source : MINTOUL e estimation

Tableau 22. 3: Arrivées dans les établissements d'hébergement par nationalité et statut de résidence entre 2005 et 2008

Statut de résidence	Nationalité	2005	2006	2007	2008
Non résidents	Camerounaise	11 250	14 864	23 501	27 823
	Autres nationalités CEMAC	41 077	47 329	71 642	78 781
	Autres nationalités africaines	36 412	42 139	49 110	52 148
	Allemande	5 580	6 752	7 244	8 030
	Française	33 651	38 782	43 814	44 619
	Britannique	5 076	6 847	7 682	18 825
	Italienne	4 213	4 341	4 358	4 565
	Suédoise	1 026	1 030	1 507	2 009
	Belge	3 046	3 960	4 616	5 673
	Russe	1 240	1 755	2 023	3 589
	Hollandaise	2 952	3 606	3 889	3 568
	Suisse	3 717	2 964	3 195	3 682
	Autres nationalités Européennes	7 558	9 856	10 882	11 106
	USA	7 241	9 863	9 494	10 223
	Canadienne	2 761	2 723	3 536	3 420
	Nationalités du Moyen Orient	2 006	4 665	3 945	4 011
	Nationalités asiatiques	4 579	6 561	7 688	10 092
Autres Nationalités Diverses	2 987	6 323	4 214	5 819	
Résidents	Camerounaise	790 816	1 105 787	1 164 312	1 427 002
	Etrangères	51 433	56 516	75 825	62 185
Total		1 018 621	1 376 663	1 502 477	1 787 170

Source : MINTOUL

Tableau 22. 4: Nuitées dans les établissements d'hébergement par nationalité et statut de résidence entre 2005 et 2008

Statut de résidence	Nationalité	2005	2006	2007	2008
Non résident	Camerounaise	27 902	39 481	52 627	69 796
	Autres nationalités CEMAC	52 580	69 692	94 683	101 792
	Autres nationalités africaines	74 627	85 218	95 566	95 360
	Allemande	11 266	14 809	14 488	17 230
	Française	80 057	99 389	103 735	105 759
	Britannique	11 618	13 698	24 686	20 962
	Italienne	8 915	9 399	8 175	8 203
	Suédoise	2 239	2 898	2 882	4 693

Statut de résidence	Nationalité	2005	2006	2007	2008
	Belge	6454	8768	10023	11661
	Russe	3123	3178	4053	4612
	Hollandaise	6959	8631	8438	
	Suisse	7188	6682	6515	7553
	Autres nationalités Européennes	15160	20365	26442	21688
	USA	21779	22862	22502	24502
	Canadienne	5918	6913	8922	7558
	Nationalités du Moyen Orient	4157	9017	9791	9811
	Nationalités asiatiques	10643	15357	16123	19932
	Autres Nationalités Diverses	4737	9510	6320	9051
	Résident	Camerounaise	1042296	1530211	1543861
Etrangères		139181	101065	120609	85623
	TOTAL	1536799	207743	2180441	2424713

Source : MINTOUL

Tableau 22. 5: Répartition des sites touristiques au Cameroun par région et par nature en 2010

Nature du site touristique	REGION										Total
	AD	CE	ES	EN	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Lacs	21	4	6	5	3	2	4	12	3	7	67
Chutes et cascades	13	8	7	0	2	-	2	5	5	13	55
Monts cols et	10	5	3	9	3	4	1	10	3	11	59
Grottes	9	4	4	4	2	1	-	4	4		32
Rochers	2	4	1	2	1	2	-	2	10	1	25
Réserves	2	2	5	2	1		1	-	2	3	18
Monuments	10	11	3	6	6	4	2	2	15	9	68
Plages et berges	21	4	7	5	3	3	4	12	8	7	74
Parcs	2	1	3	3	-	3	-	-	1	1	14
Artisanats et marchés	10	22	6	19	18	7	8	15	10	6	121
Chefferies et sultanats	10	5	8	25	8	6	8	12	4	6	92
Vestiges architecturaux	5	5	3	5	7	2	1	-	8	8	44
Barrages	2	1	-	2	2	1	-	1	-	-	9
Ranchs	5	1	-	-	-	-	3	-	-	3	12
Ponts	5	2	-	-	3	4	-	-	-	5	19
Jardins zoologiques	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Jardins botaniques	-	0	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Plantations	2	8	3	7	10	2	5	10	10	6	63
Réserve minière	2	3	1	1	-	-	-	-	-	-	7
Campement	3	-	1	1	-	3	-	1	3	3	15
Centre climatique	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Autres	-	5	4	14	3	2	-	-	2	-	30
TOTAL	134	96	65	110	72	46	39	87	88	91	828

Source : MINTOUL

Tableau 22. 6: Capacité hôtelière par catégorie et par région en 2008

Region	Catégories								
	Une étoile			Deux étoiles			Non classés		
	Éts	Chambres	Lits	Éts	Chambres	Lits	Éts	Chambres	Lits
Adamaoua	4	36	36	6	168	181	102	1 039	1 041
Centre	38	723	724	32	1 370	1 426	419	3 854	4 476
Est	2	50	50	-	-	-	172	2 066	2 097
Extreme-nord	15	234	254	5	127	131	105	1 157	1 257
Littoral	43	641	691	39	1 062	1 102	427	5 492	5 531
Nord	15	221	228	2	39	39	61	839	859
Nord-ouest	17	374	410	2	13	15	81	997	1 021
Ouest	32	548	560	19	646	703	173	1 934	1 954
Sud	28	696	769	16	446	513	129	1 680	1 734
Sud-ouest	27	475	505	8	56	81	129	997	1 438
Ensemble	221	3 998	4 227	129	3 927	4 191	1798	20 055	21 408

Source : MINTOUL ETS : Nombre d'établissements

Tableau 22. 7: Capacité hôtelière par catégorie et par région en 2008 (suite)

Region	Catégories								
	Trois étoiles			Quatre étoiles			Cinq étoiles		
	Éts	Chambres	Lits	Éts	Chambres	Lits	Éts	Chambres	Lits
Adamaoua	2	86	86	-	-	-	-	-	-
Centre	12	951	1 122	1	159	165	2	436	870
Est	2	78	86	-	-	-	-	-	-
Extreme-nord	11	371	605	-	-	-	-	-	-
Littoral	17	1 217	1 231	4	661	1 023	-	-	-
Nord	9	508	614	-	-	-	-	-	-
Nord-Ouest	5	201	214	-	-	-	-	-	-
Ouest	4	160	209	-	-	-	-	-	-
Sud	4	135	186	1	24	27	-	-	-
Sud-ouest	4	122	221	-	-	-	-	-	-
Ensemble	70	3 829	4 574	6	844	1 215	2	436	870

Source : MINTOUL

Tableau 22. 8: Prix moyen en fcfa des chambres dans les établissements d'hébergement classes du Cameroun en 2005

Categorie	Prix TTC petit déjeuner compris
Hotel 1 étoile	17 500
Hotel 2 étoiles	25 000
Hotel 3 étoiles	40 000
Hotel 4 étoiles	86 500
Hotel 5 étoiles	145 000

Source : MINTOUL

Tableau 22. 9: Arrivées dans les établissements d'hébergement par catégories et résidence au Cameroun en 2008

Origine		Catégorie						Total
		1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	Non Classés	
Nationalités pour non résidents	Camerounaise	4451	3895	3138	1017	685	14637	27823
	Autres Nationalités CEMAC	12890	10962	14215	1670	838	38207	78782
	Autres nationalités africaines	3644	7813	14113	5052	3179	18346	52147
	Allemande	899	1511	2708	522	287	2103	8030
	Française	3908	5509	13727	8873	3316	9287	44620
	Britannique	697	1008	2160	3447	648	10865	18825
	Italienne	221	645	1772	391	310	1226	4565
	Suédoise	57	329	1088	163	17	356	2010
	Belge	424	1093	1691	415	407	1643	5673
	Russe	78	336	961	7	17	2190	3589
	Hollandaise	321	572	1487	210	130	849	3569
	Suisse	253	703	1533	88	353	752	3682
	Autres nationalités Européennes	841	2218	4411	495	757	2383	11105
	USA	1042	1477	3321	883	1706	1793	10222
	Canadienne	126	498	1531	230	262	773	3420
	Nationalités du Moyen Orient	161	607	1202	1092	176	773	4011
	Nationalités asiatiques	788	1697	4288	448	355	2517	10093
	Autres Nationalités Diverses	104	169	841	289	1777	2639	5819
Résidents	Camerounaise	156883	161106	124710	24149	17923	942231	1427002
	Etrangères	11283	7094	18141	1224	2779	21663	62184
TOTAL		199071	209242	217038	50665	35922	1075233	1787171

Source : MINTOUL

Tableau 22. 10: Nuitées dans les établissements d'hébergement par catégories et résidence au Cameroun en 2008

Origine		Catégorie						TOTAL
		1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles	NC	
Nationalités pour non résidents	Nationalités CEMAC	21 780	28 374	35 688	7 722	5 194	72 830	171 588
	Autres nationalités africaines	4 892	11 150	30 040	13 465	10 344	25 469	95 360
	Allemande	1 497	3 579	5 548	1 447	1 048	4 110	17 230
	Française	6 841	10 915	39 765	20 524	11 490	16 224	105 759
	Britannique	1 502	2 075	4 746	8 978	2 013	1 649	20 962
	Italienne	367	1 005	2 917	903	878	2 133	8 203
	Suédoise	92	581	3 169	403	22	426	4 693
	Belge	743	2 198	3 560	1 339	1 552	2 268	11 661
	Suisse	330	1 178	3 527	214	918	1 386	7 553
	Hollandaise	531	999	2 657	593	413	1 135	6 328
	Autres nationalités Européennes	1 727	4 565	8 537	1 330	2 262	3 268	21 688
	USA	1 531	3 006	8 191	3 094	6 205	2 475	24 502
	Canadienne	306	860	3 314	1 028	1 062	988	7 558
	russe	125	471	2 264	35	61	1 657	4 612
	Nationalités asiatiques	597	2 789	10 725	1 056	1 150	3 614	19 932
	moyens orientés	191	1 118	2 387	4 792	443	880	9 811
Divers	175	286	1 334	539	3 729	2 988	9 051	
Résidents	Camerounaise	190 803	252 129	216 525	48 984	34 797	1 049 360	1 792 599
	Etrangères	15 283	12 714	26 971	1 788	2 316	26 551	85 623
TOTAL		249 310	339 995	411 866	118 234	85 897	1 219 411	2 424 713

SOURCE : MINTOUL

Chapitre 23: FINANCES PUBLIQUES

SOMMAIRE

I.	LISTE DES TABLEAUX.....	392
II.	PRÉSENTATION.....	393
III.	MÉTHODOLOGIE	393
IV.	SOURCES DE DOCUMENTATION	393

I. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 23. 1	Ressources budgétaires (En milliards de FCFA) de l'Etat de l'Etat de l'exercice 2013	395
Tableau 23. 2:	Estimations des dépenses budgétaires (en milliards de fcfa) au 31/12/2013.....	396
Tableau 23. 3:	Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2009 à 2014 (En milliards de Francs CFA)	397
Tableau 23. 4:	Ventilation des recettes budgétaires entre 2013 et 2014 (en millions de FCFA).....	398
Tableau 23. 5:	Prévisions des dépenses du budget général de l'Etat en 2014 (en millions francs cfa).....	399
Tableau 23. 6:	Répartition des crédits ouverts par programme en 2013 (en millions de fcfa).....	401
Tableau 23. 7:	Structure des dépenses de l'Etat entre 2011 et 2014 (en milliards de FCFA).....	406
Tableau 23. 8:	Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa).....	407
Tableau 23. 9:	Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa).....	407
Tableau 23. 10:	Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2008 et 2009 (fcfa).....	408
Tableau 23. 11:	Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012 (fcfa).....	409
Tableau 23. 12:	Indicateurs clés.....	410
Tableau 23. 13:	Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016.....	412

II. PRÉSENTATION

L'année 2013 a été marquée par l'entrée en vigueur du budget programme. Cette technique de budgétisation a induit un nouveau mode de prévision des dépenses de l'Etat. A cet effet, les dépenses sont désormais composées des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements. Les Crédits de Paiements correspondent aux ressources budgétaires de l'année tandis que les Autorisations d'Engagement permettent de réaliser les dépenses pour lesquelles les ressources prévisionnelles sont rattachées à plusieurs années. Par ailleurs, le nouveau mode de budgétisation a induit la répartition des dépenses de l'Etat selon les programmes correspondant à l'ensemble des politiques publiques.

Les prévisions des ressources budgétaires pour l'exercice 2013 s'élevaient à 3 236 milliards, dont 2 662 milliards de recettes internes (82,3%) et 574 milliards d'autres recettes (17,7%).

Au 31 décembre 2013, les recettes internes sont estimées à 2 625,4 milliards, 36,4 par rapport à la loi de finances. Elles sont composées de recettes pétrolières et non pétrolières. Les recettes pétrolières sont estimées à 699,7 milliards, dont 530 milliards de redevance SNH et 169,7 milliards d'impôts sur les sociétés pétrolières. Les recettes non pétrolières sont estimées à 1 925,7 milliards. Elles comprennent les impôts et taxes intérieurs, les recettes douanières et les recettes non fiscales.

Les prévisions budgétaires avaient situé les autres recettes à 574 milliards, dont 258 milliards de prêts projets, 66 milliards de dons et 250 milliards d'émission de titres publics. Au décembre 2013, les prêts projets sont estimés à 486,5 milliards et les dons à 40,1 milliards pour les dons.

Les dépenses budgétaires prévisionnelles sur l'année 2013 se situaient à 3 733,6 milliards en Autorisation d'Engagement et 3 236 milliards en Crédits de Paiement.

Au terme de l'exercice 2013, les dépenses budgétaires en termes de crédits de paiement totales sont estimées à 3338,8

Les dotations budgétaires au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 1 439 milliards, dont 803 milliards pour les dépenses de personnel et 636 milliards pour les dépenses de biens et services. Au terme de l'année, les dépenses de fonctionnement sont estimées à 1 983,4 milliards. Les dépenses de personnel se situent à 790,1 milliards, les dépenses de biens et services à 635,4 milliards et les transferts et pensions à 476 milliards.

Au titre des dépenses d'investissement public, la loi de finances 2013 a prévu un montant de 957 milliards en Crédits de Paiement, dont 281 milliards sur financements extérieurs, 611 milliards sur ressources propres et 65 milliards pour les dépenses de restructuration. Au terme

de l'exercice, les paiements au titre des dépenses d'investissement public sont estimés à 1065,9 milliards, dont 492,7 milliards sur financements extérieurs et 513,5 milliards sur ressources propres. Au 31 décembre 2013, les paiements au titre de la dette publique s'élèvent à 289,5 milliards, dont 107,6 milliards pour la dette extérieure et 181,9 milliards pour la dette intérieure.

III. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques des finances publiques sont établies selon une chaîne qui part du cadre macroéconomique au cadre budgétaire.

Le cadrage macroéconomique est élaboré par la Division de la Prévision au Ministère des Finances, en collaboration avec les structures impliquées (MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINTOUL, MINTP, MINT, MINEPAT, INS, SNH, etc.).

Les données relatives au budget de l'Etat sont établies par la Direction Générale du Budget (MINFI), en collaboration étroite avec le MINEPAT en ce qui concerne le Budget d'Investissement Public (BIP). Au niveau de la Direction du Budget,

La fixation des prévisions des recettes se fait en conformité avec le cadrage macroéconomique et avec toute autre orientation relative aux Finances Publiques. Les recettes inscrites au Budget de l'Etat sont recouvrées par les différentes Régies des Finances. Les dépenses également prévues par le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) sont réparties par chapitre budgétaire. Pour la ventilation des crédits par programmes, les statistiques sont élaborées en étroite collaboration avec les administrations sectorielles ayant un chapitre dans le Budget de l'Etat. Cette collaboration se traduit par des conférences budgétaires, où le projet de budget de chaque Administration est progressivement configuré. De manière particulière, les statistiques relatives à la solde sont élaborées par la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions.

Pour l'essentiel, ces statistiques figurent dans les différentes lois de finance. La Loi de Finance, adoptée par le Parlement et promulguée par le Chef de l'Etat, comprend les prévisions de recettes par catégorie, et les crédits ouverts par chapitre budgétaire et par programme. Elle comprend aussi des annexes donnant la situation économique, sociale et financière du Cameroun sur une ou plusieurs années.

IV. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les documents ayant servi à élaborer ce chapitre proviennent de la Direction Générale du Budget (Ministère des Finances) pour les lois de finances des

exercices 2013 et 2014 ; de la Direction des Affaires Economiques (Prévision) du MINFI pour les estimations de 2013, de la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions pour les résultats globaux sur la

solde et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour la dette.

TABLEAUX

Tableau 23. 1 Ressources budgétaires (En milliards de FCFA) de l'Etat de l'Etat de l'exercice 2013

Rubrique	Loi de finance 2013	Estimations au 31/12/2013	Taux d'exécution (en %)
A- RECETTES INTERNES	2662,0	2625,40	98,6
I-Recettes pétrolières	705,0	699,7	99,2
1-Redevance SNH	533,0	530,0	99,4
2- IS pétrole	172,0	169,7	98,7
II- Recettes non pétrolières	1957,0	1925,7	98,4
1- Recettes Fiscales	1852,0	1828,9	98,8
a- Recettes des impôts et taxes	1214,0	1231,6	101,4
dont - IRPP	204,0	231,9	113,7
- TVA	428,0	424,3	99,1
- IS non pétrole	269,0	258,4	96,1
- Droits d'accises	97,0	95,6	98,6
- Droits d'enregistrement et timbre	70,0	73,8	105,4
- TSPP	109,0	109,6	100,6
b- Recettes douanières	638,0	597,3	93,6
dont - Droit de douane à l'importation	282,7	268,3	94,9
- TVA import	323,0	292,8	90,7
- Droits d'accises à l'importation	17,5	14,8	84,6
- Droits de sortie	8,3	11,3	136,1
2- Recettes non fiscales	105,0	96,8	92,2
B- AUTRES RECETTES	574,0	574,0	100,0
- Prêts projets	258,0	258,0	100,0
- Dons	66,0	66,0	100,0
dont C2D	43,0	43,0	100,0
- Emission de titres publics	250,0	250,0	100,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3236,0	3152	97,4

Sources : MINFI/DAE, Loi de finances 2014

Tableau 23. 2: Estimations des dépenses budgétaires (en milliards de fcfa) au 31/12/2013

Rubrique	Loi de finance 2013	Estimations au 31/12/13	Taux d'exécution (en %)
I-Dépenses courantes	1965,0	1983,4	100,9
Dép. personnel	803,0	790,1	98,4
Dép. Biens & Services	636,0	635,4	99,9
dont - C2D	13,0	13,0	100,0
Transferts et pensions	526,0	557,9	106,1
II- Dépenses d'investissement	957,0	1065,90	111,4
Sur financements extérieurs	281,0	492,7	175,3
Sur ressources propres	611,0	513,5	84,0
1- Investissement hors C2D	581,0	581,0	100,0
2- C2D	30,0	30,0	100,0
Dépenses de restructurations	65,0	59,7	91,8
III- Service de la dette publique	314,0	289,5	92,2
Dette extérieure	92,8	107,6	115,9
Dette intérieure	221,2	181,9	82,2
dont - amortissement du principal	51,3	86,3	168,2
- Remboursement crédits TVA	79,0	64	81,0
- Arriérés intérieurs	26,1	21,0	80,5
- Remboursement Emprunt obligataire	50,0	50,0	100,0
Total dépenses budgétaires	3236,0	3338,8	103,2

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2013

Tableau 23. 3: Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2009 à 2014 (En milliards de Francs CFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013e	L,f 2014p
A -Recettes totales (i+ii)	2080,8	2410,4	2589,2	2802,4	3152,0	3312,0
I -Recettes internes	1882,5	1936,9	2259,7	2400,9	2625,4	2703,0
1-Recettes pétrolières	507,3	497,0	637,9	659,4	699,7	718,0
- Redevance SNH	318,5	413,0	541,2	498,8	530,0	546,0
- Impôts/stés pétrolières	188,8	84,0	96,7	160,6	169,7	172,0
2-Recettes non pétrolières	1375,2	1439,9	1621,8	1741,5	1925,7	1985,0
- Impôts et taxes	827,1	855,6	990,3	1053,2	1231,6	1240,0
- Recettes douanières	466,5	503,5	545,3	595,5	597,3	638,0
- Recettes non fiscales	81,6	80,8	86,2	94,0	96,8	107,0
II - Autres recettes	198,3	473,5	329,5	401,5	526,6	609,0
- Prêts projets	44,6	89,9	86,6	177,5	486,5	274,0
- Dons	86,9	71,3	66,4	55,0	40,1	55,0
- Emission de titres publics		200,0	50,0	0,0	250,0	280,0
B - Dépenses totales (i+ii+iii)	2080,8	2354,5	2735,3	2802,4	3338,8	3312,0
I - Dépenses courantes	1459,8	1565,4	1721,6	1749,3	1983,4	2009,2
1- Dépenses de personnel	629,3	634,1	681,4	706,1	790,1	835,0
2- Achats sur biens et services	541,0	609,7	545,6	567,3	635,4	641,0
3- Transferts et subventions	289,5	321,6	494,6	475,9	605,8	533,2
Pensions	104,3	116,6	137,5	136,7	152,0	155,0
II- dépenses en capital	440,6	418,8	694,9	741,0	1065,8	1000,0
1- Dépenses sur financement extérieur	72,8	99,7	163,0	189,1	492,7	291,0
2- Dépenses sur ressources internes	355,9	277,1	496,8	490,4	513,5	639,0
3- Dépenses de restructurations	11,9	42,0	35,1	61,5	59,7	70,0
III- Dette publique	191,8	370,3	318,8	341,4	289,5	302,8
1- Dette extérieure	96,7	86,2	88,6	101,4	107,6	104,4
2- Dette intérieure	95,1	284,1	230,2	240,0	181,9	198,4

Source : MINFI/DAE

Tableau 23. 4: Ventilation des recettes budgétaires entre 2013 et 2014 (en millions de FCFA)

Libellés	2013	2014	Variations (en %)
I- Recettes propres	2 662 000	2 703 000	1,5
A- Recettes fiscales	1 852 030	1 878 030	1,4
721 Impôts sur les revenus des personnes physiques	174 500	176 600	1,2
723 Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	269 000	272 000	1,1
724 Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées	49 000	52 000	6,1
728 Impôts sur les mutations et les transactions	35 000	38 000	8,6
730 Taxe sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires	751 000	760 800	1,3
731 Taxes sur des produits déterminés et droits d'accises	223 500	227 500	1,8
732 Taxes sur des services déterminés	5 300	5 000	-5,7
733 Impôts sur le droit d'exercer une activité	6 900	7 900	14,5
734 Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou	30	30	0,0
735 Autres impôts et taxes sur les biens et services	10 300	7 500	-27,2
736 Droits et taxes à l'importation	282 710	285 880	1,1
737 Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur	14 790	11 620	-21,4
738 Droit d'enregistrement et de timbre	30 000	33 200	10,7
B- autres recettes	809 970	824 970	1,9
171 Remboursements à l'Etat de la dette avalisée	3 017	0	-100
172 Remboursements à l'Etat de la dette rétrocédée	3 943	0	-100
710 Droits et frais administratifs	12 253	13 453	9,8
714 Ventes accessoires de biens	79	79	0,0
716 Ventes de prestations de services	13 566	16 666	22,9
719 Loyers des immeubles et revenus des domaines	3 681	3 981	8,1
741 Revenus du secteur pétrolier	715 000	733 000	2,5
745 Produits financiers à recevoir	19 416	18 376	-5,4
761 Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires	38 000	38 000	0,0
771 Amendes et condamnations pécuniaires	1 015	1 415	39,4
li-emprunts et dons	574 000	609 000	6,1
150 Tirages sur les emprunts multilatéraux directs à l'extérieur	173 093	101 719	-41,2
151 Tirages sur les emprunts bilatéraux directs à l'extérieur	84 907	172 281	102,9
161 Emissions des bons du trésor supérieurs à deux ans	250 000	280 000	12,0
769 Dons exceptionnels de la coopération internationale	66 000	55 000	-16,7
Total général des recettes de l'Etat	3 236 000	3 312 000	2,3

Source : LOI DE FINANCES 2014

Tableau 23. 5: Prévisions des dépenses du budget général de l'Etat en 2014 (en millions de francs cfa)

Chapitres		BF		BIP		Total		Variations (en %)
		2013	2014	2013	2014	2013 (1)	2014 (2)	
1	Présidence de la République	43 898	41 741	8	10 500	52 698	52 241	-0,9
2	Services rattachés à la	9 101	9 219	500	1 300	9 601	10 519	9,6
3	Assemblée Nationale	13 871	14 071	4	4 000	17 871	18 071	1,1
4	Services du Premier Ministre	11 512	10 630	2	3 800	14 312	14 430	0,8
5	Conseil Economique et Social	1 137	1 137	700	700	1 837	1 837	0,0
6	Relations extérieures	26 141	26 355	2	2 500	28 641	28 855	0,7
7	Administration territoriale et	27 784	30 010	8	10 500	36 384	40 510	11,3
8	Justice	30 619	42 187	2	4 072	33 119	46 259	39,7
9	Cour Suprême	3 847	3 910	500	500	4 347	4 410	1,4
10	Marchés Publics	19 419	19 255	3	3 500	22 919	22 755	-0,7
11	Contrôle Supérieur de l'Etat	3 646	4 057	700	900	4 346	4 957	14,1
12	Délégation Générale à la Sureté Nationale	79 411	80 600	6 000	6 000	85 411	86 600	1,4
13	Défense	185 529	189 922	8	8 600	194 079	198 522	2,3
14	Arts et culture	2 888	2 922	850	1 000	3 738	3 922	4,9
15	Education de base	151 018	153 970	20	20 610	171 118	174 580	2,0
16	Sport et éducation physique	13 951	13 541	5	8 000	19 901	21 541	8,2
17	Communication	6 258	6 468	3	3 900	10 158	10 368	2,1
18	Enseignement Supérieur	32 201	32 884	16	16 368	48 201	49 252	2,2
19	Recherche scientifique et	6 731	6 926	5	5 334	11 731	12 260	4,5
20	Finances	40 668	41 585	8	8 250	48 868	49 835	2,0
21	Commerce	4 041	4 094	1	1 500	5 541	5 594	1,0
22	Economie, planification et aménagement du territoire	12 639	9 603	33 790	38 199	46 429	47 802	3,0
23	Tourisme et loisirs	3 187	2 979	6	6 300	9 487	9 279	-2,2
25	Enseignements secondaires	203 161	211 837	17	20 791	220 161	232 628	5,7
26	Jeunesse et éducation civique	5 102	5 373	3	3 673	8 702	9 046	4,0
28	Environnement, protection de la nature et développement durable	2 856	2 961	3 500	3 500	6 356	6 461	1,7
29	Mines, industrie et développement technologique	4 841	3 878	4 000	5 500	8 841	9 378	6,1
30	Agriculture et développement	40 391	41 056	55	57 305	95 520	98 361	3,0
31	Elevage, pêches et industries animales	14 114	13 593	14 652	16 330	28 766	29 923	4,0
32	Eau et Energie	5 494	5 579	102	103	107 794	108 796	0,9
33	Forêts et faune	13 011	12 954	3	4 871	16 511	17 825	8,0
35	Emploi et formation	4 495	3 672	8	12 805	13 236	16 477	24,5
36	Travaux publics	68 735	65 864	184	196	252 735	262 592	3,9
37	Domaines, cadastre et affaires foncières	13 513	13 723	6 000	7 106	19 513	20 829	6,7

Chapitres		BF		BIP		Total		Variations (en %)
		2013	2014	2013	2014	2013 (1)	2014 (2)	
38	Habitat et développement urbain	18 155	17 807	58	62 381	76 904	80 188	4,3
39	Petites et moyennes entreprises,	3 725	4 788	5	6 989	9 714	11 777	21,2
40	Santé publique	90 948	91 370	71	74 500	162 448	165 870	2,1
41	Travail et sécurité sociale	3 519	3 663	650	700	4 169	4 363	4,7
	Affaires sociales	4 974	4 566	650	1 666	5 624	6 232	10,8
43	Promotion de la femme et de la famille	3 803	3 841	650	733	4 453	4 574	2,7
45	Postes et télécommunications	10 884	11 859	27	27 400	38 684	39 259	1,5
46	Transports	5 249	5 351	2	2 500	7 749	7 851	1,3
50	Fonction publique et réforme administrative	12 097	11 160	900	1 445	12 997	12 605	-3,0
51	Elections Cameroon	10 200	9 636	2	1 500	12 200	11 136	-8,7
52	Commission nationale des droits de l'homme et des libertés	720	720	400	500	1 120	1 220	8,9
53	Senat	0	12 200	0	3 000		15 200	-
95	Report	0	2 000	0	5 000		7 000	-
	Marge						0	-
	Chapitres organismes	1 269	1 307	725	786	1 994	2 093 990	5,0
55	Pensions					152 000	155 000	2,0
60	Subventions et contributions					345 450	348 200	0,8
65	Dépenses communes					198 066	198 483	0,2
	Chapitres communs fonctionnement					695 516	701 683	0,9
	Total dépenses courantes (a)					1 965	2 009 200	2,2
						2013	2014	0,0
5	Dette publique extérieure					92 800	104 400	12,5
	- principal					58 700	80 900	37,8
	- intérêts					34 100	23 500	-31,1
5	Dette publique intérieure					221 200	198 400	-10,3
	- principal					206 400	183 100	-11,3
	- intérêts					14 800	15 300	3,4
	Total service de la dette (b)					314 000	302 800	-3,6
						2013	2014	0,0
9	Participations					45 000	45 000	0,0
9	Réhabilitation / restructuration					20 000	25 000	25,0
9	Interventions en investissement					166 550	143 527	-13,8
	Dépenses en capital organismes					725 450	786 473	8,4
	Dont financement extérieur					281 000	291 000	3,6
	Total opérations de développement (c)					957 000	1 000 000	4,5
	Total général des dépenses de l'Etat (a+b+c)					3 236	3 312 000	2,3

SOURCE : MINFI/DAE

Tableau 23. 6: Répartition des crédits ouverts par programme en 2013 (en millions de fcfa)

N° ordre	Programme	AE	CP
	Présidence de la République	52 698	52 698
1	001-Formulation et coordination de l'action présidentielle	18 434	18 434
2	002-Protection présidentielle et intégrité du territoire	8 618	8 618
3	003-Gouvernance et gestion interne de la Présidence de la République	25 646	25 646
	Services rattachés à la Présidence de la République	9 601	9 601
4	016-Formulation et coordination de l'action présidentielle	3 845	3 845
5	018-Gouvernance et gestion interne des services rattachés à la Présidence de la République	5 756	5 756
	Assemblée Nationale	17 871	17 871
6	032-Renforcement du contrôle parlementaire de l'action gouvernementale	5 000	5 000
7	033-Gouvernance et gestion interne de l'Assemblée Nationale	12 871	12 871
	Services du premier ministre	14 562	14 312
8	046-Direction et coordination de l'action gouvernementale	1 498	1 498
9	047-Administration et modernisation des services internes et rattachés aux services du Premier Ministre	13 064	12 814
	Conseil Economique et Social (CES)	1 837	1 837
10	061-Pilotage et développement des missions confiées au CES	884	884
11	062-Renforcement des capacités fonctionnelles du CES	953	953
	MINREXT	28 984	28 641
12	077-Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des Camerounais de l'étranger et de la diaspora	16 184	16 184
13	078-Dynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée	1 650	1 650
14	076-gouvernance de l'action diplomatique	11 150	10 807
	MINATD	39 649	36 384
15	092-Modernisation de l'administration du territoire	20 005	18 740
16	094-Renforcement des mesures de protection civile	3 554	3 554
17	095-Administration et gouvernance du MINATD	9 296	9 296
18	093-Approfondissement du processus de décentralisation	6 794	4 794
	MINJUSTICE	41 300	33 119
19	107-Gouvernance et gestion du sous-secteur justice	10 122	9 141
20	108-Consolidation de l'Etat de droit	12 306	11 906
21	110-Appui à la lutte contre la corruption et les atteintes à la fortune publique	11 139	4 339
22	109-Amélioration de la politique pénale et pénitentiaire	7 733	7 733
	Cour Suprême	4 347	4 347
23	121-Administration et gestion des services de la cour suprême	3 242	3 242
24	122-Contrôle de la transparence financière, de la gestion budgétaire et de la qualité des comptes publics	615	615
25	123-Contribution à la consolidation de l'Etat de droit	490	490
	MINMAP	25 519	22 919
26	715-Passation des marchés publics	6 612	6 612

N° ordre	Programme	AE	CP
27	716-Contrôle de l'exécution des marchés publics	4 730	4 730
28	717-Renforcement des moyens d'accompagnement et gouvernance du MINMAP	14 177	11 577
	Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)	4 346	4 346
29	136-Amélioration du cadre institutionnel, juridique et méthodologique du contrôle administratif en vue de son arrimage aux standards internationaux	403	403
30	137-Renforcement de la lutte contre les atteintes à la fortune publique	1 259	1 259
31	138-Pilotage et renforcement des capacités opérationnelles du MINCONSUPE	2 684	2 684
	DGSN	87 310	85 411
32	151-Consolidation de la sécurité publique	7 631	7 090
33	152-Pilotage et renforcement des moyens d'accompagnement de la DGSN	75 843	74 795
34	154-Renforcement de la surveillance des frontières	1005	891
35	155-Amélioration des méthodes et techniques de recherche du renseignement	2 831	2 635
	MINDEF	197 174	194 079
36	168-Coordination et pilotage de la politique de défense nationale	44 365	44 166
37	166-Renforcement de la défense du territoire	101 158	100 429
38	169-Participation des forces armées à l'action nationale de développement	1 355	1 355
39	170-Participation de la défense nationale à la protection des personnes et des biens	50 296	48 129
	MINAC	4 888	3 738
40	181-Conservation de l'art et de la culture camerounaise	351	341
41	182-Développement des actifs de la propriété littéraire et artistique	1051	567
42	183-Renforcement des moyens d'accompagnement du sous-secteur arts et culture	3 486	2 830
	MINEDUB	171 818	171 118
43	198-Gestion et gouvernance éducative	24 736	24 036
44	196-Universalisation du cycle primaire	100 126	100 126
45	197-Appui au développement du préscolaire	10 837	10 837
46	199-Alphabétisation, éducation non formelle et promotion des langues nationales	36 119	36 119
	MINSEP	19 997	19 901
47	213-Administration et pilotage des programmes du sous-secteur sports et éducation physique	4 568	4 568
48	211-Encadrement du mouvement sportif	9 054	9 054
49	212-Développement des infrastructures sportives	6 375	6 279
	MINCOM	14 315	10 158
50	226-Amélioration de l'offre et de l'accès à l'information	10 676	6 518
51	228-Pilotage et coordination du sous-secteur de la communication	3 639	3 640
	MINESUP	64 233	48 201
52	244-Amélioration de la gouvernance du système de l'enseignement supérieur et de la gestion des flux	34 440	32 478
53	241-Développement de la composante technologique et professionnelle de l'enseignement supérieur	21 017	12 247
54	242-Modernisation et professionnalisation des établissements facultaires classiques	7 525	2 225
55	243-Structuration, amélioration et valorisation de la recherche et de l'innovation universitaires et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur	1 251	1 251

N° ordre	Programme	AE	CP
	MINRESI	12 263	11 731
56	256-Recherche et développement agricole	5 860	5 560
57	257-Recherche et développement technologique, géologique et minier	1 891	1 841
58	258-Recherche et développement social	1 601	1 419
59	259-Appui à la politique du sous-secteur recherche et innovation	2 911	2 911
	MINFI	51 211	48 868
60	275-Coordination administrative, modernisation des services et promotion de la gouvernance au MINFI	12 618	11 688
61	271-Optimisation des recettes non pétrolières, amélioration du climat des affaires et protection de l'espace économique national	12 954	12 783
62	272-Gestion de la trésorerie de l'Etat et de la dette, comptabilité publique et financement de l'économie	14 931	13 689
63	274-Modernisation de la gestion budgétaire de l'Etat	10 708	10 708
	MINCOMMERCE	6 171	5 541
64	286-Développement des exportations	680	680
65	287-Régulation du marché intérieur	2 312	1 682
66	288-Management des ressources du MINCOMMERCE	3 179	3 179
	MINEPAT	57 229	46 429
67	301-Administration et gouvernance du MINEPAT	17 265	17 214
68	302-Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance	2 206	2 206
69	304-Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire	36 102	25 353
70	305-Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	1 656	1 656
	MINTOUL	19 227	9 487
71	317-Développement de l'offre de tourisme et des loisirs	14 180	5 470
72	318-Promotion du tourisme et des loisirs	956	956
73	319-Renforcement du cadre institutionnel de développement du tourisme et de loisirs	793	623
74	320-Administration et gouvernance du MINTOUL	3 298	2 438
	MINESEC	222 891	220 161
75	334-Gouvernance et partenariat du MINESEC	193 104	190 374
76	333-Développement de l'enseignement secondaire normal	823	823
77	331-Développement de l'enseignement secondaire général	18 505	18 505
78	332-Développement de l'enseignement secondaire technique et professionnel	10 459	10 459
	MINJEC	24 184	8 702
79	346-Education civique et insertion sociale des jeunes	10 165	4 165
80	348-Gouvernance et développement institutionnel du MINJEC	1 824	1 744
81	347-Promotion économique des jeunes	12 195	2 793
	MINEPDED	6 626	6 356
82	361-Désertification et changements climatiques	2 882	2 882
83	362-Gestion durable de la biodiversité	838	838
84	363-Lutte contre les pollutions et les nuisances et substances chimiques nocives et/ou dangereuses	389	389
85	364-Pilotage et administration du MINEPDED	2 517	2 247

N° ordre	Programme	AE	CP
	MINIMIDT	8 841	8 841
86	379-Renforcement des moyens d'accompagnement du MINIMIDT	3 989	3 989
87	376-Valorisation des ressources minières et géologiques	2 262	2 262
88	377-Diversification et amélioration de la compétitivité des filières industrielles	2 220	2 220
89	378-Valorisation des inventions, innovations technologiques et actifs de la propriété industrielle	370	370
	MINADER	101 686	95 520
90	392-Amélioration de la productivité et compétitivité des filières	46 937	46 937
91	393-Modernisation des infrastructures rurales et des facteurs de productions agricoles	16 958	10 792
92	394-Gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture	1 027	1 027
93	391-Développement institutionnel et renforcement des capacités du MINADER	36 764	36 764
	MINEPIA	29 550	28 766
94	406-Développement des productions et des industries animales	10 177	10 177
95	407-Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	4 626	4 626
96	409-Pilotage et amélioration du cadre institutionnel du MINEPIA	9 985	9 201
97	408-Développement des productions halieutiques	4 762	4 762
	MINEE	176 166	107 794
98	424-Renforcement des moyens d'accompagnement des sous-secteurs eau et énergie	4 849	4 729
99	423-Accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide	65 832	64 502
100	421-Offre d'énergie	100 294	34 502
101	422-Accès à l'énergie	5 191	4 061
	MINFOF	18 161	16 511
102	961-Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	8 739	7 089
103	962-Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées	4 122	4 122
104	963-Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	1 214	1 214
105	960-Pilotage, gestion institutionnelle et gouvernance du sous-secteur forêts et faune	4 086	4 086
	MINEFOP	13 736	13 236
106	452-Promotion de l'emploi décent	2 260	2 219
107	453-Développement de la formation professionnelle	3 622	3 326
108	454-Renforcement de l'efficacité des moyens d'actions du MINEFOP	7 854	7 691
	MINTP	516 219	252 735
109	467-Construction du réseau routier	358 137	135 784
110	468-Maintenance du réseau routier	117 477	82 846
111	469-Renforcement de l'ingénierie de la construction	1 183	1 183
112	470-Renforcement institutionnel du MINTP	39 422	32 922
	MINDCAF	23 350	19 513
113	481-Modernisation du cadastre	3 057	3 057
114	482-Protection et développement du patrimoine de l'Etat	8 800	8 420
115	483-Constitution des réserves foncières et lotissements domaniaux	7 317	3 860

N° ordre	Programme	AE	CP
116	484-Amélioration de la gouvernance et des conditions de travail au MINDCAF	4 176	4 176
	MINH DU	137 501	76 904
117	499-Pilotage et administration de la politique du sous-secteur urbain	12 344	8 973
118	496-Développement de l'habitat	6 224	5 124
119	497-Amélioration de la gouvernance et de l'environnement urbains	19 126	17 293
120	498-Développement des infrastructures de transport urbain	99 807	45 514
	MINPMEESA	9 714	9 714
121	511-Amélioration de la compétitivité des pme	1 207	1 207
122	512-Promotion de l'initiative privée et amélioration du climat des affaires en faveur des pme	4 209	4 209
123	513-Promotion de l'entrepreneuriat collectif et amélioration des performances des TPE et de l'artisanat	1 281	1 281
124	514-Renforcement des capacités du MINPMEESA	3 017	3 017
	MINSANTE	164 747	162 448
125	530-Gouvernance et amélioration des conditions de travail au MINSANTE	76 283	76 283
126	528-Viabilisation du district de santé	33 804	32 065
127	526-Santé de la mère, de l'adolescent et de l'enfant	25 103	25 103
128	527-Lutte contre la maladie et promotion de la santé	29 557	28 997
	MINTSS	4 169	4 169
129	541-Promotion de la sécurité sociale pour le grand nombre	141	141
130	542-Amélioration de la protection du travail	1 033	1 033
131	543-Gouvernance et pilotage du sous-secteur travail et sécurité sociale	2 995	2 995
	MINAS	5 624	5 624
132	560-Gestion et gouvernance sociales	4 134	4 134
133	557-Protection sociale et prévention des déficiences, de l'inadaptation sociale, des risques et fléaux sociaux	549	549
134	559-Solidarité nationale et justice sociale	941	941
	MINPROFF	4 827	4 453
135	572-Développement de la famille	632	632
136	571-Promotion de la femme et du genre	2 278	2 278
137	573-Développement institutionnel et gouvernance du sous-secteur femme et famille	1 917	1 543
	MINPOSTEL	42 640	38 684
138	586-Densification du réseau et amélioration de la couverture nationale postale	5 881	2 426
139	587-Développement et optimisation des réseaux et services des télécommunications et tic	30 880	30 655
140	588-Soutien à la politique du sous-secteur postes et télécommunications	5 879	5 603
	MINT	9 085	7 749
141	607-Développement et réhabilitation des infrastructures de base	2 387	2 387
142	602-Amélioration du système de sûreté et sécurité des différents modes de transports et amélioration du système de collecte des données météorologiques	3 453	2 537
143	603-Amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la bonne gouvernance au MINT	3 245	2 825
	MINFOPRA	12 997	12 997
144	616-Amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat	832	832

N° ordre	Programme	AE	CP
145	617-Approfondissement de la réforme administrative	274	274
146	618-Administration et pilotage du MINFOPRA	11 891	11 891
	Election's Cameroon	12 200	12 200
147	631-Coordination et pilotage des élections au Cameroun	12 200	12 200
	Comite National des Droits de l'Homme et des Libertés	1 120	1 120
148	646-Coordination et pilotage de la CNDHL	1 120	1 120
	Pensions	152 000	152 000
149	661-Pensions	152 000	152 000
	Dettes publiques extérieures	92 800	92 800
150	667-Remboursement de la dette publique extérieure	92 800	92 800
	Dettes publiques intérieures	221 200	221 200
151	673-Remboursement de la dette publique intérieure	221 200	221 200
	Subventions et contributions	345 450	345 450
152	679-Subventions et contributions	345 450	345 450
	Dépenses communes de fonctionnement	198 066	198 066
153	685-Dépenses communes de fonctionnement	198 066	198 066
	Participations et réhabilitation	45 000	45 000
154	697-Participations dans les entreprises	45 000	45 000
	Réhabilitation et restructuration	20 000	20 000
155	703-Réhabilitation et restructuration	20 000	20 000
	Dépenses communes d'investissement	166 550	166 550
156	709-Interventions en investissement	166 550	166 550
	Total	3 733 650	3 236 000

Source : MINFI/DGB

Tableau 23.7: Structure des dépenses de l'Etat entre 2011 et 2014 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	Variation 2013-2014	
					%	Absolue
Dépenses de personnel	665,0	735,0	802,5	835,0	4,0	32,5
Achats de biens et services	479,2	559,2	665,0	671,0	0,9	6,0
Transferts et subventions	378,8	426,0	497,5	503,2	1,1	5,7
Dépenses en capital	677,2	792,2	957,0	1 000	4,5	43,0
Dette Publique	370,8	287,6	314,0	302,8	-3,6	-11,2
TOTAL	2 571	2 800	3 236	3 312	2,3	76,0

Source : MINFI/DGB

Tableau 23. 8: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa)

Budget consolidé	2007			2008			2009		
	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)
Recettes	1 861 000 000 000	2 118 693 706 968	113,8	2 482 000 000 000	2 353 990 394 932	94,8	2 301 400 000 000	2 096 060 946 118	91,1
Dépenses	1 861 000 000 000	1 529 845 656 938	82,21	2 482 000 000 000	2 054 539 861 733	82,8	2 301 400 000 000	2 041 591 207 044	88,7
Solde		588 848 050 030			299 450 533 199			54 469 739 074	

Source : MINFI/DGTFCM, DAE

Tableau 23. 9: Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2007 à 2009 (fcfa)

Budget consolidé	2010			2011			2012		
	Prévisions (en millions)	Réalisations	Taux de réal. (%)	Prévisions (en millions)	Réalisations	Taux de réal. (%)	Prévisions (en millions)	Réalisations	Taux de réal. (%)
Recettes	2 520 600	2 340 351 834 587	92,85	2 571 000	2 531 754 050 964	98,47	2 800 000	2 751 116 362 685	98,25
Dépenses	2 520 600	2 332 470 662 771	92,54	2 571 000	2 454 250 747 633	95,46	2 800 000	2 724 823 831 702	97,32
Solde		7 881 171 816			299 450 533 199			26 292 530 983	

Source : MINFI/DGTFCM, DAE

Tableau 23. 10: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2008 et 2009 (fcfa)

Libellés	2008				2009			
	Dotations initiales	Dotations finales	Ordonnancements	Taux (%)	Dotations initiales	Dotations finales	Ordonnancements	Taux (%)
souveraineté	133 547 437 000	122 619 999 852	105 083 866 337	85,7	142 269 128 000	142 263 315 669	124 845 872 242	94,7
défense et sécurité	211 320 957 000	207 995 197 705	186 283 697 427	89,6	231 389 008 000	229 720 482 979	213 017 163 462	92,7
administration générale et financière	327 771 788 000	356 921 981 862	279 012 853 188	78,2	271 568 552 000	308 683 194 864	268 415 604 134	87,0
éducation, formation et recherche	376 610 331 000	414 301 378 614	355 429 586 803	85,8	454 445 875 000	450 103 734 790	415 988 367 077	92,4
communication, sports et loisirs	37 621 445 000	34 387 625 000	27 908 764 453	81,2	35 804 500 000	35 285 818 500	29 827 208 513	84,5
santé	103 561 823 000	104 566 429 421	81 282 658 128	77,7	164 826 436 000	162 633 385 926	123 121 100 801	75,7
affaires sociales	17 130 000 000	16 168 450 000	13 161 561 035	81,2	21 300 000 000	21 053 731 600	14 828 638 010	70,4
infrastructures	285 098 574 000	325 214 445 240	208 286 586 918	64,0	325 237 604 000	316 740 760 030	269 212 293 587	85,0
production et commerce	173 531 711 000	291 923 856 406	217 596 221 468	74,5	206 134 763 000	187 664 637 687	158 994 949 664	84,7
dépenses non réparties par fonctions	609 805 934 000	607 900 635 900	580 494 065 978	95,5	448 424 134 000	447 250 937 955	423 340 009 554	94,7
totaux	2 276 000 000 000	2 482 000 000 000	2 054 539 861 733	82,8	2 301 400 000 000	2 301 400 000 000	2 041 591 207 044	88,7

Source : MINFI/DGTFCM, DAE

Tableau 23. 11: Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012 (fcfa)

Libellés	2010			2011			2012		
	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)
Souveraineté	149 806 226 274	138 646 145 853	92,6	132 559 294 886	128 373 647 107	96,8	148 154 190 000	140 889 632 329	95,1
Défense et Sécurité	223 206 239 001	210 991 392 877	94,5	232 910 330 173	226 645 944 960	97,3	260 817 428 000	254 067 799 572	97,4
Administration générale et financière	446 605 864 344	413 873 731 446	92,7	436 958 074 585	431 743 199 583	98,8	529 679 997 000	518 034 796 263	97,8
Education, Formation et Recherche	418 561 870 503	395 928 454 382	94,6	378 926 631 993	373 768 694 870	98,6	469 807 889 000	459 629 756 815	97,8
Communication, Sports et Loisirs	31 741 618 276	30 496 471 529	96,1	28 592 723 522	24 580 254 436	86,0	36 330 343 000	32 321 133 794	89,0
Santé	166 557 802 587	158 974 683 585	95,4	185 128 522 000	166 302 908 309	89,8	162 036 015 000	155 621 782 667	96,0
Affaires Sociales	15 145 510 752	13 392 014 555	88,4	11 972 800 000	11 640 601 936	97,2	13 027 500 000	11 217 857 884	86,1
Infrastructures	324 959 121 003	301 525 670 238	92,8	374 762 515 548	334 304 788 831	89,2	414 555 205 000	405 038 591 880	97,7
Production et Commerce	246 463 080 083	238 690 448 020	96,8	282 339 157 687	255 215 738 825	90,4	340 567 299 000	324 274 216 548	95,2
Dépenses non réparties par fonctions	497 552 667 177	429 951 650 286	86,4	406 849 949 606	401 674 968 775	98,7	425 024 134 000	423 728 263 950	99,7
				100 000 000 000	100 000 000 000	100,0			
Totaux	2 520 600 000 000	2 332 470 662 771	92,5	2 571 000 000 000	2 454 250 747 633	95,5	2 800 000 000 000	2 724 823 831 702	97,3

Tableau 23. 12: Indicateurs clés

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB à prix courant (milliards de FCFA)	11040	11700	12546	13515	14368	15508
PIB pétrolier	789	757	941	1075	973	1349
PIB non pétrolier	10251	10943	11605	12440	13396	14159
PIB à prix constant	8867	9157	9536	9973	10517	11159
PIB pétrolier	421	368	342	354	355	490
PIB non pétrolier	8445	8788	9194	9620	10162	10669
	Croissance annuelle (en %)					
PIB à prix constant	1,9	3,3	4,1	4,6	5,5	6,1
PIB pétrolier	-13,6	-12,6	-7,3	3,5	0,4	37,9
PIB non pétrolier	2,9	4,1	4,6	4,6	5,6	5,0
Prix						
Déflateur du PIB	3,8	2,7	3,1	3,1	0,9	1,8
Déflateur du PIB pétrolier	0,3	9,7	34,0	10,3	-9,8	0,5
Déflateur du PIB non pétrolier	4,5	2,6	1,4	2,5	1,9	0,7
Prix à la consommation	3,0	1,3	2,9	2,4	2,1	3,0
Prix des exportations	-15,4	26,3	24,3	1,6	-7,2	-2,8
<i>dont prix du pétrole camerounais</i>	-29,1	31,3	27,0	9,1	-4,1	0,5
Prix des importations	3,1	9,2	2,2	10,3	-1,4	2,7
Termes de l'échange	-18,5	17,0	22,1	-8,6	-5,8	-5,5
Répartition sectorielle						
Secteur Primaire	2,9	6,0	3,1	2,7	3,7	3,6
Secteur Secondaire	-2,5	0,5	1,6	4,9	6,5	11,0
<i>dont pétrole</i>	-13,6	-12,6	-7,3	3,5	0,4	37,9
Secteur Tertiaire	3,5	4,0	5,5	5,5	5,7	4,7
Les composantes de la demande						
Consommation	3,3	5,0	5,3	5,4	5,8	4,5
<i>Privée</i>	3,1	4,6	5,3	5,4	6,4	3,8
<i>Publique</i>	13,1	8,1	4,5	1,6	1,1	9,1
FBCF	3,5	10,7	12,1	1,4	5,6	10,3
<i>Privée</i>	-0,7	3,7	6,2	4,0	5,9	9,6
<i>Publique</i>	-16,2	-31,0	76,6	-4,2	3,9	15,9
Exportations B&S	-12,5	7,8	2,2	-1,3	4,3	3,4
<i>pétrole brut</i>	-13,1	-12,6	-7,3	5,4	0,4	37,9
<i>hors pétrole</i>	-13,3	10,4	1,8	-1,9	4,2	1,1
Importations B&S	-2,7	-2,3	3,5	-3,0	2,5	2,5
	En pourcentage du PIB					
Répartition sectorielle						
Secteur Primaire	21,7	21,7	21,7	21,4	21,1	20,6

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur Secondaire	27,6	27,7	27,3	27,9	27,6	29,7
<i>dont pétrole</i>	7,1	6,5	7,5	8,0	6,8	8,7
Secteur Tertiaire	43,0	43,2	43,2	43,0	43,8	42,2
Impôts et taxes moins subventions	7,7	7,4	7,8	7,6	7,6	7,6
Les composantes de la demande						
Consommation	86,5	86,6	87,5	88,4	87,2	86,2
Privée	75,2	75,0	75,9	77,0	75,8	75,2
Publique	11,3	11,6	11,6	11,5	11,5	11,0
FBCF	17,8	19,0	20,6	19,2	19,4	20,3
Privée	15,6	16,7	18,2	16,9	17,0	17,6
Publique	2,2	2,2	2,4	2,3	2,5	2,7
Exportations biens et services	16,0	17,3	18,4	18,8	18,7	19,8
Importations biens et services	21,0	23,0	26,5	26,6	25,4	26,3
Gouvernement						
Recettes hors dons	16,3	15,4	16,9	16,8	16,7	16,5
<i>pétrolières</i>	4,6	4,2	5,1	4,9	4,9	4,9
<i>non pétrolières</i>	11,7	11,1	11,8	11,9	11,8	11,6
Dépenses	17,5	17,2	19,7	18,8	21,9	19,7
<i>courantes</i>	13,5	13,7	14,1	13,3	14,6	13,2
<i>en capital</i>	4,0	3,6	5,5	5,5	7,4	6,4
Solde budgétaire global	-0,8	-1,2	-2,2	-1,6	-4,7	-2,6
Secteur extérieur						
Balance commerciale	-1,7	-0,9	-2,2	-1,0	-1,3	-0,8
Solde compte courant	-4,8	-3,4	-2,8	-3,6	-4,0	-3,1

Source : MINFI/DAE

Tableau 23. 13: Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016

	2013	2013	2014	2015	2016	Ecart (en %)
Libellés	LF	Estimations	LF	Projections		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)
A -RECETTES TOTALES (I+II)	3236	3134,1	3312	3336,5	4049,3	5,7
I -RECETTES INTERNES	2662	2560,1	2703	2993,1	3742,2	5,6
1-Recettes pétrolières	705	705	718	845,3	1410,9	1,8
- Redevance SNH	533	533	546	637,8	1179,5	2,4
- Impôts/Stés pétrolières	172	172	172	207,6	231,3	0,0
2-Recettes non pétrolières brutes	1957	1855,1	1985	2147,7	2331,3	7,0
- Impôts et taxes	1214	1164,1	1240	1341,6	1455,7	6,5
- Recettes douanières	638	592	638	690,3	749	7,8
- Recettes non fiscales	105	99	107	115,8	126,6	8,1
II - AUTRES RECETTES	574	574	609	343,4	307,1	6,1
- Prêts projets	258	258	274	285,3	241,3	6,2
- Dons	66	66	55	58,2	65,9	-16,7
- Emission de titres publics	250	250	280	-	-	12,0
*Obligations du Trésor (OTA)	-	150	180	-	-	20,0
* Bons du Trésor (BTA)	-	100	100	-	-	0,0
B - DEPENSES TOTALES (I+II+III)	3236	3236	3312	3668,2	4361,1	2,3
I - DEPENSES COURANTES	1965	1965	2009,2	2192,1	2534,4	2,2
1- Dépenses de personnel	803	803	835	874,4	915,6	4,0
2- Achats sur biens et services	636	636	641	734,3	795,9	0,8
3- Transferts et subventions	526	526	533,2	583,4	822,9	1,4
4- Pensions	152	152	155	148,6	158,7	2,0
II- DEPENSES EN CAPITAL	957	957	1000	1152,9	1426,2	4,5

	2013	2013	2014	2015	2016	Ecart (en %)
Libellés	LF	Estimations	LF	Projections		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)
* Dépenses sur FINEX	281	281	291	324,9	406,8	3,6
* Dépenses sur ressources internes	611	611	639	758	949,3	4,6
* Dépenses de restructurations	65	65	70	70	70	7,7
III- DETTE PUBLIQUE	314	314	302,8	323,3	400,5	-3,6
* Dette extérieure	92,8	92,8	104,4	109,5	95,6	12,5
- Intérêts	34,1	34,1	23,5	30,5	27,7	-31,1
- Principal	58,7	58,7	80,9	79	67,9	37,8
* Dette intérieure	221,2	221,2	198,4	213,8	304,9	-10,3
dont : - Intérêts	14,8	14,8	15,3	14,5	6,4	3,4
- Principal	51,3	51,3	23,1	46,6	194,7	-55,0
- Arriérés intérieurs	26,1	26,1	20,1	16,1	9,8	-23,0
- Remboursement	79	79	90	86,7	94	13,9
Crédits TVA						
- Remboursement	50	50	50	50		0,0
emprunt obligataire						
Besoin de financement		101,9	0	331,7	311,8	

Source : MINFI/DAE

Chapitre 24: MONNAIE ET CREDIT

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES	415
II. LISTE DES TABLEAUX.....	415
III. PRESENTATION.....	416
IV. METHODOLOGIE.....	416
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	417

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 24. 1: Evolution des créances du système monétaire sur l'économie selon la nature des bénéficiaires	418
--	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 24. 1: Avoir extérieurs nets du système monétaire au sens large (en millions de francs cfa).....	419
Tableau 24. 2: Position nette du Gouvernement vis-à-vis du système monétaire au sens large (en millions de fcfa).....	419
Tableau 24. 3: Ressources du système bancaire (en millions de fcfa)	420
Tableau 24. 4: Contreparties des ressources du système bancaire.....	420
Tableau 24. 5:: Evolution des taux d'intérêt de la beac et des conditions de banque.....	421
Tableau 24. 6:: Evolution du bilan consolidé des banques.....	422
Tableau 24. 7:: Statistiques de la banque à distance.....	422
Tableau 24. 8:: Evolution des incidents de paiement	423
Tableau 24. 9:: Evolution des virements	423
Tableau 24. 10:: Evolution des encours de placements des sociétés d'assurance	423
Tableau 24. 11: Evolution des taux directeurs des pays partenaires de la zone beac	423
Tableau 24. 12: Evolution du stock de la dette publique par type (milliards de fcfa).....	424
Tableau 24. 13: Evolution des tirages par créancier (milliards de fcfa).....	425
Tableau 24. 14: Evolution du service de la dette publique (en milliard de fcfa).....	426
Tableau 24. 15: Piement du principal de la dette publique par type de creancier (en milliards de fcfa).....	426
Tableau 24. 16: Paiement des charges d'intérêts de la dette publique par type de créancier (en milliards de fcfa).....	426
Tableau 24. 17: Evolution du stock de la dette extérieure du cameroun par créanciers (en milliards de fcfa)	427

III. PRESENTATION

Le présent chapitre s'intéresse aux statistiques monétaires et à celles liées à la dette du Cameroun. Les principaux indicateurs pris en compte pour caractériser cet environnement sont en constante amélioration.

La contrepartie des ressources du système bancaire est en nette augmentation depuis 2009. Entre 2012 et 2013, le total des contreparties a augmenté de près de 10,1 %. Malgré cette augmentation du total de contreparties, les avoirs extérieurs nets ont évolué en sens inverse entre 2011 et 2013.

Les statistiques de la dette mises à jour au 31 décembre 2013 font apparaître, un stock de la dette publique du Cameroun de FCFA 2 620 milliards dont 1 918 milliards pour la dette extérieure et 702 milliards pour la dette intérieure. La dette publique extérieure au 31 décembre 2012 est de 2 243 milliards de FCFA et représente 18,23% du Pib courant et **85,4%** des **recettes budgétaires hors dons** de la même année. Cet encours en nette augmentation par rapport à celui du 31 décembre 2008, a globalement diminué depuis l'atteinte du point d'achèvement.

La composante extérieure qui est de 74% de la dette publique totale correspond à 13,4% du Pib courant et **62,5%** des **recettes budgétaires hors dons** de l'année 2013. Comparé au niveau observé après l'atteinte du point d'achèvement, elle est en diminution en valeur nominale.

La composante intérieure quant à elle connaît une tendance haussière entre 2008 et 2013. Elle est de 702 milliards au 31 décembre 2013, soit une hausse de 61% par rapport à 2008. Cependant entre 2012 et 2013, l'encours de la dette intérieure est resté stable.

Depuis le point d'achèvement de l'initiative PPTE, la dette extérieure décaissée connaît une tendance haussière. Il est d'environ 523,9 milliards de FCFA en 2013 contre environ 70 milliards de FCFA en 2008.

En 2013, les charges d'intérêts de la dette intérieure se sont établies à 9,1 milliards de FCFA dont 6,9 milliards de FCFA consacrées aux titres publics et 2,2 milliards de FCFA à la dette structurée. Le coût de la dette extérieure s'est élevé à 36,4 milliards de FCFA, soit près de 69% consacrées au paiement des intérêts sur les emprunts auprès des créanciers bilatéraux.

IV. METHODOLOGIE

Les statistiques financières s'élaborent en collaboration avec le Bureau des Statistiques du Fonds Monétaire International. Depuis 1993, une réforme a été initiée aboutissant par la suite à une nouvelle sectorisation du système financier et économique des Etats membres de la Zone BEAC et à l'adoption de nouveaux tableaux monétaires.

a- Sectorisation de l'économie nationale

Les statistiques monétaires sont établies mensuellement à partir des données comptables tirées des situations mensuelles des institutions financières. Ces établissements sont tenus de transmettre à la Banque Centrale leur situation

comptable établie selon les règles du Plan Comptable Sectoriel des Banques.

L'agrégation des données monétaires ne peut s'effectuer que si les imputations des opérations entre les différents secteurs de l'économie sont bien effectuées. Ces imputations supposent que les limites entre ces différents secteurs soient bien définies.

On distingue généralement deux sphères dans l'économie nationale : le secteur financier et le secteur non financier.

Présentation du secteur financier de la zone BEAC

Dans la Zone BEAC, on distingue désormais quatre types d'institutions financières :

a) La Banque Centrale

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a pour rôle d'émettre la monnaie centrale, d'agir sur le crédit, de gérer les réserves internationales, d'effectuer les transactions avec le FMI en tant qu'agent financier des Etats membres et d'assurer la surveillance générale du système monétaire.

b) Les Banques Créatrices de Monnaie (BCM)

Ce sont toutes les sociétés de dépôts monétaires qui acceptent des dépôts à vue transférables par chèques ou susceptibles d'être utilisées à des fins de paiement.

c) Les Autres Institutions Bancaires (AIB)

Les Autres Institutions Bancaires sont des banques qui n'acceptent pas de dépôts à vue transférables par chèques. On peut regrouper les (AIB) en deux catégories:

- Les Autres Institutions Bancaires Eligibles au Refinancement de la BEAC (AIBE) ;
- Les Autres Institutions Bancaires Non Eligibles au Refinancement de la BEAC (AIBNE).

d) Les Institutions Financières non Bancaires (IFNB)

Ce sont des Institutions qui ne reçoivent pas de dépôts du public mais qui participent au financement de l'économie en octroyant des crédits ou en effectuant des opérations financières ayant des incidences sur le secteur monétaire.

Présentation du secteur non financier de la zone BEAC

Selon la nouvelle méthodologie, toutes les opérations avec les entités non résidentes sont, par définition, classées dans les avoirs et les engagements extérieurs. Par conséquent, si on exclut l'Extérieur, le secteur non financier se décompose de la manière qui suit:

- Les administrations publiques

Ce sont les institutions et services publics qui mettent en œuvre la politique générale de l'Etat en fournissant essentiellement des services non marchands.

◆ L'Administration publique Centrale ou Gouvernement ;

◆ Les Organismes publics et les Collectivités locales.

- Les entreprises publiques non financières (EPNF)

Ce sont des sociétés d'Etat, des sociétés d'économie mixte, et plus généralement toutes les entreprises où l'Etat détient, directement ou indirectement, au moins 30% du capital social et qui produisent et vendent des biens et services marchands destinés au public.

- Le secteur privé

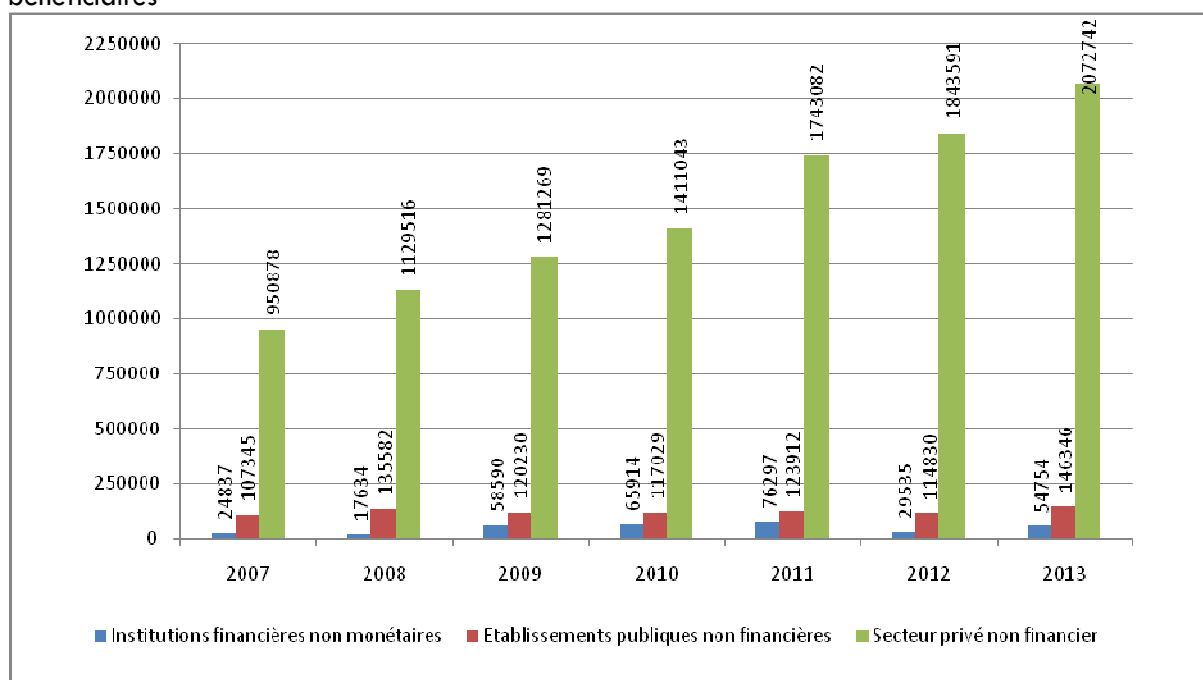
Il comprend les ménages, les entreprises privées, les entrepreneurs individuels, les administrations privées (institutions sans but lucratif), et tous les autres agents économiques qui n'ont pu être classés ailleurs.

b- Les différents types de tableaux monétaires

Les différents types de tableaux monétaires établis à partir des bilans consolidés des institutions financières présentent les sources de la création monétaire ainsi que les éléments constitutifs de la masse monétaire. Les séries monétaires ont été corrigées à partir de décembre 1990.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Ce chapitre a été réalisé grâce aux documents publiés par la BEAC « Etudes et Statistiques de la BEAC » et la CAA.

Graphique 24. 1: Evolution des créances du système monétaire sur l'économie selon la nature des bénéficiaires

Source : BEAC - INS

Tableau 24. 1: Avoirs extérieurs nets du système monétaire au sens large (en millions de francs cfa)

Rubriques	2 007	2 008	2009	2010	2011	2012	2013
1- Avoirs extérieurs bruts de la BEAC	1 306 470	1 456 247	1 673 597	1 799 425	1 644 825	1 705 851	1 668 628
1.1 Or	11 234	2 052	-	11 141	23 211	25 074	17 195
1.2 D.T.S.	2 136	2 149	110 970	13 403	12 632	11 670	11 109
1.3 Position de réserve FMI	554	592	602	642	688	703	707
1.4 Compte d'opérations (solde créditeur)	1 290 122	1 428 675	1 368 934	1 311 403	1 289 848	1 333 984	939 735
1.5 Autres	2 424	22 779	193 091	462 836	318 446	334 420	699 881
2- Avoirs extérieurs des banques	344 104	405 663	426 955	398 727	431 465	277 863	446 797
3-Engagements extérieurs bruts de la BEAC	10 897	29 118	210 046	221 883	226 633	243 760	250 436
3.1 Recours aux crédits du FMI	7 464	11 543	79 535	84 756	86 102	83 383	78 165
3.2 Autres	3 433	17 575	130 511	137 127	140 531	160 377	172 271
4-Engagements extérieurs des banques	126 482	103 338	118 871	130 894	222 371	212 147	313 812
4.1 Dette postale	4 944	4 944	4 944	4 944	4 944	4 944	4 944
4.2 Autres	121 538	98 394	113 927	125 950	217 427	207 203	308 868
Avoirs extérieurs nets du système monétaire	1 513 195	1 729 454	1 769 653	1 845 375	1 627 286	1 527 806	1 551 177

Source: BEAC, les données 2008, 2009 et 2012 ont été corrigées

Tableau 24. 2: Position nette du gouvernement vis-à-vis du système monétaire au sens large (en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
1- Position nette du Gouvernement vis à vis de la BEAC	-469 713	-514 918	-408 779	-327 817	-358 849
1.1 Total des créances	298	163	164	278	197
1.2 Total des avoirs	470 011	515 081	408 943	328 095	359 046
2- Position nette du Gouvernement vis-à-vis du FMI	79 535	84 756	86 102	83 383	78 165
3- Position nette du Gouvernement vis à vis des banques (BCM & AIBE)	-60 382	-73 181	-23 292	-212	94 989
3.1 Créances sur le Gouvernement	107 835	121 888	158 518	182 963	309 262
3.2 Dépôts du Gouvernement	168 217	195 069	181 810	183 175	214 273
Total des créances nettes vis à vis du système monétaire (au sens large) sur l'Etat	-450 560	-503 343	-345 970	-244 646	-185 695

Source: BEAC * les données de 2010 et 2011 ont été corrigées

Tableau 24. 3: Ressources du système bancaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
1- Disponibilités monétaires et quasi-monétaires (masse monétaire)	2 327 870	2 644 465	2 897 238	2 939 475	3 280 755
1.1 Disponibilités monétaires	1 443 596	1 611 404	1 797 619	1 804 282	2 037 161
1.1.1 Monnaie Fiduciaire (hors BCM, AIBE & AIBNE)	445 999	519 586	525 476	554 765	560 141
1.1.2 Monnaie scripturale	997 597	1 091 817	1 272 143	1 249 517	1 477 019
<i>auprès de la BEAC</i>	3 875	4 567	3 071	2 511	1 934
<i>auprès des banques</i>	968 137	1 060 646	1 243 541	1 214 329	1 425 075
<i>auprès des CCP</i>	3 477	3 477	3 477	3 477	3 477
<i>auprès des AIBE</i>	22 109	23 128	22 054	29 200	46 533
<i>auprès des AIBNE</i>	0	0	0	0	0
1.2 Quasi-Monnaie	884 274	1 033 061	1 099 619	1 135 193	1 243 594
1.2.1 auprès des banques	872 397	1 021 121	1 087 742	1 114 842	1 222 604
1.2.2 auprès des AIBE	3 089	11 940	11 877	20 351	20 990
1.2.3 auprès des AIBNE	0	0	0	0	0
2- Fonds propres	395 952	453 543	472 085	532 287	552 262
3- Autres postes nets	-87 267	-279 184	-301 086	-244 444	-279 533
Total des ressources du système bancaire	2 636 555	2 818 823	3 068 237	3 227 318	3 553 484

Source: BEAC *les données de 2009 à 2012 ont été corrigées

Tableau 24. 4: Contreparties des ressources du système bancaire

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
1- Avoirs extérieurs nets	1 771 637	1 845 375	1 627 288	1 527 806	1 551 177
2- Crédit intérieur	864 917	973 329	1 440 949	1 699 512	2 002 307
2.1 Créances nettes sur l'Etat	-595 172	-620 538	-502 342	-288 444	-271 535
2.1.1 Position Nette du Gouvernement	-450 560	-503 343	-345 970	-244 646	-185 695
2.1.2 Autres créances nettes	-144 611	-117 194	-156 373	-43 798	85 840
2.2 Créances sur l'économie	1 460 089	1 593 867	1 943 291	1 987 956	2 273 842
2.2.1 Institutions financières non monétaires (IFNB, IBL)	58 506	65 795	74 726	27 678	51 613
2.2.2 Entreprises publiques non financières	120 230	117 029	123 912	114 830	146 346
2.2.3 Secteur privé	1 281 269	1 411 043	1 743 082	1 843 591	2 072 742
Total des Contreparties	2 636 555	2 818 823	3 068 237	3 227 318	3 553 484

Source: BEAC, les données 2009 à 2012 ont été corrigées

Tableau 24. 5:: Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque

RUBRIQUES	29.07.10	01.11.11	19.12.11	30.07.12	22.07.13
	31.10.11	18.12.11	29.07.12	21.07.13	31.10.13
I - Opérations des Trésors					
<i>(Hors Marché)</i>					
. Taux des avances aux Trésors	4,00	4,00	4,00	4,00	3,50
. Taux de pénalité aux Trésors	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISP)					
Le TISP a 4 composants, à savoir :					
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du					
Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	1,25	1,50	1,25	1,00	0,1000
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du					
Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,85	1,10	0,85	0,60	0,1625
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre					
des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,60	0,85	0,60	0,35	0,2250
. Taux d'Intérêt sur Placement Public lorsque l'Etat					
concerné recourt aux avances de la BEAC					
II - Marché monétaire					
A-Injections de liquidités					
1- Guichet "A"					
. Taux des appels d'offres (TIAO)	4,00	4,00	4,00	4,00	3,50
. Taux des prises en pension (TIPP)	5,75	5,75	5,75	5,75	5,25
	5,75-	5,75-	5,75-	5,75-	5,25-
. Taux des Interventions Ponctuelles (TISIP)	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
. Taux des Av.except.s/Cert.de Plac.(TACP)*	4,00	4,00	4,00	4,00	3,50
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
2- Guichet "B"					
. Taux s/nouveaux crédits d'invest.productifs **	4,25	4,00	4,00	4,00	4,00
	4,30-	4,30-	4,30-	4,30-	4,30-
. Taux effectifs s/anciens CMT irrévocables	6,35	6,35	6,35	6,36	6,37
B-Ponctions de liquidités					
<i>(Appels d'offres négatifs)</i>					
. Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	0,6000	0,6000	0,6000	0,3500	0,1000
. Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	0,6625	0,6625	0,6625	0,4125	0,1625
. Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	0,7250	0,7250	0,7250	0,4750	0,2250
III - conditions de banque					
- Libres, avec 2 bornes :					
1. Taux Débiteur Maximum (TDM)					
2. Taux Créditeur Minimum (TCM)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

Source : BEAC

Tableau 24. 6.: Evolution du bilan consolidé des banques

ACTIF			Variation en	Variation en
	2012	2013	%	volume
Sommes déductibles des capitaux permanents	137 842	86 442	-37%	- 51 400
Valeurs immobilisées	343 367	389 922	14%	46 555
<i>dont Immobilisations financières</i>	199 883	226 948	14%	27 065
Opérations avec la clientèle	1 694 953	2 137 816	26%	442 863
Crédits à long terme	19 223	22 794	19%	3 571
Crédits à moyen terme	690 504	837 724	21%	147 220
Crédits à court terme	563 150	784 988	39%	221 838
Créances nettes en souffrances	90 818	133 273	47%	42 455
Comptes débiteurs de la clientèle	300 634	316 412	5%	15 778
Autres sommes dues par la clientèle	2 203	4 014	82%	1 811
Valeurs non imputées	13 297	20 743	56%	7 446
Créances rattachées	15 124	17 868	18%	2 744
Opérations diverses	107 827	120 649	12%	12 822
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	1 127 788	1 194 146	6%	66 358
<i>Dont titres de placement et de transaction</i>	61 538	159 117	159 %	97 579
Total du bilan actif	3 411 777	3 928 975	15%	517 198
PASSIF			Variation en	Variation en
	2012	2013	%	volume
Capitaux permanents	371 086	407 266	10%	36180
<i>dont fonds propres</i>	312 163	339 082	9%	26 919
Opérations avec la clientèle	2 660 930	3 069 633	15%	408703
Comptes de dépôts à régime spécial	186 539	201 233	8%	14694
Comptes de dépôts à terme	392 072	476 852	22%	84780
Comptes créditeurs à vue	1 901 877	2 208 004	16%	306127
Autres comptes créditeurs	171 568	169 537	-1%	-2031
Dettes rattachées	8 874	14 007	58%	5133
Opérations diverses	137 144	150 849	10%	13705
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	242 617	301 143	24%	58 526
Total du bilan passif	3 411 777	3 928 891	15%	517114

Source : COBAC

Tableau 24. 7.: Statistiques de la banque à distance

	2010	2011	2012	2013
Nombre de comptes de transferts d'argent par téléphonie mobile créés	53 868	181 577	622 144	1 903 390
Nombre de comptes actifs de transferts d'argent par téléphonie mobile	42 069	96 490	475 016	1 443 466
Nombre de points de services de transferts d'argent par téléphonie mobile créés	20	154	489	6 843
Nombre de points de services de transferts d'argent par téléphonie mobile fonctionnels	20	154	198	1 918
Valeur des transactions par téléphonie mobile effectuées au cours de l'année	629 274 246	4 018 037 875	7 452 204 015	14 081 158 562
Nombre des transactions par téléphonie mobile effectuées au cours de l'année	20 984	127 594	1 347 859	1 007 631
Encours des comptes actifs de transferts par téléphonie mobile	8 811 754	24 789 232	8 428 035	460 585 178

Source : CNC, déclarations des banques

Tableau 24. 8:: Evolution des incidents de paiement

	2010	2011	2012	2013
Nombre	8 857	10 724	12 699	13 750
Valeur (milliards F CFA)	29,9	36,6	47,9	47,6
Variation (%)				
Variation nombre	12,8	21,1	18,4	8
Variation Valeur	20,6	22,4	30,9	-1

Source : BEAC

Tableau 24. 9:: Evolution des virements

	2010	2011	2012	2013
Nombre	582 315	794 731	959 292	1 115 514
Valeur (milliards F CFA)	1 551,4	1783,8	2 007,2	2 936,7

Source : BEAC

Tableau 24. 10:: Evolution des encours de placements des sociétés d'assurance

ANNEE	IARDT	VIE	MARCHE
2005	93 391 734 524	58 797 054 416	152 188 788 940
2006	93 680 516 098	64 187 116 753	157 867 632 851
2007	94 692 543 643	73 758 977 251	168 451 520 894
2008	93 822 356 345	83 452 562 018	177 274 918 363
2009	96 335 198 472	97 896 131 134	194 231 329 606
2010	105 384 522 390	110 644 097 960	216 028 620 350
2011	113 935 560 705	125 893 828 240	239 829 388 945
2012	117 609 229 945	140 489 690 270	258 098 920 215

Source : ASAC

Tableau 24. 11:: Evolution des taux directeurs des pays partenaires de la zone BEAC

Marchés	2007	2008	2009	Nov 2010
BCEAO				
. Taux d'escompte (TES) 1/	4,75	6,42	6,25	6,25
. Taux d'appel d'offres				
- injections de liquidités	4,22	4,31	3,25	3,50
- reprises de liquidités	-			
. Taux des pensions	4,25	4,67	4,25	4,25
Zone Euro*				
. Taux d'appel d'offres	4,00	3,71	1,00	1,00
. Facilité de prêt marginal	5,00	4,46	1,75	1,75
. Facilité de dépôts	3,00	2,92	0,25	0,25
Royaume-Uni				
. Prêts maisons d'escompte	5,50	4,08	0,50	0,50
Etats-Unis				
. Taux d'escompte	6,25	1,63	0,50	0,50
. Taux au j/i "Fed Funds" 2/	4,50	1,38	0,25	0,25
Japon				
. Taux d'escompte	0,50	0,37	0,30	0,30
. Objectif J/J	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : BEAC

Tableau 24. 12: Evolution du stock de la dette publique par type (milliards de fcfa)

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Stock dette extérieure	932	975	1 132	1280	1471	1918
Multilatérale	283	377	470	561	630	722
Bilatérale	649	597	619	660	753	1071
Commerciale	1	1	43	59	88	125
Dont Emprunt obligataire détenus par les non résidents			42	42	32	21
Stock dette intérieure	437	498	623	750	701	702
Titres publics			158	208	178	183
Structurée (conventionnelle)	326	309	287	379	379	394
Non structurée (non conventionnelle)	110	99	178	163	144	125
Nouvelle dette (Audit fin 2009- arriérés)		90				
Stock total	1369	1473	1755	2030	2172	2620
Dette garantie			11	161	208	147
Autre passif conditionnels			39	40	70	70
Stock dette publique et dette à garantie publique			1805	2231	2450	2837

Source : CAA

Tableau 24. 13: Evolution des tirages par créancier (milliards de FCFA)

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	70,4	92,6	92,9	126,2	118,0	155,8	213,9	523,95
Multilatéral	39,0	43,0	54,3	112,0	80,2	85,6	94,8	132,2
IDA	13,5	10,1	13,1	22	40,5	37,7	43,3	89,3
FAD	11	11,5	26,6	11,2	36,8	25,2	36,0	18,5
FMI	4,1	3,9	5,2	70	0,0	0,0	0,0	0
BEI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	3,3	0
BADEA	3,5	4,3	3,6	0,3	0,2	0,0	0,4	1,5
BID	3,5	4	1,9	4,2	2,2	1,5	8,0	12
Inter Islamic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5	0,0	0
FIDA	2	2,8	0,9	2,1	0,3	1,5	0,3	3
FS OPEP	1,4	4,6	3	2,2	0,2	0,0	3,5	7,9
Union Européenne	0	1,8	0	0	0,0	0,0	0,0	0
Bilatéral Club de Paris	23,3	27,2	19,5	10,4	10,9	7,5	3,8	22,35
Belgique	13,6	14,4	9,8	7,0	5,9	4,5	0,0	0
France	4,9	5,7	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	18,9
Allemagne	0,3	5,3	6,4	0,5	0,1	0,8	1,0	0,05
Pays Bas	4,5	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0
Espagne	0	1,8	1,9	2,9	1,7	0,5	0,0	0
Japon					3,2	1,7	2,8	3,4
Bilatéral non Club de Paris	8,1	22,4	19,1	3,8	26,9	62,7	115,3	318,5
Chine	5	16,9	16,1	2,4	16,4	62,3	106,2	317,7
Koweït	3,1	3,8	3	0,7	0,0	0,0	0,0	0,2
Arabie Saoudite	0	1,7	0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1
Corée du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,1	0,5
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	10,5	0,4	0,0	0
Commerciaux								50,9
DEXIA								0,5
Deutsche bank								31,1
SG Paris								19,3

Source : CAA

NB : Les prêts de EXIMBANK china sont inclus dans les prêts de la chine.

Tableau 24. 14: Evolution du service de la dette publique (en milliard de FCFA)

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1-Dette publique extérieure						
Service effectif	112,3	96,7	86,1	90,7	113,9	93,7
Dont intérêt	32,4	28,8	26,3	32,6	38,9	36,4
2-Dette publique intérieure						
Service effectif	103,9	45,9	75,8	73,3	124,9	99,9
Dont intérêt	6,8	7,3	10,6	13,5	15,5	9,1
3-Dette publique total (1) + (2)						
Service effectif	217,2	142,6	161,9	164,0	238,8	193,6
Dont intérêt	39,3	36,1	36,9	46,1	53,5	45,5

Source : CAA

Tableau 24. 15: Paiement du principal de la dette publique par type de créancier (en milliards de FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dette extérieure	67,6	79,9	67,9	59,8	63,3	74,9	57,2
Multilatérale	8,8	14,4	12,9	12,0	13,8	12,7	21,4
Bilatérale	55,4	57,0	54,9	47,8	49,5	40,8	30,1
Commerciale	3,4	8,5	0,0	0,0	0,0	21,4	5,7
Dette intérieure	208	97,1	38,6	65,3	59,8	161,8	90,7
Titres publics	0	0	0	0	0	95	48,8
Dette structurée	129,5	61,9	27,5	30,5	44,8	47,3	23,7
Dont bancaire	27,5	6,5	1,0	0,6	0,6	6,7	3,3
Dette non structurée	78,6	35,2	11,1	34,8	15	19,5	18,2
Dette publique totale	275,6	176,9	106,5	125,1	122,8	236,7	147,9

Source : CAA

Tableau 24. 16: Paiement des charges d'intérêts de la dette publique par type de créancier (en milliards de fcfa)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dette extérieure	33,0	32,4	28,8	26,3	32,7	38,9	36,4
Multilatérale	4,8	7,2	4,6	4,9	6,0	5,8	8,6
Bilatérale	28,2	25,2	24,2	21,4	24,3	28,0	25,1
Commerciale	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	5,1	2,7
Dette intérieure	9,9	6,8	7,3	11,8	13,5	15,5	9,1
Titres publics	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8	8,8	6,9
Dette structurée	9,9	6,8	7,3	8,1	4,7	6,7	2,2
Dont bancaire	6,1	3,9	3,7	3,7	2,1	4,2	2,1
Dette non structurée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Dette publique totale	42,9	39,2	36,1	38,1	46,2	54,4	45,5

Source : CAA

Tableau 24. 17: Evolution du stock de la dette extérieure du Cameroun par créanciers (en milliards de FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	989,7	932,3	974,8	1123	1280,4	1471,0	
Multilatéraux	242,9	282,7	376,8	461	561,1	629,7	721,4
IDA	94,8	106,4	125,5	172	220,4	264,5	327,5
BIRD	19,4	16,6	13,8	15	9,7	6,6	4,2
FMI	10,7	11,4	79,9	84	85,7	83,4	77,9
BAD	12,4	9,2	6,0	2	0	0	0
FAD	26,3	50,5	61,0	97	136,5	172,4	177,6
BID	17,4	20,0	21,4	22	31,3	32,7	48,4
FIDA	9,8	12,4	14,1	15	19,2	20,5	29,6
FS OPEP	7,1	10,0	10,5	11	10,6	10,2	18,2
BADEA	10,0	13,7	13,7	15	14,6	13,1	12,4
UE	35,0	32,5	30,8	28	32,7	26,3	25,6
Bdeac	0	0	0	0	0,4	0,03	0,03
Bilatéraux Club de Paris	655,1	580,5	527,6	476	445,6	428,2	433,3
Belgique	5,8	5,8	9,5	5	3,9	15,0	15
France	581,1	519,5	471,1	424	389,5	360,7	359,6
Allemagne	43,2	31,6	30,3	28	27,1	26,5	35,8
Pays-Bas	9,3	8,3	7,4	6	5,4	4,4	3,4
Espagne	12,8	12,4	6,6	7	11,3	11,5	10,2
Suisse	2,9	2,8	2,7	3	2,8	2,6	2
Japon	0	0	0	3	5,6	7,5	9,3
Bilatéral non Club de Paris	48,3	68,5	69,8	133	214,3	325,3	635,2
Chine	31,2	48,4	50,0	96	175,5	278,9	596,4
Koweït	12,5	16,2	16,1	17	17,1	15,5	14,3
Corée du Sud	0	0	0	0	0,8	9,6	4,3
Arabie Saoudite	4,5	3,9	3,7	3	2,6	3,8	3
Inde	0	0	0	17	18,3	17,5	17,2
Commerciaux (arrières)	43,5	0,6	0,6	52,6	59,4	87,8	125,1
Rumbold	35,9	0,0	0,0	0	0	0	0
Calder Co	7,0	0,0	0,0	0	0	0	0
BTP Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Bank	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Non commercial							
Emprunt obligataire	0	0	0	42,0	42,0	31,5	21
Belgique Dexia	0	0	0	10	16,8	21,8	20,8
Espagne Deutsche Bank	0	0	0	0	0	21,6	50,8
France/USA Société générale	0	0	0	0	0	3,7	23,3
IFTC	0	0	0	0	0	8,5	8,5

Source : CAA

Chapitre 25: COMPTABILITE NATIONALE

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES	429
II. LISTE DES TABLEAUX.....	429
III. PRESENTATION.....	430
IV. METHODOLOGIE.....	430
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	430

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 25. 1: Taux de croissance réel du PIB par secteur d'activité (en %)	431
Graphique 25. 2: Evolution des emplois du PIB à prix courants.....	431

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 25. 1: PIB courant, optique production (106 millions).....	432
Tableau 25. 2: PIB en volume, optique production (base 100 = 2000).....	432
Tableau 25. 3: Indice de volume du PIB (variation en pourcentage)	432
Tableau 25. 4: Déflateur du PIB (base 100 = 2000)	432
Tableau 25. 5: Variation du déflateur du PIB (en pourcentage)	432
Tableau 25. 6: Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités.....	433
Tableau 25. 7: Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage).....	434
Tableau 25. 8: Répartition du PIB courant par secteur d'activités (en pourcentage du PIB nominal)	435
Tableau 25. 9: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage).....	436
Tableau 25. 10: Taux de croissance réel de la production par branche d'activité (en pourcentage).....	437
Tableau 25. 11: Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité prix courants).....	438
Tableau 25. 12: Evolution des emplois du PIB à prix courants	439
Tableau 25. 13: Indice de volume des emplois du PIB (variation en pourcentage)	439
Tableau 25. 14: PIB et ses emplois (en pourcentage du PIB).....	440
Tableau 25. 15: Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en pourcentage).....	440
Tableau 25. 16: Consommation finale par produit à prix courants	441
Tableau 25. 17: Formation Brute de Capital Fixe par produits à prix courant.....	441
Tableau 25. 18: PIB, revenu national et revenu national disponible	441
Tableau 25. 19: Exportations par produits à prix courants	442
Tableau 25. 20: Importations par produits à prix courants	443

III. PRESENTATION

En 2013, l'économie camerounaise gagne un point de croissance par rapport à 2012 : le taux de croissance s'établit à 5,6% contre 4,6% en 2012. Cette performance encourageante reste néanmoins en deçà de l'objectif d'un taux de croissance moyen annuel de 6,1% visé dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), sur la période 2013-2015.

Cette croissance est principalement tirée par la demande intérieure et résulte d'une forte hausse des dépenses de consommation finale.

Du côté de l'offre, le secteur tertiaire continue de tirer la croissance. Celui-ci atteint 6,3% en 2013 contre 5,4% un an plutôt, et sa contribution à la croissance du PIB est de 2,8 points. Ce dynamisme est surtout le fait des branches « Commerce, restauration et hôtels » et « Transport, entrepôt et communication », qui contribuent respectivement à hauteur de 2,8 et 2,1 points à la croissance du secteur.

Le secteur secondaire poursuit sa consolidation avec un taux de 5,7% en 2013 après 4,9% en 2012, et contribue de 1,3 point à la croissance en 2013. Cette évolution est principalement portée par les branches des « Bâtiments et Travaux Publics » (+12,9%), des « Industries extractives » (+8,7%), ainsi que d'« Electricité, gaz et eau », qui enregistre un rebond remarquable, en liaison avec la mise en service de la centrale à gaz de Kribi, la relance du programme thermique d'urgence et la conduite des travaux au sein de la CAMWATER

Le secteur primaire continue de se redresser en affichant une hausse de 3,7%, soit un point de plus par rapport à 2012 ; sa contribution à la croissance en 2013 est de 0,8 point. Cette bonne tenue du secteur primaire est à mettre à l'actif des branches « Agriculture d'exportation » (+6,9%), « Elevage et chasse » (+4,8%) et « Agriculture des produits vivriers » (+3,9%). La tendance haussière de l'activité dans ces branches est à mettre en relation avec les actions d'encadrement des agriculteurs et l'intensification des projets et programmes de semences améliorées en faveur des cultures de forte consommation telles que le manioc, le maïs et la banane plantain ; et aussi la mise en œuvre des programmes de développement des filières dans la branche de l'élevage au profit des organisations de producteurs.

IV. METHODOLOGIE

La Comptabilité Nationale observe et mesure les faits économiques en vue de fournir une représentation simplifiée et harmonisée de l'économie. Cette représentation doit parvenir à une description complète et cohérente de la réalité économique du pays.

Les principaux aspects concernent :

- le PIB, son taux de croissance et sa répartition sectorielle à prix courants et à prix constants ;

- l'évolution de la demande et de ses principales composantes (consommation, investissement, demande extérieure nette) à prix courants et à prix constants ;
- les principaux soldes du Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI).

Les données de ce chapitre proviennent des résultats des travaux d'élaboration des comptes nationaux effectués par l'Institut National de la Statistique (INS). Certaines informations sont présentées suivant les branches et/ou les secteurs d'activité de la vie économique du pays.

1. DEFINITIONS

Branche d'activité : C'est le regroupement d'établissements engagés dans les mêmes types d'activité de production ou dans des activités similaires.

Comptes à prix constants : Ce sont les comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants par un indice approprié de prix (déflateur).

Comptes à prix courants : Ces comptes sont confectionnés aux prix de l'année en cours.

Produit Intérieur Brut (PIB) : c'est l'agrégat qui mesure la richesse créée sur le territoire économique d'un pays entre deux périodes, en général l'année ou le trimestre. La comptabilité nationale retient trois optiques pour le mesurer : l'optique de la production, l'optique des dépenses et l'optique du revenu.

PIB – optique de la production : Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la valeur de la production de biens et de services, moins la consommation intermédiaire, plus tous les impôts diminués des subventions sur les produits.

PIB – optique des dépenses : Dans l'optique des dépenses, le PIB est égal au total des dépenses de consommation finale, plus la formation brute de capital, plus le total des exportations moins les importations de biens et de services.

PIB – optique du revenu : Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus l'excédent d'exploitation brut, plus le revenu mixte brut, plus les impôts moins les subventions sur la production et les importations.

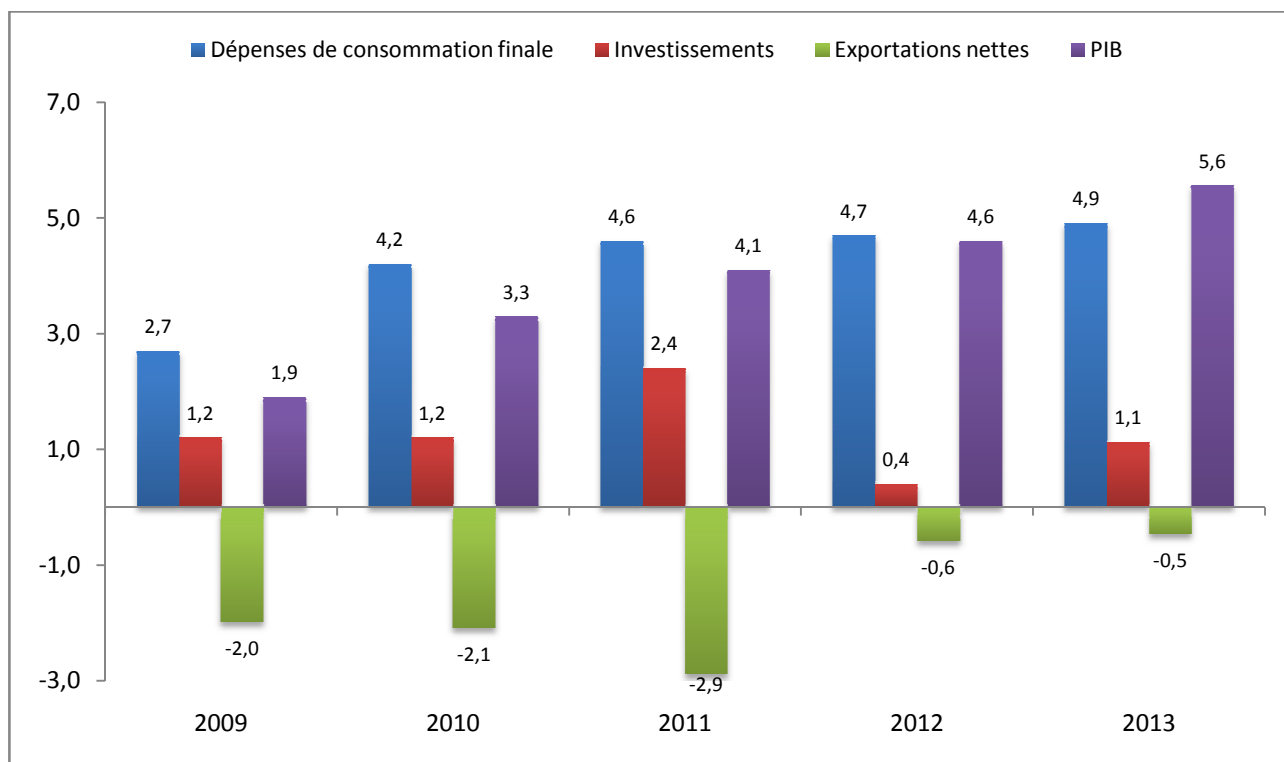
Taux de croissance économique : c'est l'évolution du PIB entre deux années ou deux trimestres, dans laquelle on a pris soin d'éliminer l'effet de la variation des prix. On parle alors d'évolution en volume ou à prix constants.

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Institut National de la Statistique, Département des Synthèses et Analyses économiques. Publications :

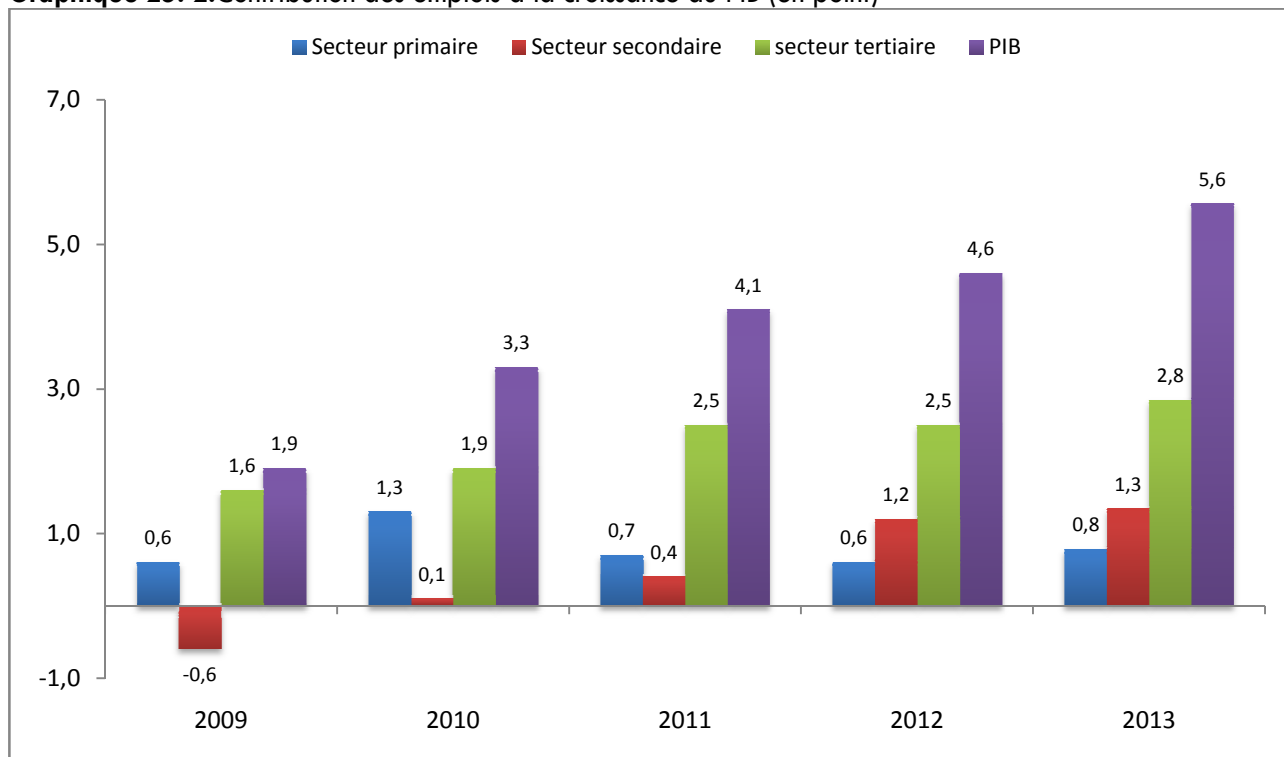
- Comptes nationaux provisoires ;
- Comptes nationaux définitifs.

Graphique 25. 1: Contribution des secteurs à la croissance du PIB (en point)



Source : INS

Graphique 25. 2: Contribution des emplois à la croissance du PIB (en point)



Source : INS

Tableau 25. 1: PIB courant, optique production (milliards de FCFA)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
1. Production	16 871,6	17 828,4	19 417,5	20 599,9	22 046,2
2. Consommations intermédiaires	6 687,0	6 992,8	7 845,0	8 115,4	8 548,6
3. Valeur Ajoutée (1-2)	10 184,6	10 835,6	11 572,5	12 484,5	13 497,6
4. Impôts sur les produits	855,6	864,1	973,2	1 030,2	1 109,9
PIB (3+4)	11 040,3	11 699,7	12 545,7	13 514,7	14 607,5

Source : INS

Tableau 25. 2: PIB constant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
1. Production	14 574,4	15 114,6	15 766,7	16 462,6	17 234,6
2. Consommations intermédiaires	6 418,6	6 672,0	6 993,0	7 279,4	7 555,1
3. Valeur Ajoutée (1-2)	8 155,8	8 442,6	8 773,7	9 183,2	9 679,5
4. Impôts sur les produits	711,0	714,0	762,1	790,2	848,6
PIB	8 866,8	9 156,7	9 535,8	9 973,4	10 528,1

Source : INS

Tableau 25. 3: PIB constant, optique production (évolutions des volumes en %)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
1. Production	1,3	3,7	4,3	4,4	4,7
2. Consommation intermédiaire	0,8	3,9	4,8	4,1	3,8
3. Valeur Ajoutée (1-2)	1,7	3,5	3,9	4,7	5,4
4. Impôts sur les produits	4,9	0,4	6,7	3,7	7,4
PIB	1,9	3,3	4,1	4,6	5,6

Source : INS

Tableau 25. 4: Déflateur du PIB (base 100 = 2000)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
1. Production	115,8	118,0	123,2	125,1	127,9
2. Consommation intermédiaire	104,2	104,8	112,2	111,5	113,2
3. Valeur Ajoutée (1-2)	124,9	128,3	131,9	135,9	139,4
4. Impôts sur les produits	120,3	121,0	127,7	130,4	130,8
PIB	124,5	127,8	131,6	135,5	138,7

Source : INS

Tableau 25. 5: Variation du déflateur du PIB (en pourcentage)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
1. Production	2,1	1,9	4,4	1,6	2,2
2. Consommation intermédiaire	-0,7	0,6	7,0	-0,6	1,5
3. Valeur Ajoutée (1-2)	4,0	2,8	2,8	3,1	2,6
4. Impôt sur les produits	0,6	0,6	5,5	2,1	0,3
PIB	3,7	2,6	2,97	3,0	2,4

Source : INS

Tableau 25. 6: Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	2 391,2	2 534,9	2 727,8	2 894,1	3 088,9
Agriculture des produits vivriers	1 570,2	1 643,5	1 817,9	1 953,7	2 102,0
Agriculture industrielle et d'exportation	158,5	187,5	177,6	165,1	178,7
Elevage, chasse	315,9	329,1	346,2	373,4	398,4
Sylviculture et exploitation forestière	216,1	235,7	244,9	253,3	254,9
Pêche	130,5	139,1	141,2	148,7	155,0
Secteur secondaire	3 044,9	3 241,7	3 422,8	3 775,1	4 031,8
Industries extractives	807,1	777,5	960,8	1 099,5	1 090,2
dont extraction d'hydrocarbures	789,1	757,1	940,6	1 074,5	1 060,4
Industries Agro-alimentaires	632,7	730,7	787,2	811,2	845,7
Autres Industries manufacturières	1 020,2	1 025,8	891,8	1 034,1	1 096,4
Electricité, gaz et eau	99,8	110,1	120,2	120,6	135,0
BTP	485,1	597,5	662,8	709,7	864,6
Secteur tertiaire	3 775,6	4 045,8	4 338,0	4 635,2	5 091,5
Commerce, restaurants et hôtels	2 058,9	2 107,2	2 254,8	2 438,7	2 690,6
Transports, entrepôts, communications	659,1	757,7	818,7	862,6	964,5
Banques et organismes financiers	92,4	101,0	123,4	130,9	151,6
Autres services marchands	1 025,1	1 143,8	1 209,4	1 277,1	1 366,2
SIFIM	-59,8	-64,0	-68,2	-74,1	-81,4
Total VA marchande	9 211,7	9 822,3	10 488,6	11 304,4	12 212,2
BNM [1] des APU	845,2	878,6	943,6	1 033,0	1 131,0
BNM des ISBL	39,2	41,4	43,1	45,2	47,4
BNM des services domestiques	88,5	93,3	97,1	101,9	107,0
Total VA non marchande	972,9	1 013,3	1 083,8	1 180,2	1 285,4
Total VA	10 184,6	10 835,6	11 572,5	12 484,5	13 497,6
Impôts et taxes nets des Subventions	855,6	864,1	973,2	1 030,2	1 109,9
PIB	11 040,3	11 699,7	12 545,7	13 514,7	14 607,5

Source : INS

Tableau 25. 7: Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	2,9	6,0	3,1	2,7	3,7
Agriculture des produits vivriers	5,0	3,7	3,8	3,8	3,9
Agriculture industrielle et d'exportation	4,2	7,8	-1,6	-3,7	6,9
Elevage, chasse	0,1	2,7	4,1	2,6	4,8
Sylviculture et exploitation forestière	-10,6	32,8	2,1	-0,2	-1,8
Pêche	1,3	3,4	1,9	1,8	2,8
Secteur secondaire	-2,5	0,5	1,6	4,9	5,7
Industries extractives	-13,1	-11,9	-6,7	3,7	8,7
dont extraction d'hydrocarbures	-13,6	-12,6	-7,3	3,5	8,5
Industries Agro-alimentaires	-1,2	5,7	4,2	5,4	3,7
Autres Industries manufacturières	-0,9	1,1	1,2	4,9	3,6
Electricité, gaz et eau	-0,6	3,9	3,6	-0,1	8,7
BTP	12,5	9,1	9,6	6,7	12,9
Secteur tertiaire	3,5	4,0	5,8	5,4	6,3
Commerce, restaurants et hôtels	-0,1	1,9	4,9	5,4	5,7
Transports, entrepôts, communications	7,5	5,3	8,2	8,1	7,9
Banques et organismes financiers	3,8	6,0	8,4	6,7	13,3
Autres services marchands	7,4	7,5	4,7	2,3	5,0
SIFIM	-6,0	4,3	3,7	6,7	7,9
Total VA marchande	1,5	3,5	3,9	4,5	5,5
BNM[1] des APU	3,5	3,7	4,6	6,1	5,0
BNM des ISBL	4,3	5,3	3,3	4,0	5,2
BNM des services domestiques	4,3	5,3	3,3	4,0	5,2
Total VA non marchande	3,6	3,9	4,4	5,8	5,0
Total VA	1,7	3,5	3,9	4,7	5,4
Impôts et taxes nets des Subventions	4,9	0,4	6,7	3,7	7,4
PIB	1,9	3,3	4,1	4,6	5,6

Source : INS

Tableau 25. 8: Répartition du PIB courant par secteur d'activités (en pourcentage du PIB nominal)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	21,66	21,67	21,74	21,41	21,15
Agriculture des produits vivriers	14,22	14,05	14,49	14,46	14,39
Agriculture industrielle et d'exportation	1,44	1,60	1,42	1,22	1,22
Elevage, chasse	2,86	2,81	2,76	2,76	2,73
Sylviculture et exploitation forestière	1,96	2,01	1,95	1,87	1,75
Pêche	1,18	1,19	1,13	1,10	1,06
Secteur secondaire	27,58	27,71	27,28	27,93	27,60
Industries extractives	7,31	6,65	7,66	8,14	7,46
dont extraction d'hydrocarbures	7,15	6,47	7,50	7,95	7,26
Industries Agro-alimentaires	5,73	6,25	6,27	6,00	5,79
Autres Industries manufacturières	9,24	8,77	7,11	7,65	7,51
Electricité, gaz et eau	0,90	0,94	0,96	0,89	0,92
BTP	4,39	5,11	5,28	5,25	5,92
Secteur tertiaire	34,20	34,58	34,58	34,30	34,86
Commerce, restaurants et hôtels	18,65	18,01	17,97	18,04	18,42
Transports, entrepôts, communications	5,97	6,48	6,53	6,38	6,60
Banques et organismes financiers	0,84	0,86	0,98	0,97	1,04
Autres services marchands	9,28	9,78	9,64	9,45	9,35
SIFIM	-0,54	-0,55	-0,54	-0,55	-0,56
Total VA marchande	83,44	83,95	83,60	83,64	83,60
BNM[1] des APU	7,66	7,51	7,52	7,64	7,74
BNM des ISBL	0,36	0,35	0,34	0,33	0,32
BNM des services domestiques	0,80	0,80	0,77	0,75	0,73
Total VA non marchande	8,81	8,66	8,64	8,73	8,80
Total VA	92,25	92,61	92,24	92,38	92,40
Impôts et taxes nets des Subventions	7,75	7,39	7,76	7,62	7,60
PIB	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : INS

Tableau 25. 9: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	0,6	1,3	0,7	0,6	0,8
Agriculture des produits vivriers	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6
Agriculture industrielle et d'exportation	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1
Elevage, chasse	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	-0,2	0,5	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	-0,6	0,1	0,4	1,2	1,3
Industries extractives	-0,8	-0,6	-0,3	0,1	0,3
dont extraction d'hydrocarbures	-0,8	-0,6	-0,3	0,1	0,3
Industries Agro-alimentaires	-0,1	0,3	0,2	0,3	0,2
Autres Industries manufacturières	-0,1	0,1	0,1	0,5	0,4
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
BTP	0,3	0,2	0,3	0,2	0,4
Secteur tertiaire	1,3	1,5	2,1	2,0	2,4
Commerce, restaurants et hôtels	0,0	0,3	0,9	1,0	1,1
Transports, entrepôts, communications	0,6	0,5	0,8	0,8	0,8
Banques et organismes financiers	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
Autres services marchands	0,5	0,6	0,4	0,2	0,4
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total VA marchande	1,2	2,9	3,2	3,7	4,5
BNM [1] des APU	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4
BNM des ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BNM des services domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total VA non marchande	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5
Total VA	1,6	3,2	3,6	4,3	5,0
Impôts et taxes nets des Subventions	0,4	0,0	0,5	0,3	0,6
PIB	1,9	3,3	4,1	4,6	5,6

Source : INS

Tableau 25. 10: Taux de croissance réel de la production par branche d'activité (en pourcentage)

Branches	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture Vivrière	5,4	3,6	3,8	3,8	3,9
Agriculture Ind. Export	3,7	4,8	0,1	-3,7	6,8
Elevage et Chasse	2,7	2,7	3,6	2,6	4,7
Sylviculture et Exploitation Forestière	-5,7	18,9	-0,6	-0,2	-1,8
Pêche et Pisciculture	2,7	1,7	1,8	1,8	2,6
Extraction Hydrocarbures	-12,4	-11,8	-7,3	3,5	8,5
Autres activités Extractives	9,9	7,8	9,5	6,7	14,0
Industrie de la viande et du poisson	4,5	2,7	2,6	2,6	2,8
Travaux de Grains	8,1	18,8	13,0	4,7	-2,8
Industrie du cacao, café, thé et sucre	1,3	0,6	7,2	10,8	1,8
Industrie des oléagineux Alim. Ani.	-0,8	2,5	6,0	8,7	8,3
Fabrication des produits à base de céréales	-12,1	7,8	10,1	-3,3	8,6
Industrie du lait, fruits, légumes et autres	5,2	-2,1	5,3	3,1	2,9
Industrie de Boissons	2,6	13,7	2,3	6,0	3,5
Industrie du Tabac	-25,3	2,7	2,7	2,7	2,7
Ind. Textile et confection	-0,6	1,8	2,6	4,2	3,8
Industrie du cuir et Fabrication de chaussures	2,5	1,1	2,5	3,4	7,1
Industrie du bois (sauf fabrication de meubles)	-12,0	9,1	7,8	2,4	0,1
Fabrication de papier et articles en papier	5,8	-15,2	-2,3	29,9	3,0
Raffinage Pétrole ...	3,9	15,6	9,5	-12,0	-16,7
Industrie chimique et ...	-7,5	-13,3	-2,8	-2,7	13,6
Production de caoutchouc et ...	-1,1	-17,7	6,5	16,9	8,1
Fabrication des autres produits min.	-0,2	-11,0	-4,0	13,1	-23,4
Fabrication de produits métallurgiques	-7,6	20,4	-10,0	-7,8	7,8
Fabrication de machines et appareils électriques	10,4	-51,2	-9,0	3,1	-6,3
Fabrication d'équipements et appareils audio	14,4	-27,1	2,3	4,2	-6,3
Fabrication du matériel de transport	-3,2	55,1	-6,7	2,8	-28,1
Fabrication de meubles,...	8,9	-0,2	2,7	5,4	3,6
Production et distribution d'électricité et degaz.	0,6	2,2	3,6	-0,1	8,9
Construction	8,6	5,2	7,8	6,7	15,4
Commerce de gros et détail	-1,8	2,5	4,9	5,6	4,5
Activités de réparation	3,5	2,7	4,9	2,8	1,6
Restaurants et hôtels	2,7	4,1	4,2	2,7	3,4
Transp.Entre.Comuni	3,0	7,6	8,8	4,8	6,3
Postes et Télécommunications	8,1	5,0	7,5	9,3	4,9
Activités financières	3,5	4,4	8,4	6,7	14,0
Activités immobilières	3,2	2,7	3,5	2,7	2,7
Activités et services des entreprises	3,9	4,4	8,5	5,0	4,8
APU.et Sécurité sociale	3,5	3,7	4,3	6,1	5,8
Education	6,2	8,9	4,5	3,7	6,3
Santé et action sociale.	7,7	24,7	3,9	3,4	5,3
Service fournis aux collectivités	2,8	4,2	3,2	4,0	5,1
Production totale	1,3	3,7	4,3	4,4	4,7

Source : INS

Tableau 25. 11: Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité (prix courants)

Branches	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture Vivrière	1570,2	1643,5	1817,9	1953,7	2102,0
Agriculture Ind. Export	158,5	187,5	177,6	165,1	178,7
Elevage et Chasse	315,9	329,1	346,2	373,4	398,4
Sylviculture et Exploitation Forestière	216,1	235,7	244,9	253,3	254,9
Pêche et Pisciculture	130,5	139,1	141,2	148,7	155,0
Extraction Hydrocarbures	789,1	757,1	940,6	1074,5	1060,4
Autres activités Extractives	18,0	20,5	20,2	25,0	29,8
Industrie de la viande et du poisson	209,3	218,5	255,8	235,9	246,4
Travaux de Grains	57,2	73,2	51,0	53,8	50,5
Industrie du cacao, café, thé et sucre	105,7	112,7	118,4	145,2	148,4
Industrie des oléagineux Alim. Ani.	72,3	74,8	87,7	94,1	102,3
Fabrication des produits à base de céréales	62,3	72,2	96,3	95,5	110,7
Industrie du lait, fruits, légumes et autres	38,8	50,1	48,5	53,5	49,3
Industrie de Boissons	85,1	126,7	126,8	130,5	135,5
Industrie du Tabac	2,1	2,4	2,5	2,7	2,6
Ind. Textile et confection	382,2	399,5	402,3	432,0	495,5
Industrie du cuir et Fabrication de chaussures	9,8	9,7	9,9	10,4	10,9
Industrie du bois (sauf fabrication de meubles)	50,7	82,8	90,4	133,1	123,9
Fabrication de papier et articles en papier	61,0	51,4	42,3	55,8	57,7
Raffinage Pétrole ...	154,6	176,1	82,8	101,4	84,2
Industrie chimique et ...	38,3	3,1	9,3	15,7	19,7
Production de caoutchouc et ...	56,1	38,2	35,7	43,8	47,9
Fabrication des autres produits min.	29,4	30,5	16,3	20,6	16,3
Fabrication de produits métallurgiques	24,7	52,1	18,9	16,1	18,3
Fabrication de machines et appareils électriques	72,5	30,7	27,9	28,7	25,8
Fabrication d'équipements et appareils audio	5,0	5,0	8,0	10,9	11,5
Fabrication du matériel de transport	9,1	24,4	21,4	21,2	14,4
Fabrication de meubles,...	126,9	122,3	126,8	144,5	170,3
Production et distribution d'électricité et degaz..	99,8	110,1	120,2	120,6	135,0
Construction	485,1	597,5	662,8	709,7	864,6
Commerce de gros et détail	1902,6	1964,8	2114,3	2287,9	2521,1
Activités de réparation	83,9	88,9	94,0	97,1	100,0
Restaurants et hôtels	156,3	142,5	140,5	150,7	169,5
Transp.Entre.Comuni	534,2	614,5	669,9	705,4	794,2
Postes et Télécommunications	124,8	143,2	148,8	157,2	170,3
Activités financières	92,4	101,0	123,4	130,9	151,6
Activités immobilières	555,2	581,4	613,0	661,6	703,8
Activités et services des entreprises	111,5	123,1	140,3	153,4	165,1
APU.et Sécurité sociale	507,4	532,2	568,6	622,5	699,1
Education	406,1	461,9	487,6	513,4	537,3
Santé et action sociale.	101,8	127,3	134,2	141,1	153,6
Service fournis aux collectivités	232,2	242,3	255,6	268,2	292,9
SIFIM	-59,8	-64,0	-68,2	-74,1	-81,4
Total valeur ajoutée	10184,6	10835,6	11572,5	12484,5	13497,6
Impôts nets des subventions	855,6	864,1	973,2	1030,2	1109,9
Produit Intérieur Brut	11040,3	11699,7	12545,7	13514,7	14607,5

Source : INS

Tableau 25. 12: Evolution des emplois du PIB à prix courants

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Dépense de Consommation Finale	9547,0	10134,7	10976,4	11951,7	12963,8
Dont privée	8303,7	8776,3	9519,1	10403,6	11273,2
Publique	1243,3	1358,4	1457,2	1548,2	1690,6
2. FBCF	1964,9	2219,9	2582,6	2600,1	2834,1
Dont privée	1718,6	1957,6	2284,7	2283,6	2498,0
Publique	246,3	262,3	298,0	316,4	336,1
3. Variation des stocks	79,5	8,0	1,0	18,7	15,1
4. Investissement (2+3)	2044,4	2227,9	2583,6	2618,8	2849,2
5. Exportations nettes	-551,1	-662,9	-1014,3	-1055,8	-1205,4
6. Exportations	1770,5	2029,6	2306,8	2540,1	3017,5
Exportations des biens	1535,6	1789,6	2028,5	2271,7	2152,8
Exportations des services	234,9	240,0	278,3	268,4	864,7
7. Importations	2321,6	2692,5	3321,1	3595,9	4222,9
Importations des biens	1971,0	2332,3	2929,2	3180,8	3071,9
Importations des services	350,6	360,2	392,0	415,1	1151,1
PIB (1+4+5)	11040,3	11699,7	12545,7	13514,7	14607,5

Source : INS

Tableau 25. 13: Indice de volume des emplois du PIB (variation en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Dépense de Consommation Finale	3,3	5,0	5,3	5,4	5,6
Dont privée	3,1	4,5	5,3	5,4	5,5
Publique	4,6	8,4	5,5	5,5	6,5
2. FBCF	3,5	10,7	12,1	1,4	5,2
Dont privée	4,9	11,6	12,3	0,8	5,6
Publique	-5,4	4,4	10,8	5,7	2,5
3. Variation des stocks	79,3	-84,1	-92,0	857,8	-18,3
4. Investissement (2+3)	5,9	5,6	11,3	1,9	5,1
5. Exportations nettes	62,3	42,1	41,0	5,9	5,0
6. Exportations	-12,5	7,8	2,2	-1,3	26,0
Exportations des biens	-13,3	8,7	1,2	-1,5	4,4
Exportations des services	-6,8	1,5	10,0	0,5	173,4
7. Importations	-2,1	15,7	13,2	1,2	18,3
Importations des biens	-3,6	17,4	13,9	0,6	2,2
Importations des services	11,8	1,6	6,4	7,9	169,8
PIB (1+4+5)	1,9	3,3	4,1	4,6	5,6

Source : INS

Tableau 25. 14: PIB et ses emplois (en pourcentage du PIB)

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Dépense de Consommation Finale	86,5	86,6	87,5	88,4	88,7
Dont privée	75,2	75,0	75,9	77,0	77,2
Publique	11,3	11,6	11,6	11,5	11,6
2. FBCF	17,8	19,0	20,6	19,2	19,4
Dont privée	15,6	16,7	18,2	16,9	17,1
Publique	2,2	2,2	2,4	2,3	2,3
3. Variation des stocks	0,7	0,1	0,0	0,1	0,1
4. Investissement (2+3)	18,5	19,0	20,6	19,4	19,5
5. Exportations nettes	-5,0	-5,7	-8,1	-7,8	-8,3
6. Exportations	16,0	17,3	18,4	18,8	20,7
Exportations des biens	13,9	15,3	16,2	16,8	14,7
Exportations des services	2,1	2,1	2,2	2,0	5,9
7. Importations	21,0	23,0	26,5	26,6	28,9
Importations des biens	17,9	19,9	23,3	23,5	21,0
Importations des services	3,2	3,1	3,1	3,1	7,9
PIB (1+4+5)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INS

Tableau 25. 15: Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Dépense de Consommation Finale	2,7	4,2	4,6	4,7	4,9
Dont privée	2,3	3,4	4,0	4,1	4,2
Publique	0,5	0,9	0,6	0,6	0,7
2. FBCF	0,7	2,1	2,6	0,3	1,1
Dont privée	0,8	2,0	2,3	0,2	1,1
Publique	-0,1	0,1	0,3	0,2	0,1
3. Variation des stocks	0,5	-1,0	-0,2	0,1	0,0
4. Investissement (2+3)	1,2	1,2	2,4	0,4	1,1
5. Exportations nettes	-2,0	-2,1	-2,9	-0,6	-0,5
6. Exportations	-2,5	1,3	0,4	-0,2	4,3
Exportations des biens	-2,3	1,3	0,2	-0,2	0,6
Exportations des services	-0,2	0,0	0,2	0,0	3,6
7. Importations	-0,5	3,4	3,2	0,3	4,7
Importations des biens	-0,7	3,4	3,1	0,1	0,5
Importations des services	0,3	0,0	0,2	0,2	4,2
PIB (1+4+5)	1,9	3,3	4,1	4,6	5,6

Source : INS

Tableau 25. 16: Dépenses de consommation finale par produit à prix courants

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013
Produits vivriers	1 855,3	1 954,2	2 162,7	2 311,6	2 532,3
Produits de l'agriculture industrielle et d'exportation	59,4	61,7	68,5	46,9	50,1
Elevage, chasse	312,0	326,3	337,0	366,6	384,4
Sylviculture et exploitation forestière	25,1	26,1	27,0	28,4	29,6
Pêche	50,2	52,2	52,8	52,6	55,0
Autres produits de l'extraction	10,9	11,3	12,0	17,3	13,6
Industries Agro-alimentaires	1 773,7	1 904,5	2 148,5	2 408,5	2 555,6
Pétrole et industrie chimique	455,0	473,4	507,6	558,9	670,7
Autres Industries manufacturières	1 481,9	1 555,0	1 589,7	1 802,1	1 904,2
Electricité, gaz et eau	52,0	53,3	59,7	52,7	56,3
Restaurants et hôtels	600,5	637,7	658,6	708,2	757,5
Transports, entrepôts, communications	580,4	621,2	720,7	794,9	794,8
Banques et organismes financiers	49,6	53,2	73,0	76,9	94,0
Autres services marchands	575,7	603,9	643,5	685,8	720,7
Services non marchands	1 593,5	1 726,0	1 834,2	1 955,8	2 128,5
Correction Territoriale	71,7	74,6	80,9	84,5	216,5
Total des dépenses de consommation finale	9 547,0	10 134,7	10 976,4	11 951,7	12 963,8

Source : INS

Tableau 25. 17: Formation Brute de Capital Fixe par produits à prix courant

	2009	2010	2011	2012	2013
Plantations	7,5	6,4	6,8	6,5	6,9
Produits de l'élevage	18,2	20,1	25,9	21,3	33,3
Recherche pétrolière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits métalliques de base et ouvrage en métaux	0,0	83,5	110,7	48,6	43,9
Equipements audiovisuel	12,4	13,8	16,6	46,7	103,8
Machines et appareils électriques	577,8	559,4	660,4	636,1	486,0
Matériel de transport	202,4	257,6	342,9	287,1	281,5
Meubles	87,3	86,1	99,9	107,5	141,8
BTP	1 059,3	1 192,9	1 319,5	1 446,3	1 736,9
Total de la FBCF	1 964,9	2 219,9	2 582,6	2 600,1	2 834,1

Source : INS

Tableau 25. 18: PIB, revenu national et revenu national disponible

Opération	2004	2005	2006	2007	2008
1. Rémunération des salariés	1 660,0	1 662,2	1 706,2	1 855,4	2 019,3
2. Impôts sur la production et l'importation nets des subventions	634,5	702,1	788,5	818,1	860,2
3. Excédent Brut d'Exploitation/Revenu Mixte	6 039,5	6 385,4	6 892,8	7 118,8	7 749,3
4. PIB aux prix du marché (1+2+3)	8 333,9	8 749,6	9 387,5	9 792,3	10 628,8
5. PIB aux coûts des facteurs (1+3)	7 741,1	8 087,5	8 641,8	9 020,7	9 817,6

Source : INS

Tableau 25. 19: Exportations par produits à prix courants

Produits	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture Vivrière	50,1	51,5	57,2	62,1	57,0
Agriculture Ind. Export	147,2	173,2	155,0	148,1	170,5
Elevage et Chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et Exploitation Forestière	39,0	98,4	92,5	92,9	87,5
Pêche et Pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction Hydrocarbures	749,7	772,2	916,4	1 059,2	1 088,4
Autres activités Extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie de la viande et du poisson	1,1	1,1	1,3	1,2	0,0
Travaux de Grains	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie du cacao, café, thé et sucre	31,0	44,2	42,4	46,6	61,6
Industrie des oléagineux Alim. Ani.	0,5	0,5	0,6	0,6	2,4
Fabrication des produits à base de céréales	0,3	0,3	0,6	0,6	0,5
Industrie du lait, fruits, légumes et autres	5,8	6,6	7,1	7,3	7,1
Industrie de Boissons	5,3	5,2	5,0	5,8	7,4
Industrie du Tabac	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Ind. Textile et confection	31,3	30,4	32,4	118,9	17,5
Industrie du cuir et Fabrication de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie du bois (sauf fabrication de meubles)	215,1	235,8	252,6	264,0	280,7
Fabrication de papier et articles en papier	0,4	0,4	0,5	0,5	6,7
Raffinage Pétrole ...	148,5	243,8	341,0	351,9	189,3
Industrie chimique et ...	6,9	7,1	8,9	10,3	57,1
Production de caoutchouc et ...	22,3	23,0	28,7	26,7	40,6
Fabrication des autres produits min.	14,1	9,1	6,3	6,6	14,7
Fabrication de produits métallurgiques	63,2	83,4	77,1	65,2	60,8
Fabrication de machines et appareils électriques	1,8	2,1	1,7	1,7	1,6
Fabrication d'équipements et appareils audio	0,4	0,4	0,4	0,6	0,6
Fabrication du matériel de transport	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5
Fabrication de meubles,...	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Production et distribution d'électricité et degaz.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros et détail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités de réparation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et hôtels	7,2	7,3	27,8	8,2	8,6
Transp.Entre.Comuni	97,5	99,0	110,4	116,1	382,0
Postes et Télécommunications	2,9	2,9	2,9	3,1	10,1
Activités financières	23,6	24,2	25,1	23,6	77,7
Activités immobilières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités et services des entreprises	65,3	66,9	69,1	72,7	239,1
Correction territoriale	38,5	39,7	42,9	44,8	147,2
Total	1 770,5	2 029,6	2 306,8	2 540,1	3 017,5

Source : INS

Tableau 25. 20: Importations par produits à prix courants

Produits	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture Vivrière	27,0	29,9	31,1	32,8	28,7
Agriculture Ind. Export	134,7	139,0	134,0	120,1	122,2
Elevage et Chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et Exploitation Forestière	175,6	272,0	282,7	283,3	275,1
Pêche et Pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction Hydrocarbures	596,6	551,1	532,9	521,7	534,2
Autres activités Extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie de la viande et du poisson	7,0	7,2	7,4	7,5	0,0
Travaux de Grains	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie du cacao, café, thé et sucre	21,5	26,7	28,4	30,3	41,2
Industrie des oléagineux Alim. Ani.	0,3	0,2	0,3	0,3	1,2
Fabrication des produits à base de céréales	0,5	0,5	0,7	0,6	0,6
Industrie du lait, fruits, légumes et autres	5,4	6,1	6,2	6,0	5,7
Industrie de Boissons	3,7	3,4	3,2	3,5	4,6
Industrie du Tabac	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Ind. Textile et confection	43,3	41,6	49,0	53,3	9,8
Industrie du cuir et Fabrication de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie du bois (sauf fabrication de meubles)	161,9	208,8	242,3	245,8	277,9
Fabrication de papier et articles en papier	8,0	5,9	6,6	6,2	91,0
Raffinage Pétrole ...	77,2	90,8	87,3	84,4	45,4
Industrie chimique et ...	3,1	3,1	3,7	4,2	21,7
Production de caoutchouc et ...	9,5	9,8	9,5	7,7	10,8
Fabrication des autres produits min.	3,5	2,1	1,5	1,6	3,5
Fabrication de produits métallurgiques	30,3	24,7	13,6	8,8	7,9
Fabrication de machines et appareils électriques	2,6	2,9	3,1	2,9	2,8
Fabrication d'équipements et appareils audio	0,5	0,5	0,5	0,7	0,6
Fabrication du matériel de transport	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
Fabrication de meubles,...	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Production et distribution d'électricité et degaz..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros et détail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités de réparation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et hôtels	2,5	2,6	2,7	2,8	2,8
Transp.Entre.Comuni	56,3	56,7	61,9	64,1	206,8
Postes et Télécommunications	4,6	4,7	4,7	5,1	16,4
Activités financières	18,3	18,5	19,2	19,6	31,2
Activités immobilières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités et services des entreprises	49,3	50,3	60,4	61,9	166,1
Correction territoriale	54,4	55,4	58,3	54,8	145,8
Total	1 499,2	1 616,0	1 652,3	1 631,1	2 055,3

Source : INS

Chapitre 26: BALANCE DE PAIEMENTS ET COMMERCE EXTERIEUR

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES	445
II. LISTE DES TABLEAUX.....	445
III. PRÉSENTATION.....	446
IV. MÉTHODOLOGIE	446
V. SOURCES DE DONNEES ET DE DOCUMENTATION	446

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 26. 1: Evolution de 2009 à 2013 des importations en valeurs (en millions de fcfa)	447
Graphique 26. 2: Evolution de 2008 à 2013 des exportations en valeurs (en millions de fcfa).....	447
Graphique 26. 3: Structure des importation en 2013 (%).....	448
Graphique 26. 4: Structure des exportations en 2013 (%)	448

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 26. 1: Evolution de la balance des paiements (en milliards de fcfa) entre 2009 et 2012.....	449
Tableau 26. 2: Évolution des importations du Cameroun entre 2009 et 2013 (Quantité en tonnes et Valeur en millions de FCFA)	451
Tableau 26. 3: Evolution des principaux produits d'exportation entre 2008 et 2013 (quantité en tonnes, valeur en millions de fcfa)	460

III. Présentation

Après avoir été déficitaire en 2011, le solde global de la balance des paiements est redevenu excédentaire en 2012 et se situe à 47,6 milliards de FCFA. Le compte des transactions courantes est resté structurellement déficitaire sur la période 2009-2012. A l'exception de la balance des transferts courants qui est excédentaire, toutes autres composantes de ce compte (balance des biens, balance des services, balance des revenus) sont restées déficitaires.

S'agissant particulièrement des échanges de biens, les importations ont été plus élevées que les exportations entre 2009 et 2013, induisant une balance commerciale déficitaire sur la période. Les importations, tirées par les équipements et les produits alimentaires se sont accrues de 58% pour s'élever à 3285,1 milliards en 2013. Quant aux exportations, après avoir enregistré une chute en 2009 en liaison avec la crise chez nos partenaires commerciaux, elles se sont redressées ; passant de 1582,8 milliards en 2009 à 2230,1 milliards en 2013, soit un accroissement de 41%.

En 2013, les importations ont été dominées par les produits alimentaires, les produits d'origine minérale (notamment les hydrocarbures), les équipements industriels et les demi-produits alors que les exportations sont demeurées dominées par les produits

bruts, notamment les huiles brutes de pétrole (48,8%), le bois et ouvrages en bois (10,5%), le cacao brut (10%), le coton brut (3,8%) et le caoutchouc brut (2,7%).

IV. Méthodologie

L'approche méthodologique a consisté à exploiter les données mensuelles de base provenant de la Direction Générale des Douanes sur les importations et les exportations de biens pour constituer une série annuelle sur la période 2008-2013.

Pour l'édition 2013 de l'annuaire statistique, les biens retenus parmi les principaux sont ceux qui sont mis en exergue depuis 2007.

V. Sources de données et de documentation

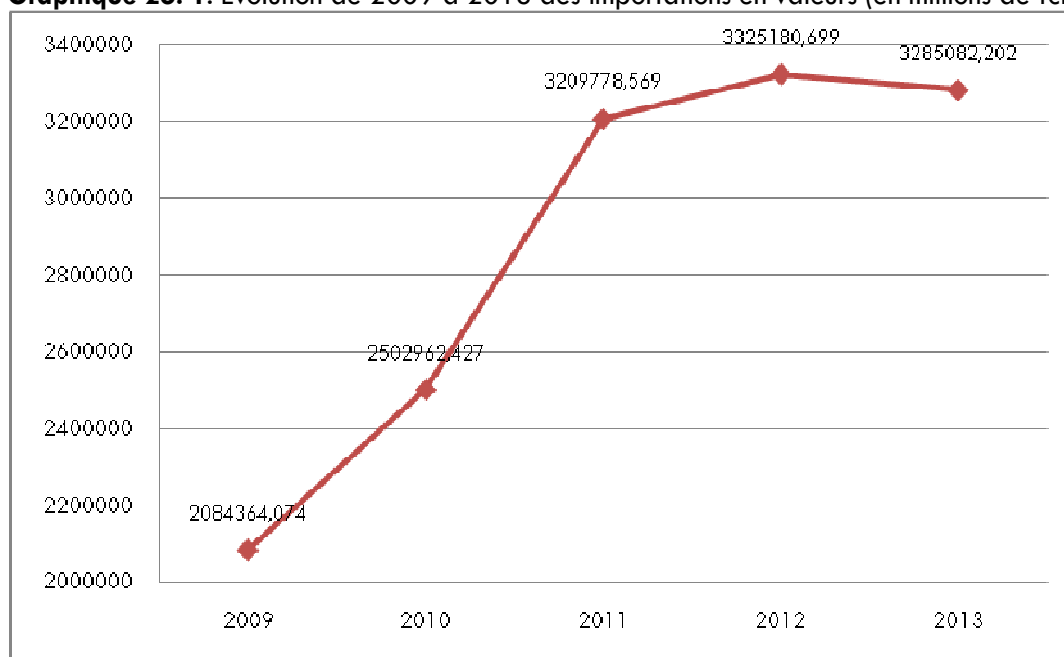
Les informations contenues dans ce chapitre proviennent essentiellement de deux sources secondaires du Ministère des Finances :

- La Direction des Affaires Economiques (DAE) pour les données concernant la balance des paiements ;
- La Direction Générale des Douanes pour les statistiques du commerce extérieur.

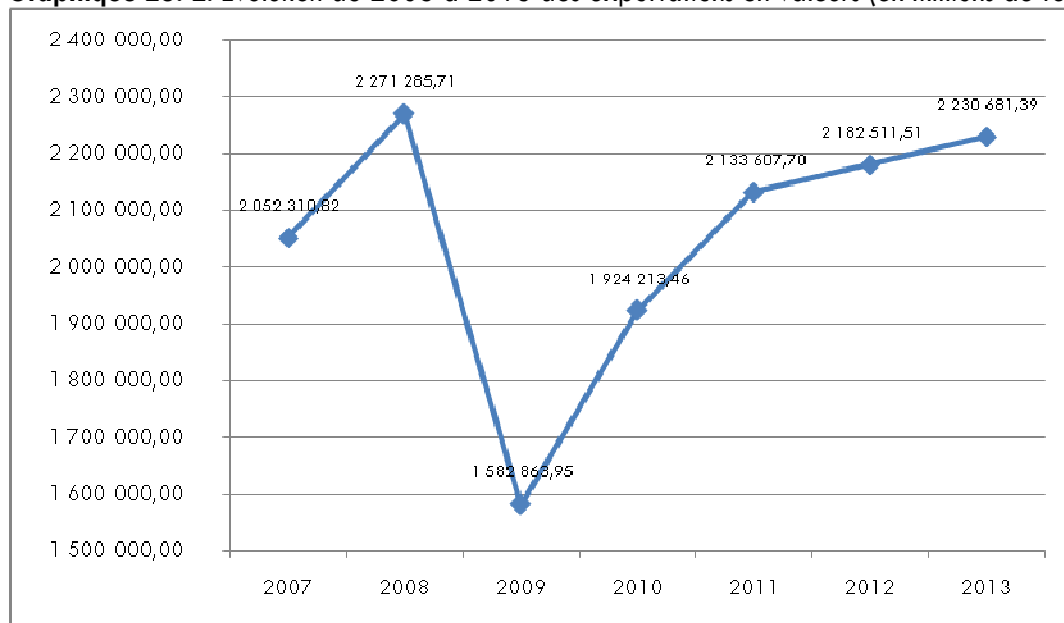
NB :

Pour des informations plus détaillées, l'utilisateur est invité à se rapprocher de la DAE et de la DGD.

GRAPHIQUES

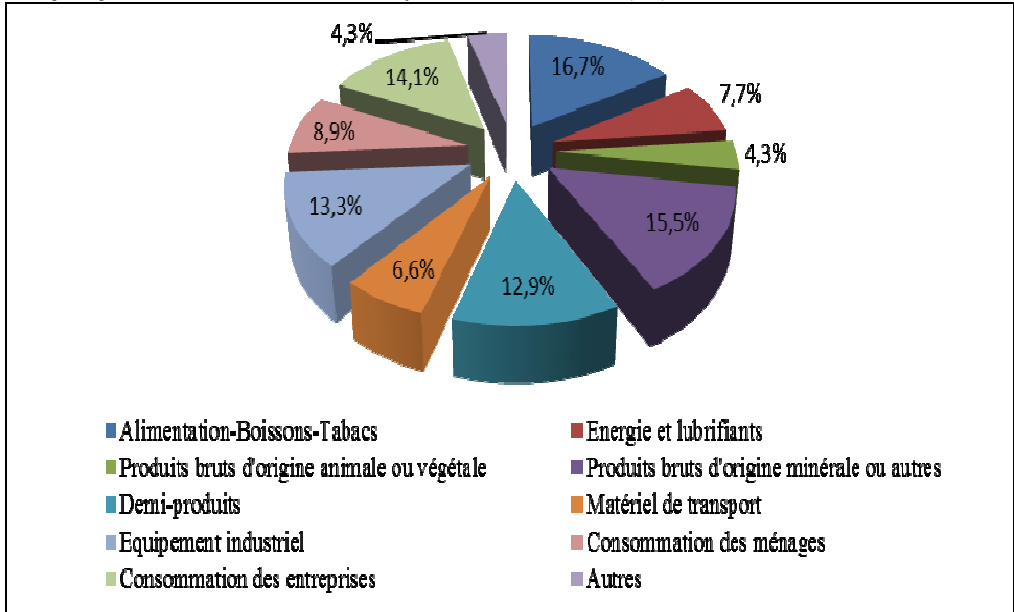
Graphique 26. 1: Evolution de 2009 à 2013 des importations en valeurs (en millions de fcfa)

Source : INS

Graphique 26. 2: Evolution de 2008 à 2013 des exportations en valeurs (en millions de fcfa)

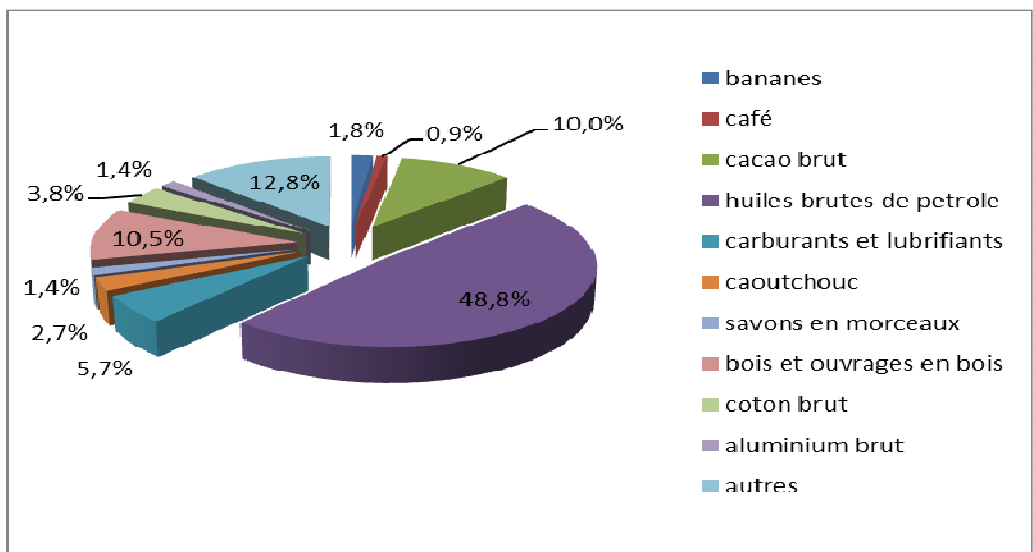
Source : INS

Graphique 26. 3: Structure des importations en 2013 (%)



Source : INS, MINFI/DAE

Graphique 26. 4: Structure des exportations en 2013 (%)



Source : INS, MINFI/DAE

TABLEAUX

Tableau 26. 1: Evolution de la balance des paiements (en milliards de fcfa) entre 2009 et 2013

Année	2009	2010	2011	2012	2013 p
Compte des transactions courantes	-528,223	-396,288	-353 058,0	-488 058,0	-580 015,9
Biens	-183,755	-104,098	-273 480,0	-139 937,0	-185 600,0
Crédit	1968,955	2235,243	2 667 418,0	2 939 163,0	2980192,2
Débit	-2152,71	-2339,341	2 940 898,0	3 079 100,0	3165792,2
Marchandises générales	-107,724	-167,337	-384 410,0	-381 957,0	-433 204,3
Exportations FAB	1908,758	2123,08	2 506 095,0	2 624 796,0	2 664 258,9
<i>Exportations selon les statistiques douanières</i>	1 667,12	1 912,1	-1 038 ,279	2 182 144,0	2 224 189,6
Importations FAB	-2016,482	-2290,417	2 855 419,0	3 006 753,0	3 097 463,1
<i>Importations selon les statistiques douanières</i>	-2086,75	-2530,53	3 209 779,0	3 325 168,0	3 422 302,0
Biens importés ou exportés pour transformation	-85,636	-50,512	0,0	0,0	0,0
Achat de biens dans les ports par les transporteurs	9,605	12,727	-4 865,0	4 566,0	8 788,3
Services	-250,738	-271,386	-58 289,0	-255 490,0	-285 164,9
Crédit	589,716	604,184	876 768,0	831 239,0	882914,572
Débit	-840,454	-875,57	935 057,0	1 086 729,0	1168079,477
Transports	-30,7	-58,732	-161 017,0	-189 056,0	-213 006,1
dont Passager	-40,474	-30,948	-37 365,0	-62 644,0	-75 044,6
dont Fret	-6,85	-47,513	-146 462,0	-156 927,0	-170 310,6
Autres	16,624	19,729	22 810,0	30 515,0	32349,0497
Voyages	-56,121	-9,628	-56 510,0	-85 822,0	-79 490,0
Voyages à titre professionnel	-57,414	-24,798	-92 793,0	-56 739,0	-54 905,9
Voyages à titre personnel	1,293	15,17	36 283,0	-29 083,0	-24584,1
Services d'assurance	-37,8	-30,149	-41 247,0	-34 690,0	-36 012,3
Autres services aux entreprises	-130,493	-197,702	116 977,0	-32 392,0	-47 704,0
Crédit	113,073	175,403	295 999,0	216 869,0	220 232,0
Débit	-243,566	-373,105	179 022,0	249 261,0	267 936,0
Services fournis ou reçus des APU nca	22,766	12,993	9 186,0	9 678,0	9 787,0
Revenus	-225,266	-130,462	-142 867,0	-227 076,0	-271 314,0
Rémunération des salariés	-16,668	4,214	11 137,0	23 694,0	22 141,0
Revenus des investissements	-208,598	-134,676	-154 004,0	-250 770,0	-293 455,0
Crédit	45,132	35,598	48 303,0	65 931,0	57 765,0
Débit	-253,73	-170,274	202 307,0	316 701,0	351 220,0
Revenus des investissements directs	-205,82	-84,699	-103 540,0	-212 683,0	-242 191,0
Revenus des investissements de portefeuille	3,094	-19,46	-8 933,0	947,0	-3 923,0
Revenus des Autres investissements	-5,872	-30,517	-41 531,0	-39 034,0	-47 341,0
Administrations publiques	-28,835	-26,366	-28 536,0	-36 606,0	-47 500,0

Banques	37,636	0,788	2 199,0	2 535,0	1 166,0
Autres secteurs	-14,673	-4,939	-15 194,0	-4 963,0	-1 007,0
Transferts courants	131,536	109,658	121 578,0	134 445,0	162 063,0
Compte de capital et d'opérations financières	450,649	408,235	235 184,0	617 333,7	45 438,0
Compte de capital	86,937	72,812	61 548,0	59 771,0	488 868,0
Compte des opérations financières	363,712	335,423	173 636,0	557 562,7	56 901,0
<i>Investissements directs</i>			219 683,0	413 385,0	431 967,0
<i>A l'étranger (par les résidents)</i>	66,465	41,527	51 982,0	36 015,0	385 194,0
<i>Dans l'économie déclarante (par les non-résidents)</i>	315,576	-6,538	167 701,0	377 370,0	379 526,0
<i>Investissements de portefeuille</i>			-26 837,0	-767,0	-36 779,0
Avoirs	-45,877	-5,365	-26 268,0	9 777,0	-26 721,0
Engagements	-0,339	42,177	-569,0	-10 544,0	-10 058,0
<i>Autres investissements</i>			-19 210,0	144 944,7	83 552,0
Avoirs	-47,653	272,918	-16 348,0	53 733,0	-137 740,0
Engagements	294,942	-9,295	-2 862,0	91 211,7	221 292,0
Avoirs de réserve	-219,402	-114,687	154 600,0	-59 152,0	37,2
Erreurs et omissions nettes	77,574	87,08	-45, 690	-81, 64	47,3
SOLDE GLOBAL	24,4	99	-163,5	47,6	-43,9
Financement	-24,4	-99	+163,5	-47,6	43,9
Variations des réserves officielles (baisse +)	-24,4	-99	164,1	-47,6	43,9
Financements exceptionnels	0	0	-0,6	0	0

Source : MINFI/DAE

2013 : Données provisoires

Tableau 26. 2: Évolution des importations du Cameroun entre 2009 et 2013 (Quantité en tonnes et Valeur en millions de FCFA)

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Animaux vivants	19,25	335,55	165,01	459,90	219,75	594,37	68,16	203,78	748,11	345,53
Viandes et abats comestibles	1 429,98	1 537,09	3 217,07	3 326,10	3 534,12	3 766,03	4 201,16	4 450,45	6 072,48	6 458,51
Poissons et crustacés	202 824,75	113 030,55	166 088,20	93 280,00	212 462,19	148 595,07	180 028,07	122 650,37	205 295,38	144 199,24
Poissons de mer congelés	199 875,74	112 764,89	166 012,92	93 017,09	212 198,14	148 012,86	179 595,29	122 170,59	203 956,92	142 700,56
Lait et dérivés; œufs; miel	13 233,39	17 857,29	13 919,95	21 152,32	16 141,13	25 907,08	18 045,59	29 667,69	17 333,97	30 868,22
Lait, en poudre ou concentré	11 660,28	14 846,32	12 252,19	18 200,57	14 452,95	22 678,47	16 411,13	26 246,59	15 601,18	27 103,42
Autres produits d'origine animale ndca *	3,34	11,62	2,50	10,43	3,74	14,35	8,44	25,97	10,31	27,90
Animaux et produits du règne animal	217 510,72	132 772,12	183 392,74	118 228,76	232 360,93	178 876,89	202 351,42	156 998,25	229 460,24	181 899,41
Plantes vivantes et fleurs	43,91	783,92	44,46	705,36	37,70	584,00	94,58	972,26	65,91	224,02
Légumes, plantes et racines alimentaires	6 873,24	1 622,15	6 477,29	1 505,63	6 527,27	2 812,61	7 429,93	2 069,57	7 585,40	2 842,43
Fruits comestibles	4 761,77	1 812,29	5 787,93	2 106,86	6 850,44	2 266,06	7 140,90	2 383,24	7 541,16	2 445,25
Café, thé et épices	279,27	469,61	352,09	597,32	705,58	926,21	416,52	1 123,16	446,85	1 193,21
Céréales	886 985,09	181 529,81	766 480,56	161 402,78	941 494,89	222 875,74	1 096 941,42	264 256,91	1 344 297,62	314 505,15
Froment autres que de semence	1,66	0,46	1,76	0,54	4 548,82	838,02	3 000,46	757,12	-	-
Autres froments et méteil	390 358,03	58 251,29	377 509,20	61 059,44	412 350,65	83 534,84	505 782,90	99 572,84	7 273,12	1 543,68
Maïs	21 551,63	3 719,45	14 750,59	2 647,45	6 080,22	1 469,13	17 283,29	3 634,88	10 748,05	2 358,65
Riz	469 455,96	118 582,28	366 483,35	96 729,88	507 387,88	134 954,65	552 472,32	156 613,24	819 841,04	212 558,18
Produits de la minoterie; malt	103 011,90	42 195,11	109 275,10	38 672,56	98 586,11	36 152,21	101 846,54	39 591,05	110 576,98	44 154,32
Farine de froment	191,02	73,99	209,64	78,21	246,36	70,23	68,63	33,19	61,79	37,82
Gruaux et semoule de froment	14 517,36	4 203,02	11 196,84	2 703,00	12 303,80	3 786,39	5 482,04	1 740,10	740,27	239,61

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Malt non torréfié	67 050,24	30 696,70	76 778,38	28 763,44	67 885,17	25 176,73	76 591,85	29 863,10	87 411,65	34 911,41
Graines et fruits oléagineux ; plantes médicinales	4 325,91	3 000,27	187,35	1 596,29	245,64	2 347,87	200,76	2 079,14	527,01	1 872,32
Gommes; sucs et extraits végétaux	76,40	2 738,37	123,88	2 562,72	189,23	2 813,59	192,88	2 752,34	139,96	1 802,48
Matières à tresser; autres p.o.v. ndca *	4,25	9,48	21,10	7,13	2,33	1,56	1,59	1,47	26,19	13,26
Produits du règne végétal	1 006 361,73	234 161,00	888 749,77	209 156,66	1 054 639,19	270 779,85	1 214 265,12	315 229,15	1 471 207,07	369 052,44
Graisses et huiles animales ou végétales	40 409,80	23 505,24	36 880,84	18 563,41	34 208,06	19 433,73	65 414,89	38 062,56	76 205,55	36 314,88
Huiles brutes ou raffinées	32 876,13	19 576,63	27 114,69	13 705,18	23 877,05	13 961,40	53 977,01	32 303,58	64 509,09	30 317,93
Margarine	4 294,85	2 365,25	5 562,86	2 604,39	6 811,74	3 110,96	7 638,26	3 146,36	8 513,53	4 097,58
Graisses et huiles animales ou végétales	40 409,80	23 505,24	36 880,84	18 563,41	34 208,06	19 433,73	65 414,89	38 062,56	76 205,55	36 314,88
Préparations de viande et poissons	3 134,34	2 808,91	2 931,09	2 635,36	4 751,59	4 173,58	6 337,38	6 182,75	5 080,92	5 934,02
Sucres et sucreries	40 710,01	13 888,93	82 922,20	28 614,01	101 589,13	40 471,24	75 460,33	28 660,90	121 688,43	38 535,20
Sucres raffinés de canne ou de betterave	32 834,10	10 024,16	74 198,45	24 491,65	90 388,31	35 181,99	63 981,30	23 140,58	109 837,60	33 206,37
Cacao et ses préparations	882,46	883,59	1 057,69	1 075,74	1 442,78	1 483,99	1 276,34	1 527,26	1 157,18	1 432,95
Préparations à base de céréales	27 109,70	18 097,17	22 385,45	17 531,77	34 308,60	24 052,96	35 549,07	27 380,76	39 531,12	30 841,73
Préparations alimentaires pour enfants	13 798,73	10 936,97	10 794,68	10 806,35	14 520,53	13 442,27	15 256,99	16 447,25	14 808,92	17 441,85
Préparations de fruits et légumes	11 779,74	7 688,35	6 606,52	3 499,43	10 290,36	6 052,01	10 115,52	5 495,13	9 765,23	6 809,80
Conserves de tomate	3 738,00	1 845,02	3 576,07	1 765,05	2 824,70	1 270,18	4 774,10	2 176,10	4 688,61	2 479,80
Préparations alimentaires diverses	16 240,09	18 683,62	17 040,79	18 479,27	19 854,98	19 111,89	15 805,51	19 322,00	22 113,45	22 147,36
Autres préparations alimentaires ndca	10 076,47	12 392,38	9 858,67	11 787,76	10 982,87	9 879,33	5 691,41	9 456,65	11 038,95	10 969,27

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Boissons; liquides alcooliques	22 203,14	12 022,32	27 102,86	15 754,84	39 731,17	23 258,79	48 815,76	33 517,05	43 342,16	29 845,38
Vins	8 351,57	4 624,86	9 694,14	5 012,17	12 004,04	5 990,47	12 039,89	7 694,94	11 581,47	7 841,83
Liqueurs	664,23	783,23	1 461,50	2 538,02	2 456,54	2 860,56	3 673,30	5 513,05	1 879,98	3 640,62
Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments d'animaux	33 656,42	10 052,31	40 913,87	11 784,22	46 499,96	13 160,30	54 829,66	15 706,36	54 010,11	17 491,10
Préparations alimentaires pour animaux	4 518,68	2 719,80	4 933,85	2 807,40	6 476,27	3 727,48	7 095,72	4 188,62	9 342,51	5 430,26
Tabacs	2 236,20	12 699,44	2 473,52	12 321,78	3 604,40	16 737,35	3 766,83	17 141,02	3 006,69	13 989,10
Tabacs bruts	124,80	107,27	108,51	122,43	32,55	19,98	0,11	3,72	18,92	2,16
Cigares et cigarettes	2 111,41	12 592,17	2 365,01	12 199,35	3 571,82	16 717,22	3 109,27	16 727,96	2 283,66	13 522,18
Produits alimentaires industriels	157 952,10	96 824,64	203 433,99	111 696,43	262 072,98	148 502,09	251 956,39	154 933,22	299 695,29	167 026,64
Sel; soufre; terres; ciments	1 118 428,30	67 162,00	1 313 240,40	73 414,28	1 374 107,02	76 103,08	1 610 904,87	87 824,09	1 920 396,58	103 572,22
Sel	96 255,18	5 286,73	96 262,54	4 978,69	136 882,46	7 427,77	157 624,40	8 080,40	141 029,26	7 218,86
Clinkers	747 401,86	41 790,21	714 143,44	37 127,20	582 729,43	30 853,38	772 863,28	43 078,03	630 690,13	37 287,24
Minerais, scories, cendres	282,55	25,94	242,72	30,77	830,59	144,77	3 040,80	243,50	9 056,05	707,64
Hydrocarbures	1 590 124,40	369 845,50	2 097 032,05	662 489,73	2 024 974,39	835 972,08	2 168 384,33	1 009 429,67	1 703 137,95	772 722,84
Huiles brutes de pétrole	1 335 192,65	306 824,71	1 702 063,57	513 221,65	1 863 720,12	764 448,51	1 468 022,41	663 956,93	1 132 117,88	493 167,26
Carburants et lubrifiants	133 764,71	31 435,51	266 533,17	110 549,62	56 945,80	28 230,13	586 751,50	288 368,89	425 082,07	219 797,03
Coke de bitume et autres résidus du pétrole	67 502,68	17 496,68	65 213,50	18 000,85	57 036,06	20 193,64	50 736,01	23 017,64	71 061,79	22 963,81
Produits minéraux	2 708 835,25	437 033,44	3 410 515,17	735 934,78	3 399 912,00	912 219,93	3 782 330,00	1 097 497,27	3 632 590,58	877 002,70
Produits chimiques inorganiques	251 819,10	40 879,50	245 087,48	44 536,31	259 996,81	55 174,73	199 982,57	47 604,21	253 748,60	52 738,04

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Hydroxyde et peroxyde de sodium ou de potassium	34 446,96	6 614,07	27 166,29	4 310,17	35 867,10	6 511,52	37 238,17	8 147,76	36 997,30	8 623,08
Oxyde d'aluminium	192 545,71	25 575,61	185 396,37	29 052,34	189 284,51	35 792,06	124 928,65	23 885,93	177 939,33	26 493,47
Produits chimiques organiques	10 753,00	10 120,11	10 330,24	11 227,98	13 174,69	14 438,03	11 569,32	14 885,94	11 523,47	12 555,87
Produits pharmaceutiques	7 865,73	64 664,92	8 270,40	77 033,15	8 093,30	94 525,99	8 463,55	92 222,25	8 929,52	89 013,99
Engrais	98 213,52	22 026,32	122 233,08	26 877,18	152 086,38	39 029,98	148 851,44	37 233,85	159 064,55	36 443,07
Peintures, vernis, mastics, encres	9 292,76	7 324,27	8 991,19	8 701,21	11 549,64	9 473,26	10 896,25	9 844,45	11 088,30	10 666,09
Parfums et produits de beauté	8 556,15	31 283,79	6 609,19	30 841,70	8 702,51	41 233,13	9 240,55	41 530,97	8 677,33	39 040,68
Savons et lessives	15 005,73	11 380,67	12 768,74	9 985,88	16 446,29	12 355,39	16 180,81	11 508,43	18 057,16	12 876,46
Matières albuminoïdes, colles	1 906,10	3 370,25	2 355,85	3 600,69	2 647,36	4 029,08	2 955,63	4 961,32	2 713,69	4 472,40
Poudres et explosifs	945,48	1 653,78	1 063,62	1 738,89	1 284,89	2 025,76	842,79	2 048,07	1 334,24	3 188,99
Produits photographiques	373,25	964,40	464,84	1 726,98	417,15	2 461,37	466,25	1 499,96	322,85	1 029,12
Produits chimiques divers	16 850,21	28 432,87	24 288,64	33 231,83	28 585,33	40 471,50	29 106,30	43 004,93	39 521,70	53 553,97
Insecticides; fongicides; herbicides etc.	6 442,24	17 523,64	9 640,15	19 309,48	11 015,32	25 599,09	11 140,95	27 369,16	12 600,46	31 483,63
Produits des industries chimiques	421 581,02	222 100,88	442 463,26	249 501,80	502 984,36	315 218,21	438 555,46	306 344,38	514 981,42	315 578,68
Matières plastiques	64 964,01	58 266,68	73 727,76	67 977,89	69 975,70	70 367,79	75 045,72	78 246,55	79 594,45	86 567,39
Caoutchouc	18 394,00	30 275,62	20 443,83	31 859,21	22 357,76	37 687,19	22 790,74	38 933,81	25 537,63	43 807,24
Pneumatiques neufs	11 108,78	18 851,84	12 873,41	21 544,65	14 019,40	25 363,97	14 024,75	26 816,28	16 078,14	29 760,11
Pneumatiques usagés ou rechapés	5 327,93	3 502,58	5 700,52	3 281,69	5 654,51	3 391,97	6 200,21	3 521,49	6 562,31	3 510,49
Matières plastiques et caoutchouc	83 358,00	88 542,30	94 171,59	99 837,10	92 333,46	108 054,97	97 836,46	117 180,37	105 132,08	130 374,63
Peaux et cuirs	28,97	34,37	62,77	58,44	76,61	39,05	115,61	57,70	51,84	52,09
Ouvrages en cuir, articles de	5 129,86	4 472,11	5 682,50	5 007,64	6 676,74	5 370,32	5 932,02	4 602,07	6 348,15	4 866,28

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
voyage etc.										
Pelleteries et fourrures	282,81	69,40	2,15	17,18	6,00	6,45	2,55	0,95	0,26	0,25
Ouvrages en peaux, cuirs et boyaux	5 441,63	4 575,88	5 747,41	5 083,25	6 759,35	5 415,82	6 050,17	4 660,73	6 400,25	4 918,63
Bois et ouvrages en bois	1 099,09	654,13	1 271,55	815,64	1 448,26	1 048,17	1 595,94	1 082,94	2 719,54	1 886,13
Liège et ouvrages en liège	15,78	56,92	34,73	41,78	8,79	15,09	5,99	20,74	19,68	28,56
Ouvrages de vannerie et sparterie	194,35	169,90	118,67	101,66	114,81	98,58	106,78	96,99	88,17	81,57
Bois, liège et leurs ouvrages	1 309,21	880,95	1 424,95	959,08	1 571,86	1 161,84	1 708,72	1 200,67	2 827,38	1 996,26
Pâte de bois, déchets de papier	454,76	201,75	528,69	272,68	613,86	373,64	423,12	249,38	380,02	238,91
Papiers et cartons	70 084,38	43 354,14	77 319,45	46 793,29	92 826,33	59 050,60	88 492,26	55 734,70	93 949,66	56 411,73
Papiers et cartons (matières premières)	11 320,42	5 416,89	9 900,72	4 813,91	17 563,84	8 547,56	11 910,07	6 010,83	16 146,86	7 665,41
Papiers et cartons (matières premières)	8 753,26	2 787,17	14 996,48	5 659,50	14 445,10	6 608,65	19 223,61	7 550,66	17 714,80	7 631,03
Papiers et cartons (matières premières)	7 092,13	2 212,21	7 218,88	2 356,82	8 611,97	3 336,12	8 032,77	2 958,09	11 403,47	4 334,02
Papiers et cartons (matières premières)	5 895,29	2 829,87	4 768,66	2 432,68	9 081,74	4 758,99	5 234,00	2 536,13	6 755,32	3 417,23
Produits de l'imprimerie et de l'édition	3 461,32	12 960,23	2 833,70	10 338,40	3 681,09	14 605,92	3 457,68	14 238,98	3 373,09	13 452,02
Livres et brochures	2 248,82	7 257,84	1 760,33	5 569,15	2 377,80	7 112,31	2 205,99	5 976,50	2 281,60	5 940,35
Journaux et périodiques	699,20	2 494,65	717,79	2 664,21	730,07	2 946,53	650,51	2 557,23	474,99	1 962,50
Pâte de bois; papiers et ses applications	74 000,46	56 516,11	80 681,83	57 404,38	97 121,29	74 030,15	92 373,06	70 223,06	97 702,77	70 102,66
Soie	2,72	3,40	2,88	3,45	4,12	2,78	16,28	10,46	2,76	5,59
Laine et poils	5,71	10,08	19,14	13,00	8,92	7,43	14,31	13,24	7,64	14,01
Coton	808,77	1 261,36	1 334,78	3 106,16	1 015,98	2 906,80	1 467,24	4 533,00	916,38	2 282,42
Autres fibres textiles végétales	228,87	157,29	109,90	86,82	159,86	119,60	162,76	135,97	185,98	154,21

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Filaments synthétiques ou artificiels	5 178,10	6 802,12	5 248,96	6 617,27	6 221,77	7 362,74	6 297,77	7 224,40	6 697,08	7 437,20
Fibres synthétiques ou artificielles	1 853,44	2 601,56	2 056,88	2 449,70	2 818,74	3 475,90	2 282,70	3 151,41	2 227,81	2 809,44
Ouates, feutres	1 589,36	2 069,60	1 498,96	1 995,23	1 842,17	2 322,23	2 296,14	2 870,10	2 497,75	2 839,84
Tapis et revêtements de sol	1 405,81	1 240,88	1 537,71	1 450,26	3 446,48	1 740,15	2 512,68	1 629,86	2 457,33	1 805,51
Tissus spéciaux	111,30	236,11	158,46	190,31	103,00	117,52	46,61	64,79	102,69	165,82
Tissus imprégnés	652,05	946,48	322,64	681,47	312,88	634,37	325,58	589,16	215,59	514,22
Etoffes de bonneterie	104,24	170,49	129,76	236,46	84,69	162,54	121,66	202,55	98,23	153,33
Vêtements en bonneterie	3 310,64	7 025,65	4 118,43	8 234,80	5 250,28	8 749,33	4 390,10	8 033,24	3 264,86	5 416,01
Vêtements autres qu'en bonneterie	1 378,73	3 032,89	1 469,39	3 501,69	1 292,60	3 556,78	1 019,95	2 585,74	1 661,55	3 525,91
Autres articles textiles confectionnés	47 741,26	39 092,13	67 454,60	39 602,54	88 006,64	67 187,45	85 122,74	49 105,45	88 255,17	48 685,94
Sacs et sachets d'emballage	2 931,67	2 610,39	3 261,59	3 359,79	3 547,62	3 797,26	3 724,57	4 439,19	4 432,91	4 109,76
Friperie	41 338,45	32 815,92	60 956,72	32 730,19	73 838,43	36 591,27	78 056,74	39 067,42	80 992,32	40 918,98
Matières textiles et leurs ouvrages	64 371,01	64 650,03	85 462,47	68 169,17	110 568,11	98 345,61	106 076,50	80 149,37	108 590,80	75 809,43
Chaussures et leurs parties	10 630,80	13 129,36	12 159,50	16 754,31	11 444,04	16 087,08	12 011,63	17 488,38	11 384,72	16 714,00
Coiffures et leurs parties	402,82	516,30	299,47	970,05	307,90	576,43	202,29	596,89	218,69	442,71
Parapluies, ombrelles, parasols	569,53	490,21	776,34	560,53	755,86	907,20	959,96	778,49	558,86	455,86
Plumes et duvets; ouvrages en cheveux	493,14	467,61	450,91	371,90	429,63	314,01	290,50	329,32	257,20	222,60
Chaussures, coiffures, parapluies...	12 096,28	14 603,48	13 686,22	18 656,79	12 937,44	17 884,72	13 464,39	19 193,08	12 419,47	17 835,17
Ouvrages en pierre, plâtre et ciment	12 605,21	3 223,67	6 502,20	2 632,24	5 009,66	2 810,25	4 668,86	3 111,69	4 822,92	3 169,36
Produits céramiques	99 131,01	19 052,61	107 734,33	18 954,77	130 890,32	23 384,32	151 796,02	27 481,34	163 988,71	28 552,32
Carreaux	48 344,01	7 275,18	61 289,70	9 320,34	81 348,11	12 629,03	96 908,42	15 004,53	111	16 932,96

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
									736,95	
Eviers et lavabos	4 296,59	1 603,29	4 614,74	1 726,42	4 696,88	1 809,16	5 251,87	2 054,88	5 442,57	2 195,03
Verre et ouvrages en verre	26 153,60	8 152,44	25 407,14	7 588,64	29 526,54	8 613,59	31 633,45	10 223,13	32 515,29	8 291,41
Articles d'emballage en verre (bouteilles)	6 970,99	3 733,71	6 250,34	2 853,76	6 278,97	2 960,82	10 080,41	4 340,92	8 098,31	2 673,27
Objets pour la table ou la cuisine	2 914,28	1 231,55	4 003,41	1 607,19	3 772,38	1 688,21	4 503,66	1 938,60	3 552,14	1 428,72
Ouvrages en pierre, ciment et verre	137 889,83	30 428,72	139 643,67	29 175,65	165 426,51	34 808,15	188 098,34	40 816,16	201 326,92	40 013,10
Perles fines, métaux précieux	75,08	103,30	74,64	351,92	62,55	293,50	105,77	169,26	107,31	290,14
Perles fines, métaux précieux	75,08	103,30	74,64	351,92	62,55	293,50	105,77	169,26	107,31	290,14
Fonte, fer et acier	109 835,51	38 210,74	132 637,62	47 459,65	123 093,61	50 673,64	144 870,48	61 474,68	137 867,71	62 133,47
Ouvrages en fonte, fer et acier	35 782,76	42 253,00	65 416,03	66 192,18	81 011,74	90 518,93	69 060,37	83 674,43	97 309,93	112 524,60
Cuivre et ouvrages en cuivre	756,87	1 342,13	619,90	1 345,60	685,23	1 463,62	585,54	1 496,07	657,25	1 643,92
Nickel et ouvrages en nickel	19,76	42,12	4,36	43,81	111,73	233,09	10,77	200,35	8,03	53,63
Aluminium et ouvrages en aluminium	4 592,22	10 532,45	6 758,35	11 937,04	9 879,05	16 990,80	5 821,70	11 471,65	6 012,59	10 897,65
Feuilles et bandes minces en aluminium	612,06	4 916,69	819,84	3 989,30	828,42	4 850,82	629,14	3 837,48	888,35	4 443,95
Plomb et ouvrages en plomb	25,72	32,70	6,10	23,37	6,29	22,70	15,83	19,70	14,46	26,76
Zinc et ouvrages en zinc	24,94	63,87	81,46	92,35	80,33	115,71	74,89	114,15	101,66	150,02
Pastilles de zinc	-	-	2,69	31,57	22,89	55,43	-	-	-	-
Etain et ouvrages en étain	10,25	15,02	13,21	17,49	22,74	42,97	2,74	14,57	15,00	49,47
Autres métaux communs et ouvrages...	136,64	336,58	356,53	640,32	377,01	738,07	119,80	367,52	326,45	595,77
Outils et outillages	3 424,63	6 162,53	4 455,28	8 246,36	5 213,10	10 899,41	4 901,88	11 843,68	5 679,35	10 199,61
Ouvrages divers en métaux communs	6 551,14	10 141,71	8 155,18	11 816,58	8 342,67	11 513,44	8 649,31	15 493,75	7 956,15	9 897,58

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Métaux communs et leurs ouvrages...	161 160,44	109 132,86	218 504,02	147 814,76	228 823,50	183 212,38	234 113,30	186 170,54	255 948,58	208 172,49
Machines et appareils mécaniques	48 609,20	197 899,45	58 151,18	216 597,81	160 067,18	269 220,66	151 526,78	272 792,33	70 935,76	299 648,85
Ordinateurs et accessoires	2 596,90	12 137,17	2 143,82	11 084,12	2 176,04	12 389,34	1 723,73	16 012,61	1 347,80	11 540,87
Articles de robinetterie	1 254,24	9 346,03	859,30	7 642,75	1 086,45	9 264,54	1 139,91	11 318,94	1 619,86	13 427,58
Embrayages, engrenages, poulies etc.	417,26	4 255,75	445,54	3 707,29	389,53	3 923,35	460,24	3 661,98	568,42	4 319,65
Machines et appareils électriques	34 124,22	137 306,41	37 258,98	134 168,50	42 718,70	201 300,69	43 982,00	181 187,14	42 473,59	214 062,64
Appareils pour la téléphonie	572,64	9 358,16	844,54	14 927,41	902,47	18 066,75	1 556,98	32 970,79	2 512,52	80 385,66
Appareils d'émission pour radiophonie	414,12	15 079,52	504,75	16 389,36	343,61	20 409,70	265,08	13 236,83	0,03	24,06
Antennes et part. d'app. récept de radio, télé	845,45	7 774,89	836,99	5 439,15	713,58	8 120,59	600,77	4 646,86	566,69	2 758,57
Appareils pour la coupure etc.	1 088,69	6 919,74	1 402,79	5 806,32	1 420,80	6 094,46	1 523,99	6 249,16	1 355,24	6 317,75
Tableaux de commande	324,96	4 060,62	390,27	4 091,69	566,23	10 573,22	445,82	4 825,07	1 032,78	14 120,60
Fils, bobinages et câbles	4 442,90	10 327,73	5 491,72	16 252,98	5 009,68	13 471,93	5 607,04	13 772,38	8 348,64	23 643,05
Articles en charbon ou graphite	40,38	162,95	821,63	1 734,17	1 571,46	3 294,63	1 527,59	3 449,22	1 825,69	2 638,19
Machines et app. mécaniques ou électriques	82 733,42	335 205,86	95 410,16	350 766,31	202 785,88	470 521,35	195 508,78	453 979,46	113 409,35	513 711,49
Véhicules et matériels pour voies ferrées	3 564,62	7 459,02	4 073,05	5 713,72	4 459,95	3 783,91	6 564,12	12 282,43	5 357,15	9 458,48
Véhicules automobiles; tracteurs	77 927,04	146 442,00	99 423,42	192 051,97	112 822,66	216 730,88	105 195,03	194 770,43	102 470,66	186 027,39
Tracteurs	0,72	8 489,41	0,19	22 081,51	1,43	20 939,64	1,39	19 969,54	1,50	21 650,53
Véhicules pour transport en commun	0,81	12 543,81	0,11	12 181,67	0,69	11 648,88	0,65	11 437,70	0,49	7 763,71
Véhicules de tourisme	25,77	54 314,70	1,52	64 371,73	33,56	73 986,99	34,39	75 066,30	33,42	71 547,36
Véhicules pour transport marchandises	6,67	42 284,59	0,46	59 286,39	9,31	71 223,55	8,28	51 188,13	7,64	52 508,97

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Véhicules pour usages spéciaux	0,08	3 739,34	0,06	2 237,63	0,13	2 846,38	0,16	4 382,44	0,10	2 252,73
Parties et accessoires de véhicules	3 970,93	10 204,07	5 275,55	13 824,20	5 598,41	15 859,62	5 151,69	13 392,41	6 265,15	13 504,63
Motocycles	41,12	7 204,20	5 771,32	9 264,64	60,06	10 244,14	50,49	9 304,64	45,13	7 964,78
Parties et accessoires de motocycles	2 307,84	2 451,52	2 803,31	2 666,47	2 812,07	2 367,49	2 914,51	2 622,89	2 331,27	1 464,75
Navigation aérienne ou spatiale	41,66	1 145,50	27,57	1 372,33	78,11	2 860,31	87,03	3 431,20	105,48	2 046,89
Navigation maritime ou fluviale	15 242,73	35 314,90	10 787,91	20 886,10	49 367,16	88 936,07	1 828,86	7 919,84	4 963,24	1 993,07
Matériel de transport	96 776,05	190 361,42	114 311,94	220 024,12	166 727,88	312 311,17	113 675,05	218 403,90	112 896,53	199 525,83
Appareils d'optique, de photographie etc.	3 565,73	23 061,18	4 764,98	38 549,04	96 798,93	30 628,87	4 197,88	31 975,53	4 422,77	41 191,17
Horlogerie	210,10	259,49	237,93	289,11	219,67	367,72	166,63	224,02	187,34	282,19
Instruments de musique	36,43	49,61	29,01	36,49	38,60	44,15	28,06	39,45	44,64	78,49
Appareils d'optique, photo, musique etc.	3 812,26	23 370,28	5 031,92	38 874,64	97 057,19	31 040,74	4 392,57	32 239,00	4 654,75	41 551,85
Armes, munitions et accessoires	683,83	1 623,10	668,95	1 416,33	629,50	2 132,01	856,64	3 310,45	760,45	2 101,83
Armes, munitions et accessoires	683,83	1 623,10	668,95	1 416,33	629,50	2 132,01	856,64	3 310,45	760,45	2 101,83
Meubles et mobilier médical etc.	11 425,68	12 496,73	13 882,51	15 070,18	394 518,28	17 539,43	111 789,09	20 660,03	20 536,37	20 904,80
Jouets, jeux, articles de sport etc.	2 338,95	2 395,83	2 326,35	2 602,02	3 001,95	3 349,41	3 096,75	3 068,08	2 349,40	2 598,72
Ouvrages divers	3 355,20	3 031,70	3 715,08	3 633,06	5 187,78	4 612,86	5 091,83	4 476,90	8 291,87	8 221,12
Marchandises et produits divers	17 119,83	17 924,26	19 923,95	21 305,25	402 708,01	25 501,70	119 977,67	28 205,01	31 177,64	31 724,63
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	47,12	48,18	51,01	41,83	35,98	33,73	63,10	214,82	69,96	79,32
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	47,12	48,18	51,01	41,83	35,98	33,73	63,10	214,82	69,96	79,32

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Total Général des importations	5 293 525,07	2 084 364,07	6 040 230,47	2 502 962,43	7 071 726,02	3 209 778,57	7 129 173,77	3 325 180,70	7 277 564,40	3 285 082,20

Source : INS/ MINFI(DGD)

Tableau 26. 3: Evolution des principaux produits d'exportation entre 2008 et 2013 (quantité en tonnes, valeur en millions de fcfa)

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Crevettes congelées	5,10	0,60	-	-	0,70	0,99	-	-	-	-
Bananes fraîches	254 609,61	33 486,72	237 942,43	40 519,54	237 277,59	41 828,05	231 802,11	38 212,96	261 807,90	41 244,80
Café	37 071,47	24 660,87	48 097,11	32 976,29	30 963,02	34 320,91	41 718,51	44 565,33	21 550,61	19 843,82
dont café arabica	3 580,89	3 925,85	3 111,90	4 318,38	2 441,13	5 754,74	5 148,34	9 295,92	2 227,98	2 686,55
et café robusta	32 984,32	20 313,35	44 830,39	28 449,79	28 383,33	28 273,35	36 438,12	34 912,81	19 280,15	17 021,15
Ecorces de plantes	1 034,18	664,56	688,06	175,11	1 095,85	285,42	875,59	379,72	1 049,89	494,96
Sucs et extraits végétaux	0,30	0,25	-	-	0,00	0,01	-	-	-	-
Huile de palme	6 052,06	5 050,03	4 078,04	3 636,48	5 204,54	4 851,16	3 937,74	3 937,47	2 416,88	2 365,65
Cacao brut en fèves	193 973,31	255 012,43	193 880,95	301 409,57	190 213,77	241 595,54	173 793,96	201 566,98	192 836,44	223 738,26
Pâte de cacao	11 543,90	18 131,91	9 612,81	19 818,21	12 859,12	23 161,11	9 263,85	14 848,54	17 711,77	27 183,69
Beurre de cacao	7 815,60	12 182,81	9 693,30	20 322,97	7 812,53	14 425,38	7 818,00	13 835,89	9 931,80	15 960,76
Chocolats et autres prép. à base de cacao	2 231,95	3 944,60	2 904,86	5 131,11	2 966,49	5 872,63	3 166,89	7 130,69	3 208,69	6 988,41
Pâtes alimentaires	1 055,96	591,19	876,20	402,20	1 201,10	651,29	933,71	534,37	8,31	2,25
Préparations pour soupes et potages	1 880,68	2 633,77	717,06	913,20	7 017,11	9 950,58	4 936,04	7 467,74	2 590,59	4 014,30

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Autres préparations alimentaires ndca **	1 034,86	906,41	511,16	94,46	632,30	85,20	1 118,02	291,82	951,19	285,14
Boissons gazeuses	2 018,93	579,04	1 298,63	380,58	1 311,29	364,02	1 296,21	414,97	3 159,74	943,47
Bières	11 163,83	3 508,09	4 783,78	1 594,17	4 324,41	1 535,58	2 820,71	999,38	5 709,77	1 980,29
Sons et autres résidus de froment	8,00	1,31	2,30	0,41	-	-	98,58	6,37	41,40	2,42
Cigarettes	-	-	-	-	0,15	0,40	325,00	97,84	722,23	908,05
Ciments	45 961,65	4 676,38	74 152,96	7 222,38	52 233,38	5 026,73	57 321,85	5 692,22	48 705,71	4 757,09
Huiles brutes de pétrole	3 774 494,29	681 813,62	2 987 916,94	698 362,19	2 698 352,12	761 238,55	2 844 800,18	936 396,61	3 298 219,50	1 087 464,11
Carburants et lubrifiants	431 901,02	93 487,68	798 338,18	247 347,25	870 031,91	345 922,02	598 268,95	269 308,45	305 049,36	127 403,12
Peintures et vernis	300,27	563,72	541,74	1 016,54	640,22	958,55	388,80	478,26	430,94	493,35
Parfums et eaux de toilette	83,53	150,07	93,10	122,74	342,57	573,38	514,61	4 867,85	139,41	225,16
Produits de beauté ou de maquillage	1 601,70	2 204,17	1 632,09	2 071,38	3 040,59	5 145,27	4 639,02	24 676,14	3 534,91	8 854,97
Savons de ménage en morceaux	22 145,58	12 400,92	26 192,35	15 479,97	30 160,84	17 252,58	34 291,77	20 167,14	74 646,89	32 312,56
Préparations tensio-actives cvd ** (savons en poudre etc.)	291,18	244,54	286,83	141,94	167,70	96,63	245,55	177,07	386,47	327,42
Allumettes	626,21	963,53	621,59	893,80	479,90	753,41	451,45	704,95	213,26	326,80
Sacs et sachets en polymères de l'éthylène	1 487,21	760,95	812,99	677,08	1 326,46	864,67	1 085,16	806,82	819,72	401,25
Caoutchouc brut	37 613,02	26 552,46	38 291,56	47 155,43	36 491,80	61 900,50	42 850,72	62 039,01	54 068,09	60 285,58
Peaux épilées d'ovins	23,68	20,13	53,73	49,72	69,18	83,01	67,30	96,19	64,01	67,87
Bois et ouvrages en bois	689 347,73	166 487,50	946 425,17	221 531,29	963 546,12	229 876,18	922 854,69	230 965,90	989 469,09	234 674,96
Bois brut (grumes)	405,59	45 172,02	612,35	71 226,77	574,67	66 825,52	518,71	62 190,34	617,79	71 972,16
Bois sciés	372,47	99 820,74	493,20	123	530,91	135	543,83	142	519,47	135

Libellés	2009		2010		2011		2012		2013	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
				044,46		922,09		822,89		516,71
Feuilles de placage en bois	15 800,19	18 321,51	21 348,04	20 600,01	24 706,81	20 793,51	22 742,14	16 455,82	20 289,46	17 677,41
Boîtes et cartons en papier	16 950,83	9 849,32	14 460,05	8 283,05	16 241,44	10 086,17	15 176,06	9 673,57	11 026,43	6 651,38
Coton brut	57 175,87	42 175,08	53 600,58	40 117,17	55 802,54	53 742,30	76 173,15	73 364,83	91 531,53	85 710,12
Tissus de coton	232,76	1 523,80	70,11	547,59	374,07	1 936,12	139,48	1 228,42	15,56	129,42
Bonbonnes, bouteilles et flacons	28 175,44	9 322,64	24 262,35	8 247,32	21 436,85	7 429,76	23 752,22	7 874,32	29 830,46	9 981,31
Aluminium brut	43 010,09	32 145,88	47 021,84	48 436,56	41 518,38	44 514,64	28 528,37	26 870,70	34 038,29	31 820,84
Tôles en aluminium	3 637,17	5 390,35	3 312,48	5 534,63	2 984,19	5 453,37	2 993,89	5 128,27	3 226,40	5 639,07
Constructions et parties de constructions, en aluminium	3 314,66	5 080,90	2 861,82	4 681,62	2 277,05	4 307,14	4 073,04	6 542,69	4 215,08	6 951,65
Autres ouvrages en aluminium	325,71	570,34	283,03	580,91	214,81	480,56	274,66	637,06	108,07	242,20
Piles et batteries de piles électriques	294,48	448,06	514,14	627,47	449,65	698,02	150,75	157,04	128,01	230,05
	5 690 493,82	1 458 186,65	5 536 832,31	1 786 502,35	5 301 061,75	1 937 267,85	5 142 946,57	2 022 143,58	5 473 564,39	2 050 906,53
Total	5 980 465,89	1 582 863,95	5 789 110,04	1 924 213,46	5 554 355,96	2 133 607,70	5 445 037,96	2 182 511,51	5 885 551,56	2 230 681,39

Source : INS, MINFI/DGD

Chapitre 27 : LE CAMEROUN DANS LA ZONE CEMAC

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES.....	464
II. LISTE DES TABLEAUX.....	464
III. PRÉSENTATION.....	465
IV. MÉTHODOLOGIE.....	465
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	465

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 27. 1: Evolution du taux de croissance du PIB en volume dans la CEMAC entre 2009 et 2012. 466

Graphique 27. 2: Situation du taux d'investissement dans les pays de la CEMAC en 2012 466

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 27. 1 : Situation de quelques indicateurs démographiques des pays membres de la CEMAC en 2012 467

Tableau 27. 2: Evolution du PIB par pays entre 2007 et 2012 (en milliards de francs cfa)..... 467

Tableau 27. 3: Evolution du taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC (en %) entre 2007 et 2012 468

Tableau 27. 4: Evolution de l'inflation dans la CEMAC entre 2007 et 2012..... 468

Tableau 27. 5: Evolution du taux d'inflation (en moyenne annuelle) des pays la CEMAC entre 2008 et 2012 468

Tableau 27. 6: Pétrole en zone CEMAC en 2012..... 469

Tableau 27. 7: Evolution de la production et des exportations du pétrole brut en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en millions de tonnes)..... 470

Tableau 27. 8: Evolution de la production et des exportations de cacao en zone CEMAC entre 2008 et 2012 (en milliers de tonnes)..... 470

Tableau 27. 9: Evolution de la production et des exportations de café en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en milliers de tonnes)..... 470

Tableau 27. 10: Evolution de la production et des exportations de coton en zone CEMAC entre 2004 et 2009 (en milliers de tonnes)..... 471

Tableau 27. 11: Evolution de la production et des exportations de bois (grumes) en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en milliers de m3)..... 471

Tableau 27. 12: Evolution de la production et des exportations de caoutchouc en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en milliers de tonnes)..... 471

PRÉSENTATION

La zone CEMAC regroupe 6 pays à savoir : le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale et le Tchad. La sous-région a présenté en 2012 une croissance économique moyenne de 5,2% en termes réels. Celle du Cameroun qui a été de 4,3%, le Produit Intérieur Brut (PIB) du Cameroun avoisine 13 888 milliards de FCFA ce qui représente près de 30,19% du PIB de la CEMAC.

Le Cameroun continue d'être le plus grand producteur des matières premières telles que le caoutchouc, le bois (grumes), le coton, le café et le cacao.

III. MÉTHODOLOGIE

Les données statistiques rassemblées dans ce chapitre proviennent de sources diverses. Par conséquent, les méthodologies de collecte de ces données ne sont pas toujours harmonisées. Toutefois, afin de permettre la comparaison entre pays et entre périodes, les tableaux statistiques regroupés ici se fondent dans la mesure du possible sur les données normalisées à l'échelon international, qui ont été collectées et traitées par diverses organisations internationales. Qu'elles aient obtenu ces données auprès de sources nationales ou dans le cadre de leurs propres enquêtes, ces instances s'attachent à harmoniser les définitions et les méthodes de collecte, afin de permettre une comparaison aussi poussée que possible entre les pays. Si les données qu'elles publient diffèrent parfois de celles diffusées par les sources nationales, c'est souvent du fait des corrections apportées par souci d'harmonisation. A chaque fois que des précisions sur la qualité des données sont nécessaires (estimations, projections, ...), elles sont référencées en dessous des tableaux statistiques, ainsi que les différentes sources documentaires.

En ce qui concerne les indicateurs macro-économiques, les concepts et définitions utilisés pour les données des comptes nationaux sont ceux du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) des Nations Unies. De nombreux pays continuent d'élaborer leurs comptes à partir du SCN 1968. Mais de plus en plus de pays sont en train de migrer vers le SCN 1993.

Afin de mieux comprendre à quoi renvoient certains indicateurs et pouvoir ainsi les interpréter correctement, il est important d'en maîtriser les définitions ainsi que les méthodes de calcul. Les utilisateurs peuvent également se référer au Manuel des concepts et des définitions élaborés par l'INS et en vigueur dans le SNIS.

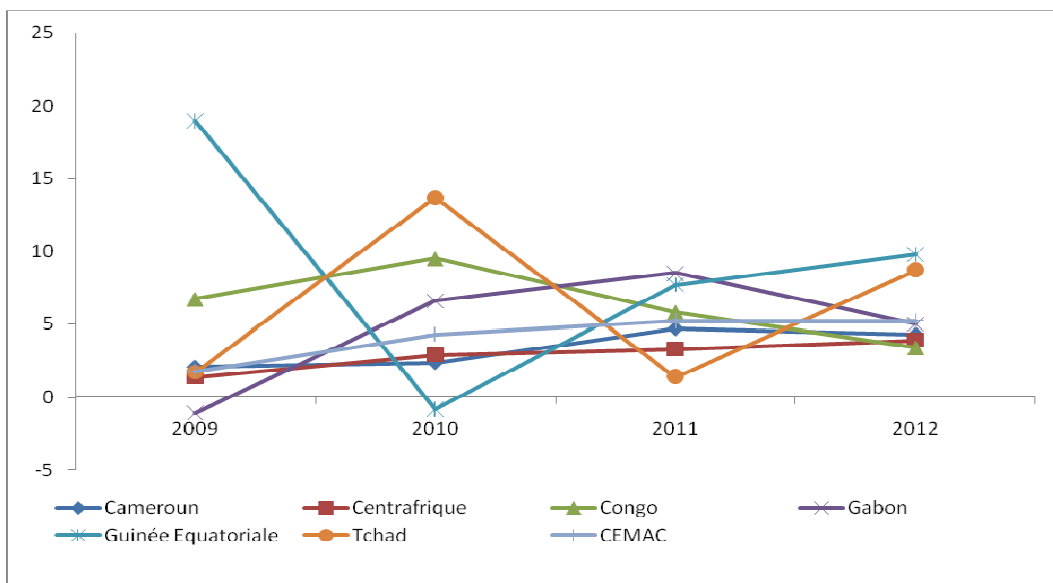
IV. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les principales sources de données utilisées dans ce chapitre sont issues des publications des organisations suivantes :

- Banque de France : *Les Rapports de la zone Franc de 2007 à 2012*
- La Banque Africaine de développement (BAD) : *Statistiques choisies sur les pays africains, 2012 ; Indicateur sur le genre la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, 2012*
- Les administrations financières des pays membres ;
- Le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) : *rapports annuels 2008 à 2012.*
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : *Rapport mondial sur le développement humain (2012)*

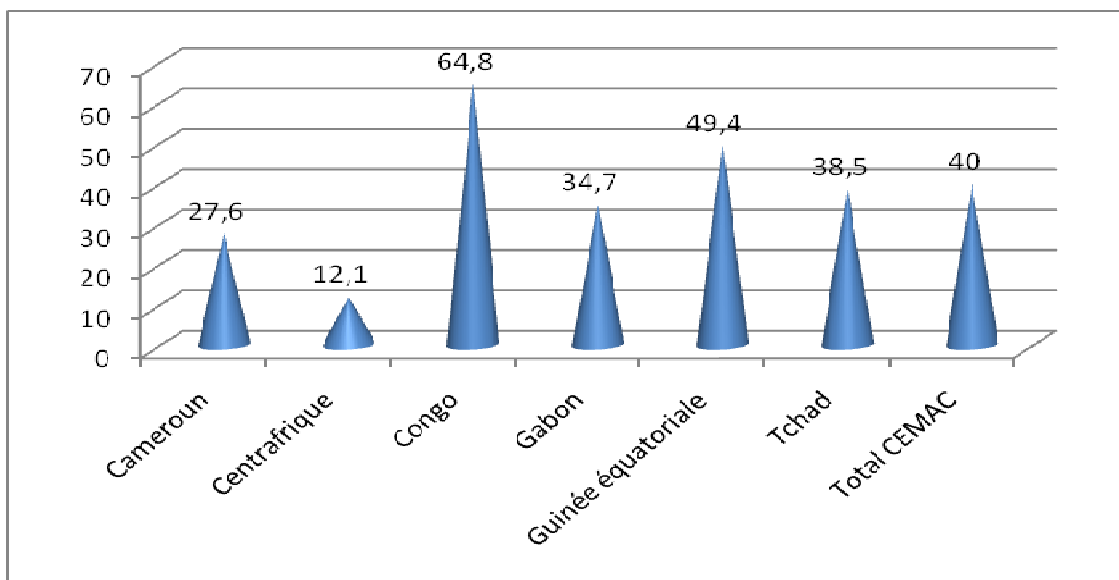
GRAPHIQUES

Graphique 27. 1: Evolution du taux de croissance du PIB en volume dans la CEMAC entre 2009 et 2012



Source : Banque de France-Rapports de la zone Franc de 2009 à 2012

Graphique 27. 2: Situation du taux d'investissement dans les pays de la CEMAC en 2012



Source : Banque de France-Rapports de la zone Franc de 2009 à 2012

TABLEAUX

Tableau 27. 1 : Situation de quelques indicateurs démographiques des pays membres de la CEMAC en 2012

Pays	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad
Population (en milliers)	20 637*	4 400	4 200	1 600	740	12 100
Densité	44,3*	7	12	6	26	10
Part de la population urbaine	52,1	39,1	63,6	86,1	39,5	21,8
taux de croissance démographique	2,6*	2	2,7	2,4	2,8	3
Espérance de vie à la naissance	52,1	49,1	57,8	63,1	51,4	49,9
taux de mortalité infantile	7,9	10,8	6,4	4,9	8	9,7
taux d'alphabétisation des adultes	70,7	56	...	88,4	93,9	34,5
taux de pauvreté (Moins de 1,25 dollar/jour en PPA)	9,6	...	54,1	61,9

Source : PNUD (2013), Rapport mondial sur le développement humain ; Banque de France, Rapport 2012 de la Zone Franc, * : BUCREP

Tableau 27. 2: Evolution du PIB par pays entre 2007 et 2012 (en milliards de francs cfa)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	9 792,3	10 443,8	11 040,3	11 699,7	12 545,7	13 514,7
Centrafrique	858,2	944,5	999,7	1 057,2	1 122,9	1 233,2
Congo	3662,3	4 524,30	4 131,3	5 560,4	6 581,1	6 885,3
Gabon	5608,8	6 465,90	5 407,5	6 782,6	8 303,7	8 843,5
Guinée Equatoriale	5129,7	6 827,10	4 697,0	5 932,5	8 489,7	9 818,7
Tchad	3296,4	3 737,40	3 255,9	4 320,5	4 635,8	5 323,4
CEMAC	28 372,40	33 478,50	29 775,9	35 573,3	42147,9	45 992,4

Source : BEAC-Rapport annuel 2008 ; Banque de France-Rapports de la zone Franc de 2007 à 2012, * : INS

Tableau 27. 3: Evolution du taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC (en %) entre 2007 et 2012

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	3,3	2,9	1,9	3,3	4,3	4,6
Centrafrique	3,8	5,0	1,4	2,9	3,3	3,9
Congo	-0,8	8,9	6,7	9,5	5,8	3,4
Gabon	5,4	4,5	-1,1	6,6	8,5	5
Guinée Equatoriale	23,2	15,2	19	-0,8	7,7	9,8
Tchad	0,7	2,6	1,7	13,7	1,4	8,7
CEMAC	4,2	6,2	1,8	4,3	5,2	5,2

Source : BEAC –Rapport annuel 2009 ; Banque de France-Rapports de la zone Franc de 2009 à 2012 ; * : INS

Tableau 27. 4: Evolution de l'inflation dans la CEMAC entre 2007 et 2012

Région	Indicateur	2009	2010	2011	2012
CEMAC	Indice global des prix à la consommation finale des ménages en moyenne annuelle	4,2	1,5	2,7	3,8
	Indice global des prix à la consommation finale des ménages en glissement annuel	2,0	2,3	3,9	3,3
Cameroun	Indice global des prix à la consommation finale des ménages en moyenne annuelle	3,0	1,3	2,9	2,4
	Indice global des prix à la consommation finale des ménages en glissement annuel	0,4	3,1	2,7	2,5

Source : BEAC, Rapport annuel de la zone Franc de 2012

Tableau 27. 5: Evolution du taux d'inflation (en moyenne annuelle) des pays la CEMAC entre 2008 et 2012

Pays	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun	5,3	3,0	1,3	2,9	2,4
Centrafrique	9,3	3,5	1,5	1,2	5,9
Congo	5,3	3,9	0,4	2,2	5
Gabon	5,3	1,9	1,5	1,2	2,6
Guinée équatoriale	6,0	6,0	5,6	4,8	3,6
Tchad	8,3	10,0	-2,1	2	7,5
CEMAC	5,9	4,3	1,6	2,7	3,8

Source : Banque de France –Rapports Zone Franc 2008 à 20112

Tableau 27. 6: Pétrole en zone CEMAC en 2012

Pays	Production (en millions de tonnes)	Part dans la production africaine (%)	Part du PIB pétrolier dans le PIB global (%)	Part des exportations pétrolières dans les exportations totales (%)	Part des recettes pétrolières dans les recettes budgétaires totales (%)
Congo	13,5	3,0	59,9	89,5	72,2
Guinée équatoriale*	14,9	3,3	85,9	99,5	89,3
Gabon	11,6	2,6	45,6	81,2	57,6
Tchad	5,7	1,3	36,8	86,3	74,5
Cameroun	3,1	0,7	7,8	38,4	28,8
CEMAC	51,5	10,8	39,6	84,8	64,3

Source : Banque de France –Rapports Zone Franc 2007 à 2012

* : Méthanol et autres gaz (8,3 millions de tonnes) exclus en colonnes 1 et 2, inclus en colonnes 3, 4 et 5

Tableau 27. 7: Evolution de la production et des exportations du pétrole brut en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en millions de tonnes)

Pays		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun	Production	4,5	4,2	4,5	4,4	4,3	4	3,2	3,0	3,1
	Exportations	4,3	4	4,2	4,2	4	3,8			
Congo	Production	11,2	12,6	13,3	11	11,7	13,7	15,5	14,9	13,5
	Exportations	10,6	12,1	12,7	10,3	11,1	12,9			
Gabon	Production	13,5	13,3	11,9	12,1	11,8	11,9	14,2	12,9	11,6
	Exportations	12,8	12,6	11,2	11,3	10,9	11,3			
Guinée Equatoriale	Production	17,6	17,9	17,1	17,5	17,4	15,4	12,4		14,9
	Exportations	17,4	17,9	17,1	17,5	17,4	15,4		13,9	
Tchad	Production	8,7	8,7	7,9	7,3	6,5	6,1	6,2	5,9	5,7
	Exportations	8,5	8,8	7,8	7,3	6,5	6			

Source : BEAC

Tableau 27. 8: Evolution de la production et des exportations de cacao en zone CEMAC entre 2008 et 2012 (en milliers de tonnes)

Pays		2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	Production	229	230	244	246	250
	Exportations	178	194	194	190	174
Guinée Equatoriale	Production					
	Exportations	4,4	1,6	2,4	4,0	2,2

Source : BEAC, * : MINADER

Tableau 27. 9: Evolution de la production et des exportations de café en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en milliers de tonnes)

Pays		2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	Productions robusta et arabica	47,8	50,7	54,5	57,8	46,8	52,0
	Exportations	50,2	32,9	36,6	47,9	30,8	41,6
Guinée Equatoriale	Exportations	0,118	0,125	0,138	0,138	0,065	0,084
République Centrafricaine	Exportation	7,4	1,8	3,7	3,7	5,7	2,1

Source : BEAC, * : MINADER

Tableau 27. 10: Evolution de la production et des exportations de coton en zone CEMAC entre 2004 et 2009 (en milliers de tonnes)

Pays		2007	2008	2009	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	Production coton fibre	73,1	45,7	53,5	53,0	61,4	82,1	73,1
	Exportations coton fibre	79,4	37,6	57,2	53,6	55,7	76,2	79,4
	Production coton-graine	179,1	111,5	115,7	114,6	185,0	227,0	179,1
Tchad	Production coton-graine	71,0	40,0	71,0	40,0			
	Exportations coton-fibre	46,8	28,6	46,8	28,6			
République Centrafricaine	Production							
	Exportation	1,8	2,3	1,8	2,3			

Source : BEAC, * : MINADER

Tableau 27. 11: Evolution de la production et des exportations de bois (grumes) en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en milliers de m3)

Pays		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	Prod	1 998,90	2 058,9	2 573,60	2730,6	2594,1	1875,4	2348,2	2356,2	2429,5
	Expor	152,9	145,8	315,1	266,4	577,5	365,0	737,6	593,4	591,2
Congo	Prod	1647,6	1609,9	1622,6	1679,4	1343,5	671,8			
	Expor	1001,4	872	821	748,2	1081,4	962,7			
Gabon	Prod	2,1	2,2	2,5	2,6	2,2	2			
	Expor	2	2,1	2,3	2,5	1,9	1,7			
Guinée Equatoriale	Prod	482,3	512	511,8	608,1	516,9	439,4			
	Expor	528,7	460,8	460,6	547,3	439,4	373,5			
République Centrafricaine	Prod	584,9	530	710	630,9	630,6	426			
	Expor	239,4	197,3	263,5	270,7	224,6	155,2			

Source : BEAC, * : MINFOF

Tableau 27. 12: Evolution de la production et des exportations de caoutchouc en zone CEMAC entre 2004 et 2012 (en milliers de tonnes)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	Production	58,7	63,9	46,8	53,5	52,5	50,2	50,9	46,3
	Exportations	41,2	61,7	37,9	32,7	37,6	38,3	36,8	42,9
Gabon	Production	21	35	13,4	37,3	33,6			
	Exportations	11,67	14	12,3	19	17,2			

Source : BEAC ; * : MINADER

Chapitre 28: LE CAMEROUN DANS LA ZONE FRANC

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES.....	472
II. LISTE DES TABLEAUX.....	472
III. PRESENTATION.....	473
IV. METHODOLOGIE	473
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	473

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 28. 1: Evolution du taux d'inflation en zone FRANC.....	474
Graphique 28. 2: Part des dépôts bancaires internationaux du Cameroun dans ceux de la zone franc.	474
Graphique 28. 3: Part des créances internationales consolidées des banques camerounaises déclarantes a la bri dans celles de la zone franc.....	474

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 28. 1: Evolution du PIB par pays dans la zone franc (en milliards de francs cfa).....	475
Tableau 28. 2: Evolution des principaux indicateurs économiques dans la zone franc entre 2009 et 2012.....	475
Tableau 28. 3: Population et Superficie des Pays de la zone franc en 2012.....	476
Tableau 28. 4: Evolution des dépôts bancaires internationaux collectés auprès des résidents de la zone franc entre 2008 et 2012 (encours en millions de dollars).....	476
Tableau 28. 5: Evolution du taux de croissance du PIB en volume dans les Pays de la Zone Franc de 2008 à 2012 (en%).....	477
Tableau 28. 6: Tableau des opérations financières des pays de la zone franc en 2012 (En milliards de francs CFA).....	478
Tableau 28. 7: Dettes extérieure des pays de la zone franc en 2012 (en cours en millions de dollars)	479
Tableau 28. 8: Evolution du taux d'inflation en moyenne annuelle et de la masse monétaire globale des pays de la zone franc.....	480
Tableau 28. 9: Tableau de synthèse de quelques indicateurs des pays de la zone franc en 2012....	481

III. PRESENTATION

La zone Franc regroupe 15 pays ayant en commun le Franc de la Communauté Française en Afrique comme unité monétaire. On en compte 6 en Afrique centrale (CEMAC), 8 en Afrique de l'ouest (UEMOA) et les Comores.

L'activité économique des pays de la zone franc a connu une légère décélération entre 2011 et 2012. En effet, le taux de croissance est passé de 5,4% à 5,1%, soit un recul de 0,3 points au cours de cette période. Le Cameroun s'inscrit dans cette dynamique, en tout cas pour ce qui concerne la croissance du produit intérieur brut.

En 2012, le niveau généralisé des prix au Cameroun a été moins élevé que dans tous les autres pays de la CEMAC. Depuis 2008, le niveau de l'inflation au Cameroun a varié en dents de scie. Il est passé de 5,3% en 2008 à 2,4% en 2012.

IV. METHODOLOGIE

Les données statistiques rassemblées dans ce chapitre proviennent de sources diverses. Par conséquent, les méthodologies de collecte de ces données ne sont pas toujours harmonisées. Toutefois, afin de permettre la comparaison entre pays et entre périodes, les tableaux statistiques regroupés ici se fondent dans la mesure du possible sur les données normalisées à l'échelon international, qui ont été collectées et traitées par diverses organisations internationales. Qu'elles aient obtenu ces données auprès de sources nationales ou dans le cadre de leurs propres enquêtes, ces instances s'attachent à harmoniser les définitions et les méthodes de collecte, afin de permettre une comparaison aussi poussée que possible entre les pays. Si les données qu'elles publient diffèrent parfois de celles diffusées par les sources nationales, c'est souvent du fait des corrections apportées par souci d'harmonisation. A chaque fois que des

précisions sur la qualité des données sont nécessaires (estimations, projections, ...), elles sont référencées en dessous des tableaux statistiques, ainsi que les différentes sources documentaires.

En ce qui concerne les indicateurs macro-économiques, les concepts et définitions utilisés pour les données des comptes nationaux sont ceux du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) des Nations Unies. De nombreux pays continuent d'élaborer leurs comptes à partir du SCN 1968. Mais de plus en plus de pays sont en train de migrer vers le SCN 1993.

Afin de mieux comprendre à quoi renvoient certains indicateurs et pouvoir ainsi les interpréter correctement, il est important d'en maîtriser les définitions ainsi que les méthodes de calcul. Les utilisateurs peuvent également se référer au Manuel des concepts et des définitions élaborés par l'INS et en vigueur dans le SNIS.

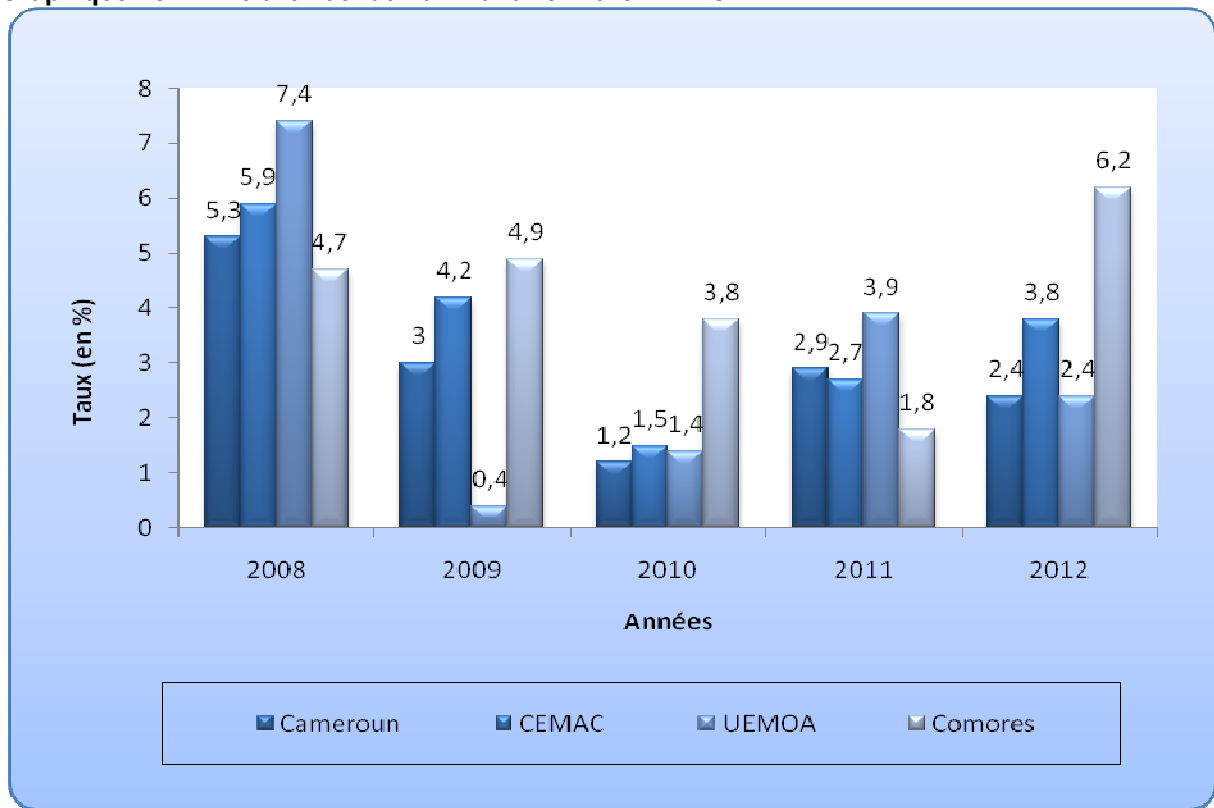
V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les principales sources de données utilisées dans ce chapitre relèvent essentiellement de la Banque de France à travers ses publications intitulées « Rapport de la zone Franc » notamment ceux des années 2008 à 2012.

La Banque de France reçoit les données des organismes internationaux que sont le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Les banques centrales des pays de la zone Franc contribuent également à l'élaboration des rapports de la zone par la banque de France. Il s'agit notamment de la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale), de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et de la BCC (Banque Centrale des Comores).

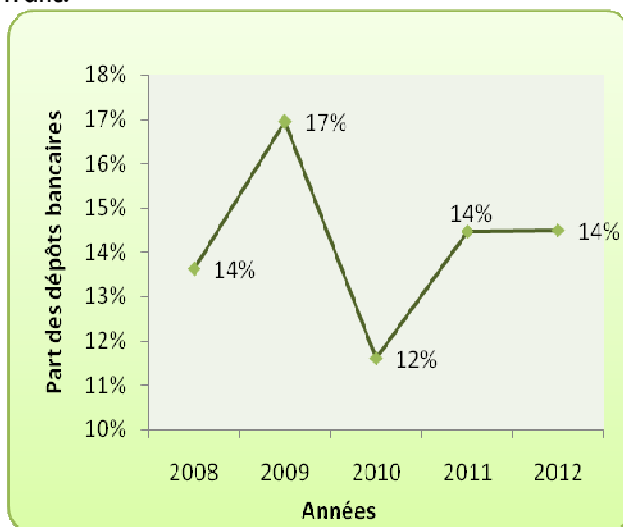
GRAPHIQUES

Graphique 28. 1: Evolution du taux d'inflation en zone FRANC

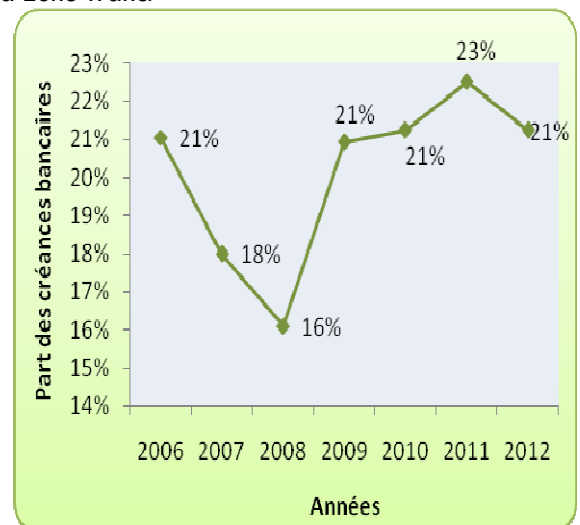


Source : construit à partir des données de : Rapports Zone Franc de 2005 à 2012 (Banque de France).

Graphique 28. 2: Part des dépôts bancaires internationaux du Cameroun dans ceux de la zone franc.



Graphique 28. 3: Part des créances internationales consolidées des banques camerounaises déclarantes a la bri dans celles de la zone franc.



Source : construit à partir des données de : Rapports Zone Franc de 2005 à 2012 (Banque de France).

TABLEAUX

Tableau 28. 1: Evolution du PIB par pays dans la zone franc (en milliards de francs cfa).

Pays	2008	2009	2010	2011	2012
Cameroun*	10 628,8	10 040,3	11 699,7	12 545,7	13 514,7
Centrafrique	944,5	999,7	1 058,1	1 122,9	1 233,2
Congo	4 524,30	4 123,0	5 560,2	6 581,1	6 885,3
Gabon	6 465,90	5 130,8	6 844,3	8 303,7	8 843,5
Guinée équatoriale	6 827,10	5 252,0	6 632,7	8 489,7	9 181,7
Tchad	3 737,40	3 407,7	4 334,7	4 635,8	5 323,4
CEMAC	33 478,50	30 202,50	36 350,10	42 147,90	45 355,40
Côte d'Ivoire	10 485,10	10 880,7	11 352,2	11 360,0	12 600,0
Senegal	5 950,20	6 029,4	6 368,6	6 816,4	7 225,0
Mali	3 954,70	4 232,9	4 655,7	5 024,2	5 239,3
Niger	2 397,30	2 533,2	2 832,1	3 025,7	3 458,0
Benin	2 974,70	3 109,4	3 248,2	3 443,3	3 858,3
Burkina Faso	3 646,90	3 941,9	4 453,9	4 793,3	5 404,4
Guinée Bissau	195,3	390,5	418,5	465,1	469,0
Togo	1 444,70	1 493,5	1 581,4	1 740,4	1 989,9
UEMOA	31 048,90	32 611,50	34 910,60	36 668,40	40 243,90
Comores	174,8	185,6	197,1	207,5	218,6
PIB de la zone	64 702,20	62 999,60	71 457,80	79 023,80	85 817,90

Source : Banque de France –Rapports Zone Franc de 2008 à 2012 ; * = INS

Tableau 28. 2: Evolution des principaux indicateurs économiques dans la zone franc entre 2009 et 2012

Pays/zone	Croissance du PIB en %			Inflation (en moyenne annuelle %)			Solde budgétaire (en % du PIB)**			Solde des transactions courantes (en % du PIB)		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Cameroun	3,3	4,1	4,6	1,3	2,9	2,4	0,1	-0,4	0,5	-2,5	-3,4	-2,5
UEMOA	4,4	0,7	6,4	1,4	3,9	2,4	-2,1	-3,4	-2,7	-4,9	-5,7	-7,4
CEMAC	4,0	5,2	5,2	1,6	2,7	3,8	3,3	4,3	0,5	-7,2	-2,0	-2,2
Afrique subsaharienne	2,8	5,11	5,3	7,5	9,3	8,9	-3,7	-1,6	-2,2	-2,5	-1,6	-2,8

Source : FMI : Rapport annuel de la zone franc 2012 de la Banque de France ; Perspectives économiques régionales avril 2009 ; Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2009 ; World development indicators 2012 de la Banque Mondiale

NB : les données de 2012 sont provisoires

*Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle

** En base engagements, dons compris

*prévisions

Tableau 28. 3: Population et Superficie des Pays de la zone franc en 2012

	Superficie (En milliers de Km ²)	Population (En millions d'habitants)
Pays africains de la zone franc	6 530,9	143,34
République du Bénin	116	8,9
République de Burkina Faso	274	16,5
République de Côte d'Ivoire	322	19,7
République de Guinée-Bissau	36	1,6
République du Mali	1 240	15,4
République du Niger	1 267	16,5
République du Sénégal	197	13,3
République du Togo	57	6,5
République du Cameroun	475	20,6
République Centrafricaine	623	4,4
République du Congo	342	4,2
République du Gabon	268	1,6
République de Guinée Équatoriale	28	0,74
République du Tchad	1 284	12,1
Union des Comores	1,9	0,7

Source : Banque de France – Rapports Zone Franc 2012

Tableau 28. 4: Evolution des dépôts bancaires internationaux collectés auprès des résidents de la zone franc entre 2008 et 2012 (encours en millions de dollars)

Pays	2008	2009	2010	2011	2012
Benin	321	420	276	284	335
Burkina Faso	325	347	466	331	367
Côte d'Ivoire	2 626	2 099	2392	2 553	2 012
Guinée Bissau	39	53	59	50	75
Mali	372	489	448	405	400
Niger	135	122	136	131	120
Sénégal	1 709	1 666	1 336	1 258	1 563
Togo	447	428	387	995	534
Total UEMOA	5 974	5 624	5 500	6 007	5 406
Cameroun	1 460	1 870	1 731	2 015	1 632
Centrafrique	93	83	89	65	50
Congo	893	812	1111	1 001	1 174
Gabon	1 199	1 229	1204	1 134	1 481
Guinée Équatoriale	838	1 125	5073	3 400	1 222
Tchad	203	238	156	238	238
Total CEMAC	4 686	5 357	9364	7 853	5 797
Comores	60	56	48	68	56
Total zone franc	10 720	11 037	14912	13 928	11 259

Source : Banque de France – Rapport annuel de la Zone franc 2012

*y compris les dépôts internationaux collectés auprès des établissements bancaires des pays et zones concernées

Tableau 28. 5: Evolution du taux de croissance du PIB en volume dans les Pays de la Zone Franc de 2008 à 2012 (en%)

P a y s	2008	2009	2010	2011	2012
Benin	5,0	2,7	2,6	3,1	5,4
Burkina Faso	6,6	3,2	7,9	4,1	9,0
Côte d'Ivoire	2,3	3,8	2,4	-4,7	9,8
Guinée Bissau	3,2	3,0	3,5	5,3	-1,5
Mali	5,0	4,5	5,8	2,7	-1,2
Niger	9,6	-0,9	8,0	2,3	10,8
Sénégal	3,2	2,2	4,2	2,6	3,5
Togo	2,4	3,4	3,7	4,8	5,9
UEMOA	4,1	3,0	4,3	0,6	6,4
Cameroun	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6
Centrafrique	2,0	1,4	2,9	3,3	3,9
Congo	5,2	6,7	9,5	5,8	3,4
Gabon	2,2	-1,1	6,6	6,8	5,0
Guinée Équatoriale	15,5	3,5	0,9	7,7	9,8
Tchad	- 2,0	-1,2	15,5	2,2	8,7
CEMAC	4,0	1,8	4,3	5,1	5,2
Comores	0,4	1,9	2,2	2,6	6,2

Source : Banque de France, Rapports annuels de la Zone franc 2007 à 2012

Tableau 28. 6: Tableau des opérations financières des pays de la zone franc en 2012 (En milliards de francs CFA)

Composantes	Togo	Comores***	Guinée Bissau	Niger	Mali	Burkina Faso	Benin	Sénégal	Côte d'Ivoire	Tchad	Guinée Equatoriale	Gabon	Congo	Centrafrique	Cameroun
Recettes totales	415,7	65 971	65,9	867,1	934,4	1 276,4	796,6	1 612,7	2 617,2	1 481,8	3 194,7	2 596,3	2 975,8	174,4	2 489,5
Recettes	367,7	45 989	46,0	653,1	921,5	998,9	721,3	1 433,1	2 536,0	1 282,2	3 194,7	2 596,2	2 975,8	127,8	2 434,6
Dons extérieurs	48	19 982	19,9	214,0	12,9	277,5	75,0	179,6	81,2	199,7	0,0	0,0	10,0	46,6	55,0
Dépenses totales et prêts net	531,2	58 192	78,3	955,2	938,2	1 452,9	815,7	2 020,4	3 010,3	1 631,3	4 065,9	2 377,3	2 525,8	162,5	2 549,2
Dépenses courantes	356,9	41 898	62,7	528,2	679,4	828,7	592,5	1 238,9	2 329,7	747,6	817,8	1 388,3	1 023,1	108,6	1 808,2
Salaires	117,3	18 278	24,1	171,0	277,1	332,3	279,4	460,8	934,7	224,9	99,8	514,6	248,4	49,0	706,1
Dépenses en capital	173,8	15 444	15,6	413,6	134,2	619,6	217,3	795,9	615,8	883,6	3 248,1	989,0	1 502,7	53,9	679,4
Prêts nets	0,0	850	0,0	0,0	3,7	-0,9	6,0	-14,4	-1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) *	-40,0	8 637	-17,1	-84,7	166,1	-472,9	-52,6	-186,2	-68,5	-93,4	-839,8	473,6	748,5	5,6	112,5
Solde base engagements(dons inclus)	-115,6	7 779	-12,4	-88,1	-3,8	-176,5	-19,5	-407,7	-393,0	-149,4	-871,2	219,0	450,0	11,9	-59,6
Arriérés		-1 543								0,0	0,0	-23,4	-97,2	10,3	-60,0
Solde (base caisse) ***	-115,9	6 236	-9,9	-116,6	-30,3	-104,3	-25,2	-407,7	-474,3	-149,4	-871,2	195,6	352,8	22,3	-119,6
Financement	115,8	-6 357	18,1	16,5	30,3	27,9	25,2	136,1	393,1	149,4	871,2	-195,6	--352,8	-22,3	119,6
Financement intérieur	79,7	-3 854	11,6	-51,4	22,8	-45,3	6,0	52,7	227,1	90,6	921,4	-177,1	-627,0	-16,5	5,5
Financement extérieur	79,1	-2 503	6,5	67,9	7,5	73,2	19,2	83,3	166,0	58,8	-50,2	-18,5	274,2	-5,7	114,1

Source : Banque de France, Rapport annuel de la Zone Franc – 2012

* solde primaire = recettes courantes - dépenses courantes (hors intérêts) - dépenses en capital (hors celles sur ressources extérieures)

** solde (base engagements) = recettes totales (y. c dons) – dépenses totales

*** solde (base caisse) = (solde base engagements) + arriérés

**** : en millions de franc comoriens

Tableau 28. 7: Dettes extérieure des pays de la zone franc en 2012 (en cours en millions de dollars)

Rubrique	Pays Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Benin	Burkina Faso	Mali	Niger	Senegal	Togo	Comores
Dettes à court et à long terme	3 074,3	573,0	2 523,1	2 878,6	1 407,0	1 820,1	12 012,2	283,7	1 422,7	2 419,9	2 930,7	1 408,4	4 319,6	643,1	277,9
Dettes à long terme	2 562,0	296,9	2 157,3	2 463,7	1 407,0	1 710,2	10 108,9	218,5	1 190,5	2 056,0	2 507,9	1 100,2	3 872,8	379,9	245,5
Recours au crédit FMI	442,0	172,0	154,8	225,3	0,0	91,3	1 090,4	32,0	177,5	232,9	229,8	152,6	446,8	254,2	27,7
Dettes à court terme	70,3	104,1	211,1	189,7	0,0	19,5	813,5	33,1	54,7	131,0	193,0	155,6	0,0	9,0	4,7
Indicateurs de dette (en %)															
Dettes totales/ export biens et services	44,0	215,7	20,9	27,4	8,2	37,0	90,3	98,1	93,8	87,9	105,3	100,2	117,3	40,7	278,6
Dettes extérieures/PIB	11,1	24,0	18,1	16,3	7,3	18,5	49,8	28,7	19,5	23,8	27,5	21,9	29,9	17,4	47,3
Service payé de la dette/ export biens services	4,6	0,3	0,8	3,9	0,9	1,6	4,1	1,8	2,5	2,6	2,4	2,5	9,7	0,9	3,9
Service payé de la dette/ recettes budgétaires	6,8	0,3	1,7	7,6	2,6	2,9	15,2	4,6	3,0	4,2	3,7	2,5	12,2	2,2	4,0
Dettes multilatérales/ dette totale	28,0	6,1	6,4	15,3	nd	81,9	19,4	40,4	69,6	71,9	68,3	62,2	51,8	34,7	71,4

Source : Banque de France, Rapport annuel de la Zone Franc – 2012
 Pour la Guinée Equatoriale les données sont de 2007

Tableau 28. 8: Evolution du taux d'inflation en moyenne annuelle et de la masse monétaire globale des pays de la zone franc entre 2008 et 2012

Pays	Inflation					Masse monétaire			
	2008	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Cameroun	5,3	3,0	1,2	2,9	2,4	2 299,8	2 265,4	2 880,9	2 939,5
Centrafrique	9,3	3,5	1,5	1,2	5,9	156,4	179,2	206,2	209,6
Congo	5,3	3,9	0,4	2,2	5,0	1 028,6	1 415,0	1 901,4	2 304,4
Gabon	5,3	1,9	1,5	1,2	2,6	1 171,5	1 402,8	1 822,7	2 107,07
Guinée équatoriale	6,0	6,0	5,6	4,8	3,6	695,2	1 035,1	1 098,3	1 708,9
Tchad	8,3	10,0	-2,1	2,0	7,5	476,2	600,0	676,7	774,9
CEMAC	5,9	4,2	1,5	2,7	3,8				
Côte d'ivoire	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3	3 511,8	4 136,4	4 595,7	4 910,6
Sénégal	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4	2 234,6	2 540,8	2 718,7	2 894,7
Mali	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3	1 172,7	1 294,5	1 492,0	1 718,5
Niger	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5	473,1	576,0	611,2	802,5
Benin	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7	1 188,9	1 276,1	1 377,7	1 463,2
Burkina Faso	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8	1 107,1	1 319,5	1 501,1	1 741,5
Guinée Bissau	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1	95,3	118,5	173,7	162,8
Togo	8,7	3,7	1,4	3,6	2,6	616,7	717,0	831,3	905,3
UEMOA	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4				
Comores*	4,7	4,9	3,8	1,8	6,2	57 571	68 747	75 327	87 373

Source : Banque de France –Rapports Zone Franc 2008 à 2012 * : masse monétaire en millions de francs comoriens

Tableau 28. 9: Tableau de synthèse de quelques indicateurs des pays de la zone franc en 2012

Pays /zone	Population (en millions d'habitants)	PIB		Taux de croissance du PIB réel en %	Taux d'investissemen t en %	Inflation (en moyenne annuelle)	Recettes budgétaires (hors dons) en % du PIB	Solde budgétaire base engagement (dons compris) en % du PIB	Balance commercia le en % du PIB	Solde des transactions courantes en % du PIB	Dette extérieure (en millions de dollars)	Dette/PI B (en %)	Service payé de la dette/Export ations (en %)
		mds CFA	USD par hab (2)										
	2011	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2012	2011	2011	2011
Cameroun	20,1	13 514,7	1 192	4,6	27,6	2,4	16,8	-1,6	-1,0	-3,6	3 074,3	11,1	4,6
Centrafrique	4,4	1 233,2	447	3,9	12,1	5,9	10,4	+1,0	-4,6	-3,7	573,0	24,0	0,3
Congo	4,2	6 885,3	3 346	3,4	64,8	5,0	43,1	+6,5	37,4	-16,0	2 523,1	18,1	0,8
Gabon	1,6	8 843,5	11 929	5,0	34,7	2,6	29,4	+2,5	40,8	10,0	2 878,6	16,3	3,9
Guinée Équatoriale	0,7	9 818,7	23 133	9,8	49,4	3,6	32,5	-8,9	52,3	-16,0	1 465,6	8,1	0,2
Tchad	12,1	5 323,4	1 006	8,7	38,5	7,5	24,1	-2,8	13,1	-4,2	1 820,9	18,5	1,6
Total CEMAC	44,2	45 992,4		5,2	40,0	3,8	27,4	-0,9	26,2	-5,1	10 655,6	13,8	1,9
Bénin	9,8	3 858,3	794	5,4	20,8	6,7	18,7	-0,5	-9,0	-9,1	1 422,7	19,5	2,5
Burkina Faso	16,5	5 404,4	603	9,0	22,0	3,8	18,5	-3,3	-2,3	-4,4	2 419,9	23,8	2,6
Côte d'Ivoire	19,7	12 600,0	1 054	9,8	15,2	1,3	20,1	-3,1	13,7	-1,8	12 012,2	49,8	4,1
Guinée- bissau	1,6	633,5	551	-1,5	6,5	2,1	9,8	-2,6	-7,5	-7,5	283,7	28,7	1,8
Mali	15,4	5 239,3	631	-1,2	20,9	5,3	17,6	-0,1	3,1	-4,2	2 930,7	27,5	2,4
Niger	16,5	3 458,0	408	10,8	35,9	0,5	18,9	-2,5	-13,7	-23,0	1 408,4	21,9	2,7
Sénégal	13,3	7 225,0	1 057	3,5	30,4	1,4	19,8	-5,6	-17,5	-8,0	4 319,6	29,9	9,7
Togo	6,5	1 989,9	585	5,9	26,3	2,6	18,5	-5,8	-13,8	-8,8	643,1	17,4	0,9
Total UEMOA	99,3	40 243,9		6,4	22,3	2,4	19,1	-3,0	-1,6	-6,5	25 440,2	32,7	4,1
Comores	0,7	218,6	865	3,0	13,4	6,2	20,0	3,6	-34,7	-6,8	277,9	47,3	3,9

Source : Banque de France, Rapport annuel de la Zone franc – 2012

Chapitre 29 : LE CAMEROUN EN AFRIQUE

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES.....	483
II. LISTE DES TABLEAUX	483
III. PRÉSENTATION.....	484
IV. MÉTHODOLOGIE.....	484
V. SOURCES DE DOCUMENTATION.....	484

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 29. 1: Evolution du taux de croissance réel du PIB au Cameroun et en Afrique entre 2001 et 2013	485
--	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 29. 1: Classification des pays africains par région, par sous-région et autres regroupements	486
Tableau 29. 2: Situation de quelques indicateurs de base dans les pays africains entre 2007 et 2001	487
Tableau 29. 3: Evolution de la population africaine estimée en milieu d'année.....	488
Tableau 29. 4: Evolution du PIB et du taux de croissance (au prix constant du marché, 2000) des pays africains.....	489
Tableau 29. 5: Evolution de l'inflation dans quelques pays africains entre 1990 ET 2011 (en pourcentage)	490
Tableau 29. 6: Evolution de l'indice de développement humain des pays africains entre 1998 et 2012	492
Tableau 29. 7: Evolution de quelques indicateurs choisis sur la santé de la reproduction des pays africains entre 90 et 2010	493
Tableau 29. 8: Evolution du taux de fécondité, de l'indice synthétique de fécondité, du taux brut de natalité et de mortalité des pays africains entre 1990 et 2010.....	495
Tableau 29. 9: Evolution du taux de mortalité infantile et de l'espérance de vie à la naissance dans les pays africains entre 1975 et 2010.....	497

III.

PRÉSENTATION

Avec un Revenu National Brut par habitant estimé en 2011 à US \$ 1210, le Cameroun occupe le 22^e rang en Afrique, dont la moyenne est d'environ US \$ 2390. Le taux de croissance quant à lui se situe à 4,1%, et est passé au dessus de la moyenne africaine située autour de 3,5%.

Sur le plan social, le pays se classe au 19^e rang avec un IDH de 0,495 en 2012. Les indicateurs dans le domaine éducatif sont encourageants, mais la situation sanitaire reste préoccupante.

Le taux brut de scolarisation au primaire est de 119,4 en 2011, et est le 12^e plus élevé en Afrique. Cette position en ce qui concerne la scolarisation est quasi semblable à celle de l'année précédente.

Sur le plan sanitaire, les indicateurs apparaissent encore préoccupants. La mortalité infantile se situe à 84 décès pour 1000 en 2012, tandis que la mortalité maternelle est estimée à 690 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2010. Ces indicateurs classent le Cameroun parmi les 16 pays africains les moins avancés sur le plan de la santé maternelle et infantile.

III. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques rassemblées dans ce chapitre sont obtenues auprès de diverses sources internationales. Selon leur disponibilité, elles sont parfois complétées par des estimations et des projections des organismes compétents. Dans ce dernier cas, mention est faite.

Les données ne sont comparables que si les pays se conforment aux définitions, méthodes d'estimation et concepts classiques applicables à l'échelle internationale, recommandés par les Nations Unies et d'autres institutions internationales à l'instar d'AFRISTAT.

Les indicateurs sont présentés sous forme de niveaux, de taux de croissance, de parts, de ratios et d'indices. Pour permettre les comparaisons entre pays, les valeurs de nombreuses séries nationales ont été converties des monnaies nationales en dollars.

Rappelons aussi que certaines données provisoires ou estimées publiées antérieurement ont pu être corrigées lorsque cela était possible. Cela justifie le fait que certaines données puissent apparaître, pour une même année, légèrement différentes que dans les éditions précédentes de l'annuaire statistique.

Définitions :

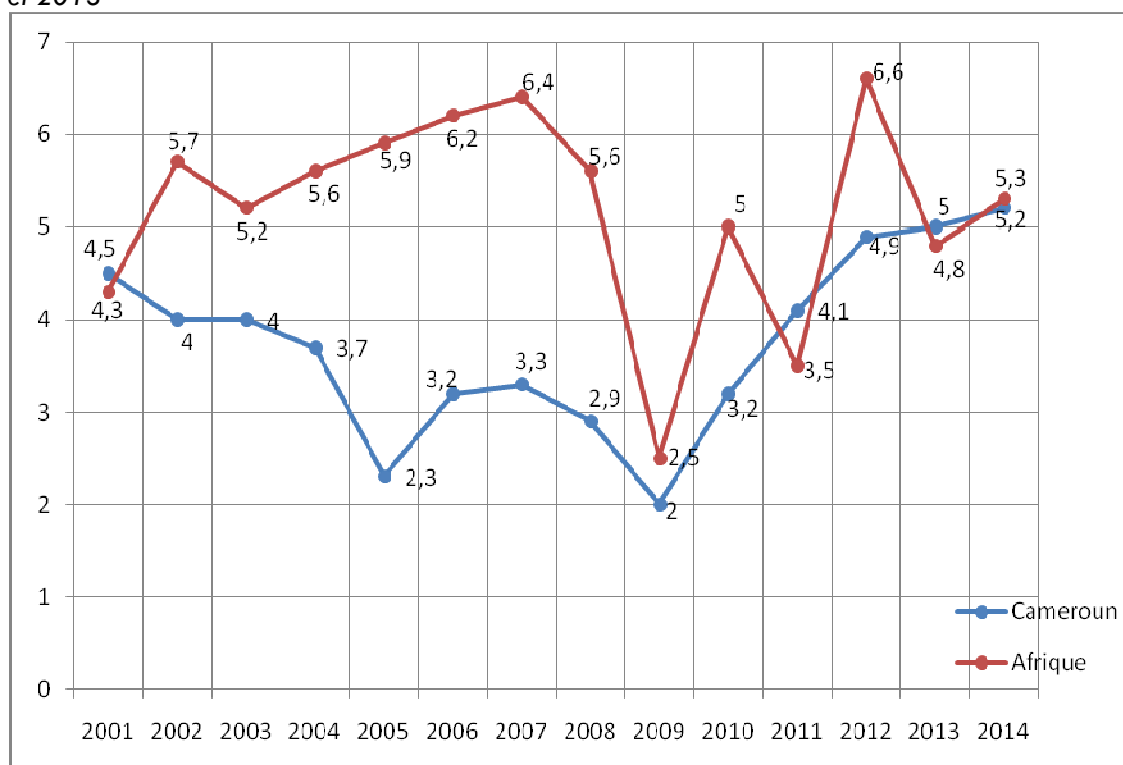
- UMA= Union du Maghreb Arabe
- CEMAC= Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
- UEMOA= Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- COMESA= Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe
- CEDEAO= Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- SADC= Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
- Cen-SAD= Communauté des Etats Sahélo-sahariens

IV. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les données présentées dans ce chapitre proviennent de l'exploitation de différentes publications d'organisations internationales. Il s'agit de :

- La Banque Africaine de Développement (BAD)
 - *Rapport sur le Développement en Afrique 2003 : Mondialisation et développement de l'Afrique.*
 - *Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, de 2004 à 2013*
 - *Statistiques choisies sur les pays africains 2006, 2008 et 2012*
 - *Annuaire statistique pour l'Afrique 2010 et 2012 (produit avec la ECA et AUC)*
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : *Rapport mondial sur le développement humain* éditions 2002, 2007 et 2013.
- La Banque de France (Secrétariat du comité monétaire de la zone franc) : *La Zone franc – Rapport annuel*, éditions 2005, 2006 et 2012.
- L'OECD à travers African Economic Outlook qui fournit certains indicateurs économiques des pays africains.

GRAPHIQUE

Graphique 29. 1: Evolution du taux de croissance réel du PIB au Cameroun et en Afrique entre 2001 et 2013

Source: African Economic Outlook 2013-OECD
(Estimation en 2012 ; projections en 2013 et 2014)

Tableau 29. 1: Classification des pays africains par région, par sous-région et autres regroupements

Afrique centrale (8)	Afrique de l'Est (13)	Afrique du Nord (6)	Afrique australe (12)	Afrique de l'Ouest (15)
Cameroun	Burundi	Algérie	Angola	Bénin
République Centrafricaine	Comores	Egypte	Botswana	Burkina Faso
Tchad	Djibouti	Lybie	Lesotho	Cap Vert
Congo	Erythrée	Maroc	Madagascar	Côte d'Ivoire
Congo, RDC	Ethiopie	Mauritanie	Malawi	Gambie
Guinée équatoriale	Kenya	Tunisie	Maurice	Ghana
Gabon	Rwanda		Mozambique	Guinée
Sao Tomé & Príncipe	Seychelles		Namibie	Guinée Bissa
	Somalie		Afrique du Sud	Libéria
	Soudan		Swaziland	Mali
	Soudan du Sud		Zambie	Niger
	Tanzanie		Zimbabwe	Nigéria
	Ouganda			Sénégal
				Sierra Leone
				Togo
SADC (15)	CEMAC (6)	COMESA (20)	CEDEAO (16)	
Angola	Cameroun	Burundi	Bénin	Côte d'Ivoire
Botswana	République Centrafricaine	Comores	Burkina Faso	Djibouti
Congo, RDC	Tchad	Congo, RDC	Cap Vert	Egypte
Lesotho	Congo	Djibouti	Côte d'Ivoire	Erythrée
Madagascar	Guinée équatoriale	Egypte	Gambie	Gambie
Malawi	Gabon	Erythrée	Ghana	Ghana
Maurice		Ethiopie	Guinée	Guinée
Mozambique	UEMOA (8)	Kenya	Guinée Bissau	Guinée Bissau
Namibie	Bénin	Libye	Libéria	Kenya
Seychelles	Burkina Faso	Madagascar	Mali	Libéria
Afrique du Sud	Côte d'Ivoire	Malawi	Niger	Mali
Swaziland	Guinée Bissau	Maurice	Nigéria	Mauritanie
Tanzanie	Mali	Namibie	Sénégal	Maroc
Zambie	Niger	Rwanda	Sierra Leone	Niger
Zimbabwe	Sénégal	Seychelles	Togo	Nigéria
	Togo	Soudan		Sao Tomé & Príncipe
		Swaziland	Cen – SAD (27)	Sénégal
		Ouganda	Bénin	Sierra Leone
		Zambie	Burkina Faso	Somalie
		Zimbabwe	République Centrafricaine	Soudan
			Tchad	Togo
			Comores	Tunisie

Source : BAD, Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, 2013

Tableau 29. 2: Situation de quelques indicateurs de base dans les pays africains entre 2007 et 2012

Pays	Superficie (10 ³ km ²)	Population totale (millions)	RNB par habitant (\$)	Inflation des prix à la conso (%)	Scolarisation au primaire (%)	Taux d'alphabétisation adultes		Espérance de vie à la naissance	
						Total	Ratio M/F	Total	Ratio M/F
	2011	2012	2011	2012	2011	2007	2007	2012	2012
Algérie	2382	36,5	4 470	8,9	109,0	26,1	1,91	73,4	0,96
Angola	1247	20,2	4 060	10,3	124,5	51,5	0,94
Benin	115	9,4	780	6,7	128,7	54,7	1,79	56,5	0,93
Botswana	582	2,1	7 480	7,2	...	17,2	0,73	53,0	1,04
Burkina faso	274	17,5	570	3,6	79,4	69,6	1,35	55,9	0,96
Burundi	28	8,7	250	14,5	164,5	43,9	1,26	50,9	0,94
Cameroun	475	20,5	1 210	3,0	119,4	21,2	1,74	52,1	0,96
Cap vert	4	0,5	3 540	2,5	109,3	20,6	2,19	74,3	0,91
Rep. Centrafricaine	623	4,6	470	3,5	94,1	43,4	1,66	49,1	0,93
Tchad	1284	11,8	690	7	100,8	46,3	1,39	49,9	0,94
Comores	2	0,8	770	5,6	97,8	42,9	1,39	61,5	0,96
Congo	342	4,2	2 270	5,1	116,1	12,6	2,21	57,8	0,96
Congo (RDC)	2345	69,6	190	6,4	96,0	29,5	1,93	48,7	0,93
Côte d'Ivoire	322	20,6	1 100	2,1	88,0	44,5	1,56	56,0	0,96
Djibouti	23	0,9	1 311 (2010)	5,0	59,1	27,8	1,93	58,3	0,95
Egypte	1001	84,0	2 600	8,7	106,1	39,4	1,66	73,5	0,95
Guinée Equatoriale	28	0,7	14 540	4,5	86,9	11,4	3,38	51,4	0,95
Erythrée	118	5,6	430	17,0	44,6	37,8	1,79	62,0	0,93
Ethiopie	1104	86,5	400	31,0	101,6	52,5	1,30	59,7	0,95
Gabon	268	1,6	7 980	2,7	181,7	63,1	0,97
Gambie	11	1,8	610	4,2	81,5	55,1	1,30	58,8	0,96
Ghana	239	25,5	1 410	9,2	107,3	21,1	1,91	64,6	0,97
Guinée	246	10,5	440	13,1	98,0	54,5	0,94
Guinée Bissau	36	1,6	600	2,1	123,1	52,5	1,77	48,6	0,94
Kenya	593	42,7	820	9,6	...	11,8	2,14	57,7	0,96
Lesotho	30	2,2	1220	5,5	102,4	13,5	0,19	48,7	1,03
Libéria	111	4,2	240	6,9	103,0	39,3	2,37	57,3	0,96
Libye	1760	6,5	9 977	6,9	...	14,6	4,11	75,0	0,93
Madagascar	587	21,9	430	6,4	148,4	27,8	1,52	66,9	0,95
Malawi	118	15,9	340	19,2	141,3	34,1	2,10	54,8	1,00
Mali	1240	16,3	610	5,3	81,7	68,9	1,36	51,9	0,96
Mauritanie	1026	3,6	1 000	4,9	101,0	56,4	1,40	58,9	0,94
Maurice	2	1,3	8 240	4,1	...	12,9	1,46	73,5	0,92
Maroc	711	32,6	2 970	1,3	113,7	44,9	1,70	72,4	0,94
Mozambique	802	24,5	470	2,7	110,9	47,0	1,91	50,7	0,96
Namibie	824	2,4	4 700	6,5	106,8	13,4	0,98	62,6	0,98
Niger	1267	16,6	360	3,9	70,8	80,0	1,24	55,1	0,98
Nigeria	924	166,6	1 200	12,0	83,3	26,9	1,61	52,3	0,97
Rwanda	26	11,3	570	7,3	141,7	25,3	1,44	55,7	0,95
Sao T. & Princes	1	0,2	1 360	9,5	133,8	64,9	0,96
Sénégal	197	13,1	1 070	2,5	86,2	56,0	1,40	59,6	0,96

Pays	Superficie (10 ³ km ²)	Population totale (millions)	RNB par habitant (\$)	Inflation des prix à la conso (%)	Scolarisation au primaire (%)	Taux d'alphabétisation adultes		Espérance de vie à la naissance	
						Total	Ratio M/F	Total	Ratio M/F
	2011	2012	2011	2012	2011	2007	2007	2012	2012
Seychelles	0,5	0,1	11 130	7,1	112,8	74,2	0,87
Sierra Leone	72	6,1	340	11,6	124,7	48,1	0,97
Somalie	638	9,8	51,5	0,94
Afrique du Sud	1221	50,7	6 960	5,6	...	12,9	1,10	53,4	0,98
Soudan du Sud		10,4			68,8			59,8	0,95
Soudan	1886	45,7	1 333	36,0	...	34,9	1,74	61,8	0,94
Swaziland	17	1,2	3 300	8,9	115,1	16,0	1,09	48,9	1,02
Tanzanie	945	47,7	540	16,1	102,3	18,2	2,06	58,9	0,97
Togo	57	6,3	560	2,3	139,4	34,2	2,26	57,5	0,95
Tunisie	164	10,7	4 070	5,6	109,9	22,1	2,40	74,7	0,94
Ouganda	241	35,6	510	14,6	113,2	26,8	1,93	54,5	0,97
Zambie	753	13,9	1 160	6,5	117,3	16,5	1,87	49,4	0,98
Zimbabwe	391	13,0	640	5,1	...	7,2	2,39	51,4	1,03

Source: BAD, Statistiques choisies sur les pays africains 2008, statistiques de la BAD 2013, annuaire statistique pour l'Afrique 2013

Tableau 29. 3: Evolution de la population africaine estimée en milieu d'année

Région	Population totale (milliers)			% de la population féminine			Taux de croissance moyen 2000-2011		
	1980	2000	2011	1980	2000	2011	Total	Femme	Homme
Afrique	481 519	818 270	1 044 304	50,3	50,2	50	2,29	2,38	2,31
Afrique centrale	45 844	83 640	110 194	50,9	50,5	50,2	2,53	2,52	2,54
Afrique de l'Est	122 460	217 268	287 941	50,4	50,3	50,1	2,59	2,657	2,61
Afrique du Nord	93 856	146 909	171 348	49,8	49,7	50	1,48	1,52	1,43
Afrique australe	81 806	133 945	165 992	50,6	50,9	50,5	1,93	1,86	1,99
Afrique de l'Ouest	137 552	235 313	308 828	50,1	50,0	49,6	2,58	2,56	2,60
UMA	49 423	76 735	88 812	49,6	49,8	50,1	1,24	1,33	1,16
Cen-SAD	265 527	442 102	370 066	50,0	50,0	49,7	2,18	2,19	2,18
COMESA	201 410	354 441	469 838	50,3	50,2	50,1	2,42	2,40	2,43
CEDEAO	137 457	236 943	308 660	50,1	50,0	49,6	2,58	2,56	2,60
SADC	91 695	219 738	258 740	50,6	50,8	50,4	2,24	2,19	2,29
CEMAC	18 673	33 006	42 437	50,6	50,4	50,2	2,29	2,27	2,31
UEMOA	41 204	73 453	98 599	49,8	49,9	50	2,76	2,75	2,77

Source : BAD, Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, 2006, 2013

Tableau 29. 4: Evolution du PIB et du taux de croissance (au prix constant du marché, 2000) des pays africains

Indicateurs	PIB (en millions de US\$)		Taux de croissance du PIB (%)	
	2000	2012	2003-2011 (moyen)	2012
Afrique du Nord				
Algérie	54 796	82 587	3,7	2,5
Égypte	97 954	166 931	4,9	2,2
Libye	38 214	44 604	0,7	95,5
Mauritanie	1 081	1 754	4,5	6,0
Maroc	37 060	64 856	4,8	3,2
Tunisie	19 443	33 733	4,1	3,3
Afrique de l'Ouest				
Bénin	2 360	3 712	3,5	3,6
Burkina Faso	2 618	5 321	5,8	8
Cap- Vert	571	936	6,1	2,4
Côte d'Ivoire	10 420	12 047	0,7	8,6
Gambie	421	859	6,1	1,0
Ghana	4 980	15 929	7,0	7,1
Guinée	2 995	4 355	2,4	4,2
Guinée Bissau	216	451	2,6	-1,5
Liberia	661	843	2,0	8,9
Mali	2 640	4 674	4,8	-1,5
Niger	1 667	3 203	4,9	13,1
Nigeria	46 386	125 085	7,5	6,6
Sénégal	4 681	7 431	4,4	3,7
Sierra Leone	636	2 650	6,4	16,7
Togo	1 291	1 771	3,1	5,0
Afrique centrale				
Cameroun	9 290	15 198	3,2	4,6
Rép. Centrafricaine	960	1 128	2,0	3,1
Tchad	1 386	4 161	10,1	7,2
Congo	3 221	5 505	4,9	4,9
Rép. Dém. Congo	4 335	7 972	6,1	7,2
Guinée équatoriale	1 178	6 976	11,2	5,5
Gabon	5 069	7 250	3,6	5,6
Sao Tomé et principe	77	149	5,4	4,0
Afrique de l'Est				
Burundi	709	1 360	3,2	4,3
Comores	202	257	1,8	2,7
Djibouti	556	874	4,1	4,5
Érythrée	706	884	0,7	5,5
Éthiopie	7 970	22 165	9,7	6,9
Kenya	12 604	20 191	4,6	4,2
Seychelles	738	816	3,3	2,8
Somalie
Rwanda	1 735	4 183	7,7	7,7
Soudan	12 367	22 900	6,6	-0,6
Ouganda	6 099	14 688	6,9	4,4
Tanzanie	10 186	22 617	7	6,4
Afrique australe				
Angola	9 917	27 136	11,0	7,9
Botswana	5 633	10 127	3,9	5,8

Indicateurs	PIB (en millions de US\$)		Taux de croissance du PIB (%)	
	2000	2012	2003-2011 (moyen)	2012
Lesotho	783	1 232	4,0	3,8
Madagascar	3 866	5 167	3,9	1,9
Malawi	1 744	2 919	6,2	2,0
Maurice	4 583	7 348	4,2	3,3
Mozambique	4 183	10 407	7,3	7,4
Namibie	3 909	6 780	5,0	4,7
Afrique du Sud	132 964	199 685	3,6	2,5
Swaziland	1 490	1 939	2,4	-0,3
Zambie	3 238	6 437	6,1	7,3
Zimbabwe	5 714	5 072	-3,3	4,4

Source : Statistiques de la BAD 2012, Annuaire statistique pour l'Afrique 2010, Perspectives économiques en Afrique, 2012

TABLEAU 29. 5: Evolution de l'inflation dans quelques pays africains entre 1990 ET 2011 (en pourcentage)

Sous Région/Pays	1990	1995	2008	2011
Afrique du Nord				
Algérie	8,2	28,4	3,9	4,1
Égypte	16,8	15,7	11,7	11,8
Libye	7,1	20	10,4	11,4
Mauritanie	4,9	6,5	7,4	5,5
Maroc	7	6,1	3,9	0,9
Tunisie	6,5	6,2	5,1	3,5
Afrique de l'Ouest				
Benin	1,1	14,5	7,9	2,7
Burkina Faso	-0,8	7,8	10,7	2,8
Cap -Vert	11,1	18,1	6,8	4,5
Côte d'Ivoire	-0,7	14,1	6,3	4,9
Gambie	10,2	4	4,5	4,7
Ghana	37,3	59,5	18,1	8,7
Guinée	19,4	5,6	18,4	21,2
Guinée Bissau	33	45,4	10,4	4,6
Liberia	12	10,5	17,5	8,5
Mali	1,6	12,4	9,2	3,0
Niger	-2	10,9	11,3	3,4
Nigeria	7,4	72,9	11,6	10,2
Senegal	0,3	7,9	5,4	3,0
Sierra Leone	110,9	26	10,5	18,1
Togo	1	16,4	8,7	3,7
Afrique centrale				
Cameroun	1,5	25,8	5,3	2,9
République Centrafricaine	-0,2	19,2	9,3	1,0

Sous Région/Pays	1990	1995	2008	2011
Tchad	0,5	5,4	8,3	-0,6
Congo	2,8	8,6	6	2,5
Guinée équatoriale	0,7	11,4	6	7,2
Rep. Dem. Congo				14,8
Gabon	5,7	10	5,3	2,1
Sao Tomé et Príncipe	30,9	36,8	26,1	9,2
Afrique de l'Est				
Burundi				8,3
Comores				1,9
Djibouti				5,1
Erythrée				13,3
Ethiopie				26,7
Kenya				14,0
Ouganda				18,8
Rwanda				5,6
Soudan	65,2	68,4	14	15,3
Seychelles				2,5
Somalie				
Tanzanie				12,7
Afrique australe				14,8
Angola				13,5
Afrique du Sud				5,0
Botswana				7,7
Lesotho				4,7
Malawi				7,6
Maurice				6,5
Madagascar				9,5
Mozambique				10,8
Namibie				4,8
Swaziland				7,8
Zambie				8,7
Zimbabwe				5,3

Source : BAD - Statistiques choisies sur les pays Africains 2006, statistiques de la BAD 2012

Tableau 29. 6: Evolution de l'indice de développement humain des pays africains entre 1998 et 2012

Pays	RNB par habitant (\$ EU)			Valeur de l'indice de pauvreté humaine (HPI-1) (%)			Rang de l'IDH sur 169 Pays			Valeur de l'IDH (entre 0 et 1)	
	2000	2005	2011	1995	1998	2007	1998	2005	2012	2005	2012
Algérie	1 600	2 720	4 470	27,1	24,8	17,5	107	84	93	0,651	0,713
Angola	420	1 270	4 060	37,2	160	147	148	0,376	0,508
Bénin	370	570	780	...	29,2	43,2	157	133	166	0,418	0,436
Botswana	3 120	5 070	7 480	27,0	28,3	22,9	122	99	119	0,593	0,634
Burkina faso	230	390	570	58,2	58,4	51,8	172	160	183	0,285	0,343
Burundi	130	140	250	49,5	...	36,4	170	166	178	0,239	0,355
Cameroun	630	930	1 210	30,9	38,5	30,8	134	128	150	0,453	0,495
Cap vert	1 390	2 080	3 540	...	22,0	14,5	105	116	132	0,519	0,586
Rep. Centraf.	280	340	470	40,7	53,0	42,4	166	156	180	0,299	0,352
Tchad	180	430	690	53,1	167	157	184	0,299	0,340
Comores	380	610	770	...	33,0	20,4	137	131	169	0,423	0,429
Congo	560	980	2 270	31,5	31,9	24,3	139	121	142	0,470	0,534
Congo (RDC)	90	120	190	41,1	..	38,0	152	167	186	0,223	0,304
Côte d'Ivoire	650	870	1 100	46,4	45,8	37,4	154	144	168	0,383	0,432
Djibouti	750	990	...	32,8	...	25,6	149	145	164	0,382	0,445
Egypte	1 440	1 250	2 600	34,0	32,3	23,4	119	102	112	0,587	0,662
Guinée Equat.	1 270	5 220	14 540	31,9	131	117	136	0,510	0,554
Erythrée	170	250	430	33,7	159	...	181	...	0,351
Ethiopie	130	160	400	55,5	55,3	50,9	171	159	173	0,287	0,396
Gabon	3 080	5 110	7 980	17,5	123	93	106	0,628	0,683
Gambie	630	390	610	...	49,0	40,9	161	149	165	0,362	0,439
Ghana	340	460	1 410	31,8	35,4	28,1	129	127	135	0,443	0,558
Guinée	400	420	440	49,1	...	50,5	162	154	178	0,323	0,355
Guinée Bissau	180	410	600	42,9	50,2	34,9	169	162	176	0,278	0,364
Kenya	420	520	820	27,1	29,5	29,5	138	126	145	0,443	0,519
Lesotho	530	840	1 220	25,7	23,3	34,3	127	139	158	0,404	0,461
Libéria	190	120	240	35,2	...	163	174	0,264	0,388
Libye	...	6 460	9 977	17,4	15,3	13,4	72	54	64	0,726	0,769
Madagascar	250	300	430	47,7	...	36,1	141	132	151	0,420	0,483
Malawi	160	220	340	47,7	41,9	28,2	163	152	170	0,336	0,418
Mali	230	390	610	52,8	51,4	54,5	165	161	182	0,279	0,344
Mauritanie	530	720	1 000	45,9	49,7	36,2	147	135	155	0,411	0,467
Maurice	3 870	5 360	8 240	12,1	11,6	9,5	71	69	80	0,685	0,737
Maroc	1 310	1 960	2 970	40,2	38,4	31,1	124	114	130	0,536	0,591
Mozambique	230	300	470	48,5	50,7	46,8	168	164	185	0,263	0,327
Namibie	1 950	3 300	4 700	30,0	26,6	17,1	115	106	128	0,577	0,608
Niger	180	260	360	62,1	64,7	55,8	173	165	187	0,241	0,304
Nigéria	270	630	1 200	40,5	37,6	36,2	151	141	153	0,402	0,471
Rwanda	250	270	570	...	37,5	32,9	164	153	167	0,334	0,434
Sao T. & Principe	...	740	1 360	12,6	132	124	144	0,466	0,525
Sénégal	530	800	1 070	48,6	47,9	41,6	156	143	154	0,388	0,470
Seychelles	7 420	9 820	11 130	53

Pays	RNB par habitant (\$ EU)			Valeur de l'indice de pauvreté humaine (HPI-1) (%)			Rang de l'IDH sur 169 Pays			Valeur de l'IDH (entre 0 et 1)	
	2000	2005	2011	1995	1998	2007	1998	2005	2012	2005	2012
Sierra Leone	150	230	340	58,2	..	47,7	174	158	177	0,292	0,359
Somalie
Afrique du Sud	3050	4 850	6 960	...	20,2	25,4	103	103	123	0,587	0,629
Soudan	320	610	1 333	42,5	35,5	34,0	143	151	171	0,360	0,414
Swaziland	1600	2600	3 300	...	27,4	35,1	112	120	141	0,474	0,536
Tanzanie	310	380	540	39,8	29,2	30,0	156	148	152	0,370	0,476
Togo	300	370	560	39,8	37,8	36,6	145	134	159	0,414	0,459
Tunisie	2 300	3 200	4 070	23,3	21,9	15,6	101	85	94	0,650	0,712
Ouganda	260	300	510	42,1	39,7	28,8	158	146	161	0,380	0,456
Zambie	310	500	1 160	36,9	37,9	35,5	153	150	163	0,360	0,448
Zimbabwe	490	440	640	25,2	30,0	34,0	130	168	172	0,159	0,397

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain éditions 2002 et 2007, BAD, Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, 2012

Tableau 29. 7: Evolution de quelques indicateurs choisis sur la santé de la reproduction des pays africains entre 90 et 2010

Pays	Femmes âgées de 15 à 49 ans (%) Capable de procréer			Taux de mortalité maternelle (100 000 naissances vivantes)			Prévalence de la contraception		
	1997	2000	2012	2000	2005	2010	année la plus récente	Toutes les méthodes	Méthodes modernes
Algérie	25,5	26,9	29	140	110	97	2012	63,5	55,6
Angola	22,4	22,6	23	890	650	450	2012	14,4	9,9
Bénin	22,4	22,4	24	530	430	350	2012	20,8	10,4
Botswana	25,3	26,1	26	350	330	160	2012	54,4	52,7
Burkina faso	22,9	23,1	24	450	370	300	2012	18,2	16,4
Burundi	22,9	23,2	26	1000	910	800	2012	24,3	19,8
Cameroun	22,8	23,3	24	730	720	690	2012	26,7	15,2
Cap vert	23,8	24,9	27	170	110	79	2012	63,3	59,0
Rep. Centraf.	23,5	23,7	25	1000	1 000	890	2012	28,1	13,1
Tchad	22,3	22,4	23	1100	1 100	1 100	2012	6,4	3,9
Comores	24,3	25,4	24	340	310	280	2012	42,3	34,3
Congo	23,2	23,3	24	540	550	560	2012	46,1	20,7
Congo (RDC)	21,6	21,7	7	770	660	540	2012	21,0	6,8
Côte d'Ivoire	22,4	22,9	77	590	510	400	2012	19,2	12,8
Djibouti	23,9	24,4	26	290	220	200	2012	27,2	24,4
Egypte	24,3	25,0	26	100	78	66	2012	62,4	59,4
Guinée Equat.	23,6	23,7	24	450	270	240	2012	21,0	13,1
Erythrée	22,9	23,6	25	390	300	240	2012	17,3	12,8
Ethiopie	22,3	22,3	25	700	510	350	2012	30,6	29,4
Gabon	23,3	23,9	26	270	260	230	2012	40,2	21,2
Gambie	23,4	23,4	25	520	430	360	2012	22,2	19,2

Ghana	23,4	23,8	25	550	440	350	2012	25,6	19,6
Guinée	22,3	22,4	23	970	800	610	2012	12,2	7,5
Guinée Bissau	24,0	23,7	24	970	890	790	2012	15,0	9,8
Kenya	23,6	24,0	24	490	450	360	2012	49,6	43,4
Lesotho	24,8	25,4	26	690	720	620	2012	49,9	48,7
Libéria	23,2	23,3	23	1 300	1 100	770	2012	14,2	13,4
Libye	25,6	27,1	28	67	61	58	2012	57,2	41,2
Madagascar	23,0	22,9	24	400	310	240	2012	42,9	33,0
Malawi	23,2	22,8	22	840	630	460	2012	47,8	44,7
Mali	23,0	23,3	23	740	620	540	2012	10,4	9,4
Mauritanie	23,5	23,8	25	630	560	510	2012	13,9	11,6
Maurice	27,9	27,8	28	28	32	60	2012	76,0	51,0
Maroc	26,2	27,2	28	170	130	100	2012	66,3	56,7
Mozambique	24,8	24,6	24	710	630	490	2012	14,2	12,8
Namibie	24,8	25,1	26	280	310	200	2012	57,1	56,2
Niger	22,1	22,0	22	870	720	590	2012	13,7	8,1
Nigéria	22,9	23,2	23	970	820	630	2012	15,2	9,5
Rwanda	23,4	24,3	24	840	550	340	2012	51,4	43,6
Sao T. & Príncipe	23,2	24,1	25	110	87	70	2012	39,5	35,5
Sénégal	22,6	23,1	25	500	430	370	2012	13,9	13,2
Seychelles	2012
Sierra Leone	25,1	25,3	25	1 300	1 000	890	2012	8,6	7,6
Somalie	23,9	23,6	23	1 000	1000	1 000	2012	21,5	4,2
Afrique du Sud	26,8	27,2	27	330	360	300	2012	64,3	63,5
Soudan	23,3	23,5	24	8700	800	730	2012	13,4	11,1
Swaziland	23,8	24,5	26	360	420	320	2012	63,5	61,1
Tanzanie	23,0	23,0	23	730	610	460	2012	37,0	30,2
Togo	23,3	23,7	48	440	370	300	2012	18,2	15,6
Tunisie	26,1	27,2	73	84	68	56	2012	64,7	55,5
Ouganda	21,3	21,2	30	530	420	310	2012	31,4	27,1
Zambie	23,0	22,8	22	540	500	440	2012	45,9	33,6
Zimbabwe	24,2	24,9	26	640	690	570	2012	60,1	58,6

Source : BAD, Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, 2013

Tableau 29. 8: Evolution du taux de fécondité, de l'indice synthétique de fécondité, du taux brut de natalité et de mortalité des pays africains entre 1990 et 2010

PAYS	Taux de fécondité des 15 à 19 ans (pour 1000)			indice synthétique de fécondité (par femme)			taux brut de natalité (pour 1000 habitants)			taux brut de mortalité (pour 1000 habitants)		
	2000-2005	2005-2010	% réduction	2005	2012	% réduction	1990	2012	% réduction	2000	2012	% réduction
Algérie	8,5	7,3	14,1	2,4	2,2	8,3	28,8	19,4	32,6	5,2	4,9	5,8
Afrique du Sud	70,7	59,2	16,3	2,7	2,4	11,1	46	20,6	55,2	11,7	8,9	23,9
Angola	140,2	123,7	11,8	6,2	5,2	16,1	31,2	40,2	-28,8	20,5	13,7	33,2
Benin	117,5	111,8	4,9	5,6	5,1	8,9	52,7	38,6	26,8	11,1	11,2	-0,9
Botswana	61,2	52,1	14,9	3	2,6	13,3	47,2	23,0	51,3	13,4	13,5	-0,7
Burkina faso	136,8	130,9	4,3	6,1	5,8	4,9	33,9	42,6	-25,7	14,7	11,4	22,4
Burundi	28,6	18,6	35,0	5	4,1	18,0	49,9	33,4	33,1	16,4	13,8	15,9
Cameroun	136,5	127,5	6,6	4,8	4,3	10,4	0	35,2	...	14,1	13,6	3,5
Cap vert	101,6	94,9	6,6	3	2,3	23,3	41,7	20,0	52,0	5,9	5,4	8,5
Comores	50,4	45,7	9,3	4,1	4,8	-17,1	43,9	36,1	17,8	8,1	8,4	-3,7
Congo	128,7	112,8	12,4	4,6	4,5	2,2	48,5	34,7	28,5	12,8	10,8	15,6
Congo (RDC)	230,6	201,4	12,7	6,4	5,5	14,1	44,2	42,3	4,3	18,6	15,9	14,5
Côte d'Ivoire	135,5	129,9	4,1	4,9	4,3	12,2	42,3	33,2	21,5	11,7	11,4	2,6
Djibouti	28,9	23	20,4	4,2	3,6	14,3	31,2	28,5	8,7	11,9	9,9	16,8
Egypte	48,5	39,0	19,6	3	2,7	10,0	42,4	22,5	46,9	6,1	5,1	16,4
Erythrée	80,7	66,9	17,1	4,9	4,3	12,2	38,9	34,8	10,5	10,3	7,3	29,1
Ethiopie	106,8	104,4	2,2	5,6	3,9	30,4	42,6	30,2	29,1	14,4	9,2	36,1
Gabon	107,1	89,9	16,1	3,5	3,2	8,6	39,1	27,0	30,9	10,3	8,6	16,5
Gambie	107,6	88,1	18,1	5,3	4,7	11,3	45,3	37,1	18,1	12,9	8,8	31,8
Ghana	76,2	64,0	16,0	4,4	4,0	9,1	49,8	30,6	38,6	10,4	7,6	26,9
Guinée	168,0	152,3	9,3	5,6	5,1	8,9	43,6	37,9	13,1	13,9	12,5	10,1
Guinée Bissau	129,2	129,2	0,0	5,8	4,9	15,5	41,1	37,6	8,5	19	16,1	15,3
Guinée Equatoriale	128,8	122,8	4,7	5,5	5,0	9,1	47,1	36,1	23,4	16,7	14,2	15,0
Kenya	104,2	103,5	0,7	5	4,6	8,0	35,1	37,1	-5,7	12,3	10,0	18,7
Lesotho	89,6	73,5	18,0	3,6	3,1	13,9	49,9	27,2	45,5	14,3	15,2	-6,3
Libéria	144,8	141,6	2,2	5,4	5,1	5,6	27,7	37,9	-36,8	13	10,3	20,8
Libye	3,9	3,2	17,9	2,9	2,4	17,2	44,2	22,0	50,2	4	4,1	-2,5
Madagascar	149,5	132,8	11,2	5	4,5	10,0	50,4	34,7	31,2	11,6	6,3	45,7
Malawi	158,9	135,2	14,9	5,8	6,0	-3,4	50,6	44,5	12,1	14,8	12,0	18,9
Mali	164,8	162,9	1,2	5,6	6,2	-10,7	29	45,3	-56,2	18,3	13,8	24,6
Maroc	20,3	18,9	6,9	2,4	2,2	8,3	44,3	18,9	57,3	6,1	5,8	4,9
Maurice	38,0	39,3	-3,4	1,8	1,6	11,1	42,5	12,5	70,6	6,4	9,3	-45,3

PAYS	Taux de fécondité des 15 à 19 ans (pour 1000)			indice synthétique de fécondité (par femme)			taux brut de natalité (pour 1000 habitants)			taux brut de mortalité (pour 1000 habitants)		
	2000-2005	2005-2010	% réduction	2005	2012	% réduction	1990	2012	% réduction	2000	2012	% réduction
Mauritanie	94,5	90,0	4,8	4,7	4,4	6,4	20,2	32,9	-62,9	10,7	9,3	13,1
Mozambique	176,4	149,2	15,4	5,3	4,8	9,4	41,6	36,6	12,0	17	14,0	17,6
Namibie	81,7	74,4	8,9	3,6	3,1	13,9	57,1	25,4	55,5	9,6	8,2	14,6
Niger	215,6	157,4	27,0	7,3	7,0	4,1	46,7	47,9	-2,6	18,9	12,3	34,9
Nigéria	130,5	126,6	3,0	5,5	5,5	0,0	49,9	39,4	21,0	18,1	13,8	23,8
Ouganda	171,5	150,0	12,5	6,6	6,0	9,1	26,6	44,2	-66,2	16,4	11,8	28,0
Rep. Centrafricaine	122,5	106,6	13,0	5,1	4,5	11,8	38,1	34,5	9,4	18	15,5	13,9
Rwanda	43,7	36,7	16,0	5,6	5,3	5,4	41,8	40,7	2,6	18,3	11,5	37,2
Sao T. & Principe	80,0	66,1	17,4	4,1	3,5	14,6	47	30,2	35,7	8,6	7,5	12,8
Sénégal	105,8	104,4	1,3	5,2	4,7	9,6	36,9	36,3	1,6	12	8,6	28,3
Seychelles	0,1	2,2	2,4	-9,1	43,8
Sierra Leone	135,4	126,0	6,9	5,3	4,8	9,4	...	37,0	...	21,3	15,0	29,6
Somalie	71,9	70,1	2,5	6,5	6,3	3,1	47,7	43,1	9,6	16,9	14,5	14,2
Soudan	69,1	56,8	17,8	4,5	4,3	4,4	38,6	32,0	17,1	11,4	8,7	23,7
Swaziland	102,4	83,9	18,1	3,8	3,2	15,8	40,7	28,8	29,2	13	14,2	-9,2
Tanzanie	132,0	130,4	1,2	5,6	5,5	1,8	43,4	41,1	5,3	14,1	9,7	31,2
Tchad	189,6	164,4	13,3	6,4	5,8	9,4	40,6	43,7	-7,6	17	15,7	7,6
Togo	78,3	64,8	17,2	4,6	3,9	15,2	48,2	31,2	35,3	9,6	10,4	-8,3
Tunisie	7,2	6,9	4,2	1,9	1,9	0,0	43,9	16,7	62,0	5,8	6,0	-3,4
Zambie	160,3	14,8	90,8	6	6,3	-5,0	46,1	46,3	-0,4	20,1	15,0	25,4
Zimbabwe	75,2	64,6	14,1	3,6	3,1	13,9	37,8	28,8	23,8	17,3	12,1	30,1

Source : BAD, Statistiques choisies sur les pays africains 2012, statistiques de la BAD 2012, Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains, 2013

Tableau 29. 9: Evolution du taux de mortalité infantile et de l'espérance de vie à la naissance dans les pays africains entre 1975 et 2010

PAYS	Taux de mortalité infantile (pour 1000)			Espérance de vie a la naissance (en années)								
	1975	2012	% réduction	Total			Hommes			Femmes		
				1975	1990	2012	1975	1990	2012	1975	1990	2012
Afrique du Sud	74,1	42,8	42,2	54,8	61,5	63,4	51,9	57,9	52,7	57,9	65,3	53,7
Algérie	118,9	28,2	76,3	56,6	67,1	73,4	55,6	65,9	71,8	57,6	68,3	74,9
Angola	166,2	110,9	33,3	38,9	41,2	51,5	37,3	39,2	50,0	40,5	43,2	53,0
Benin	139	80,8	41,9	48,3	48,7	56,5	46,6	45,8	54,6	49,9	51,7	58,4
Botswana	82,3	32,2	60,9	58,4	64,2	53,0	56,6	62,1	54,0	34,5	66,1	51,7
Burkina faso	139,5	77,8	44,2	45,1	48,5	55,9	43,8	47,3	54,8	46,5	49,7	56,8
Burundi	132,4	94,6	28,5	45,3	46,3	50,9	43,6	44,7	49,4	46,8	47,9	52,3
Cameroun	116,2	83,7	28,0	47,3	53,3	52,1	45,9	51,8	51,1	48,9	54,8	53,2
Cap Vert	76,8	23,4	69,5	59	65,3	74,3	57,5	62,1	70,5	60,5	68,2	77,8
Comores	121,6	44,1	63,7	50,1	55,6	61,5	48,2	53,7	60,1	52,2	57,6	62,9
Congo	75,2	79,1	-5,2	55,4	56,3	57,8	53,3	54,9	56,5	57,6	57,7	59,1
Congo, Rep.Démoc	132	113,9	13,7	47,1	46,9	48,7	45,5	45,5	47,1	48,7	48,3	50,4
Cote d'Ivoire	119,7	83,3	30,4	51,3	52,5	56,0	49,8	51,1	54,9	53,2	54,3	57,3
Djibouti	147,3	80,1	45,6	45,7	51,4	58,3	44,2	49,9	56,8	47,2	52,9	59,9
Egypte	128,1	32,5	74,6	53,3	62,0	73,5	52,1	60,4	71,5	54,5	63,7	75,4
Erythrée	130,4	51,0	60,9	44,7	48,2	62,0	42,8	46,1	59,5	46,6	50,5	64,2
Ethiopie	136,4	74,9	45,1	44,1	47,1	59,7	42,7	45,6	58,1	45,7	48,5	61,4
Gabon	104	47,2	54,6	51,2	61,3	63,1	49,6	59,8	62,1	52,8	62,9	64,1
Gambie	157,8	74,0	53,1	39,8	53,1	58,8	38,3	51,9	57,6	41,3	54,4	60,1
Ghana	102	70,9	30,5	51	56,9	64,6	49,6	55,9	63,5	52,5	57,8	65,6
Guinee	170,4	93,0	45,4	40,5	43,7	54,5	40,2	42,5	53,0	40,9	44,9	56,2
Guinée bissau	169,8	109,4	35,6	37,1	42,8	48,6	35,6	41,4	47,0	38,6	44,4	50,1
Guinée équatoriale	153,1	95,4	37,7	41,4	46,7	51,4	39,9	45,2	50,2	43	48,4	52,8
Kenya	85,8	60,4	29,6	55,1	59,3	57,7	53,2	57,5	56,4	57,3	61,3	58,8
Lesotho	117,1	65,0	44,5	50,9	59,5	48,7	49,2	57,5	49,3	52,5	61,2	47,7
Liberia	147,2	91,3	38,0	43,3	42,3	57,3	42,4	40,7	56,2	44,2	43,9	58,4
Libye	86,3	16,9	80,4	55,6	67,8	75,0	54,2	65,8	72,6	57,4	70,5	77,8
Madagascar	127,3	60,1	52,8	46,1	50,7	66,9	45,2	49,6	65,3	47,1	52,8	68,6
Malawi	175,3	78,4	55,3	43	47,1	54,8	42,2	46,0	54,6	43,8	48,3	54,8
Mali	154,6	102,9	33,4	39,1	44,2	51,9	38,4	43,1	50,7	39,8	45,2	52,9
Maroc	116,2	27,7	76,2	54,6	64,1	72,4	53	62,3	70,2	56,3	66,1	74,7
Maurice	47,5	14,0	70,5	64,1	69,4	73,5	61,7	65,7	70,3	66,7	73,3	76,8
Mauritanie	134,5	71,0	47,2	44,6	56,0	58,9	43,1	54,5	57,2	46,3	57,5	60,7
Mozambique	151,3	83,3	44,9	41,9	43,2	50,7	40,4	41,6	49,7	43,5	44,8	51,6
Namibie	93,9	30,4	67,6	55,4	60,9	62,6	54,3	58,9	62,0	56,5	62,8	63,0
Niger	161,3	83,7	48,1	38,7	41,5	55,1	38,6	41,1	54,6	38,8	41,8	55,6
Nigeria	142,3	106,6	25,1	43,8	45,6	52,3	42,3	44,5	51,5	45,5	46,9	53,2
Ouganda	103,1	70,3	31,8	50,7	47,4	54,5	49,2	45,4	53,7	52,2	49,4	55,2
Rep. Centrafricaine	127,8	101,4	20,7	45,4	48,8	49,1	42,9	46,6	47,4	48,1	51,2	50,8
Rwanda	133,8	95,9	28,3	44,8	32,8	55,7	43,1	31,1	54,4	46,3	34,6	57,0
Sao tomé & Principe	73,4	70,1	4,5	57,7	60,9	64,9	56,2	60,0	63,4	59,2	61,8	66,3
Sénégal	103,4	57,0	44,9	42,6	53,2	59,6	41,6	52,3	58,5	43,6	54,3	60,7

PAYS	Taux de mortalité infantile (pour 1000)			Espérance de vie à la naissance (en années)								
	1975	2012	% réduction	Total			Hommes			Femmes		
				1975	1990	2012	1975	1990	2012	1975	1990	2012
Sychelles	...	72,8 (2008)	67,7	74,2	...	62,4	69,3	...	74,1	79,5
Sierra leone	181,5	101,5	44,1	36,2	38,7	48,1	39,4	37,4	47,5	37,7	40,1	48,8
Somalie	151,6	105,9	30,1		44,5	51,5		43,0	49,9		46,1	53,2
Soudan	117	65,7	43,8		52,5	61,8		51,1	60,0		54,1	63,7
Swaziland	116	58,9	49,2		59,5	48,9		57,8	49,4		61,0	48,3
Tanzanie	112,8	59,8	47,0		50,6	58,9		49,0	57,9		52,3	59,9
Tchad	147,7	127,0	14,0		50,7	49,9		49,0	48,4		52,4	51,4
Togo	122,6	68,3	44,3		53,0	57,5		51,4	56,0		54,7	59,1
Tunisie	103,7	18,5	82,2		68,6	74,7		66,9	72,6		70,6	76,9
Zambie	102,9	86,5	15,9		47,5	49,4		46,1	49,0		48,9	49,8
Zimbabwe	78,8	51,4	34,8		60,6	52,7		58,8	53,2		62,4	51,8

Source : BAD : Indicateurs sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains 2010 ; statistiques choisies sur les pays africains 2013

Chapitre 30: LE CAMEROUN DANS LE MONDE

SOMMAIRE

I.	LISTE DES GRAPHIQUES	500
II.	LISTE DES TABLEAUX.....	500
III.	PRESENTATION.....	501
IV.	METHODOLOGIE.....	501
V.	SOURCES DE DOCUMENTATION	501

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 30. 1: Evolution de l'Indicateur de Développement Humain entre 1980 et 2012.....	502
---	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 30. 1: Tendance mondiale démographique selon le rang dans l'IDH en 2013	503
Tableau 30. 2: Evolution de l'Indicateur de Développement Humain.....	503
Tableau 30. 3: Indicateurs de Développement Humain en 2012	504
Tableau 30. 4: Evolution économique dans le monde.....	504
Tableau 30. 5: Evolution de quelques indicateurs d'urbanisation	506

III. PRESENTATION

Depuis l'année 2007, le monde connaît de grands bouleversements (crise financières, crises politiques, catastrophes naturelles, bouleversements climatiques, etc.) qui affectent de manière significative les pays sur les plans économique et social.

Cependant, grâce aux progrès consentis en termes d'éducation, l'IDH s'est significativement amélioré, malgré les disparités très prononcées qui existent entre les différentes régions du monde. En 2012, la moyenne générale de la valeur de l'IDH était de 0,694 : l'Afrique subsaharienne présentait l'IDH le plus faible (0,475), suivie par l'Asie du Sud (0,558), tandis que l'Europe de l'Est et l'Asie centrale affichaient l'IDH le plus élevé. Le Cameroun pour sa part, avec un IDH de 0,495, apparaît au 150^e rang sur les 187 pays classés en 2012.

IV. METHODOLOGIE

Ce chapitre contient des tableaux de données issues de plusieurs sources. Pour rendre possible la comparaison entre pays et entre périodes, les tableaux statistiques regroupés se fondent selon le cas sur les données normalisées à l'échelon international, qui ont été collectées et traitées par diverses organisations internationales ou, dans un petit nombre de cas, par d'autres organismes. Qu'elles aient obtenu ces données auprès des sources nationales ou dans le cadre de leurs propres enquêtes, ces instances s'attachent à harmoniser les définitions et les méthodes de collecte, afin de permettre une comparaison aussi poussée que possible entre les pays. Si les données qu'elles publient diffèrent parfois de celles diffusées par les sources nationales, c'est donc souvent du fait des corrections apportées par souci d'harmonisation. A chaque fois que des précisions sur la qualité des données sont nécessaires (estimations, projections, ...), elles sont référencées en dessous des tableaux statistiques ainsi que les différentes sources documentaires.

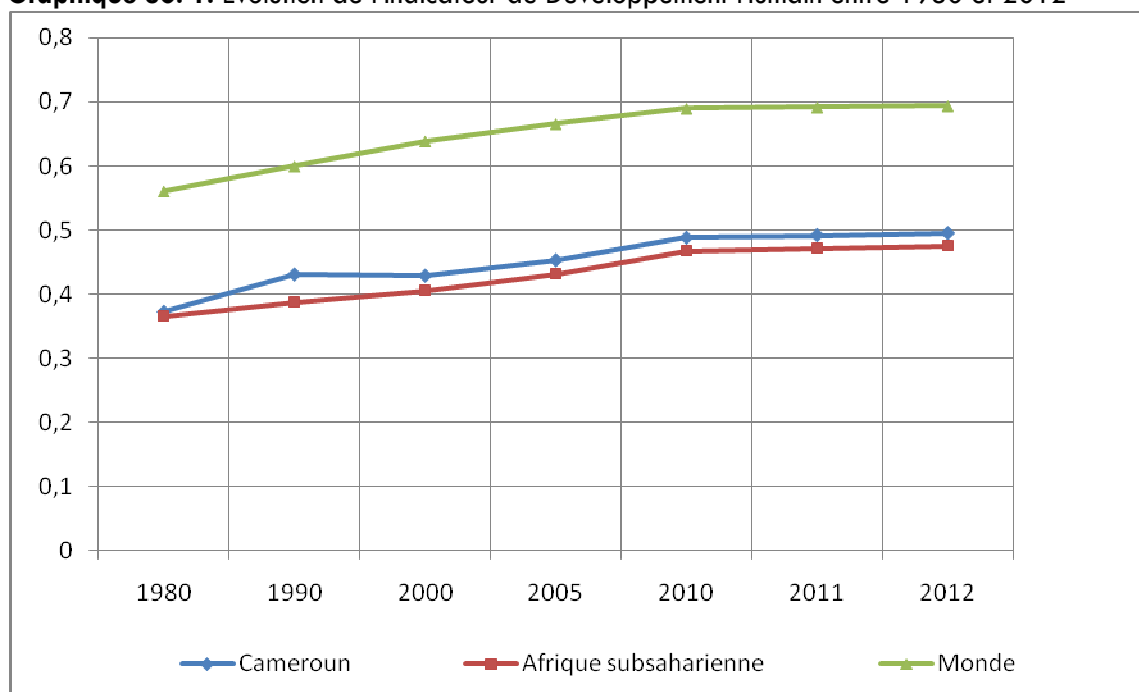
V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les principales sources de données utilisées dans ce chapitre relèvent des organisations suivantes à travers leurs publications :

- La Banque Africaine de Développement (BAD) : *Rapport sur le Développement en Afrique 2005 : Mondialisation et développement de l'Afrique.*
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : *Rapport mondial sur le développement humain* éditions 2007/2008, 2011 et 2012.
- La Banque de France (Secrétariat du comité monétaire de la zone franc) : *La Zone franc – Rapport annuel*, éditions 2001 et 2002.
- Indicateur sur le genre, la pauvreté et l'environnement sur les pays africains- 2006 à 2013
- Statistiques choisies sur les pays africains (BAD).

Remarques : Les valeurs de l'Indice du Développement Humain dans le **tableau 30. 05** ont été calculées à l'aide d'une méthodologie et d'une série de données cohérentes. Elles ne sont pas strictement comparables aux rapports préalables sur le développement humain. Pour une explication détaillée, consulter le *Guide du lecteur et les remarques des tableaux*

GRAPHIQUE

Graphique 30. 1: Evolution de l'Indicateur de Développement Humain entre 1980 et 2012

Source : Rapport sur le développement humain 2013

TABLEAUX

Tableau 30. 1: Tendence mondiale démographique selon le rang dans l'IDH en 2013

Classement à l'IDH	Population totale (millions)		Taux de croissance annuel de la population (%)		Population urbaine (% du total)	Taux de dépendance (%)
	2012	2030*	2000/2005	2010/2015	2012	2012
Pays les moins développés	870,4	1256,8	2,2	2,2	28,9	75,5
États arabes	357,3	480,8	2,2	2,0	57,2	59,7
Asie de l'Est et Pacifique	1 991,4	2 135,3	0,8	0,6	49,7	40,9
Amérique latine et Caraïbes	597,7	696,0	1,3	1,1	79,3	52,1
Asie du Sud	1 753,0	2 141,8	1,6	1,4	32,9	54,6
Afrique subsaharienne	852,5	1284,0	2,5	2,5	37,0	83,4
Europe et Asie centrale	481,6	491,3	0,0	0,2	64,8	43,4
Cameroun	20,5	28,8	2,3	2,1	52,7	78,3

Source : Rapport du Développement Humain 2013

Tableau 30. 2: Evolution de l'Indicateur de Développement Humain

Classement de l'IDH	2005	2009	2010	2011	2012
Monde	0,66	0,676	0,679	0,682	0,694
Cameroun	0,449	0,475	0,479	0,483	0,495
Régions					
Etats arabes	0,609	0,634	0,639	0,641	0,652
Asie de l'Est et Pacifique	0,622	0,658	0,666	0,671	0,683
Europe et Asie centrale	0,728	0,744	0,748	0,751	0,771
Amérique latine et Caraïbes	0,703	0,722	0,728	0,731	0,471
Asie du Sud	0,51	0,538	0,545	0,548	0,558
Afrique subsaharienne	0,431	0,456	0,46	0,463	0,475
Pays les moins avancés	0,401	0,431	0,435	0,439	0,449
Petits Etats insulaires en développement	0,616	0,635	0,638	0,64	0,647
Catégories d'IDH					
Développement humain très élevé	0,876	0,885	0,888	0,889	0,905
Développement humain élevé	0,716	0,734	0,739	0,741	0,758
Développement humain moyen	0,587	0,618	0,625	0,63	0,640
Développement humain faible	0,422	0,448	0,453	0,456	0,466

Source : Rapport sur le développement humain 2012

Tableau 30. 3: Indicateurs de Développement Humain en 2012

Classement de l'IDH	Indice du développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance (années)	Taux d'alphabétisation des adultes (% de la population de 15 ans et plus)	RNB par habitant (PPA USD en 2005)	Indicateur d'espérance de vie	Indicateur d'éducation	Indicateur de PIB
	2012	2012	2005-2010	2012			
Pays les moins développés	0,449	59,5	60,7	1 398	0,406	0,240	0,277
États arabes	0,652	71,0	74,5	8 317	0,669	0,320	0,524
Asie de l'Est et Pacifique	0,683	72,7	93,8	6 874	0,711	0,480	0,578
Amérique latine et Caraïbes	0,741	74,7	91,3	10 300	0,744	0,532	0,430
Asie du Sud	0,558	66,2	62,8	3 343	0,531	0,267	0,401
Afrique subsaharienne	0,475	54,9	63,0	2 010	0,335	0,285	0,306
Développement humain élevé	0,758	73,4	92,7	11 501	0,736	0,592	0,482
Développement humain moyen	0,640	69,9	82,3	5 428	0,633	0,395	0,441
Développement humain faible	0,466	59,1	60,8	1 633	0,395	0,246	0,300
Monde	0,694	60,1	81,3	10 184	0,638	0,453	0,506
Cameroun	0,495	52,1	70,7	2 114	0,228	0,346	0336

Source : Human Development Report 2012

Tableau 30. 4: Evolution économique dans le monde

Principaux indicateurs économiques	2004	2005	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance (en %)						
Économies avancées	3,3	2,6	- 3,4	3,0	1,7	1,2
France	2,1	1,5	- 2,6	1,4	2,1	0,0
Allemagne	1,6	1,0	- 4,7	3,5	3,1	0,9
Etats-Unis	4,2	3,6	- 2,6	2,9	1,8	2,2
Japon	2,6	1,8	- 6,3	4,0	- 0,6	1,9
Pays en développement	7,3	6,4	2,8	7,4	6,2	4,9
Dont Afrique subsaharienne	5,3	4,4	2,8	5,1	5,4	4,9
Dont UEMOA	2,8	3,8	3,0	4,3	0,7	6,4
Dont CEMAC	7,6	6,3	1,8	4,3	5,2	5,2
Dont Cameroun					4,1	4,9
Pays en transition						
Europe centrale et de l'Est	6,5	4,6	- 3,6	4,5	5,4	1,4
Russie	7,1	5,5	- 7,8	4,0	4,3	3,4
Ensemble du monde	- 0,5	5,1	3,9	3,1
Evolution des prix à la consommation (taux moyen en %)						
France	1,9	2,0	0,1	1,7	2,1	2,0
Allemagne	2,4	1,3	0,2	1,2	2,5	2,1
Etats-Unis	2,8	1,6	- 0,3	1,6	3,1	2,1
Japon	-0,7	-0,9	-1,4	- 0,7	-0,3	0,0
Pays en développement	5,8	5,4	5,2	6,1	7,1	6,1
Dont Afrique subsaharienne	13,0	9,3	10,5	7,5	9,3	9,1
Dont UEMOA	4,1	2,9	0,4	1,4	3,9	2,4

Principaux indicateurs économiques	2004	2005	2009	2010	2011	2012
<i>Dont CEMAC</i>	4,3	3,0	4,2	1,5	2,7	3,8
<i>Dont Cameroun</i>	4,5	2,8	3,0	1,3	2,9	2,4
Europe centrale et de l'Est	9,7	5,6	4,7	5,3	5,3	5,8
Russie	20,7	16,0	11,7	6,9	8,4	5,1
Evolution des taux de chômage (taux moyen en %)						
Économies avancées	5,9	6,4	8,0	8,3	7,9	8,0
France	8,6	8,8	9,5	9,7	9,7	10,2
Allemagne	8,0	8,3	7,5	6,9	6,0	5,5
Etats-Unis	5,8	6,0	9,3	9,6	9,0	8,1
Japon	5,5	5,5	5,1	5,1	4,5	4,4
Solde des paiements courants (milliards de \$)						
Economies avancées	-187,3	-212,2				
Zone euro (milliards d'euros)	-13,8	61,9				
France (milliards d'euros)	25,7	27,5				
Allemagne	3,5	49,6				
Etats-Unis	-393,44	-503,4				
Japon	87,8	112,8				
Pays en développement	31,1	54,9				
<i>Dont Afrique</i>	-0,4	-8,1				
<i>Dont Afrique Sub-saharienne</i>	-8,2	-13,0				
<i>Dont Cameroun</i>	101,6			
<i>Dont Asie</i>	34,5	51,2				
Evolution des termes de l'échange (biens, en %)						
Pays en développement	-3,1	1,2	- 5,4	- 0,6	4,1	-0,2
<i>Dont Afrique Sub-saharienne</i>	-3,7	-0,3	-12,2	10,1	8,5	-1,6
<i>Dont Asie</i>	-0,8	0,4	4,3	-10,7	2,0	-0,8
Croissance du commerce mondial (biens et services, % en volume)						
Exportations des économies avancées	-1,0	2,0	- 12,0	12,3	5,9	1,8
Exportations des pays en développement	3,3	5,1	- 7,9	12,8	6,3	4,2
Exportations de l'Afrique <i>Sub-saharienne</i> (biens)	0,4	1,4	- 2,6	2,4	4,2	4,2

Source : Banque de France, Rapport annuel de la Zone franc, 2012

Tableau 30. 5: Evolution de quelques indicateurs d'urbanisation

Régions/Pays	Population urbaine en pourcentage de la population totale			Taux annuel moyen d'accroissement de la population urbaine	
	2005	2010	2015*	2005-2010	2010-2015
Monde	48.6	50.6	52.7	1.98	1.91
Afrique	37.9	39.9	42.2	3.31	3.23
Cameroun	48,8	58,4	62,1	3.46	3.05
République Démocratique Congo	32.1	35.2	38.6	5.07	4.91
Kenya	20.7	22.2	24.1	3.99	4.21
Maroc	55.0	56.7	58.7	1.84	1.86
Afrique du Sud	59.3	61.7	64.1	1.35	1.17
Nigeria	46.2	49.8	53.4	3.78	3.47
Côte d'Ivoire	46.8	50.1	53.4	3.21	3.11
Sénégal	41.6	42.9	44.7	3.10	3.07
Asie	39.7	42.5	45.3	2.46	2.31
Chine	40.4	44.9	49.2	2.70	2.37
Japon	66.0	66.8	68.0	0.24	0.16
Europe	71.9	72.6	73.5	0.17	0.17
France	76.7	77.8	79.0	0.77	0.70
Espagne	76.7	77.4	78.3	0.95	0.62
Amérique centrale	70.2	71.7	73.2	1.76	1.62
USA	76,2	77,5	81,0	1,3	1,2
Mexique	76.3	77.8	79.3	1.52	1.34
Brésil	84.2	86.5	88.2	1.80	1.48

Source: Source: Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2006 Revision and World Urbanization Prospects: The 2007 Revision, <http://esa.un.org/unup>.

Chapitre 31 : COOPERATION INTERNATIONALE

SOMMAIRE

I. LISTE DES GRAPHIQUES	508
II. LISTE DES TABLEAUX.....	508
III. PRESENTATION.....	509
IV. MÉTHODOLOGIE.....	509
V. SOURCES DE DOCUMENTATION	509

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 31. 1: Evolution de la dette extérieure du Cameroun 2001-2011 (en cours en millions de dollars).....	510
---	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 31. 1: Evolution du stock de la dette publique par type (milliards de fcfa).....	511
Tableau 31. 2: Evolution des tirages par créancier (milliards de FCFA)	512
Tableau 31. 3: Evolution du service de la dette publique (en milliards de fcfa).....	513
Tableau 31. 4: Paiement du principal de la dette publique par type de créancier (en milliards de fcfa)	513
Tableau 31. 5: Accords de financement (prêts)	514
Tableau 31. 6: Accords et conventions de financement (prêts) de 2004 à 2010	514
Tableau 31. 7: Accords et conventions de financement signés au cours de l'année 2010.....	518
Tableau 31. 8: Paiement des charges d'intérêts de la dette publique par type de créancier (en milliards de fcfa)	522
Tableau 31. 9: Evolution du stock de la dette extérieure du Cameroun par créanciers (en milliards de fcfa).....	523

III. PRESENTATION

La mise en œuvre effective des actions de soutien ou d'accompagnement dans la lutte contre la pauvreté ont apporté beaucoup plus de visibilité sur la bonne coopération que jouit le Cameroun vis-à-vis des partenaires au développement. La dynamique actuelle a orienté les priorités de la coopération sur la santé et la lutte contre le VIH/Sida, l'agriculture et la sécurité alimentaire, les infrastructures urbaines et routières, l'éducation de base et l'environnement. Dans le cadre de cette coopération, le Cameroun en atteignant le point d'achèvement de l'initiative PPTE, a bénéficié d'une réduction d'environ 27% de sa dette extérieure par rapport à son niveau obtenu après les traitements traditionnels.

Au rang des multiples instruments utilisés par les partenaires, l'on peut citer le C2D qui permet de traiter la dette résiduelle bilatérale du Cameroun à l'égard de la France en sécurisant des dépenses dans des secteurs prioritaires, les contrats de consolidation de prêt signés avec l'Allemagne, les accords signés avec la Chine pour soutenir la lutte contre la pauvreté, les facilités accordées par la banque mondiale, la BAD etc.

IV. MÉTHODOLOGIE

La coopération internationale est un résumé des flux financiers des différents donateurs vers le Cameroun. Ces différents flux concernent :

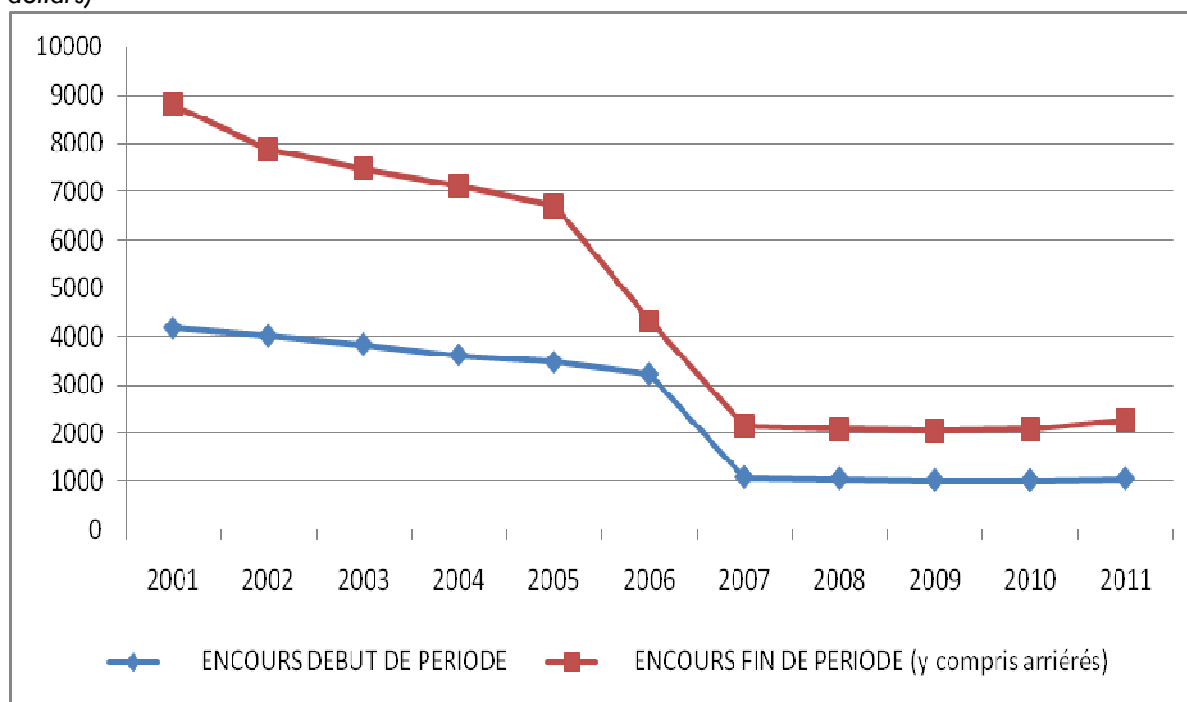
- Le paiement des charges d'intérêt de la dette publique par créanciers;
- les tirages par créanciers;
- la dette extérieure du Cameroun par créanciers ;
- le stock et le service de la dette publique du Cameroun

V. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les différents documents utilisés pour confectionner les tableaux de ce chapitre sont :

- La caisse autonome d'amortissement CAA et le MINEPAT

GRAPHIQUE

Graphique 31. 1 : Evolution de la dette extérieure du Cameroun 2001-2011 (en cours en millions de dollars)

Source : CEMAC

TABLEAUX

Tableau 31. 1: Evolution du stock de la dette publique par type (milliards de fcfa)

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Stock dette extérieure	932	975	1 132	1280	1471	1918
Multilatérale	283	377	470	561	630	722
Bilatérale	649	597	619	660	753	1071
Commerciale			43	59	88	125
Dont Emprunts obligataires détenus par les non résidents			42	42	32	21
Stock dette intérieure	437	498	623	750	701	702
Titres publics			158	208	178	183
Structurée (conventionnelle)	326	309	287	379	379	394
Non structurée (non conventionnelle)	110	99	178	163	144	125
Nouvelle dette (Audit fin 2009- arriérés)		90	-	-	-	-
Stock total	1369	1473	1755	2030	2172	2620
Dette garantie		...	11	161	208	147
Autre passif latent		...	39	40	70	...
Stock dette publique et dette à garantie publique		...	1805	2231	2450	...

Source : CAA

Tableau 31. 2: Evolution des tirages par créancier (milliards de FCFA)

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	70,4	92,6	92,9	126,2	118,0	155,8	213,9	523,95
Multilatéral	39,0	43,0	54,3	112,0	80,2	85,6	94,8	132,2
IDA	13,5	10,1	13,1	22	40,5	37,7	43,3	89,3
FAD	11	11,5	26,6	11,2	36,8	25,2	36,0	18,5
FMI	4,1	3,9	5,2	70	0,0	0,0	0,0	0
BEI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	3,3	0
BADEA	3,5	4,3	3,6	0,3	0,2	0,0	0,4	1,5
BID	3,5	4	1,9	4,2	2,2	1,5	8,0	12
Inter Islamic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5	0,0	0
FIDA	2	2,8	0,9	2,1	0,3	1,5	0,3	3
FS OPEP	1,4	4,6	3	2,2	0,2	0,0	3,5	7,9
Union Européenne	0	1,8	0	0	0,0	0,0	0,0	0
Bilatéral Club de Paris	23,3	27,2	19,5	10,4	10,9	7,5	3,8	22,35
Belgique	13,6	14,4	9,8	7,0	5,9	4,5	0,0	0
France	4,9	5,7	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	18,9
Allemagne	0,3	5,3	6,4	0,5	0,1	0,8	1,0	0,05
Pays Bas	4,5	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0
Espagne	0	1,8	1,9	2,9	1,7	0,5	0,0	0
Japon					3,2	1,7	2,8	3,4
Bilatéral non Club de Paris	8,1	22,4	19,1	3,8	26,9	62,7	115,3	318,5
Chine	5	16,9	16,1	2,4	16,4	62,3	106,2	317,7
Koweït	3,1	3,8	3	0,7	0,0	0,0	0,0	0,2
Arabie Saoudite	0	1,7	0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1
Corée du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,1	0,5
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	10,5	0,4	0,0	0
Commerciaux								50,9
DEXIA								0,5
Deutsche								31,1
bank								19,3
SG Paris								19,3

Source : CAA

Tableau 31. 3: Evolution du service de la dette publique (en milliards de fcfa)

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1-Dette publique extérieure						
Service effectif	112,3	96,7	86,1	90,7	113,9	93,7
Dont intérêt	32,4	28,8	26,3	32,6	38,9	36,4
2-Dette publique intérieure						
Service effectif	103,9	45,9	75,8	73,3	124,9	99,9
Dont intérêt	6,8	7,3	10,6	13,5	15,5	9,1
3-Dette publique total (1) + (2)						
Service effectif	217,2	142,6	161,9	164,0	238,8	193,6
Dont intérêt	39,3	36,1	36,9	46,1	53,5	45,5

Source : CAA

Tableau 31. 4: Paiement du principal de la dette publique par type de créancier (en milliards de fcfa)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011 (3 premiers trim)	2012	2013
Dette extérieure	67,6	79,9	67,9	59,8		74,9	57,2
Multilatérale	8,8	14,4	12,9	12,0	8,651	12,7	21,4
Bilatérale	55,4	57,0	54,9	47,8	26,546	40,8	30,1
Commerciale	3,4	8,5	0,0	0,0	0,0	21,4	5,7
Dette intérieure	208	97,1	38,6	65,3		161,8	90,7
Titres publics	0	0	0	0	0	95	48,8
Dette structurée	129,5	61,9	27,5	30,5	30,112	47,3	23,7
Dont bancaire	27,5	6,5	1,0	0,6	0,58	6,7	3,3
Dette non structurée	78,6	35,2	11,1	34,8	12,456	19,5	18,2
Dette publique totale	275,6	176,9	106,5	125,1		236,7	147,9

Source : CAA

Tableau 31. 5: Accords de financement (prêts)

Institutions et pays	Montant de financement (en milliard)						
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Banque Mondiale (IDA)	12			113,5	71,25	55	89,35
République Française	14,749						
République Fédérale d'Allemagne	22,78	5,086					
Royaume de Belgique	2,652	3,145				16,23	
Pays-Bas (Gouvernement Néerlandais (ING-BAN N.K))		9,8					
Partenaires du Monde Islamique (MI)	34,694	11,35	13,829	4	12,354	41,3	14,3
Banque Africaine de Développement (BAD/FAD)				23,2		137,347	29,26
République Populaire de Chine (Eximbank of China)				12,29		120,308	
Fond International Pour le Développement Agricole (FIDA)					6,85		9,6
Union Européenne (Banque Européenne d'Investissement(BEI))						26,2	
Inde (Eximbank of India)						18,825	
Corée du Sud						17,5	
japon (JICA)						20	
Chine							3,2

Source: MINEPAT

Tableau 31. 6: Accords et conventions de financement (prêts) de 2004 à 2010

Bailleurs	Montant de financement	Projets	Année
Banque mondiale	12 milliards FCFA	Projet pour la professionnalisation agricole et le renforcement institutionnel	2004
	40 milliards FCFA	Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE)	2007
	73,5milliards FCFA	Projet de facilitation des Transports et du Transit en Zone CEMAC	
	15 milliards FCFA	Projet de Compétitivité des Filières de Croissance (PCFC)	2008
	11,25 milliards FCFA	Projet d'Appui aux Investissements en faveur du Secteur de la Santé	
	9 milliards FCFA	Projet de Renforcement des Capacités Environ. et Sociales dans le secteur de l'Energie	
	29,25 milliards FCFA	Projet de Développement du Secteur de l'Energie	
	6,75 milliards FCFA	Projet de Renforcement des Capacités en matière de Transparence et de Contrôle dans la Gestion des Finances Publiques	
	30 milliards FCFA	Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole au Cameroun (PACA)	2009
	20 milliards FCFA	Projet d'Appui au Programme National de Développement Participatif (PNDP) phase II	
	5milliards FCFA	Programme Régional de Télécommunications Haut Débit en Afrique Centrale (CAB) –Phase I(A)	
	14,35 milliards FCFA	Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE)-Financement additionnel	2010
	75milliards FCFA	Projet de facilitation des Transports et du Transit en Zone CEMAC	
Banque Africaine de	3,2 milliards FCFA	Projet d'Appui aux Reformes en matière de Gouvernance (PARG-Appui institutionnel)	2007

Bailleurs	Montant de financement	Projets	Année
Développement (BAD/FAD)	20 milliards FCFA	Projet d'Appui aux Réformes mises en œuvre par le Gouvernement (PARG-Appui Réformes)	2009
	28 milliards FCFA	Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Semi-Urbain (PAEPA-MSU)	
	45,2 milliards FCFA	Projet d'aménagement de la route Ketta-Djoum et de facilitation de transport sur le corridor Brazzaville - Yaoundé	
	2,487 milliards FCFA	Projet d'étude de la route Batchenga-Yoko- Ntui-Tibati-Ngaoundéré	
	61,66 milliards FCFA	Programme de Facilitation du Transport sur le corridor routier Bamenda- Mamfé- Abakalilki- Enugu	2010
	7,04 milliards FCFA	Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PAEPA-MRU)	
	22,22 milliards FCFA	Projet de Renforcement et d'extension des réseaux électriques de transport et de distribution	2004
	2,619 millions EUR (1,72 milliards FCFA)	Projet pour la professionnalisation agricole et le renforcement institutionnel	
	1,130 millions EUR (0,74 milliards FCFA)	Projet pour la Transparence, l'efficacité et la rigueur des finances publiques camerounaises	
	République Française	1,601 millions EUR (1,052 milliards FCFA)	Projet de Renforcements des partenariats dans la recherche agronomique
9 millions EUR (5,91 milliards FCFA)		Fonds d'étude et de préparation des projets PPTÉ N2	
7 millions EUR (4,6 milliards FCFA)		Projet de Gestion durable des ressources naturelles au Cameroun Province du Sud Ouest	
12,65 millions EUR (8,31 milliards FCFA)		Projets de Réhabilitation de la route nationale N°5, phase II LOUM-NKONGSAMBA-Pont du NKAM	
2,465 millions EUR (1,62 milliards FCFA)		Projet de Réhabilitation des ponts, phase II	
7 millions EUR (4,6 milliards FCFA)		Projet d'appui au Programme de Développement Participatif dans l'Extrême Nord	
République Fédérale d'Allemagne	6 564 583,77 EUR (4,31 milliards FCFA)	Programme sectoriel de santé, Phase II	2005
	7741 411,5 EUR (5,086 milliards FCFA)	Projet de réhabilitation des ponts, accord complémentaire Cameroun VI	
	0,63 milliards FCFA	Projet d'appui au développement économique et social des Baka de la région de Djoum, Oveng et Mintom	2004
	2,022 milliards FCFA	Projets d'appui à 8 districts de santé dans la province de l'Extrême-Nord	2005
	3,145 milliards FCFA	Fourniture et installation d'un système de surveillance côtière des navires entrant au port de Douala	
	5,747 milliards FCFA	Projet de dragage d'approfondissement du chenal d'accès au port de Douala	2009
	6,687 milliards FCFA	Projet de dragage d'approfondissement du chenal d'accès au port de Douala	2004
	3,796 milliards FCFA	Projet de réhabilitation du Pont de l'Enfance sur le fleuve Sanaga	
	5,04 milliards FCFA FKDEA	Projet de construction de la route Yaoundé-Kribi (tronçon Yaoundé-Pont d'Olama)	
	5 milliards FCFA BADEA	Projet de construction de la route Yaoundé-Kribi (tronçon Yaoundé-Olama)	
Partenariat du Monde Islamique (MI)	14,532 milliards FCA BID	Projet de construction du Chantier naval de Limbé	2005
	5,9 milliards FCFA BID	Projet de construction et équipement des hôpitaux de districts et des centres de santé	
	0,672 milliards FCFA BID	Projet de Micro finance dans le Nord Cameroun	
	3,55 milliards FCFA Fonds OPEP	Projet de construction et d'équipement de l'Hôpital de district de Sangmélima	
	5, 3 milliards FCFA	Développement rural des Monts Mbappit dans le Noun	
6,05 milliards FCFA BID	Projet de bitumage de la route Fouban-Tibati (tronçon		

Bailleurs	Montant de financement	Projets	Année
		Foumban-Manki- Magba-Pont de la Mapé)	
	5,6 milliards FCFA BID	Projet pilote d'amélioration de l'éducation au Cameroun	2006
	5,219 milliards FCFA BID	Projet de d'électrification rurale de 33 localités	
	3,01 milliards FCFA Fonds de l'OPEP	Projet de bitumage de la route Foumban-Tibati-Ngaoundéré (638km) tronçon Foumban-Magba (65 km)	
	4 milliards FCFA BADEA	Projet de bitumage de la route Foumban-Tibati (tronçon Manki-Magba-pont sur la Mapé)	2007
	2,508 milliards FCFA Fonds de l'OPEP	Projet de Développement Rural Intégré du Chari-Logone	2008
	4,83 milliards FCFA (BID)	Projet de Développement Rural Intégré du Chari-Logone	
	5,016 milliards FCFA Fonds Saoudien de développement	Projet de bitumage de la route Foumban-Tibati (tronçon Manki-Magba-pont sur la Mapé)	
	4 milliards FCFA FKDEA	Projet de construction de la route Sangmélima-Ouessou (tronçon Bikoula-Djoum)	2009
	29,56 milliards FCFA BID	Projet de construction de la route Sangmélima-Ouessou (tronçon Sangmélima-Bikoula)	
	5,16 milliards FCFA BID	Projet de construction de la route Sangmélima-Ouessou (tronçon Sangmélima-Bikoula)	
	2,58 milliards FCFA BADEA	Projet du Chantier Naval de Limbé	
	3,5 milliards FCFA BADEA	Projet d'Alimentation en Eau potable de certains Centres	2010
	10,8 milliards FCA	Projet de construction du Chantier Naval de Limbé	
Fond International pour le développement Agricole (FIDA)	6,85 milliards FCFA	Projet D'appui au Développement de la Micro finance Rurale (PADMIR)	2008
Pays-Bas (Gouvernement Néerlandais (ING-BAN N.K))	9,6 milliards FCFA	Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA)	2010
	9,8 milliards FCFA	Chantier Naval de Douala	2005
	1,29 milliards FCFA	Projets de Coopération économique et Technique à convenir par les deux pays	2007
	11 milliards FCFA	Projet d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Douala (première phase)	
	44,608 milliards FCFA	Projet d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Douala (seconde phase)	2009
République populaire de chine (EXIM BANK OF CHINA)	21,905 milliards FCFA	Projet de construction de la Centrale Hydroélectrique de MEKIN	
	17,8 milliards FCFA	Projet de construction des stades de Bafoussam et de Limbé	
	26 milliards FCFA	Projet Backbone de transmission par fibre optique	
	6,245 milliards FCFA	Projet de réhabilitation du Parc national du Génie Civil (MATGENIE)	
	3,75 milliards FCFA	Projet de l'Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Douala	
	3,2 milliards FCFA	Projets de Coopération économique et Technique	2010
Union Européenne (Banque Européenne d'Investissement (BEI))			2009
	26,2 milliards FCFA	Projet d'extension des systèmes d'Adduction d'Eau Potable dans les villes de Yaoundé, Bertoua, Ngaoundéré et Edéa	
INDE (EXIM BANK OF INDIA)	18,825 milliards FCFA	Projets de mise en place de 5000 hectares de culture de maïs et de riz au Cameroun	2009
Corée du Sud	17,5 milliards FCFA	Projet de construction et d'équipement de trois centres (03) de formations professionnelles d'excellence au Cameroun	2009
Chine	3,2 milliards FCFA	Projets de Coopération économique et Technique	2010

Bailleurs	Montant de financement	Projets	Année
Japon (JICA)	20 milliards FCFA	Programme de Facilitation du Transport sur le corridor routier Bamenda- Mamfé- Abakalilki- Enugu	2009

Source: MINEPAT

Tableau 31.7: Accords et conventions de financement signés au cours de l'année 2010

MONTANT GLOBAL : 393, 387 MILLIARDS DE FCFA

N°	Bailleurs de fonds partenaires/pays	Intitulé du projet ou programme	Nature du financement et date de signature de l'accord/convention	condition du prêt	secteur	montants		Région ou Département bénéficiaire
						Devises	En milliards de FCFA	
1.	BAD - FAD	Aménagement Route Ketta Djoum Corridor Brazzaville-Yaoundé	Prêt (11 Janvier 2010)	Durée : 50 ans avec 10 ans de différé Commission d'engagement : 0,50%	Infrastructure routière	59 270 000 UC	45,20	Sud et Est
2.	BAD - FAD	Etude Route Batchenga-Yoko-Tibati-Ngaoundéré	Prêt (11 Janvier 2010)	Durée : 50 ans avec 10 ans de différé Commission d'engagement : 0,50%	Infrastructure routière	3 360 000 UC	2,48	Centre et Adamaoua
3.	BAD - FAD	Don IAEPA Projet d'alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural	Don (RWSSI) (29 Juin 2010)	100% Don	Hydraulique rurale	5 350 000 EUR	3,5	Ouest, Nord-Ouest, Sud – ouest et Sud
4.	BAD - FAD	Projet Alimentation en Eau potable Assainissement en Milieu Rural	Prêt (29 Juin 2010)	Durée : 50 ans avec 10 ans de différé Commission d'engagement : 0,50%	Hydraulique rurale	10 000 000 UC	7,04	Ouest, Nord-Ouest, Sud – ouest et Sud
5.	BAD - FAD	Renforcement et extension des réseaux électriques de transport et de distribution	Prêt (15 Octobre 2010)	Durée : 50 ans avec 10 ans de différé Commission d'engagement : 0,50%	Energie	31 640 000 UC	22,2	Ensemble du territoire (exceptées les régions de l'Est, de l'Adamaoua)
6.	BADEA	Projet d'alimentation en eau dans certains centres	Prêt (08 Octobre 2010)	Durée de remboursement : 20 ans Taux d'intérêt : 1 % Durée de grâce : 10 ans	Hydraulique	7 000 000 USD	3,5	Centre, Sud, Est
7.	BID	Route Sangmélina – Ouessou (tronçon : Sangmélina- Djoum)	Prêt (18/01/2010)	Durée de remboursement : 20 ans Taux d'intérêt : 2 % Durée de grâce : 7 ans	Infrastructure routière	7 864 000 EUR	5,16	Sud

8.	BID	Route Sangmélima-Ouessou (Tronçon Sangmélima-Djoum)	Prêt istisna'a (18 Janvier 2010)	Durée de remboursement : 15 ans Taux d'intérêt : 5,1 % Durée de grâce : 4 ans	Infrastructure routière	45 063 000 EUR	29,56	Sud
9.	OFID -Fonds de l'OPEP	Projet de construction de l'Hôpital de Sangmélima Phase II	Prêt (19 mars 2010)	Durée de remboursement : 15 ans Taux d'intérêt : 1,75 % Durée de grâce : 5 ans	Santé Publique	8 607 000 USD	4,131	Sud
10.	OFID -Fonds de l'OPEP	Chantier Naval de Limbé	Prêt (7 octobre 2010)	Durée de remboursement : 15 ans Taux d'intérêt : 5,2 % Durée de grâce : 3 ans	Infrastructures	22 500 000 USD	10,8	Sud-ouest
11.	CHINE	Accord de Coopération Economique et Techn. Ass. N°2010-01 N°2010-03	Prêt (24 Mars 2010)		Economie	50 000 000 CNY	3,75	Ensemble du territoire
12.	CHINE	Accord de Coopération Economique et Technique – ASS. N°2010-01 N°2010- 01	Don (24 Mars 2010)		Economie	50 000 000 CNY	3,75	Ensemble du territoire
13.	EXIM –BANK CHINE	Réhabilitation du Parc National de Génie Civil (MATGENIE)	Prêt concessionnel (24 Mars 2010)	Durée de remboursement : 20 ans Taux d'intérêt annuel: 2 % Durée de grâce : 3 ans Frais d'engagement : 0,3 %	Travaux publics	9 533 609 Euros	6,245	Ensemble du territoire
14.	EXIM-BANK CHINE	Projet de construction de la centrale hydroélectrique de MEKIN	Prêt concessionnel (07 Janvier 2010)	Durée de remboursement : 16 ans Taux d'intérêt annuel: 2 % Durée de grâce : 4 ans Frais d'engagement : 0,3 %	Energie	337 000 000 CNY	21,905	Sud
15.	EXIM –BANK CHINE	Projet de 350 K lignes par CDMA à la CAMTEL	Prêt commercial de CAMTEL avalisé par l'Etat (15 octobre 2010)	Durée de remboursement : 8 ans Taux d'intérêt annuel: 6m+ Libor margin Durée de grâce : 3 ans Frais d'engagement : 0,5%	Télécommunica tions	31, 8 millions de dollars US	16	Etendue du terroire
16.	EXIMBANK-CHINA	Supplementary agreement to	Preferential buyer credit Loan		Travaux Publics	3,068,959 Euros	2,010	Etendue territoire

		Preferential Buyer Credit Loan Agreement on Cameroon MATGENIE Company Rehabilitation Project	Agreement (23 december 2010)					
17.	CHINE	Accord de Coopération Economique et Technique	Don (28/12/2010)		Economie	20,000,000 de Yuans RENMINBI	1,4	Ensemble du Territoire
18.	IDA	Projet de Facilitation de Transport-Financement Additionnel	Prêt (29 Janvier 2010)	Durée de remboursement : 50 ans avec 10 ans de différé Taux d'intérêt annuel: 0,75 %	Transport	95 800 000 XDR	74,8	Ensemble du territoire
19.	IDA	Projet de réseau de Telecom Haut Débit En Afrique Centrale	Prêt (29 Janvier 2010)	Durée de remboursement : 50 ans avec 10 ans de différé Taux d'intérêt annuel: 1 %	Télécommunication	6 400 000 XDR	5	Ensemble du territoire
20.	IDA	Projet de Compétitivité des Filières de Croissance	Prêt concessionnel (19 octobre 2010)	Durée de remboursement : 50 ans avec 10 ans de différé Taux d'intérêt annuel: 1 %	Compétitivité de l'Economie	30 000 000 USD	15	Ensemble du territoire
21.	IDA	Credit N°4820-CM (Urban and Water Development Support Project-Additional Financing)	Prêt concessionnel (29 décembre 2010)	Durée de remboursement : 50 ans avec 10 ans de différé Taux d'intérêt annuel: 0,75 %	Development urbain	SDR 18, 900,000	14,356	Ensemble territoire
22.	FIDA	Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles	Prêt (18 octobre 2010)		Développement Rural	12 650 000 DTS	10,12	Ensemble du territoire
23.	AFD	Projet d'AEP à Yaoundé, Ngaoundéré, Edéa et Bertoua	Prêt direct à CAMWATER (21 janvier 2010)		Hydraulique urbaine	60 000 000 EUROS	39,4	Centre, Adamaoua, Littoral, Est

24.	Union Européenne (FED)	Programme de Développement Rural des Régions du Nord-Ouest, de l'Est et de l'Extrême-Nord	Don (06 mai 2010)		Développement Rural	25 500 00 EUROS	16,72	Nord-Ouest, Est Extrême-Nord
25.	Union Européenne (FED)	Programme Routier 10ème FED	Don (06 mai 2010)		Infrastructures routières	31 000 000 EUROS	20,33	Nord, Extrême-Nord
26.	Union Européenne (FED)	Programme d'appui à la mise en œuvre du plan de modernisation de la douane	Don (1er octobre 2010)		Finances Publiques	10 000 000 EUROS	6,56	Ensemble du Territoire
27.	Union Européenne (FED)	Travaux de renforcement du Barrage naturel du Lac Nyos	Don (1er octobre 2010)		Développement Rural	9 500 000 EUROS	6,23	Sud-Ouest
Montant total des financements extérieurs acquis en 2010						393,387 milliards de FCFA Dont : 334,897 milliards de prêts 58,49 milliards de dons		

Source: MINEPAT

Tableau 31. 8: Paiement des charges d'intérêts de la dette publique par type de créancier (en milliards de fcfa)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011 (3 premiers trim)	2012	2013
Dette extérieure	33,0	32,4	28,8	26,3		38,9	36,4
Multilatérale	4,8	7,2	4,6	4,9	4,521	5,8	8,6
Bilatérale	28,2	25,2	24,2	21,4	15,388	28,0	25,1
Commerciale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	2,7
Dette intérieure	9,9	6,8	7,3	11,8		15,5	9,1
Titres publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8	6,9
Dette structurée	9,9	6,8	7,3	8,1	3,856	6,7	2,2
Dont bancaire	6,1	3,9	3,7	3,7	2,110	4,2	2,1
Dette non structurée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Dette publique totale	42,9	39,2	36,1	38,1		54,4	45,5

Source : CAA

Tableau 31. 9: Evolution du stock de la dette extérieure du Cameroun par créanciers (en milliards de fcfa)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Total	989,7	932,3	974,8	1123	1280,4	1471,0	1917,0
Multilatéraux	242,9	282,7	376,8	461	561,1	629,7	721,4
IDA	94,8	106,4	125,5	172	220,4	264,5	327,5
BIRD	19,4	16,6	13,8	15	9,7	6,6	4,2
FMI	10,7	11,4	79,9	84	85,7	83,4	77,9
BAD	12,4	9,2	6,0	2	0	0	0
FAD	26,3	50,5	61,0	97	136,5	172,4	177,6
BID	17,4	20,0	21,4	22	31,3	32,7	48,4
FIDA	9,8	12,4	14,1	15	19,2	20,5	29,6
FS OPEP	7,1	10,0	10,5	11	10,6	10,2	18,2
BADEA	10,0	13,7	13,7	15	14,6	13,1	12,4
UE	35,0	32,5	30,8	28	32,7	26,3	25,6
Bdeac	0	0	0	0	0,4	0,03	0,03
Bilatéraux Club de Paris	655,1	580,5	527,6	476	445,6	428,2	435,3
Belgique	5,8	5,8	9,5	5	3,9	15,0	15
France	581,1	519,5	471,1	424	389,5	360,7	359,6
Allemagne	43,2	31,6	30,3	28	27,1	26,5	35,8
Pays-Bas	9,3	8,3	7,4	6	5,4	4,4	3,4
Espagne	12,8	12,4	6,6	7	11,3	11,5	10,2
Suisse	2,9	2,8	2,7	3	2,8	2,6	2
Japon	0	0	0	3	5,6	7,5	9,3
Bilatéral non Club de Paris	48,3	68,5	69,8	133	214,3	325,3	635,2
Chine	31,2	48,4	50,0	96	175,5	278,9	596,4
Koweït	12,5	16,2	16,1	17	17,1	15,5	14,3
Corée du Sud	0	0	0	0	0,8	9,6	4,3
Arabie Saoudite	4,5	3,9	3,7	3	2,6	3,8	3
Inde	0	0	0	17	18,3	17,5	17,2
Commerciaux (arrières)	43,5	0,6	0,6	52,6	59,4	87,8	125,1
Rumbold	35,9	0,0	0,0	0	0	0	0
Calder Co	7,0	0,0	0,0	0	0	0	0
BTP Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Non commercial Bank	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Emprunt obligataire	0	0	0	42,0	42,0	31,5	21
Belgique Dexia	0	0	0	10	16,8	21,8	20,8
Espagne Deutsche Bank	0	0	0	0	0	21,6	50,8
France/USA Société générale	0	0	0	0	0	3,7	23,3
IFTC	0	0	0	0	0	8,5	8,5

Source : CAA

Chapitre 32 : CARTE DIPLOMATIQUE DU CAMEROUN

SOMMAIRE

I. LISTE DES TABLEAUX	524
II. LISTE DES GRAPHIQUES.....	525
III. PRESENTATION.....	526
IV. METHODOLOGIE.....	526
V. SOURCE DE DOCUMENTATION.....	526

I. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 32. 1: Répartition des représentations diplomatiques camerounaises selon les zones géographiques.....	527
--	-----

II. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 32. 1: Répartition des représentations diplomatiques camerounaises selon les zones géographiques.....	528
Tableau 32. 2 : Missions diplomatiques du Cameroun en Afrique	528
Tableau 32. 3: Missions diplomatiques du Cameroun en Amérique	528
Tableau 32. 4: Missions diplomatiques du Cameroun en Europe	529
Tableau 32. 5: Missions diplomatiques du Cameroun en Asie et en Océanie	529
Tableau 32. 6: Missions et représentations diplomatiques accréditées au Cameroun.....	530

III. PRESENTATION

La diplomatie Camerounaise présente un bilan globalement positif au terme de ces cinquante années d'indépendance.

En effet, en Afrique, le Cameroun est membre fondateur de l'Union Africaine (U.A) ; il soutient la politique de paix, de sécurité et d'intégration régionale préconisée par l'Union. A l'ONU, le Cameroun a occupé pour la seconde fois un siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité sous l'Administration de Paul BIYA. La Première Dame du Cameroun a été promue aux fonctions importantes d'Ambassadeur de Bonne volonté de l'UNESCO, une première dans l'histoire de notre diplomatie.

Nos forces de défense et de police servent dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU dans plusieurs pays africains (et même à Haïti et au Cambodge).

Aujourd'hui, la diplomatie camerounaise explore les possibilités de coopération avec les pays émergents comme l'Inde, le Pakistan, la Corée du Sud, les Dragons d'Asie, et envisager même de créer des Ambassades dans ces régions. Mais, l'un des grands succès de la diplomatie camerounaise au cours de ces 50 années d'indépendance est le maintien de la presqu'île de BAKASSI au sein du Cameroun par des voies pacifiques.

IV. METHODOLOGIE

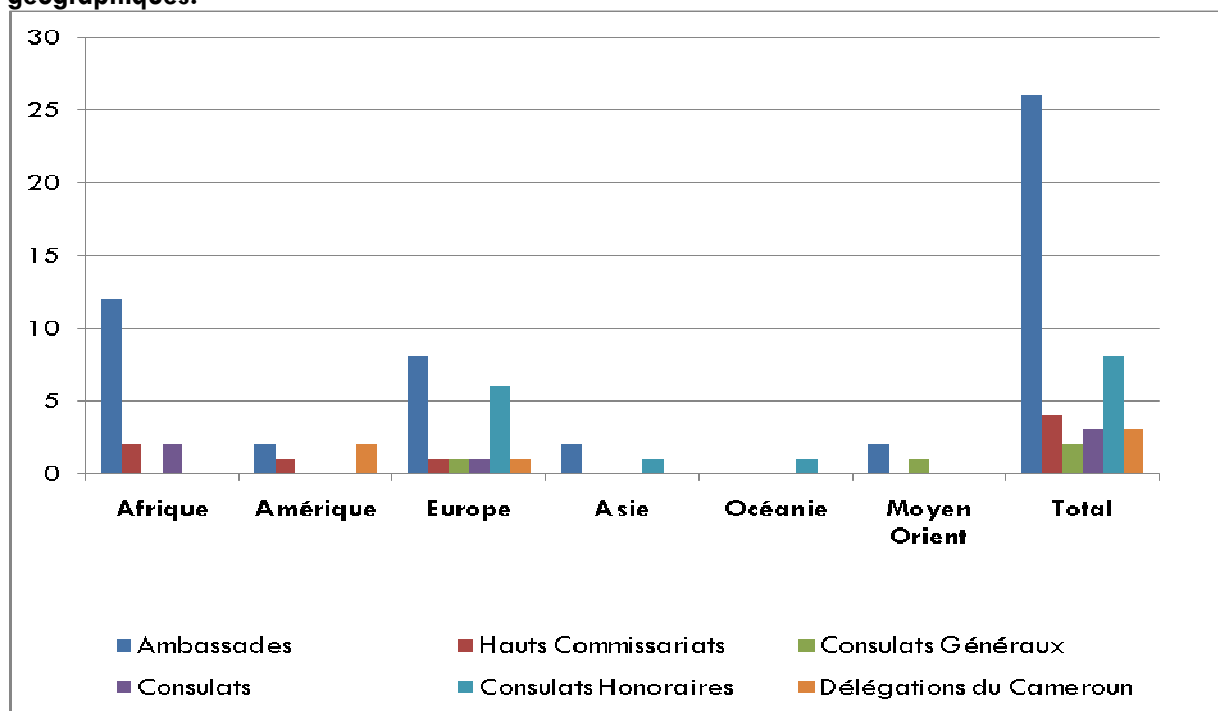
Les statistiques rassemblées dans ce chapitre sont obtenues auprès de diverses sources nationales et internationales.

V. SOURCE DE DOCUMENTATION

La principale source de données utilisée dans ce chapitre est le Ministère des Relations Extérieures (MINREXT)

GRAPHIQUE

Graphique 32. 1: Répartition des représentations diplomatiques camerounaises selon les zones géographiques.



Source : MINREXT

TABLEAUX

Tableau 32. 1: Répartition des représentations diplomatiques camerounaises selon les zones géographiques

TYPE DE REPRÉSENTATION	Afrique	Amérique	Europe	Asie	Océanie	Moyen Orient	Total
Ambassades	12	2	8	2	0	2	26
Hauts Commissariats	2	1	1	0	0	0	4
Consulats Généraux	0	0	1	0	0	1	2
Consulats	2	0	1	0	0	0	3
Consulats Honoraires	0	0	6	1	1	0	8
Délégations du Cameroun	0	2	1	0	0	0	3
Total	16	5	18	3	1	3	46

Source : MINREXT

Tableau 32. 2 : Missions diplomatiques du Cameroun en Afrique

Mission résidente	Pays ou Organisation d'accréditations Rattachées
Afrique du Sud (Pretoria)	Madagascar, Mozambique, Namibie, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
Algérie - Alger	
République Centrafricaine	CEMAC
Congo - Brazzaville	Angola, BDEAC, OMS Afrique
République démocratique du Congo	CEEAC, Burundi, Rwanda
Cote d'Ivoire - Abidjan	Burkina Faso, Ghana, Togo
Egypte - Le Caire	Soudan, Jordanie, Liban, Syrie
Ethiopie - Addis-Abeba	Djibouti, Kenya, Ouganda, CEA, Office des Nations Unies (Nairobi Kenya), Union africaine (UA)
Gabon - Libreville	Sao Tome et Principe
Guinée Equatoriale - Bata	
Guinée Equatoriale - Malabo	
Libéria	Guinée Conakry, Sierra Leone
Maroc - Rabat	
Nigéria - Calabar	
Nigéria - Lagos	Bénin, Niger
Sénégal - Dakar	Gambie, Mauritanie, Mali
Tchad - N'djamena	CBLT
Tunisie	Libye, BAD

Source : MINREXT

Tableau 32. 3: Missions diplomatiques du Cameroun en Amérique

Mission résidente	Pays ou Organisation d'accréditations Rattachées
Brésil	Argentine, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela, Trinité et Tobago
Canada	Cuba, Jamaïque, OACI
Etats-Unis	Mexique, Costa Rica, Bahamas, Banque Mondiale, ITSO, FMI
ONU	Autorité des Fonds marins (Kingston-Jamaïque)

Source : MINREXT

Tableau 32. 4: Missions diplomatiques du Cameroun en Europe

Mission résidente	Pays ou Organisation d'accréditations Rattachées
Belgique	Union Européenne
Allemagne	Autriche, Macédoine, Monténégro, Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne, République tchèque, ONUDI, ONUDCI, VNU, ONUSC, ONUEEA, PNUD/ACOMAE, TIDM, CCNUCC, PNUE/CCEMFS, CNULCD, AIEA
Espagne	OMT (Madrid, Espagne), Portugal
France	UNESCO, OIF, OMSA
Pays -Bas	Bulgarie, Croatie, Hongrie, Roumanie, Serbie, FAO, FIDA, PAM
Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède, OMI, FIPOL
Fédération de Russie	Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Kazarkhstan, Moldavie, Tadjikistan, Ukraine
Suisse	Géorgie, Grèce, Sloveie
Etat du Vatican	Ordre Souverain de Malte
Office des Nations Unies (Génève)	OMC

Source : MINREXT

Tableau 32. 5: Missions diplomatiques du Cameroun en Asie et en Océanie

Mission résidente	Pays ou Organisation d'accréditations Rattachées
Arabie Saoudite	Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Oman, Qatar, Iran, OCI
République populaire de Chine	Corée du Nord, Vietnam, Philippines
Inde	Malaisie, Indonésie, Singapour
Israël	Turquie
Japon	Australie, Corée du Sud, Nouvelle Zélande, OIBT

Source : MINREXT-Division des Affaires diplomatiques

Tableau 32. 6: Missions et représentations diplomatiques accréditées au Cameroun

Ambassades				
N°	Pays d'accréditation	Adresse	Téléphone	Fax
1	Algérie	BP 1619, Yaoundé	22 21 53 51	22 21 53 54
2	Allemagne	Rue Charles De Gaulle, BP 1160, Yaoundé	22 21 00 56/ 22 20 05 66	22 20 73 13
3	Belgique	BP 816, Yaoundé	22 20 05 19/ 22 21 17 68	22 20 05 21
4	Brésil	BP 348, Yaoundé	22 21 45 67	22 21 19 57
5	Centrafrique	BP 396, Yaoundé	22 20 51 55	22 20 51 55
6	Chine	Bastos, BP 1307, Yaoundé	22 20 04 71/ 22 21 67 79	22 21 43 95
7	Egypte	BP 809, Yaoundé	22 20 39 22/ 22 2078 45	22 20 64 91
8	Espagne	Bd de l'URSS, BP 877 Yaoundé	22 20 35 43/ 22 20 41 89	22 20 64 91
9	Etats-Unis d'Amérique	BP 817, Yaoundé	22 22 25 89/ 22 23 40 14/ 22 23 05 12/ 22 22 17 94	22 23 07 53
10	France	BP 1631, Yaoundé	22 23 40 13/ 22 22 17 76/ 22 22 14 62/ 22 23 19 79/ 22 23 36 30	22 23 50 43
11	Gabon	Bastos, BP 4130, Yaoundé	22 21 02 24/ 22 20 29 66	22 21 02 24
12	Grèce	BP 82 Yaoundé	22 20 39 36	22 20 39 36
13	Israël	Bastos, BP 5934, Yaoundé	22 21 12 91/ 22 20 16 44	22 21 08 23
14	Italie	Bastos, BP 827, Yaoundé	22 20 33 76/ 22 21 21 98	22 21 52 50
15	Japon	Quartier Bastos, Ekoudou 1513, rue 1828, BP 6868, Yaoundé	22 20 62 02/ 22 20 65 85	22 20 62 03
16	Libéria	Bd Soviétique, rue 1782, BP 1185 Yaoundé	22 21 12 96/ 22 21 05 21	22 20 97 81
17	Libye	BP 1980 Yaoundé	22 20 41 38/ 22 21 44 25	22 21 42 98
18	Maroc	Bastos, BP 1629, Yaoundé	22 20 50 92/ 22 20 37 93	22 20 37 93
19	Congo	Bastos, BP 1422, Yaoundé	22 21 24 58	22 21 17 33
20	Russie	Bd de l'URSS, BP 488 Yaoundé	22 20 17 14	22 20 78 64
21	Tchad	BP 506, Yaoundé	22 21 06 24	22 21 06 24
22	Canada	Immeuble Stamatiades, BP 572, Yaoundé	22 23 23 11/ 22 22 18 22	22 22 10 90
23	Grande-Bretagne	BP 547, Yaoundé	22 22 05 45/ 22 22 07 95	22 22 01 48
24	Nigéria	BP 448, Yaoundé	22 23 45 23/ 22 22 34 55/ 22 23 19 04	22 23 55 51
25	Arabie Saoudite	Bastos, BP 1602, Yaoundé	22 21 26 75/ 22 21 32 61	22 20 66 89
26	Guinée Equatoriale	BP 277, Yaoundé	22 21 08 04	22 21 08 04
27	Pays-Bas	Nouvelle route Bastos, BP 310, Yaoundé	22 21 23 54/ 22 20 05 44/ 22 20 47 04	22 20 47 04
28	Congo RD	Bd de l'URSS, Bld 1782, BP 632, Yaoundé	22 20 51 03	22 21 17 33
29	Roumanie	Immeuble Dyna immobilier, Bastos, BP 6212, Yaoundé	22 21 39 86	22 21 39 86
30	Tunisie		22 20 33 68	22 21 05 07
31	Saint Siège	BP 210, Yaoundé	22 20 04 75/ 22 21 50 73	22 20 75 13
32	Côte d'Ivoire	BP 11357, Yaoundé	22 20 87 64/ 22 21 76 73	22 21 74 59
33	Rép de Corée	BP 301, Yaoundé	22 21 32 23/ 22 20 17 25/ 22 21 06 19	

Cnsulats honoraires

N°	Pays	Adresse	Téléphone	Fax
34	France	Douala	33 42 62 50/ 33 42 53 70	33 43 31 05
35	France	Garoua	22 27 14 75/ 22 27 16 47	22 27 22 79
36	France	Yaoundé	22 22 09 01	
37	Grande-Bretagne	Douala	33 46 12/ 33 42 91 53	33 42 27 89
38	Guinée Equatoriale	Douala	33 42 26 11	
39	Nigéria	Buéa	33 32 25 58	33 32 25 37
40	Nigéria	Douala	33 43 21 68/ 33 43 21 61	33 42 07 66
41	Allemagne	Douala	33 42 86 00	
42	Autriche	Yaoundé	22 20 38 26/ 22 20 73 83	
43	Belgique	Douala	33 42 93 91	
44	Bénin	Yaoundé	22 23 74 81	
45	Canada	Douala	33 42 31 03/ 33 42 31 05	33 42 31 09
46	Chine	Douala	33 42 62 76	33 42 22 68
47	Chypre	Yaoundé	22 23 94 19	
48	RD Congo	Douala	33 42 20 29	
49	Danemark	Douala	33 42 64 64	
50	Espagne	Douala	33 42 72 40	
51	Finlande	Yaoundé	22 21 24 44/ 22 21 53 77	
52	Grèce	Douala	33 42 38 93	
53	Guinée Conakry	Yaoundé	22 20 95 83	
54	Italie	Douala	22 23 63 27/ 22 23 91 56	33 37 67 98
55	Malte	Yaoundé	22 23 63 27/ 22 23 91 56	
56	Norvège	Douala	33 42 52 68	
57	Norvège	Yaoundé	22 30 47 99/ 22 30 46 81	
58	Pays-Bas	Douala	33 42 85 71	
59	Rep Corée	Douala	33 42 65 74/ 33 35 15 44	
60	Rep Corée	Yaoundé	22 21 32 23/ 22 20 17 25/ 22 21 06 19	
61	Suède	Yaoundé	22 20 51 31	
62	Suède	Douala	33 42 52 69	
63	Suisse	Yaoundé	22 20 50 67	
64	Togo	Douala	33 42 11 87	
65	Tunisie	Douala	33 42 70 37/ 33 42 15 15	
66	Sénégal	Douala	33 42 28 63	
67	Inde	Douala	33 42 01 35	
68	Niger	Douala	33 42 63 69/ 33 42 87 17	

Source : MINREXT